

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/205561]

20 JUILLET 2016. — Décret abrogeant le décret du 24 avril 2014 abrogeant les articles 1^{er} à 128 et 129^{quater} à 184 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, abrogeant les articles 1^{er} à 128 et 129^{quater} à 184 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine et formant le Code du Développement territorial (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le texte qui suit forme le Code du Développement territorial.

LIVRE I^{er}. — Dispositions générales

TITRE UNIQUE. — *Dispositions générales*

CHAPITRE I^{er}. — *Objectifs et moyens*

Article D.I.1. § 1^{er}. Le territoire de la Wallonie est un patrimoine commun de ses habitants.

L'objectif du Code du Développement territorial, ci-après "le Code", est d'assurer un développement durable et attractif du territoire.

Ce développement rencontre ou anticipe de façon équilibrée les besoins sociaux, économiques, démographiques, énergétiques, patrimoniaux, environnementaux et de mobilité de la collectivité, en tenant compte, sans discrimination, des dynamiques et des spécificités territoriales, ainsi que de la cohésion sociale.

§ 2. La Région, les communes et les autres autorités publiques, chacune, dans le cadre de ses compétences et en coordination avec la Région, sont acteurs, gestionnaires et garantes de ce développement.

A cette fin, elles élaborent des outils d'aménagement du territoire et d'urbanisme qui sont les suivants :

1^o le plan de secteur;

2^o les schémas;

3^o le guide régional d'urbanisme;

4^o le guide communal d'urbanisme;

5^o les périmètres opérationnels;

6^o les outils de politique foncière.

Les habitants et les acteurs publics et privés contribuent au développement durable et attractif du territoire, par leur participation à l'élaboration de ces outils, par le développement de projets et par les avis qu'ils émettent.

Art. D.I.2. § 1^{er}. Le Gouvernement dépose tous les trois ans sur le bureau du Parlement un rapport sur :

1^o la situation et les prévisions en matière de développement territorial, d'aménagement du territoire et d'urbanisme;

2^o le suivi des incidences notables sur l'environnement de la mise en œuvre du schéma de développement du territoire et des plans de secteur ayant fait l'objet d'une évaluation environnementale.

Le rapport fait l'objet d'une publication triennale accessible au public.

§ 2. Le Gouvernement assure la coordination des dispositions du Code et de leur traduction en langue allemande.

CHAPITRE II. — *Délégations par le Gouvernement*

Art. D.I.3. Le Gouvernement désigne pour chaque partie du territoire les fonctionnaires de la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Énergie du Service public de Wallonie, ci-après "DGO4", qu'il délègue aux fins précisées par le Code, ci-après "fonctionnaires délégués".

CHAPITRE III. — *Commissions*

Section 1^{re}. — Pôle "Aménagement du territoire"

Sous-section 1^{re}. — Création et missions

Art. D.I.4. § 1^{er}. Le pôle "Aménagement du territoire" rend les avis :

1^o remis en application du Code au regard des objectifs visés à l'article D.I.1, § 1^{er}, notamment sur les outils d'aménagement du territoire et d'urbanisme, ainsi que sur les permis pour lesquels il existe des motifs impérieux d'intérêt général délivrés par le Gouvernement;

2^o sur le programme de développement rural, en application des articles 13 et 14 du décret du 11 avril 2014 relatif au développement rural;

3^o sur la création de parcs naturels, en application de l'article 4 du décret du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels;

4^o sur l'établissement et la révision du Schéma régional de développement commercial, en application de l'article 13 du décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales;

5^o sur les objectifs du projet au regard des objectifs visés à l'article D.I.1, § 1^{er} et sur la qualité de l'étude des incidences :

i) pour les demandes de permis éoliens soumises à une étude des incidences sur l'environnement au sens du Code de l'Environnement;

ii) pour les autres demandes de permis soumises à une étude des incidences sur l'environnement au sens du Code de l'Environnement, en cas d'absence de commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité.

Le Gouvernement peut soumettre au pôle "Aménagement du territoire" toutes questions relatives au développement territorial tant urbain que rural, à l'aménagement du territoire et à l'urbanisme.

Le pôle "Aménagement du territoire" peut donner d'initiative des avis sur toute question relative au développement territorial tant urbain que rural, à l'aménagement du territoire et à l'urbanisme au regard des objectifs visés à l'article D.I.1, § 1^{er}.

Sauf en cas d'urgence spécialement motivée, le Gouvernement consulte le pôle "Aménagement du territoire" sur tout projet de décret ou d'arrêté de portée générale relevant de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme.

§ 2. Lorsque le Gouvernement sollicite l'avis visé au paragraphe 1^{er}, il désigne la ou les sections chargées de le proposer au bureau.

Sous-section 2. — Composition et fonctionnement

Art. D.I.5. Le pôle "Aménagement du territoire" est composé, outre le président, de 24 membres effectifs qui sont répartis comme suit :

1° huit sièges pour les interlocuteurs sociaux tels que représentés au Conseil économique et social de Wallonie;

2° seize sièges répartis comme suit : deux représentants des pouvoirs locaux, deux représentants des organisations environnementales, deux représentants des intercommunales de développement, un représentant du secteur carrier, deux représentants du secteur du logement, un représentant de la Fondation rurale de Wallonie, un représentant du développement urbain, un représentant des associations d'urbanistes, deux représentants des associations d'architectes, un représentant du secteur agricole, un représentant de la Conférence permanente du développement territorial.

Le pôle "Aménagement du territoire" est subdivisé en deux sections :

1° la section "Aménagement régional";

2° la section "Aménagement opérationnel".

Le bureau du pôle "Aménagement du territoire" est composé du président, de deux vice-présidents et de deux membres par section. Le Gouvernement désigne le président hors section ainsi qu'un vice-président par section.

Le Gouvernement désigne les membres du pôle "Aménagement du territoire" et de ses sections et en arrête les modalités de fonctionnement.

Section 2. — Commission d'avis sur les recours

Art. D.I.6. § 1^{er}. La commission d'avis sur les recours, ci-après "la commission d'avis", siège à Namur et remet un avis au Gouvernement sur les recours introduits contre les décisions relatives aux demandes de permis et de certificats d'urbanisme n° 2 prises par le collège communal ou le fonctionnaire délégué.

§ 2. Le président et les membres de la commission d'avis sont nommés par le Gouvernement. Le président représente le Gouvernement.

Outre le président, quatre membres siègent à la commission d'avis: deux personnes parmi celles proposées par l'Ordre des architectes et deux personnes parmi celles proposées par la Chambre des Urbanistes de Belgique. Lorsque le recours est relatif à un bien visé à l'article D.IV.17 alinéa 1^{er}, 3°, un cinquième membre, représentant la Commission royale des monuments, sites et fouilles de la Région wallonne, y siège.

Lorsque le recours est relatif à un bien situé dans les communes de la Communauté germanophone, ou lorsque le recours concerne un dossier introduit en allemand conformément aux règles sur l'emploi des langues, et relatif à un bien situé dans les communes de Malmédy et de Waimès, un des deux membres choisis parmi les personnes proposées par l'Ordre des architectes est de langue allemande.

§ 3. La commission délibère valablement si le président et deux autres membres au moins sont présents.

§ 4. Le secrétariat de la commission est assuré par la DGO4.

Le Gouvernement arrête les modalités de composition et de fonctionnement de la commission. Le Gouvernement peut arrêter le montant du jeton de présence du président et des membres de la commission d'avis.

Section 3. — Commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité

Sous-section 1^{re}. — Création et missions

Art. D.I.7. Le conseil communal peut établir une commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité, ci-après "commission communale", et adopter son règlement d'ordre intérieur.

La commission communale peut être divisée en sections.

Art. D.I.8. Le conseil communal décide le renouvellement de la commission communale dans les trois mois de sa propre installation et en adopte le règlement d'ordre intérieur.

Art. D.I.9. Le Gouvernement approuve l'établissement ou le renouvellement de la commission communale et, le cas échéant, de ses sections ainsi que son règlement d'ordre intérieur.

Outre les avis que le Code la charge de donner, la commission communale peut donner des avis d'initiative sur les sujets qu'elle estime pertinents.

Le collège communal ou le conseil communal peut lui soumettre tout dossier qu'il estime pertinent ou toutes questions relatives au développement territorial, tant urbain que rural, à l'aménagement du territoire et à l'urbanisme.

Sous-section 2. — Composition et fonctionnement

Art. D.I.10. § 1^{er}. Le nombre des membres est fixé en fonction de l'importance de la population de la commune. Pour un quart, les membres représentent le conseil communal. Les autres membres et le président font acte de candidature après appel public. Le conseil communal choisit les membres au sein de la liste des candidatures en respectant :

1° une représentation spécifique à la commune des intérêts sociaux, économiques, patrimoniaux, environnementaux, énergétiques et de mobilité;

2° une répartition géographique équilibrée;

3° une répartition équilibrée des tranches d'âges de la population communale;

4° une répartition équilibrée hommes-femmes.

La durée minimum de l'appel public est d'un mois.

§ 2. Sur proposition du conseil communal, le Gouvernement peut diviser la commission communale en sections et en préciser les missions. Le choix des membres composant les sections respecte :

1° une répartition géographique équilibrée;

2° un équilibre dans la représentation des intérêts sociaux, économiques, patrimoniaux, environnementaux, énergétiques et de mobilité de la commune.

§ 3. L'avis de la commission émane de l'ensemble de ses membres et du président. Ont droit de vote, le président, les membres effectifs et le suppléant de chaque membre effectif absent.

La commission se réunit régulièrement et dresse un rapport de ses activités au moins une fois tous les six ans.

En cas d'inconduite notoire ou de manquement grave à un devoir à sa charge, un membre ou le président peut être suspendu ou révoqué.

§ 4. Le Gouvernement arrête les modalités de composition, d'appel aux candidatures, de désignation du président et de fonctionnement de la commission communale et de ses sections.

Le Gouvernement peut désigner, parmi les fonctionnaires de la DGO4, son représentant auprès de la commission consultative, avec voix consultative.

Le Gouvernement peut arrêter le montant du jeton de présence du président et des membres de la commission communale.

CHAPITRE IV. — *Agréments*

Art. D.I.11. Les plans, schémas et guides sont élaborés ou révisés par un auteur de projet agréé.

Le Gouvernement est agréé pour l'élaboration ou la révision du schéma de développement du territoire, du plan de secteur et du guide régional d'urbanisme.

Le Gouvernement agréé, selon les critères et la procédure qu'il arrête, les personnes physiques ou morales, privées ou publiques, qui peuvent être chargées :

1° de l'élaboration ou de la révision du schéma de développement pluricommunal et du schéma de développement communal;

2° de l'élaboration ou de la révision du schéma d'orientation local et du guide communal d'urbanisme.

Pour la réalisation du rapport sur les incidences environnementales établi dans le cadre de l'élaboration ou de la révision d'un plan de secteur, sont requis l'agrément octroyé en application du Livre I^{er} du Code de l'Environnement et l'agrément octroyé en application de l'alinéa 3, 1°.

Le Gouvernement peut déterminer les cas dans lesquels, eu égard à la zone ou la superficie concernées, l'auteur de projet peut ne pas disposer de l'agrément pour élaborer ou réviser un schéma communal ou un guide communal visé à l'alinéa 3. Aucun agrément n'est requis pour l'abrogation d'un schéma ou d'un guide.

Le Gouvernement peut adresser un avertissement à l'auteur de projet qui ne respecte pas les obligations qui lui sont imposées par le Code, préalablement au retrait de son agrément.

Le Gouvernement arrête les modalités et les conditions dans lesquelles il adresse l'avertissement et retire l'agrément.

CHAPITRE V. — *Subventions*

Art. D.I.12. Selon les modalités qu'il arrête, le Gouvernement peut octroyer des subventions :

1° aux communes, pour l'élaboration du dossier de base de révision du plan de secteur;

2° aux communes, pour l'élaboration ou la révision en tout ou en partie d'un schéma de développement pluricommunal, d'un schéma communal, ou d'un guide communal d'urbanisme;

3° aux communes, pour l'élaboration d'un rapport sur les incidences environnementales relatif à un projet de révision de plan de secteur, de schéma de développement pluricommunal ou de schéma communal;

4° aux personnes physiques ou morales, privées ou publiques, pour l'élaboration d'une étude d'intérêt général relative au développement territorial, à l'aménagement du territoire et à l'urbanisme;

5° aux personnes physiques ou morales, privées ou publiques, pour l'organisation de l'information relative à l'aménagement du territoire et à l'urbanisme;

6° aux communes, pour le fonctionnement de la commission communale et pour la formation de ses membres et du personnel communal concerné;

7° lorsqu'une commune ou plusieurs communes limitrophes ou une association de communes en font la demande, pour l'engagement annuel d'un ou plusieurs conseillers en aménagement du territoire et urbanisme;

8° aux organismes universitaires pour les études générales en aménagement du territoire, notamment à la Conférence permanente du développement territorial agissant dans le cadre du programme d'actions annuel fixé par le Gouvernement.

Lors de l'établissement des modalités d'allocation de la subvention visée à l'alinéa 1^{er}, 7,° et des modalités de mise à disposition des conseillers en aménagement du territoire, le Gouvernement favorise les communes qui réunissent les conditions d'application de l'article D.IV.15 alinéa 1^{er}, 1°, ou dont l'élaboration du schéma de développement pluricommunal ou communal a été décidée.

CHAPITRE VI. — *Modalités d'envoi et calcul des délais*

Art. D.I.13. A peine de nullité, tout envoi doit permettre de donner date certaine à l'envoi et à la réception de l'acte, quel que soit le service de distribution du courrier utilisé.

Le Gouvernement peut déterminer la liste des procédés qu'il reconnaît comme permettant de donner date certaine à l'envoi et à la réception. L'envoi doit se faire au plus tard le jour de l'échéance du délai.

Les recommandés électroniques se conforment aux dispositions du décret du 27 mars 2014 relatif aux communications par voie électronique entre les usagers et les autorités publiques wallonnes.

Les envois à l'auteur de projet visés au Livre IV ne sont pas soumis à l'alinéa 1^{er}.

Art. D.I.14. Le jour de l'envoi ou de la réception de l'acte, qui est le point de départ d'un délai n'est pas compris dans le délai.

Art. D.I.15. Le jour de l'échéance est compris dans le délai. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au jour ouvrable suivant.

Art. D.I.16. § 1^{er}. Les mesures particulières de publicité sont suspendues du 16 juillet au 15 août et du 24 décembre au 1^{er} janvier.

Lorsque le dernier jour de l'enquête publique ou de la période durant laquelle les observations et réclamations peuvent être envoyées au collège communal en cas d'annonce de projet est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, l'enquête publique ou la période se prolonge au jour ouvrable suivant.

En cas de suspension ou de prolongation de délai visée aux alinéas 1^{er} et 2, les délais de consultation du collège communal, d'adoption, d'approbation, de délivrance d'autorisation ou d'envoi de décision visés par le Code sont prorogés de la durée de la suspension ou de la prolongation.

§ 2. Les délais visés aux articles D.IV.50 et D.IV.51 sont suspendus du 16 juillet au 15 août.

§ 3. Sauf disposition contraire, les avis des services et commissions sont envoyés dans les trente jours de l'envoi de la demande d'avis ou à défaut sont réputés favorables.

CHAPITRE VII. — *Droit transitoire*

Section 1^{re}. — Commissions

Art. D.I.17. La Commission régionale d'aménagement du territoire instituée avant l'entrée en vigueur du Code reste valablement constituée jusqu'à la désignation des membres siégeant au sein du pôle "Aménagement du territoire". La Commission régionale devient le pôle "Aménagement du territoire" et exerce les missions visées à l'article D.I.4, § 1^{er}.

La commission d'avis instituée avant l'entrée en vigueur du Code reste valablement constituée jusqu'à son renouvellement et exerce les missions visées à l'article D.I.6, § 1^{er}.

L'établissement ou le renouvellement d'une commission communale adopté par le conseil communal avant l'entrée en vigueur du Code se poursuit suivant la procédure en vigueur avant cette date.

La commission communale dont la composition a été approuvée par le Gouvernement avant l'entrée en vigueur du Code reste valablement constituée jusqu'à son renouvellement conformément à l'article D.I.9.

Section 2. — Agréments

Art. D.I.18. La personne physique ou morale, privée ou publique, agréée pour l'élaboration ou la révision d'un schéma, d'un plan d'aménagement et d'un règlement d'urbanisme à la date d'entrée en vigueur du Code est agréée au sens de l'article D.I.11 aux conditions de son agrément.

L'agrément pour l'élaboration ou la révision de schéma de structure communal et de règlement communal d'urbanisme vaut agrément pour l'élaboration et la révision de schéma de développement pluricommunal, de schéma de développement communal et de guide communal d'urbanisme.

L'agrément pour l'élaboration et la révision de plan communal d'aménagement vaut agrément pour l'élaboration et la révision de schéma d'orientation local et de guide communal d'urbanisme.

Section 3. — Subventions

Art. D.I.19. § 1^{er}. Les subventions visées à l'article D.I.12, alinéa 1^{er}, 5^o à 8^o, octroyées sur la base de la législation en vigueur et en cours d'exécution avant l'entrée en vigueur du Code restent soumises aux dispositions d'application lors de leur octroi.

§ 2. Le droit à la subvention octroyée pour l'élaboration ou l'actualisation d'un schéma de structure communal et d'un règlement communal d'urbanisme sur la base de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 5 avril 1990 relatif à l'octroi de subventions aux communes pour l'élaboration d'un schéma de structure communal et d'un règlement communal d'urbanisme s'éteint.

§ 3. La subvention en cours d'exécution pour l'élaboration ou la révision d'un schéma de structure communal, d'un règlement communal d'urbanisme, d'un plan communal d'aménagement et/ou d'un rapport sur les incidences environnementales octroyée sur la base de l'arrêté du Gouvernement du 25 janvier 2001 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine quant aux modalités d'octroi de subventions aux communes pour le fonctionnement de la Commission consultative communale d'aménagement du territoire, pour l'élaboration ou la révision totale d'un schéma de structure communal, d'un règlement communal d'urbanisme ou d'un plan communal d'aménagement, ou pour l'élaboration d'une étude d'incidences relative à un projet de plan communal d'aménagement reste soumise aux dispositions applicables lors de son octroi pour autant que le document soit entré en vigueur au plus tard un an à dater de l'entrée en vigueur du Code. A défaut, le droit à la subvention s'éteint.

§ 4. La subvention en cours d'exécution pour l'élaboration ou la révision d'un schéma de structure communal, d'un règlement communal d'urbanisme, d'un plan communal d'aménagement et/ou d'un rapport sur les incidences environnementales octroyée sur la base de l'arrêté du Gouvernement du 15 mai 2008 remplaçant le chapitre 1^{er}ter et modifiant le chapitre 1^{er}quater du titre 1^{er} du Livre IV du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine reste soumise aux dispositions applicables lors de son octroi pour autant que le document soit entré en vigueur au plus tard trois ans à dater de l'entrée en vigueur du Code. A défaut, le droit à la subvention s'éteint.

Toutefois, pour la subvention octroyée à partir du 1^{er} juin 2013, le Gouvernement peut proroger de trois ans une seule fois le délai visé dans la subvention en cours, sur proposition motivée du conseil communal.

LIVRE II. — Planification

TITRE I^{er}. — Schémas

Art. D.II.1. Les objectifs de développement territorial, d'aménagement du territoire et, le cas échéant, d'urbanisme sont déclinés, sur la base d'une analyse contextuelle du territoire concerné, à quatre échelles :

- 1° le schéma de développement du territoire pour la Wallonie;
- 2° le schéma de développement pluricommunal pour tout ou partie des territoires de plusieurs communes;
- 3° le schéma de développement communal pour l'ensemble du territoire communal;
- 4° le schéma d'orientation local pour une partie du territoire communal.

CHAPITRE I^{er}. — Schéma de développement du territoireSection 1^{re}. — Définition et contenu

Art. D.II.2. § 1^{er}. Le schéma de développement du territoire définit la stratégie territoriale pour la Wallonie sur la base d'une analyse contextuelle, à l'échelle régionale.

L'analyse contextuelle comporte les principaux enjeux territoriaux, les perspectives et les besoins en termes sociaux, économiques, démographiques, énergétiques, patrimoniaux, environnementaux et de mobilité ainsi que les potentialités et les contraintes du territoire.

§ 2. La stratégie territoriale du schéma de développement du territoire définit :

- 1° les objectifs régionaux de développement territorial et d'aménagement du territoire, et la manière dont ils s'inscrivent dans le contexte suprarégional;
- 2° les principes de mise en œuvre des objectifs, notamment ceux liés au renforcement des centralités urbaines et rurales;
- 3° la structure territoriale.

Les objectifs régionaux de développement territorial et d'aménagement du territoire visés à l'alinéa 1^{er}, 1°, ont pour but :

- 1° la lutte contre l'étalement urbain et l'utilisation rationnelle des territoires et des ressources;
- 2° le développement socio-économique et de l'attractivité territoriale;
- 3° la gestion qualitative du cadre de vie;
- 4° la maîtrise de la mobilité.

La structure territoriale visée à l'alinéa 1^{er}, 3°, identifie et exprime cartographiquement :

- 1° les pôles;
- 2° les aires de coopération transrégionale et transfrontalière et les aires de développement;
- 3° les réseaux de communication et de transports de fluides et d'énergie.

Elle reprend les sites reconnus en vertu de la loi sur la conservation de la nature du 12 juillet 1973 et les liaisons écologiques adoptées par le Gouvernement en tenant compte de leur valeur biologique et de leur continuité en vue d'assurer un maillage écologique cohérent à l'échelle du territoire régional.

§ 3. Le schéma de développement du territoire peut :

- 1° comporter des mesures de gestion et de programmation relatives aux principes de mise en œuvre et à la structure territoriale visés au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 2° et 3°;
- 2° identifier des propositions de révision du plan de secteur;
- 3° identifier des projets de territoire liés aux aires de coopération transrégionale et transfrontalière et aux aires de développement.

Section 2. — Procédure

Art. D.II.3. § 1^{er}. Le schéma de développement du territoire est établi à l'initiative du Gouvernement.

Les propositions d'objectifs régionaux de développement territorial et d'aménagement du territoire visés à l'article D.II.2, § 2, alinéa 1^{er}, 1°, sont soumis à l'avis du pôle "Aménagement du territoire", du pôle "Environnement", du Conseil économique et social de Wallonie ainsi que des personnes et instances que le Gouvernement juge utile de consulter. Ces avis sont transmis dans les trente jours de l'envoi de la demande. A défaut, les avis sont réputés favorables.

Le Gouvernement réalise un rapport sur les incidences environnementales du schéma de développement du territoire.

§ 2. Le Gouvernement adopte le projet de schéma et le soumet, ainsi que le rapport sur les incidences environnementales, à la séance de présentation et à l'enquête publique.

Les avis des conseils communaux, du pôle "Aménagement du territoire", du pôle "Environnement", du Conseil économique et social de Wallonie ainsi que des personnes et instances que le Gouvernement juge utile de consulter sont transmis dans les soixante jours de l'envoi de la demande. A défaut, les avis sont réputés favorables.

§ 3. Le Gouvernement adopte définitivement le schéma.

La décision du Gouvernement est publiée.

Section 3. — Révision

Art. D.II.4. Les dispositions réglant l'élaboration du schéma de développement du territoire s'appliquent à sa révision.

Toutefois, le dossier de révision comporte uniquement les éléments en lien avec la révision projetée.

CHAPITRE II. — Schéma de développement pluricommunal

Section 1^{re}. — Définition et contenu

Art. D.II.5. Une commune peut se doter, conjointement avec une ou plusieurs autres communes, d'un ou plusieurs schémas de développement pluricommunaux couvrant tout ou partie de leurs territoires contigus.

S'il existe plusieurs schémas de développement pluricommunaux, ceux-ci couvrent des parties distinctes du territoire communal. Tout ou partie du territoire communal ne peut être soumis à la fois à un schéma de développement pluricommunal et à un schéma de développement communal.

Art. D.II.6. § 1^{er}. Le schéma de développement pluricommunal définit la stratégie territoriale pour le territoire qu'il couvre sur la base d'une analyse contextuelle, à l'échelle du territoire concerné.

L'analyse contextuelle comporte les principaux enjeux territoriaux, les perspectives et les besoins en termes sociaux, économiques, démographiques, énergétiques, patrimoniaux, environnementaux et de mobilité ainsi que les potentialités et les contraintes du territoire.

§ 2. La stratégie territoriale du schéma de développement pluricommunal définit :

1^o les objectifs pluricommunaux de développement territorial et d'aménagement du territoire à l'échelle supracommunale, et la manière dont ils déclinent les objectifs régionaux du schéma de développement du territoire;

2^o les principes de mise en œuvre des objectifs, notamment ceux liés au renforcement des centralités urbaines et rurales;

3^o la structure territoriale.

Les objectifs régionaux visés à l'alinéa 1^{er}, 1^o, concernent le territoire couvert et sous-tendent les orientations principales du territoire.

Les objectifs pluricommunaux de développement territorial et d'aménagement du territoire visés à l'alinéa 1^{er}, 1^o, ont pour but :

1^o la lutte contre l'étalement urbain et l'utilisation rationnelle des territoires et des ressources;

2^o le développement socio-économique et de l'attractivité territoriale;

3^o la gestion qualitative du cadre de vie;

4^o la maîtrise de la mobilité.

La structure territoriale visée à l'alinéa 1^{er}, 3^o, identifie et exprime cartographiquement :

1^o les pôles;

2^o les aires de développement;

3^o la structure paysagère;

4^o les réseaux de communication et de transports de fluides et d'énergie.

Elle reprend les sites reconnus en vertu de la loi sur la conservation de la nature du 12 juillet 1973 et les liaisons écologiques arrêtées par le Gouvernement en tenant compte de leur valeur biologique et de leur continuité en vue d'assurer un maillage écologique cohérent à l'échelle du territoire pluricommunal.

§ 3. Le schéma de développement pluricommunal peut :

1^o comporter des mesures de gestion et de programmation relatives aux principes de mise en œuvre et à la structure territoriale visés au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 2^o et 3^o;

2^o identifier des propositions de révision du plan de secteur, notamment les zones d'enjeu communal, ainsi que la liste des schémas et guides pluricommunaux et communaux à élaborer, à réviser ou à abroger, en tout ou en partie.

Section 2. — Procédure

Art. D.II.7. § 1^{er}. Le schéma de développement pluricommunal est établi à l'initiative des communes selon les modalités qu'elles déterminent.

Les modalités précisent notamment les critères ou seuils en vertu ou à partir desquels la procédure est abandonnée en cas de refus ou d'abandon du projet de schéma ou du schéma par le conseil communal d'une ou de plusieurs communes, les délais endéans lesquels chaque conseil communal doit adopter le projet de schéma et le schéma, les règles à suivre en cas d'inaction d'un conseil communal ainsi que les modalités de fonctionnement du comité d'accompagnement.

Les communes avisent par envoi de leur initiative les communes limitrophes non concernées par le schéma.

§ 2. Un comité d'accompagnement chargé du suivi de l'élaboration du schéma est constitué dès la désignation de l'auteur du schéma. Un seul auteur est désigné pour l'élaboration du schéma.

Le comité est composé de représentants des communes territorialement concernées et de l'auteur du schéma. Les représentants du Département de l'Aménagement du territoire et de l'Urbanisme de la DGO4 ainsi que du ou des fonctionnaires délégués concernés y participent avec voix consultative. Le comité peut convier toute personne ou instance qu'il juge utile d'associer à l'élaboration du schéma.

Le comité se réunit au minimum :

1^o après la désignation de l'auteur de projet agréé;

2^o avant l'adoption du projet de schéma par les conseils communaux;

3^o avant l'adoption définitive du schéma par les conseils communaux.

Hormis en cas d'exemption, un rapport sur les incidences environnementales est réalisé sur l'avant-projet de schéma.

§ 3. Sur la base d'un rapport du comité d'accompagnement, les conseils communaux adoptent, chacun pour ce qui le concerne, le projet de schéma et, le cas échéant, la liste des schémas de développement pluricommunaux ou communaux et des guides communaux à élaborer, réviser ou abroger, en tout ou en partie. Chaque collègue communal les soumet, accompagné, le cas échéant, du rapport sur les incidences environnementales, à enquête publique. Ces procédures sont organisées sur le territoire de chaque commune concernée dans les mêmes délais.

Les collègues communaux chargent le comité d'accompagnement de soumettre le projet et la liste visés à l'alinéa 1^{er}, accompagnés du rapport sur les incidences environnementales, à l'avis du pôle "Aménagement du territoire", du pôle "Environnement", des commissions communales, des personnes et instances que les conseils communaux jugent utile de consulter ainsi que des conseils communaux des communes limitrophes non concernées par le schéma. Les avis sont transmis dans les quarante-cinq jours de l'envoi de la demande, à l'exception des avis des communes limitrophes qui sont remis dans un délai de soixante jours de l'envoi des demandes. A défaut, les avis sont réputés favorables.

§ 4. Chacun pour ce qui le concerne, les conseils communaux adoptent définitivement le schéma et, le cas échéant, abrogent les schémas et guides identifiés dans la liste visée au paragraphe 3. Lorsque le schéma de développement pluricommunal couvre l'ensemble du territoire d'une commune sur lequel un schéma de développement communal est d'application, le conseil communal abroge le schéma de développement communal. Sans préjudice de l'article D.II.15, § 2, alinéa 3, lorsque le schéma de développement pluricommunal couvre un territoire déjà couvert par un autre schéma de développement pluricommunal, le conseil communal l'abroge pour la partie couverte par le nouveau schéma de développement pluricommunal.

Les conseils communaux chargent le comité d'accompagnement de transmettre le schéma et, le cas échéant, le rapport sur les incidences environnementales et la liste visée au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, accompagnés des pièces de la procédure au fonctionnaire délégué et au Département de l'Aménagement du territoire et de l'Urbanisme de la DGO4.

Dans les quarante-cinq jours de l'envoi du dossier visé à l'alinéa 2, le fonctionnaire délégué ou les fonctionnaires délégués envoient leur avis au Gouvernement. A défaut, leur avis est réputé favorable.

§ 5. Le Gouvernement approuve ou refuse d'approuver la décision du conseil communal par arrêté motivé envoyé dans les cent et cinq jours de la réception du dossier par le Département de l'Aménagement du territoire et de l'Urbanisme de la DGO4. Le refus d'approbation peut être prononcé uniquement pour violation du Code ou pour cause d'erreur manifeste d'appréciation ou pour non-respect d'une des conditions visées au paragraphe 6.

§ 6. Lorsque un ou plusieurs conseils communaux n'ont pas adopté le schéma de développement pluricommunal, le Gouvernement peut décider, sur avis du pôle "Aménagement du territoire", d'approuver la décision du conseil communal d'adoption définitive du schéma pour autant que :

- 1° les objectifs pluricommunaux visés à l'article D.II.6, § 2, 1°, ne soient pas compromis;
- 2° les modalités visées au paragraphe 1^{er} soient respectées;
- 3° les territoires communaux sur lesquels s'applique le schéma adopté soient contigus et concernent le territoire ou la partie du territoire de plusieurs communes.

Le pôle "Aménagement du territoire" remet son avis dans les trente jours de l'envoi de la demande du Gouvernement. A défaut, l'avis du pôle "Aménagement du territoire" est réputé favorable.

Si le territoire sur lequel s'applique le schéma adopté couvre uniquement l'ensemble du territoire d'une seule commune, le Gouvernement peut décider d'approuver la décision du conseil communal et le schéma en tant que schéma de développement communal.

§ 7. Passé le délai visé au paragraphe 5, le schéma est réputé approuvé et l'abrogation des schémas et guides visés au paragraphe 4, alinéa 1^{er} est réputée approuvée.

Ce délai peut être prorogé, une seule fois, de trente jours par arrêté motivé.

Si le Gouvernement constate que le schéma ne peut être approuvé en application des paragraphes 5 ou 6, il peut, préalablement à sa décision, demander au comité d'accompagnement des documents modificatifs du schéma de développement pluricommunal. et, le cas échéant, un complément de rapport sur les incidences environnementales. La procédure d'adoption du schéma est recommencée à l'étape qui s'impose compte tenu des manquements soulevés par le Gouvernement

La procédure visée à l'alinéa 3 est utilisée seulement à une reprise.

Les décisions des conseils communaux et du Gouvernement sont publiées.

Section 3. — Révision

Art. D.II.8. § 1^{er}. Les dispositions réglant l'élaboration du schéma de développement pluricommunal sont applicables à sa révision.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsque la révision concerne une commune, les dispositions réglant l'élaboration du schéma de développement communal sont d'application. Dans ce cas, outre la vérification prévue à l'article D.II.12, § 5, le Gouvernement apprécie si les objectifs pluricommunaux visés à l'article D.II.6, § 2, 1°, sont compromis et refuse d'approuver la révision le cas échéant.

§ 2. Si la révision du schéma de développement pluricommunal est partielle, le dossier de révision comporte uniquement les éléments en lien avec la révision projetée.

CHAPITRE III. — Schémas communaux

Section 1^{re}. — Généralités

Art. D.II.9. Une commune peut se doter d'un schéma de développement communal couvrant l'ensemble de son territoire ainsi que d'un ou plusieurs schémas d'orientation locaux.

Section 2. — Définition et contenu

Sous-section 1^{re}. — Schéma de développement communal

Art. D.II.10. § 1^{er}. Le schéma de développement communal définit la stratégie territoriale pour l'ensemble du territoire communal sur la base d'une analyse contextuelle, à l'échelle du territoire communal.

L'analyse contextuelle comporte les principaux enjeux territoriaux, les perspectives et les besoins en termes sociaux, économiques, démographiques, énergétiques, patrimoniaux, environnementaux et de mobilité ainsi que les potentialités et les contraintes du territoire.

§ 2. La stratégie territoriale du schéma de développement communal définit :

- 1° les objectifs communaux de développement territorial et d'aménagement du territoire à l'échelle communale, et la manière dont ils déclinent les objectifs régionaux du schéma de développement du territoire ou, le cas échéant, les objectifs pluricommunaux du schéma de développement pluricommunal;
- 2° les principes de mise en œuvre des objectifs, notamment ceux liés au renforcement des centralités urbaines et rurales;
- 3° la structure territoriale.

Les objectifs régionaux ou pluricommunaux visés à l'alinéa 1^{er}, 1°, concernent le territoire communal et sous-tendent les orientations principales du territoire.

Les objectifs communaux visés à l'alinéa 1^{er}, 1°, ont pour but :

- 1° la lutte contre l'étalement urbain et l'utilisation rationnelle du territoire et des ressources;
- 2° le développement socio-économique et de l'attractivité territoriale;
- 3° la gestion qualitative du cadre de vie;
- 4° la maîtrise de la mobilité.

La structure territoriale visée à l'alinéa 1^{er}, 3^o, identifie et exprime cartographiquement :

- 1^o la structure bâtie, en ce compris les pôles à renforcer;
- 2^o la structure paysagère;
- 3^o les réseaux de communication et de transports de fluides et d'énergie.

Elle reprend les sites reconnus en vertu de la loi sur la conservation de la nature du 12 juillet 1973 et les liaisons écologiques arrêtées par le Gouvernement en tenant compte de leur valeur biologique et de leur continuité en vue d'assurer un maillage écologique cohérent à l'échelle du territoire communal.

§ 3. Le schéma de développement communal peut :

- 1^o comporter des mesures de gestion et de programmation relatives aux principes de mise en œuvre et à la structure territoriale visés au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 2^o et 3^o;
- 2^o identifier des propositions de révision du plan de secteur, en ce compris les zones d'enjeu communal, ainsi que la liste des schémas de développement pluricommunaux pour ce qui concerne le territoire communal concerné et des schémas d'orientation locaux et guide communal à élaborer, à réviser ou à abroger, en tout ou en partie.

Sous-section 2. — Schéma d'orientation local

Art. D.II.11. § 1^{er}. Le schéma d'orientation local détermine, pour une partie du territoire communal, les objectifs d'aménagement du territoire et d'urbanisme.

§ 2. Sur la base d'une analyse contextuelle, à l'échelle du territoire concerné, qui comporte les principaux enjeux territoriaux, les potentialités et les contraintes du territoire, le schéma comprend :

- 1^o les objectifs d'aménagement du territoire et d'urbanisme pour la partie du territoire concerné;
- 2^o la carte d'orientation comprenant :
 - a) le réseau viaire;
 - b) les infrastructures et réseaux techniques, en ce compris les infrastructures de gestion des eaux usées et des eaux de ruissellement;
 - c) les espaces publics et les espaces verts;
 - d) les affectations par zones et, pour les affectations résidentielles, la densité préconisée pour les terrains non bâtis ou à réaménager, ou pour les ensembles bâtis à restructurer de plus de deux hectares;
 - e) la structure écologique;
 - f) le cas échéant, les lignes de force du paysage;
 - g) lorsqu'il est envisagé de faire application de l'article D.IV.3, alinéa 1^{er}, 6^o, les limites des lots à créer;
 - h) le cas échéant, le phasage de la mise en œuvre du schéma;
- 3^o Lorsqu'il est envisagé de faire application de l'article D.IV.3, alinéa 1^{er}, 6^o, les indications relatives à l'implantation et à la hauteur des constructions et des ouvrages, aux voiries et aux espaces publics ainsi qu'à l'intégration des équipements techniques.

§ 3. Le schéma d'orientation local peut :

- 1^o contenir les indications relatives à l'implantation et à la hauteur des constructions et des ouvrages, aux voiries et aux espaces publics ainsi qu'à l'intégration des équipements techniques;
- 2^o identifier la liste des schémas d'orientation locaux et le guide communal à élaborer, à réviser ou à abroger, en tout ou en partie.

Section 3. — Procédure

Art. D.II.12. § 1^{er}. Hormis dans les cas visés aux articles D.II.21, § 3, 4^o, D.II.32 et D.II.42, le schéma de développement communal ou d'orientation local est établi à l'initiative du conseil communal.

Toutefois, toute personne physique ou morale, publique ou privée, titulaire d'un droit réel portant sur une ou plusieurs parcelles de plus de deux hectares d'un seul tenant, peut proposer au conseil communal un avant-projet de schéma d'orientation local.

Dans les soixante jours de la réception de la proposition d'avant-projet de schéma d'orientation local, le conseil communal marque son accord ou non sur la poursuite de la procédure et en avise la personne physique ou morale; en cas d'accord, la procédure d'adoption du schéma d'orientation local se poursuit conformément aux paragraphes 2 à 5. A défaut d'envoi dans le délai de soixante jours, la proposition est réputée refusée.

§ 2. Hormis en cas d'exemption, un rapport sur les incidences environnementales est réalisé sur l'avant-projet de schéma, le cas échéant à l'initiative et à charge de la personne physique ou morale.

§ 3. Le conseil communal adopte le projet de schéma de développement communal ou d'orientation local et, le cas échéant, la liste des schémas de développement pluricommunaux et d'orientation locaux et le guide communal à élaborer, à réviser ou à abroger, en tout ou en partie. Il charge le collège de le soumettre, accompagné du rapport sur les incidences environnementales, à enquête publique.

Lorsqu'il est envisagé d'établir un périmètre de reconnaissance dans le cadre de la procédure d'élaboration du schéma d'orientation local, les renseignements visés par le décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques sont joints au projet de schéma. Le périmètre de reconnaissance peut être différent du périmètre du schéma d'orientation local.

Les avis de la commission communale ou, à défaut, du pôle "Aménagement du territoire", du pôle "Environnement", ainsi que des personnes et instances que le conseil communal juge utile de consulter sont transmis dans les quarante-cinq jours de l'envoi de la demande du collège communal. A défaut, les avis sont réputés favorables.

§ 4. Le conseil communal adopte définitivement le schéma de développement communal ou d'orientation local et, le cas échéant, abroge les schémas de développement pluricommunaux et d'orientation locaux et le guide communal identifiés dans la liste visée au paragraphe 3, alinéa 1^{er}. Sans préjudice de l'article D.II.15, § 2, alinéa 3, lorsqu'il existe un schéma de développement pluricommunal couvrant tout ou partie du territoire de la commune, le conseil communal l'abroge pour la partie couverte par le nouveau schéma de développement communal.

Il charge le collège communal de transmettre le schéma, le cas échéant, le rapport sur les incidences environnementales et la liste visée au paragraphe 3 accompagnée des pièces de la procédure au fonctionnaire délégué et au Département de l'Aménagement du territoire et de l'Urbanisme de la DGO.

Dans les quarante-cinq jours de l'envoi du dossier visé à l'alinéa 2, le fonctionnaire délégué le transmet au Gouvernement accompagné de son avis. A défaut, l'avis du fonctionnaire délégué est réputé favorable.

§ 5. Le Gouvernement approuve ou refuse d'approuver la décision du conseil communal par arrêté motivé envoyé dans les nonante jours de la réception du dossier par le Département de l'Aménagement du territoire et de l'Urbanisme de la DGO4. Le refus d'approbation est prononcé uniquement pour violation du Code ou pour cause d'erreur manifeste d'appréciation.

Passé le délai visé à l'alinéa 1^{er}, le schéma est réputé approuvé et l'abrogation des schémas de développement pluricommunaux et d'orientation locaux et guide communal visés au paragraphe 4 est réputée approuvée.

Ce délai peut être prorogé, une seule fois, de trente jours par arrêté motivé.

Si le Gouvernement constate que le schéma ne peut être approuvé en application de l'alinéa 1^{er}, il peut, préalablement à sa décision, demander au collège communal de produire des documents modificatifs du schéma et, le cas échéant, un complément de rapport sur les incidences environnementales. La procédure d'adoption du schéma est recommencée à l'étape qui s'impose compte tenu des manquements soulevés par le Gouvernement.

La procédure visée à l'alinéa 4 est utilisée seulement à une reprise.

L'arrêté du Gouvernement qui contient les éléments relatifs au périmètre de reconnaissance vaut périmètre de reconnaissance au sens du décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques. Dans ce cas, le plan relatif à la reconnaissance de zone est notifié au fonctionnaire dirigeant et à l'opérateur au sens du décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques.

Les décisions du conseil communal et du Gouvernement sont publiées.

Section 4. — Révision

Art. D.II.13. Les dispositions réglant l'élaboration du schéma de développement communal ou d'orientation local sont applicables à sa révision.

Si la révision du schéma est partielle, le dossier de révision comporte uniquement les éléments en lien avec la révision projetée.

CHAPITRE IV. — Suivi des incidences environnementales

Art. D.II.14. Le collège communal dépose au moins une fois par mandature auprès du conseil communal un rapport global sur le suivi des incidences notables sur l'environnement de la mise en œuvre du schéma de développement pluricommunal, communal ou d'orientation local ayant fait l'objet d'une évaluation environnementale ainsi que sur les éventuelles mesures correctrices à engager. Le public en est informé suivant les modes prévus à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

CHAPITRE V. — Abrogation

Art. D.II.15. § 1^{er}. Lorsqu'ils estiment que les objectifs d'un schéma de développement pluricommunal sont dépassés, les conseils communaux peuvent l'abroger, en tout ou en partie.

Les dispositions réglant l'élaboration du schéma sont applicables à son abrogation.

Toutefois, un schéma de développement pluricommunal peut être abrogé lors de l'adoption ou de la révision d'un autre schéma de développement pluricommunal ou du plan de secteur conformément aux articles D.II.50, D.II.51, et D.II.52.

§ 2. Lorsqu'il estime que les objectifs d'un schéma de développement pluricommunal sont dépassés et que l'abrogation concerne une seule commune, le conseil communal peut l'abroger, en tout ou en partie.

Les dispositions réglant la révision du schéma de développement pluricommunal visées à l'article D.II.8, § 1^{er}, alinéa 2, sont applicables à l'abrogation.

Toutefois, un schéma de développement pluricommunal peut être abrogé en partie lors de l'adoption ou de la révision d'un autre schéma de développement pluricommunal conformément à l'article D.II.7 ou d'un schéma de développement communal conformément à l'article D.II.12. Dans ce cas, outre la vérification prévue à l'article D.II.7, § 5, et D.II.12, § 5, le Gouvernement apprécie si les objectifs pluricommunaux visés à l'article D.II.6, § 2, 1^o, sont compromis et refuse d'approuver l'abrogation le cas échéant.

§ 3. Lorsqu'il estime que les objectifs d'un schéma de développement communal ou d'un schéma d'orientation local sont dépassés, le conseil communal peut l'abroger, en tout ou en partie.

Les dispositions réglant l'élaboration du schéma sont applicables à son abrogation.

Toutefois, un schéma peut être abrogé lors de l'adoption ou de la révision d'un autre schéma ou du plan de secteur conformément aux articles D.II.7, D.II.12, D.II.50, D.II.51 et D.II.52.

§ 4. En cas d'abrogation, les affectations d'un schéma d'orientation local précisant une zone de loisirs, mettant en œuvre une zone d'aménagement communal concerté à caractère économique, précisant une zone de parc ou mettant en œuvre une zone d'aménagement communal concerté restent d'application et ces zones restent mises en œuvre au sens des articles D.II.27, D.II.32, § 1^{er}, alinéa 2, et § 2, D.II.40 et D.II.42, § 2.

§ 5. Les objectifs visés aux paragraphes 1^{er} à 3 sont présumés dépassés après dix-huit ans à dater de la publication par mention au *Moniteur belge* de l'arrêté du Gouvernement approuvant le schéma ou de la publication au *Moniteur belge* de l'avis indiquant que le schéma est réputé approuvé.

CHAPITRE VI. — Effets juridiques et hiérarchie

Section 1^{re}. — Effets juridiques

Art. D.II.16. Tous les schémas ont valeur indicative.

Le schéma de développement du territoire s'applique au plan de secteur en ce compris la carte d'affectation des sols, aux schémas et aux guides ainsi que, par dérogation à l'alinéa 6, à la localisation des projets au regard de l'article D.II.2, § 2, 3^o, dans le cadre des demandes de permis et des certificats d'urbanisme n^o 2 y relatifs soit :

1^o portant sur une construction ou un équipement de service public ou communautaire soit :

a) visé à l'article D.IV.25;

b) relatif à une infrastructure linéaire visée par la structure territoriale du schéma de développement du territoire;

c) qui figure dans le schéma de développement du territoire eu égard à son rayonnement à l'échelle d'une aire de développement;

2° visant à urbaniser des terrains de plus de quinze hectares et portant soit sur :

- a) la construction de logements;
- b) une surface destinée à la vente de biens de détails;
- c) la construction de bureaux;
- d) un projet combinant deux ou trois de ces affectations.

Le schéma de développement pluricommunal s'applique au schéma de développement communal, au schéma d'orientation local, au guide communal d'urbanisme, au permis et au certificat d'urbanisme n° 2.

Le schéma de développement communal s'applique au schéma d'orientation local, au guide communal d'urbanisme, au permis et au certificat d'urbanisme n° 2.

Le schéma d'orientation local s'applique au guide communal d'urbanisme au permis et au certificat d'urbanisme n° 2.

Sur un territoire donné, il est fait application du schéma d'échelle de territoire la plus restreinte.

Section 2. — Hiérarchie

Art. D.II.17. § 1^{er}. Le schéma d'échelle de territoire inférieure respecte le schéma d'échelle de territoire supérieure s'il existe.

Toutefois, le schéma de développement pluricommunal, de développement communal et d'orientation local peuvent s'écarter du ou des schémas d'échelle de territoire supérieure moyennant une motivation qui démontre que le schéma :

1° ne compromet pas les objectifs de développement territorial ou d'aménagement du territoire contenus dans le ou les schémas d'échelle de territoire supérieure;

2° contribue à la protection, à la gestion ou à l'aménagement des paysages bâtis ou non bâtis.

§ 2. En cas d'incompatibilité entre un schéma d'échelle de territoire inférieure préexistant et un schéma d'échelle de territoire supérieure qui entre en vigueur ultérieurement, il est fait application du schéma d'échelle de territoire supérieure.

Sans préjudice de l'application de l'article D.IV.15, alinéa 1^{er}, 1°, lorsqu'un schéma de développement pluricommunal qui concerne une partie d'un territoire communal est adopté postérieurement à un schéma de développement communal, le schéma de développement communal cesse de produire ses effets pour cette partie de territoire.

TITRE II. — Plans de secteur

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Art. D.II.18. Le plan de secteur fixe l'aménagement du territoire qu'il couvre.

Le Gouvernement peut réviser la division du territoire en secteurs selon les dispositions visées au chapitre III.

Art. D.II.19. Après avis du pôle "Aménagement du territoire", le Gouvernement désigne les secteurs d'aménagement qui font l'objet d'un plan, sauf pour les domaines des infrastructures ferroviaires ou aéroportuaires et des ports autonomes que le plan n'affecte pas.

CHAPITRE II. — Contenu

Section 1^{re}. — Généralités

Art. D.II.20. Le plan de secteur s'inspire du schéma de développement du territoire.

Le plan de secteur peut s'écarter du schéma de développement du territoire moyennant une motivation qui démontre que le plan de secteur :

1° ne compromet pas les objectifs de développement territorial ou d'aménagement du territoire contenus dans le schéma de développement du territoire;

2° contribue à la protection, à la gestion ou à l'aménagement des paysages bâtis ou non bâtis.

Le plan de secteur, en ce compris la carte d'affectation des sols, s'applique au schéma de développement pluricommunal, au schéma de développement communal, au schéma d'orientation local, aux guides, au permis et au certificat d'urbanisme n° 2.

Art. D.II.21. § 1^{er}. Le plan de secteur comporte :

1° la détermination des différentes affectations du territoire;

2° le tracé existant et projeté, ou le périmètre de réservation qui en tient lieu, du réseau des principales infrastructures de communication et de transport de fluides, à l'exception de l'eau, et d'énergie.

Par périmètre de réservation, on entend la partie de territoire qui réserve les espaces nécessaires à la réalisation, la protection ou le maintien d'infrastructures de communication ou de transport de fluides et d'énergie. Les actes et travaux soumis à permis peuvent être soit interdits, soit subordonnés à des conditions particulières.

Le Gouvernement peut définir le réseau des principales infrastructures de communication et de transport de fluides et d'énergie visés à l'alinéa 1^{er}, 2°.

§ 2. Le plan peut comporter, en surimpression aux affectations du territoire précitées, des périmètres de protection :

1° de point de vue remarquable;

2° de liaison écologique;

3° d'intérêt paysager;

4° d'intérêt culturel, historique ou esthétique;

5° d'extension de zones d'extraction.

§ 3. Le plan peut comporter des prescriptions supplémentaires portant sur :

1° la précision ou la spécialisation de l'affectation des zones;

2° le phasage de leur occupation;

3° la réversibilité des affectations;

4° l'obligation d'élaborer un schéma d'orientation local préalablement à leur mise en œuvre.

Les prescriptions supplémentaires ne peuvent déroger aux définitions des zones.

§ 4. La carte du plan de secteur figure uniquement les éléments visés aux paragraphes 1 à 3.

Le Gouvernement peut déterminer les objectifs et effets des périmètres de protection et la présentation graphique du plan de secteur.

Section 2. — Destination et prescriptions générales des zones

Art. D.II.22. Du champ d'application.

La section détermine les dispositions générales concernant la présentation et la mise en œuvre des plans de secteur arrêtés par le Gouvernement.

Art. D.II.23. De la division du plan de secteur en zones.

Le plan de secteur comporte des zones destinées à l'urbanisation et des zones non destinées à l'urbanisation.

Les zones suivantes sont destinées à l'urbanisation :

- 1° la zone d'habitat;
- 2° la zone d'habitat à caractère rural;
- 3° la zone de services publics et d'équipements communautaires;
- 4° la zone de loisirs;
- 5° les zones d'activité économique, à savoir :
 - a) la zone d'activité économique mixte;
 - b) la zone d'activité économique industrielle;
 - c) la zone d'activité économique spécifique;
 - d) la zone d'aménagement communal concerté à caractère économique;
 - e) la zone de dépendances d'extraction;
- 6° la zone d'enjeu régional;
- 7° la zone d'enjeu communal.

Les zones suivantes ne sont pas destinées à l'urbanisation :

- 1° la zone agricole;
- 2° la zone forestière;
- 3° la zone d'espaces verts;
- 4° la zone naturelle;
- 5° la zone de parc;
- 6° la zone d'extraction.

La zone d'aménagement communal concerté est destinée à recevoir toute affectation visée aux alinéas 2 et 3.

Sans préjudice de l'article D.II.21, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, les réseaux des infrastructures de communication routière, ferroviaire et fluviale et les réseaux des infrastructures de transport de fluide ou d'énergie, en ce compris les raccordements privés et les éléments accessoires, sont compatibles avec les destinations du plan de secteur visées aux alinéas 2 à 4.

Art. D.II.24. De la zone d'habitat.

La zone d'habitat est principalement destinée à la résidence.

Les activités d'artisanat, de service, de distribution, de recherche ou de petite industrie, les établissements socioculturels, les constructions et aménagements de services publics et d'équipements communautaires, les exploitations agricoles et les équipements touristiques ou récréatifs peuvent également y être autorisés pour autant qu'ils ne mettent pas en péril la destination principale de la zone et qu'ils soient compatibles avec le voisinage.

Cette zone doit aussi accueillir des espaces verts publics.

Art. D.II.25. De la zone d'habitat à caractère rural.

La zone d'habitat à caractère rural est principalement destinée à la résidence et aux exploitations agricoles ainsi qu'à leurs activités de diversification déterminées par le Gouvernement en application de l'article D.II.36, § 3.

Les activités d'artisanat, de service, de distribution, de recherche ou de petite industrie, les établissements socioculturels, les constructions et aménagements de services publics et d'équipements communautaires de même que les équipements touristiques ou récréatifs peuvent également y être autorisés pour autant qu'ils ne mettent pas en péril la destination principale de la zone et qu'ils soient compatibles avec le voisinage.

Cette zone doit aussi accueillir des espaces verts publics.

Art. D.II.26. De la zone de services publics et d'équipements communautaires.

§ 1^{er}. La zone de services publics et d'équipements communautaires est destinée aux activités d'utilité publique ou d'intérêt général.

Elle ne peut comporter que des constructions ou aménagements destinés à satisfaire un besoin social assuré par une personne publique ou une personne privée à laquelle les pouvoirs publics ont confié la réalisation d'un projet. Elle peut également comporter des constructions ou aménagements qui ont pour finalité de promouvoir l'intérêt général.

§ 2. La zone de services publics et d'équipements communautaires marquée de la surimpression "C.E.T." est principalement destinée à accueillir l'implantation et l'exploitation d'un centre d'enfouissement technique visées par la législation relative aux déchets ainsi que les installations de regroupement de déchets préalables à cette exploitation. Elle peut, en outre, être destinée à d'autres activités de gestion de déchets pour autant que ces activités soient liées à l'exploitation du centre d'enfouissement technique autorisé ou n'en compromettent pas l'exploitation. Au terme de l'exploitation du centre d'enfouissement technique, le périmètre couvert par celui-ci devient une zone d'espaces verts et sa réhabilitation, en tout ou en partie, est fixée par le permis délivré pour l'exploitation de l'installation concernée.

Dans les zones ou parties de zone marquées de la surimpression "C.E.T." non encore exploitées, d'autres actes et travaux peuvent être autorisés pour une durée limitée pour autant qu'ils ne soient pas de nature à mettre en péril l'exploitation future du centre d'enfouissement technique.

La zone de services publics et d'équipements communautaires marquée de la surimpression "C.E.T.D." est exclusivement destinée au maintien d'un centre d'enfouissement technique désaffecté visé par la législation relative aux déchets, dans laquelle des restrictions peuvent être imposées aux actes et travaux dans le but de garantir le maintien et la surveillance des ouvrages et travaux réalisés pour la remise en état des sites pollués.

Les immeubles de bureaux ou de surveillance nécessaires à l'exploitation et au maintien des zones visées au présent paragraphe peuvent être admis.

Les zones visées au présent paragraphe comportent un périmètre ou un dispositif d'isolement.

Art. D.II.27. De la zone de loisirs.

La zone de loisirs est destinée aux équipements récréatifs ou touristiques, en ce compris l'hébergement de loisirs.

Le logement de l'exploitant peut être admis pour autant que la bonne marche de l'équipement l'exige. Il fait partie intégrante de l'exploitation.

Pour autant qu'elle soit contiguë à une zone d'habitat, à une zone d'habitat à caractère rural ou à une zone d'aménagement communal concerté mise en œuvre et affectée en tout ou partie à la résidence, la zone de loisirs peut comporter de l'habitat ainsi que des activités d'artisanat, de services, des équipements socioculturels, des aménagements de services publics et d'équipements communautaires pour autant que simultanément :

1° cet habitat et ces activités soient complémentaires et accessoires à la destination principale de la zone visée à l'alinéa 1^{er};

2° la zone de loisirs soit située dans le périmètre d'un schéma d'orientation local approuvé préalablement par le Gouvernement.

Art. D.II.28. Des zones d'activité économique.

Les zones d'activité économique comprennent la zone d'activité économique mixte, la zone d'activité économique industrielle, la zone d'activité économique spécifique, la zone d'aménagement communal concerté à caractère économique et la zone de dépendances d'extraction.

Toute activité qui contribue à développer l'économie circulaire au sein de la zone y est autorisée. Une zone d'activité économique peut également comporter une ou plusieurs éoliennes pour autant qu'elles ne compromettent pas le développement de la zone existante.

Ces zones comportent un périmètre ou un dispositif d'isolement, sauf :

1° pour la partie de la zone qui se situe le long d'une infrastructure de communication utile à son développement économique ou lorsqu'un dispositif naturel ou artificiel, relevant du domaine public, constitue lui-même un périmètre ou un dispositif d'isolement suffisant;

2° entre une zone de dépendances d'extraction et une zone d'extraction.

Le logement de l'exploitant ou du personnel de gardiennage peut être admis pour autant que la sécurité ou la bonne marche de l'entreprise l'exigent. Il fait partie intégrante de l'exploitation.

Art. D.II.29. De la zone d'activité économique mixte

La zone d'activité économique mixte est destinée aux activités d'artisanat, de service, de distribution, de recherche ou de petite industrie. Les halls et installations de stockage y sont admis.

Art. D.II.30. De la zone d'activité économique industrielle.

La zone d'activité économique industrielle est destinée aux activités à caractère industriel liées à un processus de transformation de matières premières ou semi-finies, de conditionnement, de stockage, de logistique ou de distribution. Elles peuvent s'exercer sur plusieurs sites d'activité.

Y sont admises les entreprises de services qui leur sont auxiliaires ainsi que les activités économiques qui ne sont pas à caractère industriel et qui doivent être isolées pour des raisons d'intégration urbanistique, de mobilité, de sécurité ou de protection environnementale. La vente au détail y est exclue sauf lorsqu'elle constitue l'accessoire d'une activité économique visée aux alinéas 1^{er} et 2.

Peuvent être autorisés pour une durée limitée :

1° dans les zones d'activité économique industrielle, les dépôts de déchets inertes;

2° dans les zones d'activité économique industrielle situées le long des voies d'eau navigables, les dépôts de boue de dragage.

Art. D.II.31. De la zone d'activité économique spécifique.

§ 1^{er}. La zone marquée de la surimpression "A.E." est exclusivement destinée aux activités agro-économiques ainsi qu'aux entreprises de transformation du bois.

La zone marquée de la surimpression "G.D." est destinée aux activités de grande distribution.

Les entreprises de services qui leur sont auxiliaires et les petits commerces y sont admis à titre accessoire.

§ 2. La zone marquée de la surimpression "R.M." est exclusivement destinée aux industries qui présentent des risques d'accident majeur pour les personnes, les biens ou l'environnement.

Sans préjudice de l'obligation d'aménager un périmètre ou un dispositif d'isolement conformément à l'article D.II.28, alinéa 3, cette zone ne peut être attenante à un site Natura 2000 proposé ou arrêté en application de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature ou à une zone destinée à l'urbanisation autre qu'une zone d'activité économique industrielle ou d'une zone marquée de la surimpression "A.E."

Art. D.II.32. De la zone d'aménagement communal concerté à caractère économique.

§ 1^{er}. La zone d'aménagement communal concerté à caractère économique est destinée à recevoir les activités visées aux articles D.II.29, D.II.30 et D.II.31, à l'exclusion des industries qui présentent des risques d'accident majeur pour les personnes, les biens ou l'environnement et des petits commerces. Son affectation est déterminée en fonction de la localisation de la zone, de son voisinage, des coûts et des besoins pour la région concernée, des infrastructures de transport existantes, tout en veillant à développer des potentialités en termes de multimodalité ainsi que des synergies avec les zones attenantes.

La mise en œuvre de tout ou partie de la zone d'aménagement communal concerté à caractère économique est subordonnée à l'adoption par le conseil communal, soit d'initiative, soit dans le délai qui lui est imposé, d'un schéma d'orientation local approuvé par le Gouvernement.

§ 2. A défaut pour les autorités communales de satisfaire dans le délai fixé à l'obligation visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, ainsi qu'en cas de refus du schéma d'orientation local soumis à son approbation, le Gouvernement peut s'y substituer pour adopter ou réviser le schéma d'orientation local.

§ 3. Les dérogations visées aux articles D.IV.6 à D.IV.13 sont applicables à toute zone ou partie de zone d'aménagement communal concerté à caractère économique qu'elle soit ou non mise en œuvre.

Art. D.II.33. De la zone de dépendances d'extraction.

La zone de dépendances d'extraction est destinée à l'exploitation des carrières et de leurs dépendances ainsi qu'au dépôt des résidus de l'activité d'extraction dans le respect de la protection et de la gestion rationnelle du sol et du sous-sol.

Le regroupement de déchets inertes pour une durée limitée ou la valorisation de terres et cailloux peut y être autorisé aux conditions et selon la procédure déterminées par le Gouvernement.

Dans les zones ou parties de zone de dépendances d'extraction non encore exploitées, d'autres actes et travaux peuvent être autorisés pour une durée limitée pour autant qu'ils ne soient pas de nature à mettre en péril l'exploitation future du gisement.

Art. D.II.34. De la zone d'enjeu régional.

La zone d'enjeu régional est destinée à accueillir de manière indifférenciée les activités économiques, les constructions et aménagements de services publics et d'équipements communautaires ainsi que les équipements touristiques ou récréatifs.

L'habitat y est accueilli à titre complémentaire lorsqu'il s'agit de l'urbanisation de terrains non bâtis ou à réaménager, ou d'ensembles bâtis à restructurer.

Les activités existantes non visées aux alinéas 1^{er} et 2 peuvent s'y maintenir et s'y développer.

Art. D.II.35. De la zone d'enjeu communal.

La zone d'enjeu communal est destinée à accueillir de manière indifférenciée la résidence, les activités d'artisanat, de service, de distribution, de recherche ou de petite industrie, les établissements socioculturels, les constructions et aménagements de services publics et d'équipements communautaires ainsi que les équipements touristiques ou récréatifs.

Cette zone doit aussi accueillir des espaces verts publics et un réseau de mobilité douce.

Les activités existantes non visées à l'alinéa 1^{er} peuvent s'y maintenir et s'y développer.

Art. D.II.36. De la zone agricole.

§ 1^{er}. La zone agricole est destinée à accueillir les activités agricoles c'est-à-dire les activités de production, d'élevage ou de culture de produits agricoles et horticoles, en ce compris la détention d'animaux à des fins agricoles ou le maintien d'une surface agricole dans un état qui la rend adaptée au pâturage ou à la culture sans action préparatoire allant au-delà de pratiques agricoles courantes ou du recours à des machines agricoles courantes. Elle contribue au maintien ou à la formation du paysage ainsi qu'à la conservation de l'équilibre écologique.

Elle ne peut comporter que les constructions et installations indispensables à l'exploitation et le logement des exploitants dont l'agriculture constitue la profession.

Elle peut également comporter des activités de diversification complémentaires à l'activité agricole des exploitants.

§ 2. Dans la zone agricole, les modules de production d'électricité ou de chaleur, qui alimentent directement toute construction, installation ou tout bâtiment situé sur le même bien immobilier, sont admis pour autant qu'ils ne mettent pas en cause de manière irréversible la destination de la zone.

Elle peut également comporter une ou plusieurs éoliennes pour autant que :

1° elles soient situées à proximité des principales infrastructures de communication ou d'une zone d'activité économique aux conditions fixées par le Gouvernement;

2° elles ne mettent pas en cause de manière irréversible la destination de la zone.

Elle peut être exceptionnellement destinée aux activités récréatives de plein air pour autant qu'elles ne mettent pas en cause de manière irréversible la destination de la zone. Pour ces activités récréatives, les actes et travaux ne peuvent y être autorisés que pour une durée limitée sauf à constituer la transformation, l'agrandissement ou la reconstruction d'un bâtiment existant.

Les refuges de pêche ou de chasse et les petits abris pour animaux y sont admis pour autant qu'ils ne puissent être aménagés en vue de leur utilisation, même à titre temporaire, pour la résidence ou l'activité de commerce. Peuvent également y être autorisés des boisements ainsi que la culture intensive d'essences forestières, les mares et la pisciculture.

§ 3. Le Gouvernement détermine les activités de diversification visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 3.

Le Gouvernement détermine les conditions de délivrance dans cette zone du permis relatif au boisement, à la culture intensive d'essences forestières, aux mares, à la pisciculture, aux refuges de pêche ou de chasse, aux petits abris pour animaux, aux activités récréatives de plein air, aux modules de production d'électricité ou de chaleur ainsi qu'aux actes et travaux qui s'y rapportent.

Art. D.II.37. De la zone forestière.

§ 1^{er}. La zone forestière est destinée à la sylviculture et à la conservation de l'équilibre écologique.

Elle contribue au maintien ou à la formation du paysage.

La culture de sapins de Noël y est admise aux conditions fixées par le Gouvernement.

Elle ne peut comporter que les constructions indispensables à l'exploitation, à la première transformation du bois et à la surveillance des bois.

La production et la valorisation d'électricité ou de chaleur au départ de la biomasse issue principalement des résidus d'exploitation forestière et de la première transformation du bois y sont admises en tant qu'activité accessoire à l'activité forestière.

Elle peut également comporter une ou plusieurs éoliennes pour autant que :

1° elles soient situées à proximité des principales infrastructures de communication aux conditions fixées par le Gouvernement;

2° elles ne mettent pas en cause de manière irréversible la destination de la zone.

§ 2. Les refuges de chasse et de pêche y sont admis, pour autant qu'ils ne puissent être aménagés en vue de leur utilisation, même à titre temporaire, pour la résidence ou l'activité de commerce.

La pisciculture peut également y être autorisée.

§ 3. Le Gouvernement détermine les conditions de délivrance dans la zone forestière du permis relatif aux constructions indispensables à la surveillance des bois, à leur exploitation et à la première transformation du bois, aux unités de valorisation énergétiques de la biomasse, à la pisciculture et aux refuges de chasse et de pêche.

§ 4. La zone forestière peut exceptionnellement comporter, à la lisière des peuplements, des activités d'accueil du public à des fins didactiques, d'initiation à la forêt, d'observation de la forêt, récréatives ou touristiques, à l'exclusion de l'hébergement, pour autant que les élévations des équipements et constructions soient réalisées principalement en bois. L'hébergement de loisirs, dont la liste est fixée par le Gouvernement, peut être autorisé pour une durée limitée pour autant qu'il ne mette pas en cause de manière irréversible la destination de la zone et que le projet s'inscrive dans le cadre du projet régional de valorisation touristique des massifs forestiers développé par la Région wallonne ou d'un projet de valorisation touristique des forêts développé par la Communauté germanophone.

§ 5. La zone forestière peut exceptionnellement comporter des activités de parc animalier zoologique pour autant que les élévations des constructions, notamment d'accueil du public et d'abris pour les animaux, soient réalisées principalement en bois.

§ 6. A titre exceptionnel, le déboisement à des fins agricoles peut être autorisé en zone forestière pour autant qu'il soit contigu à la zone agricole. Ce déboisement ne peut entraîner la suppression de bois et bosquets isolés dans une plaine agricole.

§ 7. Les activités visées aux paragraphes 4 et 5 sont admissibles pour autant qu'elles soient situées à proximité d'une voirie publique suffisamment équipée en eau, électricité et égouttage, pourvue d'un revêtement solide et d'une largeur suffisante compte tenu de la situation des lieux ainsi que d'une ou plusieurs aires de stationnement des véhicules proportionnées à la capacité d'accueil de ces activités.

Le Gouvernement détermine les conditions de délivrance du permis relatif aux constructions, aux équipements, voiries, abords et aires de stationnement ainsi qu'au déboisement à des fins agricoles visés aux paragraphes 4 à 7.

Art. D.II.38. De la zone d'espaces verts.

La zone d'espaces verts est destinée au maintien, à la protection et à la régénération du milieu naturel.

Elle contribue à la formation du paysage ou constitue une transition végétale adéquate entre des zones dont les destinations sont incompatibles.

Art. D.II.39. De la zone naturelle.

La zone naturelle est destinée au maintien, à la protection et à la régénération de milieux naturels de grande valeur biologique ou abritant des espèces dont la conservation s'impose, qu'il s'agisse d'espèces des milieux terrestres ou aquatiques.

Dans cette zone ne sont admis que les actes et travaux nécessaires à la protection active ou passive de ces milieux ou espèces.

Art. D.II.40. De la zone de parc.

La zone de parc est destinée aux espaces verts ordonnés dans un souci d'esthétique paysagère.

N'y sont admis que les actes et travaux nécessaires à leur création, leur entretien ou leur embellissement ainsi que les actes et travaux complémentaires fixés par le Gouvernement.

La mise en œuvre d'une zone de parc dont la superficie excède cinq hectares peut également faire l'objet d'autres actes et travaux, pour autant qu'ils ne mettent pas en péril la destination principale de la zone et qu'un schéma d'orientation local couvrant sa totalité soit entré en vigueur.

Le Gouvernement peut arrêter le pourcentage de la superficie de la zone qui peut être concerné par les actes et travaux visés aux alinéas 2 et 3.

Art. D.II.41. De la zone d'extraction.

§ 1^{er}. La zone d'extraction est destinée à l'exploitation des carrières ainsi qu'au dépôt des résidus de l'activité d'extraction. Elle peut, pour une durée limitée, comporter des dépendances indispensables à l'extraction.

Elle comporte un périmètre ou un dispositif d'isolement conforme à l'article D.II.28, alinéa 3.

Au terme de l'exploitation, la zone devient une autre zone non destinée à l'urbanisation, à l'exception de la zone de parc, et son affectation précise est fixée par l'arrêté de révision du plan de secteur. Son réaménagement, en tout ou en partie, est déterminé par le permis qui autorise l'extraction.

Lorsque l'exploitation se fait par phases, le permis détermine chacune des phases et leur réaménagement, au terme de chacune des phases, à l'agriculture, l'exploitation sylvicole ou à la conservation de la nature.

L'autorité compétente pour délivrer le permis constate le terme de l'exploitation, le cas échéant de chacune des phases, dans un procès-verbal qu'elle adresse, par envoi, au titulaire du permis. Une copie de l'envoi est adressée au collège communal s'il n'est pas l'autorité compétente.

L'exploitation visée au présent article s'exerce dans le respect de la protection et de la gestion rationnelle du sol et du sous-sol.

§ 2. Dans les zones ou parties de zone d'extraction non encore exploitées, d'autres actes et travaux peuvent être autorisés pour une durée limitée pour autant qu'ils ne soient pas de nature à mettre en péril l'exploitation future du gisement.

Art. D.II.42. De la zone d'aménagement communal concerté.

§ 1^{er}. La zone d'aménagement communal concerté est destinée à toute affectation déterminée :

1° soit en fonction de la localisation, du voisinage, de la proximité de zones d'initiatives privilégiées visées à D.V.14, de la proximité aux pôles urbains et ruraux, de la performance des réseaux de communication et de distribution, des coûts induits par l'urbanisation à court, à moyen et à long terme, ainsi que des besoins de la commune et de l'affectation donnée à tout ou partie de toute zone d'aménagement communal concerté située sur le territoire communal concerné et sur les territoires communaux limitrophes si elle existe;

2° soit en fonction des indications du schéma de développement pluricommunal ou communal.

§ 2. La mise en œuvre de tout ou partie de la zone est subordonnée à l'adoption par le conseil communal, soit d'initiative, soit dans le délai qui est imposé par le Gouvernement, du schéma d'orientation local, conforme à l'article D.II.11, et à son approbation par le Gouvernement. Toutefois, lorsque la mise en œuvre de tout ou partie de la zone porte exclusivement sur une ou plusieurs affectations non destinées à l'urbanisation, le schéma bénéficie d'un contenu simplifié défini par le Gouvernement.

A défaut pour les autorités communales de satisfaire dans le délai fixé à l'obligation visée à l'alinéa 1^{er}, ainsi qu'en cas de refus du schéma d'orientation local soumis à son approbation, le Gouvernement peut s'y substituer pour adopter ou réviser le schéma d'orientation local.

§ 3. Les dérogations visées aux articles D.IV.6 à D.IV.13 sont applicables à toute zone ou partie de zone qu'elle soit ou non mise en œuvre.

Section 3. — Tracé des principales infrastructures

Art. D.II.43. Au terme de la réalisation de l'infrastructure de communication ou de transport de fluide ou d'énergie ou en cas de renoncement à réaliser l'infrastructure, le Gouvernement peut abroger le tracé ou le périmètre concerné pour autant que l'impact d'une désinscription du tracé ou du périmètre de réservation ait été évalué soit indépendamment, soit lors de son inscription et que la situation environnementale n'ait pas subi de modifications notables entre-temps.

CHAPITRE III. — *Procédure*

Section 1^{re}. — Contenu du dossier de base

Art. D.II.44. La révision du plan de secteur se fonde sur un dossier de base, qui comprend :

- 1° la justification de la révision projetée du plan de secteur au regard de l'article D.I.1;
- 2° le périmètre concerné;
- 3° la situation existante de fait et de droit;
- 4° un rapport justificatif des alternatives examinées et non retenues, compte tenu notamment des besoins auxquels répond la révision projetée, des disponibilités foncières en zones destinées à l'urbanisation et de leur accessibilité;
- 5° une ou plusieurs propositions d'avant-projet établies au 1/10 000^e;
- 6° le cas échéant, des propositions de compensations visées à l'article D.II.45, § 3;
- 7° les éventuelles prescriptions supplémentaires;
- 8° le cas échéant, le plan ou le projet de plan d'expropriation;
- 9° lorsque la révision a pour objet l'inscription d'une zone d'enjeu régional, la justification de la conformité du périmètre choisi à l'article D.II.45, § 4;
- 10° lorsque la révision a pour objet l'inscription d'une zone d'enjeu communal, la justification de la conformité du périmètre choisi à l'article D.II.45, § 5;
- 11° le cas échéant, la liste des schémas de développement pluricommunaux ou communaux et guides communaux à élaborer, à réviser ou à abroger, en tout ou en partie.

Dans les cas visés à l'alinéa 1^{er}, 9° et 10°, le dossier de base comprend une carte d'affectation des sols qui reprend les éléments suivants :

- a) le réseau viaire;
- b) les infrastructures et réseaux techniques, en ce compris les infrastructures de gestion des eaux usées et des eaux de ruissellement;
- c) les espaces publics et les espaces verts;
- d) les affectations par zones et, pour les affectations résidentielles, la densité préconisée pour les terrains non bâtis ou à réaménager, ou pour les ensembles bâtis à restructurer de plus de deux hectares;
- e) la structure écologique;
- f) le cas échéant, les lignes de force du paysage;
- g) lorsqu'il est envisagé de faire application de l'article D.IV.3, alinéa 1^{er}, 6°, les limites de lots à créer;
- h) le cas échéant, le phasage de la mise en œuvre de la carte d'affectation des sols.

Lorsque la révision du plan de secteur a pour objet exclusif tout ou partie de la carte d'affectation des sols, le dossier de base comprend la révision projetée de la carte et sa justification au regard de l'article D.I.1.

Section 2. — Principes applicables à la révision

Art. D.II.45. § 1^{er}. L'inscription d'une nouvelle zone destinée à l'urbanisation en lieu et place d'une zone non destinée à l'urbanisation est attenante à une zone existante destinée à l'urbanisation; seule l'inscription d'une zone de services publics et d'équipements communautaires, de loisirs destinée à des activités récréatives présentant un caractère dangereux, insalubre ou inconfortable, d'activité économique industrielle, d'activité économique spécifique marquée de la surimpression "A.E." ou "R.M.", de dépendances d'extraction ou d'aménagement communal concerté à caractère économique peut s'écarter de ce principe.

§ 2. L'inscription d'une nouvelle zone destinée à l'urbanisation en lieu et place d'une zone non destinée à l'urbanisation ne peut pas prendre la forme d'une urbanisation en ruban le long de la voirie.

L'urbanisation en ruban est l'inscription d'une zone dont la forme, par sa profondeur, sa longueur et le rapport entre ces deux éléments, ne permet que le développement d'un front bâti unique, à l'exclusion d'une composition urbanistique s'organisant autour d'un nouveau réseau viaire.

§ 3. Dans le respect du principe de proportionnalité, l'inscription de toute nouvelle zone destinée à l'urbanisation et susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement en lieu et place d'une zone non destinée à l'urbanisation, est compensée par la modification équivalente d'une zone existante destinée à l'urbanisation ou d'une zone d'aménagement communal concerté en zone non destinée à l'urbanisation ou par toute compensation alternative définie par le Gouvernement tant en termes opérationnel, environnemental ou énergétique qu'en termes de mobilité en tenant compte, notamment, de l'impact de la zone destinée à l'urbanisation sur le voisinage.

La compensation alternative vise à contrebalancer l'impact résiduel découlant de l'inscription d'une zone destinée à l'urbanisation en lieu et place d'une zone non destinée à l'urbanisation, après prise en compte des mesures de prévention et d'aménagement destinées à limiter ou éviter les incidences non négligeables identifiées dans le rapport sur les incidences environnementales réalisé dans le cadre de la procédure.

Le Gouvernement choisit la compensation planologique ou la compensation alternative ou une combinaison des deux dans les proportions qu'il détermine, sans que l'une ne prévale sur l'autre.

La compensation planologique ou alternative peut être réalisée par phases.

Le Gouvernement détermine, pour les compensations alternatives, leur nature, leurs modalités de mise en œuvre et en définit le principe de proportionnalité.

§ 4. L'inscription d'une zone d'enjeu régional vise un territoire d'un seul tenant qui permet au Gouvernement de mener une ou plusieurs actions prioritaires, d'initiatives publiques ou privées, liées au développement social, économique, environnemental, culturel, sportif, récréatif et touristique de la Région, ainsi qu'à son équipement en infrastructures.

Par dérogation au paragraphe 3, aucune compensation n'est due à concurrence de quinze pour cent de la superficie de la zone d'activité économique existante et le cas échéant, à concurrence de la superficie nécessaire au périmètre d'isolement projeté visé à l'article D.II.28, alinéa 3, lorsque :

1° la révision du plan de secteur porte sur l'inscription d'une zone d'enjeu régional en lieu et place d'une ou de plusieurs zones non destinées à l'urbanisation visées à l'article D.II.23, alinéa 3;

2° la ou les zones non destinées à l'urbanisation sont contiguës à la zone d'activité économique existante, suffisamment équipée et accessible, et dont il est établi qu'elle ne dispose plus d'espace suffisant pour mener une action prioritaire.

§ 5. L'inscription d'une zone d'enjeu communal vise une partie du territoire qui contribue à la dynamisation des pôles urbains et ruraux et dont le potentiel de centralité, caractérisé par une concentration en logements et par un accès aisé aux services et aux équipements, est à renforcer par une densification appropriée, par le renouvellement, par la mixité fonctionnelle et sociale et par l'amélioration du cadre de vie.

Par dérogation au paragraphe 3, aucune compensation n'est due à concurrence de dix pour cent de la superficie totale des zones destinées à l'urbanisation visées à l'article D.II.23, alinéa 2, et situées dans le périmètre concerné par la révision du plan de secteur portant sur l'inscription d'une zone d'enjeu communal lorsque :

1° la révision du plan de secteur porte sur l'inscription d'une zone d'enjeu communal en lieu et place d'une ou de plusieurs zones non destinées à l'urbanisation visées à l'article D.II.23, alinéa 3;

2° l'inclusion de la ou des zones non destinées à l'urbanisation est justifiée eu égard aux objectifs de développement du potentiel de centralité;

3° la ou les zones non destinées à l'urbanisation sont soit enclavées, soit périphériques et contiguës à une ou plusieurs zones destinées à l'urbanisation situées dans le périmètre concerné par la révision du plan de secteur.

Section 3. — Révisions ordinaires

Sous-section 1^{re}. — Révision à l'initiative du Gouvernement

Art. D.II.46. Le Gouvernement décide la révision du plan de secteur et en adopte le projet, sur la base d'un dossier de base.

Hormis en cas d'exemption, un rapport sur les incidences environnementales est réalisé sur le projet.

Sous-section 2. — Révision à l'initiative de la commune

Art. D.II.47. § 1^{er}. Lorsque la demande de révision du plan de secteur vise un nouveau zonage qui constitue une réponse à des besoins qui peuvent être rencontrés par un aménagement local, la révision du plan de secteur peut être décidée par le Gouvernement à la demande du conseil communal adressée par envoi.

Le conseil communal prend la décision de demander une révision du plan de secteur, laquelle est fondée sur le dossier de base visé à l'article D.II.44, alinéa 1^{er}, 1° à 8°, 10° et 11°, et alinéa 2, et soumet la décision ainsi que le dossier de base à une réunion d'information préalable.

Le conseil communal adresse sa demande au Gouvernement. La demande comprend :

1° le dossier de base visé à l'article D.II.44, alinéa 1^{er}, 1° à 8°, 10° et 11°, et alinéa 2;

2° les documents visés à l'article D.VIII.5, § 6;

3° l'avis de la commission communale si elle existe;

4° le cas échéant, une demande d'exemption d'évaluation des incidences sur l'environnement et sa justification;

5° la décision visée à l'alinéa 2.

§ 2. Le Gouvernement soumet le dossier complet pour avis au fonctionnaire délégué, au pôle "Aménagement du territoire", au pôle "Environnement" et aux personnes ou instances qu'il juge utile de consulter.

Les avis sont transmis dans les soixante jours de l'envoi de la demande du Gouvernement. A défaut, ils sont réputés favorables.

§ 3. Dans les nonante jours de la réception de la demande, le Gouvernement décide la révision du plan de secteur, en adopte le projet, arrête provisoirement les compensations visées à l'article D.II.45, § 3, et décide de le soumettre à l'évaluation des incidences sur l'environnement ou en décide l'exemption.

A défaut de l'envoi de l'arrêté du Gouvernement au collège communal, celui-ci peut, par envoi, adresser un rappel au Gouvernement. Si, à l'expiration d'un nouveau délai de soixante jours prenant cours à la réception du rappel, le Gouvernement n'a pas envoyé sa décision, la demande est réputée refusée.

Sous-section 3. — Révision à l'initiative d'une personne physique ou morale, privée ou publique

Art. D.II.48. § 1^{er}. Lorsque la demande de révision du plan de secteur vise l'inscription d'une zone d'activité économique visée à l'article D.II.28, alinéa 1^{er}, ou d'une zone d'extraction ou lorsqu'elle porte sur l'inscription du tracé d'une principale infrastructure de transport de fluides ou d'énergie ou du périmètre de réservation qui en tient lieu, la révision du plan de secteur peut être décidée par le Gouvernement à la demande adressée par envoi par une personne physique ou morale, privée ou publique.

La demande est fondée sur le dossier de base visé à l'article D.II.44, alinéa 1^{er}, 1° à 8° et 11°.

§ 2. Au moins quinze jours avant la réunion d'information préalable, la demande, accompagnée du dossier de base, est envoyée au conseil communal et à la commission communale si elle existe qui transmettent leur avis à la personne visée au paragraphe 1^{er} dans les soixante jours de l'envoi de la demande. A défaut, l'avis est réputé favorable.

§ 3. La personne visée au paragraphe 1^{er} adresse sa demande accompagnée du dossier au Gouvernement. La demande comprend :

1° le dossier de base visé à l'article D.II.44, alinéa 1^{er}, 1° à 8°, et 11°;

2° les documents visés à l'article D.VIII.5, § 6;

3° l'avis de la commission communale si elle existe;

4° la délibération du conseil communal;

5° le cas échéant, une demande d'exemption d'évaluation des incidences sur l'environnement et sa justification.

§ 4. Le Gouvernement soumet le dossier complet pour avis au fonctionnaire délégué, au pôle "Aménagement du territoire", au pôle "Environnement" et aux personnes ou instances qu'il juge utile de consulter.

Les avis sont transmis dans les soixante jours de l'envoi de la demande du Gouvernement. A défaut, ils sont réputés favorables.

§ 5. Dans les nonante jours de la réception de la demande, le Gouvernement décide la révision du plan de secteur, en adopte le projet, arrête provisoirement les compensations visées à l'article D.II.45, § 3, et décide de le soumettre à l'évaluation des incidences sur l'environnement ou en décide l'exemption.

A défaut de l'envoi de l'arrêté du Gouvernement à la personne visée au paragraphe 1^{er}, celle-ci peut, par envoi, adresser un rappel au Gouvernement. Si, à l'expiration d'un nouveau délai de soixante jours prenant cours à la réception du rappel, le Gouvernement n'a pas envoyé sa décision, la demande est réputée refusée.

Sous-section 4. — Procédure de droit commun

Art. D.II.49. § 1^{er}. Le pôle "Aménagement du territoire" peut, pendant la réalisation de l'évaluation des incidences ou à tout moment, formuler des observations ou présenter des suggestions.

Lorsqu'il doit être réalisé, le rapport sur les incidences environnementales est transmis au Gouvernement.

§ 2. A l'issue de l'évaluation des incidences ou après la décision d'exemption, le Gouvernement ou la personne qu'il délègue à cet fin soumet le projet de plan et, le cas échéant, le rapport sur les incidences environnementales, à l'avis des personnes et instances qu'il juge nécessaire de consulter, ainsi qu'à la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement, ci-après "DGO3" si elle a été consultée.

Les avis sont transmis dans les soixante jours de l'envoi de la demande du Gouvernement. A défaut, ils sont réputés favorables.

§ 3. Lorsque, sur la base du rapport sur les incidences environnementales et des avis, le Gouvernement estime qu'une autre solution raisonnable envisagée est de nature à mieux répondre aux objectifs poursuivis que le projet de plan, il l'approuve en tant que projet de plan. Le Gouvernement ou la personne qu'il délègue à cette fin en avise le conseil communal, lorsque la demande de révision du plan de secteur est d'initiative communale, ou la personne physique ou morale, privée ou publique visée à l'article D.II.48 et la procédure se poursuit selon les paragraphes 4 à 8 et l'article D.II.50.

§ 4. Le projet de plan accompagné du rapport sur les incidences environnementales est transmis aux collègues communaux des communes sur le territoire desquelles s'étend la révision ou qui ont été désignées en application de l'article D.VIII.4 pour être soumis à enquête publique.

Lorsqu'il est envisagé d'établir un périmètre de reconnaissance dans le cadre de la procédure de révision du plan de secteur, les renseignements visés par le décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques sont joints au projet de plan. Le périmètre de reconnaissance peut être différent du périmètre faisant l'objet de la révision de plan de secteur.

§ 5. Dans les quarante-cinq jours de la clôture de l'enquête publique, le collège communal de chacune des communes dans lesquelles une enquête publique a été réalisée transmet les réclamations, observations et procès-verbaux au Gouvernement et, hormis le cas où la révision est d'initiative communale, le conseil communal de chacune des communes auxquelles s'étend le projet de plan transmet son avis. A défaut, l'avis est réputé favorable.

§ 6. Lorsque la révision du plan de secteur est d'initiative communale, le conseil communal sollicite l'avis du pôle "Aménagement du territoire", du pôle "Environnement" et du fonctionnaire délégué. Les avis sont transmis dans les soixante jours de l'envoi de la demande du conseil communal. A défaut, ils sont réputés favorables. Le conseil communal émet son avis sur le projet et le transmet au Gouvernement. Si cet avis est défavorable, le plan est réputé définitivement refusé et la procédure est arrêtée.

§ 7. Lorsque la révision du plan de secteur n'est pas d'initiative communale, le Gouvernement ou la personne qu'il délègue à cette fin sollicite l'avis du pôle "Aménagement du territoire", du pôle "Environnement". Les avis sont transmis dans les soixante jours de l'envoi de la demande du Gouvernement. A défaut, ils sont réputés favorables.

§ 8. Le Gouvernement peut, à la demande du pôle "Aménagement du territoire", du pôle "Environnement", prolonger le délai visé aux paragraphes 6 et 7 d'une durée maximale de soixante jours. Le Gouvernement envoie sa décision de prolongation du délai, dûment motivée, au demandeur de la prolongation. Lorsque la révision n'est pas d'initiative gouvernementale, il envoie une copie de la décision de la prolongation au collège communal, ou à la personne physique ou morale, privée ou publique visée à l'article D.II.48.

Art. D.II.50. § 1^{er}. Dans les vingt-quatre mois de l'adoption du projet du plan de secteur visée aux articles D.II.46, D.II.47, § 3, et D.II.48, § 5, le Gouvernement adopte définitivement le plan ou refuse de l'adopter. Lorsque le projet de plan identifie la liste visée à l'article D.II.44, alinéa 1^{er}, 11^o, et pour autant que le ou les conseils communaux aient abrogé les schémas et guides identifiés dans la liste, le Gouvernement approuve simultanément l'abrogation des schémas et guides concernés.

Le Gouvernement peut subordonner l'adoption à la production d'un plan d'expropriation.

A défaut d'envoi de la décision dans le délai visé à l'alinéa 1^{er}, le collège communal, lorsque la demande de révision du plan de secteur est d'initiative communale, ou la personne physique ou morale, privée ou publique visée à l'article D.II.48, peut envoyer un rappel au Gouvernement. A défaut d'envoi d'une décision dans un délai de soixante jours à dater de la réception du rappel par le Gouvernement, le plan est réputé refusé.

Lorsqu'il contient les éléments relatifs au périmètre de reconnaissance, l'arrêté du Gouvernement adoptant la révision vaut périmètre de reconnaissance au sens du décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques. Dans ce cas, le plan relatif à la reconnaissance de zone est notifié au fonctionnaire dirigeant et à l'opérateur au sens du décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques.

Le délai de vingt-quatre mois est suspendu de la date de l'envoi de la désignation de l'auteur du rapport sur les incidences environnementales visé à l'article D.VIII. 34 à la date de l'envoi du rapport au Gouvernement. En cas de demande de complément de rapport sur les incidences environnementales, le délai est suspendu de la date d'envoi de la demande de complément à la date d'envoi de celui-ci au Gouvernement.

§ 2. Dans les dix jours de la publication de sa décision, le Gouvernement ou la personne qu'il délègue à cette fin envoie une copie de la décision à chacune des communes auxquelles la révision du plan de secteur s'étend, lesquelles en informent le public.

Section 4. — Révisions accélérées

Sous-section 1^{re}. — Procédure de révision de plan de secteur
en vue de l'inscription d'une zone d'enjeu régional sans compensation

Art. D.II.51. § 1^{er}. Le Gouvernement procède selon une procédure accélérée :

1° lorsque la révision du plan de secteur a pour objet exclusif l'inscription d'une zone d'enjeu régional et qu'aucune compensation n'est due conformément à l'article D.II.45, § 4;

2° lorsque la révision du plan de secteur a pour objet exclusif la révision de tout ou partie de la carte d'affectation des sols liée à une zone d'enjeu régional.

Il décide la révision du plan de secteur et en adopte le projet, sur la base d'un dossier qui comprend :

1° le dossier de base visé à l'article D.II.44, alinéa 1^{er}, 1° à 9°, et 11°, et alinéa 2, ou visé à l'article D.II.44, alinéa 3;

2° le cas échéant, le rapport sur les incidences environnementales;

3° lorsqu'il est envisagé d'établir un périmètre de site à réaménager en application de l'article D.V.2, § 8, le dossier visé à l'article D.V.2, § 2; ce dernier est établi par la personne visée à l'article D.V.2, § 1^{er}, et est accompagné des avis visés à l'article D.V.2, § 3, 1° et 3°.

Le périmètre de site à réaménager peut être différent du périmètre faisant l'objet de la révision de plan de secteur.

Dans le cas visé à l'alinéa 2, 3°, l'arrêté du Gouvernement visé à l'alinéa 2 vaut arrêté d'adoption d'un périmètre de site à réaménager au sens de l'article D.V.2, § 2. Le Gouvernement envoie copie de l'arrêté pour avis aux propriétaires des biens immobiliers concernés, avec mention de l'obligation visée à l'article D.V.2, § 4. Les propriétaires adressent leur avis, par écrit, au Gouvernement dans les trente jours de l'envoi. A défaut, les avis sont réputés favorables.

§ 2. Le projet de plan accompagné, le cas échéant, du rapport sur les incidences environnementales est transmis aux collèges communaux des communes sur le territoire desquelles s'étend la révision ou qui ont été désignées en application de l'article D.VIII.4 pour être soumis à enquête publique. Le Gouvernement ou la personne qu'il désigne à cette fin sollicite simultanément les avis du pôle "Aménagement du territoire", du pôle "Environnement" et des personnes ou instances que le Gouvernement juge utile de consulter. Les avis sont transmis dans les quarante-cinq jours de l'envoi de la demande du Gouvernement. A défaut, ils sont réputés favorables.

Lorsqu'il est envisagé d'établir un périmètre de reconnaissance dans le cadre de la procédure de révision du plan de secteur, les renseignements visés par le décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques sont joints au projet de plan. Le périmètre de reconnaissance peut être différent du périmètre faisant l'objet de la révision de plan de secteur.

§ 3. Dans les quarante-cinq jours de la clôture de l'enquête publique, le collège communal de chacune des communes dans lesquelles une enquête publique a été réalisée transmet les réclamations, observations et procès-verbaux au Gouvernement et le conseil communal de chacune des communes auxquelles s'étend le projet de plan transmet son avis. A défaut, l'avis est réputé favorable.

§ 4. Dans les douze mois de l'adoption du projet, le Gouvernement adopte définitivement le plan ou refuse de l'adopter. Lorsque le projet de plan identifie la liste visée à l'article D.II.44, alinéa 1^{er}, 11°, et pour autant que le ou les conseils communaux aient abrogé les schémas et guides identifiés dans la liste, le Gouvernement approuve simultanément l'abrogation des schémas et guides concernés.

Lorsque la révision a pour objet exclusif la révision de tout ou partie de la carte d'affectation des sols liée à une zone d'enjeu régional, le délai visé à l'alinéa 1^{er} est de six mois.

Lorsqu'il est fait application de l'article D.V.2, § 8, l'arrêté du Gouvernement adoptant la révision vaut arrêté d'adoption définitive d'un périmètre de site à réaménager au sens de l'article D.V.2, § 7.

Lorsqu'il contient les éléments relatifs au périmètre de reconnaissance, l'arrêté du Gouvernement adoptant la révision vaut périmètre de reconnaissance au sens du décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques.

Le Gouvernement peut subordonner l'adoption du projet de plan à la production d'un plan d'expropriation.

§ 5. Dans les dix jours de la publication de sa décision, le Gouvernement ou la personne qu'il délègue à cette fin envoie une copie de la décision à chacune des communes auxquelles la révision du plan de secteur s'étend, lesquelles en informent le public.

Lorsque l'arrêté du Gouvernement vaut arrêté d'adoption définitive du périmètre de site à réaménager au sens de l'article D.V.2, § 7, le Gouvernement ou la personne qu'il délègue à cette fin envoie une copie de l'arrêté aux propriétaires des biens immobiliers concernés, qui, dans les quinze jours de la réception de la copie de l'arrêté, en donne connaissance aux personnes visées à l'article D.V.2, § 4.

Lorsque l'arrêté du Gouvernement vaut périmètre de reconnaissance au sens du décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques, le plan relatif à la reconnaissance de zone est notifié au fonctionnaire dirigeant et à l'opérateur au sens du même décret.

Sous-section 2. — Révision de plan de secteur en vue de l'inscription d'une zone d'enjeu communal
sans compensation ou révision de plan de secteur ne nécessitant pas de compensation

Art. D.II.52. § 1^{er}. A la demande du conseil communal adressée par envoi, le Gouvernement procède selon une procédure accélérée :

1° lorsque la révision du plan de secteur a pour objet exclusif l'inscription d'une zone d'enjeu communal et qu'aucune compensation n'est due conformément à l'article D.II.45, § 5;

2° lorsque la révision du plan de secteur porte exclusivement sur l'inscription d'une ou plusieurs zones destinées à l'urbanisation au sens de l'article D.II.23, alinéa 2, en lieu et place d'une ou plusieurs autres zones destinées à l'urbanisation, qu'aucune compensation n'est due conformément à l'article D.II.45, § 3 et pour autant que le nouveau zonage constitue une réponse à des besoins qui peuvent être rencontrés par un aménagement local;

3° lorsque la révision du plan de secteur a pour objet exclusif la révision de tout ou partie de la carte d'affectation des sols liée à une zone d'enjeu communal.

Toutefois, lorsqu'il s'agit de réaménager un site au sens de l'article D.V.1, 1°, l'initiative de la demande de révision du plan de secteur peut émaner de la personne visée à l'article D.V.2, § 1^{er}, 2°.

Le conseil communal ou la personne visée à l'article D.V.2, § 1^{er}, 2°, adresse sa demande au Gouvernement.

Le Gouvernement décide la révision du plan de secteur et en adopte le projet, sur la base d'un dossier qui comprend :

- 1° le dossier de base visé à l'article D.II.44, alinéa 1^{er}, 1° à 8°, 10° et 11°, et alinéa 2, ou visé à l'article D.II.44, alinéa 3;
- 2° l'avis de la commission communale si elle existe;
- 3° la délibération du conseil communal;
- 4° les documents visés à l'article D.VIII.5, § 6;
- 5° le cas échéant, le rapport sur les incidences environnementales;

6° lorsqu'il est envisagé d'établir un périmètre de site à réaménager en application de l'article D.V.2, § 8, le dossier visé à l'article D.V.2, § 2; ce dernier est établi par la personne visée à l'article D.V.2, § 1^{er}, 2°, et est accompagné des avis visés à l'article D.V.2, § 3, 1° et 3°.

Le périmètre de site à réaménager peut être différent du périmètre faisant l'objet de la révision de plan de secteur.

Dans le cas visé à l'alinéa 4, 6°, l'arrêté du Gouvernement visé à l'alinéa 4 vaut arrêté d'adoption d'un périmètre de site à réaménager au sens de l'article D.V.2, § 2. Le Gouvernement envoie copie de l'arrêté pour avis aux propriétaires des biens immobiliers concernés, avec mention de l'obligation visée à l'article D.V.2, § 4. Les propriétaires adressent leur avis, par écrit, au Gouvernement dans les trente jours de l'envoi. A défaut, les avis sont réputés favorables.

§ 2. Le projet de plan accompagné, le cas échéant, du rapport sur les incidences environnementales est transmis aux collèges communaux des communes sur le territoire desquelles s'étend la révision ou qui ont été désignées en application de l'article D.VIII.4 pour être soumis à enquête publique. Lorsqu'il est envisagé d'établir un périmètre de reconnaissance dans le cadre de la procédure de révision du plan de secteur, les renseignements visés par le décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques sont joints au projet de plan. Le périmètre de reconnaissance peut être différent du périmètre faisant l'objet de la révision de plan de secteur.

Dans les quarante-cinq jours de la clôture de l'enquête publique, le collège communal de chacune des communes dans lesquelles une enquête publique a été réalisée transmet les réclamations, observations et procès-verbaux au Gouvernement.

§ 3. Hormis le cas où la révision est d'initiative communale, simultanément à l'envoi visé au paragraphe 2, le Gouvernement ou la personne qu'il désigne à cette fin sollicite les avis du pôle "Aménagement du territoire", du pôle "Environnement" et des personnes ou instances qu'il juge utile de consulter. Les avis sont transmis dans les quarante-cinq jours de l'envoi de la demande du Gouvernement. A défaut, ils sont réputés favorables.

Le conseil communal de chacune des communes auxquelles s'étend le projet de plan transmet son avis dans les quarante-cinq jours de la clôture de l'enquête publique. A défaut, l'avis est réputé favorable.

§ 4. Lorsque la révision du plan de secteur est d'initiative communale, dès réception du projet de plan par le collège communal, le conseil communal sollicite les avis du pôle "Aménagement du territoire", du pôle "Environnement" et des personnes ou instances qu'il juge utile de consulter. Les avis sont transmis dans les quarante-cinq jours de l'envoi de la demande du conseil communal. A défaut, ils sont réputés favorables.

Le conseil communal émet son avis sur le projet et le transmet au Gouvernement. Si cet avis est défavorable, le plan est réputé définitivement refusé et la procédure est arrêtée.

§ 5. Dans les douze mois de l'adoption du projet, le Gouvernement adopte définitivement le plan ou refuse de l'adopter. Lorsque le projet de plan identifie la liste visée à l'article D.II.44, alinéa 1^{er}, 11°, et pour autant que le conseil communal ait abrogé les schémas et guides identifiés dans la liste, le Gouvernement approuve simultanément l'abrogation des schémas et guides concernés.

Lorsque la révision a pour objet exclusif la révision de tout ou partie de la carte d'affectation des sols liée à une zone d'enjeu communal, le délai visé à l'alinéa 1^{er} est de six mois.

Lorsqu'il est fait application de l'article D.V.2, § 8, l'arrêté du Gouvernement adoptant la révision du plan de secteur vaut arrêté d'adoption définitive du périmètre de site à réaménager au sens de l'article D.V.2, § 7.

Lorsqu'il contient les éléments relatifs au périmètre de reconnaissance, l'arrêté du Gouvernement adoptant la révision vaut périmètre de reconnaissance au sens du décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques.

Le Gouvernement peut subordonner l'adoption du projet de plan à la production d'un plan d'expropriation.

§ 6. A défaut de l'envoi de l'arrêté du Gouvernement au collège communal ou à la personne visée à l'article D.V.2, § 1^{er}, 2°, dans le délai visé selon le cas au paragraphe 5, alinéa 1^{er} ou 2, le collège communal ou la personne visée à l'article D.V.2, § 1^{er}, 2°, peut, par envoi, adresser un rappel au Gouvernement. Si, à l'expiration d'un nouveau délai de soixante jours prenant cours à la réception du rappel, le Gouvernement n'a pas envoyé sa décision, la demande est réputée refusée.

§ 7. Dans les dix jours de la publication de sa décision, le Gouvernement ou la personne qu'il délègue à cette fin envoie une copie de la décision à chacune des communes auxquelles la révision du plan de secteur s'étend, lesquelles en informent le public.

Lorsque l'arrêté du Gouvernement vaut arrêté d'adoption définitive du périmètre de site à réaménager au sens de l'article D.V.2, § 7, le Gouvernement ou la personne qu'il délègue à cette fin envoie une copie de l'arrêté aux propriétaires des biens immobiliers concernés, qui, dans les quinze jours de la réception de la copie de l'arrêté, en donne connaissance aux personnes visées à l'article D.V.2, § 4.

Lorsque l'arrêté du Gouvernement vaut périmètre de reconnaissance au sens du décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques, le plan relatif à la reconnaissance de zone est notifié au fonctionnaire dirigeant et à l'opérateur au sens du même décret.

Section 5. — Procédure d'élaboration

Art. D.II.53. Les dispositions réglant la révision du plan de secteur sont applicables à son élaboration.

CHAPITRE IV. — *Procédure conjointe plan-permis*

Art. D.II.54. § 1^{er}. La procédure de demande de permis d'urbanisme, de permis d'environnement ou de permis unique au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement peut être menée conjointement à une procédure de révision du plan de secteur lorsque celle-ci est nécessaire à l'octroi du permis concerné :

- 1° pour une principale infrastructure au sens de l'article D.II. 21, § 1^{er};
- 2° pour un projet de carrière lié à la mise en œuvre d'une zone d'extraction ou de dépendances d'extraction;
- 3° pour tout projet dont la taille et l'impact socio-économique sont d'importance et reconnus par le Gouvernement dans l'accusé de réception de la demande;
- 4° pour tout projet visant l'extension d'une activité économique d'artisanat, de service, de distribution, de recherche, de petite industrie ou de tourisme, présente sur le site avant l'entrée en vigueur du plan de secteur et dont l'emprise au sol n'exécède pas deux hectares.

§ 2. La demande de révision du plan visée aux articles D.II.47, § 1^{er} et D.II.48, § 3, est adressée au Gouvernement qui en accuse réception.

La demande de permis est déposée dans un délai permettant l'enquête publique unique conformément à l'alinéa 4.

Dans ce cas, l'évaluation des incidences environnementales comporte les éléments requis pour la révision du plan de secteur et ceux requis pour la demande de permis.

Le projet de révision du plan de secteur et la demande de permis sont soumis à une seule et même enquête publique selon les modalités applicables respectivement à la révision du plan de secteur et à la demande de permis. La durée de l'enquête est celle applicable à la révision du plan de secteur.

Les avis visés respectivement aux articles D.II.49 et D.IV.35 sont demandés.

Il n'est pas dérogé aux règles relatives à la révision du plan de secteur ni à celles relatives à la demande de permis. Toutefois, les dispositions particulières suivantes s'appliquent :

- 1° le permis est délivré par le Gouvernement;
- 2° les délais d'instruction de la demande de permis sont prorogés du délai utilisé pour statuer sur la demande de révision du plan de secteur;
- 3° les délais d'instruction de la demande de révision du plan de secteur sont prorogés des délais utilisés pour compléter le dossier de demande de permis s'il est déclaré incomplet ou pour accomplir les formalités subséquentes à une modification de la demande de permis;
- 4° la demande de permis d'environnement ou de permis unique est instruite conformément au décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement jusqu'à l'envoi du rapport de synthèse au gouvernement; lorsque le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement désigne en qualité d'autorité compétente le fonctionnaire technique et, le cas échéant, le fonctionnaire délégué, ce ou ces derniers adressent un rapport de synthèse au Gouvernement dans les mêmes délais que ceux qui leur sont impartis lorsque le collège communal est l'autorité compétente;
- 5° une réunion d'information préalable conjointe est tenue pour la demande de révision du plan de secteur et le projet.

Le Gouvernement statue simultanément sur la révision du plan de secteur et la demande de permis. En cas d'octroi du permis, celui-ci ne prend cours qu'au lendemain de l'entrée en vigueur du plan révisé.

CHAPITRE V. — *Effets juridiques**Section 1^{re}. — Généralités*

Art. D.II.55. Le Gouvernement confère force obligatoire au plan de secteur, à l'exception de la carte d'affectation des sols visée à l'article D.II.44, alinéa 2, qui a valeur indicative.

Les prescriptions graphiques et littérales des plans ont valeur réglementaire.

En cas de contradiction entre les prescriptions graphiques et littérales, les prescriptions graphiques l'emportent sur les prescriptions littérales.

Art. D.II.56. Le plan de secteur reste en vigueur jusqu'au moment où un plan de secteur lui est substitué en tout ou en partie, à la suite d'une révision.

Art. D.II.57. Les prescriptions des plans peuvent impliquer des restrictions au droit de propriété, en ce compris l'interdiction d'urbaniser au sens de l'article D.IV.2 ou de réaliser des actes et travaux visés à l'article D.IV.4.

TITRE III. — Droit transitoireCHAPITRE I^{er}. — *Schéma de développement de l'espace régional*

Art. D.II.58. Le schéma de développement de l'espace régional en vigueur avant la date d'entrée en vigueur du Code devient le schéma de développement du territoire et est soumis aux dispositions y relatives.

CHAPITRE II. — *Schémas communaux**Section 1^{re}. — Schéma de structure communal*

Art. D.II.59. § 1^{er}. Le schéma de structure communal en vigueur à la date d'entrée en vigueur du Code devient un schéma de développement communal et est soumis aux dispositions y relatives.

§ 2. L'instruction du projet de schéma de structure communal ou du projet de révision du schéma de structure communal adopté provisoirement par le conseil communal avant la date d'entrée en vigueur du Code se poursuit selon les dispositions en vigueur avant cette date.

En cas d'approbation par le Gouvernement, le schéma de structure communal devient un schéma de développement communal et est soumis aux dispositions y relatives.

L'abrogation décidée par le conseil communal avant la date d'entrée en vigueur du Code poursuit la procédure en vigueur avant cette date.

Section 2. — Rapport urbanistique et environnemental

Art. D.II.60. Le rapport urbanistique et environnemental en vigueur à la date d'entrée en vigueur du Code devient un schéma d'orientation local et est soumis aux dispositions y relatives.

Art. D.II.61. L'instruction du projet de rapport urbanistique et environnemental ou du projet de révision du rapport urbanistique et environnemental soumis à enquête publique par le collège communal avant la date d'entrée en vigueur du Code se poursuit selon les dispositions en vigueur avant cette date.

Il en va de même du rapport urbanistique en cours d'élaboration ou de révision avant la date d'entrée en vigueur du Code lorsque :

1° soit le collège a fixé, en application de l'article 33, § 2, alinéa 1^{er}, du CWATUP, l'ampleur et le degré d'information qu'il contient;

2° soit le conseil communal a dispensé, en application de l'article 18^{ter}, § 2, alinéa 2, du CWATUP, le rapport de l'évaluation environnementale requise en application de l'article 33, § 2, 2°, du CWATUP.

En cas d'approbation par le Gouvernement, il devient un schéma d'orientation local et est soumis aux dispositions y relatives.

L'abrogation décidée par le conseil communal avant la date d'entrée en vigueur du Code poursuit la procédure en vigueur avant cette date.

CHAPITRE III. — Plans d'aménagement

Section 1^{re}. — Plan de secteurSous-section 1^{re}. — Destination et prescriptions générales des zones

Art. D.II.62. Les zones suivantes inscrites dans les plans de secteur sont validées à la date d'entrée en vigueur de leur inscription dans lesdits plans :

1° les zones d'extension d'habitat à caractère rural;

2° les zones d'extension d'équipement communautaire et de service public;

3° les zones d'extension de loisirs comprenant les zones d'extension de loisirs, les zones d'extension de loisirs avec séjour, les zones d'extension de zone de loisirs avec séjour, les zones d'extension de récréation et de séjour et les zones d'extension de récréation;

4° les zones d'extension d'artisanat ou de petites et moyennes entreprises;

5° les zones d'industrie de recherche comprenant les zones d'industrie de recherche et la zone industrielle de recherche du Sart-Tilman;

6° les zones d'extension de service;

7° les zones d'extension d'industrie comprenant les zones d'extension d'industrie, la zone d'extension d'industrie "BD", la zone d'extension d'industrie thermale, la zone d'extension d'industrie de recherche du Sart-Tilman, la zone d'extension d'industrie "GE";

8° les zones d'extension de parc résidentiel.

Art. D.II.63. Dans les plans de secteur en vigueur à la date d'entrée en vigueur du Code, sont d'application :

1° à la zone d'habitat, la prescription visée à l'article D.II.24;

2° à la zone d'habitat à caractère rural, la prescription visée à l'article D.II.25;

3° à la zone d'extension d'habitat et à la zone d'extension d'habitat à caractère rural et à la zone d'extension de parc résidentiel, la prescription visée à l'article D.II.42;

4° à la zone d'équipement communautaire et d'utilité publique, aux domaines militaires ainsi qu'aux autres zones d'équipement de services publics et d'infrastructures, la prescription visée à l'article D.II.26, § 1^{er};

5° aux zones de centres d'enfouissement technique et aux zones de centres d'enfouissement technique désaffectés visées à l'article 63 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, arrêtées définitivement par le Gouvernement à l'issue de la procédure d'établissement du plan des centres d'enfouissement technique initié avant le 1^{er} mars 1998, la prescription de l'article D.II.26, § 2;

6° à la zone de loisirs et à la zone d'extension de loisirs, la prescription visée à l'article D.II.27;

7° à la zone artisanale ou de petites et moyennes entreprises, à la zone d'extension d'artisanat ou de petites et moyennes entreprises, à la zone d'industrie de recherche, à la zone de services et à la zone d'extension de services, les prescriptions visées aux articles D.II.28 et D.II.29;

8° à la zone industrielle, les prescriptions visées aux articles D.II.28 et D.II.30;

9° à la zone d'activité économique spécifique marquée de la surimpression "AE", les prescriptions visées aux articles D.II.28 et D.II.31, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 3;

10° à la zone d'activité économique spécifique marquée de la surimpression "GD", les prescriptions visées aux articles D.II.28 et D.II.31, § 1^{er}, alinéa 2 et 3;

11° à la zone d'activité économique spécifique marquée de la surimpression "RM", les prescriptions visées aux articles D.II.28 et D.II.31, § 2;

12° à la zone d'extension d'industrie et à la zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel, les prescriptions visées aux articles D.II.28 et D.II.32;

13° à la zone d'extraction, les prescriptions visées aux articles D.II.28 et D.II.33;

14° à la zone d'extension d'extraction, les prescriptions visées aux articles D.II.28 et D.II.33;

15° à la zone rurale et à la zone agricole, la prescription visée à l'article D.II.36;

16° à la zone forestière, la prescription visée à l'article D.II.37;

17° à la zone d'espaces verts et à la zone tampon, la prescription visée à l'article D.II.38;

18° à la zone naturelle et à la zone naturelle d'intérêt scientifique, la prescription visée à l'article D.II.39;

19° à la zone de parc, la prescription visée à l'article D.II.40;

20° aux zones et sites d'intérêt culturel, historique ou esthétique, le périmètre d'intérêt culturel, historique ou esthétique visé à l'article D.II.21, § 2, 4°;

21° à la zone d'intérêt paysager, le périmètre d'intérêt paysager visé à l'article D.II.21, § 2, 3°;

22° à la zone de réservation et de servitude, le périmètre de réservation visé à l'article D.II.21, § 1^{er}, alinéa 2;

- 23° au périmètre de point de vue remarquable, la prescription visée à l'article D.II.21, § 2, 1°;
- 24° au périmètre de liaison écologique, la prescription visée à l'article D.II.21, § 2, 2°;
- 25° au périmètre d'intérêt paysager, la prescription visée à l'article D.II.21, § 2, 3°;
- 26° au périmètre d'intérêt culturel, historique ou esthétique, la prescription visée à l'article D.II.21, § 2, 4°;
- 27° au périmètre d'extension de zones d'extraction, la prescription visée à l'article D.II.21, § 2, 5°;
- 28° au périmètre de réservation, la prescription visée à l'article D.II.21, § 1^{er}, alinéa 2.

Aux autres zones, indications supplémentaires ou surimpressions figurant dans les plans de secteur en vigueur, sont d'application les prescriptions relatives à la destination correspondant à la teinte de fond inscrite sur le plan.

Art. D.II.64. De l'habitat permanent en zone de loisirs.

La zone de loisirs visée à l'article D.II.27, qu'elle soit contiguë ou non à une zone d'habitat, à une zone d'habitat à caractère rural ou à une zone d'aménagement communal concerté mise en œuvre et affectée en tout ou partie à la résidence, peut comporter de l'habitat, ainsi que des activités d'artisanat, de services, des équipements socioculturels, des aménagements de services publics et d'équipements communautaires pour autant que, simultanément :

- 1° elle soit reprise dans le plan relatif à l'habitat permanent;
- 2° elle figure sur la liste des zones de loisirs adoptée par le Gouvernement;
- 3° elle soit couverte par un permis d'urbanisme de constructions groupées ou un permis d'urbanisation délivré avant l'entrée en vigueur du Code;
- 4° les voiries et les espaces publics ou communautaires de la zone relèvent du domaine public;
- 5° les activités d'artisanat, de services, des équipements socioculturels, des aménagements de services publics et d'équipements communautaires soient complémentaires et accessoires à la fonction de loisirs ou d'habitat.

A la demande du conseil communal, le Gouvernement peut abroger le permis d'urbanisation visé au 3° si cela est nécessaire pour la mise en œuvre du plan relatif à l'habitat permanent.

Sous-section 2. — Procédure

Art. D.II.65. § 1^{er}. L'instruction de la révision d'un plan de secteur dont le projet a été adopté par le Gouvernement avant la date d'entrée en vigueur du Code se poursuit selon la procédure en vigueur avant cette date.

Lorsque la révision de plan de secteur porte sur l'inscription d'une zone d'extraction visée à l'article 32 du CWATUP, le Gouvernement peut arrêter définitivement la révision en inscrivant une zone de dépendances d'extraction visée à l'article D.II.33 sur tout ou partie du périmètre révisé pour autant que :

- 1° le dossier soumis à enquête publique ait porté sur l'inscription d'une zone de dépendances d'extraction;
- 2° un complément de rapport sur les incidences environnementales ait été réalisé;
- 3° le Gouvernement fixe les compensations visées à l'article D.II.45, § 3.

A défaut, la zone inscrite au plan de secteur est la zone d'extraction visée à l'article D.II.41.

§ 2. Pour les autres procédures en cours à la date d'entrée en vigueur du Code, il est fait application de la procédure visée par le Code étant acquis que :

1° l'envoi de la demande visée à l'article 42bis du CWATUP, accompagnée du dossier de base, des éléments relatifs au déroulement de la procédure d'information du public et de l'avis du ou des conseils communaux vaut envoi de la demande au sens de l'article D.II.48, § 3;

2° l'arrêté du Gouvernement arrêtant l'avant-projet de plan vaut décision de révision, adoption provisoire du plan de secteur, adoption provisoire des compensations et dossier de base au sens des articles D.II.44 et D.II.48, § 5;

3° l'étude d'incidences sur l'environnement terminée à la date d'entrée en vigueur du Code vaut rapport sur les incidences environnementales;

4° l'étude d'incidences sur l'environnement en cours à la date d'entrée en vigueur du Code se poursuit et, à son terme, constitue le rapport sur les incidences environnementales.

Section 2. — Plan communal d'aménagement

Sous-section 1^{re}. — Portée juridique

Art. D.II.66. § 1^{er}. Le plan communal d'aménagement, le plan communal d'aménagement dérogatoire et le plan communal d'aménagement révisionnel du plan de secteur en vigueur à la date d'entrée en vigueur du Code devient un schéma d'orientation local et est soumis aux dispositions y relatives.

§ 2. A moins qu'il ne soit abrogé explicitement, le plan visé au paragraphe 1^{er} et approuvé par le Gouvernement avant l'entrée en vigueur du plan de secteur, qui n'a pas été révisé en tout ou en partie après l'entrée en vigueur du plan de secteur, est applicable pendant dix-huit ans à dater de l'entrée en vigueur du Code.

A moins qu'elle ne soit abrogée explicitement, la partie du plan visé au paragraphe 1^{er} et approuvé par le Gouvernement avant l'entrée en vigueur du plan de secteur est applicable pendant dix-huit ans à dater de l'entrée en vigueur du Code pour autant qu'elle n'ait pas été révisée après l'entrée en vigueur du plan de secteur.

Le conseil communal peut toutefois proroger la validité du plan devenu schéma d'orientation local pour une période de six ans. La décision de prorogation intervient au moins deux mois avant l'expiration du délai visé à l'alinéa 1^{er} ou à l'alinéa 2.

L'abrogation s'opère de plein droit.

Dans les trois mois de l'installation des conseils communaux à la suite des élections, la DGO4 adresse à chaque conseil communal concerné la liste des schémas d'orientation locaux qui arriveront à l'échéance des dix-huit ans ou des vingt-quatre ans durant les six ans qui suivent l'installation du conseil communal.

§ 3. Les dispositions des plans communaux d'aménagement dérogatoires relatives aux affectations et qui dérogent au plan de secteur opèrent révision du plan de secteur au sens de l'article D.II.56. Le Gouvernement peut définir les modalités de conversion des affectations des plans communaux dérogatoires en affectations du plan de secteur.

Pour les plans communaux d'aménagement révisionnels, la carte d'affectation du territoire visée à l'article 49, 2°, du CWATUP opère révision du plan de secteur au sens de l'article D.II.56.

Le schéma d'orientation local relatif aux anciens plans communaux d'aménagement dérogatoires ou révisionnels ne peut être abrogé en ce qui concerne les destinations qui ont opéré révision du plan de secteur.

§ 4. Le conseil communal décide le maintien des plans communaux d'aménagement approuvés avant le 22 avril 1962 et qui n'ont pas été révisés en tout ou en partie après le 22 avril 1962. Le conseil communal prend sa décision dans un délai de douze mois de l'entrée en vigueur du Code. A défaut, ils sont abrogés de plein droit. Dans les trois mois de l'entrée en vigueur du Code, la DGO4 adresse à chaque conseil communal concerné la liste de ces schémas.

Sous-section 2. — Procédure

Art. D.II.67. L'établissement ou la révision d'un plan communal d'aménagement dont l'avant-projet a été adopté ou le projet a été adopté provisoirement par le conseil communal avant la date d'entrée en vigueur du Code se poursuit selon les dispositions en vigueur avant cette date.

En cas d'approbation par le Gouvernement, il devient un schéma d'orientation local et est soumis aux dispositions y relatives.

Pour les plans communaux d'aménagement révisionnels, la carte d'affectation du territoire visée à l'article 49, 2°, du CWATUP opère révision du plan de secteur au sens de l'article D.II.56.

L'abrogation décidée par le conseil communal avant la date d'entrée en vigueur du Code poursuit la procédure en vigueur avant cette date.

CHAPITRE IV. — *Autres plans et schémas*

Art. D.II.68. § 1^{er}. Le plan directeur approuvé par le Gouvernement ou le schéma directeur adopté par le conseil communal, pour autant que l'approbation par le Gouvernement ou la commune soit intervenue avant le 1^{er} mars 1998, devient un schéma d'orientation local et est soumis aux dispositions y relatives.

§ 2. A moins qu'il ne soit abrogé explicitement, le plan ou le schéma visé au paragraphe 1^{er} et approuvé par le Gouvernement avant l'entrée en vigueur du plan de secteur, qui n'a pas été révisé en tout ou en partie après l'entrée en vigueur du plan de secteur, est applicable pendant dix-huit ans à dater de l'entrée en vigueur du Code.

A moins qu'elle ne soit abrogée explicitement, la partie du plan ou du schéma visé au paragraphe 1^{er} et approuvé par le Gouvernement avant l'entrée en vigueur du plan de secteur est applicable pendant dix-huit ans à dater de l'entrée en vigueur du Code pour autant qu'elle n'ait pas été révisée après l'entrée en vigueur du plan de secteur.

Le conseil communal peut toutefois proroger la validité du plan ou schéma pour une période de six ans. La décision de prorogation intervient au moins deux mois avant l'expiration du délai visé à l'alinéa 1^{er} ou à l'alinéa 2.

L'abrogation s'opère de plein droit.

Dans les trois mois de l'installation des conseils communaux à la suite des élections, la DGO4 adresse à chaque conseil communal concerné la liste des schémas d'orientation locaux qui arriveront à l'échéance des dix-huit ans ou des vingt-quatre ans durant les six ans qui suivent l'installation du conseil communal.

LIVRE III. — Guides d'urbanisme

TITRE I^{er}. — *Guide régional d'urbanisme*

CHAPITRE I^{er}. — *Généralités*

Art. D.III.1. Le Gouvernement peut adopter un guide régional d'urbanisme.

Le guide régional d'urbanisme décline, pour la Wallonie ou pour une partie de son territoire dont il fixe les limites, les objectifs de développement du territoire du schéma de développement du territoire en objectifs d'urbanisme, par des indications et des normes, en tenant compte, le cas échéant, des spécificités du ou des territoires sur lesquels il porte.

Le guide régional peut comporter plusieurs parties dont l'objet diffère et qui sont, le cas échéant, adoptées à des époques différentes.

CHAPITRE II. — *Contenu*

Art. D.III.2. § 1^{er}. Le guide régional d'urbanisme peut comprendre des indications sur :

- 1° la conservation, la volumétrie et les couleurs, les principes généraux d'implantation des constructions et installations au-dessus et en-dessous du sol;
- 2° la conservation, le gabarit et l'aspect des voiries et des espaces publics;
- 3° les plantations;
- 4° les modifications du relief du sol;
- 5° l'aménagement des abords des constructions;
- 6° les clôtures;
- 7° les dépôts;
- 8° l'aménagement de locaux et des espaces destinés au stationnement des véhicules;
- 9° les conduites, câbles et canalisations non enterrés;
- 10° le mobilier urbain;
- 11° les enseignes, les dispositifs de publicité et d'affichage;
- 12° les antennes;
- 13° les mesures de lutte contre l'imperméabilisation du sol.

§ 2. Le guide régional d'urbanisme peut comprendre des normes sur :

- 1° les conditions pour accueillir les constructions et installations dans les zones exposées à un risque d'accident majeur, naturel ou à une contrainte géotechnique majeurs au sens de l'article D.IV.57;
 - 2° l'accessibilité et l'usage des espaces et bâtiments ou parties de bâtiments ouverts au public ou à usage collectif, par les personnes à mobilité réduite;
 - 3° la qualité acoustique des constructions, dont celles situées dans les zones B, C et D des plans de développement à long terme des aéroports régionaux;
 - 4° les zones protégées de certaines communes en matière d'urbanisme dont le Gouvernement fixe les limites.
- Les normes visées au point 4° portent sur les points 1°, 2°, 4°, 8° et 11° du paragraphe 1^{er}.

CHAPITRE III. — *Procédure*

Art. D.III.3. § 1^{er}. Le guide régional d'urbanisme est établi à l'initiative du Gouvernement.

§ 2. Le Gouvernement adopte le projet de guide.

§ 3. Le Gouvernement soumet le projet de guide à l'avis du pôle "Aménagement du territoire" et des personnes et instances qu'il juge nécessaire de consulter.

Lorsque le projet de guide porte sur une partie du territoire régional dont il fixe les limites, le Gouvernement le soumet pour avis aux conseils communaux et aux commissions communales des communes dont le territoire est visé.

§ 4. Les conseils communaux, le pôle "Aménagement du territoire" ainsi que les personnes et instances visées au paragraphe 3, transmettent leurs avis au Gouvernement dans les quarante-cinq jours de l'envoi de la demande d'avis. A défaut, les avis sont réputés favorables.

§ 5. Le Gouvernement adopte définitivement le guide, le publie au *Moniteur belge* et le rend accessible via le site Internet du Département de l'Aménagement du territoire et de l'Urbanisme de la DGO4.

TITRE II. — *Guide communal d'urbanisme*CHAPITRE I^{er}. — *Généralités*

Art. D.III.4. Le conseil communal peut adopter un guide communal d'urbanisme.

Le guide communal décline, pour tout ou partie du territoire communal, les objectifs de développement territorial du schéma de développement du territoire, du schéma de développement pluricommunal et des schémas communaux en objectifs d'urbanisme, par des indications, en tenant compte des spécificités du ou des territoires sur lesquels il porte.

Le guide communal peut comporter plusieurs parties distinctes dont l'objet diffère et qui sont, le cas échéant, adaptées à des époques différentes.

CHAPITRE II. — *Contenu*

Art. D.III.5. Le guide communal peut comprendre tout ou partie des indications visées à l'article D.III.2, § 1^{er}.

CHAPITRE III. — *Procédure*

Art. D.III.6. § 1^{er}. Le guide communal d'urbanisme est établi à l'initiative du conseil communal.

Le conseil communal et la commission communale sont informés des études préalables et peuvent formuler les suggestions qu'ils jugent utiles.

§ 2. Le conseil communal adopte le projet de guide.

Le projet de guide est soumis par le collège communal, pour avis, à la commission communale ou, à défaut, au pôle "Aménagement du territoire" et au fonctionnaire délégué ainsi qu'aux personnes et instances qu'il juge nécessaire de consulter.

L'avis est transmis dans les quarante-cinq jours de l'envoi de la demande du collège communal. A défaut, l'avis est réputé favorable.

§ 3. Le projet de guide est soumis à enquête publique.

§ 4. Le conseil communal adopte définitivement le guide.

§ 5. Dans les huit jours de l'adoption définitive, le guide et la décision du conseil communal accompagnés des pièces de la procédure sont transmis au fonctionnaire délégué et au Département de l'Aménagement du territoire et de l'Urbanisme de la DGO4.

Dans les trente jours de l'envoi du dossier visé à l'alinéa 1^{er}, le fonctionnaire délégué le transmet au Gouvernement accompagné de son avis. A défaut, l'avis du fonctionnaire délégué est réputé favorable.

§ 6. Le Gouvernement approuve ou refuse d'approuver la décision du conseil communal par arrêté motivé envoyé dans les nonante jours de la réception du dossier complet par le Département de l'Aménagement du territoire et de l'Urbanisme de la DGO4. Le refus d'approbation est prononcé uniquement pour violation du Code ou pour cause d'erreur manifeste d'appréciation.

Passé le délai visé à l'alinéa 1^{er}, le guide communal d'urbanisme est réputé approuvé.

Ce délai peut être prorogé, une seule fois, de trente jours par arrêté motivé.

Si le Gouvernement constate que le guide ne peut être approuvé en application de l'alinéa 1^{er}, il peut, préalablement à sa décision, demander au collège communal de produire des documents modificatifs du guide. La procédure d'adoption du guide est recommencée à l'étape qui s'impose compte tenu des manquements soulevés par le Gouvernement.

La procédure visée à l'alinéa 4 ne peut être utilisée qu'à une reprise.

Les décisions du Gouvernement et du conseil communal sont publiées.

TITRE III. — *Dispositions communes*CHAPITRE I^{er}. — *Révision et abrogation*

Art. D.III.7. § 1^{er}. Les dispositions réglant l'élaboration du guide régional ou communal d'urbanisme sont applicables à sa révision.

Toutefois, le dossier de révision comporte uniquement les éléments en lien avec la révision projetée.

§ 2. Le Gouvernement peut abroger tout ou partie du guide régional d'urbanisme. Le conseil communal peut abroger tout ou partie du guide communal d'urbanisme.

Les dispositions réglant l'élaboration du guide régional ou communal d'urbanisme sont applicables à son abrogation.

Toutefois, un guide communal peut être abrogé en tout ou en partie lors de l'adoption ou de la révision d'un schéma ou du plan de secteur conformément aux articles D.II.7, D.II.12, D.II.50, D.II.51 et D.II.52.

§ 3. A moins qu'il ou elle ne soit abrogé(e) explicitement, le guide ou la partie de guide communal, qui n'est pas révisé(e) ou qui a fait l'objet d'une révision partielle, s'applique pendant dix-huit ans à dater de la publication par mention au *Moniteur belge* de l'arrêté du Gouvernement l'approuvant ou de la publication au *Moniteur belge* de l'avis indiquant que le guide ou la partie de guide est réputé(e) approuvé(e). Cette abrogation intervient séparément pour chacune des parties du guide qui a fait l'objet d'une élaboration distincte.

A moins qu'il ou elle ne soit abrogé(e) explicitement, le guide ou la partie du guide communal qui a fait l'objet d'une révision totale s'applique pendant dix-huit ans à dater de la publication par mention au *Moniteur belge* de l'arrêté du Gouvernement approuvant la révision ou de la publication au *Moniteur belge* de l'avis indiquant que le guide ou la partie de guide révisé(e) est réputé(e) approuvé(e). Cette abrogation intervient séparément pour chacune des parties du guide qui a fait l'objet d'une révision totale distincte.

Le conseil communal peut toutefois proroger la validité du guide ou d'une partie du guide pour une période de six ans. La décision de prorogation intervient au moins deux mois avant l'expiration du délai visé à l'alinéa 1^{er} ou à l'alinéa 2.

L'abrogation s'opère de plein droit.

CHAPITRE II. — Effets juridiques

Art. D.III.8. Tous les guides d'urbanisme ont valeur indicative à l'exception des normes du guide régional qui ont force obligatoire.

Le guide régional d'urbanisme s'applique au schéma de développement pluricommunal, au schéma de développement communal, au schéma d'orientation local, au guide communal d'urbanisme, au permis et au certificat d'urbanisme n° 2.

Le guide communal d'urbanisme s'applique au permis et au certificat d'urbanisme n° 2.

CHAPITRE III. — Hiérarchie

Section 1^{re}. — Lien entre le guide régional et le guide communal

Art. D.III.9. § 1^{er}. Un guide communal d'urbanisme peut s'écarter du contenu à valeur indicative du guide régional d'urbanisme moyennant une motivation démontrant que les écarts :

1° sont justifiés compte tenu des spécificités du territoire sur lequel il porte;

2° contribuent à la protection, à la gestion ou à l'aménagement des paysages bâtis ou non bâtis.

Sur un territoire donné, quand un guide régional et un guide communal prévoient des indications sur un même thème, il est fait application des indications du guide communal.

§ 2. En cas de contradiction entre une indication d'un guide communal d'urbanisme préexistant et une indication ou une norme d'un guide régional d'urbanisme entrant en vigueur ultérieurement, il est fait application de l'indication ou de la norme du guide régional d'urbanisme.

En cas de contradiction entre des indications d'un guide communal d'urbanisme, il est fait application des indications les plus récentes.

Section 2. — Lien entre les schémas et les guides

Art. D.III.10. En cas de contradiction entre le schéma de développement du territoire, un schéma de développement pluricommunal, un schéma de développement communal ou un schéma d'orientation local et les indications d'un guide communal d'urbanisme, il est fait application du schéma.

En cas de contradiction entre un schéma de développement pluricommunal, un schéma de développement communal ou un schéma d'orientation local et un guide régional d'urbanisme, il est fait application du guide.

Un guide régional d'urbanisme peut s'écarter du schéma de développement du territoire moyennant une motivation démontrant que les écarts :

1° ne compromettent pas les objectifs de développement territorial ou d'aménagement du territoire contenus dans le schéma de développement du territoire;

2° contribuent à la protection, à la gestion ou à l'aménagement des paysages bâtis ou non bâtis.

TITRE IV. — Droit transitoire

CHAPITRE I^{er}. — Règlements régionaux d'urbanisme

Art. D.III.11. Les articles 395 à 397, 399, 400 et 402 du CWATUP relatifs au règlement général sur les bâtisses applicable aux zones protégées de certaines communes en matière d'urbanisme ainsi que les articles 419 à 427 du CWATUP relatifs au règlement général sur les bâtisses en site rural et les articles 433, 434, 439 et 440 du CWATUP relatifs au règlement général d'urbanisme relatif aux enseignes et aux dispositifs de publicité deviennent des indications au sens de l'article D.III.2, § 1^{er}, et acquièrent valeur indicative à la date d'entrée en vigueur du Code. Elles sont intégrées dans le guide régional d'urbanisme et restent en vigueur jusqu'à sa révision.

Les articles 393, 394, 398, 401 et 403 du CWATUP relatifs au règlement général sur les bâtisses applicable aux zones protégées de certaines communes en matière d'urbanisme ainsi que les dispositions du règlement général sur les bâtisses relatif à l'accessibilité et à l'usage des espaces et bâtiments ou parties de bâtiments ouverts au public ou à usage collectif par les personnes à mobilité réduite et celles du règlement d'urbanisme sur la qualité acoustique de constructions dans les zones B, C et D des plans de développement à long terme des aéroports de Liège-Bierset et de Charleroi-Sud sont des normes au sens de l'article D.III.2, § 2, et gardent leur valeur réglementaire à la date d'entrée en vigueur du Code. Elles sont intégrées dans le guide régional d'urbanisme et restent en vigueur jusqu'à sa révision.

CHAPITRE II. — Règlements communaux d'urbanisme

Art. D.III.12. Le règlement communal d'urbanisme en vigueur à la date d'entrée en vigueur du Code devient un guide communal d'urbanisme et est soumis aux dispositions y relatives. Ses dispositions deviennent des indications au sens de l'article D.III.5.

Art. D.III.13. L'instruction du projet de règlement communal d'urbanisme ou du projet de révision du règlement communal d'urbanisme adopté provisoirement par le conseil communal avant l'entrée en vigueur du Code se poursuit selon les dispositions en vigueur avant cette date.

A son approbation par le Gouvernement, il devient un guide communal d'urbanisme et est soumis aux dispositions y relatives. Ses dispositions deviennent des indications au sens de l'article D.III.5.

L'abrogation décidée par le conseil communal avant la date d'entrée en vigueur du Code poursuit la procédure en vigueur avant cette date.

Art. D.III.14. A moins qu'il(s) ne soit (soient) abrogé(s) explicitement, le ou les règlement(s) communal (communaux) d'urbanisme en vigueur à la date d'entrée en vigueur du Code, devenu(s) guide communal d'urbanisme, qui n'est (ne sont) pas révisé(s) ou qui a (ont) fait l'objet d'une révision partielle approuvée par le Gouvernement après l'entrée en vigueur du Code, s'applique(nt) pendant dix-huit ans à dater de l'entrée en vigueur du Code.

A moins qu'il(s) ne soit (soient) abrogé(s) explicitement, le ou les règlement(s) communal (communaux) d'urbanisme en vigueur à la date d'entrée en vigueur du Code, devenu(s) guide communal d'urbanisme, qui a (ont) fait l'objet d'une révision totale approuvée par le Gouvernement après l'entrée en vigueur du Code, s'applique(nt) pendant dix-huit ans à dater de la publication par mention au *Moniteur belge* de l'arrêté du Gouvernement approuvant la révision ou de la publication au *Moniteur belge* de l'avis indiquant que le guide ou la partie de guide révisé(e) est réputé(e) approuvé(e). Cette abrogation intervient séparément pour chacune des parties du guide qui fait l'objet d'une révision totale distincte.

Les alinéas 1^{er} et 2 s'appliquent aux règlements communaux pris en application de la législation de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme applicable en Région wallonne.

Le conseil communal peut toutefois proroger la validité du guide ou de la partie de guide communal pour une période de six ans. La décision de prorogation intervient au moins deux mois avant l'expiration du délai visé à l'alinéa 1^{er} ou à l'alinéa 2.

L'abrogation s'opère de plein droit.

Dans les trois mois de l'installation des conseils communaux suite aux élections, la DGO4 adresse à chaque conseil communal concerné la liste des parties du guide qui arriveront à l'échéance des dix-huit ans ou des vingt-quatre ans durant les six ans qui suivent l'installation du conseil communal, ou signale que le guide arrivera à l'échéance des dix-huit ans ou des vingt-quatre ans durant les six ans qui suivent l'installation du conseil communal.

Art. D.III.15. Le conseil communal décide le maintien des règlements de bâtisse approuvés avant le 22 avril 1962, qu'ils soient révisés ou non, dans un délai de douze mois de l'entrée en vigueur du Code. A défaut, ils sont abrogés.

Art. D.III.16. Le conseil communal décide de confirmer la soumission à permis en application des règlements communaux existants des actes et travaux non visés à l'article D.IV.4 dans un délai de douze mois de l'entrée en vigueur du Code. A défaut, cette obligation est abrogée.

LIVRE IV. — Permis et certificats d'urbanisme

TITRE I^{er}. — Généralités

CHAPITRE I^{er}. — Notions

Art. D.IV.1. § 1^{er}. Les actes et travaux sont :

- 1° soit soumis à permis d'urbanisation;
- 2° soit soumis à permis d'urbanisme;
- 3° soit, pour la région de langue française, soumis à certificat de patrimoine préalable au permis;
- 4° soit, pour la région de langue française, exonérés de permis d'urbanisme et soumis à la déclaration visée à l'article 216/1, § 2, du Code wallon du Patrimoine;
- 5° soit, pour la région de langue française, exonérés de permis d'urbanisme et soumis à la procédure simplifiée visée à l'article 216/1, § 3, du Code wallon du Patrimoine.

Le permis d'urbanisme de constructions groupées est un permis d'urbanisme qui a pour objet plusieurs constructions, mitoyennes ou non, destinées en tout ou en partie à l'habitation ou à une fonction accessoire du logement, qui forment un ensemble et qui peuvent faire l'objet d'une seule et même demande.

§ 2. Le Gouvernement arrête, sous forme de nomenclature, la liste des actes et travaux qui, en raison de leur nature ou de leur impact sur le voisinage ou l'environnement :

- 1° sont exonérés du permis d'urbanisme requis en vertu de l'article D.IV.4;
- 2° sont d'impact limité tels que visés aux articles D.IV.15, alinéa 2, 2° et D.IV.48, alinéa 1^{er}, 1°;
- 3° ne requièrent pas l'intervention obligatoire d'un architecte.

Cette liste n'est toutefois pas applicable aux actes et travaux qui se rapportent à des biens immobiliers inscrits sur la liste de sauvegarde, classés ou soumis provisoirement aux effets de classement, sauf si ces biens immobiliers sont des éléments du petit patrimoine populaire visés à l'article 187, 13°, du Code wallon du Patrimoine.

§ 3. Quiconque en fait la demande obtient:

- 1° un certificat d'urbanisme n° 1 qui contient les informations relatives à la situation urbanistique d'un bien immobilier;
- 2° un certificat d'urbanisme n° 2 qui contient, outre les informations du certificat d'urbanisme n° 1, une appréciation du collège communal ou du fonctionnaire délégué sur les actes et travaux projetés par le demandeur.

CHAPITRE II. — Actes soumis à permis d'urbanisation

Art. D.IV.2. § 1^{er}. Est soumise à permis d'urbanisation préalable, écrit et exprès de l'autorité compétente, l'urbanisation d'un bien, en ce compris la promotion ou la publicité y afférente.

L'urbanisation d'un bien consiste à mettre en œuvre une conception urbanistique portant sur un projet d'ensemble relatif à un bien à diviser en au moins trois lots non bâtis destinés à l'habitation. Le projet d'ensemble vise principalement la construction de bâtiments destinés, en tout ou en partie, à l'habitation ou le placement d'une installation fixe ou mobile pouvant être utilisée, en tout ou en partie, à l'habitation ainsi que, le cas échéant, la construction ou l'aménagement d'espaces publics ou collectifs, d'infrastructures techniques ou de bâtiments abritant des fonctions complémentaires à l'habitat.

La division visée est celle qui est réalisée par tout acte déclaratif, translatif ou constitutif d'un droit réel, à l'exclusion de l'hypothèque ou de l'antichrèse.

Le projet d'ensemble répond à l'affectation visée à l'alinéa 2 lorsque plus de la moitié des bâtiments créés sont destinés en tout ou partie à l'habitation.

§ 2. A la suggestion du demandeur ou d'office, l'autorité qui délivre le permis d'urbanisation peut exclure du périmètre du permis tous ou certains des lots non destinés, en tout ou en partie, à la construction d'une habitation ou au placement d'une installation fixe ou mobile pouvant être utilisée, en tout ou en partie, pour l'habitation ou inaptes à cette destination pour une raison technique ou juridique ou encore déjà construits ou utilisés pour le placement d'une installation fixe ou mobile au sens de l'article D.IV.4, alinéa 1^{er}, 1°, lorsqu'elle estime qu'il n'y a pas d'intérêt à imposer des prescriptions relatives à ceux-ci.

Art. D.IV.3. Outre les actes repris dans la liste arrêtée par le Gouvernement en raison de la localisation du projet ou de sa superficie, ne sont pas soumis à permis d'urbanisation :

1° les actes de donation;

2° les actes involontaires;

3° les actes de partage pour sortir d'une indivision successorale y compris après conversion de l'usufruit du conjoint survivant, à la condition qu'il n'y ait pas plus de lots que de copartageants;

4° la division d'un bien situé à front d'une voirie publique suffisamment équipée en eau, électricité, pourvue d'un revêtement solide et d'une largeur suffisante, compte tenu de la situation des lieux et pour autant que les conditions du Code de l'Eau en matière d'épuration des eaux usées soient rencontrées pour le bien concerné, lorsque le bien est sis entre deux bâtiments existants depuis au moins cinq ans, situés à front de voirie et du même côté de la voirie publique et distants l'un de l'autre de cent mètres maximum; un bâtiment situé sur le bien à urbaniser peut être pris en considération pour le calcul des cent mètres;

5° dans le cadre d'un permis d'urbanisme de constructions groupées :

a) la cession d'un ou plusieurs lots bâtis ou non destinés en tout ou en partie à l'habitation ou à une fonction accessoire de celle-ci, conforme aux limites fixées dans le permis, et ce pour autant qu'ait été délivré, préalablement, le certificat visé à l'article D.IV.74; si le lot est non bâti, la cession doit soit résulter d'une vente sur plan d'un bien en état de futur achèvement ou d'un bien en état de gros œuvre achevé non fermé, soit s'accompagner d'un engagement exprès du cessionnaire de mettre en œuvre le permis d'urbanisme de constructions groupées sur le lot concerné;

b) la création d'un ou plusieurs lots, conformes aux limites fixées dans le permis, destinés en tout ou en partie à l'habitation lorsqu'au moins deux tiers des constructions ont fait l'objet de la déclaration visée à l'article D.IV.73 certifiant que les travaux sont réalisés et conformes au permis délivré ou sont vendues sur plan;

6° la division d'un bien sis dans le périmètre d'un schéma d'orientation local ou de la carte d'affectation des sols comportant les limites des lots à créer destinés à l'habitation pour autant que chaque lot résultant de la division soit situé à front d'une voirie publique suffisamment équipée en eau et en électricité, pourvue d'un revêtement solide et d'une largeur suffisante, compte tenu de la situation des lieux et pour autant que les conditions du Code de l'Eau en matière d'épuration des eaux usées soient rencontrées pour le bien concerné; la création d'un ou plusieurs lots supplémentaires ou la suppression d'un ou plusieurs lots qui respectent les objectifs visés à l'article D.II.11, § 2, 1°, ainsi que la création d'un ou plusieurs lots en vue d'y implanter une infrastructure ou un équipement technique connexe ne nécessitent pas l'obtention préalable d'un permis d'urbanisation;

7° la division d'un bien sis dans le périmètre d'un site à réaménager visé à l'article D.V.1 ou d'un site de réhabilitation paysagère et environnementale visé à l'article D.V.7;

8° la division d'un bien sis dans le périmètre de remembrement urbain visé à l'article D.V. 9;

9° la division d'un bien sis dans le périmètre de revitalisation visé à l'article D.V.13.

CHAPITRE III. — Actes et travaux soumis à permis d'urbanisme

Art. D.IV.4. Sont soumis à permis d'urbanisme préalable écrit et exprès, de l'autorité compétente, les actes et travaux suivants :

1° construire, ou utiliser un terrain pour le placement d'une ou plusieurs installations fixes; par "construire ou placer des installations fixes", on entend le fait d'ériger un bâtiment ou un ouvrage, ou de placer une installation, même en matériaux non durables, qui est incorporé au sol, ancré à celui-ci ou dont l'appui assure la stabilité, destiné à rester en place alors même qu'il peut être démonté ou déplacé;

2° placer une ou plusieurs enseignes, ou un ou plusieurs dispositifs de publicité;

3° démolir une construction;

4° reconstruire;

5° transformer une construction existante; par "transformer", on entend les travaux d'aménagement intérieur ou extérieur d'un bâtiment ou d'un ouvrage, en ce compris les travaux de conservation et d'entretien, qui portent atteinte à ses structures portantes ou qui impliquent une modification de son volume construit ou de son aspect architectural;

6° créer un nouveau logement dans une construction existante;

7° modifier la destination de tout ou partie d'un bien, en ce compris par la création dans une construction existante d'un hébergement touristique ou d'une chambre occupée à titre de kot, pour autant que cette modification figure sur une liste arrêtée par le Gouvernement en tenant compte des critères suivants :

a) l'impact sur l'espace environnant;

b) la fonction principale du bâtiment;

8° modifier dans un bâtiment dont la destination autorisée par permis d'urbanisme est commerciale, la répartition des surfaces de vente et des activités commerciales autorisées; le Gouvernement peut arrêter la liste de ces modifications;

9° modifier sensiblement le relief du sol; le Gouvernement peut définir la notion de modification sensible du relief du sol;

10° boiser ou déboiser; toutefois, la sylviculture dans la zone forestière n'est pas soumise à permis;

11° abattre :

a) des arbres isolés à haute tige, plantés dans les zones d'espaces verts prévues par le plan de secteur ou un schéma d'orientation local en vigueur;

b) des haies ou des allées dont le Gouvernement arrête les caractéristiques en fonction de leur longueur, de leur visibilité depuis l'espace public ou de leurs essences;

12° abattre, porter préjudice au système racinaire ou modifier l'aspect d'un arbre ou arbuste remarquable ou d'une haie remarquable, lorsqu'ils figurent sur une liste arrêtée par le Gouvernement; le Gouvernement peut établir une liste des travaux qui portent préjudice au système racinaire ou qui modifient l'aspect des arbres, arbustes et haies remarquables;

13° défricher ou modifier la végétation de toute zone dont le Gouvernement juge la protection nécessaire, à l'exception de la mise en œuvre du plan particulier de gestion d'une réserve naturelle domaniale, visé à l'article 14 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, du plan de gestion d'une réserve naturelle agréée, visé à l'article 19 de la même loi, ou du plan de gestion active d'un site Natura 2000 visé à l'article 27 de la même loi;

14° cultiver des sapins de Noël dans certaines zones et selon les modalités déterminées par le Gouvernement;

15° utiliser habituellement un terrain pour :

- a) le dépôt d'un ou plusieurs véhicules usagés, de mitrailles, de matériaux ou de déchets;
- b) le placement d'une ou plusieurs installations mobiles, telles que roulotte, caravanes, véhicules désaffectés et tentes, à l'exception des installations mobiles autorisées par une autorisation visée par le Code wallon du tourisme, le décret du 4 mars 1991 relatif aux conditions d'exploitation des terrains de caravanage ou le décret de la Communauté germanophone du 9 mai 1994;

16° pour la région de langue française, entreprendre ou laisser entreprendre des travaux de restauration au sens de l'article 187, 11°, du Code wallon du Patrimoine relatifs à un bien immobilier inscrit sur la liste de sauvegarde, classé ou soumis provisoirement aux effets du classement en application des dispositions du même Code.

Par créer un nouveau logement dans une construction existante au sens du 6°, il faut entendre créer, avec ou sans actes et travaux, un nouvel ensemble composé d'une ou de plusieurs pièces, répondant au minimum aux fonctions de base de l'habitat à savoir cuisine, salle de bain ou salle d'eau, wc, chambre, occupé à titre de résidence habituelle ou de kot et réservé en tout ou en partie à l'usage privatif et exclusif d'une ou de plusieurs personnes qui vivent ensemble, qu'elles soient unies ou non par un lien familial.

La création d'une seule chambre occupée à titre de kot au sens du 7° chez l'habitant n'est pas soumise à permis.

Pour autant qu'ils n'en soient pas exonérés, peuvent être soumis à permis par délibération du conseil communal, dès lors qu'il en justifie la nécessité par référence au contenu de son guide communal d'urbanisme, les actes et travaux non visés à l'alinéa 1^{er}.

CHAPITRE IV. — *Dérogations et écarts*

Section 1^{re}. — Ecart

Art. D.IV.5. Un permis ou un certificat d'urbanisme n° 2 peut s'écarter du schéma de développement du territoire lorsqu'il s'applique, d'un schéma de développement pluricommunal, d'un schéma de développement communal, d'un schéma d'orientation local, d'une carte d'affectation des sols, du contenu à valeur indicative d'un guide ou d'un permis d'urbanisation moyennant une motivation démontrant que le projet :

1° ne compromet pas les objectifs de développement territorial, d'aménagement du territoire ou d'urbanisme contenus dans le schéma, la carte d'affectation des sols, le guide ou le permis d'urbanisation;

2° contribue à la protection, à la gestion ou à l'aménagement des paysages bâtis ou non bâtis.

Section 2. — Dérogations

Art. D.IV.6. Un permis d'urbanisme ou un certificat d'urbanisme n° 2 peut être octroyé en dérogation au plan de secteur pour les constructions, les installations ou les bâtiments existants avant l'entrée en vigueur du plan de secteur ou qui ont été autorisés, dont l'affectation actuelle ou future ne correspond pas aux prescriptions du plan de secteur lorsqu'il s'agit d'actes et travaux de transformation, d'agrandissement, de reconstruction ainsi que d'une modification de destination et de la création de logement visées à l'article D.IV.4, alinéa 1^{er}, 6° et 7°.

Les aménagements accessoires et complémentaires aux constructions, installations et bâtiments précités et isolés de ceux-ci peuvent également être autorisés.

Aux fins de production d'électricité ou de chaleur, peut être octroyé en dérogation au plan de secteur un permis d'urbanisme ou un certificat d'urbanisme n° 2 relatif à la production d'énergie destinée partiellement à la collectivité c'est-à-dire d'énergie partiellement rejetée dans le réseau électrique ou dans le réseau de gaz naturel ou desservant un réseau de chauffage urbain.

Art. D.IV.7. Pour des besoins économiques ou touristiques, un permis d'urbanisme ou un certificat d'urbanisme n° 2 peut être octroyé en dérogation au plan de secteur pour les bâtiments et installations ou ensembles de bâtiments et installations qui forment une unité fonctionnelle lorsqu'il s'agit d'actes et travaux de transformation ou d'agrandissement impliquant une dérogation à l'affectation d'une zone contiguë, à l'exclusion des zones naturelles, des zones de parc et des périmètres de point de vue remarquable.

Dans ce cadre, les aménagements accessoires et complémentaires aux constructions, installations et bâtiments précités et isolés de ceux-ci peuvent également être autorisés.

Art. D.IV.8. Aux fins de production d'électricité ou de chaleur, un permis d'urbanisme ou un certificat d'urbanisme n° 2 y relatif peut être octroyé dans une zone contiguë et en dérogation au plan de secteur, pour les modules qui alimentent directement toute construction, installation ou tout bâtiment situé sur le même bien immobilier, conforme au plan de secteur.

Aux fins d'assainissement des eaux usées, un permis d'urbanisme ou un certificat d'urbanisme n° 2 y relatif peut être octroyé dans une zone contiguë et en dérogation au plan de secteur, pour les systèmes d'épuration individuelle au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement en lien avec toute construction, installation ou bâtiment conforme au plan de secteur.

Un permis d'urbanisation ou un certificat d'urbanisme n° 2 y relatif peut être octroyé dans une zone contiguë et en dérogation au plan de secteur, pour les systèmes d'épuration individuelle au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement en lien avec toute construction, installation ou bâtiment conforme au plan de secteur et situé dans le périmètre du permis.

Art. D.IV.9. A l'exclusion des zones naturelles, des zones de parc et des périmètres de point de vue remarquable, un permis d'urbanisme ou un certificat d'urbanisme n° 2 y relatif peut être octroyé dans une zone du plan de secteur qui n'est pas compatible avec l'objet de la demande pour autant que :

1° le terrain soit situé entre deux habitations construites ou entre une habitation construite avant l'entrée en vigueur du plan de secteur et une habitation construite en zone d'habitat ou en zone d'habitat à caractère rural et distantes l'une de l'autre de 100 mètres maximum;

2° ce terrain et ces habitations soient situés à front et du même côté d'une voirie publique suffisamment équipée en eau, électricité et égouttage, pourvue d'un revêtement solide et d'une largeur suffisante, compte tenu de la situation des lieux;

3° les constructions, transformations, agrandissements ou reconstructions ne compromettent pas l'aménagement de la zone.

La distance de 100 mètres visée à l'alinéa 1^{er}, 1°, se calcule indépendamment de la présence, dans le terrain concerné, d'un élément naturel ou artificiel tel un cours d'eau ou une voirie.

Toutefois, aucun permis ou certificat d'urbanisme n° 2 ne peut être délivré pour des terrains situés à front de voiries publiques divisées en quatre bandes de circulation au moins.

Art. D.IV.10. En dehors des zones d'extraction et des zones de dépendances d'extraction, un permis d'urbanisme ou un certificat d'urbanisme n° 2 peut être octroyé pour une durée limitée, sur avis du pôle "Aménagement du territoire", pour un établissement destiné à l'extraction ou à la valorisation de roches ornementales à partir d'une carrière ayant été exploitée et nécessaire à un chantier de rénovation, de transformation, d'agrandissement ou de reconstruction d'un immeuble dans le respect du site bâti.

Art. D.IV.11. Outre les dérogations prévues aux articles D.IV.6 à D.IV.10, le permis visé à l'article D.IV.22, alinéa 1^{er}, 1°, 2°, 4°, 5°, 7°, 10° et 11°, et à l'article D.IV.25 et le permis relatif aux constructions et équipements destinés aux activités à finalité d'intérêt général ou le certificat d'urbanisme n° 2 peut être accordé en dérogeant au plan de secteur.

Art. D.IV.12. Un permis ou un certificat d'urbanisme n° 2 peut être octroyé en dérogation aux normes d'un guide régional d'urbanisme.

Art. D.IV.13. Un permis ou un certificat d'urbanisme n° 2 peut être octroyé en dérogation au plan de secteur ou aux normes du guide régional d'urbanisme si les dérogations :

- 1° sont justifiées compte tenu des spécificités du projet au regard du lieu précis où celui-ci est envisagé;
- 2° ne compromettent pas la mise en œuvre cohérente du plan de secteur ou des normes du guide régional d'urbanisme dans le reste de son champ d'application;
- 3° concernent un projet qui contribue à la protection, à la gestion ou à l'aménagement des paysages bâtis ou non bâtis.

TITRE II. — Procédure

CHAPITRE I^{er}. — Autorités compétentes

Section 1^{re}. — Collège communal

Sous-section 1^{re}. — Généralités

Art. D.IV.14. Le collège communal de la commune sur le territoire de laquelle sont projetés les actes et travaux statue sur les demandes de permis et délivre les certificats d'urbanisme n° 2 :

- 1° soit sans avis préalable du fonctionnaire délégué;
- 2° soit sur avis préalable du fonctionnaire délégué;
- 3° soit sur avis conforme du fonctionnaire délégué.

L'avis du fonctionnaire délégué est facultatif dans le cas visé à l'article D.IV.15, alinéa 3. Il est obligatoire dans les cas visés aux articles D.IV.16 et D.IV.17.

Sous-section 2. — Permis

Art. D.IV.15. Le collège communal statue sans avis préalable du fonctionnaire délégué, s'il existe pour le territoire où sont entièrement projetés les actes et travaux soit :

1° une commission communale et soit un schéma de développement pluricommunal, soit un schéma de développement communal, soit un schéma de développement pluricommunal et un schéma de développement communal qui a partiellement cessé de produire ses effets conformément à l'article D.II.17, § 2, alinéa 2, et que ce ou ces schémas couvrent tout le territoire communal; à l'issue d'un délai de quatre ans à dater de l'entrée en vigueur du Code, le collège statue conformément à l'article D.IV.16 si un guide communal d'urbanisme comportant au minimum les éléments visés à l'article D.III.2, § 1^{er}, 1° et 2°, n'a pas été approuvé ou réputé approuvé;

- 2° un schéma d'orientation local;
- 3° un permis d'urbanisation non périmé.

Le collège communal statue également sans avis préalable du fonctionnaire délégué lorsque la demande de permis porte sur les actes et travaux soit :

- 1° situés entièrement dans une zone d'enjeu communal;
- 2° visés à l'article D.IV.4, alinéa 1^{er}, 2°, 6°, 11° à 15°, ou d'impact limité arrêtés par le Gouvernement.

Toutefois, le collège communal peut, dans les hypothèses visées aux alinéas 1^{er} et 2, solliciter l'avis facultatif du fonctionnaire délégué.

Art. D.IV.16. Le collège communal statue sur avis préalable du fonctionnaire délégué :

- 1° dans les cas non visés à l'article D.IV.15;
- 2° dans les cas visés à l'article D.IV.15, alinéas 1^{er} et 2, 1°, lorsque la demande implique un ou plusieurs écarts par rapport aux schémas, à la carte d'affectation des sols, aux guides d'urbanisme ou au permis d'urbanisation;
- 3° dans les cas visés à l'article D.IV.15, alinéa 2, 2°, lorsque la demande implique un ou plusieurs écarts par rapport à la carte d'affectation des sols ou au guide régional d'urbanisme.

Toutefois, le collège communal peut refuser le permis sans solliciter l'avis du fonctionnaire délégué.

Art. D.IV.17. Le collège communal ne peut délivrer le permis que de l'avis conforme du fonctionnaire délégué :

- 1° lorsque la demande implique une dérogation au plan de secteur ou aux normes du guide régional d'urbanisme;
- 2° lorsque la demande concerne des biens inscrits dans un site Natura 2000 proposé ou arrêté en application de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;
- 3° pour la région de langue française, lorsque la demande concerne des biens inscrits sur la liste de sauvegarde, classés ou soumis provisoirement aux effets du classement, situés dans une zone de protection visée à l'article 209 du Code wallon du Patrimoine ou localisés dans un site repris à l'inventaire du patrimoine archéologique visé à l'article 233 du même Code;
- 4° lorsque la demande porte sur un bien repris dans le plan relatif à l'habitat permanent.

Toutefois, le collège communal peut refuser le permis sans solliciter l'avis du fonctionnaire délégué.

Sous-section 3. — Certificats d'urbanisme

Art. D.IV.18. Le collège communal délivre, sans avis du fonctionnaire délégué :

- 1° les certificats d'urbanisme n° 1;
- 2° les certificats d'urbanisme n° 2 portant sur des projets rentrant dans le champ d'application de l'article D.IV.15.

Art. D.IV.19. Le collège communal délivre, sur avis préalable du fonctionnaire délégué, les certificats d'urbanisme n° 2 portant sur des projets rentrant dans le champ d'application de l'article D.IV.16.

Toutefois, le collège communal peut délivrer le certificat d'urbanisme n° 2 avec un avis défavorable sans solliciter l'avis du fonctionnaire délégué.

Art. D.IV.20. Le collège communal délivre, sur avis conforme du fonctionnaire délégué, les certificats d'urbanisme n° 2 portant sur des projets rentrant dans le champ d'application de l'article D.IV.17.

Toutefois, le collège communal peut délivrer le certificat d'urbanisme n° 2 avec un avis défavorable sans solliciter l'avis du fonctionnaire délégué.

Art. D.IV.21. Le collège communal est compétent pour délivrer les certificats d'urbanisme n° 2 relatifs aux actes et travaux visés à l'article D.IV.22, alinéa 3.

Section 2. — Fonctionnaire délégué

Sous-section 1^{re}. — Permis

Art. D.IV.22. Le permis est délivré par le fonctionnaire délégué lorsqu'il concerne, en tout ou en partie, des actes et travaux :

- 1° projetés par une personne de droit public inscrite sur la liste arrêtée par le Gouvernement;
- 2° d'utilité publique inscrits sur la liste arrêtée par le Gouvernement;
- 3° s'étendant sur le territoire de plusieurs communes;
- 4° situés dans une zone de services publics et d'équipements communautaires au plan de secteur ou dans les domaines des infrastructures ferroviaires ou aéroportuaires et des ports autonomes visés à l'article D.II.19;
- 5° situés dans les périmètres des sites à réaménager ou des sites de réhabilitation paysagère et environnementale;
- 6° situés dans le périmètre visé à l'article 1^{er}, 5°, du décret relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques;
- 7° relatifs aux constructions ou équipements destinés aux activités à finalité d'intérêt général qui suivent :
 - a) hôpitaux, en ce compris les cliniques;
 - b) centres d'accueil, de revalidation ou d'hébergement des personnes handicapées;
 - c) terrains d'accueil des gens du voyage;
 - d) établissements scolaires;
 - e) centres de formation professionnelle;
 - f) internats et homes pour étudiants dépendant d'un établissement scolaire;
 - g) homes pour enfants;
 - h) musées, théâtres et centres culturels;
 - i) cultes reconnus ou morale laïque;
 - j) mouvements de jeunesse;
 - k) liées à l'énergie renouvelable en raison de leur finalité d'intérêt général;
- 8° situés dans une zone d'enjeu régional;
- 9° projetés dans une zone d'extraction ou de dépendances d'extraction au plan de secteur ou relatifs à l'établissement destiné à l'extraction ou à la valorisation de roches ornementales visé à l'article D.IV.10;
- 10° situés dans un périmètre de remembrement urbain;
- 11° relatifs à un patrimoine exceptionnel visé à l'article 187, 12°, du Code wallon du Patrimoine.

Les actes et travaux visés à l'alinéa 1^{er}, 7°, k), sont ceux relatifs à la production d'énergie destinée exclusivement à la collectivité c'est-à-dire d'énergie rejetée dans le réseau électrique ou dans le réseau de gaz naturel sans consommation privée ou desservant un réseau de chauffage urbain et qui concernent l'installation, le raccordement, la modification, la construction ou l'agrandissement :

- 1° d'un champ de panneaux solaires photovoltaïques;
- 2° d'une éolienne ou d'un parc éolien;
- 3° d'une centrale hydroélectrique;
- 4° d'une unité de valorisation énergétique de la biomasse;
- 5° d'une unité de valorisation énergétique de la géothermie.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les permis qui portent en partie sur des actes et travaux visés à l'alinéa 1^{er}, 2°, ou 7°, à l'exclusion des actes et travaux liés à l'énergie renouvelable, sont délivrés par le collège communal pour autant qu'ils ne soient pas repris à l'alinéa 1^{er}, 1°, 3° à 6°, et 8° à 11°. Le Gouvernement peut arrêter la liste de ces actes et travaux.

Le fonctionnaire délégué est compétent pour statuer sur les demandes de permis visées à l'article D.IV.106 ainsi que sur les modifications mineures des permis délivrés par le Gouvernement en vertu de l'article D.IV.25.

Lorsque les actes et travaux projetés relèvent de la compétence de plusieurs fonctionnaires délégués, la demande de permis ou de certificat est envoyée au fonctionnaire délégué choisi par le demandeur pour instruire et statuer sur celle-ci.

Le fonctionnaire délégué instruit les demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16.

D'autres constructions ou équipements destinés aux activités à finalité d'intérêt général que ceux visés à l'alinéa 1^{er}, 7°, peuvent entrer dans le champ d'application des points 1° à 6° et 8° à 11° de l'alinéa 1^{er}, ou relever d'une autre compétence que celle du fonctionnaire délégué.

Sous-section 2. — Certificat d'urbanisme

Art. D.IV.23. Le fonctionnaire délégué délivre le certificat d'urbanisme n° 2 portant sur des projets rentrant dans le champ d'application de l'article D.IV.22, alinéa 1^{er} ainsi que sur les modifications mineures des permis délivrés par le Gouvernement en vertu de l'article D.IV.25.

Section 3. — Gouvernement

Art. D.IV.24. Le Gouvernement est compétent pour statuer sur les recours contre les décisions du collège communal ou du fonctionnaire délégué sur les demandes de permis et de certificats d'urbanisme n° 2. En outre, il statue sur la décision de suspension prise par le fonctionnaire délégué en application de l'article D.IV.62.

Art. D.IV.25. Le permis est délivré par le Gouvernement lorsqu'il concerne les demandes de permis relatifs aux actes et travaux pour lesquels il existe des motifs impérieux d'intérêt général, à savoir :

1° les actes et travaux d'aménagement des infrastructures et bâtiments d'accueil des aéroports régionaux de Liège-Bierset et de Charleroi-Bruxelles Sud qui suivent :

a) en ce qui concerne l'aéroport de Liège-Bierset :

- l'extension de la zone fret nord pour les parkings-avions;
- la gare TGV fret;

b) en ce qui concerne l'aéroport de Charleroi- Bruxelles Sud :

- l'allongement de la piste, en ce compris la construction des bretelles d'accès;
- la tour de contrôle;
- l'extension de l'aérogare;
- la gare et les infrastructures ferroviaires;

2° en exécution de l'accord de coopération du 11 octobre 2001 entre l'État fédéral, les Régions flamande, wallonne et de Bruxelles-Capitale relatif au plan d'investissement pluriannuel 2001-2012 de la S.N.C.B., les actes et travaux sur le territoire de la Région wallonne qui se rapportent au réseau RER;

3° les actes et travaux relatifs au plan d'investissement pluriannuel de la S.N.C.B.;

4° dans le cadre de la mise en œuvre du schéma de développement de l'espace régional (troisième partie, point 1.4.) adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999, les actes et travaux qui se rapportent aux modes structurants de transport en commun pour Charleroi, Liège, Namur et Mons;

5° les chaînons manquants routiers et fluviaux sur le territoire de la Région wallonne du réseau transeuropéen de transport visé dans la Décision n° 884/2004/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 modifiant la Décision n° 1692/96/CE sur les orientations communautaires pour le développement du réseau transeuropéen de transport.

CHAPITRE II. — *Dossiers de demande*Section 1^{re}. — Dossier de demande de permis

Art. D.IV.26. § 1^{er}. Toute demande de permis est accompagnée d'un dossier.

Le Gouvernement arrête la forme et le contenu de la demande de permis. Il précise le nombre d'exemplaires du dossier qu'elle comporte, ainsi que l'échelle et le contenu des différents plans qui y sont joints.

Le Gouvernement arrête la forme des décisions d'octroi et de refus des permis.

§ 2. La demande de permis d'urbanisation justifie du fait que le demandeur est titulaire d'un droit réel sur le bien qui fait l'objet de la demande de permis. La demande de permis d'urbanisme ne doit pas justifier la possibilité pour le demandeur de mettre en œuvre le permis.

L'existence de servitudes du fait de l'homme ou d'obligations conventionnelles concernant l'utilisation du sol contraires au contenu de la demande de permis d'urbanisation est mentionnée dans celle-ci. Dans ce cas, la demande est soumise à enquête publique dont les frais sont à charge du demandeur. Le permis a pour effet d'éteindre lesdites servitudes et obligations sans préjudice de l'indemnisation des titulaires de ces droits, à charge du demandeur.

Art. D.IV.27. Lorsqu'elle porte sur des actes et travaux nécessitant une dérogation au plan de secteur ou aux normes du guide régional d'urbanisme, ou un écart à un schéma, à une carte d'affectation des sols, à un guide d'urbanisme ou au permis d'urbanisation, la demande contient une justification du respect des conditions fixées par les articles D.IV.5 à D.IV.13.

Art. D.IV.28. La demande de permis d'urbanisation comporte :

1° les objectifs d'aménagement du territoire et d'urbanisme pour la partie du territoire concerné, en ce compris leur expression graphique;

2° les mesures de mise en œuvre de ces objectifs sous la forme d'indications relatives :

a) au réseau viaire;

b) aux infrastructures et réseaux techniques, ainsi qu'à la gestion des eaux usées et des eaux de ruissellement;

c) aux espaces publics et aux espaces verts;

d) au parcellaire et aux affectations;

e) à l'implantation et à la hauteur des constructions et des ouvrages, aux voiries et aux espaces publics ainsi qu'à l'intégration des équipements techniques;

f) à la structure écologique;

3° le dossier technique relatif à la voirie communale;

4° le cas échéant, le phasage de mise en œuvre du projet d'ensemble visé à l'article D.IV.2.

Lorsque la demande de permis d'urbanisation n'implique pas la création d'une voirie communale ou lorsque la localisation et la superficie le justifient, la demande de permis d'urbanisation comporte un contenu simplifié.

Le Gouvernement arrête les conditions de localisation et de superficie qui justifient le contenu simplifié.

Art. D.IV.29. Lorsqu'elle porte sur la construction groupée d'habitations à diviser ultérieurement en lots sans que le permis d'urbanisation soit requis au préalable, la demande de permis d'urbanisme indique les limites des lots.

Section 2. — Dossier de demande de certificat d'urbanisme

Art. D.IV.30. § 1^{er}. La demande de certificat d'urbanisme n° 1 contient l'identification cadastrale du bien pour lequel les informations sont demandées.

§ 2. La demande de certificat d'urbanisme n° 2 contient, outre l'identification cadastrale du bien pour lequel les informations sont demandées, la présentation du projet sous une forme graphique ou littérale.

Lorsqu'elle porte sur des actes et travaux nécessitant une dérogation au plan de secteur ou aux normes du guide régional d'urbanisme, ou un écart à un schéma, à une carte d'affectation des sols, à un guide d'urbanisme ou au permis d'urbanisation, la demande contient une justification du respect des conditions fixées par les articles D.IV.5 à D.IV.13.

Toute demande de certificat d'urbanisme n° 2 emporte demande de certificat d'urbanisme n° 1.

§ 3. Le Gouvernement détermine la forme et le contenu des demandes de certificat d'urbanisme. Il arrête la forme des décisions d'octroi et de refus des certificats d'urbanisme.

CHAPITRE III. — Réunion de projet

Art. D.IV.31. § 1^{er}. Préalablement au dépôt de la demande de certificat ou de permis, le porteur de projet peut solliciter la tenue d'une réunion de projet avec le collègue, le fonctionnaire délégué, ou le fonctionnaire délégué et le fonctionnaire technique au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ou le fonctionnaire délégué et le fonctionnaire des implantations commerciales au sens du décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales ou le fonctionnaire délégué, le fonctionnaire technique et le fonctionnaire des implantations commerciales lorsqu'ils sont l'autorité compétente pour statuer sur sa demande. Dans ce cas, l'intéressé reçoit, dans les quinze jours de la demande, une invitation à une réunion. L'initiative d'une réunion de projet peut émaner de l'autorité compétente.

§ 2. Lors de cette réunion, le porteur de projet rencontre le ou les représentants de l'autorité compétente pour statuer sur sa demande.

Lorsque l'autorité compétente est le collègue et que le fonctionnaire délégué, le fonctionnaire technique ou le fonctionnaire des implantations commerciales est appelé à prononcer un avis sur le projet, il est également convié à la réunion. Il peut se faire représenter.

Lorsque l'autorité compétente n'est pas le collègue communal, son ou ses représentants sont conviés à la réunion.

§ 3. L'autorité compétente peut inviter toute instance visée à l'article D.IV.35. Elle invite la commission communale, si elle existe, à y déléguer un représentant.

Pour la région de langue française, elle invite le Département du patrimoine de la DGO4 à la réunion de projet relative à un bien immobilier inscrit sur la liste de sauvegarde, classé ou soumis provisoirement aux effets du classement, situé dans une zone de protection visée à l'article 209 du Code wallon du Patrimoine.

§ 4. Le porteur de projet peut débattre avec eux de son projet et éventuellement, l'adapter avant de finaliser sa demande. Le porteur de projet ou son représentant établit un procès-verbal non décisionnel de la réunion. Celui-ci est adressé, par voie électronique ou par envoi, aux parties présentes qui ont trente jours pour adresser leurs remarques au porteur de projet. A défaut, le procès-verbal est réputé approuvé.

§ 5. La tenue de cette réunion, en présence du fonctionnaire délégué, est obligatoire lorsque la demande porte sur :

- 1° une surface destinée à la vente de biens de détail sur une superficie nette supérieure ou égale à 2 500 m²;
- 2° une surface de bureaux de plus de 15 000 m²;
- 3° plus de 150 logements.

Le dossier comprend un plan de localisation et la répartition en nombre et superficie des commerces, bureaux et logements.

§ 6. La réunion se tient dans les vingt jours de la demande visée au paragraphe 1^{er}.

*CHAPITRE IV. — Dépôt de la demande**Section 1^{re}. — Généralités*

Art. D.IV.32. Les demandes de permis et les demandes de certificat d'urbanisme relevant de la compétence du collègue communal, ainsi que les pièces manquantes réclamées si la demande est incomplète, sont adressées au collègue communal, par envoi ou déposées contre récépissé à la maison communale.

Les demandes de permis et les demandes de certificat d'urbanisme relevant de la compétence du fonctionnaire délégué ou instruites par le fonctionnaire délégué, ainsi que les pièces manquantes réclamées si la demande est incomplète, sont adressées au fonctionnaire délégué par envoi ou déposées contre récépissé.

Sans préjudice de la possibilité d'introduire la demande au moyen d'un formulaire papier, le Gouvernement peut arrêter les modalités et les conditions de son introduction par voie électronique.

Art. D.IV.33. Dans les vingt jours de la réception de l'envoi ou du récépissé de la demande de permis ou de certificat d'urbanisme n° 2 :

1° si la demande est complète, le collègue communal ou la personne qu'il délègue à cette fin, ou le fonctionnaire délégué envoie un accusé de réception au demandeur. Il en envoie une copie à son auteur de projet;

2° si la demande est incomplète, le collègue communal ou la personne qu'il délègue à cette fin, ou le fonctionnaire délégué adresse au demandeur, par envoi, un relevé des pièces manquantes et précise que la procédure recommence à dater de leur réception. Il en envoie une copie à son auteur de projet. Le demandeur dispose d'un délai de 180 jours pour compléter la demande; à défaut, la demande est déclarée irrecevable. Toute demande qualifiée d'incomplète à deux reprises est déclarée irrecevable.

Lorsque le collègue communal ou la personne qu'il délègue à cette fin n'a pas envoyé au demandeur l'accusé de réception visé à l'alinéa 1^{er}, 1°, ou le relevé des pièces manquantes visé à l'alinéa 1^{er}, 2°, dans le délai de vingt jours, la demande est considérée comme recevable et la procédure est poursuivie si le demandeur adresse au fonctionnaire délégué une copie du dossier de demande qu'il a initialement adressé au collègue communal, ainsi que la preuve de l'envoi ou du récépissé visé à l'article D.IV.32. Le demandeur en avertit simultanément le collègue communal. A défaut d'envoi de son dossier au fonctionnaire délégué dans les trente jours de la réception de l'envoi ou du récépissé de la demande de permis ou de certificat d'urbanisme n° 2 visés à l'article D.IV.32, la demande est irrecevable. Lorsque, dans le même délai de trente jours, le collègue communal n'a pas informé par envoi le fonctionnaire délégué du délai dans lequel la décision du collègue communal est envoyée, le fonctionnaire délégué détermine lui-même ce délai sur base du dossier et des consultations obligatoires. Ce délai s'impose au collègue communal, qui en est averti par envoi.

Lorsque le fonctionnaire délégué n'a pas envoyé au demandeur l'accusé de réception visé à l'alinéa 1^{er}, 1^o, ou le relevé des pièces manquantes visé à l'alinéa 1^{er}, 2^o, dans le délai de vingt jours, la demande est considérée comme recevable et la procédure est poursuivie.

Art. D.IV.34. Sans préjudice des dispositions visées à l'article D.68 du Code de l'Environnement, l'accusé de réception de la demande complète de permis ou de certificat d'urbanisme n° 2 précise si elle nécessite ou non :

- 1° l'avis du fonctionnaire délégué;
- 2° l'avis du collège communal;
- 3° les mesures particulières de publicité;
- 4° l'avis des services ou commissions dont la consultation est demandée ainsi que les délais y afférents;
- 5° le délai dans lequel la décision du collège communal ou du fonctionnaire délégué est envoyée.

L'accusé de réception mentionne que le délai visé au 5° est prorogé du délai utilisé pour l'obtention de l'accord définitif relatif à la voirie communale et le cas échéant, de l'adoption de l'arrêté relatif au plan d'alignement ou en cas de mesures particulières de publicité du 16 juillet au 15 août ou du 24 décembre au 1^{er} janvier ou lorsque le dernier jour de l'enquête ou de la période de consultation est un samedi, dimanche ou jour férié.

L'accusé de réception mentionne aussi que le délai visé au 5° peut être prorogé de 30 jours par le collège communal ou le fonctionnaire délégué.

L'accusé de réception délivré par le collège communal reproduit l'article D.IV.47.

Le Gouvernement peut arrêter la forme et le contenu de l'accusé de réception.

CHAPITRE V. — Consultations

Art. D.IV.35. La demande de permis ou de certificat d'urbanisme n° 2 requiert, pour la région de langue française, l'avis de la commission royale des monuments, sites et fouilles visée à l'article 187, alinéa 1^{er}, 3^o, du Code wallon du Patrimoine lorsque la demande porte sur des actes et travaux relatifs à un bien immobilier inscrit sur la liste de sauvegarde, classé ou soumis provisoirement aux effets de classement, situé dans une zone de protection ou localisé dans un site repris à l'inventaire du patrimoine archéologique en vertu du même Code, excepté lorsque cet avis a été sollicité sur la même demande dans le cadre d'un certificat de patrimoine préalable.

Le Gouvernement détermine les cas où la consultation d'un service ou d'une commission est obligatoire en tenant compte de la situation du projet et de ses spécificités.

Outre les avis obligatoires, le collège communal, le fonctionnaire délégué et le Gouvernement peuvent solliciter l'avis des services ou commissions qu'ils jugent utile de consulter.

Art. D.IV.36. Simultanément à l'envoi de l'accusé de réception de la demande complète, selon le cas, le collège communal ou le fonctionnaire délégué adresse aux services et commissions visés à l'article D.IV.35 une demande d'avis accompagnée d'un exemplaire de la demande de permis ou de certificat d'urbanisme n° 2.

Lorsque le collège communal est l'autorité compétente, il adresse, dans le même délai, au fonctionnaire délégué un exemplaire de la demande de permis ou de certificat d'urbanisme n° 2 accompagnée d'une copie de l'accusé de réception et, le cas échéant, des demandes d'avis visés à l'article D.IV.35.

Lorsque le fonctionnaire délégué est l'autorité compétente ou qu'il est l'autorité chargée de l'instruction du dossier, il adresse au collège communal, dans le même délai, un exemplaire de la demande de permis ou de certificat d'urbanisme n° 2 accompagnée d'une copie de l'accusé de réception et sollicite l'avis du collège communal.

Art. D.IV.37. Les services ou commissions visés à l'article D.IV.35 transmettent leur avis dans les trente jours de l'envoi de la demande de l'autorité compétente; passé ce délai, l'avis est réputé favorable.

L'avis du Service Incendie est transmis dans les quarante-cinq jours de l'envoi de la demande de l'autorité compétente; passé ce délai, l'avis est réputé favorable.

Art. D.IV.38. Lorsque le collège communal est l'autorité compétente et que, soit il souhaite disposer de l'avis facultatif du fonctionnaire délégué, soit il doit disposer de l'avis obligatoire du fonctionnaire délégué, le collège communal rédige un rapport sur le projet. Il sollicite l'avis du fonctionnaire délégué et joint à la demande d'avis son rapport et, le cas échéant, les documents résultant des mesures particulières de publicité et les avis des services ou commissions visés à l'article D.IV.35. Le jour où le collège sollicite l'avis du fonctionnaire délégué, il en avise le demandeur et son auteur de projet.

Lorsque le fonctionnaire délégué est l'autorité compétente ou lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction du dossier, le collège communal envoie son avis au fonctionnaire délégué dans les trente jours de l'envoi de la demande d'avis visée à l'article D.IV.36, alinéa 3; passé ce délai, l'avis est réputé favorable. Le délai est de soixante jours de l'envoi lorsque des mesures particulières de publicité sont organisées ou lorsque l'avis de la commission communale est sollicité.

Art. D.IV.39. § 1^{er}. Le fonctionnaire délégué envoie son avis dans les trente-cinq jours de l'envoi de la demande du collège communal; passé ce délai, l'avis est réputé favorable. L'avis du fonctionnaire délégué comprend une proposition motivée de décision.

Le jour où le fonctionnaire délégué envoie son avis au collège communal, il en avise le demandeur et son auteur de projet.

§ 2. Au terme de l'instruction du dossier relatif aux actes et travaux pour lesquels il existe des motifs impérieux d'intérêt général, le fonctionnaire délégué envoie le dossier au Gouvernement et en avise simultanément le demandeur, son auteur de projet et le collège communal.

CHAPITRE VI. — Formalités complémentaires

Section 1^{re}. — Mesures particulières de publicité

Art. D.IV.40. Le Gouvernement arrête la liste des demandes de permis et de certificat d'urbanisme n° 2 qui, en raison de l'impact des projets concernés, sont soumises :

- 1° soit à une enquête publique visée aux articles D.VIII.7 et suivants;
- 2° soit à l'annonce de projet visée à l'article D.VIII.6.

Les demandes impliquant une ou plusieurs dérogations au plan de secteur ou aux normes du guide régional sont soumises à enquête publique.

Les demandes impliquant un ou plusieurs écarts aux plans communaux d'aménagement adoptés avant l'entrée en vigueur du Code et devenus schémas d'orientation locaux, aux règlements adoptés avant l'entrée en vigueur du Code et devenus guides et aux permis d'urbanisation sont soumises à annonce de projet, et ce, jusqu'à la révision ou à l'abrogation du schéma ou du guide.

Section 2. — Ouverture et modification de la voirie communale

Art. D.IV.41. Lorsque la demande de permis ou de certificat d'urbanisme n° 2 comporte une demande de création, de modification ou de suppression de la voirie communale, l'autorité chargée de l'instruction de la demande soumet, au stade de la complétude de la demande de permis ou de certificat d'urbanisme n° 2 ou à tout moment qu'elle juge utile, la demande de création, de modification ou de suppression de la voirie communale à la procédure prévue aux articles 7 et suivants du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale.

Lorsque la demande de permis ou de certificat d'urbanisme n° 2 comporte une demande de création, de modification ou de suppression de la voirie communale nécessitant une modification du plan d'alignement, l'autorité chargée de l'instruction de la demande envoie au collège communal, au stade de la complétude de la demande de permis ou de certificat d'urbanisme n° 2 ou à tout moment qu'elle juge utile, la demande de création, de modification ou de suppression de la voirie communale et le projet de plan d'alignement élaboré par le demandeur, conformément aux articles 21 et suivants du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale.

Dans ces cas, les délais d'instruction de la demande de permis ou de certificat d'urbanisme n° 2 sont prorogés du délai utilisé pour l'obtention de la décision définitive relative à la voirie communale et, le cas échéant, à l'arrêté relatif au plan d'alignement. La décision octroyant ou refusant le permis ou le certificat d'urbanisme n° 2 est postérieure à la décision définitive relative à la voirie communale et, le cas échéant, à l'arrêté relatif au plan d'alignement.

Lorsque la demande de permis ou de certificat d'urbanisme n° 2 est soumise à enquête publique ou à annonce de projet, le collège communal organise une enquête publique unique conforme aux articles D.VIII.7 et suivants pour la demande de permis ou de certificat d'urbanisme n° 2, pour la demande relative à la voirie communale ainsi que, le cas échéant, pour le projet de plan d'alignement. La durée de l'enquête publique unique correspond à la durée maximale requise par les différentes procédures concernées.

Section 3. — Modification de la demande de permis en cours de procédure

Art. D.IV.42. § 1^{er}. Préalablement à la décision, le demandeur peut produire des plans modificatifs et un complément corollaire de notice d'évaluation préalable des incidences ou d'étude d'incidences, moyennant l'accord :

- 1° du collège communal lorsqu'il est l'autorité compétente;
- 2° du fonctionnaire délégué lorsqu'il est l'autorité compétente en vertu de l'article D.IV.22, alinéa 1^{er}, ainsi que pour les modifications mineures des permis délivrés par le Gouvernement en vertu de l'article D.IV.25;
- 3° du fonctionnaire délégué lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16;
- 4° du Gouvernement lors de la procédure de recours lorsque celle-ci a pour objet une décision du fonctionnaire délégué prise en vertu de l'article D.IV.22, alinéa 1^{er} ainsi que pour les modifications mineures des permis délivrés par le Gouvernement en vertu de l'article D.IV.25, ou en l'absence de décision y relative.

Dans les autres cas, les plans modificatifs ne sont pas acceptés, sauf à la demande du Gouvernement visée à l'article D.IV.51.

Dans les cas visés aux points 2° à 4°, l'avis du collège communal est sollicité. Si le collège communal est l'autorité compétente, l'avis du fonctionnaire délégué est sollicité lorsqu'il est obligatoire.

§ 2. Les plans modificatifs et le complément de notice d'évaluation préalable peuvent être soumis à de nouvelles mesures de publicité par l'entremise de la commune et à l'avis des services ou commissions qui ont été consultés précédemment au cours de la procédure. Dans ce cas, le demandeur en est informé.

Lorsque les plans modificatifs sont accompagnés d'un complément d'étude d'incidences, ils sont soumis à de nouvelles mesures de publicité par l'entremise de la commune et à l'avis des services ou commissions qui ont été consultés précédemment au cours de la procédure. Le demandeur en est informé.

§ 3. Les mesures particulières de publicité et la consultation des services et commissions précités ne sont pas requises :

- 1° lorsque la modification projetée résulte d'une proposition contenue dans les observations ou réclamations faites lors de l'enquête publique ou pendant la période d'annonce de projet ou qui s'y rattache directement;
- 2° lorsque la modification projetée n'a qu'une portée limitée et ne porte pas atteinte à l'objet et à l'économie générale du projet et à ses caractéristiques substantielles.

Art. D.IV.43. Dans les cas visés à l'article D.IV.42, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, 2° et 3°, le dépôt contre récépissé ou l'envoi des plans modificatifs et du complément corollaire de notice d'évaluation préalable des incidences ou d'étude d'incidences fait l'objet, préalablement à l'échéance du délai de décision, de l'envoi d'un accusé de réception qui se substitue à celui visé à l'article D.IV.33. A défaut, les plans modificatifs et le complément corollaire de notice d'évaluation préalable des incidences ou d'étude d'incidences sont irrecevables.

Dans les cas visés à l'article D.IV.42, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, les nouveaux délais de décision sont fixés sur la base des plans modificatifs et du complément corollaire de notice d'évaluation préalable des incidences ou d'étude d'incidences conformément à l'article D.IV.46, alinéa 1^{er} ou à l'article D.IV.48, alinéa 1^{er}.

Dans les cas visés à l'article D.IV.42, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4°, les nouveaux délais se calculent conformément à l'article D.IV.69.

Section 4. — Obtention préalable d'un certificat de patrimoine

Art. D.IV.44. Pour la région de langue française, toute demande de permis ou de certificat d'urbanisme n° 2 relative soit à un monument inscrit sur la liste de sauvegarde, classé ou soumis provisoirement aux effets du classement en vertu de l'article 208 du Code wallon du Patrimoine, soit à un bien figurant sur la liste du patrimoine exceptionnel visée à l'article 187, 12°, du même Code, est accompagnée du certificat de patrimoine selon les modalités fixées par le Code wallon du Patrimoine.

Section 5. — Hébergement de loisirs

D.IV.45. Par village de vacances, on entend un ensemble groupé d'au moins quinze logements fixes, construit par une même personne physique ou morale, privée ou publique, et destiné à promouvoir des séjours de détente.

Par parc résidentiel de week-end, on entend un ensemble de parcelles compris dans un permis d'urbanisation destiné à accueillir des résidences de week-end. Par résidence de week-end, on entend une construction d'une superficie brute de plancher inférieure à soixante m².

Pour les projets dont la superficie, calculée conformément à l'arrêté du Gouvernement du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, est supérieure à 5 ha et qui sont situés en zone d'habitat ou d'habitat à caractère rural, l'octroi du permis est subordonné à l'approbation par le Gouvernement d'un schéma d'orientation local couvrant tout ou partie de la zone concernée, s'il concerne :

- 1° un village de vacances;
- 2° un parc résidentiel de week-end;
- 3° un camping touristique au sens du Code wallon du tourisme;
- 4° un terrain de caravanage au sens du décret du 4 mars 1991 relatif aux conditions d'exploitation des terrains de caravanage;
- 5° un terrain de camping au sens de l'article 1^{er} du décret du Conseil de la Communauté germanophone du 9 mai 1994 sur les campings et terrains de camping.

Le Gouvernement peut déterminer les conditions de délivrance des permis relatifs aux hébergements de loisirs et établir une liste d'actes et travaux dispensés de l'obligation prévue à l'alinéa 3.

CHAPITRE VII. — *Décision sur les demandes de permis et de certificat d'urbanisme*Section 1^{re}. — DélaiSous-section 1^{re}. — Décision du collège communal

Art. D.IV.46. La décision du collège communal octroyant ou refusant le permis ou délivrant le certificat d'urbanisme n° 2 est envoyée au demandeur dans les délais suivants à dater du jour où le collège communal a envoyé l'accusé de réception visé à l'article D.IV.33 ou, à défaut, à dater du jour suivant le terme du délai qui lui était imparti pour envoyer l'accusé de réception :

1° trente jours lorsque la demande ne requiert pas de mesures particulières de publicité, qu'aucun avis des services ou commissions visés à l'article D.IV.35 n'est sollicité et que l'avis facultatif du fonctionnaire délégué n'est pas sollicité ou que l'avis du fonctionnaire délégué n'est pas obligatoire;

2° septante-cinq jours lorsque :

- a) soit la demande requiert des mesures particulières de publicité;
- b) soit l'avis de services ou commissions visés à l'article D.IV.35 est sollicité;
- c) soit l'avis facultatif du fonctionnaire délégué est sollicité ou que l'avis du fonctionnaire délégué est obligatoire;

3° cent quinze jours lorsque l'avis facultatif du fonctionnaire délégué est sollicité ou que l'avis du fonctionnaire délégué est obligatoire et que :

- a) soit la demande requiert des mesures particulières de publicité;
- b) soit l'avis de services ou commissions est sollicité.

Le jour où le collège communal envoie sa décision au demandeur, il l'envoie également au fonctionnaire délégué. Il envoie une copie de la décision à l'auteur de projet.

Les délais visés à l'alinéa 1^{er} peuvent être prorogés de trente jours par le collège communal.

La décision de prorogation est envoyée, selon le cas, dans le délai de trente, septante-cinq ou cent quinze jours au demandeur, à son auteur de projet et au fonctionnaire délégué.

L'envoi mentionne les personnes à qui la décision est notifiée.

Art. D.IV.47. § 1^{er}. Lorsque le collège communal n'a pas envoyé sa décision au demandeur dans les délais visés aux articles D.IV.46, D.IV.62, § 3, alinéa 2, et § 4, alinéa 4, et qu'il n'a pas sollicité l'avis obligatoire ou facultatif du fonctionnaire délégué, le fonctionnaire délégué est saisi de la demande.

Le fonctionnaire délégué envoie sa décision simultanément au demandeur et au collège communal dans les quarante jours à dater du jour suivant le terme du délai imparti au collège communal pour envoyer sa décision. Il envoie une copie de la décision à l'auteur de projet. Ce délai est prorogé de quarante jours si des mesures particulières de publicité doivent être effectuées ou si des avis doivent être sollicités. Le fonctionnaire délégué envoie la décision de prorogation dans le délai de quarante jours simultanément au demandeur et au collège communal. Il envoie une copie de la décision de prorogation à l'auteur de projet.

A défaut de l'envoi de la décision du fonctionnaire délégué au demandeur dans le délai imparti, le permis est réputé refusé ou le certificat d'urbanisme n° 2 est réputé défavorable et le Gouvernement est saisi de la demande.

§ 2. Lorsque le collège communal n'a pas envoyé sa décision au demandeur dans les délais visés aux articles D.IV.46, D.IV.62, § 3, alinéa 2, et § 4, alinéa 4, la proposition de décision contenue dans l'avis exprès du fonctionnaire délégué vaut décision. Celle-ci est envoyée par le fonctionnaire délégué simultanément au demandeur et au collège communal dans les trente jours à dater du jour suivant le terme du délai imparti au collège communal pour envoyer sa décision. Le fonctionnaire délégué envoie une copie de la décision à l'auteur de projet.

A défaut de l'envoi de la décision du fonctionnaire délégué au demandeur dans le délai imparti, le Gouvernement est saisi de la demande.

§ 3. Lorsque le collège communal n'a pas envoyé sa décision dans les délais visés aux articles D.IV.46, D.IV.62, § 3, alinéa 2, et § 4, alinéa 4, et que le fonctionnaire délégué n'a pas envoyé son avis obligatoire ou facultatif dans le délai visé à l'article D.IV.39, § 1^{er}, le permis est réputé refusé ou le certificat d'urbanisme n° 2 est réputé défavorable et le Gouvernement est saisi de la demande.

§ 4. Lorsque le collège communal n'a pas envoyé sa décision au demandeur dans le délai imparti, il lui restitue le montant perçu au titre de frais de dossier.

Sous-section 2. — Décision du fonctionnaire délégué ou du Gouvernement

Art. D.IV.48. La décision du fonctionnaire délégué octroyant ou refusant le permis ou délivrant le certificat d'urbanisme n° 2 est simultanément envoyée au collège communal et au demandeur dans les délais suivants à dater du jour où le fonctionnaire délégué a envoyé l'accusé de réception visé à l'article D.IV.33, ou, à défaut, à dater du jour suivant le terme du délai qui lui était imparti pour envoyer l'accusé de réception :

1° soixante jours lorsque les actes et travaux sont d'impact limité et que la demande ne requiert pas de mesures particulières de publicité et que l'avis de services ou commissions visés à l'article D.IV.35 n'est pas sollicité;

2° nonante jours lorsque la demande ne requiert pas de mesures particulières de publicité et que l'avis de services ou commissions visés à l'article D.IV.35 n'est pas sollicité;

3° cent trente jours lorsque la demande requiert des mesures particulières de publicité ou lorsque l'avis de services ou commissions visés à l'article D.IV.35 est sollicité.

Le fonctionnaire délégué envoie une copie de la décision à l'auteur de projet.

Les délais visés à l'alinéa 1^{er} peuvent être prorogés de trente jours par le fonctionnaire délégué. Le fonctionnaire délégué envoie sa décision de prorogation, selon le cas, dans le délai de soixante, nonante ou cent trente jours au demandeur et au collège communal. Le fonctionnaire délégué envoie une copie de la décision de prorogation à l'auteur de projet.

Art. D.IV.49. A défaut de l'envoi de la décision du fonctionnaire délégué au demandeur dans le délai visé à l'article D.IV.48, le permis est réputé refusé ou le certificat d'urbanisme n° 2 est défavorable.

Dans cette hypothèse, l'autorité restitue au demandeur le montant perçu au titre de frais de dossier.

Art. D.IV.50. Pour les demandes de permis visées à l'article D.IV.25, le Gouvernement octroie ou refuse le permis dans les soixante jours de la réception du dossier instruit par le fonctionnaire délégué. A défaut, le permis est réputé refusé. Le Gouvernement envoie le permis visé à l'article D.IV.25 au demandeur, au collège communal et au fonctionnaire délégué ou les avise qu'à défaut de décision, le permis est réputé refusé.

Art. D.IV.51. Lorsque le Gouvernement sollicite l'avis du Pôle "Aménagement du territoire" ou des services ou commissions qu'il juge utile de consulter, le délai visé à l'article D.IV.50 est prorogé de trente jours.

Préalablement à sa décision, le Gouvernement peut inviter le demandeur à déposer des plans modificatifs et un complément corollaire de notice d'évaluation des incidences ou d'étude d'incidences. Dans ce cas, il est fait application de l'article D.IV.42, § 2, et le fonctionnaire délégué instruit le nouveau dossier. L'avis du collège communal est sollicité sur les plans modificatifs et le complément corollaire de notice d'évaluation des incidences ou d'étude d'incidences.

Sous-section 3. — Délivrance du certificat d'urbanisme n° 1

Art. D.IV.52. Le certificat d'urbanisme n° 1 est délivré dans les trente jours de la réception de sa demande.

Section 2. — Contenu de la décision

Sous-section 1^{re}. — Généralités

Art. D.IV.53. Sur la base d'une motivation adéquate, le permis peut être refusé, délivré avec ou sans conditions, avec ou sans charges d'urbanisme ou consentir des dérogations ou des écarts prévus au présent Code.

Les conditions sont nécessaires soit à l'intégration du projet à l'environnement bâti et non bâti, soit à la faisabilité du projet, c'est-à-dire à sa mise en œuvre et à son exploitation.

Outre la compatibilité avec le contenu du plan de secteur, en ce compris la carte d'affectation des sols, des schémas, permis d'urbanisation et guides, le permis ou le refus de permis est fondé sur les circonstances urbanistiques locales et peut être fondé notamment sur les motifs et conditions mentionnés dans la présente section.

Sous-section 2. — Charges d'urbanisme

Art. D.IV.54. Outre les conditions nécessaires à la faisabilité ou à l'intégration du projet, l'autorité compétente peut subordonner la délivrance des permis aux charges qu'elle juge utile d'imposer au demandeur dans le respect du principe de proportionnalité.

Les charges d'urbanisme consistent en des actes ou travaux imposés au demandeur, à l'exclusion de toute contribution en numéraire, en vue de compenser l'impact que le projet fait peser sur la collectivité au niveau communal. Les impacts positifs du projet sur la collectivité, à savoir sa contribution à rencontrer un besoin d'intérêt général, sont pris en compte pour, le cas échéant, contrebalancer les impacts négatifs.

Les charges sont supportées par le demandeur et couvrent la réalisation ou la rénovation de voiries, d'espaces verts publics, la réalisation ou la rénovation de constructions ou d'équipements publics ou communautaires en ce compris les conduites, canalisations et câbles divers enfouis, ainsi que toutes mesures favorables à l'environnement.

En outre, l'autorité compétente peut subordonner, dans le respect du principe de proportionnalité, la délivrance du permis à une déclaration par laquelle le demandeur s'engage, au moment où les travaux sont entamés, à céder à la commune ou à la Région, à titre gratuit, quitte et libre de toute charge et sans frais pour elles, la propriété de voiries, d'espaces publics, de constructions ou d'équipements publics ou communautaires ou de biens pouvant accueillir de tels constructions ou équipements.

Le Gouvernement peut déterminer la nature des charges d'urbanisme, les modalités d'application de ces charges et définir le principe de proportionnalité.

Sous-section 3. — Motifs liés à la viabilisation du terrain

Art. D.IV.55. Le permis est refusé ou assorti de conditions s'il s'agit d'effectuer des actes et travaux sur un terrain ou d'urbaniser celui-ci dans les cas suivants :

1° lorsque le terrain n'a pas d'accès à une voie suffisamment équipée en eau, en électricité, pourvue d'un revêtement solide et d'une largeur suffisante, compte tenu de la situation des lieux;

2° lorsque le terrain ne répond pas aux conditions en matière d'épuration des eaux usées du Code de l'Eau;

3° lorsqu'il s'agit de construire ou de reconstruire sur la partie d'un terrain frappée d'alignement, ou lorsqu'il s'agit d'effectuer à un bâtiment frappé d'alignement des travaux autres que de conservation et d'entretien; toutefois, le permis peut être délivré :

a) s'il résulte des avis exprimés par les autorités compétentes que l'alignement ne peut être réalisé au droit du bâtiment considéré, avant au moins cinq ans, à partir de la délivrance du permis; en cas d'expropriation effectuée après l'expiration de ce délai, la plus-value résultant des travaux autorisés n'est pas prise en considération pour le calcul de l'indemnité;

b) si les travaux portent sur l'isolation extérieure d'un bâtiment;

4° lorsque son urbanisation compromettrait l'accès à un intérieur d'îlot susceptible d'être urbanisé.

Art. D.IV.56. Sans préjudice de l'application du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale, à l'initiative du demandeur ou d'office, l'autorité compétente peut, lorsque les aménagements relatifs à la voirie sont indispensables, subordonner la mise en œuvre des permis à l'octroi d'un permis relatif à l'ouverture, la suppression ou la modification de voiries communales ou régionales.

Sous-section 4. — Motifs liés à la protection des personnes, des biens ou de l'environnement

Art. D.IV.57. Le permis peut être soit refusé, soit subordonné à des conditions particulières de protection des personnes, des biens ou de l'environnement lorsque les actes ou travaux se rapportent à :

1° un nouvel établissement ou la modification d'un établissement existant présentant un risque d'accident majeur au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, compte tenu de la nécessité de maintenir une distance appropriée vis-à-vis notamment de zones destinées à l'urbanisation au plan de secteur, des lieux fréquentés par le public ou d'une réserve naturelle domaniale, d'une réserve naturelle agréée, d'une cavité souterraine d'intérêt scientifique, d'une zone humide d'intérêt biologique ou d'une réserve ou d'un site Natura 2000, visés par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

2° tout projet dont la localisation est susceptible d'accroître le risque d'accident majeur ou d'en aggraver les conséquences, compte tenu de la nécessité de maintenir une distance appropriée vis-à-vis d'un établissement existant présentant un risque d'accident majeur au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

3° des biens immobiliers exposés à un risque naturel ou à une contrainte géotechnique majeurs tels que l'inondation comprise dans les zones soumises à l'aléa inondation au sens de l'article D.53 du Code de l'Eau, l'éboulement d'une paroi rocheuse, le glissement de terrain, le karst, les affaissements miniers, affaissements dus à des travaux ou ouvrages de mines, minières de fer ou cavités souterraines ou le risque sismique;

4° des biens immobiliers situés :

a) dans ou à proximité d'une réserve naturelle domaniale ou une réserve naturelle agréée, d'une cavité souterraine d'intérêt scientifique, d'une zone humide d'intérêt biologique ou d'une réserve forestière, visée par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

b) dans ou à proximité d'un site Natura 2000 proposé ou arrêté en application de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

5° un logement qui ne respecte pas les critères de salubrité visés à l'article 3, 5°, du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable et ce, sans préjudice de l'article 4, alinéa 2, du même Code ou d'autres éléments d'appréciation fondés sur l'habitabilité.

Sous-section 5. — Motifs liés à la planologie en cours

Art. D.IV.58. Le refus de permis peut être fondé sur la révision en cours du plan de secteur, en ce compris la carte d'affectation des sols, ou l'établissement ou la révision d'un schéma de développement pluricommunal ou d'un schéma communal.

Le refus de permis fondé sur ce motif devient caduc si le nouveau plan ou le schéma n'est pas entré en vigueur dans les trois ans qui suivent la décision d'établissement ou de révision.

La requête primitive fait l'objet, à la demande du requérant, d'une nouvelle décision qui, en cas de refus, ne peut plus être fondée sur ledit motif.

Section 3. — Dispositions diverses

Sous-section 1^{re}. — Ordre des travaux

Art. D.IV.59. Le permis peut déterminer l'ordre dans lequel les travaux sont exécutés et le délai endéans lequel les conditions et les charges qui assortissent le permis sont réalisées.

Sous-section 2. — Garanties financières

Art. D.IV.60. L'autorité compétente peut subordonner la délivrance du permis à la fourniture de garanties financières nécessaires à l'exécution des conditions ou des charges d'urbanisme.

L'autorité compétente peut exiger des garanties financières pour les actes et travaux nécessaires à l'ouverture, la modification ou la suppression d'une voirie communale qui fait partie intégrante de la demande de permis et n'est pas reprise en tant que telle comme condition ou charge.

Le cas échéant, le permis détermine ceux des lots qui peuvent être cédés sans que le titulaire ait exécuté les actes, travaux et charges imposés ou fourni les garanties financières nécessaires à leur exécution.

Section 4. — Décision sur la demande de certificat d'urbanisme n° 2

Art. D.IV.61. Le certificat d'urbanisme n° 2 peut être fondé sur les motifs visés dans la section 2. Il peut également se prononcer sur les éléments visés dans la section 3.

CHAPITRE VIII. — *Tutelle du fonctionnaire délégué sur les permis et les certificats*

Art. D.IV.62. § 1^{er}. Le fonctionnaire délégué vérifie, en ce qui concerne les permis et certificats d'urbanisme n° 2 délivrés par le collège communal, que :

- 1° la procédure de délivrance du permis ou du certificat d'urbanisme n° 2 est régulière;
- 2° le permis ou le certificat d'urbanisme n° 2 est motivé;
- 3° le permis ou le certificat d'urbanisme n° 2 est conforme aux dispositions à valeur contraignante prises en vertu du Code ou, à défaut, qu'il est fondé sur une dérogation conforme aux articles, D.IV.6 à D.IV.13;
- 4° le permis ou le certificat d'urbanisme n° 2 est conforme aux dispositions à valeur indicative du schéma de développement du territoire lorsqu'il s'applique, du schéma de développement pluricommunal, du schéma de développement communal, du schéma d'orientation local, de la carte d'affectation des sols, du ou des guides d'urbanisme ou du permis d'urbanisation ou, à défaut, qu'il est fondé sur un écart conforme à l'article D.IV.5;
- 5° le permis ou le certificat d'urbanisme n° 2 est conforme à la loi du 12 juillet 1956 établissant le statut des autoroutes et aux plans parcellaires approuvés par le Gouvernement en application de l'article 6 de cette loi.

A défaut pour le permis ou le certificat d'urbanisme n° 2 de satisfaire aux points 1° à 5° de l'alinéa précédent, le fonctionnaire délégué suspend la décision du collège communal.

§ 2. Dans les trente jours de la réception de la décision du collège communal, le fonctionnaire envoie la suspension au demandeur, au collège communal et au Gouvernement. Le fonctionnaire délégué précise la nature de l'irrégularité dans la procédure, le défaut de motivation ou la disposition à laquelle le permis ou le certificat d'urbanisme n° 2 n'est pas conforme.

Dans l'envoi au collège communal, le fonctionnaire invite celui-ci à retirer sa décision.

§ 3. Si le collège communal retire le permis ou le certificat d'urbanisme n° 2, il envoie sa décision au demandeur, au fonctionnaire délégué et au Gouvernement dans les vingt jours de la réception de la suspension.

Dans ce cas, dans les quarante jours de l'envoi de la décision de retrait, le collège communal statue à nouveau sur la demande de permis ou de certificat d'urbanisme n° 2 en rencontrant les motifs de la suspension et du retrait et envoie sa décision.

§ 4. A défaut d'envoi du retrait dans le délai visé au paragraphe 3, le Gouvernement peut lever la suspension ou annuler le permis ou le certificat d'urbanisme n° 2.

Dans les quarante jours de la réception de la suspension, le Gouvernement envoie la levée de la suspension ou l'annulation du permis ou du certificat d'urbanisme n° 2, au demandeur, au collège communal et au fonctionnaire délégué.

A défaut d'envoi dans le délai, le permis ou le certificat d'urbanisme n° 2 est annulé.

En cas d'annulation, dans les quarante jours de la réception de la décision d'annulation du permis ou du certificat d'urbanisme n° 2 ou, à défaut, à dater du jour suivant le terme du délai imparti au Gouvernement pour envoyer sa décision, le collège communal statue à nouveau sur la demande de permis ou de certificat d'urbanisme n° 2 et envoie sa décision.

§ 5. Lorsque le collège communal n'a pas statué à nouveau et envoyé sa décision sur la demande de permis ou de certificat d'urbanisme n° 2 dans le délai imparti, il est fait application de l'article D.IV.47.

CHAPITRE IX. — *Recours**Section 1^{re}. — Titulaires du droit de recours*

Art. D.IV.63. § 1^{er}. Le demandeur peut introduire un recours motivé auprès du Gouvernement par envoi à l'adresse du directeur général de la DGO4 dans les trente jours :

- 1° soit de la réception de la décision du collège communal visée à l'article D.IV.46 et D.IV.62;
- 2° soit de la réception de la décision du fonctionnaire délégué visée à l'article D.IV.47, § 1^{er} ou § 2;
- 3° soit de la réception de la décision du fonctionnaire délégué visée à l'article D.IV.48;
- 4° soit, en l'absence d'envoi de la décision du fonctionnaire délégué dans les délais visés respectivement aux articles D.IV.48 ou D.IV.91, en application de l'article D.IV.48, à dater du jour suivant le terme du délai qui lui était imparti pour envoyer sa décision.

Le recours contient un formulaire dont le modèle est fixé par le Gouvernement, une copie des plans de la demande de permis ou de certificat d'urbanisme n° 2 ou une copie de la demande de certificat d'urbanisme n° 2 si elle ne contient pas de plan, et une copie de la décision dont recours si elle existe.

§ 2. Dans les cas visés à l'article D.IV.47, § 1^{er} et § 3, lorsque le permis est réputé refusé ou le certificat d'urbanisme n° 2 est réputé défavorable, le Gouvernement invite le demandeur à lui confirmer qu'il souhaite que sa demande soit instruite. La demande du Gouvernement est envoyée dans les quinze jours de l'échéance du délai visé à l'article D.IV.47, § 1^{er} ou § 3.

Le demandeur envoie la confirmation ainsi que quatre copies des plans de la demande de permis ou de certificat d'urbanisme n° 2, ou quatre copies de la demande de certificat d'urbanisme n° 2 si elle ne contient pas de plan, dans les trente jours de l'envoi de la demande du Gouvernement.

Lorsque le demandeur envoie la confirmation dans le délai imparti, les délais d'instruction et de décision courent à dater de sa réception. A défaut d'envoi de la confirmation dans le délai imparti ou lorsque le demandeur ne souhaite pas que sa demande soit instruite, le dossier est clôturé.

A défaut d'envoi de la demande du Gouvernement dans le délai visé à l'alinéa 1^{er}, le demandeur peut, d'initiative, inviter le Gouvernement à instruire son recours. Lorsque le demandeur invite le Gouvernement à instruire son recours, les délais d'instruction et de décision courent à dater de la réception de cette demande.

§ 3. Dans le cas visé à l'article D.IV.47, § 2, à défaut d'envoi de la décision par le fonctionnaire délégué, le Gouvernement envoie au demandeur une copie de la décision dans les vingt jours de l'échéance du délai visé à l'article D.IV.47, § 2. Simultanément, si le permis ou le certificat d'urbanisme n° 2 est refusé ou défavorable, ou est accordé assorti d'une charge ou d'une condition ou lorsque sont exigées les garanties financières visées à l'article D.IV.60, alinéa 2, le Gouvernement invite le demandeur à lui confirmer qu'il souhaite que sa demande soit instruite. Si le permis est accordé sans charge ni condition, le dossier est clôturé.

Le demandeur envoie la confirmation ainsi que quatre copies des plans de la demande de permis ou de certificat d'urbanisme n° 2, ou quatre copies de la demande de certificat d'urbanisme n° 2 si elle ne contient pas de plan, dans les trente jours de l'envoi de la demande du Gouvernement.

Lorsque le demandeur envoie la confirmation dans le délai imparti, les délais d'instruction et de décision courent à dater de sa réception. A défaut d'envoi de la confirmation dans le délai imparti ou lorsque le demandeur ne souhaite pas que sa demande soit instruite, le dossier est clôturé.

A défaut d'envoi de la demande du Gouvernement dans le délai visé à l'alinéa 1^{er}, le demandeur peut, d'initiative, inviter le Gouvernement à instruire son recours. Lorsque le demandeur invite le Gouvernement à instruire son recours, les délais d'instruction et de décision courent à dater de la réception de cette demande.

Art. D.IV.64. Le collège communal, lorsqu'il n'est pas le demandeur, peut introduire un recours motivé auprès du Gouvernement dans les trente jours de la réception de la décision du fonctionnaire délégué visée aux articles D.IV.48 ou D.IV.91 prise en application de l'article D.IV.48 octroyant un permis ou un certificat d'urbanisme n° 2. Le recours est envoyé simultanément au demandeur et au fonctionnaire délégué.

Art. D.IV.65. Le fonctionnaire délégué peut, dans les trente jours de sa réception, introduire un recours motivé auprès du Gouvernement contre le permis ou le certificat d'urbanisme n° 2 :

1° lorsque la décision du collège communal est divergente de l'avis émis par la commission communale dans le cadre d'une consultation obligatoire de celle-ci;

2° en l'absence de commission communale, lorsqu'à l'occasion de l'enquête publique organisée en application du Code, ont émis des observations individuelles et motivées relatives au projet durant ladite enquête et que ces observations ne sont pas rencontrées par la décision du collège soit :

a) vingt-cinq personnes inscrites au registre de la population de la commune où le projet est situé s'il s'agit d'une commune comptant moins de dix mille habitants;

b) cinquante personnes inscrites au registre de la population de la commune où le projet est situé s'il s'agit d'une commune comptant de dix mille à vingt-cinq mille habitants;

c) cent personnes inscrites au registre de la population de la commune où le projet est situé s'il s'agit d'une commune comptant de vingt-cinq mille à cinquante mille habitants;

d) deux cents personnes inscrites au registre de la population de la commune où le projet est situé s'il s'agit d'une commune comptant de cinquante mille à cent mille habitants;

e) trois cents personnes inscrites au registre de la population de la commune où le projet est situé s'il s'agit d'une commune comptant plus de cent mille habitants.

Le permis ou le certificat d'urbanisme n° 2 reproduit le présent article.

Le recours est envoyé simultanément au collège communal et au demandeur. Une copie du recours est envoyée à l'auteur de projet.

Section 2. — Procédure

Art. D.IV.66. Dans les dix jours à dater de la réception du recours, le Gouvernement ou la personne qu'il délègue à cette fin transmet :

1° à la personne qui a introduit le recours ou au demandeur qui souhaite que sa demande soit instruite, un accusé de réception qui précise la date à laquelle a lieu l'audition par la commission d'avis sur les recours;

2° aux autres parties une copie du dossier de recours et l'invitation à l'audition précitée.

Le Gouvernement sollicite l'avis de la commission et, dans les quarante-cinq jours à dater de la réception du recours, invite à se présenter à l'audition le demandeur, le collège communal, le fonctionnaire délégué ou leurs représentants, l'administration ainsi que la commission d'avis.

Au plus tard dix jours avant la tenue de l'audition, l'administration envoie aux personnes ou instances invitées une première analyse du recours sur la base des éléments versés au dossier à ce stade de la procédure ainsi que le cadre dans lequel s'inscrit le projet, à savoir :

1° la situation et, le cas échéant, les dérogations ou les écarts au plan de secteur, aux schémas, à la carte d'affectation des sols, aux guides d'urbanisme ou à un permis d'urbanisation;

2° l'inscription du bien immobilier sur la liste de sauvegarde, s'il est classé ou soumis provisoirement aux effets du classement en vertu du Code wallon du Patrimoine ou en vertu de la législation applicable en région de langue allemande, sa situation dans une zone de protection visée à l'article 209 du même Code, sa localisation dans un périmètre visé aux articles D.V.I, D.V.7, ou D.V.9, dans un plan d'expropriation ou si le bien est visé à l'article D.IV.57.

Lors de l'audition, les personnes ou instances invitées peuvent déposer au dossier, après l'avoir exposée, une note de motivation ou toute pièce complémentaire qu'elles jugent utile.

Dans les huit jours de la tenue de l'audition, la commission d'avis transmet simultanément son avis à l'administration et au Gouvernement. A défaut, l'avis est réputé favorable à l'auteur du recours.

Le Gouvernement peut arrêter les modalités d'instruction des recours.

Section 3. — Décision

Art. D.IV.67. Dans les soixante-cinq jours à dater de la réception du recours, l'administration envoie au Gouvernement une proposition motivée de décision et en avise le demandeur.

Dans les trente jours de la réception de la proposition de décision ou, à défaut, dans les nonante-cinq jours à dater de la réception du recours, le Gouvernement envoie simultanément sa décision au demandeur, au collège communal et au fonctionnaire délégué.

A défaut de l'envoi de la décision du Gouvernement au demandeur dans le délai imparti, la décision dont recours est confirmée.

Art. D.IV.68. Le cas échéant, le Gouvernement exécute les mesures particulières de publicité par l'entremise de la commune ou sollicite l'avis des services ou commissions qu'il juge utile de consulter ou dont la consultation obligatoire n'a pas été réalisée. Dans ce cas, les délais de décision sont prorogés de quarante jours. Le Gouvernement en avise le demandeur.

Art. D.IV.69. Des plans modificatifs, accompagnés d'un complément corollaire de notice d'évaluation préalable des incidences ou d'étude d'incidences, peuvent être introduits conformément à l'article D.IV.42 lorsque le recours a pour objet une décision du fonctionnaire délégué prise en vertu de l'article D.IV.22 ou en l'absence de celle-ci. Dans ce cas, les délais d'instruction et de décision prennent cours à dater de la réception des plans modificatifs.

CHAPITRE X. — *Formalités post-décisoires**Section 1^{re}. — Affichage du permis*

Art. D.IV.70. Un avis indiquant que le permis a été délivré ou que les actes et travaux font l'objet du dispositif du jugement visé à l'article D.VII.15 ou de mesures de restitution visées à l'article D.VII.21, est affiché sur le terrain à front de voirie et lisible à partir de celle-ci, par les soins du demandeur, soit lorsqu'il s'agit de travaux, avant l'ouverture du chantier et pendant toute la durée de ce dernier, soit dans les autres cas, dès les préparatifs, avant que l'acte ou les actes soient accomplis et durant toute la durée de leur accomplissement. Durant ce temps, le permis et le dossier annexé ou une copie de ces documents certifiée conforme par la commune ou le fonctionnaire délégué, le jugement visé à l'article D.VII.15 ou le dossier relatif aux mesures de restitution visées à l'article D.VII.21, se trouve en permanence à la disposition des agents désignés à l'article D.VII.3 à l'endroit où les travaux sont exécutés et les actes accomplis.

Section 2. — Notification du début des travaux

Art. D.IV.71. Le titulaire du permis avertit, par envoi, le collège communal et le fonctionnaire délégué du début des actes et travaux, quinze jours avant leur commencement.

Section 3. — Indication de l'implantation des constructions nouvelles

Art. D.IV.72. Le début des travaux relatifs aux constructions nouvelles, en ce compris l'extension de l'emprise au sol de constructions existantes, est subordonné à l'indication sur place de l'implantation par les soins du collège communal. Le collège communal indique l'implantation sur place avant le jour prévu pour le commencement des actes et travaux.

Il est dressé procès-verbal de l'indication.

Section 4. — Déclaration d'achèvement des travaux

Art. D.IV.73. Selon les dispositions que peut arrêter le Gouvernement, dans le délai de soixante jours à dater de la requête que le titulaire du permis ou le propriétaire du bien adresse au collège communal dans le cas où la demande relevait en première instance du collège communal ou au fonctionnaire délégué dans le cas où la demande relevait du fonctionnaire délégué ou du Gouvernement, il est dressé une déclaration certifiant que :

- 1° les travaux sont ou ne sont pas achevés dans le délai endéans lequel ils devaient, le cas échéant, être achevés;
- 2° les travaux ont ou n'ont pas été exécutés en conformité avec le permis délivré.

Si les travaux ne sont pas achevés dans le délai ou ne sont pas conformes au permis délivré, la déclaration, selon le cas, contient la liste des travaux qui n'ont pas été exécutés ou indique en quoi le permis n'a pas été respecté.

Section 5. — Constat de l'exécution des conditions ou des charges d'urbanisme et responsabilité décennale

Art. D.IV.74. Nul ne peut procéder à la division, selon le cas, d'un permis d'urbanisation ou d'un permis d'urbanisme de constructions groupées, qui implique la réalisation d'une ou plusieurs conditions ou des charges d'urbanisme ou l'ouverture, la modification ou la suppression d'une voirie communale, avant que le titulaire du permis ait soit exécuté les actes, travaux et charges imposés, soit fourni les garanties financières nécessaires à leur exécution.

L'accomplissement de cette formalité est constaté dans un certificat délivré par le collège communal et adressé, par envoi, au titulaire du permis. Une copie de l'envoi est adressée au fonctionnaire délégué.

Art. D.IV.75. Hors le cas où l'équipement a été réalisé par les autorités publiques, le titulaire du permis demeure solidairement responsable pendant dix ans avec l'entrepreneur et l'auteur de projet de l'équipement à l'égard de la Région, de la commune et des acquéreurs de lots, et ce, dans les limites déterminées par les articles 1792 et 2270 du Code civil.

Section 6. — Publicité

Art. D.IV.76. Aucune publicité relative à un permis d'urbanisation ou à un permis d'urbanisme de constructions groupées ne peut être faite sans mention de la commune où le bien est situé, de la date et du numéro du permis.

TITRE III. — Effets du permis*CHAPITRE I^{er}. — Généralités*

Art. D.IV.77. Le permis d'urbanisme et le permis d'urbanisation définitif confèrent à leur titulaire, pour l'application du Code, des droits acquis sous réserve des dispositions du présent Titre et sans préjudice des droits civils des tiers.

Art. D.IV.78. Sans préjudice des obligations découlant des articles D.IV.53 à D.IV.60, le permis d'urbanisation a valeur indicative. Il s'applique au permis d'urbanisme et au certificat d'urbanisme n° 2 y relatif.

Art. D.IV.79. Pour autant qu'il contienne le dossier technique visé à l'article D.IV.28, alinéa 1^{er}, 3°, le permis d'urbanisation qui implique l'ouverture, la modification ou la suppression d'une voirie communale, vaut permis d'urbanisme pour la réalisation des actes et travaux relatifs à cette voirie.

CHAPITRE II. — Permis à durée limitée

Art. D.IV.80. § 1^{er}. La durée du permis d'urbanisme est limitée :

- 1° pour des actes et travaux autorisés dans l'attente de l'exploitation d'un centre d'enfouissement technique;
- 2° pour des actes et travaux exécutés dans l'attente de l'extraction en zone de dépendance d'extraction ou en zone d'extraction ou pour des dépendances indispensables à l'extraction en zone d'extraction;
- 3° pour les dépôts de déchets inertes et boues de dragage prévus à l'article D.II.30 et pour le regroupement de déchets inertes prévus à l'article D.II.33;
- 4° pour des actes et travaux liés à des activités non agricoles en zone agricole, visés à l'article D.II.36, § 2, alinéas 1^{er} et 3, excepté pour les activités récréatives lorsque les actes et travaux constituent la transformation, l'agrandissement ou la reconstruction d'un bâtiment existant;
- 5° pour le boisement consistant en une culture intensive d'essences forestières;
- 6° pour les actes et travaux liés à l'hébergement de loisirs en zone forestière autorisés en application de l'article D.II.37, § 4;
- 7° pour le placement d'une ou de plusieurs enseignes ou dispositifs de publicité;

8° pour l'établissement d'un dépôt de véhicules usagés, de mitraille, de matériaux ou de déchets à l'exception des parcs à conteneurs;

9° pour l'utilisation habituelle d'un terrain pour le placement d'une ou plusieurs installations mobiles pouvant être utilisées pour l'habitation telles que roulottes, caravanes, véhicules désaffectés, tentes à l'exception des installations mobiles autorisées par le Code wallon du tourisme, le décret du 4 mars 1991 relatif aux conditions d'exploitation des terrains de caravanage ou le décret de la Communauté germanophone du 9 mai 1994;

10° pour des carrières de pierres ornementales en application de l'article D.IV.10;

11° pour des infrastructures provisoires relatives à des équipements communautaires ou de service public;

12° pour des projets portant sur des établissements temporaires ou d'essai au sens du décret relatif au permis d'environnement.

La durée du permis peut être limitée s'il est relatif à des actes et travaux dans une zone qui n'est pas destinée à l'urbanisation.

§ 2. Au terme du délai autorisé, le bénéficiaire du permis remet les lieux en l'état où ils se trouvaient avant la mise en œuvre du permis. L'autorité compétente peut exiger la fourniture des garanties nécessaires à l'exécution des obligations de remise en l'état des lieux.

CHAPITRE III. — Péréemption des permis

Section 1^{re}. — Péréemption du permis d'urbanisation

Art. D.IV.81. Au terme des cinq ans de son envoi, le permis d'urbanisation qui impose à son titulaire des actes, travaux ou charges est périmé lorsque le titulaire n'a pas exécuté les actes, travaux ou charges imposés ou n'a pas fourni les garanties financières exigées.

Au terme des cinq ans de son envoi, le permis d'urbanisation qui autorise des actes et travaux nécessaires à l'ouverture, la modification ou la suppression d'une voirie communale non repris en tant que tels comme condition ou charge est périmé lorsque le titulaire n'a pas exécuté les actes et travaux nécessaires à l'ouverture, la modification ou la suppression d'une voirie communale ou n'a pas fourni les garanties financières exigées.

Par dérogation aux alinéas 1^{er} et 2, lorsqu'en vertu de l'article D.IV.60, alinéa 3, le permis précise que certains lots peuvent être cédés sans que le titulaire ait exécuté les actes, travaux et charges imposés ou fourni les garanties financières nécessaires à leur exécution, le permis n'est pas périmé pour ceux de ces lots qui ont fait l'objet de l'enregistrement d'un des actes visés à l'article D.IV.2, § 1^{er}, alinéa 3.

Au terme des cinq ans de son envoi, le permis d'urbanisation qui n'impose pas à son titulaire des actes, travaux ou charges est périmé pour la partie du bien qui n'a pas fait l'objet de l'enregistrement d'un des actes visés à l'article D.IV.2, § 1^{er}, alinéa 3.

Art. D.IV.82. Lorsque la réalisation du permis d'urbanisation est autorisée par phases, le permis détermine le point de départ du délai de péréemption de cinq ans pour chaque phase autre que la première.

Art. D.IV.83. Lorsque, en application de l'article D.IV.79, le permis d'urbanisation vaut permis d'urbanisme pour la réalisation des actes et travaux relatifs à la voirie, ce dernier se périmé en même temps que le permis d'urbanisation.

Section 2. — Péréemption des permis d'urbanisme

Art. D.IV.84. § 1^{er}. Le permis d'urbanisme est périmé pour la partie restante des travaux si ceux-ci n'ont pas été entièrement exécutés dans les cinq ans de son envoi.

§ 2. Toutefois, à la demande du bénéficiaire du permis d'urbanisme, celui-ci est prorogé pour une période de deux ans. Cette demande est introduite quarante-cinq jours avant l'expiration du délai de péréemption visé au paragraphe 1^{er}.

La prorogation est accordée par le collège communal. Toutefois, lorsque le permis a été délivré par le fonctionnaire délégué en application de l'article D.IV.22, la prorogation est accordée par le fonctionnaire délégué.

§ 3. Lorsque la réalisation des travaux a été autorisée par phases, le permis d'urbanisme détermine, pour chaque phase autre que la première, le point de départ du délai visé au paragraphe 1^{er}. Ces autres phases peuvent bénéficier de la prorogation visée au paragraphe 2.

§ 4. A la demande motivée du demandeur de permis, l'autorité compétente pour statuer sur la demande de permis d'urbanisme peut, dans sa décision, adapter le délai visé au paragraphe 1^{er}, sans que celui-ci ne puisse toutefois dépasser sept ans.

§ 5. Par dérogation aux paragraphes 1^{er} à 4, le permis délivré par le Gouvernement en vertu de l'article D.IV.25 est périmé si les travaux n'ont pas été commencés de manière significative dans les sept ans à compter du jour où le permis est envoyé conformément à l'article D.IV.50. Toutefois, le Gouvernement peut, sur requête spécialement motivée, accorder un nouveau délai sans que celui-ci ne puisse excéder cinq ans.

Section 3. — Dispositions communes

Art. D.IV.85. La péréemption des permis s'opère de plein droit.

Le collège communal peut constater la péréemption dans un procès-verbal qu'il adresse, par envoi, au titulaire du permis. Une copie de l'envoi est adressée au fonctionnaire délégué.

Art. D.IV.86. Lorsque le permis est suspendu en application des articles D.IV.89 et D.IV.90, le délai de péréemption du permis est concomitamment suspendu.

Art. D.IV.87. Le délai de péréemption est suspendu de plein droit durant tout le temps de la procédure, à savoir de l'introduction de la requête à la notification de la décision finale, lorsqu'un recours en annulation a été introduit à l'encontre du permis devant le Conseil d'État ou qu'une demande d'interruption des travaux autorisés par le permis est pendante devant une juridiction de l'ordre judiciaire. Si le bénéficiaire du permis contesté n'a pas la qualité de partie au procès, l'autorité qui a délivré le permis ou la DGO4 pour les permis délivrés par le Gouvernement notifie au bénéficiaire le début et la fin de période de suspension du délai de péréemption.

CHAPITRE IV. — *Suspension du permis*

Art. D.IV.88. Lorsqu'un projet requiert pour sa réalisation une ou plusieurs autres autorisations visées à l'article D.IV.56 ou visées par une autre législation de police administrative, les actes et travaux autorisés par le permis ne peuvent être exécutés par son titulaire tant que ce dernier ne dispose pas desdites autorisations.

Le délai de péremption visé aux articles D.IV.81 et suivants est suspendu tant que la décision relative à l'autorisation n'est pas envoyée. Si l'autorisation est refusée, le permis devient caduc, de plein droit, le jour du refus en dernière instance de l'autorisation.

Art. D.IV.89. Un permis peut être suspendu dans les cas suivants :

1° par le fonctionnaire délégué en application de l'article D.IV.62;

2° en cas de découverte fortuite de biens archéologiques lors de la mise en œuvre du permis, dans les conditions de l'article 245 du Code wallon du Patrimoine;

3° lorsqu'une étude d'orientation, une étude de caractérisation, une étude combinée, un projet d'assainissement ou des actes et travaux d'assainissement doivent être accomplis en vertu du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols.

Art. D.IV.90. Le permis délivré par le collège communal est suspendu tant que le demandeur n'est pas informé de sa notification au fonctionnaire délégué et durant le délai de trente jours octroyé au fonctionnaire délégué pour une éventuelle suspension en application de l'article D.IV.62.

Les recours visés aux articles D.IV.64 et D.IV.65 sont suspensifs, de même que les délais pour former recours.

CHAPITRE V. — *Retrait de permis*

Art. D.IV.91. Sans préjudice des règles générales applicables au retrait des actes administratifs, un permis ne peut être retiré que dans les cas suivants :

1° suite à la suspension du permis par le fonctionnaire délégué en application de l'article D.IV.62;

2° en cas de découverte fortuite de biens archéologiques lors de la mise en œuvre du permis, dans les conditions de l'article 245 du Code wallon du Patrimoine.

3° en cas de non respect des règles sur l'emploi des langues.

En cas de non respect des règles sur l'emploi des langues, le retrait est envoyé dans les soixante jours à dater du jour où la décision a été prise, ou, si un recours en annulation a été introduit, jusqu'à la clôture des débats. L'autorité compétente dispose d'un nouveau délai complet, identique au délai initial, à dater de l'envoi de la décision de retrait pour se prononcer et envoyer sa décision.

Lorsque le collège communal, le fonctionnaire délégué ou le Gouvernement retire le permis ou le certificat d'urbanisme n° 2 en application des règles générales relatives au retrait des actes administratifs, il envoie la nouvelle décision dans un délai de quarante jours à dater de l'envoi de la décision de retrait.

CHAPITRE VI. — *Cession du permis*

Art. D.IV.92. § 1^{er}. En cas de cession d'un permis dont les charges, les conditions ou les actes et travaux nécessaires à l'ouverture, la modification ou la suppression d'une voirie communale, ne sont pas complètement réalisés, le cédant et le cessionnaire procèdent à une notification conjointe à l'autorité compétente pour délivrer le permis en première instance. Si des garanties financières ont été fournies avant la cession et qu'elles n'ont pas été utilisées, elles sont soit maintenues, soit remplacées par des garanties financières équivalentes.

La notification fait état du sort réservé aux garanties financières fournies avant la cession et contient la confirmation écrite du cessionnaire qu'il a pris connaissance du permis, des conditions et charges éventuelles prescrites par l'autorité compétente ou des actes et travaux à réaliser nécessaires à l'ouverture, la modification ou la suppression d'une voirie communale non repris en tant que tels comme condition ou charge, de l'article D.IV.75 et du fait qu'il devient titulaire du permis.

L'autorité compétente accuse réception de la notification et en informe, selon le cas, le collège communal ou le fonctionnaire délégué.

§ 2. A défaut, le cédant ou ses ayants droit demeurent solidairement responsables avec le cessionnaire des charges et conditions prescrites ou des actes et travaux nécessaires à l'ouverture, la modification ou la suppression d'une voirie communale non repris en tant que tels comme condition ou charge.

CHAPITRE VII. — *Renonciation au permis*

Art. D.IV.93. § 1^{er}. Le titulaire d'un permis non mis en œuvre peut y renoncer.

La renonciation est expresse et ne se présume pas du dépôt ultérieur d'une autre demande de permis.

§ 2. Lorsque le permis porte sur un bien appartenant à plusieurs propriétaires ou faisant l'objet de droits réels, la renonciation ne peut avoir lieu que de l'accord de tous les titulaires de droit réel.

§ 3. Le titulaire du permis envoie sa renonciation au collège communal et au fonctionnaire délégué.

CHAPITRE VIII. — *Modification du permis d'urbanisation*

Art. D.IV.94. § 1^{er}. Soit à l'initiative du collège communal, soit à la demande du propriétaire ou nu-propriétaire d'un lot visé par un permis d'urbanisation, ou du titulaire d'un droit d'usufruit, d'usage, d'habitation, de superficie ou d'emphytéose sur un lot visé par un permis d'urbanisation, une modification de celui-ci peut être autorisée pour autant qu'elle ne porte pas atteinte aux droits résultant de conventions expressees entre les parties.

Ne peut être considérée comme convention visée à l'alinéa 1^{er} la seule retranscription de tout ou partie des documents contenus dans le permis d'urbanisation dans un acte authentique ou une convention sous seing privé.

§ 2. Nécessitent une modification du permis d'urbanisation :

1° les actes et travaux ainsi que la création d'un ou plusieurs lots supplémentaires ou la suppression d'un ou plusieurs lots, qui ne respectent pas les objectifs visés à l'article D.IV.28, alinéa 1^{er}, 1°;

2° la modification du périmètre extérieur.

La création d'un ou plusieurs lots en vue d'y implanter une infrastructure ou un équipement technique nécessaire à la mise en œuvre du permis d'urbanisation ne nécessite pas de modification du permis.

Art. D.IV.95. § 1^{er}. Les dispositions réglant le permis d'urbanisation sont applicables à sa modification. Toutefois, le dossier de demande visé à l'article D.IV.28 comporte uniquement les éléments en lien avec la modification projetée.

§ 2. Le collège communal adresse, par envoi, une copie conforme de sa demande à tous les propriétaires d'un lot. La preuve des envois est annexée à la demande. Les réclamations éventuelles sont adressées au fonctionnaire délégué, par envoi, dans les trente jours de la réception de la copie conforme de la demande.

§ 3. En cas de demande du propriétaire, nu-propriétaire ou du titulaire d'un droit d'usufruit, d'usage, d'habitation, de superficie ou d'emphytéose et avant d'introduire la demande, celui-ci en adresse une copie conforme, par envoi, à tous les propriétaires d'un lot qui n'ont pas contresigné la demande. La preuve des envois est annexée à la demande.

Les réclamations éventuelles sont adressées au collège communal, par envoi, dans les trente jours de la réception de la copie conforme de la demande.

Art. D.IV.96. La modification du permis d'urbanisation n'a aucun effet sur le délai de péremption du permis d'urbanisation dont la modification est demandée.

TITRE IV. — Effets du certificat d'urbanisme

Art. D.IV.97. Le certificat d'urbanisme n° 1 communique et atteste les informations dont la liste suit, relatives aux parcelles cadastrales ou parties de parcelles désignées dans la demande :

1° les prescriptions du plan de secteur, y compris la zone, la carte d'affectation des sols, les tracés, les périmètres, les mesures d'aménagement et les prescriptions supplémentaires applicables;

2° si le bien immobilier est soumis, en tout ou en partie, pour des raisons de localisation, à l'application d'un guide régional d'urbanisme;

3° la situation au regard du projet de plan de secteur;

4° la situation au regard d'un schéma de développement pluricommunal, d'un schéma communal ou d'un projet de schéma de développement pluricommunal ou de schéma communal, d'un guide communal d'urbanisme ou d'un projet de guide communal d'urbanisme ou d'un permis d'urbanisation;

5° si le bien est soumis au droit de préemption ou repris dans les limites d'un plan d'expropriation et, selon le cas, la désignation des bénéficiaires du droit de préemption ou du pouvoir expropriant, ainsi que la date de l'arrêté du Gouvernement correspondant;

6° si le bien est :

a) situé dans un des périmètres de site à réaménager, de réhabilitation paysagère et environnementale, de remembrement urbain, de revitalisation urbaine ou de rénovation urbaine visés respectivement aux articles D.V.1, D.V.7, D.V.9, D.V.12 ou D.V.13;

b) inscrit sur la liste de sauvegarde visée à l'article 193 du Code wallon du Patrimoine;

c) classé en application de l'article 196 du même Code;

d) situé dans une zone de protection visée à l'article 209 du même Code;

e) localisé dans une zone figurant sur la carte du zonage archéologique ou dans un site repris à l'inventaire du patrimoine archéologique visés à l'article 233 du même Code;

f) dans la région de langue allemande, s'il fait l'objet d'une mesure de protection en vertu de la législation relative au patrimoine;

7° si le bien bénéficie d'un équipement d'épuration des eaux usées et d'un accès à une voirie équipée en eau, électricité, pourvue d'un revêtement solide et d'une largeur suffisante, compte tenu de la situation des lieux;

8° les données relatives au bien inscrites dans la banque de données au sens de l'article 10 du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols;

9° si le bien est exposé à un risque d'accident majeur, à un risque naturel ou à une contrainte géotechnique majeure ou s'il est situé dans une réserve naturelle domaniale ou agréée, une réserve forestière ou dans un site Natura 2000, s'il comporte une cavité souterraine d'intérêt scientifique ou une zone humide d'intérêt biologique, au sens de l'article D.IV.57, 2° à 4°;

10° si le bien est repris dans le plan relatif à l'habitat permanent.

La commune et le Gouvernement peuvent compléter la liste des informations contenues dans le certificat.

Le Gouvernement met à disposition des communes les informations visées ci-dessus dont il dispose.

Art. D.IV.98. L'appréciation formulée par le collège communal, par le fonctionnaire délégué ou par le Gouvernement sur le principe et les conditions de la délivrance d'un permis qui serait demandé pour réaliser pareil projet reste valable pendant deux ans à compter de la délivrance du certificat d'urbanisme n° 2, pour les éléments de la demande de permis qui ont fait l'objet du certificat n° 2 et sous réserve de l'évaluation des incidences du projet sur l'environnement, des résultats des enquêtes, annonces de projet et autres consultations et du maintien des normes applicables au moment du certificat.

Toutefois, le Gouvernement lorsqu'il statue sur recours n'est pas lié par l'appréciation contenue dans le certificat d'urbanisme n° 2 dont il n'est pas l'auteur.

TITRE V. — Obligations d'information sur le statut administratif des biens

CHAPITRE I^{er}. — Mentions dans les actes de cession

Art. D.IV.99. § 1^{er}. Dans tout acte entre vifs, sous seing privé ou authentique, de cession, qu'il soit déclaratif, constitutif ou translatif, de droit réel ou personnel de jouissance de plus de neuf ans, en ce compris les actes de constitution d'hypothèque ou d'antichrèse, à l'exception cependant des cessions qui résultent d'un contrat de mariage ou d'une modification de régime matrimonial et des cessions qui résultent d'une convention de cohabitation légale ou d'une modification d'une telle convention, relatif à un immeuble bâti ou non bâti, il est fait mention :

1° des informations visées à l'article D.IV.97;

2° de l'existence, de l'objet et de la date des permis de lotir, des permis d'urbanisation, des permis de bâtir et d'urbanisme et d'urbanisme de constructions groupées, délivrés après le 1^{er} janvier 1977, ainsi que des certificats d'urbanisme qui datent de moins de deux ans et, pour la région de langue française, des certificats de patrimoine valables;

3° des observations du collège communal ou du fonctionnaire délégué conformément à l'article D.IV.102;

4° que le ou les cédants ont, ou n'ont pas, réalisé des actes et travaux constitutifs d'une infraction en vertu de l'article D.VII.1, § 1^{er}, 1, 2° ou 7°, et le cas échéant qu'un procès-verbal a été dressé.

Chacun de ces actes comporte en outre l'information :

1° qu'il n'existe aucune possibilité d'effectuer sur le bien aucun des travaux et actes visés à l'article D.IV.4, à défaut d'avoir obtenu un permis d'urbanisme;

2° qu'il existe des règles relatives à la péremption des permis;

3° que l'existence d'un certificat d'urbanisme ne dispense pas de demander et d'obtenir le permis requis.

§ 2. Le Gouvernement met à disposition des notaires les informations visées à l'article D.IV.97 à l'exception des informations visées au 7°.

Le Gouvernement arrête les conditions et modalités d'accès aux informations visées à l'article D.IV.97.

Art. D.IV.100. L'obligation de mention incombe au titulaire du droit cédé, à son mandataire ou à l'officier instrumentant. Si les informations à mentionner ne peuvent être fournies par ceux-ci, elles sont demandées aux administrations intéressées conformément aux règles établies en exécution de l'article D.IV.105. A défaut de réponse de l'administration intéressée dans le délai prévu, le titulaire du droit cédé, son mandataire ou l'officier instrumentant mentionne dans l'acte la date de l'envoi contenant la demande d'informations ou du récépissé de la demande d'informations, indique que les informations n'ont pas été données et que l'acte est passé en dépit du défaut de réponse de l'administration.

CHAPITRE II. — *Acte préalable à toute division*

Section 1^{re}. — Division postérieure à l'octroi d'un permis

Art. D.IV.101. Préalablement à tout acte déclaratif, translatif ou constitutif d'un droit réel portant sur un lot visé par un permis d'urbanisation ou un permis d'urbanisme de constructions groupées, il est dressé acte devant notaire de la division qui se rapporte aux lots et qui mentionne le permis ainsi que, le cas échéant, les modalités de gestion des parties communes à tout ou partie des lots.

L'acte est transcrit à la conservation des hypothèques dans l'arrondissement duquel le bien est situé, à la diligence du notaire qui a reçu l'acte, dans les deux mois de la réception de cet acte.

Section 2. — Division non soumise à permis

Art. D.IV.102. § 1^{er}. En cas de division d'un bien qui ne fait pas l'objet d'une demande de permis d'urbanisation et dont tout ou partie des lots à former sont destinés en tout ou en partie à l'habitation, le notaire communique au collège communal et au fonctionnaire délégué, trente jours au moins avant la date prévue pour la vente publique ou la signature de l'acte, le plan de division ainsi qu'une attestation précisant la nature de l'acte et la destination de chaque lot formé qui sera mentionnée dans l'acte.

Le collège communal ou le fonctionnaire délégué notifiant, éventuellement, leurs observations à titre de renseignements. Celles-ci sont mentionnées dans l'acte, de même que les mentions prévues par l'article D.IV.99, § 1^{er}.

Au besoin, ces informations sont demandées aux administrations de la manière établie à l'article D.IV.105, et, à défaut de réponse dans le délai, l'acte peut être passé.

Les actes sous seing privé et les actes authentiques qui constatent ces opérations contiennent la même déclaration et les mêmes mentions.

§ 2. Le présent article vaut pour tout acte translatif, déclaratif ou constitutif d'un droit réel d'une partie non bâtie d'un immeuble.

CHAPITRE III. — *Acte postérieur à la modification du permis d'urbanisation*

Art. D.IV.103. Lorsque le demandeur a obtenu une modification du permis d'urbanisation, préalablement à tout acte déclaratif, translatif ou constitutif d'un droit réel, il est dressé acte devant notaire des modifications apportées au permis d'urbanisation.

L'acte qui se rapporte au lot est transcrit à la conservation des hypothèques dans l'arrondissement duquel le bien est situé, à la diligence du notaire qui a reçu l'acte, dans les deux mois de la réception de cet acte.

CHAPITRE IV. — *Information sur la cession des permis*

Art. D.IV.104. A l'occasion de tout acte translatif, constitutif ou déclaratif de droits réels immobiliers, tel que visé à l'article 1^{er} de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851 emportant cession d'un permis au sens de l'article D.IV.92, le notaire donne lecture de l'article D.IV.92, aux parties présentes et en fait mention dans l'acte.

TITRE VI. — *Renseignements à fournir*

Art. D.IV.105. Le Gouvernement détermine les conditions dans lesquelles ceux qui prodiguent les informations prévues à l'article D.IV.97 peuvent les obtenir auprès des administrations intéressées.

TITRE VII. — *Des permis en relation avec d'autres polices administratives*

Art. D.IV.106. Le permis d'urbanisme est délivré par le fonctionnaire délégué lorsqu'il est sollicité par le titulaire d'un permis de recherche de mines ou par le concessionnaire d'une mine.

Le fonctionnaire délégué peut accorder le permis dérogeant au plan de secteur ou aux normes du guide régional ou en s'écartant des guides et schémas.

Art. D.IV.107. Par dérogation aux articles D.IV.14, D.IV.22 et D.IV.25, en cas de projet mixte au sens de l'article 1^{er}, 11°, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, un permis unique tenant lieu de permis d'urbanisme au sens du présent Code est délivré conformément aux dispositions visées au Chapitre XI du décret précité. Les dérogations et écarts visés aux articles D.IV.5 à D.IV.13 sont accordés :

1° par le collège communal lorsqu'il est l'autorité compétente; toutefois, l'avis du fonctionnaire délégué contenu dans le rapport de synthèse est un avis conforme lorsque la demande implique une dérogation au plan de secteur ou aux normes du guide régional d'urbanisme;

2° par le fonctionnaire délégué lorsqu'il est, avec le fonctionnaire technique, l'autorité compétente;

3° par le Gouvernement en recours;

4° par le Gouvernement pour les demandes de permis relatifs aux actes et travaux pour lesquels il existe des motifs impérieux d'intérêt général qui relèvent de sa compétence.

Par dérogation aux articles D.IV.14 et D.IV.22, en cas de projet intégré au sens de l'article 1^{er}, 5^o, du décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales, un permis intégré tenant lieu de permis d'urbanisme au sens du présent Code est délivré conformément aux dispositions visées au titre II du décret précité. Les dérogations et écarts visés aux articles D.IV.5 à D.IV.13 sont accordés :

1^o par le collège communal lorsqu'il est l'autorité compétente; toutefois, l'avis du fonctionnaire délégué contenu dans le rapport de synthèse est un avis conforme lorsque la demande implique une dérogation au plan de secteur ou aux normes du guide régional d'urbanisme;

2^o par le fonctionnaire délégué lorsqu'il est, avec le fonctionnaire des implantations commerciales et, le cas échéant, le fonctionnaire technique, l'autorité compétente;

3^o par la Commission de recours en recours.

Art. D.IV.108. La poursuite des activités autorisées par un permis délivré avant l'entrée en vigueur du plan de secteur et qui ne correspondent pas aux prescriptions de ce plan est admise jusqu'à l'expiration du délai de validité du permis. Le renouvellement de cette autorisation peut être accordé par l'autorité compétente dans une mesure compatible avec la destination générale de la zone considérée, sans préjudice de l'article D.IV.109.

Art. D.IV.109. Les dérogations et les écarts accordés en application du présent Livre sont applicables aux actes relevant d'autres législations qui sont relatifs au même projet.

TITRE VIII. — *Droit transitoire*

CHAPITRE 1^{er}. — *Procédure*

Art. D.IV.110. Les demandes de permis de bâtir, de permis d'urbanisme, de permis de lotir ou de permis d'urbanisation, en ce compris celles qui entrent dans une des catégories visées à l'article D.IV.25, dont le dépôt, attesté par un récépissé ou dont la réception de l'envoi, attestée par un accusé de réception postal ou assimilé est antérieur à une des modifications de la législation de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme applicable en Région wallonne, poursuivent leur instruction sur la base des dispositions en vigueur à la date du récépissé ou de l'accusé de réception de la demande.

Dans le cas visé à l'article D.IV.15, alinéa 1^{er}, 1^o, lorsque la commune ne s'est pas dotée du guide communal d'urbanisme requis, le collège communal statue sans avis préalable obligatoire du fonctionnaire délégué pour les demandes de permis ou de certificat d'urbanisme n^o 2 dont le récépissé ou l'envoi visés à l'article D.IV.32 est antérieur au lendemain du jour où expire le délai de quatre ans.

Lorsque le certificat d'urbanisme n^o 2 n'a pas été délivré avant la date d'entrée en vigueur du Code, la demande est renvoyée dans les plus brefs délais au demandeur en mentionnant qu'elle peut être déposée selon la nouvelle procédure auprès de l'autorité compétente, laquelle est clairement identifiée.

Art. D.IV.111. Après cinq ans à dater de la réception du recours par le Gouvernement et en l'absence de rappel, le Gouvernement ou la personne qu'il délègue à cette fin demande, par envoi, au requérant s'il souhaite poursuivre la procédure en cours. A défaut de réponse envoyée dans un délai de nonante jours à dater de l'envoi, le requérant est présumé se désister du recours visé à l'article 119 du CWATUP. Le Gouvernement constate le désistement exprès ou tacite et en prévient simultanément le demandeur de permis, le collège communal et le fonctionnaire délégué.

Art. D.IV.112. Les dispositions en vigueur avant la date d'entrée en vigueur du Code pour les déclarations urbanistiques préalables envoyées ou déposées avant l'entrée en vigueur du Code leur sont applicables.

Art. D.IV.113. Les demandes d'ouverture, de modification ou de suppression d'une voirie communale dont l'enquête publique est en cours ou clôturée à la date d'entrée en vigueur du Code poursuivent leur instruction sur la base des dispositions en vigueur à la date de l'accusé de réception de la demande.

CHAPITRE II. — *Effets juridiques*

Section 1^{re}. — Permis d'urbanisation

Sous-section 1^{re}. — Valeur juridique

Art. D.IV.114. Les permis de lotir en vigueur à la date d'entrée en vigueur du Code deviennent des permis d'urbanisation et acquièrent valeur indicative.

Les permis d'urbanisation en vigueur à la date d'entrée en vigueur du Code, en ce compris ceux qui ont acquis valeur de rapport urbanistique et environnemental, acquièrent valeur indicative.

Sous-section 2. — Péremption

Art. D.IV.115. Les permis de lotir et les permis d'urbanisation en vigueur à la date d'entrée en vigueur du Code se périment selon les articles D.IV.81 à D.IV.83 et D.IV.85 à D.IV.87.

Art. D.IV.116. § 1^{er}. Les lotissements en cours à la date du 22 avril 1962 peuvent être continués sans permis lorsque les lotisseurs justifient d'un accord antérieur de l'administration de l'urbanisme.

Sauf cas de force majeure, l'accord est toutefois périmé lorsque, à la date du 1^{er} octobre 1970, il n'a été entrepris aucun des travaux qui y sont prévus en vue de l'ouverture de voies de communication nouvelles, de la modification ou de la suppression de voies de communication existantes, projetées et admises dans l'accord.

Si des travaux ont été entrepris, le permis est périmé lorsqu'ils n'ont pas été achevés avant le 31 décembre 1972.

Si les lotissements devaient être réalisés le long d'une voirie existante suffisamment équipée, l'accord est de même périmé lorsque la vente d'au moins un tiers des parcelles n'a pas été enregistrée avant le 1^{er} octobre 1970.

§ 2. Sont périmés, sauf cas de force majeure :

1^o les permis de lotir délivrés avant le 1^{er} janvier 1965 et prévoyant l'ouverture de nouvelles voies de communication, la modification de voies de communication existantes ou la suppression de celles-ci, lorsqu'aucun travail d'aménagement de ces voies prévu par le permis n'a été entrepris à la date du 1^{er} octobre 1970;

2^o les permis délivrés à partir du 1^{er} janvier 1965 et pour lesquels les travaux d'aménagement prévus n'ont pas été achevés dans un délai de trois ans à partir du 1^{er} octobre 1970 ou, en cas de prorogation, avant le cinquième anniversaire de la délivrance du permis.

§ 3. Sont de même périmés :

1° les permis de lotir délivrés avant le 1^{er} janvier 1966, qui concernent les lotissements à réaliser le long d'une voirie existante suffisamment équipée, lorsque la vente d'au moins une des parcelles n'a pas été soumise à la formalité de l'enregistrement avant le 1^{er} octobre 1970;

2° les permis de lotir délivrés à partir du 1^{er} janvier 1966, qui concernent les lotissements à réaliser le long d'une voirie suffisamment équipée, lorsque la vente ou la location pour plus de neuf ans d'au moins un tiers des parcelles n'a pas été soumise à la formalité de l'enregistrement dans un délai de cinq ans à partir de la date du permis.

Sous-section 3. — Modification

Art. D.IV.117. Les permis de lotir devenus permis d'urbanisation et les permis d'urbanisation se modifient selon les modalités des articles D.IV.94 à D.IV.96.

Section 2. — Permis d'urbanisme - péremption

Art. D.IV.118. Les permis d'urbanisme non périmés à la date d'entrée en vigueur du Code se périment selon les articles D.IV.84 à D.IV.87. Les permis d'urbanisme non périmés à la date d'entrée en vigueur du Code qui entrent dans une des catégories visées à l'article D.IV.25 du Code, se périment conformément à l'article D.IV.84, § 5.

LIVRE V. — Aménagement du territoire et urbanisme opérationnels

TITRE I^{er}. — Sites à réaménager

CHAPITRE I^{er}. — Généralités

Art. D.V.1. Pour l'application du chapitre, il faut entendre par :

1° "site" : un bien immobilier ou un ensemble de biens immobiliers qui a été ou qui était destiné à accueillir une activité autre que le logement et dont le maintien dans son état actuel est contraire au bon aménagement des lieux ou constitue une déstructuration du tissu urbanisé; n'est pas considérée comme étant exercée l'activité de toute personne physique ou de toute personne morale qui n'est pas en règle avec les dispositions légales qui régissent l'exercice de son activité; le site est délimité par le périmètre comprenant l'ensemble des biens immobiliers visés ci-dessus; le périmètre peut également s'étendre :

a) à un ou des biens immobiliers ou parties de biens immobiliers encore affectés à une activité, à la condition que le réaménagement du site permette la poursuite de cette activité;

b) à un ou des biens immobiliers ou parties de biens immobiliers, sièges d'une activité mais occupés à titre précaire;

c) à un ou des biens immobiliers ou parties de biens immobiliers affectés ou destinés au logement;

2° "réaménager un site" : y réaliser des actes et travaux de réhabilitation, de rénovation, d'assainissement du terrain au sens de l'article 2, 10°, du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols, de construction ou de reconstruction en ce compris les études y relatives; le Gouvernement peut arrêter la liste des actes et travaux.

Les sites à réaménager sont arrêtés pour des raisons opérationnelles, indépendamment des plans de secteur, schémas et guides.

CHAPITRE II. — Procédure d'adoption du périmètre

Art. D.V.2. § 1^{er}. Le Gouvernement peut arrêter qu'un site, dont il fixe le périmètre, est à réaménager :

1° soit d'initiative;

2° soit sur la proposition d'une commune, d'une intercommunale ayant dans son objet social l'aménagement du territoire ou le logement, d'une association de communes, d'un centre public d'action sociale, d'une régie communale, de la Société de rénovation et d'assainissement des sites industriels (SORASI SA), de la Société d'assainissement et de rénovation des sites industriels du Brabant wallon (SARSI SA), de la Société wallonne du Logement et des sociétés immobilières de service public qu'elle agrée, de la Société publique d'aide à la qualité de l'environnement visée à l'article 39 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

3° soit sur la proposition d'un ou plusieurs propriétaires ou titulaires d'un droit réel.

Le cas échéant, le Gouvernement motive au regard de l'article D.68 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement sa décision de soumettre ou non à étude d'incidences les actes et travaux projetés pour la réhabilitation et la rénovation du site.

L'arrêté est publié conformément aux articles D.VIII.22 et suivants.

§ 2. L'arrêté du Gouvernement est fondé sur un dossier comportant la justification du périmètre au regard des critères de l'article D.V.1, une carte représentant le périmètre selon le modèle arrêté par le Gouvernement et, le cas échéant, les actes et travaux projetés pour la réhabilitation et la rénovation du site au sens de l'article D.V.1, 2°, ainsi que l'évaluation des incidences y relative requise en application de l'article 65 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement.

§ 3. Le Gouvernement envoie l'arrêté visé au paragraphe 1^{er} et le soumet pour avis :

1° au collège communal de la ou des communes du lieu où le bien immobilier est situé;

2° d'après les indications cadastrales, aux propriétaires des biens immobiliers concernés;

3° à la commission communale ou, à défaut, au pôle "Aménagement du territoire";

4° à toute personne, instance ou service qu'il juge utile de consulter.

Les avis sont transmis au Gouvernement dans les soixante jours de la réception de l'arrêté. A défaut, ils sont réputés favorables.

§ 4. Dans les quinze jours de la réception de l'arrêté du Gouvernement, le ou les propriétaires ont l'obligation d'en informer tout titulaire d'un droit réel, tout locataire ou tout occupant du bien immobilier concerné ainsi que toute personne qu'ils auraient chargée d'exécuter des travaux sur le bien visé ou qu'ils auraient autorisée à en exécuter. L'envoi aux propriétaires fait mention de cette obligation.

§ 5. Dans les quinze jours de la réception de l'arrêté du Gouvernement, le collège communal le soumet à enquête publique.

§ 6. Le cas échéant, le dossier est modifié ou complété sur la base des avis visés aux paragraphes 3, et des résultats de l'enquête publique.

§ 7. Le Gouvernement adopte définitivement le périmètre du site à réaménager, et le cas échéant, moyennant motivation au regard des articles D.64 et D.68 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement autorise, éventuellement sous conditions, les actes et travaux projetés pour la réhabilitation et la rénovation du site.

L'arrêté visé à l'alinéa 1^{er} vaut permis d'urbanisme pour la réalisation des actes et travaux de réhabilitation et de rénovation du site.

L'arrêté du Gouvernement est publié conformément aux articles D.VIII.22 et suivants.

Le Gouvernement envoie une copie de l'arrêté aux destinataires visés au paragraphe 3.

Dans les quinze jours de la réception de la copie de l'arrêté, le ou les propriétaires en donnent connaissance aux personnes visées au paragraphe 4. L'envoi aux propriétaires fait mention de cette obligation.

§ 8. Le périmètre du site à réaménager peut être adopté par le Gouvernement conjointement à l'inscription d'une zone d'enjeu régional, d'une zone d'enjeu communal ou d'une zone destinée à l'urbanisation ne nécessitant pas de compensation conformément aux articles D.II.51 et D.II.52.

§ 9. Le Gouvernement peut modifier le périmètre visé au paragraphe 7. Les dispositions réglant l'établissement du périmètre sont applicables à sa révision.

§ 10. Au terme du réaménagement du site ou lorsque les motifs qui ont justifié sa reconnaissance en site à réaménager sont dépassés, le Gouvernement peut abroger en tout ou en partie le périmètre visé au paragraphe 7.

L'arrêté est publié conformément aux articles D.VIII.22 et suivants.

Le Gouvernement envoie une copie de l'arrêté aux destinataires visés au paragraphe 3.

§ 11. Le Gouvernement peut arrêter des dispositions d'exécution du présent article.

CHAPITRE III. — *Investigations*

Art. D.V.3. Le Gouvernement peut prescrire les règles de procédure relatives aux investigations nécessaires en vue de recueillir les renseignements devant servir à l'application du présent titre et de ses arrêtés d'exécution. Il désigne les agents compétents pour faire les investigations.

Les agents désignés pour procéder aux investigations et contrôles peuvent notamment :

1° se faire produire à première réquisition ou rechercher tous documents, pièces ou livres utiles à l'accomplissement de leur mission;

2° prendre ou faire prendre les copies photographiques de documents soumis à leur contrôle et faire des constatations par prises de vues photographiques;

3° moyennant autorisation du juge de police, pénétrer entre 8 heures et 18 heures dans les immeubles situés dans le site à réaménager;

4° pénétrer sur le site en vue de procéder, ou de faire procéder, aux prélèvements ou analyses des sols en vue de déceler ou de mesurer leur éventuelle contamination.

Les agents visés au présent article peuvent requérir des agents de la force publique qui seront tenus de leur prêter assistance dans l'exercice de leur mission.

CHAPITRE IV. — *Aliénation*

Art. D.V.4. § 1^{er}. A dater de la réception de l'arrêté du Gouvernement visé à l'article D.V.2, § 1^{er}, jusqu'à la réception de l'arrêté visé à l'article D.V.2, § 10, les propriétaires ne peuvent aliéner ou grever de droits réels les biens situés dans le site à réaménager, sans l'autorisation du Gouvernement ou de la personne qu'il désigne à cette fin.

Le Gouvernement ou la personne qu'il désigne à cette fin envoie sa décision dans les deux mois de réception de la demande qui lui en est faite. A défaut, la décision est réputée favorable.

Lorsque le Gouvernement ou la personne qu'il désigne à cette fin a autorisé l'aliénation ou la constitution de droits réels, ou lorsque son autorisation est réputée favorable, le nouveau titulaire de droits réels est tenu aux mêmes obligations que l'ancien.

§ 2. En cas de méconnaissance des obligations découlant du paragraphe 1^{er}, toute cession ou constitution de droit réel est annulable à la demande de la Région.

§ 3. L'officier public qui passe un acte de cession ou de constitution de droit réel sans qu'ait été obtenue au préalable l'autorisation prévue au paragraphe 1^{er} est passible d'une amende de 12,5 à 125 euros sans préjudice de dommages et intérêts.

CHAPITRE V. — *Conservation de la beauté des paysages*

Art. D.V.5. § 1^{er}. A la requête de la Région ou des personnes visées à l'article D.V.2, § 1^{er}, 2°, tout propriétaire ou titulaire d'un droit réel immobilier sur les biens compris dans le périmètre d'un site à réaménager peut être tenu de réaliser les études et travaux ayant pour effet de restaurer l'aspect des lieux tant au niveau paysager qu'au niveau environnemental.

A défaut de se conformer à l'alinéa 1^{er}, le propriétaire ou titulaire d'un droit réel immobilier peut y être contraint par le tribunal compétent.

A défaut d'exécution dans le délai fixé par le tribunal, les travaux visés à l'alinéa 1^{er} sont exécutés d'office par les soins de la Région ou de la personne visée à l'article D.V.2, § 1^{er}, 2°, aux frais du propriétaire ou du titulaire d'un droit réel immobilier.

A défaut de remboursement des frais à sa première demande, la Région procède ou fait procéder pour le compte de la personne visée à l'article D.V.2, § 1^{er}, 2°, à l'expropriation des biens conformément aux articles D.VI.1 et suivants, auquel cas il ne peut être tenu compte de la plus-value issue des travaux déjà exécutés.

§ 2. Les travaux de réhabilitation et de rénovation ordonnés par le tribunal en application du paragraphe 1^{er}, sont exécutés sans que doive être obtenu de permis.

CHAPITRE VI. — *Droit transitoire*

Art. D.V.6. Tout site d'activité économique désaffecté reconnu définitivement avant le 1^{er} janvier 2006 a la qualité de site à réaménager arrêté par le Gouvernement en application de l'article D.V.2, § 7.

Tout site à réaménager reconnu définitivement à la date d'entrée en vigueur du Code a la qualité de site à réaménager arrêté par le Gouvernement en application de l'article D.V.2, § 7.

Les sites à réaménager en cours d'instruction au jour de l'entrée en vigueur du Code poursuivent leur instruction selon la procédure qui leur était applicable avant l'entrée en vigueur du Code. A leur adoption définitive, ils ont la qualité de site à réaménager au sens de l'article D.V.2, § 7.

Lorsque les biens situés dans le site à réaménager sont couverts par un permis d'urbanisation octroyé avant l'entrée en vigueur du Code, l'autorisation visée à l'article D.V.4, § 1^{er}, porte également sur les ventes ultérieures de ses lots.

TITRE II. — Sites de réhabilitation paysagère et environnementale**CHAPITRE I^{er}. — Sites de réhabilitation paysagère et environnementale**

Art. D.V.7. § 1^{er}. Le Gouvernement adopte la liste des sites à réaménager au sens de l'article D.V.I dont la réhabilitation aux niveaux paysager et environnemental est d'intérêt régional.

Chacun des sites de cette liste est identifié provisoirement par référence aux indications cadastrales des biens immobiliers qui le composent.

Ces sites sont arrêtés pour des raisons opérationnelles, indépendamment des plans de secteur, schémas et guides.

§ 2. Pour chacun de ces sites, le Gouvernement fixe le périmètre du site et, le cas échéant, autorise, éventuellement sous conditions, les actes et travaux projetés pour la réhabilitation et la rénovation du terrain selon les modalités visées à l'article D.V.2.

§ 3. Le Gouvernement prend à sa charge son acquisition, s'il échet, ainsi que, en tout ou en partie, les études et travaux visés à l'article D.V.1, 2^o.

CHAPITRE II. — Droit transitoire

Art. D.V.8. Tout site d'intérêt régional reconnu définitivement avant le 1^{er} janvier 2005 a la qualité de site de réhabilitation paysagère et environnementale au sens de l'article D.V.7, § 2.

Tout site de réhabilitation paysagère et environnementale reconnu définitivement à la date d'entrée en vigueur du Code a la qualité de site de réhabilitation paysagère et environnementale en application de l'article D.V.7, § 2.

Les sites de réhabilitation paysagère et environnementale en cours d'instruction au jour de l'entrée en vigueur du Code poursuivent leur instruction selon la procédure qui leur était applicable avant l'entrée en vigueur du Code. A leur adoption définitive, ils ont la qualité de site de réhabilitation paysagère et environnementale au sens de l'article D.V.7, § 2.

Lorsque les biens situés dans le site à réaménager sont couverts par un permis d'urbanisation octroyé avant l'entrée en vigueur du Code, l'autorisation visée à l'article D.V.4, § 1^{er}, porte également sur les ventes ultérieures de ses lots.

TITRE III. — Périmètres de remembrement urbain**CHAPITRE I^{er}. — Généralités**

Art. D.V.9. Le périmètre de remembrement urbain vise tout projet d'urbanisme de requalification et de développement de fonctions urbaines qui nécessite la création, la modification, l'élargissement, la suppression ou le surplomb de la voirie par terre et d'espaces publics.

Les périmètres de remembrement urbain sont arrêtés pour des raisons opérationnelles, indépendamment des plans de secteur, schémas et guides.

CHAPITRE II. — Procédure d'adoption du périmètre

Art. D.V.10. Le périmètre est arrêté provisoirement par le Gouvernement, d'initiative ou sur la proposition du conseil communal ou du fonctionnaire délégué.

Sauf lorsqu'il propose le périmètre, le conseil communal transmet son avis dans le délai de quarante-cinq jours à dater de l'envoi de la demande du fonctionnaire délégué. A défaut, l'avis est réputé favorable. Lorsque l'avis est défavorable, la procédure n'est pas poursuivie.

L'arrêté du Gouvernement est fondé sur un dossier comportant le périmètre, sa justification au regard des critères de l'article D.V.9 ainsi qu'une présentation du projet d'urbanisme comprenant :

a) un rapport qui présente les actes et travaux projetés, leur destination, les options d'aménagement et le parti architectural du projet, établi sur la base des éléments suivants :

i. un plan de situation qui présente la localisation du bien concerné par le projet par rapport au noyau central de l'agglomération et les principales voiries de desserte avec indication de leur statut juridique et de leur dénomination;

ii. la situation juridique qui renseigne :

- l'affectation du bien concerné par le projet au plan de secteur;

- le cas échéant, sa situation au schéma de développement pluricommunal et aux schémas communaux, sa situation au permis d'urbanisation, si le bien est soumis au guide régional et/ou au guide communal d'urbanisme;

iii. le contexte urbanistique et paysager qui figure :

- l'orientation;

- la voirie de desserte, ses aménagements et ses équipements, ainsi que, le cas échéant, les modifications projetées qui s'y rapportent;

- le cas échéant, la suppression d'une voirie existante ou la création de nouvelles voiries et d'espaces publics;

- l'implantation, le gabarit, la nature ou l'affectation des constructions existantes sur le bien concerné par le projet et dans un rayon de 50 mètres de celui-ci;

- le cas échéant, une justification des écarts ou des dérogations sollicités eu égard aux articles D.IV.5 et D.IV.13;

iv. un reportage photographique qui permet la prise en compte du contexte urbanistique et paysager dans lequel s'insère le projet avec l'indication numérotée sur plan des prises de vue du reportage;

b) un plan d'occupation du périmètre qui figure :

i. l'implantation et la volumétrie des constructions existantes et projetées pour l'ensemble du périmètre;

ii. l'aménagement maintenu ou projeté du solde non construit du périmètre concerné, en ce compris les voiries et espaces publics, les aires de stationnement, la végétation existante et projetée;

c) la visualisation 3D du projet d'urbanisme.

Art. D.V.11. § 1^{er}. Le projet de périmètre accompagné du dossier visé à l'article D.V.10, alinéa 3, est soumis par le fonctionnaire délégué à la consultation de la commission communale. L'avis est envoyé dans les trente jours de l'envoi de la demande du fonctionnaire délégué. A défaut, il est réputé favorable.

A la demande du fonctionnaire délégué, le collège communal organise une enquête publique.

Le collège communal envoie son avis, accompagné des réclamations, au fonctionnaire délégué.

Le fonctionnaire délégué transmet son avis et le dossier au Gouvernement.

§ 2. Le Gouvernement adopte définitivement le périmètre de remembrement urbain.

L'arrêté du Gouvernement est publié conformément aux articles D.VIII.22 et suivants.

§ 3. Toute demande de permis au sein du périmètre de remembrement urbain ultérieure à l'adoption du périmètre, est instruite selon les dispositions du Livre IV.

§ 4. Au terme de la réalisation du projet ou sur la proposition du conseil communal ou du fonctionnaire délégué, le Gouvernement peut abroger ou modifier le périmètre. Les dispositions réglant l'établissement du périmètre sont applicables à sa modification.

L'arrêté qui établit, modifie ou abroge le périmètre est publié conformément aux articles D.VIII.22 et suivants.

CHAPITRE III. — *Droit transitoire*

Art. D.V.12. Le périmètre de remembrement urbain reconnu définitivement avant l'entrée en vigueur du Code a la qualité de périmètre de remembrement urbain au sens de l'article D.V.11, § 2 et est soumis aux dispositions y relatives.

L'instruction en cours à l'entrée en vigueur du Code d'un périmètre de remembrement urbain se poursuit selon la procédure applicable avant l'entrée en vigueur du Code. A son adoption définitive, le périmètre de remembrement urbain a la qualité de périmètre de remembrement urbain au sens de l'article D.V.11, § 2, et est soumis aux dispositions y relatives.

TITRE IV. — *Revitalisation urbaine*

Art. D.V.13. § 1^{er}. L'opération de revitalisation urbaine est une action visant, à l'intérieur d'un périmètre défini, l'amélioration et le développement intégré de l'habitat, en ce compris les fonctions de commerce et de service, par la mise en œuvre de conventions associant la commune et le secteur privé.

§ 2. Lorsqu'une commune et une ou plusieurs personnes physiques ou morales de droit privé établissent une convention relative à une opération de revitalisation urbaine, la Région peut, selon les dispositions arrêtées par le Gouvernement, accorder à la commune une subvention à concurrence de 100 % couvrant le coût :

1° des aménagements du domaine public correspondant à :

- a) l'équipement ou l'aménagement en voirie, égout, éclairage public, réseaux de distribution et abords;
- b) l'aménagement d'espaces verts;
- c) l'équipement urbain à usage collectif, tel que défini par le Gouvernement;

2° des honoraires d'auteur de projet concernant les aménagements du domaine public, selon les modalités fixées par le Gouvernement.

§ 3. Les aménagements et les biens immobiliers visés au § 1^{er} sont localisés dans un périmètre de revitalisation urbaine, arrêté par le Gouvernement sur proposition du conseil communal.

Les périmètres de revitalisation urbaine sont arrêtés pour des raisons opérationnelles, indépendamment des plans de secteur, schémas et guides.

§ 4. La convention visée au paragraphe 2 respecte le principe selon lequel, pour chaque euro pris en charge par la Région, la ou les personnes physiques ou morales de droit privé visées au paragraphe 2 investissent deux euros minimum dont au moins un dans une ou plusieurs des actions suivantes :

- 1° la transformation et l'amélioration de logements insalubres améliorables;
- 2° la démolition de logements insalubres et la construction de logements au même endroit;
- 3° la transformation d'immeubles en vue d'y aménager des logements;
- 4° la construction de logements.

§ 5. Afin que la commune puisse bénéficier de la subvention visée au paragraphe 2, le conseil communal adopte et introduit auprès du Gouvernement un dossier de revitalisation urbaine.

Le Gouvernement arrête la composition et la procédure d'approbation des dossiers de revitalisation urbaine ainsi que les modalités d'octroi ou de remboursement de la subvention.

TITRE V. — *Rénovation urbaine*

Art. D.V.14. § 1^{er}. L'opération de rénovation urbaine est une action d'aménagement globale et concertée, d'initiative communale, qui vise à restructurer, assainir ou réhabiliter un périmètre urbain de manière à y favoriser le maintien ou le développement de la population locale et à promouvoir sa fonction sociale, économique et culturelle dans le respect de ses caractéristiques culturelles et architecturales propres.

L'opération de rénovation urbaine vise à maintenir et à améliorer l'habitat par une ou plusieurs des actions suivantes :

- 1° la réhabilitation ou la construction de logements;
- 2° la création ou l'amélioration d'équipements collectifs tels que définis par le Gouvernement;
- 3° la création ou l'amélioration d'espaces verts;
- 4° la création ou l'amélioration de bâtiments destinés au commerce ou à des activités de service.

§ 2. Lorsqu'une commune réalise une opération de rénovation urbaine, la Région peut lui accorder une subvention.

Le Gouvernement arrête la composition et la procédure d'approbation du dossier de rénovation urbaine ainsi que les modalités d'octroi ou de remboursement de cette subvention.

Le conseil communal élabore le dossier de rénovation urbaine avec la Commission communale ou, à défaut, avec la Commission locale de rénovation urbaine et des représentants des habitants du quartier où s'inscrit le périmètre de rénovation.

Les périmètres de rénovation sont arrêtés pour des raisons opérationnelles, indépendamment des plans de secteur, schémas et guides.

TITRE VI. — Zones d'initiatives privilégiées

Art. D.V.15. § 1^{er}. Selon les dispositions arrêtées par le Gouvernement, des zones d'initiatives privilégiées sont créées dans le but de permettre des aides spécifiques et l'adaptation des aides existantes dans certaines zones géographiques déterminées.

Les zones d'initiatives privilégiées sont arrêtées pour des raisons opérationnelles, indépendamment des plans de secteur, schémas et guides.

§ 2. Le Gouvernement délimite les zones d'initiatives privilégiées dont :

1° des zones à forte pression foncière qui visent les communes où le prix du terrain à bâtir est plus élevé que la moyenne régionale;

2° des zones de requalification des noyaux d'habitat qui concernent les quartiers dont la dégradation progressive entraîne la désertion des lieux par la population;

3° des zones de développement global de quartier où sont menées des politiques intégrées de revitalisation qui concernent les quartiers où la composition de la population cumulée à la faible qualité de l'habitat génère des problèmes sociaux;

4° des zones de cités sociales à requalifier abritant une population similaire définie en 3°.

§ 3. Selon les modalités qu'il fixe, le Gouvernement détermine les opérations qu'il estime nécessaires dans les zones d'initiatives privilégiées.

TITRE VII. — Procédure conjointe périmètre - permis

Art. D.V.16. § 1^{er}. L'adoption définitive d'un périmètre de site à réaménager ou d'un périmètre de remembrement urbain peut valoir permis d'urbanisme, permis d'urbanisation, permis d'environnement ou permis unique pour :

1° les actes et travaux de construction ou de reconstruction au sens de l'article D.V.1, 2°, relatif au périmètre de site à réaménager;

2° les actes et travaux de requalification et de développement de fonctions urbaines au sens de l'article D.V.9 relatif au périmètre de remembrement urbain.

§ 2. Le dossier relatif à l'adoption du périmètre doit comporter, selon le cas, soit les éléments visés à l'article D.V.2, § 2, pour le périmètre de site à réaménager, soit le périmètre de remembrement urbain et sa justification au regard des critères de l'article D.V.9 ainsi que :

- les éléments requis pour la demande de permis d'urbanisme relative au projet d'urbanisme en exécution du Livre IV, en ce compris l'évaluation des incidences y relative requise en application de l'article 65 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement;

- les éléments requis pour la demande de permis d'environnement ou permis unique au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement en ce compris l'évaluation des incidences y relative requise en application de l'article 65 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement;

- les éléments requis pour le dossier technique visé à l'article 11 ou le projet de plan d'alignement visé à l'article 21 du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale.

La demande de permis peut concerner une partie du périmètre. Dans ce cas, le dossier visé à l'alinéa 1^{er} comporte également les éléments visés à l'article D.V.10, alinéa 3, b), pour le solde du périmètre non couvert par la demande de permis et à l'article D.V.10, alinéa 3, c), pour l'ensemble du périmètre.

§ 3. Il n'est pas dérogé aux règles relatives à l'adoption du périmètre, ni à celles relatives à la demande de permis. La procédure d'instruction suit, selon le cas, la procédure d'adoption du site à réaménager visée à l'article D.V.2 ou du périmètre de remembrement urbain visée aux articles D.V.10 et suivants.

Toutefois, les dispositions particulières suivantes s'appliquent :

1° le permis est délivré par le Gouvernement;

2° les délais d'instruction de la demande de permis sont prorogés du délai utilisé pour statuer sur la demande d'élaboration du périmètre;

3° les délais d'instruction de la demande d'adoption du périmètre sont prorogés des délais utilisés pour compléter le dossier de demande de permis s'il est déclaré incomplet ou pour accomplir les formalités subséquentes à une modification de la demande de permis;

4° la demande de permis d'environnement ou de permis unique est instruite conformément au décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement jusqu'à l'envoi du rapport de synthèse au gouvernement; lorsque le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement désigne en qualité d'autorité compétente le fonctionnaire technique et, le cas échéant, le fonctionnaire délégué, ce ou ces derniers adressent un rapport de synthèse au gouvernement dans les mêmes délais que ceux qui leur sont impartis lorsque le collège communal est l'autorité compétente.

Le collège communal organise une enquête publique unique conforme aux articles D.VIII.7 et suivants pour le projet de périmètre, pour la demande de permis ainsi que, le cas échéant, pour la demande relative à la voirie communale et pour le projet de plan d'alignement. La durée de l'enquête publique unique est de trente jours.

§ 4. Le Gouvernement adopte définitivement le périmètre et, moyennant motivation au regard des articles D.64 et D.68 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement autorise, éventuellement sous conditions et charge, les actes et travaux visés au paragraphe 1^{er}.

L'arrêté visé à l'alinéa 1^{er} vaut permis d'urbanisme, permis d'urbanisation, permis d'environnement ou permis unique pour les actes et travaux visés au paragraphe 1^{er}, en ce compris pour la réalisation des actes et travaux relatifs à la voirie communale. En cas d'octroi du permis, celui-ci ne prend cours qu'au lendemain de l'entrée en vigueur du périmètre.

TITRE VIII. — Fonds d'aménagement opérationnel et fonds d'assainissement des sites à réaménager et des sites de réhabilitation paysagère et environnementale

Art. D.V.17. Il est créé, au sein du budget de la Région, un "Fonds d'aménagement opérationnel".

Les recettes du Fonds sont constituées par :

- 1° les recettes, imputées au budget des voies et moyens, affectées aux dépenses qui découlent de l'application du présent Livre;
- 2° le produit des ventes, revenus, créances, remboursements, effectués et recouverts par la Région, en application du présent Livre;
- 3° le produit des emprunts spécialement émis pour favoriser l'acquisition ou la rénovation visées au présent Livre;
- 4° toute ressource utile à l'acquisition ou la rénovation visées au présent Livre et affectée en vertu des dispositions légales et conventionnelles.

Les dépenses du Fonds sont celles qui découlent de l'application du présent Livre.

L'engagement et l'ordonnancement des dépenses à charge du Fonds sont effectués par le Gouvernement.

Art. D.V.18. § 1^{er}. Il est créé un Fonds budgétaire des sites à réaménager et des sites de réhabilitation paysagère et environnementale, lequel constitue un Fonds budgétaire au sens de l'article 4, alinéa 2, du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement wallon.

Sont affectés au Fonds visé à l'alinéa 1^{er} :

- 1° les recettes résultant des taxes perçues en exécution du décret du 27 mai 2004 instaurant une taxe sur les sites d'activité économique désaffectés;
- 2° les montants perçus en application de l'article D.VI.48;
- 3° les recettes résultant de la valorisation de sites à réaménager et des sites de réhabilitation paysagère et environnementales appartenant à la Région wallonne.

§ 2. Sur le crédit afférent au Fonds visé au paragraphe 1^{er}, peuvent, exclusivement, être imputées :

- 1° les dépenses relatives à l'indemnisation visée à l'article D.VI.38;
- 2° les dépenses relatives à l'acquisition d'un droit réel sur tout site de réhabilitation paysagère et environnementale visé à l'article D.V.7;
- 3° les dépenses relatives aux actes et travaux de construction, de reconstruction, de rénovation, de réhabilitation de bâtiments, d'aménagement d'infrastructures et d'équipement en vue de la mise en œuvre de nouveaux projets d'urbanisation sur les sites de réhabilitation paysagère et environnementale, en ce compris les études y relatives.

TITRE IX. — Dispositions financières

CHAPITRE I^{er}. — Principe

Art. D.V.19. Selon les modalités arrêtées par le Gouvernement, la Région peut accorder une subvention :

- 1° en vue de l'acquisition d'un droit réel par une personne morale de droit public de tout ou partie de biens immobiliers repris dans un des périmètres visés à l'article D.VI.17;
- 2° à toute personne physique, morale de droit ou d'intérêt public ou morale de droit privé, pour des études préalables ou des actes et travaux qui se rapportent au réaménagement de sites visés aux articles D.V.1 et D.V.7 ou à l'embellissement extérieur destinés principalement à l'habitation;
- 3° d'un euro à une ou plusieurs personnes physiques ou morales de droit privé qui en conviennent et qui investissent trois euros dans des actes et travaux concernant un ou plusieurs biens immobiliers repris dans le périmètre de sites visés aux articles D.V.1 et D.V.7, dont au minimum deux euros consistent en l'aménagement ou la réalisation de logements, en ce compris les actes et travaux de réaménagement de ce ou de ces biens immobiliers.

CHAPITRE II. — Droit transitoire

Art. D.V.20. Les subventions octroyées sur la base de la législation en vigueur et en cours d'exécution avant l'entrée en vigueur du présent Code restent soumises aux dispositions d'application lors de leur octroi.

LIVRE VI. — Politique foncière

TITRE I^{er}. — Expropriations et indemnités

CHAPITRE I^{er}. — Biens susceptibles d'expropriation

Art. D.VI.1. Peuvent être réalisées par la voie de l'expropriation pour cause d'utilité publique toutes les acquisitions d'immeubles nécessaires à la réalisation ou à la mise en œuvre :

- 1° des plans de secteur en ce compris des zones d'aménagement communal concerté à caractère économique ou non, des zones d'enjeu régional et des zones d'enjeu communal;
- 2° des schémas de développement pluricommunaux et communaux;
- 3° des schémas d'orientation locaux;
- 4° des périmètres des sites à réaménager et des sites de réhabilitation paysagère et environnementale;
- 5° des périmètres de revitalisation urbaine;
- 6° des périmètres de rénovation urbaine;
- 7° des périmètres de remembrement urbain;
- 8° des mesures de protection relatives aux biens immobiliers établis autour des établissements présentant un risque d'accident majeur au sens du décret du 11 mars 1999 ou des zones exclusivement destinées aux industries qui présentent des risques majeurs pour les personnes, les biens ou l'environnement;
- 9° des actions visées à l'article D.V.15 dans les zones d'initiative privilégiée;
- 10° du périmètre d'une opération spécifique d'urbanisme en lien avec la mise en œuvre du plan relatif à l'habitat permanent.

CHAPITRE II. — *Pouvoirs expropriants*

Art. D.VI.2. Peuvent agir comme pouvoir expropriant la Région, les provinces, les communes, les régies communales autonomes, les intercommunales ayant dans leur objet social l'aménagement du territoire ou le logement ou le développement économique et les établissements publics et organismes habilités par la loi ou le décret à exproprier pour cause d'utilité publique.

CHAPITRE III. — *Procédure administrative*

Art. D.VI.3. § 1^{er}. Pour procéder aux expropriations visées à l'article D.VI.1, le pouvoir expropriant est en possession d'un plan d'expropriation approuvé par le Gouvernement et s'appliquant à tout ou partie du territoire concerné.

§ 2. Le plan d'expropriation indique le périmètre des immeubles à exproprier, isolés ou groupés en zones, avec mention, d'après le cadastre, de la section, des numéros, de la contenance et de la nature des parcelles, ainsi que du nom des propriétaires.

Il indique également le ou les pouvoirs expropriants.

En ce qui concerne les travaux et opérations immobilières à réaliser, il peut se borner à reproduire les dispositions du plan, du schéma ou du périmètre visés à l'article D.VI.1.

Art. D.VI.4. Lorsque le plan d'expropriation est dressé en même temps que le plan, le schéma ou le périmètre visé à l'article D.VI.1, ils sont soumis ensemble aux formalités prévues pour l'adoption ou l'approbation du plan, du schéma ou du périmètre concerné.

En outre, les propriétaires des biens compris dans le périmètre des immeubles à exproprier sont avertis individuellement, par écrit et à domicile, du dépôt du projet à la maison communale.

Si l'expropriation est décidée par un autre pouvoir, établissement public ou organisme, que la commune où sont situés les biens, les frais de l'enquête publique faite par la commune sont à la charge de l'expropriant.

Art. D.VI.5. § 1^{er}. Lorsque le plan d'expropriation est dressé postérieurement au plan, schéma ou périmètre visés à l'article D.VI.1, dans les quinze jours de la demande du Gouvernement, la commune soumet le plan d'expropriation à enquête publique.

Les propriétaires des biens compris dans le périmètre des immeubles à exproprier sont avertis individuellement, par un envoi à domicile, du projet. Ils envoient leurs observations au pouvoir expropriant dans les quarante-cinq jours de la réception de l'information précitée. Cependant, quand il est indispensable de prendre immédiatement possession d'un immeuble ou d'un groupe d'immeubles et que le Gouvernement le constate dans l'arrêté donnant force obligatoire au plan d'expropriation, le projet de plan d'expropriation n'est pas soumis aux mesures particulières de publicité.

Lorsque le plan d'expropriation est dressé par un autre pouvoir expropriant que la commune, le conseil communal émet un avis dans les quarante-cinq jours de l'envoi de la demande du Gouvernement. A défaut, l'avis est réputé favorable.

§ 2. Le Gouvernement approuve le plan d'expropriation dans les soixante jours de la réception du dossier complet. Ce délai peut être prolongé de trente jours par arrêté motivé.

A défaut de l'envoi de l'arrêté du Gouvernement dans ces délais, le pouvoir expropriant peut, par un envoi, adresser un rappel au Gouvernement. Si, à l'expiration d'un nouveau délai de soixante jours prenant cours à l'envoi du rappel, le pouvoir expropriant n'a pas reçu la décision du Gouvernement, le plan d'expropriation est réputé refusé.

L'arrêté d'approbation est publié conformément aux articles D.VIII.22 et suivants.

En outre, le pouvoir expropriant avertit, par envoi, les propriétaires des biens compris dans le périmètre des immeubles à exproprier de l'approbation du plan d'expropriation.

§ 3. Lorsque le pouvoir expropriant est en possession d'un plan d'expropriation approuvé par le Gouvernement en exécution du présent Livre, il est dispensé de l'accomplissement des formalités administratives prescrites par toutes autres dispositions légales sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

CHAPITRE IV. — *Procédure judiciaire*

Art. D.VI.6. L'expropriation est poursuivie selon les règles prévues par la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique même si l'extrême urgence n'est pas avérée.

CHAPITRE V. — *Calcul des indemnités*

Art. D.VI.7. Pour le calcul de la valeur de l'immeuble exproprié, il n'est pas tenu compte de la plus-value ou moins-value, qui résulte des prescriptions du plan, du schéma ou du périmètre visés à l'article D.VI.1.

Art. D.VI.8. Des expropriations décrétées successivement en vue de la réalisation du plan, du schéma ou du périmètre visés à l'article D.VI.1, même révisés, sont, pour l'appréciation de la valeur des biens à exproprier, considérées comme formant un tout à la date du premier arrêté d'expropriation.

Art. D.VI.9. La valeur prise en considération pour les acquisitions visées à l'article D.VI.1, 4^o, est estimée en tenant compte du coût des études et travaux visés à l'article D.VI.1, 2^o, et ceux qui restent à exécuter.

Art. D.VI.10. Pour le calcul de la valeur de l'immeuble exproprié, il n'est pas tenu compte de l'augmentation de valeur acquise par ce bien à la suite de travaux ou modifications effectués après la clôture de l'enquête publique à laquelle une des décisions visées à l'article D.VI.1 aurait été soumise.

CHAPITRE VI. — *Expropriation à la demande d'un tiers*

Art. D.VI.11. § 1^{er}. A la demande du propriétaire ou des propriétaires possédant en superficie plus de la moitié des terrains repris dans l'ilot, le pouvoir expropriant peut exproprier les autres immeubles nécessaires à la réalisation ou la mise en œuvre des prescriptions visées à l'article D.VI.1, lorsque leur acquisition à l'amiable se sera révélée impossible. Le pouvoir expropriant est autorisé à cette fin par le Gouvernement.

La demande est adressée par envoi au pouvoir expropriant. Elle comporte les indications et documents suivants :

- 1^o les nom, prénom, qualité et domicile du demandeur, ou la raison sociale et le siège s'il s'agit d'une personne morale;
- 2^o un mémoire justifiant la demande;
- 3^o un plan de situation indiquant les limites des parcelles appartenant au demandeur et celles des parcelles dont l'expropriation est demandée;
- 4^o un certificat du conservateur des hypothèques relatif aux parcelles dont l'expropriation est demandée;
- 5^o la justification des ressources nécessaires pour la réalisation de l'aménagement visé.

§ 2. Le ou les propriétaires visés à l'alinéa 1^{er} peuvent demander à être chargés de l'exécution des travaux d'aménagement.

Art. D.VI.12. § 1^{er}. Les terrains acquis en application de l'article D.VI.11 sont mis à la disposition des demandeurs par vente, emphytéose ou superficie.

L'acte de mise à disposition contient une clause précisant les actes et travaux et les activités envisagés sur le bien exproprié, ainsi que les autres modalités de son utilisation et, notamment, la date à laquelle les actes, travaux et activités devraient commencer.

§ 2. En cas de vente, l'acte contient une clause selon laquelle le pouvoir expropriant a la faculté de racheter le bien, si l'utilisateur cesse l'activité indiquée ou s'il ne respecte pas les modalités d'utilisation. Dans cette hypothèse, et à défaut d'accord entre les parties, le prix de rachat des terrains est déterminé par les comités d'acquisition d'immeubles agissant dans le cadre de la procédure en matière d'expropriation, sans considération de la plus-value qui aurait été acquise en violation des accords initiaux entre les parties.

D'autre part, et à défaut d'accord entre les parties, le matériel et l'outillage, les bâtiments construits et l'infrastructure établie depuis que le bien a été cédé par le pouvoir expropriant sont payés à leur valeur vénale lors du rachat du terrain. Cette valeur est déterminée par les comités visés à l'alinéa 1^{er}.

En cas de vente, l'utilisateur ne peut revendre le bien que moyennant l'accord de la Région ou de la personne de droit public vendeuse; les clauses visées aux alinéas 1^{er} et 2 figurent dans l'acte de revente.

CHAPITRE VII. — *Comité d'acquisition*

Art. D.VI.13. A la demande du pouvoir expropriant, les comités d'acquisitions d'immeubles sont chargés de toutes les acquisitions et expropriations d'immeubles à effectuer pour l'exécution des plans, schémas et périmètres visés à l'article D.VI.1. Quel que soit le pouvoir expropriant, lesdits comités ont qualité pour procéder, sans formalités spéciales à la vente publique ou de gré à gré des immeubles acquis ou expropriés en vertu du présent Titre. Il peut être délivré des grosses des actes visés au présent alinéa.

Les présidents des comités d'acquisition sont compétents pour représenter en justice le pouvoir expropriant.

Art. D.VI.14. Quelle que soit la personne de droit public intéressée, les comités d'acquisition d'immeubles ont qualité de procéder, sans formalités spéciales et suivant les modalités prévues à l'article D.VI.12, à la vente ou à la cession en emphytéose ou en superficie des immeubles acquis ou expropriés en vertu du présent code ou des immeubles domaniaux, auxquels le Gouvernement déciderait de donner une affectation prévue par le Code. Il peut être délivré des grosses des actes visés au présent alinéa.

Les personnes de droit public intéressées peuvent procéder elles-mêmes à la cession des immeubles acquis ou expropriés par elles en vertu du Code. Lorsqu'elle ne fait pas appel au comité, la personne de droit public soumet au visa de l'un de ceux-ci le projet d'acte de vente ou de location. Le comité notifie son visa ou son refus de viser dans un délai d'un mois à dater de la réception du dossier. En cas de nécessité, ce délai peut être prorogé d'un mois à la demande du comité.

En cas de refus de viser, le comité détermine, en les motivant, les conditions qu'il exige pour donner le visa. Le visa est censé accordé lorsque le comité laisse écouler le délai déterminé à l'alinéa précédent.

CHAPITRE VIII. — *Renonciation à l'expropriation*

Art. D.VI.15. Lorsque, dans le délai de dix ans à partir de l'approbation du plan d'expropriation, les acquisitions d'immeubles visées à l'article D.VI.1 n'ont pas été réalisées ou que la procédure en expropriation n'a pas été entamée, le propriétaire peut, par envoi, inviter l'autorité compétente à renoncer à l'expropriation de son bien.

Si cette autorité est autre que la Région, information de cette mise en demeure est, par envoi, donnée au Gouvernement ou au fonctionnaire délégué.

Lorsque, antérieurement à l'entrée en vigueur d'un plan de secteur ou d'un schéma, le permis d'urbanisme ou d'urbanisation est refusé en application de l'article D.IV.58 afin de ne pas compromettre l'aménagement futur, le délai de dix ans court à partir de l'envoi du refus du permis.

Si l'autorité compétente ne s'est pas prononcée dans le délai d'un an à partir de l'envoi de la mise en demeure, le propriétaire pourra obtenir une indemnité dans les limites prévues aux articles D.VI.38 et suivants.

CHAPITRE IX. — *Droit transitoire*

Art. D.VI.16. Les arrêtés d'expropriation en vigueur à la date d'entrée en vigueur du Code restent d'application.

Les procédures d'approbation des arrêtés d'expropriation en cours à la date d'entrée en vigueur du Code se poursuivent selon les dispositions de ce dernier.

TITRE II. — *Droit de préemption*

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application*

Section 1^{re}. — *Périmètres de préemption*

Art. D.VI.17. § 1^{er}. Peut être soumis au droit de préemption tout bien immobilier compris dans :

- 1° une zone d'aménagement communal concerté;
- 2° une zone de services publics et d'équipements communautaires;
- 3° une zone d'aménagement communal concerté à caractère économique;
- 4° une zone d'enjeu régional;
- 5° une zone d'enjeu communal;
- 6° les domaines des infrastructures ferroviaires ou aéroportuaires et les ports autonomes visés à l'article D.II.19;
- 7° un périmètre d'un site à réaménager ou d'un site de réhabilitation paysagère et environnementale;
- 8° un périmètre de revitalisation urbaine;
- 9° un périmètre de rénovation urbaine;
- 10° un périmètre visé par une révision de plan de secteur relative à l'inscription d'une nouvelle zone destinée à l'urbanisation;

11° un périmètre d'une opération spécifique d'urbanisme en lien :

a) soit avec la mise en œuvre du plan relatif à l'habitat permanent;

b) soit avec l'implantation ou l'amélioration d'une infrastructure de communication;

c) soit avec un schéma d'orientation local, un périmètre de remembrement urbain ou une zone d'initiative privilégiée adoptés.

Selon les modalités qu'il arrête, le Gouvernement tient l'inventaire des zones et périmètres soumis au droit de préemption.

§ 2. Le droit de préemption n'est pas applicable aux biens qui font l'objet d'un arrêté décrétant leur expropriation pour cause d'utilité publique.

Section 2. — Objet de la préemption

Art. D.VI.18. L'arrêté du Gouvernement déterminant le périmètre d'application du droit de préemption précise l'objet pour lequel le droit peut être exercé qui est en lien avec les objectifs du zonage ou du périmètre à l'origine du périmètre de préemption.

Section 3. — Pouvoirs préempteurs

Art. D.VI.19. Peuvent être bénéficiaires d'un droit de préemption :

1° la Région;

2° les communes, les régies communales et provinciales autonomes et les centres publics d'action sociale;

3° la Société régionale wallonne du logement et les sociétés immobilières de service public qu'elle agrée;

4° les intercommunales ayant dans leur objet social l'aménagement du territoire ou le logement ou le développement économique.

L'arrêté du Gouvernement déterminant le périmètre d'application du droit de préemption précise les bénéficiaires du droit et l'ordre de priorité accordé à chacun d'eux.

Section 4. — Actes générateurs de la procédure de préemption

Art. D.VI.20. Le droit de préemption s'applique à toutes les aliénations à titre onéreux d'immeubles bâtis ou non bâtis et de tous droits d'emphytéose ou de superficie portant sur des immeubles.

Sont toutefois soustraits au droit de préemption :

1° les aliénations entre conjoints, entre parents ou alliés en ligne directe ainsi qu'entre parents ou alliés jusqu'au deuxième degré inclus;

2° les ventes d'habitations à construire ou en voie de construction soumises à la loi du 9 juillet 1971 réglementant la construction d'habitations et la vente d'habitations à construire ou en voie de construction;

3° les apports en société et les cessions résultant de fusions, scissions et absorptions de sociétés commerciales;

4° les échanges avec ou sans soulte opérés dans le cadre des opérations de remembrement ou de relotissement visées aux articles D.VI.34 à D.VI.37;

5° les cessions d'immeubles en exécution d'une promesse de vente insérée dans un contrat de location-financement.

Section 5. — Durée

Art. D.VI.21. L'arrêté du Gouvernement déterminant le périmètre d'application du droit de préemption précise la durée du droit de préemption qui ne peut dépasser quinze ans; elle peut être renouvelée pour des périodes ne dépassant pas chacune cinq ans.

CHAPITRE II. — Procédure d'adoption des périmètres

Art. D.VI.22. D'initiative ou à la demande d'un des bénéficiaires du droit de préemption visés à l'article D.VI.19, le Gouvernement adopte ou approuve tout périmètre de préemption.

Art. D.VI.23. Lorsque le périmètre de préemption est dressé en même temps que le plan, le schéma ou le périmètre visé à l'article D.VI.17, ils sont soumis ensemble aux formalités prévues pour l'adoption ou l'approbation du plan, du schéma ou du périmètre concerné.

Art. D.VI.24. § 1^{er}. Lorsque le périmètre de préemption est dressé postérieurement au plan, schéma ou périmètre visés à l'article D.VI.17, dans les quinze jours de la demande du Gouvernement, la commune soumet le projet de périmètre de préemption à enquête publique.

Le Gouvernement approuve le périmètre de préemption dans les soixante jours de la réception de la demande du bénéficiaire du droit de préemption. Ce délai peut être prolongé de trente jours par arrêté motivé.

§ 2. A défaut de l'adoption de l'arrêté du Gouvernement dans ces délais, le bénéficiaire du droit de préemption visé à l'article D.VI.22 peut, par envoi, adresser un rappel au Gouvernement. Si, à l'expiration d'un nouveau délai de soixante jours prenant cours à l'envoi du rappel, le bénéficiaire du droit de préemption visé à l'article D.VI.22 n'a pas reçu la décision du Gouvernement, le périmètre de préemption est réputé refusé.

§ 3. L'arrêté du Gouvernement est publié conformément aux articles D.VIII.22 et suivants.

En outre, dans les dix jours de son approbation par le Gouvernement, l'arrêté est notifié, par envoi, aux propriétaires et aux titulaires d'un droit réel immobilier des biens compris dans le périmètre soumis au droit de préemption ainsi qu'à la commune.

CHAPITRE III. — *Procédure de préemption**Section 1^{re}*. — Déclaration d'intention d'aliéner

Art. D.VI.25. § 1^{er}. Toute aliénation d'un droit réel immobilier soumis au droit de préemption est subordonnée à une déclaration préalable d'intention de son titulaire adressée par envoi simultanément au Gouvernement et à la commune.

La déclaration d'intention d'aliéner, dont le modèle est arrêté par le Gouvernement, contient obligatoirement :

1° l'identité et le domicile du titulaire d'un droit réel immobilier;

2° l'adresse de l'immeuble dont l'aliénation est projetée;

3° la description de l'immeuble et notamment sa désignation cadastrale, la superficie de la parcelle, la superficie au sol du bâti, la superficie de plancher et le nombre de niveaux;

4° les autres droits réels et les droits personnels qui y sont attachés;

5° la mention détaillée des permis de bâtir, d'urbanisme, de lotir ou d'urbanisation, des certificats d'urbanisme relatifs au bien ainsi que la destination urbanistique la plus récente et la plus précise, en indiquant la dénomination prévue au plan de secteur ou aux schémas pluricommunaux ou communaux;

6° l'indication du prix et des conditions de l'aliénation projetée ou, en cas de vente publique, de l'éventuelle mise à prix;

7° à défaut de prix, la valeur conventionnelle de la contre-prestation stipulée à charge de l'acquéreur du droit réel immobilier;

8° l'indication de ce que les titulaires du droit de préemption ont le droit de visiter le bien.

§ 2. En cas de vente publique, la déclaration visée au paragraphe 1^{er} est faite par le notaire chargé de procéder à la vente au moins soixante jours avant la première séance d'adjudication. En cas de revente par suite de l'exercice du droit de surenchère, la déclaration est faite par le notaire dès réception des surenchères. Elle indique en outre la date et les modalités de la vente.

Section 2. — Transmission de la déclaration d'intention d'aliéner

Art. D.VI.26. Le Gouvernement ou la personne qu'il délègue à cette fin saisi d'une déclaration d'intention d'aliéner en accuse réception dans les vingt jours par envoi et en transmet immédiatement copie aux bénéficiaires du droit de préemption portant sur les biens situés dans le périmètre, en mentionnant l'ordre de priorité visé à l'article D.VI.19.

Le Gouvernement ou la personne qu'il délègue à cette fin transmet, également sans délai, copie de la déclaration soit au receveur de l'enregistrement, soit au comité d'acquisition, prié de donner son avis dans les trente jours. Dès la réception de l'avis, il en transmet copie aux bénéficiaires. A défaut d'avis dans le délai, la procédure est poursuivie.

Section 3. — Décision des bénéficiaires du droit de préemption

Art. D.VI.27. Chacun des bénéficiaires adresse au Gouvernement, au plus tard dans les cinquante jours de la réception de la déclaration d'intention d'aliéner, un document faisant apparaître sa décision d'acquiescer aux prix et conditions proposés.

Le Gouvernement ou la personne qu'il délègue à cette fin envoie au titulaire, au plus tard dans les vingt jours de l'expiration du délai fixé à l'alinéa 1^{er}, la décision ou l'absence de décision des bénéficiaires du droit de préemption.

A défaut, le bénéficiaire est censé renoncer à l'exercice du droit de préemption.

Art. D.VI.28. En cas d'adjudication publique, le notaire instrumentant demande publiquement, à la fin des enchères et avant l'adjudication, si un des bénéficiaires envisage d'exercer son droit au prix de la dernière offre.

Celui-ci est subrogé au dernier enchérisseur.

En cas de revente par suite de l'exercice du droit de surenchère, la même question est posée publiquement à la séance de surenchère.

Sans préjudice de l'article 1592 du Code judiciaire, à défaut d'exercer immédiatement son droit de préemption, le bénéficiaire ou son représentant dispose d'un délai de trente jours à dater de l'adjudication pour informer le notaire instrumentant de sa décision de se subroger au dernier enchérisseur.

Copie de la décision est annexée à l'acte d'adjudication.

Section 4. — Renonciation à exercer le droit de préemption

Art. D.VI.29. Lorsque le bénéficiaire du droit de préemption a renoncé à l'exercice de son droit, le titulaire d'un droit réel immobilier peut aliéner le même bien sans satisfaire aux dispositions de l'article D.VI.25 pour autant que :

1° l'acte authentique constatant l'aliénation soit passé dans un délai de trois ans à dater de la renonciation;

2° le prix de l'aliénation ne soit pas inférieur à celui figurant dans la déclaration déposée en application de l'article D.VI.25.

L'officier instrumentant informe le Gouvernement du respect des conditions visées à l'alinéa 1^{er}.

Section 5. — Préemption et paiement du prix

Art. D.VI.30. En cas d'acquisition, le préempteur règle le prix dans les quatre mois qui suivent soit la décision d'acquiescer le bien, soit la décision juridictionnelle définitive, soit la date de l'acte d'adjudication, et au plus tard le jour de la passation de l'acte.

Le préempteur adresse au Gouvernement et à la commune une copie de l'acte d'acquisition.

CHAPITRE IV. — *Dispositions diverses*

Art. D.VI.31. Lorsque le droit réel immobilier a été aliéné en violation des dispositions du présent titre, le bénéficiaire peut demander au tribunal de constater la nullité de l'acte et de déclarer le bénéficiaire acquiesseur en lieu et place du tiers moyennant le prix et les conditions stipulés dans l'acte.

L'action en nullité se prescrit par cinq ans.

Art. D.VI.32. § 1^{er}. Aucun acte authentique relatif à une aliénation d'un bien soumis au droit de préemption au profit d'une personne autre qu'un bénéficiaire ne peut être passé sans que le respect des dispositions du présent titre n'ait été constaté.

A cette fin, le Gouvernement ou la personne qu'il délègue à cette fin délivre à tout notaire ou officier public qui en fait la demande, dans les trente jours de celle-ci, une attestation établie selon le modèle qu'il arrête et de nature à établir l'existence de toute déclaration de mise en vente et des suites réservées à celle-ci.

Passé ce délai, l'acte peut être reçu même à défaut d'attestation.

§ 2. Tout compromis ou acte sous seing privé relatif à une aliénation d'un bien soumis au droit de préemption au profit d'une personne autre qu'un bénéficiaire est irréfragablement réputé affecté d'une condition suspensive de non-exercice du droit de préemption.

CHAPITRE V. — *Droit transitoire*

Art. D.VI.33. Les arrêtés de préemption en vigueur à la date d'entrée en vigueur du Code restent d'application. Toutefois, la durée du droit de préemption est portée à quinze ans à dater de leur adoption.

TITRE III. — *Remembrement et relotissement*

Art. D.VI.34. En cas de remembrement ou de relotissement, l'immeuble remembré ou le lot nouveau est substitué réellement à l'immeuble ancien. Moyennant l'accomplissement des formalités de publicité ci-dessous prévues et sous réserve des modifications résultant des accords particuliers :

1° les privilèges et hypothèques et tous droits réels, à l'exception des servitudes, grevant le bien ancien, les causes d'annulation, de révocation ou de résolution qui affectaient le titre du propriétaire dudit bien, ainsi que les actions de toute nature exercées relativement à ce bien sont de plein droit reportés sur l'ensemble du bien remembré, y compris les parties nouvelles qui y sont incorporées, ou sur le lot nouveau substitué à l'immeuble ancien, de même que, le cas échéant, sur le prix, la soulte ou le solde des soultes pouvant revenir au propriétaire de l'immeuble ancien ensuite de l'opération de remembrement ou de relotissement envisagée dans son ensemble;

2° l'immeuble ou les parties d'immeubles qui passent, en vertu du remembrement ou du relotissement, dans le patrimoine d'un ou de plusieurs autres propriétaires entrent dans le patrimoine purgés de tous les droits, causes d'annulation, de révocation ou de résolution et actions ci-dessus visés.

Le débiteur est valablement libéré par le versement du prix ou de la soulte à la Caisse des dépôts et consignations.

Art. D.VI.35. En cas d'annulation, de révocation ou de résolution, le report d'office a lieu sans préjudice du règlement d'indemnité à intervenir entre parties toutes les fois que le bien remembré ou le lot nouveau a une valeur supérieure à celle de l'immeuble ancien.

Art. D.VI.36. Les effets du remembrement, tels qu'ils sont prévus à l'article D.VI.34, ne sont opposables aux tiers qu'à compter de la transcription, au bureau des hypothèques de la situation des biens, de l'acte constatant le remembrement ou le relotissement, et, de plus, en ce qui concerne le report ou l'extinction des privilèges et hypothèques, à compter du jour où l'inscription relative à ces droits a fait l'objet d'une mention en marge.

Cet émargement est opéré à la requête du comité d'acquisition ou du pouvoir expropriant sur production de l'acte de remembrement ou de relotissement et d'un bordereau en double exemplaire contenant, outre l'indication des inscriptions à émarger :

- 1° les nom, prénoms, profession et domicile des parties ainsi que du créancier;
- 2° les actes en vertu desquels a lieu le report des privilèges ou des hypothèques;
- 3° la description nouvelle de l'immeuble remembré ou reloti;
- 4° les indications prescrites par l'article 12 de la loi du 10 octobre 1913.

Le conservateur remet au requérant l'acte et l'un des bordereaux, au pied duquel il certifie avoir opéré la mention. Si la Région prend les opérations immobilières à son compte, elle supporte le coût des formalités hypothécaires à l'égard des droits grevant les immeubles remembrés ou relotis.

Art. D.VI.37. Le droit de bail relatif à des immeubles remembrés ou relotis, exception faite du bail à ferme qui reste régi par les dispositions de la loi du 4 novembre 1969 sur le bail à ferme ainsi que du décret du 27 mars 2014 relatif au Code wallon de l'Agriculture, est reporté sur le lot nouveau attribué au bailleur, sauf diminution ou augmentation du prix du bail et à moins que le locataire n'opte pour la résiliation.

TITRE IV. — *Régime des moins-values et des bénéfices*

CHAPITRE I^{er}. — *Indemnisation des moins-values*

Section 1^{re}. — *Principe*

Art. D.VI.38. Il y a lieu à indemnité à charge de la Région lorsque l'interdiction de construire ou d'utiliser un terrain pour le placement d'une ou plusieurs installations fixes, au sens de l'article D.IV.4, alinéa 1^{er}, 1^o, ou d'urbaniser au sens de l'article D.IV.2, résultant de la révision ou de l'élaboration d'un plan de secteur revêtu de la force obligatoire met fin à l'affectation donnée au bien par le plan en vigueur au jour précédant l'entrée en vigueur dudit plan, à condition qu'à ce jour, le bien soit apte à recevoir des constructions et riverain d'une voirie suffisamment équipée compte tenu de la situation des lieux.

La diminution de valeur est supportée sans indemnité jusqu'à concurrence de vingt pour cent de la valeur d'acquisition du bien actualisée et majorée conformément à l'article D.VI.42.

Section 2. — *Absence d'indemnisation*

Art. D.VI.39. Aucune indemnité n'est due dans les cas suivants :

1° interdiction de construire ou d'utiliser un terrain pour le placement d'une ou plusieurs installations fixes ou d'urbaniser résultant d'une prévision d'expropriation du bien, et ce, sous réserve de l'application de l'article D.VI.15;

2° interdiction de couvrir une parcelle de constructions au-delà de ce qui est permis par le plan ou de dépasser la densité d'occupation fixée par le plan;

3° interdiction de continuer l'exploitation d'établissements soumis à permis d'environnement ou déclaration en application du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement au-delà de la période pour laquelle l'exploitation a été autorisée;

4° interdiction de construire sur un terrain ne possédant pas les dimensions minimales fixées par le plan;

5° interdiction de construire ou d'urbaniser un terrain n'ayant pas d'accès à une voie suffisamment équipée compte tenu de la situation des lieux;

6° interdiction de construire ou d'urbaniser en dehors des agglomérations en raison des nécessités impérieuses résultant de la sécurité de la circulation;

7° interdiction de construire ou d'urbaniser un terrain pour lequel un permis d'urbanisme, de lotir ou d'urbanisation précédemment accordé était périmé à la date de l'entrée en vigueur du plan entraînant cette interdiction;

8° pour les bâtiments ou installations fixes détruits par une calamité naturelle, lorsque l'interdiction de leur reconstruction résulte de l'arrêté royal pris en exécution de l'article 12, § 3, alinéa 1^{er}, de la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles;

9° interdiction de construire ou d'urbaniser sur un terrain exposé à un risque ou une contrainte visé à l'article D.IV.57.

Section 3. — Réduction ou refus d'indemnisation

Art. D.VI.40. L'indemnisation est réduite ou refusée si et dans la mesure où, la veille de l'entrée en vigueur du plan qui met fin à l'affectation donnée initialement au bien, le demandeur est propriétaire d'un ou plusieurs biens immeubles dans la Région ou détient des actions d'une société ayant pour objet principal la gestion immobilière et gérant un ou plusieurs immeubles situés dans la Région et que ces immeubles tirent profit de l'entrée en vigueur d'un plan ou de travaux exécutés aux frais d'administrations publiques.

Section 4. — Naissance du droit à l'indemnisation

Art. D.VI.41. Le droit à l'indemnisation naît soit au moment de la vente du bien, soit lors du refus d'un permis d'urbanisme ou d'urbanisation, soit lors de la délivrance d'un certificat d'urbanisme négatif s'y rapportant.

Section 5. — Calcul de l'indemnité

Art. D.VI.42. La diminution de valeur, qui est prise en considération pour l'indemnisation, est estimée en tant que la différence entre, d'une part, la valeur du bien au moment de l'acquisition et, d'autre part, la valeur du bien au moment où naît le droit à l'indemnisation après l'entrée en vigueur du plan. Seule la diminution de valeur résultant du plan peut être prise en considération pour l'indemnisation.

Est considéré comme valeur du bien au moment de l'acquisition le montant qui a servi de base à la perception des droits d'enregistrement, de succession ou de mutation par décès sur la pleine propriété du bien, ou, à défaut de pareille perception, la valeur vénale du bien en pleine propriété le jour de l'acquisition.

Est considéré comme valeur du bien au moment de la naissance du droit à l'indemnisation :

1° en cas de vente du bien, le montant ayant servi de base au prélèvement des droits d'enregistrement sur la pleine propriété du bien, ou, à défaut de tel prélèvement, la valeur vénale du bien en pleine propriété au jour de la vente avec au minimum la valeur convenue;

2° en cas de refus du permis d'urbanisme ou d'urbanisation ou en cas de certificat d'urbanisme négatif, la valeur vénale à ce moment.

La valeur du bien au moment de l'acquisition est actualisée en la multipliant par l'indice santé du mois civil précédant celui de la fixation de l'indemnité et en divisant le chiffre ainsi obtenu par l'indice de santé de l'année de l'acquisition du bien par l'ayant droit à l'indemnité converti, le cas échéant, sur la même base que l'indice visé en premier lieu. La valeur ainsi obtenue est majorée des frais d'acquisition et des dépenses que l'ayant droit à l'indemnité a supportés en vue de réaliser la destination du bien au jour précédant l'entrée en vigueur du plan qui met fin à l'affectation donnée initialement au bien.

Section 6. — Procédure

Art. D.VI.43. Les demandes d'indemnité sont, quel qu'en soit le montant, de la compétence des tribunaux de première instance. Ces jugements sont susceptibles d'appel.

Les actions sont prescrites un an après le jour où naît le droit à l'indemnisation conformément à l'article D.VI.41, et dix ans à compter de la date d'entrée en vigueur du plan de secteur. Ce dernier délai est porté à quinze ans pour l'action en indemnité visée à l'article D.VI.15, alinéa 4.

Art. D.VI.44. Sous peine de déchéance définitive du droit à l'indemnisation, le demandeur, dans les six mois qui suivent l'introduction de la demande et au plus tard avant la clôture des débats, dépose au greffe du tribunal compétent, par envoi, un état précisant si, la veille de l'entrée en vigueur du plan visé à l'article D.VI.38, il était ou n'était pas propriétaire d'un ou plusieurs biens, bâtis ou non, dans la Région ou détenait des actions d'une société ayant pour objet principal la gestion immobilière. Si tel est le cas, il doit aussi fournir une indication précise des données cadastrales de ces terrains et du nombre d'actions. En même temps qu'il dépose cet état au greffe, le demandeur le communique, selon les mêmes modalités, à l'administration ou à son conseil.

Section 7. — Exécution de l'obligation d'indemnisation

Art. D.VI.45. Il peut être satisfait à l'obligation d'indemnisation, même en cas de transfert de propriété du bien, par la révision du plan de secteur dans le but de rendre au bien l'affectation qu'il avait au jour précédant l'entrée en vigueur du plan. Dans ce cas, le Gouvernement décide ou autorise la mise en révision dudit plan de secteur par un arrêté motivé et la procédure de révision du plan est applicable. Si, au terme de la procédure, il n'apparaît pas possible de rendre au bien l'affectation antérieure, l'indemnisation est due.

Art. D.VI.46. Lorsqu'en vertu d'un plan revêtu de la force obligatoire, une interdiction de construire peut être opposée à celui qui a acquis une parcelle dans le périmètre d'un permis d'urbanisation, la Région peut s'exonérer de son obligation d'indemniser en rachetant cette parcelle à l'intéressé moyennant remboursement du prix, des charges et des frais qu'il a payés.

Si l'intéressé n'est propriétaire que de la parcelle visée ci-dessus, il pourra exiger son rachat par la Région en signifiant sa volonté par envoi dans les douze mois de la publication du plan prévu ci-dessus. Dans ce cas, cette parcelle devra lui être rachetée et payée dans les douze mois de la signification. Le Gouvernement détermine les modalités d'application de cette disposition.

Section 8. — Droit transitoire

Art. D.VI.47. Quiconque ayant acquis un bien avant le 15 février 1971, en vue d'y construire une habitation individuelle, se voit opposer un refus de permis d'urbanisme, peut demander à la Région de racheter ce bien, lorsque l'interdiction résulte des dispositions d'un plan de secteur ayant acquis force obligatoire. L'association intercommunale ou la commune, peuvent, avec l'accord du Gouvernement ou de son délégué, se substituer à la Région wallonne.

La présente disposition n'est applicable qu'aux personnes qui sont propriétaires de ce seul bien et à condition qu'elles aient pu légitimement escompter y construire une maison d'habitation individuelle.

Le rachat se fait moyennant remboursement du prix, des charges et des frais payés par le bénéficiaire.

CHAPITRE II. — Régime des bénéfices résultant de la planification

Section 1^{re}. — Taxe régionaleSous-section 1^{re}. — Fondement, exemptions et suspensions

Art. D.VI.48. Une taxe sur les bénéfices résultant de la planification est créée. La taxe est due lorsque les deux conditions suivantes sont réunies successivement :

1° une parcelle ou partie de parcelle bénéficie d'une ou plusieurs modifications de destination suite à l'élaboration ou à la révision de tout ou partie du plan de secteur;

2° une des opérations suivantes est réalisée :

- le redevable transmet un droit réel se rapportant à cette parcelle ou partie de parcelle par acte authentique et à titre onéreux;

- cette parcelle ou partie de parcelle fait l'objet en dernier ressort administratif, d'un permis d'urbanisme ou d'urbanisation, ou d'un permis unique ou intégré visés à l'article D.IV.107, et qui n'aurait pu être obtenu avant l'élaboration ou la révision du plan de secteur.

Art. D.VI.49. Donnent lieu à bénéfice soumis à la taxe les modifications de destination suivantes :

1° la modification d'une zone agricole en zone d'habitat, d'habitat à caractère rural, d'enjeu communal ou d'aménagement communal concerté;

2° la modification d'une zone forestière en zone d'habitat, d'habitat à caractère rural, d'enjeu communal ou d'aménagement communal concerté;

3° la modification d'une zone d'espaces verts, naturelle, de parc ou d'extraction en zone d'habitat, d'habitat à caractère rural, d'enjeu communal ou d'aménagement communal concerté;

4° la modification d'une zone de services publics et d'équipements communautaires ou d'un domaine des infrastructures ferroviaires, aéroportuaires ou des ports autonomes en zone d'habitat, d'habitat à caractère rural, d'enjeu communal ou d'aménagement communal concerté;

5° la modification d'une zone de loisirs en zone d'habitat, d'habitat à caractère rural, d'enjeu communal ou d'aménagement communal concerté;

6° la modification d'une zone d'activité économique mixte, industrielle, spécifique, d'enjeu régional ou d'aménagement communal concerté à caractère économique en zone d'habitat, d'habitat à caractère rural, d'enjeu communal ou d'aménagement communal concerté;

7° la modification d'une zone de dépendances d'extraction en zone d'habitat, d'habitat à caractère rural, d'enjeu communal ou d'aménagement communal concerté;

8° la modification d'une zone de loisirs en zone de services publics et d'équipements communautaires ou en un domaine des infrastructures ferroviaires, aéroportuaires ou des ports autonomes;

9° la modification d'une zone agricole en zone de services publics et d'équipements communautaires ou en un domaine des infrastructures ferroviaires, aéroportuaires ou des ports autonomes;

10° la modification d'une zone forestière en zone de services publics et d'équipements communautaires ou en un domaine des infrastructures ferroviaires, aéroportuaires ou des ports autonomes;

11° la modification d'une zone d'espaces verts, naturelle, de parc ou d'extraction en zone de services publics et d'équipements communautaires ou en un domaine des infrastructures ferroviaires, aéroportuaires ou des ports autonomes;

12° la modification d'une zone agricole en zone d'activité économique mixte, industrielle, spécifique, d'enjeu régional ou d'aménagement communal concerté à caractère économique;

13° la modification d'une zone forestière en zone d'activité économique mixte, industrielle, spécifique, d'enjeu régional ou d'aménagement communal concerté à caractère économique;

14° la modification d'une zone d'espaces verts, naturelle, de parc ou d'extraction en zone d'activité économique mixte, industrielle, spécifique, d'enjeu régional ou d'aménagement communal concerté à caractère économique;

15° la modification d'une zone de services publics et d'équipements communautaires ou d'un domaine des infrastructures ferroviaires, aéroportuaires ou des ports autonomes en zone d'activité économique mixte, industrielle, spécifique, d'enjeu régional ou d'aménagement communal concerté à caractère économique;

16° la modification d'une zone de loisirs en zone d'activité économique mixte, industrielle, spécifique, d'enjeu régional ou d'aménagement communal concerté à caractère économique;

17° la modification d'une zone de dépendances d'extraction en zone d'activité économique mixte, industrielle, spécifique, d'enjeu régional ou d'aménagement communal concerté à caractère économique;

18° la modification d'une zone agricole en zone de dépendances d'extraction;

19° la modification d'une zone forestière en zone de dépendances d'extraction;

20° la modification d'une zone d'espaces verts, naturelle, de parc ou d'extraction en zone de dépendances d'extraction;

21° la modification d'une zone agricole en zone de loisirs;

22° la modification d'une zone forestière en zone de loisirs;

23° la modification d'une zone d'espaces verts, naturelle, de parc ou d'extraction en zone de loisirs;

24° la modification d'une zone forestière en zone agricole;

25° la modification d'une zone d'espaces verts, naturelle, de parc ou d'extraction en zone agricole.

Art. D.VI.50. § 1^{er}. Aucune taxe n'est due dans les cas suivants :

1° lorsque le bénéfice concerne des biens propriété de la Région, des provinces, des communes, des régies communales autonomes, des intercommunales et des établissements publics et organismes habilités par la loi ou le décret à exproprier pour cause d'utilité publique;

2° lorsque la modification de destination concerne une parcelle ou partie de parcelle de moins de 200 m²;

3° lorsqu'une révision du plan de secteur est adoptée pour satisfaire à l'obligation d'indemnisation visée à l'article D.VI.45;

4° lorsqu'une révision du plan de secteur visée à l'article D.II.51 ou D.II.52 est adoptée notamment pour inscrire un périmètre visé à l'article D.V.2 ou D.V.7 et que la parcelle est reprise dans ce périmètre;

5° lorsque la parcelle, sur laquelle est située le jour avant l'entrée en vigueur du plan de secteur une habitation non conforme à la destination de la zone, dont l'existence est légale et qui est encore habitée, reçoit une destination résidentielle en conséquence du plan;

6° lorsqu'une parcelle comprise dans un permis d'urbanisation non périmé, reçoit une destination résidentielle en conséquence du plan;

7° sans préjudice des 5° et 6°, lorsqu'il existe un ou plusieurs bâtiments dont l'existence est légale et qui sont conformes à la zone telle que modifiée par le plan.

§ 2. Les parcelles qui sont expropriées ou cédées à l'amiable pour cause d'utilité publique sont exemptées de la taxe sur les bénéfices résultant de la planification, pour autant que, conformément à l'article D.VI.7, il ne soit pas tenu compte de la plus-value qui résulte des prescriptions du plan pour le calcul de la valeur de l'immeuble exproprié ou cédé à l'amiable pour cause d'utilité publique.

Si l'expropriation ou la cession à l'amiable pour cause d'utilité publique a lieu après que la taxe ou une partie de la taxe sur les bénéfices résultant de la planification spatiale ait déjà été payée, les montants payés sont remboursés, sans intérêts moratoires.

Art. D.VI.51. La taxe sur les bénéfices résultant de la planification est suspendue dans les cas suivants :

1° pendant la période au cours de laquelle le plan de secteur est suspendu par le Conseil d'Etat;

2° pendant la période au cours de laquelle le permis visé à l'article D.VI.48, 2°, fait l'objet d'un recours au Conseil d'Etat;

3° à partir de l'envoi au fonctionnaire désigné par le Gouvernement de l'intention d'exproprier ou d'acquérir à l'amiable pour cause d'utilité publique, par l'une des personnes, instances ou organismes dont les biens sont exemptés de la taxe en application de l'art. D.VI.50, § 1^{er}, 1°, jusqu'à, le cas échéant, la date de la révocation de cette intention;

4° pendant la période au cours de laquelle la parcelle ne peut pas être bâtie du fait d'une servitude d'utilité publique.

Le Gouvernement fixe les modalités concernant la communication de l'intention d'exproprier ou d'acquérir à l'amiable pour cause d'utilité publique ou sa révocation, ou de l'existence d'une servitude d'utilité publique au fonctionnaire qu'il désigne et le mode de calcul de la période de suspension visée à l'alinéa 1^{er}.

Sous-section 2. — Redevable

Art. D.VI.52. Le redevable est la personne qui est propriétaire ou nu-propriétaire du bien au moment de l'entrée en vigueur du plan de secteur.

S'il y a plusieurs personnes redevables, elles sont solidairement responsables du paiement de la taxe des bénéfices résultant de la planification.

L'obligation de contribution est transmise à la personne physique ou morale à laquelle le droit de propriété ou de nue-propriété est transmis gratuitement ou par succession ou donation.

Sous-section 3. — Calcul de la taxe

Art. D.VI.53. § 1^{er}. La taxe sur les bénéfices de la planification est calculée à partir du bénéfice forfaitaire présumé de la parcelle suite à une ou plusieurs modifications visées à l'article D.VI.49 sur la base de la superficie de la parcelle ou partie de parcelle concernée.

La superficie de la parcelle est celle qui est déclarée et enregistrée au cadastre.

§ 2. La partie taxée du bénéfice forfaitaire présumé d'une parcelle ou partie de parcelle est égale à cinquante pour cent du montant forfaitaire figurant au tableau suivant :

Nature de la modification de destination	Bénéfice présumé forfaitaire par m ²	Partie taxée par m ²
Modification visée à l'article D.VI.49, 1°	47,53 euros	23,77 euros
Modification visée à l'article D.VI.49, 2°	49,63 euros	24,82 euros
Modification visée à l'article D.VI.49, 3°	49,20 euros	24,60 euros
Modification visée à l'article D.VI.49, 4°	24,90 euros	12,45 euros
Modification visée à l'article D.VI.49, 5°	45,50 euros	22,75 euros
Modification visée à l'article D.VI.49, 6°	20,35 euros	10,18 euros
Modification visée à l'article D.VI.49, 7°	43,90 euros	21,95 euros
Modification visée à l'article D.VI.49, 8°	20,60 euros	10,30 euros
Modification visée à l'article D.VI.49, 9°	22,63 euros	11,32 euros
Modification visée à l'article D.VI.49, 10°	24,73 euros	12,37 euros
Modification visée à l'article D.VI.49, 11°	24,30 euros	12,15 euros
Modification visée à l'article D.VI.49, 12°	27,18 euros	13,59 euros
Modification visée à l'article D.VI.49, 13°	29,28 euros	14,64 euros
Modification visée à l'article D.VI.49, 14°	28,85 euros	14,43 euros

Nature de la modification de destination	Bénéfice présumé forfaitaire par m ²	Partie taxée par m ²
Modification visée à l'article D.VI.49, 15°	4,55 euros	2,28 euros
Modification visée à l'article D.VI.49, 16°	25,15 euros	12,58 euros
Modification visée à l'article D.VI.49, 17°	23,55 euros	11,78 euros
Modification visée à l'article D.VI.49, 18°	3,63 euros	1,82 euros
Modification visée à l'article D.VI.49, 19°	5,73 euros	2,87 euros
Modification visée à l'article D.VI.49, 20	5,30 euros	2,65 euros
Modification visée à l'article D.VI.49, 21	2,03 euros	1,02 euros
Modification visée à l'article D.VI.49, 22	4,13 euros	2,07 euros
Modification visée à l'article D.VI.49, 23	3,70 euros	1,85 euros
Modification visée à l'article D.VI.49, 24°	2,10 euros	1,05 euros
Modification visée à l'article D.VI.49, 25°	1,68 euros	0,84 euros

§ 3. Si une parcelle ou partie de parcelle fait l'objet de plusieurs modifications simultanées de destination, la partie taxée est la somme des produits des superficies respectives de chaque modification par cinquante pour cent du montant forfaitaire par m² repris dans le tableau inclus dans le paragraphe 2.

§ 4. Pour l'application de l'article D.VI.49, lorsque le plan de secteur fait l'objet de modifications successives et que la taxe n'a pas été versée, le bénéfice forfaitaire présumé d'une parcelle ou partie de parcelle est calculé en prenant en compte la différence entre la destination du plan la plus récente après la modification et la destination la plus ancienne avant la modification du plan.

Le Gouvernement détermine les modalités concernant la communication de ces renseignements au fonctionnaire visé à l'article D.VI.57, alinéa 1^{er}.

Art. D.VI.54. § 1^{er}. La partie taxée visée à l'article D.VI.53, § 2, est divisée en tranches, soumises séparément à un pourcentage d'imposition spécifique et la taxe est calculée sur la base du tableau suivant :

Tranche de la partie taxée	Taux applicable à la tranche concernée	Montant maximal de la taxe pour la tranche précédente
de 0,01 à 12.500 euros	1 %	0 euro
de 12.500 à 25.000 euros	2 %	125 euros
de 25.000 à 50.000 euros	3 %	375 euros
de 50.000 à 100.000 euros	5 %	1.125 euros
de 100.000 à 150.000 euros	8 %	3.625 euros
de 150.000 à 200.000 euros	14 %	7.625 euros
de 200.000 à 250.000 euros	18 %	14.625 euros
de 250.000 à 500.000 euros	24 %	23.625 euros
au-dessus des 500.000 euros	30 %	83.625 euros

§ 2. Lorsque le montant de la taxe due comprend une fraction d'euro avec plus de deux décimales, cette fraction doit être arrondie au cent supérieur ou inférieur, selon que la troisième décimale atteint ou n'atteint pas 5.

Art. D.VI.55. Le montant forfaitaire par m² visé à l'article D.VI.53, § 2, est actualisé tous les cinq ans à dater de l'entrée en vigueur du Code.

A cette fin, le Gouvernement présente tous les cinq ans au Parlement une proposition d'actualisation sur la base du rapport visé à l'article D.VI.61.

Si l'actualisation n'a pas été effectuée le 31 décembre de la dernière année du cycle de cinq ans mentionné à l'alinéa 1^{er}, le montant de la taxe déterminé conformément aux articles D.VI.48 à D.VI.54 est actualisé à partir du 1^{er} janvier de l'année suivante. Pour ce faire, le montant de la taxe est multiplié par l'indice de santé du mois suivant le mois durant lequel l'opération visée à l'article D.VI.48, alinéa 1^{er}, 2^o, est intervenue, et divisé par l'indice de santé du mois suivant le mois durant lequel le montant applicable du bénéfice forfaitaire présumé par m² a été fixé ou adapté pour la dernière fois.

Sous-section 4. — Registre des bénéficiaires fonciers

Art. D.VI.56. Dans les trente jours de l'entrée en vigueur du plan, le Gouvernement ou la personne qu'il délègue à cette fin à la DGO4 établit le registre des bénéficiaires fonciers qui liste les parcelles dont la destination est modifiée par l'élaboration ou la révision du plan de secteur.

Pour chaque parcelle ou partie de parcelle du périmètre du plan élaboré ou révisé, le registre comprend au moins les éléments suivants :

1° les renseignements cadastraux, comportant :

a) le numéro cadastral de la parcelle ainsi que l'indication de la commune concernée, de sa division et de sa section cadastrale;

b) la contenance de la parcelle ou partie de parcelle concernée exprimée en hectares (ha) et en ares (a);

2° sa ou ses destinations au plan de secteur avant la modification dont découle la taxe;

3° sa ou ses destinations au plan de secteur après la modification dont découle la taxe;

4° le ou les points de l'article D.VI.49 applicables en relation avec les mètres carrés concernés;

5° les cas où l'article D.VI.50, alinéa 1^{er}, 2^o, 3^o, 4^o ou 6^o est d'application.

Le Gouvernement ou la personne qu'il délègue à cette fin envoie les informations au fonctionnaire visé à l'article D.VI.57, alinéa 1^{er}.

Le Gouvernement détermine les modalités quant à la forme et au contenu du registre et peut déterminer ses modalités de publication.

Sous-section 5. — Etablissement, perception, recouvrement, délais de paiement et recours

Art. D.VI.57. La taxe est établie par le fonctionnaire désigné par le Gouvernement, à l'aide de rôles rendus exécutoires conformément à l'article 17*bis*, § 1^{er}, a, du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, et conformément aux règles qui leurs sont applicables dans ce même décret.

Pour l'application de ce décret, la période imposable et l'exercice d'imposition sont l'année civile durant laquelle une des opérations visées à l'article D.VI.48, 2^o, est réalisée.

Le notaire qui a reçu l'acte authentique visé à l'alinéa D.VI.48, 2^o, est en informe le fonctionnaire désigné à l'alinéa 1^{er} dans les cinq jours de la passation de l'acte.

Le collège communal, le fonctionnaire délégué ou le Gouvernement qui a octroyé en tant qu'autorité compétente, conjointe ou non, le permis visé à D.VI.48, alinéa 1^{er}, 2^o, en informe le fonctionnaire désigné à l'alinéa 1^{er} dès que le permis est définitif en ce qui concerne les recours administratifs.

Le rôle est établi sur la base du registre visée à l'article D.VI.56, et de ces informations.

Le Gouvernement détermine les modalités de transmission des éléments nécessaires à l'établissement des rôles au fonctionnaire chargé de l'établissement de la taxe et désigne les fonctionnaires qui sont chargés de la perception et du recouvrement de la taxe et du contrôle du respect des obligations liées à la taxe.

Art. D.VI.58. La taxe sur les bénéfices de la planification doit être payée dans le délai prévu à l'article 23, § 1^{er}, du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes.

Lorsque le permis d'urbanisme, le permis d'urbanisation, le permis unique ou intégré est octroyé par phases, la taxe à payer est fixée pour chacune des phases au prorata de la surface concernée; le délai à payer se calcule pour chaque phase autre que la première à dater du jour fixé par le permis comme point de départ du délai de péremption.

Art. D.VI.59. Les recours administratifs et judiciaires ouverts au redevable sont ceux prévus aux articles 25 à 28 du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes.

Le Gouvernement détermine le protocole de consultation et de communication des informations nécessaires au traitement des recours.

Art. D.VI.60. Sans préjudice des dispositions du présent chapitre, les dispositions du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes s'appliquent à la taxe des bénéfices résultant de la planification et notamment les articles 20 à 24*bis* relatifs aux délais d'imposition et d'exigibilité des taxes, les articles 29 et suivants relatifs aux intérêts de retard, les articles 35 et suivants relatifs aux poursuites, les articles 53 et suivants relatifs aux effets des recours sur les recouvrements, les articles 56 et suivants relatifs à la prescription, les articles 57*bis* et suivants relatifs à l'irrecouvrabilité de certaines créances, les articles 58 et suivants relatifs au droit et privilège du trésor en matière de recouvrement, les articles 63 et suivants relatifs aux sanctions administratives.

Sous-section 6. — Evaluation

Art. D.VI.61. Le Gouvernement établit tous les cinq ans un rapport d'évaluation permettant d'assurer le suivi et l'efficacité du régime des bénéfices résultant de la planification.

Sous-section 7. — Droit transitoire

Art. D.VI.62. La taxe régionale sur les bénéfices de la planification s'applique aux élaborations et révisions de plans de secteur dont le projet a été adopté par le Gouvernement après l'entrée en vigueur du Code.

Section 2. — Taxes communales

Art. D.VI.63. Les communes tiennent un inventaire de toutes les parcelles de terrain sises sur leur territoire, pour lesquelles il existe un permis de lotir ou d'urbanisation non frappé de caducité et qui ne sont pas encore bâties, ainsi que de toutes les parcelles de terrain non bâties situées dans une zone d'habitat, une zone d'habitat à caractère rural, une zone d'aménagement communal concerté mise en œuvre au sens de l'article D.II.42 et affectée à l'habitat, une zone d'enjeu communal, une zone d'enjeu régional affectée à l'habitat, à l'exception d'une zone d'activité économique telle qu'elle est prévue au plan de secteur. Toute personne qui en fait la demande peut prendre connaissance sur place de cet inventaire.

Art. D.VI.64. § 1^{er}. Les communes sont autorisées à établir, outre les centimes additionnels au précompte immobilier, une taxe annuelle sur les parcelles non bâties situées :

- 1^o dans le périmètre d'urbanisation non périmé au sein d'une zone d'enjeu communal;
- 2^o dans une zone d'enjeu communal et en bordure d'une voie publique suffisamment équipée en eau et électricité, pourvue d'un revêtement solide et d'une largeur suffisante, compte tenu de la situation des lieux;
- 3^o dans le périmètre d'un permis d'urbanisation non périmé en dehors d'une zone d'enjeu communal;
- 4^o en bordure d'une voie publique suffisamment équipée en eau et électricité, pourvue d'un revêtement solide et d'une largeur suffisante, compte tenu de la situation des lieux et :
 - a) soit dans une zone d'habitat ou d'habitat à caractère rural inscrite au plan de secteur ou dans le périmètre des plans visés à l'article D.II.66, § 3, alinéas 1^{er} et 2 et affectées à l'habitat ou à l'habitat à caractère rural;
 - b) soit dans une zone d'aménagement communal concerté mise en œuvre au sens de l'article D.II.42 et affectées à l'habitat ou à l'habitat à caractère rural.

Le montant de la taxe annuelle visée à l'alinéa 1^{er}, 3^o, ne peut dépasser la moitié de celui fixé en application du 1^o.

Le montant de la taxe annuelle visée à l'alinéa 1^{er}, 4^o, ne peut dépasser la moitié de celui fixé en application du 2^o.

§ 2. Sont dispensés :

1° de la taxe visée au paragraphe 1^{er}, 1° et 3°, les propriétaires d'une seule parcelle non bâtie à l'exclusion de tout autre bien immobilier;

2° de la taxe visée au paragraphe 1^{er}, 2° et 4°, les propriétaires d'un seul terrain non bâti à l'exclusion de tout autre bien immobilier;

3° de l'une et l'autre taxe, les sociétés de logement de service public.

La dispense prévue aux 1° et 2° ne vaut que durant les cinq exercices qui suivent l'acquisition du bien. Elle vaut durant les cinq exercices qui suivent l'entrée en vigueur du règlement-taxe, lorsque le bien est déjà acquis à ce moment. Ces délais sont suspendus durant tout le temps de la procédure lorsqu'un recours en annulation a été introduit à l'encontre d'un permis relatif audit bien devant le Conseil d'État ou qu'une demande d'interruption des travaux autorisés par le permis est pendante devant une juridiction de l'ordre judiciaire.

§ 3. La taxe visée au paragraphe 1^{er}, 1° et 3°, n'est pas applicable aux parcelles qui, en raison des dispositions de la loi sur le bail à ferme, ne peuvent être affectées actuellement à la bâtisse.

La taxe visée au paragraphe 1^{er}, 2° et 4°, n'est pas applicable aux terrains sur lesquels il n'est pas permis de bâtir en vertu d'une décision de l'autorité ou lorsqu'il n'est pas possible de le faire ou lorsque les terrains sont effectivement utilisés professionnellement à des fins agricoles et horticoles.

LIVRE VII. — Infractions et sanctions

CHAPITRE I^{er}. — Actes infractionnels

Art. D.VII.1. § 1^{er}. Sont constitutifs d'infraction les faits suivants :

1° l'exécution des actes et des travaux visés à l'article D.IV.4 ou l'urbanisation d'un bien au sens de l'article D.IV.2, sans permis préalable, postérieurement à sa péremption ou postérieurement à l'acte ou à l'arrêt de suspension du permis ou encore non conformément au permis, à l'exclusion des actes posés en méconnaissance du parcellaire du permis d'urbanisation lorsqu'ils ne nécessitent pas une modification du permis d'urbanisation conformément à l'article D.IV.94, § 2;

2° la poursuite des actes et travaux visés à l'article D.IV.4 ou de l'urbanisation d'un bien au sens de l'article D.IV.2, sans permis préalable, postérieurement à sa péremption ou postérieurement à l'acte ou à l'arrêt de suspension du permis;

3° le maintien des travaux exécutés après le 21 avril 1962 sans le permis qui était requis ou en méconnaissance de celui-ci;

4° à l'exception des actes et travaux autorisés en dérogation ou exonérés de permis, le non-respect des prescriptions des plans de secteur et des normes du guide régional d'urbanisme;

5° le non-respect des règles d'affichage du permis visées à l'article D.IV.70 ou de publicité visées à l'article D.IV.76. et au Livre VIII;

6° l'absence de notification du début des travaux visée à l'article D.IV.71;

7° le non-respect des dispositions du Code wallon du Patrimoine.

§ 2. Le maintien des actes et travaux sans le permis qui était requis ou en méconnaissance de celui-ci n'est pas constitutif d'une infraction au terme d'un délai de dix ans après l'achèvement des actes et travaux, pour autant que les conditions cumulatives suivantes soient réunies :

1° l'infraction a été commise :

a) soit dans une zone destinée à l'urbanisation au plan de secteur au sens de l'article D.II.23, alinéa 2;

b) soit dans une zone d'aménagement communal concerté mise en œuvre et qui porte sur une ou plusieurs affectations destinées à l'urbanisation au sens de l'article D.II.23, alinéa 2;

c) soit sur des constructions, installations ou bâtiments, ou leurs aménagements accessoires ou complémentaires, existant avant l'entrée en vigueur du plan de secteur, ou dont l'affectation est conforme à la zone, ou dont l'affectation a été autorisée en dérogation au plan de secteur;

2° les actes et travaux en infraction sont conformes aux normes du guide régional;

3° les actes et travaux en infraction rencontrent l'une des hypothèses suivantes :

a) en cas de non-respect du permis d'urbanisme ou du permis d'urbanisation délivré, l'ampleur des écarts est inférieure à vingt pour cent :

i) de l'emprise au sol autorisée;

ii) de la hauteur sous corniche et au faîte du toit autorisée;

iii) de la profondeur autorisée;

iv) de la volumétrie autorisée;

v) de la superficie de planchers autorisée;

vi) des cotes d'implantation des constructions;

vii) de la dimension minimale ou maximale de la parcelle;

b) en cas de réalisation d'un auvent en extension d'un hangar agricole autorisé, pour autant que :

i) la hauteur du faîte de l'auvent soit inférieure à celle sous corniche du hangar;

ii) le hangar présente un tel auvent sur une seule de ses élévations;

iii) l'auvent présente une profondeur maximale de sept mètres mesurés à partir de l'élévation du hangar;

c) en cas de non-respect des ouvertures autorisées;

d) en cas de non-respect des tonalités autorisées par le permis d'urbanisme.

§ 3. Les dispositions du Livre I^{er} du Code pénal, en ce compris le chapitre VII et l'article 85, sont applicables auxdites infractions ainsi qu'à celles prévues aux articles D.VII.7 et D.VII.11.

CHAPITRE II. — *Contrevenants*

Art. D.VII.2. Sans préjudice des dispositions du Code pénal, les infractions commises peuvent être imputées :

1° au maître d'ouvrage;

2° au propriétaire du bien en ce compris lorsqu'il y a consenti ou toléré le placement d'installations fixes ou mobiles;

3° aux personnes qui, en raison de leur profession ou de leur activité, achètent, procèdent à l'urbanisation, offrent en vente ou en location, vendent ou donnent en location des immeubles, construisent ou placent des installations fixes ou mobiles ou qui interviennent dans ces opérations.

CHAPITRE III. — *Constat des infractions**Section 1^{re}. — Agents constatateurs*

Art. D.VII.3. Indépendamment des officiers de police judiciaire, ont la qualité d'agents constatateurs pour rechercher et constater, le cas échéant par procès-verbal, les infractions déterminées aux articles D.VII.1, D.VII.7, alinéa 3, et D.VII.11, alinéa 2 :

1° les fonctionnaires et agents chargés de l'administration et de la police de la voirie;

2° les fonctionnaires et agents techniques des communes désignés par le conseil communal;

3° les fonctionnaires et agents de la Région repris sur la liste arrêtée par le Gouvernement.

Le Gouvernement délivre aux agents régionaux un document attestant la qualité d'agent constatateur.

Section 2. — Avertissement préalable et mise en conformité

Art. D.VII.4. En cas d'infraction non visée à l'article D.VII.1, § 2, les agents constatateurs adressent un avertissement préalable à l'auteur présumé de l'infraction ou au propriétaire du bien où elle a été commise et fixent un délai de mise en conformité compris entre trois mois et deux ans.

Lorsqu'il est donné verbalement, l'avertissement est confirmé par envoi dans les quinze jours par le fonctionnaire délégué ou le bourgmestre selon le cas.

Au terme du délai visé à l'alinéa 1^{er} et à défaut de mise en conformité, un procès-verbal de constat, conforme à l'article D.VII.5, est dressé et transmis au procureur du Roi.

Section 3. — Procès-verbal

Art. D.VII.5. Le procès-verbal décrit le ou les actes et travaux infractionnels constatés et la ou les dispositions du Code non respectées.

Le Gouvernement peut arrêter la forme et le contenu du procès-verbal.

Section 4. — Envoi du procès-verbal de constat

Art. D.VII.6. Hormis les officiers de police judiciaire, tout agent constatateur envoie le procès-verbal au plus tard dix jours après le constat de l'infraction visée à l'article D.VII.1, aux contrevenants, à tout titulaire de droit réel sur le bien immobilier à l'exclusion de l'hypothèque ou de l'antichrèse, à toute personne qui fait usage du bien immobilier, au collègue communal, au fonctionnaire délégué et au procureur du Roi.

Dès réception d'un procès-verbal dressé par un officier de police judiciaire ou par un agent constatateur, le fonctionnaire délégué en avise le collègue communal et le Gouvernement si celui-ci est saisi ou est susceptible d'être saisi d'un recours sur une demande de permis de régularisation relative aux actes et travaux ou à l'urbanisation objets du procès-verbal.

Section 5. — Accès

Art. D.VII.7. Les agents constatateurs visés à l'article D.VII.3 ont accès au chantier et aux constructions et installations pour faire toutes recherches et constatations utiles. Ils peuvent visiter tous les lieux, même clos et couverts, où s'effectuent des sondages ou des fouilles et se faire communiquer tous les renseignements qu'ils jugent utiles.

Lorsque les opérations revêtent le caractère de visites domiciliaires, les agents constatateurs ne peuvent y procéder que s'il y a des indices d'infraction et à la condition d'y être autorisés par le tribunal de police.

Sans préjudice de l'application des peines plus fortes déterminées aux articles 269 et 275 du Code pénal, quiconque aura mis obstacle à l'exercice du droit de visite prévu ci-dessus sera puni d'une amende de 50 à 300 euros et de huit à quinze jours d'emprisonnement ou l'une de ces peines seulement.

CHAPITRE IV. — *Ordre d'interruption des travaux**Section 1^{re}. — Ordre verbal d'interruption*

Art. D.VII.8. Les agents constatateurs visés à l'article D.VII.3 peuvent ordonner verbalement et sur place l'interruption des travaux, la cessation de l'utilisation du bâtiment ou l'accomplissement d'actes lorsqu'ils constatent que ceux-ci sont en infraction ou violent une décision judiciaire passée en force de chose jugée.

Dès l'ordre donné, il est dressé procès-verbal de constat de l'infraction tel que repris à l'article D.VII.5.

Section 2. — Confirmation écrite

Art. D.VII.9. L'ordre, à peine de péremption, est confirmé dans les cinq jours par le bourgmestre ou le fonctionnaire délégué.

Le procès-verbal de constat et la décision de confirmation sont envoyés au maître de l'ouvrage, à la personne ou l'entrepreneur qui exécute les travaux, à l'auteur de projet s'il a le contrôle de l'exécution des travaux, à tout titulaire de droit réel sur le bien immobilier à l'exclusion de l'hypothèque ou de l'antichrèse ou à la personne qui fait usage du bâtiment. Une copie de ces documents est adressée en même temps au collègue, au fonctionnaire délégué et au procureur du Roi.

Le Gouvernement peut arrêter la forme et le contenu de la décision de confirmation.

Section 3. — Demande de levée de l'ordre

Art. D.VII.10. L'intéressé peut, par la voie du référé, demander la suppression de la mesure à l'encontre de la Région ou de la commune selon que la décision de confirmation a été notifiée par le fonctionnaire délégué ou par le bourgmestre. La demande est portée devant le président du tribunal de première instance dans le ressort duquel les travaux et actes ont été accomplis. Les articles 1035 à 1041 du Code judiciaire sont applicables à l'introduction et à l'instruction de la demande.

Section 4. — Mesures complémentaires

Art. D.VII.11. Les agents constatateurs précités sont habilités à prendre toutes mesures, en ce compris la mise sous scellés, pour assurer l'application immédiate de l'ordre d'interrompre, de la décision de confirmation ou, le cas échéant, de l'ordonnance du président.

Quiconque aura poursuivi les travaux ou actes de violation de l'ordre d'interrompre, de la décision de confirmation ou de l'ordonnance du président, est puni, indépendamment des peines prévues pour les infractions à l'article D.VII.1, d'un emprisonnement de huit jours à un mois.

CHAPITRE V. — Poursuite devant le tribunal correctionnel

Art. D.VII.12. Lorsque le procureur du Roi poursuit le contrevenant devant le tribunal correctionnel, en cas de constitution de partie civile devant le juge d'instruction ou en cas de citation directe, les infractions sont punies d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de 100 à 50.000 euros ou d'une de ces peines seulement.

Toutefois, les peines sont de quinze jours à six mois d'emprisonnement et de 2.000 à 100.000 euros d'amende ou de l'une de ces peines seulement, lorsque les coupables des infractions sont des personnes qui, en raison de leur profession ou de leur activité, achètent, procèdent à l'urbanisation, offrent en vente ou en location, vendent ou donnent en location des immeubles, construisent ou placent des installations fixes ou mobiles. Il en est de même pour ceux qui interviennent dans ces opérations.

Art. D.VII.13. Outre la pénalité, le tribunal ordonne, à la demande motivée du fonctionnaire délégué ou du collège communal :

1° soit la remise en état des lieux ou la cessation de l'utilisation abusive;

2° soit l'exécution d'ouvrages ou de travaux d'aménagement pour autant que les actes et travaux ou l'urbanisation à maintenir et les ouvrages ou travaux d'aménagement à exécuter respectent le plan de secteur et les normes du guide régional d'urbanisme, ou respectent les conditions de dérogation au plan de secteur ou aux normes du guide régional d'urbanisme;

3° soit le paiement d'une somme représentative de la plus-value acquise par le bien à la suite de l'infraction pour autant qu'il ne soit ni inscrit sur la liste de sauvegarde, ni classé en vertu du Code wallon du Patrimoine, et que les actes et travaux ou l'urbanisation réalisés en infraction respectent le plan de secteur et les normes du guide régional d'urbanisme, ou respectent les conditions de dérogation au plan de secteur ou aux normes du guide régional d'urbanisme.

La motivation du fonctionnaire délégué ou du collège communal porte notamment sur l'impact du mode de réparation choisi sur l'environnement au regard de l'article D.66 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement et sur le respect des conditions visées à l'alinéa 1^{er}, 2° ou 3°.

Le tribunal fixe à cette fin un délai qui, dans les cas visés aux 1° et 2°, ne peut dépasser un an. En cas de condamnation au paiement d'une somme, le tribunal fixe celle-ci à tout ou partie de la plus-value acquise par le bien et ordonne que le condamné puisse s'exécuter valablement en remettant les lieux en état dans le délai d'un an. Le paiement de la somme se fait à un compte spécial du budget de la Région.

Art. D.VII.14. Sans préjudice de l'application du chapitre XXIII du Livre IV de la quatrième partie du Code judiciaire, le jugement ordonne que, lorsque les lieux ne sont pas remis en état ou les travaux et ouvrages ne sont pas exécutés dans le délai prescrit, le fonctionnaire délégué, le collège communal et éventuellement la partie civile pourront pourvoir d'office à son exécution.

L'administration ou la partie civile qui exécute le jugement a le droit de vendre les matériaux et objets résultant de la remise en état des lieux, de les transporter, de les entreposer et de procéder à leur destruction en un lieu qu'elle choisit.

Le condamné est contraint au remboursement de tous les frais d'exécution, déduction faite du prix de la vente des matériaux et objets, sur présentation d'un état taxé et rendu exécutoire par le juge des saisies.

Art. D.VII.15. Lorsque le jugement ordonne, à la demande du fonctionnaire délégué ou du collège communal conformément à l'article D.VII.13, soit la remise en état des lieux, soit l'exécution d'ouvrages ou de travaux d'aménagement, le jugement vaut permis et la remise en état des lieux ou les ouvrages et travaux d'aménagement sont exécutés par le condamné sans qu'il doive obtenir le permis visé à l'article D.IV.4.

Toutefois, le condamné prévient le collège communal, huit jours avant le début des travaux; le collège peut imposer des conditions d'exécution, notamment en ce qui concerne la sécurité et la salubrité publique.

Le jugement ordonnant le paiement d'une somme représentative de la plus-value acquise par le bien à la suite de l'infraction vaut permis à dater du paiement.

CHAPITRE VI. — Transaction et mesures de restitution

Section 1^{re}. — Absence de poursuite

Art. D.VII.16. Si, dans les nonante jours de la réception du procès-verbal de constat, le procureur du Roi n'a pas marqué son intention de poursuivre le contrevenant, il est réputé classer le dossier sans suite.

Section 2. — Concertation

Art. D.VII.17. A défaut pour le procureur du Roi d'avoir marqué son intention de poursuivre dans les nonante jours de la réception du procès-verbal de constat, le contrevenant peut être convoqué par le collège communal ou le fonctionnaire délégué, dans les trois mois, à une réunion de concertation en présence du fonctionnaire délégué et du collège communal ou de leur représentant.

Au terme de la réunion de concertation, est acté :

1° soit l'accord entre le contrevenant, le fonctionnaire délégué et le collège communal sur l'engagement du contrevenant d'introduire une demande de permis en régularisation;

2° soit l'absence d'accord.

L'autorité qui a convoqué la réunion envoie la prise d'acte de l'accord ou du désaccord visé à l'alinéa 2 au contrevenant, au collège communal ou au fonctionnaire délégué. En cas d'accord, le contrevenant introduit la demande de permis de régularisation dans un délai de six mois à dater de l'envoi de la prise d'acte. A défaut, l'accord est caduc.

A défaut d'accord ou si l'accord est caduc, la procédure se poursuit selon l'article D.VII.12 ou D.VII.22.

Section 3. — Transaction et régularisation

Sous-section 1^{re}. — Transaction

Art. D.VII.18. Lorsque les actes et travaux exécutés ou maintenus en infraction sont susceptibles de recevoir le permis d'urbanisme ou le permis d'urbanisation requis, d'une part sur la base soit de la réglementation en vigueur lors de l'accomplissement des actes et travaux, soit de la réglementation en vigueur au moment du dépôt de la demande, le cas échéant en application des articles D.IV.5 à D.IV.13 et d'autre part eu égard à la spécificité du projet et aux lignes de force du paysage bâti et non bâti au moment du dépôt de la demande, le fonctionnaire délégué propose, de commun accord avec le collège communal, une transaction au contrevenant.

La décision du collège communal sur la transaction est transmise dans les soixante jours de l'envoi du fonctionnaire délégué. A défaut, la décision est réputée favorable.

En cas de désaccord entre le collège communal et le fonctionnaire délégué sur le montant de la transaction, la proposition de l'autorité qui a constaté l'infraction prévaut.

Dans le cadre de la procédure de recours visées aux articles D.IV.63 et suivants, à défaut de transaction proposée par le fonctionnaire délégué, le Gouvernement peut proposer une transaction au contrevenant, de commun accord avec le collège communal. La décision du collège communal sur la transaction est transmise dans les soixante jours de l'envoi du Gouvernement. A défaut, la décision est réputée favorable.

Art. D.VII.19. La transaction a lieu moyennant le paiement d'une somme d'argent dont le montant est établi selon les règles arrêtées par le Gouvernement, sans que ce montant ne puisse être inférieur à deux cent cinquante euros ni supérieur à vingt-cinq mille euros.

Le versement du montant de la transaction se fait :

1° soit entre les mains du directeur financier de la commune lorsque l'infraction a été constatée par les officiers de police judiciaire et agents constatateurs visés à l'article D.VII.3, 1° et 2°;

2° soit entre les mains du receveur de l'Enregistrement à un compte spécial du budget de la Région dans les autres cas.

Le versement du montant de la transaction éteint l'action publique et le droit pour les autorités publiques à demander toute autre réparation.

A défaut du paiement de la transaction dans les trois mois de la demande de l'autorité au contrevenant, la procédure se poursuit selon l'article D.VII.12 ou D.VII.22. Cette durée peut être portée à dix-huit mois maximum, avec un échelonnement des paiements, à la demande du contrevenant.

Sous-section 2. — Permis de régularisation suite à procès-verbal de constat

Art. D.VII.20. § 1^{er}. Aucun permis de régularisation relatif aux actes et travaux ou à l'urbanisation objets d'un procès-verbal de constat dûment notifié conformément à l'article D.VII.6 ne peut être octroyé et envoyé par l'autorité compétente qui a reçu le procès-verbal ou qui en a été avisée, tant que n'est pas versé le montant total de la transaction. Le permis ne peut être refusé s'il y a eu paiement du montant total de la transaction.

§ 2. La demande de permis de régularisation peut être déposée ou envoyée conformément à l'article D.IV.32, et instruite, avant ou après le procès-verbal de constat.

§ 3. Si le fonctionnaire délégué reçoit le procès-verbal de constat conformément à l'article D.VII.6 avant le début du délai imparti à l'autorité compétente pour statuer, les délais d'envoi de la décision sont interrompus du premier jour du délai imparti à l'autorité compétente pour statuer jusqu'à :

1° soit la date du paiement total de la transaction;

2° soit la date à laquelle le fonctionnaire délégué acte l'exécution des mesures de restitution conformément à l'article D.VII.21;

3° soit jusqu'à jugement coulé en force de chose jugée.

Si le fonctionnaire délégué reçoit le procès-verbal de constat conformément à l'article D.VII.6 lorsque le délai imparti à l'autorité compétente pour statuer court, les délais d'envoi de la décision sont interrompus de la date de la réception par le fonctionnaire délégué du procès-verbal de constat conformément à l'article D.VII.6 jusqu'à :

1° soit la date du paiement total de la transaction;

2° soit la date à laquelle le fonctionnaire délégué acte l'exécution des mesures de restitution conformément à l'article D.VII.21;

3° soit jusqu'à jugement coulé en force de chose jugée.

Si le fonctionnaire délégué reçoit le procès-verbal de constat conformément à l'article D.VII.6 pendant la période durant laquelle un recours peut être introduit ou pendant la période durant laquelle l'invitation à instruire le recours peut être envoyée, et que l'autorité compétente doit statuer sur le recours, les délais d'envoi de la décision sont interrompus du premier jour du délai imparti à l'autorité compétente pour statuer jusqu'à :

1° soit la date du paiement total de la transaction;

2° soit la date à laquelle le fonctionnaire délégué acte l'exécution des mesures de restitution;

3° soit jusqu'à jugement coulé en force de chose jugée.

§ 4. A la date à laquelle le fonctionnaire délégué acte l'exécution des mesures de restitution ou à la date à laquelle un jugement est coulé en force de chose jugée, le permis est réputé refusé et, si l'autorité compétente est une autorité de première instance, aucun recours n'est ouvert auprès de l'autorité de recours. ».

§ 5. Une demande de permis et une demande de permis de régularisation peuvent être introduites indépendamment l'une de l'autre si les actes et travaux concernés par les deux demandes sont physiquement et fonctionnellement totalement autonomes.

Section 4. — Mesures de restitution

Art. D.VII.21. Lorsque ni la régularisation, ni le retour au pristin état ne sont possibles mais que des mesures de restitution qui ne nécessitent pas de permis d'urbanisme telles que la plantation d'arbres ou de haies, la modification non sensible du relief du sol ou la démolition de constructions litigieuses peuvent assurer le respect du bon aménagement des lieux, le fonctionnaire délégué, de commun accord avec le collège communal, impose au contrevenant ces dernières et le délai dans lequel elles sont exécutées.

Au terme du délai fixé, le fonctionnaire délégué acte l'exécution des mesures de restitution conformes à sa décision. L'exécution des mesures de restitution éteint l'action publique et le droit pour les autorités publiques à demander toute autre réparation.

A défaut d'exécution dans le délai et conformément à la décision imposant les mesures de restitution, la procédure se poursuit selon l'article D.VII.12 ou D.VII.22.

CHAPITRE VII. — Poursuite devant le tribunal civil

Art. D.VII.22. A défaut d'action pénale, lorsque ni la transaction, ni l'imposition de mesures de restitution ne sont possibles, le fonctionnaire délégué ou le collège communal poursuit, devant le tribunal civil :

- 1° soit la remise en état des lieux ou la cessation de l'utilisation abusive;
- 2° soit l'exécution d'ouvrages ou de travaux d'aménagement;
- 3° soit le paiement d'une somme représentant tout ou partie de la plus-value acquise par le bien à la suite de l'infraction.

Les dispositions des articles D.VII.13 à D.VII.15 sont également applicables en cas d'action introduite devant le tribunal civil.

CHAPITRE VIII. — Droit des tiers et dispositions diverses

Art. D.VII.23. Les droits du tiers lésé agissant soit concurremment avec les autorités publiques, soit séparément d'elles, sont limités pour la réparation directe à celle choisie par l'autorité compétente, sans préjudice du droit à l'indemnisation à charge du condamné.

Art. D.VII.24. A la demande des cessionnaires ou des locataires, le tribunal peut annuler leur titre de cession ou de location, sans préjudice du droit à l'indemnisation à charge du coupable.

Art. D.VII.25. La citation devant le tribunal correctionnel en vertu de l'article D.VII.12 ou l'exploit introductif d'instance prévu par l'article D.VII.22 est transcrit à la conservation des hypothèques de la situation des biens, à la diligence de l'huissier de justice auteur de l'exploit.

La citation ou l'exploit contient la désignation cadastrale de l'immeuble objet de l'infraction et en identifie le propriétaire dans la forme et sous la sanction prévues à l'article 12 de la loi du 10 octobre 1913.

Toute décision rendue en la cause est mentionnée en marge de la transcription de la citation ou de l'exploit, selon la procédure prévue par l'article 84 de la loi du 16 décembre 1851 sur la révision du régime hypothécaire.

Il en est de même du certificat du fonctionnaire délégué attestant que le jugement a été exécuté, qu'une transaction a été obtenue ou que l'intéressé a obtenu de façon définitive le permis prescrit et a exécuté les travaux conformément aux dispositions réglementaires et au permis ou que des travaux de restitution ont été réalisés.

Lorsque les pouvoirs publics ou les tiers sont obligés, par suite de la carence du condamné, de pourvoir à l'exécution du jugement, la créance naissant de ce chef à leur profit est garantie par une hypothèque légale dont l'inscription, le renouvellement, la réduction et la radiation totale ou partielle sont opérés conformément aux dispositions des chapitres IV et V de la loi du 16 décembre 1851 sur la révision du régime hypothécaire.

Cette garantie s'étend à la créance résultant de l'avance faite par eux du coût des formalités hypothécaires, lequel est à charge du condamné.

CHAPITRE IX. — Droit transitoire

Art. D.VII.26. Les articles D.VII.17 à D.VII.22 s'appliquent aux infractions constatées par procès-verbal ayant fait l'objet d'une notification au procureur du Roi après la date d'entrée en vigueur du présent Code.

Les agents régionaux chargés de la recherche et de la constatation des infractions avant l'entrée en vigueur du Code restent habilités pour rechercher et constater les infractions jusqu'à l'obtention de l'attestation visée à l'article D.VII.3

LIVRE VIII. — Participation du public et évaluation des incidences des plans et programmes

TITRE I^{er}. — Participation du publicCHAPITRE I^{er}. — Dispositions généralesSection 1^{re}. — Classification des plans, périmètres, schémas, guides, permis et certificats d'urbanisme n° 2

Art. D.VIII.1. Sans préjudice des articles D.II.66, § 2 et § 4, D.II.68, § 2, D.III.7, § 3, D.III.14 et D.V.2, § 10, et D.V.11, § 4, les plans, périmètres, schémas, guides, permis et certificats d'urbanisme n° 2 dont l'adoption, l'approbation ou l'autorisation, la révision ou l'abrogation comporte une phase de participation du public, sont :

- 1° le schéma de développement du territoire;
- 2° le plan de secteur;
- 3° les plans, périmètres, schémas, et guides suivants :
 - a) le schéma de développement pluricommunal;
 - b) le schéma de développement communal;
 - c) le schéma d'orientation local;
 - d) le guide communal d'urbanisme;
 - e) le périmètre de site à réaménager;
 - f) le périmètre de réhabilitation paysagère et environnementale;
 - g) le périmètre de remembrement urbain;
 - h) le plan d'expropriation visé à l'article D.VI.3, lorsqu'il est dressé postérieurement à un plan, périmètre ou schéma visé au présent article ou lorsqu'il est indépendant d'un plan, périmètre ou schéma visé au présent article;
 - i) le périmètre de préemption visé à l'article D.VI.18 lorsqu'il est dressé postérieurement à un plan, périmètre ou schéma visé au présent article ou lorsqu'il est indépendant d'un plan, périmètre ou schéma visé au présent article;

4° pour autant qu'ils ne soient pas soumis à une étude d'incidences conformément aux articles D.66, § 2, et D.68, §§ 2 et 3, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, et lorsqu'ils sont soumis à enquête publique ou à annonce de projet en application de l'article D.IV.40, les projets suivants :

- a) les permis d'urbanisme;
- b) les permis d'urbanisation;
- c) les certificats d'urbanisme n° 2.

Section 2. — Principes généraux de la participation du public

Art. D.VIII.2. § 1^{er}. La participation du public à l'élaboration de plans, périmètres, schémas, guides et au processus décisionnel des permis et certificats d'urbanisme n° 2 est assurée conformément au titre 1^{er} sans préjudice de l'application des dispositions concernant l'accès à l'information en matière d'environnement.

Les résultats du processus participatif sont dûment pris en considération.

§ 2. Lorsqu'en vertu de législations différentes, un même projet doit être soumis à enquête publique, il peut n'être organisé qu'une seule enquête publique et, le cas échéant, une seule réunion d'information ou de concertation en vue de satisfaire aux exigences desdites législations.

A cette fin, le dossier soumis à enquête publique comporte, outre ceux requis par d'autres législations, les documents requis par l'article D.VIII.15. Les modalités de participation du public s'effectuent conformément aux dispositions qui garantissent une participation maximale.

Art. D.VIII.3. Si le permis ou le certificat d'urbanisme n° 2 nécessite une annonce de projet et une enquête publique, le dossier est soumis à enquête publique.

Art. D.VIII.4. Pour les plans de secteur, le Gouvernement ou la personne qu'il désigne à cette fin précise, sur la base du projet de plan et du rapport sur les incidences environnementales, les communes, en ce compris la ou les communes auxquelles s'étend la révision, susceptibles d'être affectées par la révision et sur le territoire desquelles une enquête publique est réalisée.

CHAPITRE II. — Réunion d'information préalable

Art. D.VIII.5. § 1^{er}. Pour les plans de secteur dont la révision est d'initiative communale ou d'initiative d'une personne physique ou morale, privée ou publique en application des articles D.II.47 D.II.48, et D.II.52, une réunion d'information préalable est réalisée avant l'envoi de la demande au Gouvernement.

La réunion d'information a pour objet :

- 1° de permettre au demandeur de présenter le dossier de base visé à l'article D.II.44;
- 2° de permettre au public de s'informer et d'émettre ses observations sur le projet de révision du plan de secteur;
- 3° de mettre en évidence, le cas échéant, les points particuliers qui pourraient être abordés dans le rapport sur les incidences environnementales;
- 4° de présenter des alternatives pouvant raisonnablement être envisagées pour le demandeur afin qu'il en soit tenu compte dans le rapport sur les incidences environnementales.

§ 2. La personne ou l'autorité à l'initiative de la révision fixe la date, l'heure et le lieu de la réunion d'information et les personnes, ainsi que leurs adresses, auprès desquelles les informations peuvent être obtenues.

La réunion d'information a lieu dans la commune sur le territoire de laquelle la révision du plan de secteur projetée est, en superficie, la plus importante ou sur le territoire de laquelle le tracé à inscrire a la longueur la plus importante.

La personne ou l'autorité à l'initiative de la révision transmet les informations visées à l'alinéa 1^{er} au collège communal de chaque commune sur le territoire de laquelle la révision du plan de secteur est projetée, et à la DGO4 pour information.

§ 3. Chaque collège communal affiche un avis aux endroits habituels d'affichage au moins quinze jours avant la tenue de la réunion d'information et jusqu'au lendemain de celle-ci. Il affiche l'avis à quatre endroits proches du périmètre concerné, le long d'une voie publique carrossable ou de passage. L'avis peut être publié sur le site Internet de la commune concernée.

L'avis mentionne au minimum la personne ou l'autorité à l'initiative de la révision, la nature du projet et son lieu d'implantation, l'objet de la réunion, la date, l'heure et le lieu de la réunion d'information, et les personnes, ainsi que leurs adresses, auprès desquelles des informations peuvent être obtenues.

La personne ou l'autorité à l'initiative de la révision diffuse l'avis dans deux journaux régionaux et un journal toute boîte couvrant la commune sur le territoire de laquelle la révision du plan de secteur est projetée.

La personne ou l'autorité à l'initiative de la révision invite à la réunion :

- 1° le Gouvernement ou son représentant;
- 2° un représentant de la DGO4 et le fonctionnaire délégué;
- 3° un représentant de la DGO3;
- 4° le pôle "Environnement";
- 5° la commission communale de la commune sur le territoire de laquelle la révision du plan de secteur est projetée;
- 6° le pôle "Aménagement du territoire";
- 7° les représentants de la commune sur le territoire de laquelle la révision du plan de secteur est projetée.

§ 4. Un représentant du collège communal de la commune dans laquelle la réunion d'information a lieu préside la réunion. Le conseiller en aménagement du territoire ou le conseiller en environnement ou un représentant du collège communal assure le secrétariat de la réunion, établit la liste des présences et dresse le procès-verbal.

§ 5. La personne ou l'autorité à l'initiative de la révision présente le projet de révision de plan de secteur.

§ 6. Toute personne peut adresser par écrit au collège communal de chaque commune, dans les quinze jours de la réunion, ses observations et suggestions concernant le projet de révision du plan de secteur. Elle peut également mettre en évidence des points particuliers, et présenter des alternatives pouvant raisonnablement être envisagées par la personne ou l'autorité à l'initiative de la révision, afin qu'il en soit tenu compte lors de la réalisation du rapport sur les incidences environnementales.

Chaque collège communal adresse à la personne ou l'autorité à l'initiative de la révision la copie des éventuelles observations, suggestions et propositions dans les trente jours de la réunion d'information. Le collège communal de la commune dans laquelle a lieu la réunion d'information établit le procès-verbal de la réunion d'information, l'envoie dans le même délai à la personne ou l'autorité à l'initiative de la révision et le tient à la disposition du public.

CHAPITRE III. — *Annonce de projet*

Art. D.VIII.6. L'annonce de projet s'effectue par l'apposition d'un avis indiquant qu'une demande de permis ou de certificat d'urbanisme n° 2 a été introduite. L'avis est affiché par le demandeur sur le terrain à front de voirie et lisible à partir de celle-ci, le lendemain de la réception de l'accusé de réception visé à l'article D.IV.33 et pour une durée de trois semaines. Dans le même délai et pour la même durée, l'administration communale affiche l'avis aux endroits habituels d'affichage. Elle peut le publier sur son site Internet.

Le demandeur est responsable de l'affichage de l'avis sur son terrain et de son maintien en bon état pendant la période de trois semaines.

Lorsque l'autorité compétente est le Fonctionnaire délégué ou le Gouvernement ou lorsque, à défaut de l'envoi dans le délai de vingt jours au demandeur de l'accusé de réception ou du relevé des pièces manquantes visés à l'article D.IV.33, la demande est considérée comme recevable, l'administration communale fixe la date du premier jour de l'affichage.

L'avis comporte au minimum une description des caractéristiques essentielles du projet, le fait que le projet s'écarte d'un plan communal d'aménagement adopté avant l'entrée en vigueur du Code et devenu schéma d'orientation local, d'un règlement adopté avant l'entrée en vigueur du Code et devenu guide ou d'un permis d'urbanisation, la période durant laquelle les réclamations et observations peuvent être envoyées au collège ainsi que les jours, heures et lieu où toute personne peut consulter le dossier.

Le dossier soumis à annonce de projet peut être consulté gratuitement à l'administration communale, aux heures d'ouverture des bureaux, et aux conditions visées aux articles D.VIII.15 et D.VIII.16. Toute personne peut obtenir des explications relatives au projet auprès de la personne désignée à cette fin.

Les réclamations et observations sont adressées au collège communal pendant la période de quinze jours déterminée dans l'avis. L'affichage est réalisé au plus tard cinq jours avant la période durant laquelle les réclamations et observations peuvent être envoyées au collège communal.

Les articles D.VIII.13 et D.VIII.21 sont applicables à l'annonce de projet.

Le Gouvernement arrête le modèle d'avis de l'annonce de projet. Il peut en préciser le contenu et fixer les modalités d'attestation certifiant l'annonce de projet.

CHAPITRE IV. — *Enquête publique**Section 1^{re}. — Mesures d'annonce générale de l'enquête publique*

Art. D.VIII.7. § 1^{er}. Les collèges communaux des communes sur le territoire desquelles s'étend le plan, le périmètre, le schéma, le guide, le permis et le certificat d'urbanisme n° 2, ou qui ont été désignées en application de l'article D.VIII.4, affichent, aux endroits habituels d'affichage, un avis d'enquête publique. L'avis peut être publié sur le site Internet de la commune concernée.

En outre, pour les plans, périmètres, schémas d'orientation locaux, permis et certificats d'urbanisme n° 2 qui couvrent un territoire de moins de cinq hectares, ils affichent dans le territoire concerné, un avis d'enquête publique, visible depuis le domaine public, à raison d'un avis par cinquante mètres de terrain situé le long d'une voie publique carrossable ou de passage, avec un maximum de quatre avis.

§ 2. L'avis d'enquête publique est affiché au plus tard cinq jours avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.

Il comporte au minimum :

1° l'identification du plan, périmètre, schéma, du guide, permis ou certificat d'urbanisme n° 2 et la disposition en vertu de laquelle la demande est soumise à enquête publique;

2° l'identification de la personne ou de l'autorité à l'initiative du plan, périmètre, schéma, du guide ou du demandeur;

3° la date du début et de la fin de l'enquête publique;

4° les jours, heures et lieu où toute personne peut consulter le dossier;

5° le nom et les coordonnées de la personne responsable de l'organisation des rendez-vous visés à l'article D.VIII.17, alinéa 3, ou, s'il s'agit du schéma de développement du territoire, les coordonnées et horaires d'ouverture des services ainsi que les coordonnées de la personne désignée à cette fin par le Gouvernement auprès desquels toute personne peut obtenir des explications relatives au schéma;

6° le destinataire et l'adresse auxquels les réclamations et observations peuvent être envoyées et la date ultime de leur envoi;

7° la date, l'heure et le lieu de la séance de clôture de l'enquête publique;

8° la nature de la décision à intervenir et l'identification de l'autorité compétente;

9° le cas échéant, l'existence d'un rapport sur les incidences environnementales;

10° le cas échéant, le fait que le plan ou le schéma fait l'objet d'une procédure d'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière;

11° le cas échéant, le nom et les coordonnées du conseiller en aménagement du territoire et urbanisme ou du conseiller en environnement de la commune sur le territoire de laquelle est organisée une enquête publique.

§ 3. Le Gouvernement arrête le modèle d'avis d'enquête publique et peut en préciser le contenu.

Art. D.VIII.8. § 1^{er}. Outre les modalités prévues à l'article D.VIII.7, l'enquête publique pour le schéma de développement du territoire est annoncée, à l'initiative du Gouvernement ou de la personne qu'il désigne à cette fin :

1° par un avis au *Moniteur belge* ;

2° par un avis sur le site Internet du Département de l'Aménagement du territoire et de l'Urbanisme de la DGO4;

3° par un avis dans au moins trois journaux diffusés dans l'ensemble de la Région wallonne, dont un de langue allemande;

4° par un communiqué diffusé à trois reprises par la Radio-Télévision belge de la Communauté française et par le Centre belge pour la radiodiffusion télévision de langue allemande.

§ 2. Outre les modalités prévues à l'article D.VIII.7, l'enquête publique pour le plan de secteur est également annoncée, à l'initiative du Gouvernement ou de la personne qu'il désigne à cette fin :

1° par un avis inséré dans les pages locales de deux journaux ayant une large diffusion en Région wallonne, dont l'un au moins est diffusé sur le territoire de chaque commune sur laquelle l'enquête publique est organisée;

2° par un avis inséré dans un bulletin communal d'information ou un journal publicitaire toutes boîtes distribué gratuitement à la population des communes auxquelles s'étend la révision du plan de secteur, si un tel bulletin ou journal publicitaire existe.

Lorsque l'une des communes visées à l'alinéa 1^{er} est de langue allemande, au moins un des deux journaux est de langue allemande.

§ 3. L'avis comporte au minimum les indications visées à l'article D.VIII.7, § 2.

§ 4. Le projet de plan de secteur ou le projet de schéma de développement du territoire est inséré sur le site Internet du Département de l'Aménagement du territoire et de l'Urbanisme de la DGO4.

Art. D.VIII.9. Les avis ou communiqués sont publiés ou diffusés dans les huit jours précédant le début de l'enquête.

Section 2. — Séance de présentation du schéma de développement du territoire

Art. D.VIII.10. Dès l'annonce de l'enquête publique, le Gouvernement organise une séance de présentation du projet de schéma de développement du territoire au chef-lieu de chaque arrondissement administratif et au siège de la Communauté germanophone.

Section 3. — Mesures d'annonce individuelle de l'enquête publique

Art. D.VIII.11. Pour les permis et certificats d'urbanisme n° 2, dans les huit jours de l'envoi de l'accusé de réception de la demande complète ou de la demande de l'autorité compétente ou de l'autorité qui instruit le dossier, l'administration communale envoie individuellement aux occupants des immeubles situés dans un rayon de cinquante mètres mesuré à partir des limites de la ou des parcelles cadastrales concernées par le projet, un avis relatif à l'introduction de la demande d'autorisation et à la tenue de l'enquête publique.

Lorsque les occupants des immeubles concernés ont transmis à l'administration communale une adresse électronique à des fins de notification, l'envoi prévu à l'alinéa 1^{er} peut s'effectuer par cette adresse électronique.

Art. D.VIII.12. Lorsqu'un plan ou un schéma est soumis à rapport sur les incidences environnementales et que l'autorité compétente pour adopter le plan ou le schéma constate qu'il est susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement d'une autre Région, d'un autre Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à la Convention d'Espoo du 25 février 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, ou lorsqu'une autre Région, un autre Etat membre de l'Union européenne ou un autre Etat partie à la Convention précitée en fait la demande, l'avant projet ou le projet de plan, ou de schéma accompagné du rapport sur les incidences environnementales et des informations éventuelles sur les incidences transfrontières du dossier, est transmis aux autorités compétentes de cette autre Région, de cet autre Etat membre de l'Union européenne ou de cet autre Etat partie à la Convention d'Espoo.

Outre les documents prévus à l'alinéa 1^{er}, sont transmis aux autres Régions, Etats membres de l'Union européenne ou autres Etats parties à la Convention d'Espoo, les informations suivantes :

1° les coordonnées des autorités compétentes pour prendre la décision, de celles auprès desquelles peuvent être obtenus des renseignements pertinents, de celles auxquelles des observations ou questions peuvent être adressées ainsi que des précisions sur les délais de transmission des observations ou des questions;

2° la nature des décisions possibles ou, lorsqu'il existe, le projet de décision;

3° l'indication de la date et du lieu où les renseignements pertinents sont mis à la disposition du public et des moyens par lesquels ils le sont;

4° les modalités précises de la participation et de la consultation du public;

5° les principaux rapports et avis adressés à l'autorité ou aux autorités compétentes au moment où le public a été informé.

Le Gouvernement peut déterminer :

1° les instances chargées de la transmission de l'avant-projet ou du projet de plan ou de schéma aux autorités visées à l'alinéa 1^{er};

2° les modalités suivant lesquelles les autorités compétentes de la Région ou de l'Etat susceptibles d'être affectés peuvent participer à la procédure d'évaluation des incidences sur l'environnement;

3° les modalités suivant lesquelles les informations visées à l'article D.VIII.27 sont communiquées aux autorités visées à l'alinéa 1^{er}.

Section 4. — Publicité supplémentaire

Art. D.VIII.13. L'autorité compétente pour adopter le plan, périmètre, schéma ou le guide et pour délivrer les permis et certificats d'urbanisme n° 2, ainsi que les collèges communaux des communes organisant l'annonce de projet ou l'enquête publique, peuvent procéder à toute forme supplémentaire de publicité et d'information dans le respect des délais de décision qui sont impartis à l'autorité compétente.

Section 5. — Durée de l'enquête publique

Art. D.VIII.14. La durée de l'enquête publique est de :

1° quarante-cinq jours pour le schéma de développement du territoire et le plan de secteur;

2° trente jours pour les plans, périmètres, schémas, ou guides visés à l'article D.VIII.1, alinéa 1^{er}, 3°;

3° quinze jours pour les permis et certificats d'urbanisme n° 2.

Section 6. — Modalités de l'accès à l'information dans le cadre de l'enquête publique

Art. D.VIII.15. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article D.VIII.16, le dossier soumis à enquête publique comprend le projet de plan, périmètre, schéma, ou guide, ou la demande de permis ou de certificat d'urbanisme n° 2.

Le dossier comporte le cas échéant :

1° la notice d'évaluation des incidences sur l'environnement;

2° le rapport sur les incidences environnementales;

3° le complément à la notice d'évaluation des incidences sur l'environnement;

4° la copie des observations et suggestions émises dans le cadre de la réunion d'information ainsi que le procès-verbal visé à l'article D.VIII.5;

5° la copie des avis, observations, suggestions et décisions émis en application de la réglementation applicable. Ces avis, observations, suggestions et décisions sont, dès leur réception par l'autorité compétente, insérés par celle-ci dans le dossier soumis à enquête publique ou transmis à la ou les communes sur le territoire de laquelle ou desquelles l'enquête publique est organisée afin d'être insérés dans le dossier soumis à enquête publique.

§ 2. Le Gouvernement peut préciser les documents qui, outre ceux visés au paragraphe 1^{er}, composent le dossier soumis à enquête publique.

Art. D.VIII.16. Lorsqu'une demande de permis ou de certificat d'urbanisme n° 2 est introduite, l'instance chargée d'apprécier le caractère complet de cette demande décide s'il convient de soustraire à l'enquête publique certaines données, au regard des motifs et critères de limitation du droit d'accès à l'information de l'article D.19 du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement et des articles 6 et 9 du décret du 30 mars 1995 relatif à la publicité de l'administration.

Le dossier de demande soumis à enquête publique mentionne le fait que l'instance chargée d'apprécier le caractère complet de cette demande a décidé de soustraire certaines données à l'enquête.

Art. D.VIII.17. Dès l'annonce de l'enquête publique et jusqu'au jour de la clôture de celle-ci, le dossier soumis à enquête publique peut être consulté gratuitement à l'administration communale de la commune sur le territoire de laquelle l'enquête publique est organisée.

Le dossier visé à l'alinéa 1^{er} peut être consulté aux heures d'ouverture des bureaux ainsi qu'un jour par semaine jusqu'à vingt heures ou le samedi matin.

Lorsque la consultation a lieu un jour ouvrable après seize heures ou le samedi matin, la personne souhaitant consulter le dossier prend rendez-vous au plus tard vingt-quatre heures à l'avance auprès du conseiller en aménagement du territoire et en urbanisme ou du conseiller en environnement ou auprès du collège communal ou de l'agent communal désigné à cette fin. Si personne n'a pris rendez-vous, la permanence peut être supprimée.

Art. D.VIII.18. Toute personne peut obtenir des explications auprès du conseiller en aménagement du territoire et en urbanisme ou du conseiller en environnement ou auprès du collège ou de l'agent communal désigné à cette fin. S'il s'agit du schéma de développement du territoire, toute personne peut obtenir des explications auprès des services ou de la personne désignée à cette fin par le Gouvernement.

Art. D.VIII.19. Les réclamations et observations sont envoyées avant la clôture de l'enquête ou le jour de la séance de clôture par télécopie, par courrier électronique lorsque la commune a défini une adresse à cet effet, par courrier ordinaire ou remises au conseiller en aménagement du territoire et en urbanisme, au conseiller en environnement, au collège communal ou à l'agent communal désigné à cette fin.

A peine de nullité, les envois par courriers ou télécopie sont datés et signés; ceux par courrier électronique sont clairement identifiés et datés.

Les réclamations et observations verbales sont également recueillies sur rendez-vous par le conseiller en aménagement du territoire et en urbanisme ou par le conseiller en environnement ou par l'agent communal désigné à cette fin, qui les consigne et les transmet au collège communal avant la clôture de l'enquête.

Art. D.VIII.20. Le dernier jour de l'enquête publique, un membre du collège communal ou un agent communal désigné à cette fin organise une séance de clôture au cours de laquelle sont entendus tous ceux qui le désirent. Le conseiller en aménagement du territoire et en urbanisme ou, à défaut, le conseiller en environnement ou, à défaut, le membre du collège communal ou l'agent communal désigné à cette fin préside la séance. Celui-ci, dans les cinq jours de la clôture de l'enquête publique, dresse le procès-verbal de clôture en y consignant les remarques et observations émises et le signe.

Section 7. — Pouvoir de substitution

Art. D.VIII.21. A défaut pour la commune de satisfaire à ses obligations dans l'organisation de l'enquête publique ou de l'annonce de projet, le Gouvernement, ou la personne qu'il désigne à cette fin, peut envoyer au collège communal de la commune concernée, un avertissement motivé lui précisant les mesures qu'il reste en défaut de prendre et lui donnant un délai pour prendre celles-ci et pour justifier son attitude.

Au cas où il n'est pas donné suite à cet avertissement, le Gouvernement ou le fonctionnaire délégué, ou la personne qu'il désigne à cette fin, peut avoir recours pour l'affichage de l'avis d'enquête publique ou de l'annonce de projet, à un huissier de justice de son choix.

Les frais inhérents à l'accomplissement des formalités d'enquête publique ou d'annonce de projet sont à charge du collège communal défaillant.

CHAPITRE V. — Publicité relative à la décision

Art. D.VIII.22. L'arrêté du Gouvernement exemptant de rapport sur les incidences environnementales, l'arrêté du Gouvernement adoptant le projet ou adoptant définitivement le schéma de développement du territoire, le plan de secteur, ainsi que, le cas échéant, les plans d'expropriation et les périmètres de préemption y relatifs, les mesures arrêtées concernant le suivi, la déclaration environnementale et l'avis du pôle "Aménagement du territoire", est publié au *Moniteur belge*.

L'arrêté du Gouvernement adoptant provisoirement ou adoptant définitivement ou abrogeant le périmètre de site à réaménager, le périmètre de réhabilitation paysagère et environnementale ou le périmètre de remembrement urbain, ainsi que, le cas échéant, les plans d'expropriation et les périmètres de préemption y relatifs, est publié par mention au *Moniteur belge*.

L'arrêté du Gouvernement adoptant ou approuvant le plan d'expropriation, ou abrogeant ou approuvant l'abrogation du plan d'expropriation visé à l'article D.VI.3 ou le périmètre de préemption visé à l'article D.VI.18, lorsqu'il est dressé postérieurement à un plan, périmètre ou schéma visé à l'article D.VI.I. ou lorsqu'il est indépendant d'un plan, périmètre ou schéma visé à l'article D.VI.I est publié par mention au *Moniteur belge*.

Les arrêtés du Gouvernement approuvant l'adoption, la révision ou l'abrogation d'un schéma de développement pluricommunal ou communal, un schéma d'orientation local ou un guide communal ainsi que les plans d'expropriation et les périmètres de préemption y relatifs sont publiés par mention au *Moniteur belge*.

La décision du conseil communal exemptant de rapport sur les incidences environnementales, la décision du conseil communal adoptant, révisant ou abrogeant un schéma de développement pluricommunal ou communal, un schéma d'orientation local ou un guide communal, ainsi que, le cas échéant, les plans d'expropriation et les périmètres de préemption y relatifs, les mesures arrêtées concernant le suivi et la déclaration environnementale sont publiés conformément au chapitre III du titre III du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Art. D.VIII.23. Dans les cas visés aux articles D.II.49, § 6, et D.II 52, § 4, ou en l'absence de décision du Gouvernement dans les délais prescrits, celui-ci publie au *Moniteur belge* l'avis par lequel l'autorité compétente constate que le plan, périmètre, schéma ou le guide est réputé approuvé ou refusé.

Art. D.VIII.24. Le plan, périmètre, schéma ou le guide ainsi que, le cas échéant, le plan d'expropriation et le périmètre de préemption y relatif sont accessibles via le site Internet du Département de l'Aménagement du territoire et de l'Urbanisme de la DGO4. Leur abrogation ou extinction est également renseignée.

Art. D.VIII.25. L'arrêté du Gouvernement adoptant provisoirement ou définitivement ou abrogeant un périmètre de site à réaménager ou un périmètre de site de réhabilitation paysagère et environnementale et l'arrêté du Gouvernement adoptant ou approuvant, provisoirement ou définitivement, un périmètre de préemption sont transcrits au bureau de conservation des hypothèques.

Le nouvel arrêté se substitue à l'arrêté précédent.

Art. D.VIII.26. La décision d'adoption ou d'approbation d'un plan, périmètre, schéma ou d'un guide visés à l'article D.VIII.1, alinéa 1^{er}, 3^o, fait l'objet d'un avis affiché durant vingt jours aux endroits habituels d'affichage dans la commune sur le territoire de laquelle l'enquête publique a été organisée. La décision peut être publiée sur le site Internet de la commune.

Pour les projets visés à l'article D.VIII.1, alinéa 1^{er}, 4^o, il est fait application de l'article D.IV.70.

Art. D.VIII.27. Durant toute la période d'affichage, la décision ou le document en tenant lieu, et le cas échéant, le plan d'expropriation et le périmètre de préemption y relatif, les mesures arrêtées concernant le suivi et la déclaration environnementale sont accessibles selon les modalités fixées à l'article D.VIII.17.

A la fin du délai d'affichage, le bourgmestre établit une attestation certifiant cet affichage.

TITRE II. — *Evaluation des incidences des plans et schémas*

CHAPITRE I^{er}. — *Objectifs*

Art. D.VIII.28. La mise en œuvre des procédures prévues par le titre II a principalement pour but :

1^o de protéger et d'améliorer la qualité du cadre de vie et des conditions de vie de la population, pour lui assurer un environnement sain, sûr et agréable;

2^o de gérer le milieu de vie et les ressources naturelles, de façon à préserver leurs qualités et à utiliser rationnellement et judicieusement leurs potentialités;

3^o d'instaurer entre les besoins humains et le milieu de vie un équilibre qui permette à l'ensemble de la population de jouir durablement d'un cadre et de conditions de vie convenables;

4^o d'assurer un niveau élevé de protection de l'environnement et de contribuer à l'intégration de considérations environnementales dans l'élaboration et l'adoption des plans ou des schémas susceptibles d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement en vue de promouvoir un développement durable.

CHAPITRE II. — *Système d'évaluation des incidences des plans et schémas sur l'environnement*

Art. D.VIII.29. L'évaluation des incidences des plans ou schémas sur l'environnement est effectuée pendant l'élaboration du plan, ou du schéma et avant son adoption.

Art. D.VIII.30. Le pôle "Environnement" ou la personne qu'il délègue à cette fin, le pôle "Aménagement du territoire" et, hormis pour le schéma de développement du territoire, la commission communale, sont régulièrement informés de l'évolution des analyses préalables et de la rédaction du rapport sur les incidences environnementales et obtiennent toute information qu'ils sollicitent sur le déroulement de l'évaluation environnementale, auprès des autorités publiques concernées, du demandeur et de la personne qui réalise l'évaluation. Ils peuvent, à tout moment, formuler des observations ou présenter des suggestions.

Art. D.VIII.31. § 1^{er}. Sans préjudice des articles D.II.66, §§ 2 et 4, et D.II.68, § 2, une évaluation des incidences sur l'environnement est effectuée pour les plans et schémas qui suivent :

1^o le schéma de développement du territoire;

2^o le plan de secteur;

3^o le schéma de développement pluricommunal;

4^o le schéma de développement communal;

5^o le schéma d'orientation local.

§ 2. Lorsqu'un plan ou un schéma détermine l'utilisation de petites zones au niveau local ou constitue des modifications mineures des plans ou schémas visés au paragraphe 1^{er} ou ne définit pas le cadre dans lequel la mise en œuvre des projets repris dans la liste établie en vertu de l'article 66, § 2, du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement pourra être autorisée à l'avenir, et que la personne ou l'autorité à l'initiative de la demande d'élaboration, de révision ou d'abrogation du plan ou du schéma estime que celui-ci est susceptible d'avoir des incidences négligeables sur l'environnement, elle peut demander à l'autorité compétente pour adopter le plan ou le schéma de l'exempter de l'évaluation des incidences sur l'environnement. La personne ou l'autorité à l'initiative de la demande d'élaboration, de révision ou d'abrogation du plan ou du schéma justifie sa demande par rapport aux critères permettant de déterminer l'ampleur probable des incidences, visés à l'article D.VIII.32.

§ 3. Est présumé avoir des incidences non négligeables sur l'environnement le plan de secteur projeté dans le périmètre duquel se situe une zone désignée conformément à la Directive 2009/147/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 novembre 2009 concernant la conservation des oiseaux sauvages, ci-après "Directive 2009/147/CE", et à la Directive 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages, ci-après "Directive 92/43/CEE", ou qui vise à permettre la réalisation d'un projet soumis à étude d'incidences sur l'environnement ou encore qui concerne des zones dans lesquelles peuvent s'implanter des établissements présentant un risque majeur pour les personnes, les biens ou l'environnement au sens de la Directive 96/82/CE du Conseil du 9 décembre 1996 concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, ci-après "Directive 96/82/CE", ou qui prévoit l'inscription de zones destinées à l'habitat ainsi que de zones ou d'infrastructures fréquentées par le public à proximité de tels établissements.

Est présumé avoir des incidences négligeables sur l'environnement le plan de secteur projeté pour inscrire en zone forestière, d'espaces verts ou naturelle, tout ou partie d'une zone désignée conformément aux Directives 2009/147/CE et 92/43/CEE.

Est présumé avoir des incidences négligeables sur l'environnement le schéma d'orientation local projeté pour mettre en œuvre une zone d'aménagement communal concerté et qui porte uniquement sur une ou plusieurs affectations non destinées à l'urbanisation visées à l'article D.II.23, alinéa 3, 1° à 5°.

§ 4. L'autorité compétente pour adopter le plan ou le schéma sollicite l'avis du pôle "Environnement", du pôle "Aménagement du territoire" et de toute personne ou instance qu'elle juge utile de consulter. A défaut d'un autre délai prévu dans la procédure d'adoption, de révision ou d'abrogation du plan ou du schéma, les avis sont transmis dans les trente jours de l'envoi de la demande. Passé ce délai, les avis sont réputés favorables. L'autorité compétente pour adopter le plan ou le schéma exempte ce dernier de l'évaluation des incidences sur l'environnement ou refuse de l'exempter dans les trente jours de la clôture des consultations, à défaut d'un autre délai prévu dans la procédure d'adoption, de révision ou d'abrogation du plan ou du schéma.

Art. D.VIII.32. Pour déterminer si les plans ou les schémas sont susceptibles d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement, il est tenu compte des critères permettant de déterminer l'ampleur probable des incidences qui suivent :

1° les caractéristiques des plans ou des schémas, notamment :

a) la mesure dans laquelle le plan ou le schéma définit un cadre pour d'autres projets ou activités, en ce qui concerne la localisation, la nature, la taille et les conditions de fonctionnement ou par une allocation de ressources;

b) la mesure dans laquelle le plan ou le schéma influence d'autres plans ou programmes, y compris ceux qui font partie d'un ensemble hiérarchisé;

c) l'adéquation entre le plan ou le schéma et l'intégration des considérations environnementales, en vue, notamment, de promouvoir un développement durable;

d) les problèmes environnementaux liés au plan ou au schéma;

e) l'adéquation entre le plan ou le schéma et la mise en œuvre de la législation relative à l'environnement;

2° les caractéristiques des incidences et de la zone susceptible d'être touchée, notamment :

a) la probabilité, la durée, la fréquence et le caractère réversible des incidences;

b) le caractère cumulatif des incidences;

c) la nature transfrontalière des incidences;

d) les risques pour la santé humaine ou pour l'environnement;

e) la magnitude et l'étendue spatiale géographique des incidences, à savoir la zone géographique et la taille de la population susceptible d'être touchée;

f) la valeur et la vulnérabilité de la zone susceptible d'être touchée, en raison :

i. de caractéristiques naturelles ou d'un patrimoine culturel particulier;

ii. d'un dépassement des normes de qualité environnementales ou des valeurs limites;

iii. de l'exploitation intensive des sols;

g) les incidences pour des zones ou des paysages jouissant d'un statut de protection reconnu au niveau national, européen ou international.

Art. D.VIII.33. § 1^{er}. Lorsqu'une évaluation des incidences sur l'environnement d'un plan ou d'un schéma est requise, un rapport sur les incidences environnementales est rédigé, dans lequel les incidences non négligeables probables de la mise en œuvre du plan ou du schéma, ainsi que les solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan ou du schéma sont identifiées, décrites et évaluées.

§ 2. L'autorité compétente pour adopter le plan ou le schéma, ou la personne qu'elle désigne à cette fin, détermine les informations que le rapport sur les incidences environnementales contient, en tenant compte, à cet effet, des connaissances et des méthodes d'évaluation existantes, du contenu et du degré de précision du plan ou du schéma, du stade atteint dans le processus de décision et du fait qu'il peut être préférable d'évaluer certains aspects à d'autres stades de ce processus afin d'éviter une répétition de l'évaluation.

§ 3. Les informations à fournir en vertu du paragraphe 2 comprennent à tout le moins les éléments suivants :

1° un résumé du contenu, une description des objectifs principaux du plan ou du schéma et les liens avec d'autres plans et programmes pertinents, et notamment avec l'article D.I.1.;

2° les aspects pertinents de la situation socio-économique et environnementale ainsi que son évolution probable si le plan ou le schéma n'est pas mis en œuvre;

3° les caractéristiques environnementales des zones susceptibles d'être touchées de manière notable;

4° en cas d'adoption ou de révision d'un plan de secteur, d'un schéma de développement pluricommunal ou communal, d'un schéma d'orientation local, les incidences non négligeables probables spécifiques lorsqu'est prévue l'inscription d'une zone dans laquelle pourraient s'implanter des établissements présentant un risque majeur pour les personnes, les biens ou l'environnement au sens de la Directive 96/82/C.E. ou lorsqu'est prévue l'inscription de zones destinées à l'habitat ainsi que de zones ou d'infrastructures fréquentées par le public à proximité de tels établissements;

5° les objectifs de la protection de l'environnement pertinents et la manière dont ces objectifs et les considérations environnementales ont été pris en considération au cours de l'élaboration du plan ou du schéma;

6° les problèmes environnementaux liés au plan ou au schéma en ce compris les incidences non négligeables probables, à savoir les effets secondaires, cumulatifs, synergiques, à court, à moyen et à long terme, permanents et temporaires, tant positifs que négatifs, sur l'environnement, y compris sur des thèmes comme la diversité biologique, la population, la santé humaine, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, les facteurs climatiques, les biens matériels, le patrimoine culturel, y compris le patrimoine architectural et archéologique, les paysages et les interactions entre ces facteurs;

7° en cas d'adoption ou de révision du schéma de développement du territoire ou d'un plan de secteur, les incidences sur l'activité agricole et forestière;

8° les mesures envisagées pour éviter, réduire et, dans la mesure du possible, compenser toute incidence négative non négligeable de la mise en œuvre du plan ou du schéma sur l'environnement;

9° en cas d'adoption ou de révision d'un plan de secteur, l'évaluation des compensations proposées par le Gouvernement en application de l'article D.II.45, § 3;

10° la présentation des alternatives possibles et de leur justification en fonction des points 1° à 9°;

11° une description de la méthode d'évaluation retenue et des difficultés rencontrées;

12° les mesures de suivi envisagées conformément à l'article D.VIII.35;

13° un résumé non technique des informations visées ci-dessus.

Les renseignements utiles concernant les incidences des plans et programmes sur l'environnement obtenus à d'autres niveaux de décision ou en vertu d'autres législations peuvent être utilisés pour fournir les informations énumérées à l'alinéa 1^{er}.

§ 4. L'autorité compétente pour adopter l'avant-projet ou le plan ou le schéma, ou la personne qu'elle désigne à cette fin, soumet le projet de contenu du rapport sur les incidences environnementales ainsi que l'avant-projet ou le projet de plan ou de schéma pour avis au pôle "Environnement", à la commission communale, ou, à défaut, au pôle "Aménagement du territoire", et aux personnes et instances qu'elle juge utile de consulter.

Les commissions communales ne sont pas consultées lorsqu'il s'agit du schéma de développement du territoire ou d'un plan de secteur.

Le projet de contenu du rapport sur les incidences environnementales ainsi que l'avant-projet ou le projet de plan, de schéma de développement pluricommunal ou communal, de schéma d'orientation local sont soumis, pour avis, à la DGO3 soit lorsque l'avant-projet ou le projet de plan ou de schéma comporte ou porte sur une zone visée à l'article D.II.31, § 2, ou qui accueille un établissement présentant un risque majeur pour les personnes, les biens ou l'environnement au sens de la Directive 96/82/CE, soit lorsqu'il prévoit l'inscription de zones destinées à l'habitat ainsi que de zones ou d'infrastructures fréquentées par le public à proximité d'une telle zone ou d'un établissement présentant un risque majeur pour les personnes, les biens ou l'environnement au sens de la Directive 96/82/CE, pour autant que cette inscription soit susceptible d'aggraver les conséquences d'un risque d'accident majeur.

Lorsque l'autorité compétente pour adopter le plan ou le schéma, ou la personne qu'elle désigne à cette fin, constate qu'il est susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement d'une autre Région, d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à la Convention d'Espoo du 25 février 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, le projet de contenu du rapport sur les incidences environnementales ainsi que l'avant-projet ou le projet de plan ou de schéma sont soumis, pour avis, aux autorités compétentes de la Région, l'Etat membre de l'Union européenne ou l'Etat partie à la Convention d'Espoo concerné.

Les avis portent sur l'ampleur et la précision des informations que le rapport sur les incidences environnementales contient.

Les avis sont transmis à l'autorité compétente pour adopter le plan ou schéma, ou à la personne qu'elle désigne à cette fin, dans les trente jours de la demande.

Art. D.VIII.34. En cas d'établissement ou de révision du plan de secteur d'initiative gouvernementale, le Gouvernement, ou la personne qu'il désigne à cette fin, désigne parmi les personnes agréées en vertu de l'article D.I.11, la personne physique ou morale, privée ou publique, qu'il charge de la réalisation du rapport sur les incidences environnementales.

En cas d'établissement ou de révision du plan de secteur d'initiative communale ou d'initiative d'une personne physique ou morale, privée ou publique, le conseil communal ou la personne physique ou morale, privée ou publique désigne parmi les personnes agréées en vertu de l'article D.I.11, la personne physique ou morale, privée ou publique, qu'il charge de la réalisation du rapport sur les incidences environnementales et envoie immédiatement le nom de la personne désignée à la DGO4. Le Gouvernement ou la personne qu'il désigne à cette fin dispose d'un délai de quinze jours à dater de la réception de l'envoi pour récuser la personne choisie.

Art. D.VIII.35. L'autorité compétente pour adopter le plan ou le schéma prend en considération le rapport sur les incidences environnementales, les résultats de l'enquête publique, les avis exprimés, ainsi que les consultations transfrontières effectuées en vertu de l'article D.VIII.12, pendant l'élaboration du plan ou du schéma concerné et avant son adoption.

Elle détermine également les principales mesures de suivi des incidences non négligeables sur l'environnement de la mise en œuvre du plan ou du schéma afin d'identifier notamment, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et d'être en mesure d'engager les actions correctrices qu'elle juge appropriées.

Sur la base de ces éléments, le plan ou le schéma est soumis à adoption.

Art. D.VIII.36. La décision d'adoption du plan ou du schéma est accompagnée d'une déclaration environnementale résumant la manière dont les considérations environnementales ont été intégrées dans le plan ou le schéma et dont le rapport sur les incidences environnementales, les avis, les réclamations et observations ont été pris en considération ainsi que les raisons du choix du plan ou du schéma tel qu'adopté, compte tenu des autres solutions raisonnables envisagées.

Art. D.VIII.37. Les projets prévus par un plan ou un schéma ayant déjà fait l'objet d'une évaluation des incidences des plans et programmes sur l'environnement, et qui sont soumis au système d'évaluation des incidences de projets sur l'environnement, visé au chapitre III de la partie V du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement, ne sont pas dispensés de celle-ci.

Lorsque les plans ou les schémas font partie d'un ensemble hiérarchisé, en vue d'éviter une répétition de l'évaluation des incidences sur l'environnement, celle-ci peut être fondée notamment sur les données utiles obtenues lors de l'évaluation effectuée précédemment à l'occasion de l'adoption d'un autre plan ou schéma de ce même ensemble hiérarchisé.

Dispositions finales

Art. 2. Le décret du 24 avril 2014 abrogeant les articles 1^{er} à 128 et 129^{quater} à 184 du Code wallon de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie et formant le Code du Développement territorial est abrogé.

Les articles 1^{er} à 128, 129^{quater} à 184, 254, 255, 263, § 2, 312 et 428 du CWATUP sont abrogés.

Les articles 185 à 252, 236 et 237, 477 à 529 forment le Code wallon du Patrimoine.

Les articles 393 à 403, 414 à 415/16, 417 à 427, 429 à 442, 442/1 à 442/3 du CWATUP sont insérés dans le guide régional d'urbanisme.

Dans l'article 393 précité, les mots : "En l'absence de plan communal," sont remplacés par les mots "En l'absence de schéma d'orientation local,".

Dans l'article 394 précité, les mots : "d'un plan communal d'aménagement" sont remplacés par les mots "d'un schéma d'orientation local".

Dans l'article 417 précité :

1° les mots "En l'absence de plan particulier d'aménagement, de plan d'alignement ou de permis de lotir dûment autorisé et non périmé" sont remplacés par les mots "En l'absence de schéma d'orientation local, de plan d'alignement ou de permis d'urbanisation dûment autorisé et non périmé";

2° les mots "l'article 41" sont remplacés par "l'article D.IV.4".

Sont abrogées les indications ou les normes d'un guide régional ou communal d'urbanisme, d'un schéma pluricommunal ou communal et les dispositions du plan et des prescriptions d'un permis d'urbanisation qui impliquent une dérogation ou un écart ou qui interdisent la pose, sur les bâtiments ou dans les cours et jardins, de modules de production d'électricité ou de chaleur dont la source d'énergie est exclusivement d'origine solaire. Cette disposition n'est toutefois pas applicable aux bâtiments repris à l'inventaire du patrimoine visé à l'article 192 du Code wallon du Patrimoine ainsi qu'aux bâtiments visés à l'article 185, alinéa 2, a. et b., qui sont classés ou inscrits sur la liste de sauvegarde en vertu du même Code.

Sont abrogés :

- l'article 6, § 1^{er} et § 2, l'article 8, alinéa 1^{er} et l'article 12 du décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, modifié par le décret du 23 juillet 1998 portant modification du décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine (CWATUP) et par le décret du 30 avril 2009 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et le décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques;

- l'article 76 du décret du 18 juillet 2002 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

- les articles 100, 102, alinéa 2, et 103 du décret-programme du 3 février 2005 de relance économique et de simplification administrative;

- l'article 56 du décret-programme du 23 février 2006 relatif aux actions prioritaires pour l'avenir wallon;

- les articles 14 et 15 du décret-cadre du 19 avril 2007 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine en vue de promouvoir la performance énergétique des bâtiments;

- l'article 19 du décret du 20 septembre 2007 modifiant les articles 1^{er}, 4, 25, 33, 34, 42, 43, 44, 46, 49, 51, 52, 58, 61, 62, 127, 175 et 181 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine et y insérant l'article 42^{bis} et modifiant les articles 1^{er}, 4 et 10 du décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques et y insérant les articles 1^{er}*bis*, 1^{er}*ter*, 2^{bis} et 9^{bis} ;

- l'article 3 du décret du 22 mai 2008 modifiant les articles 35 et 111 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie (CWATUPE);

- l'article 103, les deux premières phrases de l'article 109, alinéa 1^{er}, et l'article 109/1 du décret du 30 avril 2009 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et le décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques modifié par le décret-programme du 22 juillet 2010 portant des mesures diverses en matière de bonne gouvernance, de simplification administrative, d'énergie, de logement, de fiscalité, d'emploi, de politique aéroportuaire, d'économie, d'environnement, d'aménagement du territoire, de pouvoirs locaux, d'agriculture et de travaux publics et par le décret du 19 mai 2011 visant à insérer un article 109/1 dans le décret du 30 avril 2009 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et le décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques;

- l'article 67 du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments.

Art. 3. Le présent décret transpose partiellement la Directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

Art. 4. Pour l'application du Code, on entend par pôle "Environnement" le Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable.

Dispositions relatives au Code de l'Environnement

Art. 5. A l'article D.6 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, les modifications suivantes sont apportées :

- l'article est complété par un 2^o*bis* rédigé comme suit :

« 2^o*bis* CCATM : la Commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité visée par le CoDT; »;

- l'article est complété par un 2^o*ter* rédigé comme suit :

« 2^o*ter* pôle "Aménagement du territoire" : le pôle "Aménagement du territoire" visé par le CoDT; »;

- le 3^o est remplacé par ce qui suit : "3^o CoDT : le Code du développement territorial;";

- au 13^o, l'acronyme "CWATUP" est remplacé par l'acronyme "CoDT".

Art. 6. A l'article D.19, § 2, du Livre I^{er} du même Code, l'alinéa 2, 1^o, est complété comme suit :

« ou sur un dossier mis à enquête publique ou à annonce de projet conformément aux articles D.VIII.15, D.VIII.16 et D.VIII.6, alinéa 5, du CoDT ».

Art. 7. A l'article D.29-3 du Livre I^{er} du même Code, les mots "il n'est" sont remplacés par les mots "il peut n'être".

Art. 8. A l'article D.48 du Livre I^{er} du même code, les mots "schéma de structure communal. Dans ce cas, la procédure unique d'adoption est celle prévue à l'article 17 du CWATUP" sont remplacés par "schéma de développement communal. Dans ce cas, la procédure unique d'adoption est celle prévue à l'article D.II.12 du CoDT".

Art. 9. A l'article D.49 du Livre I^{er} du même Code, le b. est remplacé par le suivant :

« b. les permis et les certificats d'urbanisme n^o 2 accordés en vertu du CoDT ».

Art. 10. A l'article D.66 du Livre I^{er} du même Code, les mots "sans préjudice des articles 42 et 50 du CWATUP" sont supprimés.

Art. 11. A l'article D.70, alinéa 1^{er}, du Livre I^{er} du même Code, est abrogée la phrase "Le CWEDD doit être consulté avant tout retrait d'agrément, de même que la Commission régionale d'aménagement du territoire dans le cas d'une étude d'incidences relative à un plan d'aménagement visé à l'article 1^{er} du CWATUP lorsque l'étude d'incidences de qualité manifestement médiocre est relative à un plan d'aménagement ou à un projet d'aménagement du territoire, d'urbanisme ou d'infrastructure."

Art. 12. A l'article D.72 du Livre I^{er} du même Code, les mots "à un plan d'aménagement visé à l'article 1^{er} du CWATUP ou" sont abrogés et les mots "et la Commission régionale d'aménagement du territoire," sont remplacés par les mots « et le Pôle "Aménagement du territoire" dans le cas visé à l'article D.I.5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5^o, ».

Art. 13. Les acronymes "CWATUP" ou "CWATUPE" présents dans le même code sont remplacés par "CoDT".

Art. 14. A l'article D.26, § 4, du Livre II Code de l'Environnement, les mots ", la commission régionale d'aménagement du territoire" sont abrogés.

Art. 15. A l'article D.27, § 4, du Livre II Code de l'Environnement, les mots ", la commission régionale d'aménagement du territoire" sont abrogés.

Art. 16. A l'article D.28, § 4, du Livre II Code de l'Environnement, les mots ", la commission régionale d'aménagement du territoire" sont abrogés.

Art. 17. A l'article D.129 du Livre II Code de l'Environnement, les mots "d'un lotissement au sens de l'article 89 du CWATUP" sont remplacés par les mots "d'un permis d'urbanisation au sens de l'article D.IV.2 du Code du développement territorial."

Dispositions relatives au décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement

Art. 18. A l'article 1^{er} du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement sont apportées les modifications suivantes :

1^o au 12^o, les mots "des articles 84 et 127 du CWATUP" sont remplacés par les mots "de l'article D.IV.4 du CoDT";

2^o le 17^o est remplacé par le suivant : "CoDT : le Code du développement territorial,";

3^o au 18^o, l'acronyme "CWATUP" est remplacé par "CoDT".

Art. 19. A l'article 4, alinéa 3, 7^o du même décret est apportée la modification suivante : l'acronyme "CWATUP" est remplacé par "CoDT".

Art. 20. A l'article 13 du même décret :

1^o l'alinéa 2 est complété par le texte suivant "et pour les demandes de permis d'environnement qui portent sur les modifications mineures des permis délivrés par Gouvernement visés à l'alinéa 4";

2^o il est inséré un alinéa 4 libellé comme suit :

« Les demandes de permis d'environnement relatifs aux actes et travaux pour lesquels il existe des motifs impérieux d'intérêt général visés à l'article D.IV.25 du CoDT relèvent de la compétence du Gouvernement. »

Art. 21. L'article 13bis du même décret est remplacé par le texte suivant:

« Art. 13bis. § 1^{er}. Pour autant que la mise en œuvre du permis d'environnement relatif à l'établissement projeté n'implique pas au préalable la délivrance d'un permis d'urbanisme dérogatoire ou qui s'écarte du plan de secteur en ce compris la carte d'affectation des sols, d'un schéma, d'un guide d'urbanisme ou d'un permis d'urbanisation, un permis d'environnement peut s'écarter de ou être délivré en dérogation à un plan de secteur, un schéma, une carte d'affectation des sols, un guide d'urbanisme ou un permis d'urbanisation aux conditions visées aux articles D.IV.5 ou D.IV.13 du CoDT.

§ 2. Les dérogations et écarts sont accordés :

1^o par le collège communal lorsqu'il est l'autorité compétente; toutefois, l'avis du fonctionnaire délégué est un avis conforme lorsque la demande implique une dérogation au plan de secteur ou aux normes du guide régional d'urbanisme;

2^o par le fonctionnaire technique lorsqu'il est l'autorité compétente; toutefois, l'avis du fonctionnaire délégué est un avis conforme lorsque la demande implique une dérogation ou un écart;

3^o par le Gouvernement en recours;

4^o par le Gouvernement pour les demandes de permis relatifs aux actes et travaux pour lesquels il existe des motifs impérieux d'intérêt général qui relèvent de sa compétence. »

Art. 22. A l'article 32 du même décret, il est ajouté un paragraphe 4 libellé comme suit :

« § 4. Lorsque la demande est relative aux actes et travaux pour lesquels il existe des motifs impérieux d'intérêt général visés à l'article D.IV.25 du CoDT qui relèvent de la compétence du Gouvernement, le rapport de synthèse et l'intégralité de la demande sont envoyés au Gouvernement dans les délais visés aux paragraphes 1^{er} et 2, alinéa 1^{er}. La procédure se poursuit conformément à l'article D.IV.50 du CoDT; les notifications sont faites au fonctionnaire technique et non au fonctionnaire délégué. L'article 34 n'est pas applicable. ».

Art. 23. A l'article 53 du même décret, l'alinéa 1^{er} du paragraphe 1^{er} est complété par le texte suivant :

« Le Gouvernement qui délivre un permis d'environnement en vertu de l'article 13, alinéa 4, fixe le délai dans lequel celui-ci doit être mis en œuvre. Ce délai ne peut dépasser sept ans. Toutefois, le Gouvernement peut, sur requête spécialement motivée, accorder un nouveau délai sans que celui-ci ne puisse excéder cinq ans. ».

Art. 24. A l'article 81 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1^o au paragraphe 1^{er}, les mots "article 109 du CWATUPE" sont remplacés par les mots "article D.IV.17, alinéa 1^{er}, 3^o, du CoDT";

2^o au paragraphe 2, alinéa 3, les mots "article 127, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du CWATUP" sont remplacés par les mots "article D.IV.22, alinéa 1^{er}, du CoDT, ainsi que des demandes de permis uniques qui portent sur des modifications mineures des permis délivrés par le Gouvernement visés à l'alinéa 6";

3^o au paragraphe 2, un alinéa 6 est inséré :

« Les demandes de permis relatifs aux actes et travaux pour lesquels il existe des motifs impérieux d'intérêt général visés à l'article 25 du CoDT relèvent de la compétence du Gouvernement ».

Art. 25. A l'article 83, alinéa 2, du même décret, les mots "de l'article 115, alinéa 2, du CWATUP" sont remplacés par les mots "des articles D.IV.26 et suivants du CoDT".

Art. 26. A l'article 87, alinéa 1^{er}, le point 1^o du même décret, est remplacé par "1^o la nécessité de dérogations ou d'écarts prévus aux articles D.IV.5 à D.IV.13 du CoDT".

Art. 27. A l'article 92 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}, les mots "la décision du Gouvernement ou du fonctionnaire délégué d'octroi ou de refus de la dérogation visées à l'article 114 du CWATUP" sont remplacés par les mots "l'avis conforme du fonctionnaire délégué sur les dérogations au plan de secteur ou aux normes du guide régional d'urbanisme pris en application des articles D.IV.6 à D.IV.13 du CoDT. Si l'autorité compétente est le Gouvernement en vertu de l'article 81, § 2, alinéa 6, cet avis n'est pas conforme.";

2^o un paragraphe 8 est ajouté :

« § 8. Lorsque la demande est relative aux actes et travaux pour lesquels il existe des motifs impérieux d'intérêt général visés à l'article D.IV.25 du CoDT qui relèvent de la compétence du Gouvernement, le rapport de synthèse et l'intégralité de la demande sont envoyés au Gouvernement dans les mêmes délais. La procédure se poursuit conformément à l'article D.IV.50 du CoDT; les notifications sont faites également au fonctionnaire technique.

Toutefois, si préalablement à sa décision, le Gouvernement invite le demandeur à déposer des plans modificatifs et un complément corollaire de notice d'évaluation des incidences ou d'étude d'incidences, les plans modificatifs et le complément corollaire de notice d'évaluation des incidences ou d'étude d'incidences sont envoyés au fonctionnaire technique, en autant d'exemplaires que la demande initiale en compte, qui envoie une copie à la commune et au fonctionnaire délégué, et la procédure recommence selon les modalités prévues à l'article 86, § 3, alinéa 1^{er}, à dater de la réception par le fonctionnaire technique des plans modificatifs et du complément corollaire de notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ou d'étude d'incidences, jusqu'à l'envoi au Gouvernement. Dans la décision qu'ils rendent en application de l'article 87, le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué indiquent que la demande fait l'objet de plans modificatifs. Il en va de même lors de la saisine des instances visées à l'article 91. L'enquête publique réalisée conformément à l'article 90 porte sur le dossier de la demande de permis initiale, ses compléments éventuels, ainsi que sur les plans modificatifs et leur complément corollaire de notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ou d'étude d'incidences.

Lorsque la demande est relative aux actes et travaux pour lesquels il existe des motifs impérieux d'intérêt général visés à l'article D.IV.25 du CoDT qui relèvent de la compétence du Gouvernement, préalablement à l'expiration du délai d'envoi du rapport de synthèse et moyennant l'accord du fonctionnaire technique et du fonctionnaire délégué, le demandeur peut produire des plans modificatifs et un complément corollaire de notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ou d'étude d'incidences. Ces documents sont fournis en autant d'exemplaires que la demande initiale en compte. Les plans modificatifs et le complément corollaire de notice d'évaluation des incidences ou d'étude d'incidences sont envoyés au fonctionnaire technique, qui envoie une copie à la commune et au fonctionnaire délégué et la procédure recommence selon les modalités prévues à l'article 86, § 3, alinéa 1^{er}, à dater de la réception par le fonctionnaire technique des plans modificatifs et du complément corollaire de notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ou d'étude d'incidences, jusqu'à l'envoi au Gouvernement. Dans la décision qu'ils rendent en application de l'article 87, le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué indiquent que la demande fait l'objet de plans modificatifs. Il en va de même lors de la saisine des instances visées à l'article 91. L'enquête publique réalisée conformément à l'article 90 porte sur le dossier de la demande de permis initiale, ses compléments éventuels, ainsi que sur les plans modificatifs et leur complément corollaire de notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ou d'étude d'incidences. »

Art. 28. A l'article 93, § 1^{er}, du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1^o à l'alinéa 3, la deuxième phrase est remplacée par la phrase suivante :

« La décision du fonctionnaire délégué sur les dérogations et les écarts prise en application des articles D.IV.5 à D.IV.13 du CoDT fait partie intégrante de la décision visée à l'alinéa 1^{er} du présent paragraphe »;

2^o à l'alinéa 4, les mots "prévus au titre V du Livre I^{er} du CWATUP" sont remplacés par les mots "et les écarts prévus au Livre IV du CoDT".

Art. 29. A l'article 95, § 3, alinéa 5, du même décret, les mots : "prévus au titre V du Livre I^{er} du CWATUP" sont remplacés par "et les écarts prévus au Livre IV du CoDT".

Art. 30. A l'article 97 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1^o les alinéas 3 et 4 sont remplacés par les alinéas suivants :

« Les dispositions suivantes du CoDT sont applicables au permis unique :

1^o les Livres I, II et III;

2^o les articles suivants du Livre IV : D.IV.4 à D.IV.13, D.IV.31, D.IV.35, alinéa 3, D.IV.45, D.IV.53 à D.IV.60, D.IV.70 à D.IV.77, D.IV.80, D.IV.87, D.IV.91, alinéa 1^{er}, 3^o, et alinéa 2, D.IV.99, D.IV.100 et D.IV.106 à D.IV.109;

3^o les Livres V, VI et VII.

Le Livre VII ne s'applique pas au permis unique en tant qu'il tient lieu de permis d'environnement. »;

2° l'alinéa 5 est complété par la phrase suivante :

« Le permis délivré par le Gouvernement en vertu de l'article 81, § 2, alinéa 6, est périmé si les travaux n'ont pas été commencés de manière significative dans les sept ans à compter du jour où le permis devient exécutoire conformément à l'article 46. Toutefois, le Gouvernement peut, sur requête spécialement motivée, accorder un nouveau délai sans que celui-ci ne puisse excéder cinq ans. »;

3° à l'alinéa 7, le mot "deux" est remplacé par "trois".

Art. 31. Dans l'article 108 du décret du 23 juin 2016 modifiant le Code de l'Environnement, le Code de l'Eau et divers décrets en matière de déchets et de permis d'environnement, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le Gouvernement fixe la procédure applicable à la demande de prolongation du permis visé à l'alinéa 1^{er}. »

Art. 32. Il est ajouté un article 183^{ter} libellé comme suit :

« Art. 183^{ter}. Les demandes de permis d'environnement ou de permis unique, en ce compris celles qui entrent dans une des catégories visées à l'article D.IV.25 du CoDT, introduites avant l'entrée en vigueur du CoDT ainsi que les recours administratifs y relatifs sont traités selon les règles en vigueur au jour de l'introduction de la demande.

Les permis uniques prorogés et non périmés à la date d'entrée en vigueur du CoDT sont prorogés d'un an supplémentaire. »

Dispositions relatives au décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales

Art. 33. A l'article 1^{er} du décret relatif aux implantations commerciales sont apportées les modifications suivantes :

1° au 5°, c), les mots "des articles 84 et 127 du CWATUPE" sont remplacés par "de l'article D.IV.4 du CoDT";

2° au 6°, c), les mots "au sens des articles 84 et 127 du CWATUPE" sont remplacés par "au sens de l'article D.IV.4 du CoDT";

3° au 14°, les mots « "CWATUPE" : Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine et de l'Energie » sont remplacés par "CoDT" : Code du développement territorial »;

4° au 15°, l'acronyme "CWATUPE" est remplacé par "CoDT".

Art. 34. A l'article 13, § 3, du décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales, les mots "de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire" sont remplacés par les mots « du pôle "Aménagement du territoire" ».

Art. 35. A l'article 73, alinéa 1^{er}, les mots "à l'article 84 du CWATUPE" sont remplacés par "à l'article D.IV.4 du CoDT".

Art. 36. A l'alinéa 1^{er} du paragraphe 1^{er} de l'article 83 du même décret, les mots "ou relatifs à des biens immobiliers visés à l'article 109 du CWATUPE" sont remplacés par ", des projets visés à l'article D.IV.25 du CoDT dont le permis d'urbanisme est délivré par le Gouvernement et des projets relatifs à des biens immobiliers visés à l'article D.IV.17, alinéa 1^{er}, 3°, du CoDT."

Art. 37. A l'article 84 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 2, alinéa 2, les mots "de l'article 115, alinéa 2, du CWATUPE" sont remplacés par "des articles D.IV.26 et suivants du CoDT".

Art. 38. A l'article 87, § 2, alinéa 2, 5°, du même décret, les mots "de l'intervention de la commune, du Gouvernement ou du fonctionnaire délégué sur la demande de dérogation prévue aux articles 114 et 127, § 3, du CWATUPE" sont remplacés par "de dérogations ou d'écarts prévus aux articles D.IV.5 à D.IV.13 du CoDT".

Art. 39. A l'article 95, § 1^{er}, les mots "la décision du Gouvernement ou du fonctionnaire délégué d'octroi ou de refus de la dérogation visée aux articles 114 et 127, § 3, du CWATUPE" sont remplacés par "l'avis conforme du fonctionnaire délégué sur les dérogations au plan de secteur ou aux normes du guide régional d'urbanisme pris en application des articles D.IV.6 à D.IV.13 du CoDT".

Art. 40. A l'article 96 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, alinéa 3, la phrase "La décision du fonctionnaire délégué ou du Gouvernement d'octroi ou de refus de la dérogation visée à l'article 114 du CWATUPE ou celle prise en application de l'article 127, § 3, du CWATUPE font partie intégrante de la décision visée à l'alinéa 1^{er} du présent paragraphe" est remplacée par "La décision du fonctionnaire délégué sur les dérogations et les écarts prise en application des articles D.IV.5 à D.IV.13 du CoDT fait partie intégrante de la décision visée à l'alinéa 1^{er} du présent paragraphe";

2° au § 1^{er}, alinéa 4, les mots "prévus au titre V du Livre I^{er} du CWATUPE" sont remplacés par "et les écarts prévus au Livre IV du CoDT".

Art. 41. A l'article 101, § 5, alinéa 3, du décret, l'acronyme "CWATUPE" est remplacé par "CoDT".

Art. 42. A l'article 104 du décret, les §§ 3 et 4 sont remplacés par les paragraphes suivants :

« § 3. Les dispositions suivantes du CoDT sont applicables au permis intégré :

1° les Livres I^{er}, II et III;

2° les articles suivants du Livre IV : D.IV.4 à D.IV.13, D.IV.31, D.IV.35, alinéa 3, D.IV.45, D.IV.53 à D.IV.60, D.IV.70 à D.IV.77, D.IV.80, D.IV.87, D.IV.99, D.IV.100 et D.IV.106 à D.IV.109;

3° les Livres V, VI et VII.

§ 4. Le Livre VII ne s'applique pas au permis intégré en tant qu'il tient lieu de permis d'implantation commerciale et de permis d'environnement. ».

Dispositions relatives au Livre III du Code wallon du Patrimoine

Art. 43. A l'article 187 du Livre III du Code wallon du Patrimoine :

1° le point 16° est remplacé par le point suivant :

« 16° certificat de patrimoine : certificat préalable à toute demande de permis d'urbanisme, de permis d'urbanisation ou de certificat d'urbanisme n° 2, relative soit à un monument inscrit sur la liste de sauvegarde, classé ou soumis provisoirement aux effets du classement, soit à un bien figurant sur la liste du patrimoine exceptionnel, qui fixe les limites et possibilités d'intervenir sur le monument ou sur le bien. »;

2° un point 17° libellé comme suit est inséré :

« 17° CoDT : le Code du développement territorial ».

Art. 44. A l'article 206 du même Livre, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots "articles 84 et suivants du Code" sont remplacés par les mots "articles D.IV.4 et suivants du CoDT";

2° au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 2 est abrogé;

3° au paragraphe 6, les mots "articles 150, 5°," sont remplacés par les mots "article D.IV.1, § 3, du CoDT".

Art. 45. A l'article 211, alinéa 3, du même Livre, les mots "article 154" sont remplacés par les mots "article D.VII.1 du CoDT".

Art. 46. A l'article 212, § 2, alinéa 1^{er}, les mots "article 154" sont remplacés par les mots "article D.VII.1 du CoDT".

Art. 47. A l'article 214, § 1^{er}, alinéa 2, du même Livre, les mots "de l'administration de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine et le fonctionnaire délégué visé à l'article 3" sont remplacés par "de la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Énergie du Service public de Wallonie et le fonctionnaire délégué visé à l'article D.I.3 du CoDT".

Art. 48. A l'article 216/1, § 1^{er}, du même Livre, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est abrogé;

2° l'alinéa 2 est remplacé par les alinéas suivants :

« Toute demande de permis d'urbanisme, de permis d'urbanisation ou de certificat d'urbanisme n° 2 relative soit à un monument inscrit sur la liste de sauvegarde, classé ou soumis provisoirement aux effets du classement, soit à un bien figurant sur la liste du patrimoine exceptionnel est accompagnée du certificat de patrimoine.

Le certificat de patrimoine est délivré par le directeur général ou par l'inspecteur général du Département du Patrimoine, de la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Énergie du Service public de Wallonie, sur avis d'un comité d'accompagnement constitué pour chaque demande et qui instruit celle-ci, et sur avis de la commission. Il est valable deux ans, prorogeable un an.

Le Gouvernement détermine les modalités de délivrance du certificat de patrimoine. »

Art. 49. A l'article 216/1, § 3, du même Livre, les mots "Par dérogation à l'article 84, § 1^{er}, 14°" sont remplacés par "Conformément à l'article D.IV.1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5°, du CoDT".

Art. 50. A l'article 221, 1°, du même Livre, les mots "articles 176, § 1^{er} et § 2, et 177 à 180" sont remplacés par les mots "articles D.VI.17 et suivants du CoDT".

Art. 51. A l'article 230 du même Livre, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les mots "de lotir" sont remplacés par les mots "d'urbaniser un bien";

2° au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots "de lotir, en ce compris le permis visé à l'article 130" sont remplacés par les mots "du permis d'urbanisation, en ce compris le permis visé par l'article D.IV.106 du CoDT".

Art. 52. A l'article 234 du même Livre, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots "articles 116 et suivants" sont remplacés par les mots "articles D.IV.47 et suivants du CoDT";

2° les mots "articles 107, 108, 109, 127 et 130" sont remplacés par les mots "articles D.IV.2, D.IV.4 et D.IV.106 du CoDT".

Art. 53. A l'article 235 du même Livre, les mots "de lotir" sont remplacés par "d'urbanisation".

Art. 54. A l'article 245 du même Livre :

1° à l'alinéa 1^{er}, première phrase, les mots "de lotir" sont remplacés par "d'urbanisation";

2° à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2, les mots "de lotir, en ce compris le permis visé à l'article 130" sont remplacés par les mots "d'urbanisation, en ce compris le permis visé par les articles D.IV.106 du CoDT".

Dispositions relatives au décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale

Art. 55. A l'article 1^{er} du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale, les mots "Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Énergie" sont remplacés par les mots "Code du développement territorial, ci-après CoDT".

Art. 56. A l'article 8 du même décret, les mots "Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Énergie" sont remplacés par l'acronyme "CoDT".

Art. 57. A l'article 45 du même décret, les mots « dans les limites prévues à l'article 70 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Énergie » sont remplacés par "dans les limites prévues aux articles D.VI.38 et suivants du CoDT".

Dispositions relatives au décret du 28 novembre 2013
relatif à la performance énergétique des bâtiments

Art. 58. A l'article 2, alinéa 1^{er}, 16^o, du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments, les mots "aux articles 84, § 1^{er}, et 127, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie" sont remplacés par "à l'article D.IV.4 du Code du développement territorial, ci-après CoDT".

Art. 59. A l'article 10, alinéa 1^{er}, 2^o, a), du même décret, les mots "Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie" sont remplacés par "Code wallon du Patrimoine".

Art. 60. A l'article 61 du même décret, les mots "Les fonctionnaires délégués au sens de l'article 389 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie" sont remplacés par "Les fonctionnaires et agents de la Région visés à l'article D.VII.3, alinéa 1^{er}, 3^o, du CoDT".

Art. 61. A l'article 62 du même décret, les mots "fonctionnaires délégués au sens de l'article 389 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie" sont chaque fois remplacés par "fonctionnaires et agents de la Région visés à l'article D.VII.3, alinéa 1^{er}, 3^o, du CoDT".

Art. 62. A l'article 63 du même décret :

1^o à l'alinéa 1^{er}, les mots "Les fonctionnaires délégués au sens de l'article 389 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie" sont remplacés par "Les fonctionnaires et agents de la Région visés à l'article D.VII.3, alinéa 1^{er}, 3^o, du CoDT";

2^o à l'alinéa 6, les mots "du fonctionnaire délégué au sens de l'article 389 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie" sont remplacés par "du fonctionnaire ou agent de la Région visé à l'article D.VII.3, alinéa 1^{er}, 3^o, du CoDT".

Autres modifications

Art. 63. A l'article 1^{er}bis de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature sont apportées les modifications suivantes :

1^o au 27^o, remplacer les points a. et b. par le suivant :

« a) les plans de secteur et les normes des guides d'urbanisme élaborés en vertu du Code du développement territorial; »;

2^o au 28^o, remplacer le point j) par le suivant :

« j) les permis d'urbanisme et les permis d'urbanisation accordés en vertu du Code du développement territorial; ».

Art. 64. A l'article 4, § 3, du décret du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels, les mots "la Commission régionale d'Aménagement du Territoire" sont remplacés par « le pôle "Aménagement du territoire" ».

Art. 65. L'article 14 du décret du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels est abrogé.

Art. 66. A l'article 15 du décret du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels, le point 3^o est remplacé par le texte qui suit :

« 3^o parallèlement à l'enquête publique réalisée dans le cadre de la procédure d'élaboration ou de révision des plans de secteur, des schémas de développement pluricommunaux, des schémas de développement communaux, des schémas d'orientation locaux et des guides communaux d'urbanisme visés par le Code du développement territorial; ».

Art. 67. A l'article 16 du décret du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, les mots "aux articles 14 et 15" sont remplacés par les mots "à l'article 15";

2^o à l'alinéa 2, les mots "aux articles 14 et 15" sont remplacés par les mots "à l'article 15";

3^o à l'alinéa 3, les mots "aux articles 14 et 15" sont remplacés par les mots "à l'article 15".

Art. 68. A l'article 39, § 4, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, les mots "167 du CWATUPE" sont remplacés par les mots "D.V.1 du Code du développement territorial".

Art. 69. A l'article 43, § 4, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, les mots "84, § 1^{er}, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine" sont remplacés par les mots "D.IV.4 du Code du développement territorial".

Art. 70. A l'article 2, 25^o, du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols, remplacer le texte "CWATUPE" : Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie par le texte suivant :

« 25^o CoDT : Code du développement territorial ».

Art. 71. A l'article 22, § 2, du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols remplacer les mots "167, 2^o, du CWATUPE" par les mots "D.V.1, 2^o, du CoDT".

Art. 72. A l'article 53, alinéa 3, 2^o, du même décret, les mots "de l'article 115, alinéa 2, du CWATUPE" sont remplacés par les mots "de l'article D.IV.26, § 1^{er}, alinéa 2, du CoDT".

Art. 73. A l'article 62, § 1^{er}, 3^o, du même décret, les mots "133 du CWATUPE" sont remplacés par les mots "D.IV.26, § 1^{er}, alinéa 3, du CoDT".

Art. 74. A l'article 63, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots "déclaration urbanistique préalable" sont supprimés.

Art. 75. A l'article 63, alinéa 2, du même décret, les mots "87 du CWATUPE" sont remplacés par les mots "D.IV.84 du CoDT".

Art. 76. A l'article 64, alinéa 4, du même décret, les mots "87 du CWATUPE" sont remplacés par les mots "D.IV.84 du CoDT".

Art. 77. A l'article 74, § 4, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots "déclaration au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et déclaration urbanistique préalable" sont remplacés par les mots "et déclaration au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement".

Art. 78. A l'article 74, § 4, alinéa 2, du même décret, les mots "87 du CWATUPE" sont remplacés par les mots "D.IV.84 du CoDT".

Art. 79. A l'article 3, alinéa 1^{er}, 3^o, du décret du 27 mai 2004 instaurant une taxe sur les sites d'activité économique désaffectés, les mots "des sites d'activité économique désaffectés" sont remplacés par les mots "des sites à réaménager".

Art. 80. A l'article 9 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1^o au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les mots "169, § 1^{er}, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie" sont remplacés par les mots "D.V.2, § 1^{er}, du Code du développement territorial";

2^o au paragraphe 3, alinéa 4, les mots "169, § 7" sont remplacés par "D.V.2, § 10";

3^o au paragraphe 4, les mots "181 et 182 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine" sont remplacés par les mots "D.VI.1 et suivants du Code du développement territorial".

Art. 81. A l'article 1^{er}, 16^o*bis*, du Code du Logement et de l'Habitat durable, les mots "Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie" sont remplacés par les mots "Code du développement territorial".

Art. 82. A l'article 79, 2^o, du même Code, les mots "inséré dans le guide régional d'urbanisme" sont ajoutés après les mots "aux zones protégées de certaines communes en matière d'urbanisme".

Art. 83. A l'article 1^{er}, 3^o, du décret du 9 mai 1985 concernant la valorisation de terrils, les mots "Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine" sont remplacés par les mots "Code du développement territorial".

Art. 84. A l'article 2, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots "de l'article 84 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine" sont remplacés par les mots "de l'article D.IV.4 du Code du développement territorial".

Art. 85. A l'article 1^{er}*bis*, § 3, alinéa 1^{er}, du décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques, les mots "l'article 3 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine" sont remplacés par les mots "l'article D.I.3, du Code du développement territorial".

Art. 86. L'article 1^{er}*ter* du même décret est remplacé comme suit :

« Article 1^{er}*ter*. Lorsque le périmètre de reconnaissance adopté ou révisé est compris dans un plan de secteur ou dans un schéma d'orientation local en cours d'élaboration ou de révision, sont d'application les dispositions d'élaboration ou de révision visées au Code du développement territorial. »

Art. 87. A l'article 4, alinéa 4, du même décret, les mots "l'article 3 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine" sont remplacés par les mots "l'article D.I.3. du Code du développement territorial".

Art. 88. L'article 9*bis* du même décret est abrogé.

Art. 89. A l'article 15, 4^o, du même décret, la phrase « soit des prescriptions des plans et schémas d'aménagement dont l'adoption ou la révision, en application du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, était nécessaire en vue de permettre l'aménagement, visé par l'expropriation, d'espaces destinés à accueillir des activités économiques, à favoriser leur implantation ou à permettre l'extension d'activités existantes ou d'actes et travaux effectués en contravention aux prescriptions de ces plans ou schémas, si ces actes et travaux ont été exécutés après la clôture de l'enquête publique préalable à son adoption » est remplacée par "soit des prescriptions ou indications des plans, schémas et cartes d'affectation des sols dont l'adoption ou la révision, en application du Code du développement territorial, était nécessaire en vue de permettre l'aménagement, visé par l'expropriation, d'espaces destinés à accueillir des activités économiques, à favoriser leur implantation ou à permettre l'extension d'activités existantes ou d'actes et travaux effectués en contravention aux prescriptions ou indications de ces plans, schémas ou cartes, si ces actes et travaux ont été exécutés après la clôture de l'enquête publique préalable à son adoption."

Art. 90. A l'article 8, alinéa 2, du décret du 29 avril 2004 relatif aux travaux subsidiés, les mots "un permis d'urbanisme au sens du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine" sont remplacés par les mots "un permis d'urbanisme au sens du Code du développement territorial".

Art. 91. A l'article 2 du décret du 1^{er} avril 2004 relatif à la mobilité et à l'accessibilité locale, sont apportées les modifications suivantes :

1^o au 2^o, les mots "commission régionale" : la Commission régionale wallonne de l'Aménagement du Territoire telle que définie par les articles 5 et 6 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine" sont remplacés par les mots « pôle "Aménagement du territoire" : le pôle "Aménagement du territoire" tel que défini aux articles D.I.4 et D.I.5 du Code du Développement territorial »;

2^o au 3^o, les mots "commission consultative : la commission consultative communale en aménagement du territoire telle que définie par l'article 7 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine" sont remplacés par les mots "commission consultative : la commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité telle que définie à l'article D.I.7 du Code du Développement territorial".

Art. 92. A l'article 4, § 2, du décret du 1^{er} avril 2004 relatif à la mobilité et à l'accessibilité locale, la phrase "La commission régionale est informée régulièrement de l'avancement des travaux et peut à tout moment formuler les suggestions qu'elle juge utiles." est remplacée par la phrase « Le pôle "Aménagement du territoire" est informé régulièrement de l'avancement des travaux et peut à tout moment formuler les suggestions qu'il juge utiles. »

Art. 93. A l'article 6, § 2, alinéa 1^{er}, du décret du 1^{er} avril 2004 relatif à la mobilité et à l'accessibilité locale, les mots "ainsi qu'à l'avis de la commission régionale" sont remplacés par les mots « ainsi qu'à l'avis du pôle "Aménagement du territoire" ».

A l'alinéa 2 du même article, les mots "la commission régionale et" sont remplacés par les mots « le pôle "Aménagement du territoire" et ».

Art. 94. A l'article 7, alinéa 1^{er}, du décret du 1^{er} avril 2004 relatif à la mobilité et à l'accessibilité locale, les mots "de l'avis de la commission régionale" sont remplacés par les mots « de l'avis du pôle "Aménagement du territoire" ».

Art. 95. A l'article 11, § 1^{er}, alinéa 2, du décret du 1^{er} avril 2004 relatif à la mobilité et à l'accessibilité locale, les mots "et de la commission régionale" sont remplacés par les mots « et du pôle "Aménagement du territoire" » et les mots "et la commission régionale" sont remplacés par les mots « et le pôle "Aménagement du territoire" ».

Art. 96. A l'article 21, § 1^{er}, du décret du 1^{er} avril 2004 relatif à la mobilité et à l'accessibilité locale, les mots "à la commission régionale" sont remplacés par les mots « au pôle "Aménagement du territoire" ».

Art. 97. A l'article 28, alinéa 1^{er}, du décret du 1^{er} avril 2004 relatif à la mobilité et à l'accessibilité locale, les mots "de la commission régionale" sont remplacés par les mots « du pôle "Aménagement du territoire" ».

Art. 98. A l'article 29, alinéa 2, du décret du 1^{er} avril 2004 relatif à la mobilité et à l'accessibilité locale, les mots "à la commission régionale" sont remplacés par les mots « au pôle "Aménagement du territoire" ».

Art. 99. A l'article 1^{er}, 4^o, du décret du 11 avril 2014 relatif au développement rural, les mots « commission régionale : organe de la Région wallonne chargé d'émettre un avis auprès du Gouvernement sur les projets de programme communal de développement rural » sont remplacés par les mots « pôle "Aménagement du territoire" : le pôle "Aménagement du territoire" tel que défini aux articles D.I.4 et D.I.5 du Code du Développement territorial ».

Art. 100. A l'article 7 du décret du 11 avril 2014 relatif au développement rural, les mots "commission consultative d'aménagement du territoire et de la mobilité constituée en application de l'article 150 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie" sont remplacés par les mots "commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité constituée en application de l'article D.I.7 du Code du développement territorial".

Art. 101. Dans l'article 13, § 2, alinéa 2, du décret du 11 avril 2014 relatif au développement rural, les mots "à la Commission régionale" sont remplacés par les mots « au pôle "Aménagement du territoire" ».

Dans l'alinéa 3 du même paragraphe, les mots "La Commission régionale" sont remplacés par les mots « Le pôle "Aménagement du territoire" ».

Dans le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, du même article, les mots "de la Commission régionale" sont remplacés par les mots « du pôle "Aménagement du territoire" ».

Art. 102. Dans l'article 14, § 1^{er}, du décret du 11 avril 2014 relatif au développement rural, les mots "de la Commission régionale" sont remplacés par les mots « du pôle "Aménagement du territoire" ».

Dans le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, du même article, les mots "de la Commission régionale" sont remplacés par les mots « du pôle "Aménagement du territoire" ».

Dans le paragraphe 3, alinéa 2 du même article, les mots "de la Commission régionale" sont remplacés par les mots « du pôle "Aménagement du territoire" ».

Art. 103. Dans l'article 24, alinéa 3, du décret du 11 avril 2014 relatif au développement rural, les mots "à la Commission régionale" sont remplacés par les mots « au pôle "Aménagement du territoire" ».

Art. 104. A l'article 36, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et § 2, alinéa 1^{er}, du décret du 7 juillet 1988 des mines, les mots "Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine" sont remplacés par les mots "Code du développement territorial".

Art. 105. A l'article 178, j), du Code wallon du Tourisme, les mots "aux articles 414 et 415 du CWATUP" sont remplacés par les mots "au guide régional d'urbanisme du Code du développement territorial".

Art. 106. Dans l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, du décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative, les mots "Commission consultative régionale de l'Aménagement du Territoire" sont remplacés par les mots « pôle "Aménagement du territoire" ».

Art. 107. A l'article 2, § 1^{er}, 1^o, du même décret, la phrase "Par dérogation à cette règle, pour chaque membre effectif de la Commission d'avis sur les recours, il est désigné deux membres suppléants." est ajoutée après la première phrase.

Art. 108. Dans l'article 2, § 1^{er}, 10^o, du même décret, les mots "à la Commission consultative régionale de l'Aménagement du Territoire instituée par le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine" sont remplacés par les mots « au pôle "Aménagement du territoire" et à la Commission d'avis sur les recours institués par le Code du Développement territorial". »

Art. 109. A l'article 35, § 1^{er}, alinéa 2, 7^o, du décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, les mots "du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine" sont remplacés par les mots "du Code du développement territorial".

Art. 110. A l'article 11 du décret du 30 avril 2009 portant création de la société anonyme de droit public "Société de Développement de Liège-Guillemins", les mots "à l'article 173, § 1^{er}, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine" sont remplacés par les mots "à l'article D.V.14 du Code du développement territorial" et les mots "visées à l'article 173, § 2, 1^o," sont remplacés par les mots "visées à l'article D.V.14, § 2,".

Art. 111. A l'article 3, deuxième alinéa, 1^o, e), du décret du 7 juin 1990 portant création d'un Institut scientifique de Service public en Région wallonne (ISSEP), les mots "pour la réhabilitation des sites d'activité économique désaffectés, tels que définis à l'article 167 du décret du 19 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine" sont remplacés par les mots "pour la réhabilitation des sites à réaménager et des sites de réhabilitation paysagère et environnementale, tels que définis aux articles D.V.1 et D.V.7 du Code du développement territorial".

Art. 112. Le présent décret entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 20 juillet 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,
M. PREVOT

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,
J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie,
P. FURLAN

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,
de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
C. LACROIX

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,
délégué à la Représentation à la Grande Région,
R. COLLIN

—
Note

(1) *Session 2015-2016.*

Documents du Parlement wallon, 307 (2015-2016), n^{os} 1, 1bis à 1quater, 2 à 377.

Compte rendu intégral, séance plénière du 8 juin 2016.

Discussion.

Compte rendu intégral, séance plénière du 19 juillet 2016.

Rapport oral.

Discussion.

Compte rendu intégral, séance plénière du 20 juillet 2016.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2016/205561]

20. JULI 2016 — Dekret zur Aufhebung des Dekrets vom 24. April 2014 zur Aufhebung der Artikel 1 bis 128 und 129^{quater} bis 184 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie, zur Aufhebung der Artikel 1 bis 128 und 129^{quater} bis 184 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe und zur Bildung des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Der folgende Text bildet das Gesetzbuch über die räumliche Entwicklung.

BUCH I — Allgemeine Bestimmungen

EINZIGER TITEL — *Allgemeine Bestimmungen*

KAPITEL I — *Ziele und Mittel*

Artikel D.I.1 - § 1 - Das Gebiet der Wallonie ist ein gemeinsames Erbe seiner Bewohner.

Ziel des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung, nachstehend das "Gesetzbuch" genannt, ist es, eine nachhaltige und attraktive Raumentwicklung zu sichern.

Diese Entwicklung wird den sozialen, wirtschaftlichen, demographischen, energetischen, erbe-, umwelt- und mobilitätsbezogenen Bedürfnissen der Allgemeinheit gerecht und greift ihnen vor, unter Berücksichtigung, ohne Diskriminierung, der räumlichen Dynamiken und Besonderheiten, sowie der sozialen Kohäsion.

§ 2 - Die Region, die Gemeinden und die anderen öffentlichen Behörden, jede im Rahmen ihrer Zuständigkeiten und in Koordination mit der Region, sind Akteure, Verwalter und Verwahrer dieser Entwicklung.

Zu diesem Zweck erarbeiten sie Raumordnungs- und Stadtplanungsinstrumente. Es handelt sich um:

- 1° den Sektorenplan;
- 2° die Schemen;
- 3° den regionalen Leitfadern für den Städtebau;
- 4° den kommunalen Leitfadern für den Städtebau;
- 5° die Areale für operative Maßnahmen;
- 6° die Instrumente der Bodenpolitik.

Die Einwohner und die öffentlichen und privaten Akteure tragen durch ihre Teilnahme an der Erarbeitung dieser Instrumente, durch die Entwicklung von Projekten und durch die von ihnen geäußerten Stellungnahmen zu einer nachhaltigen und attraktiven Raumentwicklung bei.

Art. D.I.2 - § 1 - Die Regierung legt dem Parlament alle drei Jahre einen Bericht vor, über:

- 1° die Lage und die Prognosen in Sachen Raumentwicklung, Raumordnung und Städtebau;
- 2° die Überwachung der erheblichen Auswirkungen auf die Umwelt infolge der Umsetzung des Raumentwicklungsschemas und der Sektorenpläne, die Gegenstand einer Umweltverträglichkeitsprüfung gewesen sind.

Dieser Bericht ist Gegenstand einer dreijährlichen, der Öffentlichkeit zugänglichen Veröffentlichung.

§ 2 - Die Koordinierung der Bestimmungen des Gesetzbuches und ihrer Übersetzung in die deutsche Sprache wird von der Regierung gewährleistet.

KAPITEL II — *Erteilung von Vollmachten durch die Regierung*

Art. D.I.3 - Die Regierung benennt für jeden Teil des Gebiets die Beamten der operativen Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie des öffentlichen Dienstes der Wallonie, nachstehend OGD4 genannt, die von ihr zu den im Gesetzbuch festgelegten Zwecken bevollmächtigt und nachstehend "beauftragte Beamte" genannt werden.

KAPITEL III — *Ausschüsse und Kommissionen*

Abschnitt 1 — Pool "Raumordnung"

Unterabschnitt 1 — Gründung und Aufgaben

Art. D.I.4 - § 1 - Der Pool "Raumordnung" gibt Stellungnahmen ab:

1° in Anwendung des Gesetzbuches unter Berücksichtigung der in Artikel D.I.1 § 1 angegebenen Ziele, insbesondere über die Raumordnungs- und Stadtplanungsinstrumente, sowie über die von der Regierung erteilten Genehmigungen, für die es zwingende Gründe des Allgemeininteresses gibt;

2° über das Programm zur ländlichen Entwicklung, in Anwendung der Artikel 13 und 14 des Dekrets vom 11. April 2014 über die ländliche Entwicklung;

3° über die Schaffung von Naturparks, in Anwendung von Artikel 4 des Dekrets vom 16. Juli 1985 über die Naturparks;

4° über die Erstellung und Revision des regionalen Schemas zur Handelsentwicklung, in Anwendung von Artikel 13 des Dekrets vom 5. Februar 2015 über die Handelsniederlassungen;

5° über die Ziele des Projekts unter Berücksichtigung der in Artikel D.I.1 § 1 angegebenen Ziele und über die Qualität der Umweltverträglichkeitsstudie:

i) für Genehmigungsanträge für Windkraftanlagen, die einer Umweltverträglichkeitsstudie im Sinne des Umweltgesetzbuches unterliegen;

ii) für sonstige Genehmigungsanträge, die einer Umweltverträglichkeitsstudie im Sinne des Umweltgesetzbuches unterliegen, wenn es keinen kommunalen Beratungsausschuss für Raumordnung und Mobilität gibt.

Die Regierung kann dem Pool "Raumordnung" alle Fragen in Sachen städtische oder ländliche Raumentwicklung, Raumordnung und Städtebau unterbreiten.

Der Pool "Raumordnung" kann aus eigener Initiative Stellungnahmen über alle Fragen in Sachen städtische oder ländliche Raumentwicklung, Raumordnung und Städtebau unter Berücksichtigung der in Artikel D.I.1 § 1 genannten Ziele abgeben.

Außer in besonders begründeten Dringlichkeitsfällen zieht die Regierung den Pool "Raumordnung" über jeglichen Entwurf eines Dekrets oder Erlasses von allgemeiner Tragweite in den Bereichen Raumordnung und Städtebau zu Rate.

§ 2 - Wenn die Regierung eine Stellungnahme nach Paragraph 1 verlangt, bestimmt sie die Abteilung(en), die damit beauftragt wird (werden), diese Stellungnahme dem Vorstand zu unterbreiten.

Unterabschnitt 2 — Zusammensetzung und Arbeitsweise

Art. D.I.5 - Der Pool "Raumordnung" besteht neben dem Vorsitzenden aus 24 ordentlichen Mitgliedern nach folgender Zusammensetzung:

1° acht Sitze für die Sozialpartner so wie sie im Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonie vertreten sind;

2° sechzehn Sitze, die wie folgt verteilt sind: zwei Vertreter der lokalen Behörden, zwei Vertreter der Umweltorganisationen, zwei Vertreter der Interkommunalen für wirtschaftliche Entwicklung, ein Vertreter des Steinbruchgewerbes, zwei Vertreter des Wohnungssektors, ein Vertreter der ländlichen Stiftung der Wallonie, ein Vertreter der städtischen Entwicklung, ein Vertreter der Stadtplaner-Verbände, zwei Vertreter der Architekten-Verbände, ein Vertreter des landwirtschaftlichen Sektors, ein Vertreter der Ständigen Konferenz zur territorialen Entwicklung.

Der Pool "Raumordnung" besteht aus zwei Abteilungen:

1° die Abteilung "regionale Raumordnung";

2° die Abteilung "operative Raumordnung";

Der Vorstand des Pools "Raumordnung" besteht aus dem Vorsitzenden, zwei stellvertretenden Vorsitzenden und zwei Mitgliedern pro Abteilung. Die Regierung benennt den Vorsitzenden außerhalb einer Abteilung sowie einen stellvertretenden Vorsitzenden je Abteilung.

Die Regierung benennt die Mitglieder des Pools "Raumordnung" und seiner Abteilungen und bestimmt die Modalitäten für dessen Arbeitsweise..

Abschnitt 2 — Die beratende Kommission für Beschwerden

Art. D.I.6 - § 1 - Die beratende Kommission für Beschwerden, nachstehend die "beratende Kommission" genannt, hat ihren Sitz in Namur und gibt der Regierung ihre Stellungnahme über Beschwerden ab, die gegen vom Gemeindegremium oder vom beauftragten Beamten gefasste Beschlüsse über Genehmigungsanträge und über Anträge auf Städtebaubescheinigungen Nr. 2 eingereicht worden sind.

§ 2 - Der Vorsitzende und die Mitglieder der beratenden Kommission werden von der Regierung ernannt. Der Vorsitzende vertritt die Regierung.

Neben dem Vorsitzenden besteht die beratende Kommission aus vier Mitgliedern: zwei Personen unter denen, die von der Architektenkammer vorgeschlagen werden, und zwei Personen unter denen, die von der Belgischen Stadtplanerkammer vorgeschlagen werden. Betrifft die Beschwerde ein in Artikel D.IV.17 Absatz 1 Ziffer 3 genanntes Gut, so nimmt ein fünftes Mitglied, das die Königliche Kommission für Denkmäler, Landschaften und Ausgrabungen der Wallonischen Region vertritt, an den Sitzungen der beratenden Kommission teil.

Betrifft die Beschwerde ein in den Gemeinden der Deutschsprachigen Gemeinschaft befindliches Gut, oder ein in den Gemeinden Malmedy oder Weismes befindliches Gut, wobei es sich um eine Akte handelt, die in Übereinstimmung mit den Regeln über den Sprachengebrauch in deutscher Sprache eingereicht wurde, ist eins der beiden Mitglieder, die unter den von der Architektenkammer vorgeschlagenen Personen ausgewählt werden, eine deutschsprachige Person.

§ 3 - Die Kommission ist beschlussfähig, wenn der Vorsitzende und wenigstens zwei andere Mitglieder anwesend sind.

§ 4 - Die Sekretariatsaufgaben der Kommission werden von der OGD4 wahrgenommen.

Die Regierung verabschiedet die Modalitäten für die Zusammensetzung und die Arbeitsweise der Kommission. Die Regierung kann den Betrag des Anwesenheitsgeldes des Vorsitzenden und der Mitglieder der beratenden Kommission festlegen.

Abschnitt 3 — Kommunalen Beratungsausschuss für Raumordnung und Mobilität

Unterabschnitt 1 — Gründung und Aufgaben

Art. D.I.7 - Der Gemeinderat kann einen kommunalen Beratungsausschuss für Raumordnung und Mobilität, nachfolgend "Kommunalausschuss" genannt, einsetzen und dessen Geschäftsordnung verabschieden.

Der Kommunalausschuss kann in Abteilungen gegliedert werden.

Art. D.I.8 - Der Gemeinderat beschließt die Erneuerung des Kommunalausschusses innerhalb von drei Monaten ab seiner eigenen Einsetzung und verabschiedet dessen Geschäftsordnung.

Art. D.I.9 - Die Regierung billigt die Einsetzung oder die Erneuerung des Kommunalausschusses und ggf. seiner Abteilungen sowie seine Geschäftsordnung.

Neben den Stellungnahmen, die er aufgrund des Gesetzbuches abzugeben hat, kann der Kommunalausschuss aus eigener Initiative Stellungnahmen über Angelegenheiten abgeben, die er für relevant hält.

Das Gemeindegremium oder der Gemeinderat kann ihm jede Akte, die es bzw. er für relevant hält, oder alle Fragen in Sachen städtische oder ländliche Raumentwicklung, Raumordnung und Städtebau unterbreiten.

Unterabschnitt 2 — Zusammensetzung und Arbeitsweise

Art. D.I.10 - § 1 - Die Anzahl Mitglieder wird aufgrund der Einwohnerzahl der Gemeinde bestimmt. Ein Viertel der Mitglieder vertreten den Gemeinderat. Die anderen Mitglieder und der Vorsitzende bewerben sich anschließend an einen öffentlichen Aufruf. Der Gemeinderat wählt die Mitglieder aus der Liste der Bewerbungen aus, unter Berücksichtigung folgender Verpflichtungen:

1° eine gemeindespezifische Vertretung der sozialen, wirtschaftlichen, erbe-, umwelt-, energie- und mobilitätsbezogenen Interessen;

2° eine ausgeglichene geographische Verteilung;

3° eine ausgeglichene Vertretung der verschiedenen Altersgruppen der kommunalen Bevölkerung;

4° eine ausgeglichene Geschlechterverteilung.

Die Mindestdauer des öffentlichen Aufrufs beträgt einen Monat.

§ 2 - Auf Vorschlag des Gemeinderates kann die Regierung den Kommunalausschuss in Abteilungen aufteilen und ihre jeweiligen Aufgaben bestimmen. Die Auswahl der Mitglieder, die die Abteilungen zusammensetzen, erfolgt unter Berücksichtigung folgender Bedingungen:

1° eine ausgeglichene geographische Verteilung;

2° ein Gleichgewicht in der Vertretung der sozialen, wirtschaftlichen, erbe- und umweltbezogenen, energetischen und mobilitätsbezogenen Interessen der Gemeinde.

§ 3 - Die Stellungnahme des Ausschusses wird von der Gesamtheit seiner Mitglieder und von dem Vorsitzenden abgegeben. Das Stimmrecht haben der Vorsitzende, die ordentlichen Mitglieder und das stellvertretende Mitglied jedes abwesenden ordentlichen Mitglieds.

Der Ausschuss tritt regelmäßig zusammen und erstellt mindestens einmal alle sechs Jahre einen Bericht über seine Tätigkeiten.

Bei offenkundigem Fehlverhalten oder im Falle eines schweren Verstoßes gegen seine Pflichten kann ein Mitglied oder der Vorsitzende von seinem Amt einstweilen enthoben oder abgesetzt werden.

§ 4 - Die Regierung bestimmt die Modalitäten für die Zusammensetzung, den Aufruf an die Bewerber, die Benennung des Vorsitzenden und die Arbeitsweise des Kommunalausschusses und seiner Abteilungen.

Unter den Beamten der OGD4 kann die Regierung ihren Vertreter, mit beratender Stimme, bei dem beratenden Ausschuss benennen.

Die Regierung kann den Betrag des Anwesenheitsgeldes des Vorsitzenden und der Mitglieder des Kommunalausschusses festlegen.

KAPITEL IV — Zulassungen

Art. D.I.11 - Die Pläne, Schemen und Leitfäden werden von einem zugelassenen Projektautor ausgearbeitet oder revidiert.

Die Regierung verfügt über die Zulassung für die Ausarbeitung oder Revision des Raumentwicklungsschemas, des Sektorenplans und des regionalen Leitfadens für den Städtebau.

Nach den von ihr bestimmten Kriterien und dem von ihr bestimmten Verfahren erteilt die Regierung die Zulassung zugunsten der natürlichen oder juristischen, privaten oder öffentlich-rechtlichen Personen, die beauftragt werden können

1° mit der Ausarbeitung oder Revision des plurikommunalen Entwicklungsschemas und des kommunalen Entwicklungsschemas;

2° mit der Ausarbeitung oder Revision des lokalen Orientierungsschemas und des kommunalen Leitfadens für den Städtebau.

Für die Erstellung des Umweltverträglichkeitsberichts im Rahmen der Ausarbeitung oder Revision eines Sektorenplans werden die in Anwendung des Buches I des Umweltgesetzbuches erteilte Zulassung und die in Anwendung von Absatz 3 Ziffer 1 erteilte Zulassung verlangt.

Die Regierung kann die Fälle bestimmen, in denen der Projektautor angesichts des betroffenen Gebiets oder der betroffenen Fläche nicht über die Zulassung verfügen muss, um ein kommunales Schema oder einen kommunalen Leitfaden nach Absatz 3 auszuarbeiten oder zu revidieren. Für die Aufhebung eines Schemas oder eines Leitfadens ist keine Zulassung erforderlich.

Vor dem Entzug der Zulassung kann die Regierung eine Verwarnung an den Projektautor richten, der die ihm durch das Gesetzbuch auferlegten Pflichten nicht einhält.

Die Regierung bestimmt die Modalitäten und Bedingungen, unter denen sie die Verwarnung zustellt und die Zulassung entzieht.

KAPITEL V — Subventionen

Art. D.I.12 - Die Regierung kann nach von ihr bestimmten Modalitäten Subventionen gewähren:

1° den Gemeinden, für die Ausarbeitung der Grundakte zur Revision des Sektorenplans;

2° den Gemeinden, für die Ausarbeitung oder Teil- bzw. Gesamtrevision eines plurikommunalen Entwicklungsschemas, eines kommunalen Schemas oder eines kommunalen Leitfadens für den Städtebau;

3° den Gemeinden, für die Ausarbeitung eines Umweltverträglichkeitsberichts betreffend den Entwurf zur Revision eines Sektorenplanes, eines plurikommunalen Entwicklungsschemas oder eines kommunalen Schemas;

4° den natürlichen oder juristischen, privaten oder öffentlich-rechtlichen Personen, für die Ausarbeitung einer Studie von allgemeinem Interesse über die Raumentwicklung, die Raumordnung und den Städtebau;

5° den natürlichen oder juristischen, privaten oder öffentlich-rechtlichen Personen, für die Organisation der Information über die Raumordnung und den Städtebau;

6° den Gemeinden, für die Deckung der Funktionskosten des Kommunalausschusses und die Weiterbildung seiner Mitglieder und des betreffenden Gemeindepersonals;

7° wenn eine oder mehrere angrenzende Gemeinden oder eine Gemeindevereinigung es beantragen, für die jährliche Einstellung eines oder mehrerer Raumordnungs- und Städtebauberater;

8° den universitären Einrichtungen für allgemeine Studien im Bereich der Raumordnung, insbesondere der Ständigen Konferenz zur territorialen Entwicklung, wenn sie im Rahmen des von der Regierung bestimmten jährlichen Aktionsprogramms handelt.

Bei der Festlegung der Modalitäten für die Gewährung der in Absatz 1 Ziffer 7 genannten Subvention und der Modalitäten für die Zurverfügungstellung der Raumordnungsberater bevorzugt die Regierung die Gemeinden, die die Bedingungen für die Anwendung von Artikel D.IV.15 Absatz 1 Ziffer 1 erfüllen, oder bei welchen die Ausarbeitung des plurikommunalen oder kommunalen Entwicklungsschemas beschlossen worden ist.

KAPITEL VI — Einsendemodalitäten und Berechnung der Fristen

Art. D.I.13 - Bei Strafe der Nichtigkeit müssen für jede Einsendung einer Urkunde unabhängig vom genutzten Zustelldienst das Versand- und das Empfangsdatum sicher feststehen.

Die Regierung kann die Liste der von ihr anerkannten Methoden festlegen, durch die der Versand und der Empfang mit einem sicher feststehenden Datum versehen werden können. Die Einsendung muss spätestens am Fälligkeitstag erfolgen.

Elektronische Einschreiben genügen den Bestimmungen des Dekrets vom 27. März 2014 über die Mitteilungen auf elektronischem Weg zwischen den Benutzern und den wallonischen öffentlichen Behörden.

Die in Buch IV genannten Einsendungen an den Projektautor unterliegen nicht dem Absatz 1.

Art. D.I.14 - Der Tag des Versands oder des Empfangs der Urkunde, der den Anfang einer Frist bildet, ist in dieser Frist nicht enthalten.

Art. D.I.15 - Der Fälligkeitstag ist in der Frist enthalten. Wenn aber dieser Tag ein Samstag, ein Sonntag oder ein gesetzlicher Feiertag ist, wird der Fälligkeitstag auf den nächstfolgenden Werktag verlegt.

Art. D.I.16 - § 1 - Die besonderen Bekanntmachungsmaßnahmen werden vom 16. Juli bis zum 15. August und vom 24. Dezember bis zum 1. Januar ausgesetzt.

Wenn der letzte Tag der öffentlichen Untersuchung oder des Zeitraums, im Laufe dessen im Falle einer Projektbekanntmachung die Bemerkungen und Beanstandungen an das Gemeindegremium gesandt werden können, ein Samstag, ein Sonntag oder ein gesetzlicher Feiertag ist, wird die öffentliche Untersuchung oder der betreffende Zeitraum bis zum ersten darauf folgenden Arbeitstag verlängert.

Im Falle einer Aussetzung oder Verlängerung der Frist nach Absatz 1 und 2 verschieben sich die im Gesetzbuch angegebenen Fristen für die Konsultation des Gemeindegremiums, die Verabschiedung, die Billigung, die Ausstellung einer Erlaubnis oder die Einsendung eines Beschlusses um die Dauer der Aussetzung oder der Verlängerung.

§ 2 - Die in den Artikeln D.IV.50 und D.IV.51 angeführten Fristen werden zwischen dem 16. Juli und dem 15. August ausgesetzt.

§ 3 - Sofern keine anderslautende Bestimmung vorliegt, werden die Stellungnahmen der Dienststellen, Ausschüsse und Kommissionen binnen dreißig Tagen nach der Einsendung des Antrags auf Stellungnahme gesandt. Ist dies nicht der Fall, gelten sie als günstig.

KAPITEL VII — Übergangsregelung

Abschnitt 1 — Ausschüsse und Kommissionen

Art. D.I.17 - Der vor dem Inkrafttreten des Gesetzbuches eingesetzte Regionalausschuss für Raumordnung bleibt bis zum Zeitpunkt der Benennung der Mitglieder des Pools "Raumordnung" ordnungsgemäß gebildet. Der Regionalausschuss wird zum Pool "Raumordnung" und übt die Aufgaben nach Artikel D.I.4 § 1 aus.

Die vor dem Inkrafttreten des Gesetzbuches eingesetzte beratende Kommission bleibt bis zu ihrer Erneuerung ordnungsgemäß gebildet und übt die Aufgaben nach Artikel D.I.6 § 1 aus.

Die vor dem Inkrafttreten des Gesetzbuches durch den Gemeinderat angenommene Einrichtung oder Erneuerung eines Kommunalausschusses wird nach dem vor diesem Datum geltenden Verfahren weitergeführt.

Der Kommunalausschuss, dessen Zusammensetzung vor dem Inkrafttreten des Gesetzbuches von der Regierung gebilligt wurde, bleibt bis zu seiner Erneuerung gemäß Artikel D.I.9 des Gesetzbuches ordnungsgemäß gebildet.

Abschnitt 2 — Zulassungen

Art. D.I.18 - Die natürliche oder juristische, private oder öffentlich-rechtliche Person, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des Gesetzbuches für die Ausarbeitung oder die Revision eines Schemas, eines Raumordnungsplans und einer Städtebauordnung zugelassen ist, wird im Sinne von Artikel D.I.11 gemäß den Bedingungen ihrer Zulassung zugelassen.

Die Zulassung für die Ausarbeitung oder die Revision eines kommunalen Strukturschemas und einer kommunalen Städtebauordnung gilt als Zulassung für die Ausarbeitung und Revision eines plurikommunalen Entwicklungsschemas, eines kommunalen Entwicklungsschemas und eines kommunalen Leitfadens für den Städtebau.

Die Zulassung für die Ausarbeitung und die Revision eines kommunalen Raumordnungsplans gilt als Zulassung für die Ausarbeitung und die Revision eines lokalen Orientierungsschemas und eines kommunalen Leitfadens für den Städtebau.

Abschnitt 3 — Subventionen

Art. D.I.19 - § 1 - Die aufgrund der geltenden Gesetzgebung gewährten Subventionen nach Artikel D.I.12 Absatz 1 Ziffer 5 bis 8, deren Ausführung vor dem Inkrafttreten des Gesetzbuches lief, unterliegen weiterhin den Bestimmungen, die zum Zeitpunkt ihrer Gewährung galten.

§ 2 - Der Anspruch auf die Gewährung einer Subvention für die Ausarbeitung oder Aktualisierung eines kommunalen Strukturschemas und einer kommunalen Städtebauordnung auf der Grundlage des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 5. April 1990 über die Gewährung von Subventionen an die Gemeinden für die Ausarbeitung eines kommunalen Strukturschemas und einer kommunalen Städtebauordnung erlischt.

§ 3 - Die noch laufende Subvention für die Ausarbeitung oder die Revision eines kommunalen Strukturschemas, einer kommunalen Städtebauordnung, eines kommunalen Raumordnungsplans und/oder eines Umweltverträglichkeitsberichts, die aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Januar 2001 zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe bezüglich der Modalitäten für die Gewährung von Zuschüssen an die Gemeinden für die Funktionskosten des kommunalen Beratungsausschusses für Raumordnung, für die Ausarbeitung bzw. die Gesamtrevision eines kommunalen Strukturschemas, einer kommunalen Städtebauordnung oder eines kommunalen Raumordnungsplans, oder für die Aufstellung einer Umweltverträglichkeitsstudie über den Entwurf eines kommunalen Raumordnungsplans gewährt wurde, unterliegt weiterhin den Bestimmungen, die zum Zeitpunkt ihrer Gewährung galten, unter der Bedingung, dass die Urkunde spätestens ein Jahr nach dem Inkrafttreten des Gesetzbuches in Kraft getreten ist. Ist dies nicht der Fall, erlischt der Anspruch auf die Subvention.

§ 4 - Die noch laufende Subvention für die Ausarbeitung oder die Revision eines kommunalen Strukturschemas, einer kommunalen Städtebauordnung, eines kommunalen Raumordnungsplans und/oder eines Umweltverträglichkeitsberichts, die aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2008 zur Ersetzung des Kapitels *Ite* und zur Abänderung des Kapitels *Iquater* von Titel I des Buches IV des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe gewährt wurde, unterliegt weiterhin den Bestimmungen, die zum Zeitpunkt ihrer Gewährung galten, unter der Bedingung, dass die Urkunde spätestens drei Jahre nach dem Inkrafttreten des Gesetzbuches in Kraft getreten ist. Ist dies nicht der Fall, erlischt der Anspruch auf die Subvention.

Für eine ab dem 1. Juni 2013 gewährte Subvention kann die Regierung auf begründeten Vorschlag des Gemeinderats die in der laufenden Subvention genannte Frist jedoch ein einziges Mal um drei Jahre verlängern.

BUCH II — Planung

TITEL I — Schemen

Art. D.II.1 - Die Ziele in Sachen räumliche Entwicklung, Raumordnung und ggf. Städtebau werden auf der Grundlage einer kontextgebundenen Analyse des betreffenden Gebiets auf vier Ebenen umgesetzt:

- 1° das Raumentwicklungsschema für die Wallonie;
- 2° das plurikommunale Entwicklungsschema für das gesamte oder einen Teil des Gebiets mehrerer Gemeinden;
- 3° das kommunale Entwicklungsschema für das gesamte Gemeindegebiet;
- 4° das lokale Orientierungsschema für einen Teil des Gemeindegebiets.

KAPITEL I — Das Raumentwicklungsschema

Abschnitt 1 — Definition und Inhalt

Art. D.II.2 - § 1 - Das Raumentwicklungsschema bestimmt auf regionaler Ebene die gebietsbezogene Strategie für die Wallonie auf der Grundlage einer kontextgebundenen Analyse.

Die kontextgebundene Analyse umfasst die wichtigsten territorialen Herausforderungen, die Aussichten und Bedürfnisse in sozialer, wirtschaftlicher, demographischer, energetischer, erbebezogener, ökologischer und mobilitätsbezogener Hinsicht sowie die mit dem betreffenden Gebiet verbundenen Möglichkeiten und Zwänge.

§ 2 - Die gebietsbezogene Strategie des Raumentwicklungsschemas bestimmt

1° die regionalen Ziele in Sachen räumliche Entwicklung und Raumordnung, und die Art und Weise, wie sie sich in den überregionalen Rahmen einfügen;

2° die Grundsätze für die Umsetzung dieser Ziele, insbesondere in Verbindung mit der Stärkung der städtischen und ländlichen Zentren;

3° die Gebietsstruktur.

Die regionalen Ziele in Sachen räumliche Entwicklung und Raumordnung nach Absatz 1 Ziffer 1 betreffen

1° die Bekämpfung der städtischen Zersiedelung und die rationelle Nutzung des Raums und der Ressourcen;

2° die sozial-wirtschaftliche Entwicklung und die Förderung der Attraktivität des Gebiets;

3° die qualitative Verwaltung des Lebensumfelds;

4° die Bewältigung der Mobilität.

Die Gebietsstruktur nach Absatz 1 Ziffer 3 identifiziert und verbildlicht mittels Karten

1° die Pole;

2° die Bereiche für die transregionale und grenzüberschreitende Zusammenarbeit und die Entwicklungsareale;

3° die Verkehrsnetze und Netze für den Transport von Fluiden und Energie.

Sie enthält die kraft des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur anerkannten Standorte und die von der Regierung angenommenen ökologischen Verbindungen unter Berücksichtigung ihres biologischen Werts und ihrer Kontinuität zwecks der Gewährleistung einer kohärenten ökologischen Vernetzung auf Ebene des regionalen Gebiets.

§ 3 - Das Raumentwicklungsschema kann

1° Verwaltungs- und Planungsmaßnahmen in Bezug auf die Umsetzungsgrundsätze und die Gebietsstruktur nach Paragraph 2 Absatz 1 Ziffer 2 und 3 enthalten;

2° Vorschläge zur Revision des Sektorenplans identifizieren;

3° territoriale Projekte in Verbindung mit den Bereichen für die transregionale und grenzüberschreitende Zusammenarbeit und den Entwicklungsarealen identifizieren.

Abschnitt 2 — Verfahren

Art. D.II.3 - § 1 - Das Raumentwicklungsschema wird auf Initiative der Regierung erstellt.

Die Vorschläge in Bezug auf die regionalen Ziele in Sachen räumliche Entwicklung und Raumordnung nach Artikel D.II.2 § 2 Absatz 1 Ziffer 1 werden dem Pool "Raumordnung", dem Pool "Umwelt", dem Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonie sowie den Personen und Instanzen, deren Stellungnahme die Regierung für nützlich hält, zur Stellungnahme unterbreitet. Diese Stellungnahmen werden innerhalb von dreißig Tagen nach der Einsendung des Antrags übermittelt. Eine fehlende Stellungnahme gilt als günstige Stellungnahme.

Die Regierung erstellt einen Umweltverträglichkeitsbericht über das Raumentwicklungsschema.

§ 2 - Die Regierung nimmt den Schemaentwurf an und unterwirft ihn sowie den Umweltverträglichkeitsbericht einer Präsentation und einer öffentlichen Untersuchung.

Die Stellungnahmen der Gemeinderäte, des Pools "Raumordnung", des Pools "Umwelt", des Wirtschafts- und Sozialrats der Wallonie sowie der Personen und Instanzen, deren Stellungnahme die Regierung für nützlich hält, werden innerhalb von sechzig Tagen nach der Einsendung des Antrags übermittelt. Eine fehlende Stellungnahme gilt als günstige Stellungnahme.

§ 3 - Das Schema wird von der Regierung endgültig angenommen.

Der Beschluss der Regierung wird veröffentlicht.

Abschnitt 3 — Revision

Art. D.II.4 - Die Bestimmungen zur Ausarbeitung des Raumentwicklungsschemas finden auf dessen Revision Anwendung.

Die Revisionsunterlagen umfassen jedoch nur Elemente im Zusammenhang mit der geplanten Revision.

KAPITEL II — *Das plurikommunale Entwicklungsschema**Abschnitt 1 — Definition und Inhalt*

Art. D.II.5 - Eine Gemeinde kann sich zusammen mit einer oder mehreren anderen Gemeinden mit einem oder mehreren plurikommunalen Entwicklungsschemen ausstatten, die die Gesamtheit oder einen Teil ihrer angrenzenden Gebiete decken.

Wenn es mehrere plurikommunale Entwicklungsschemen gibt, dann decken sie unterschiedliche Teile des Gemeindegebiets. Das ganze oder ein Teil des Gemeindegebiets kann nicht gleichzeitig einem plurikommunalen Entwicklungsschema und einem kommunalen Entwicklungsschema unterliegen.

Art. D.II.6 - § 1 - Das plurikommunale Entwicklungsschema bestimmt die gebietsbezogene Strategie für das von ihm abgedeckte Gebiet auf der Grundlage einer kontextgebundenen Analyse, auf Ebene des betroffenen Gebiets.

Die kontextgebundene Analyse umfasst die wichtigsten territorialen Herausforderungen, die Aussichten und Bedürfnisse in sozialer, wirtschaftlicher, demographischer, energetischer, erbebezogener, ökologischer und mobilitätsbezogener Hinsicht sowie die mit dem betreffenden Gebiet verbundenen Möglichkeiten und Zwänge.

§ 2 - Die gebietsbezogene Strategie des plurikommunalen Entwicklungsschemas bestimmt:

1° die plurikommunalen Ziele in Sachen räumliche Entwicklung und Raumordnung auf überkommunaler Ebene, und die Art und Weise, wie sie die regionalen Ziele des Raumentwicklungsschemas umsetzen;

2° die Grundsätze für die Umsetzung dieser Ziele, insbesondere in Verbindung mit der Stärkung der städtischen und ländlichen Zentren;

3° die Gebietsstruktur.

Die in Absatz 1 Ziffer 1 genannten regionalen Ziele betreffen das abgedeckte Gebiet und liegen den grundsätzlichen Ausrichtungen des Gebiets zugrunde.

Die plurikommunalen Ziele in Sachen räumliche Entwicklung und Raumordnung nach Absatz 1 Ziffer 1 bezwecken:

1° die Bekämpfung der städtischen Zersiedelung und die rationelle Nutzung der Gebiete und der Ressourcen;

2° die sozial-wirtschaftliche Entwicklung und die Förderung der Attraktivität des Gebiets;

3° die qualitative Verwaltung des Lebensumfelds;

4° die Bewältigung der Mobilität.

Die Gebietsstruktur nach Absatz 1 Ziffer 3 identifiziert und verbildlicht mittels Karten

1° die Pole;

2° die Entwicklungsareale;

3° die landschaftliche Struktur;

4° die Verkehrsnetze und Netze für den Transport von Fluiden und Energie.

Sie enthält die kraft des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur anerkannten Standorte und die von der Regierung angenommenen ökologischen Verbindungen unter Berücksichtigung ihres biologischen Werts und ihrer Kontinuität zwecks der Gewährleistung einer kohärenten ökologischen Vernetzung auf Ebene des plurikommunalen Gebiets.

§ 3 - Das plurikommunale Entwicklungsschema kann

1° Verwaltungs- und Planungsmaßnahmen in Bezug auf die Umsetzungsgrundsätze und die Gebietsstruktur nach Paragraph 2 Absatz 1 Ziffer 2 und 3 enthalten;

2° Vorschläge zur Revision des Sektorenplans, insbesondere in Verbindung mit den Gebieten von kommunaler Bedeutung, sowie die Liste der insgesamt oder teilweise auszuarbeitenden, zu revidierenden oder aufzuhebenden plurikommunalen und kommunalen Schemen und Leitfäden identifizieren.

Abschnitt 2 — Verfahren

Art. D.II.7 - § 1 - Das plurikommunale Entwicklungsschema wird auf Initiative der Gemeinden, nach von ihnen bestimmten Modalitäten, aufgestellt.

Diese Modalitäten geben insbesondere die Kriterien oder Schwellen an, kraft oder ab denen auf das Verfahren verzichtet wird, falls der Gemeinderat einer oder mehrerer Gemeinden den Schemaentwurf oder das Schema ablehnt oder aufgibt, sowie die Fristen, innerhalb deren jeder Gemeinderat den Schemaentwurf und das Schema annehmen muss, die geltenden Regeln im Falle der Untätigkeit eines Gemeinderats, und die Bestimmungen für die Arbeitsweise des Begleitausschusses.

Per Einsendung informieren die Gemeinden die angrenzenden, nicht durch das Schema betroffenen Gemeinden über ihre Initiative.

§ 2 - Ab der Bestellung des Autors des Schemas wird ein Begleitausschuss gebildet, der mit der Überwachung der Ausarbeitung des Schemas beauftragt wird. Für die Ausarbeitung des Schemas wird ein einziger Autor bestellt.

Der Ausschuss besteht aus Vertretern der gebietsmäßig betroffenen Gemeinden und dem Autor des Schemas. Die Vertreter der Abteilung Raumordnung und Städtebau der OGD4 sowie des oder der betroffenen beauftragten Beamten sind Mitglieder dieses Ausschusses mit beratender Stimme. Der Ausschuss kann jede Person oder Instanz aufrufen, an der Erstellung des Schemas teilzunehmen, wenn er ihre Teilnahme für nützlich hält.

Der Ausschuss tritt mindestens zusammen

1° nach der Bestellung des zugelassenen Projektautors;

2° vor der Annahme des Schemaentwurfs durch die Gemeinderäte;

3° vor der endgültigen Annahme des Schemas durch die Gemeinderäte.

Außer im Falle einer Freistellung wird ein Umweltverträglichkeitsbericht über den Vorentwurf des Schemas erstellt.

§ 3 - Auf der Grundlage eines Berichts des Begleitausschusses nehmen die Gemeinderäte, jeder für was ihn betrifft, den Schemaentwurf und ggf. die Liste der insgesamt oder teilweise auszuarbeitenden, zu revidierenden oder aufzuhebenden plurikommunalen oder kommunalen Entwicklungsschemen und kommunalen Leitfäden an. Jedes Gemeindegremium unterbreitet sie, ggf. zusammen mit dem Umweltverträglichkeitsbericht, einer öffentlichen Untersuchung. Diese Verfahren werden binnen derselben Fristen auf dem Gebiet jeder betroffenen Gemeinde organisiert.

Die Gemeindekollegien beauftragen den Begleitausschuss damit, den Entwurf und die Liste nach Absatz 1 sowie den Umweltverträglichkeitsbericht dem Pool "Raumordnung", dem Pool "Umwelt", den kommunalen Ausschüssen, den Personen und Instanzen, deren Stellungnahme die Gemeinderäte für nützlich halten, sowie den Gemeinderäten der angrenzenden Gemeinden, die nicht durch das Schema betroffen sind, zur Stellungnahme zu unterbreiten. Die Stellungnahmen werden innerhalb von fünfundvierzig Tagen nach der Einsendung des Antrags übermittelt, mit Ausnahme derjenigen der angrenzenden Gemeinden, die innerhalb von sechzig Tagen nach der Einsendung der Anträge übermittelt werden. Eine fehlende Stellungnahme gilt als günstige Stellungnahme.

§ 4 - Die Gemeinderäte, jeder für was ihn betrifft, nehmen das Schema endgültig an. Gegebenenfalls heben sie die in der Liste nach Paragraph 3 identifizierten Schemen und Leitfäden auf.

Wenn das plurikommunale Entwicklungsschema das gesamte Gebiet einer Gemeinde deckt, das einem kommunalen Entwicklungsschema unterliegt, hebt der Gemeinderat das kommunale Entwicklungsschema auf. Wenn das plurikommunale Entwicklungsschema ein Gebiet deckt, das bereits durch ein anderes plurikommunales Entwicklungsschema abgedeckt wird, hebt der Gemeinderat, unbeschadet von Artikel D.II.15 § 2 Absatz 3, Letzteres auf für was den Teil betrifft, der durch das neue plurikommunale Entwicklungsschema gedeckt wird.

Die Gemeinderäte beauftragen den Begleitausschuss damit, das Schema, sowie ggf. den Umweltverträglichkeitsbericht, und die Liste nach Paragraph 3 Absatz 1 zusammen mit den Verfahrensunterlagen dem beauftragten Beamten und der Abteilung Raumordnung und Städtebau der OGD4 zu übermitteln.

Binnen fünfundvierzig Tagen nach der Einsendung der in Absatz 2 genannten Akte senden die beauftragten Beamten ihre Stellungnahme der Regierung zu. Eine fehlende Stellungnahme gilt als günstige Stellungnahme.

§ 5 - Die Regierung billigt den Beschluss des Gemeinderats oder verweigert ihre Billigung durch einen begründeten Erlass, der innerhalb von hundertfünf Tagen ab dem Empfang der Akte durch die Abteilung Raumordnung und Städtebau der OGD4 versendet wird. Die Verweigerung der Billigung kann nur wegen eines Verstoßes gegen das Gesetzbuch oder wegen eines offensichtlichen Beurteilungsfehlers oder aber der Nichteinhaltung einer der Bedingungen nach Paragraph 6 verkündet werden.

§ 6 - Wenn ein oder mehrere Gemeinderäte das plurikommunale Entwicklungsschema nicht angenommen haben, kann die Regierung auf die vom Pool "Raumordnung" abgegebene Stellungnahme beschließen, den Beschluss des Gemeinderats zur endgültigen Annahme des Schemas zu billigen, unter der Voraussetzung, dass

1° die plurikommunalen Ziele nach Artikel D.II.6 § 2 Ziffer 1 nicht beeinträchtigt werden;

2° die Modalitäten nach Paragraph 1 eingehalten werden;

3° die kommunalen Gebiete, die dem angenommenen Schema unterliegen, aneinander grenzen und das Gebiet oder den Teil des Gebiets mehrerer Gemeinden betreffen.

Der Pool "Raumordnung" übermittelt seine Stellungnahme binnen dreißig Tagen nach der Einsendung des Antrags der Regierung. Eine fehlende Stellungnahme des Pools "Raumordnung" gilt als günstige Stellungnahme.

Wenn das Gebiet, das dem angenommenen Schema unterliegt, nur das gesamte Gebiet einer einzigen Gemeinde deckt, kann die Regierung beschließen, den Beschluss des Gemeinderats und das Schema als kommunales Entwicklungsschema zu billigen.

§ 7 - Nach Ablauf der Frist nach Paragraph 5 gilt das Schema als gebilligt und gilt die Aufhebung der Schemen und Leitfäden nach Paragraph 4 Absatz 1 als gebilligt.

Durch begründeten Erlass darf diese Frist ein einziges Mal um dreißig Tage verlängert werden.

Wenn die Regierung feststellt, dass das Schema in Anwendung der Paragraphen 5 und 6 nicht gebilligt werden kann, kann sie vor ihrer Beschlussfassung den Begleitausschuss um Dokumente zur Abänderung des plurikommunalen Entwicklungsschemas und ggf. um eine Ergänzung zum Umweltverträglichkeitsbericht ersuchen. Das Verfahren zur Annahme des Schemas wird in demjenigen Verfahrensschritt wieder aufgenommen, der wegen den von der Regierung hervorgehobenen Verfehlungen erforderlich ist.

Das Verfahren gemäß Absatz 3 darf nur einmal angewandt werden.

Die Beschlüsse der Gemeinderäte und der Regierung werden veröffentlicht.

Abschnitt 3 — Revision

Art. D.II.8 - § 1 - Die Bestimmungen zur Regelung der Ausarbeitung des plurikommunalen Entwicklungsschemas finden auf dessen Revision Anwendung.

Wenn die Revision eine Gemeinde betrifft, sind in Abweichung von Absatz 1 die Bestimmungen zur Ausarbeitung des kommunalen Entwicklungsschemas anwendbar. In diesem Fall und zusätzlich zu der in Artikel D.II.12 § 5 vorgesehenen Prüfung schätzt die Regierung ein, ob die plurikommunalen Ziele nach Artikel D.II.6, § 2 Ziffer 1 beeinträchtigt werden, und verweigert ggf. die Billigung der Revision.

§ 2 - Wenn es sich bei der Revision des plurikommunalen Entwicklungsschemas um die Revision eines Teils dieses Schemas handelt, enthält die Akte zu dieser Revision nur die Elemente in Verbindung mit der geplanten Revision.

KAPITEL III — Kommunale Schemen

Abschnitt 1 — Allgemeines

Art. D.II.9 - Eine Gemeinde kann sich mit einem kommunalen Entwicklungsschema, das sein ganzes Gemeindegebiet deckt, sowie mit einem oder mehreren lokalen Orientierungsschemen ausstatten.

Abschnitt 2 — Definition und Inhalt

Unterabschnitt 1 — Das kommunale Entwicklungsschema

Art. D.II.10 - § 1 - Das kommunale Entwicklungsschema bestimmt die gebietsbezogene Strategie für das ganze kommunale Gebiet auf der Grundlage einer kontextgebundenen Analyse, auf Ebene des kommunalen Gebiets.

Die kontextgebundene Analyse umfasst die wichtigsten territorialen Herausforderungen, die Aussichten und Bedürfnisse in sozialer, wirtschaftlicher, demographischer, energetischer, erbebezogener, ökologischer und mobilitätsbezogener Hinsicht sowie die mit dem betreffenden Gebiet verbundenen Möglichkeiten und Zwänge.

§ 2 - Die gebietsbezogene Strategie des kommunalen Entwicklungsschemas bestimmt:

1° die kommunalen Ziele in Sachen räumliche Entwicklung und Raumordnung auf kommunaler Ebene, und die Art und Weise, wie sie die regionalen Ziele des Raumentwicklungsschemas sowie ggf. die plurikommunalen Ziele des plurikommunalen Entwicklungsschemas umsetzen;

2° die Grundsätze für die Umsetzung dieser Ziele, insbesondere in Verbindung mit der Stärkung der städtischen und ländlichen Zentren;

3° die Gebietsstruktur.

Die in Absatz 1 Ziffer 1 genannten regionalen oder plurikommunalen Ziele betreffen das kommunale Gebiet und liegen den grundsätzlichen Ausrichtungen des Gebiets zugrunde.

Die in Absatz 1 Ziffer 1 genannten kommunalen Ziele bezwecken:

1° die Bekämpfung der städtischen Zersiedelung und die rationelle Nutzung des Gebiets und der Ressourcen;

2° die sozial-wirtschaftliche Entwicklung und die Förderung der Attraktivität des Gebiets;

3° die qualitative Verwaltung des Lebensumfelds;

4° die Bewältigung der Mobilität.

Die Gebietsstruktur nach Absatz 1 Ziffer 3 identifiziert und verbildlicht mittels Karten

1° die bauliche Struktur, einschließlich der zu stärkenden Pole;

2° die landschaftliche Struktur;

3° die Verkehrsnetze und Netze für den Transport von Fluiden und Energie.

Sie enthält die kraft des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur anerkannten Standorte und die von der Regierung angenommenen ökologischen Verbindungen unter Berücksichtigung ihres biologischen Werts und ihrer Kontinuität zwecks der Gewährleistung einer kohärenten ökologischen Vernetzung auf Ebene des kommunalen Gebiets.

§ 3 - Das kommunale Entwicklungsschema kann

1° Verwaltungs- und Planungsmaßnahmen in Bezug auf die Umsetzungsgrundsätze und die Gebietsstruktur nach Paragraph 2 Absatz 1 Ziffer 2 und 3 enthalten;

2° Vorschläge zur Revision des Sektorenplans, einschließlich in Verbindung mit den Gebieten von kommunaler Bedeutung, sowie die Liste der insgesamt oder teilweise auszuarbeitenden, zu revidierenden oder aufzuhebenden plurikommunalen Schemen, was das betroffene kommunale Gebiet betrifft, und der lokalen Orientierungsschemen und kommunalen Leitfäden identifizieren.

Unterabschnitt 2 — Das lokale Orientierungsschema

Art. D.II.11 - § 1 - Das lokale Orientierungsschema bestimmt die Ziele der Raumordnung und des Städtebaus für einen Teil des kommunalen Gebiets.

§ 2 - Auf der Grundlage einer kontextgebundenen Analyse auf Ebene des betroffenen Gebiets, die sich auf die wichtigsten territorialen Anliegen, die Möglichkeiten und die Zwänge des Gebiets bezieht, umfasst das Schema:

1° die Ziele in Sachen Raumordnung und Städtebau für den betroffenen Teil des Gebiets;

2° die Orientierungskarte, die Folgendes verbildlicht:

a) das Verkehrsnetz;

b) die technischen Infrastrukturen und Netze, einschließlich derjenigen in Bezug auf Abwasser und Abflusswasser;

c) die öffentlichen Räume und Grünflächen;

d) die Zweckbestimmungen je Gebiet und, für die Bestimmungen als Wohngebiet, die empfohlene Wohndichte für die nicht bebauten oder neu zu gestaltenden Grundstücke, oder für die neu zu strukturierenden Gebäudegruppen, deren Fläche mehr als zwei Hektar beträgt;

e) die ökologische Struktur;

f) ggf. die Kraftlinien der Landschaft;

g) wenn die Anwendung von Artikel D.IV.3 Absatz 1 Ziffer 6 erwogen wird, die Grenzen der zu schaffenden Lose;

h) ggf. die Phaseneinteilung bei der Umsetzung des Schemas;

3° wenn die Anwendung von Artikel D.IV.3 Absatz 1 Ziffer 6 erwogen wird, die Angaben in Bezug auf den Standort und die Höhe der Bauten und Bauwerke, die Straßen und öffentliche Räume sowie die Integration der technischen Vorrichtungen.

§ 3 - Das lokale Orientierungsschema kann:

1° Angaben in Bezug auf den Standort und die Höhe der Bauten und Bauwerke, die Straßen und öffentliche Räume sowie die Integration der technischen Vorrichtungen enthalten.

2° die Liste der lokalen Orientierungsschemen und den kommunalen Leitfäden identifizieren, die insgesamt oder teilweise auszuarbeiten, zu revidieren oder aufzuheben sind.

Abschnitt 3 — Verfahren

Art. D.II.12 - § 1 - Außer in den in Artikel D.II.21 § 3 Ziffer 4, D.II.32 und D.II.42 genannten Fällen wird das kommunale Entwicklungsschema oder das lokale Orientierungsschema auf Initiative des Gemeinderats erstellt.

Jedoch kann jede natürliche oder juristische, private oder öffentlich-rechtliche Person, die Inhaber eines dinglichen Rechts an einer oder mehreren Parzellen mit einer Fläche von mehr als zwei Hektar an einem Stück ist, dem Gemeinderat einen Vorentwurf eines lokalen Orientierungsschemas vorschlagen.

Der Gemeinderat erklärt sich innerhalb von sechzig Tagen nach dem Empfang des Vorschlags betreffend ein lokales Orientierungsschema mit der Weiterführung des Verfahrens einverstanden oder nicht, und teilt dies der natürlichen oder juristischen Person mit; ist der Gemeinderat einverstanden, so wird das Verfahren zur Annahme des lokalen Orientierungsschemas nach den Paragraphen 2 bis 5 weitergeführt. Hat sich der Gemeinderat innerhalb der Frist von sechzig Tagen nicht geäußert, so gilt der Vorschlag als abgelehnt.

§ 2 - Außer im Falle einer Freistellung wird ein Umweltverträglichkeitsbericht über den Vorentwurf des Schemas erstellt, gegebenenfalls auf Initiative und zu Lasten der natürlichen oder juristischen Person.

§ 3 - Der Gemeinderat nimmt den Entwurf des kommunalen Entwicklungsschemas oder des lokalen Orientierungsschemas und gegebenenfalls die Liste der insgesamt oder teilweise auszuarbeitenden, zu revidierenden oder aufzuhebenden plurikommunalen Entwicklungsschemen und lokalen Orientierungsschemen und den kommunalen Leitfaden an. Er beauftragt das Kollegium damit, ihn zusammen mit dem Umweltverträglichkeitsbericht einer öffentlichen Untersuchung zu unterwerfen.

Wenn im Rahmen des Verfahrens zur Ausarbeitung des lokalen Orientierungsschemas erwogen wird, ein Anerkennungsgebiet einzurichten, werden die Auskünfte im Sinne des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten dem Schemaentwurf beigefügt. Das Anerkennungsgebiet kann sich von dem vom lokalen Orientierungsschema betroffenen Gebiet unterscheiden.

Die Stellungnahmen des Kommunalausschusses oder, mangels dessen, des Pools "Raumordnung", des Pools "Umwelt" sowie der Personen und Instanzen, deren Stellungnahme der Gemeinderat für nützlich hält, werden innerhalb von fünfundvierzig Tagen nach der Einsendung des Antrags des Gemeindegremiums übermittelt. Eine fehlende Stellungnahme gilt als günstige Stellungnahme.

§ 4 - Der Gemeinderat nimmt das kommunale Entwicklungsschema oder das lokale Orientierungsschema endgültig an und hebt die plurikommunalen Entwicklungsschemen und lokalen Orientierungsschemen und den kommunalen Leitfaden, so wie sie in der Liste nach Paragraph 3 Absatz 1 identifiziert wurden, gegebenenfalls auf.

Wenn es ein plurikommunales Entwicklungsschema gibt, das das kommunale Gebiet ganz oder teilweise deckt, hebt der Gemeinderat, unbeschadet von Artikel D.II.15 § 2 Absatz 3, Letzteres auf für was den Teil betrifft, der durch das neue kommunale Entwicklungsschema gedeckt wird.

Der Gemeinderat beauftragt das Gemeindegremium damit, das Schema, sowie ggf. den Umweltverträglichkeitsbericht, und die Liste nach Paragraph 3 zusammen mit den Verfahrensunterlagen dem beauftragten Beamten und der Abteilung Raumordnung und Städtebau der OGD4 zu übermitteln.

Innerhalb von fünfundvierzig Tagen nach der Einsendung der in Absatz 2 genannten Akte übermittelt der beauftragte Beamte sie der Regierung, zusammen mit seiner Stellungnahme. Eine fehlende Stellungnahme des beauftragten Beamten gilt als günstige Stellungnahme.

§ 5 - Die Regierung billigt den Beschluss des Gemeinderats oder verweigert ihre Billigung durch einen begründeten Erlass, der innerhalb von neunzig Tagen ab dem Empfang der Akte durch die Abteilung Raumordnung und Städtebau der OGD4 versendet wird. Die Verweigerung der Billigung wird nur wegen eines Verstoßes gegen das Gesetzbuch oder wegen eines offensichtlichen Beurteilungsfehlers verkündet.

Nach Ablauf der Frist nach Absatz 1 gilt das Schema als gebilligt und gilt die Aufhebung der plurikommunalen Entwicklungsschemen und der lokalen Orientierungsschemen und des kommunalen Leitfadens nach Paragraph 4 als gebilligt.

Durch begründeten Erlass darf diese Frist ein einziges Mal um dreißig Tage verlängert werden.

Wenn die Regierung feststellt, dass das Schema in Anwendung von Absatz 1 nicht gebilligt werden kann, kann sie vor ihrer Beschlussfassung das Gemeindegremium um die Vorlage von Dokumenten zur Abänderung des Schemas und ggf. um eine Ergänzung zum Umweltverträglichkeitsbericht ersuchen. Das Verfahren zur Annahme des Schemas wird in demjenigen Verfahrensschritt wieder aufgenommen, der wegen den von der Regierung hervorgehobenen Verfehlungen erforderlich ist.

Das Verfahren gemäß Absatz 4 darf nur einmal angewandt werden.

Der Erlass der Regierung, der die Angaben bezüglich des Anerkennungsgebiets enthält, gilt als Anerkennungsgebiet im Sinne vom Dekret vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten. In diesem Fall wird der Plan bezüglich der Anerkennung des Gebiets dem leitenden Beamten und dem Träger im Sinne des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten zugestellt.

Die Beschlüsse des Gemeinderats und der Regierung werden veröffentlicht.

Abschnitt 4 — Revision

Art. D.II.13 - Die Bestimmungen zur Regelung der Ausarbeitung des kommunalen Entwicklungsschemas oder des lokalen Orientierungsschemas finden auf dessen Revision Anwendung.

Wenn es sich um die Revision eines Teils des Schemas handelt, enthält die Akte zu dieser Revision nur die Angaben in Verbindung mit der geplanten Revision.

KAPITEL IV — Überwachung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt

Art. D.II.14 - Mindestens einmal pro Mandatsperiode legt das Gemeindegremium dem Gemeinderat einen umfassenden Bericht über die Überwachung der erheblichen Auswirkungen auf die Umwelt infolge der Umsetzung des plurikommunalen Entwicklungsschemas, des kommunalen Entwicklungsschemas oder des lokalen Orientierungsschemas, die Gegenstand einer Umweltbewertung gewesen sind, sowie über die eventuell einzuleitenden Berichtigungsmaßnahmen vor. Die Öffentlichkeit wird nach den in Artikel L1133-1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung vorgesehenen Modalitäten darüber informiert.

KAPITEL V — Aufhebung

Art. D.II.15 - § 1 - Wenn sie der Ansicht sind, dass die Ziele eines plurikommunalen Entwicklungsschemas überholt sind, können die Gemeinderäte es ganz oder teilweise aufheben.

Die bei der Ausarbeitung des Schemas geltenden Bestimmungen sind auch bei seiner Aufhebung anwendbar.

Ein plurikommunales Entwicklungsschema kann jedoch bei der Annahme oder Revision eines anderen plurikommunalen Entwicklungsschemas oder des Sektorenplans in Übereinstimmung mit Artikel D.II.50, D.II.51 und D.II.52 aufgehoben werden.

§ 2 - Wenn der Gemeinderat der Ansicht ist, dass die Ziele eines plurikommunalen Entwicklungsschemas überholt sind und die Aufhebung nur eine einzige Gemeinde betrifft, kann er es ganz oder teilweise aufheben.

Die Bestimmungen zur Regelung der Revision des plurikommunalen Entwicklungsschemas nach Artikel D.II.8 § 1 Absatz 2 finden auf dessen Aufhebung Anwendung.

Ein plurikommunales Entwicklungsschema kann jedoch bei der Annahme oder Revision eines anderen plurikommunalen Entwicklungsschemas nach Artikel D.II.7 oder eines kommunalen Entwicklungsschemas nach Artikel D.II.12 teilweise aufgehoben werden. In diesem Fall und zusätzlich zu der in Artikel D.II.7 § 5 und D.II.12 § 5 vorgesehenen Prüfung schätzt die Regierung ein, ob die plurikommunalen Ziele nach Artikel D.II.6 § 2 Ziffer 1 beeinträchtigt werden, und verweigert gegebenenfalls, die Aufhebung zu billigen.

§ 3 - Wenn der Gemeinderat der Ansicht ist, dass die Ziele eines kommunalen Entwicklungsschemas oder eines lokalen Orientierungsschemas überholt sind, kann er es ganz oder teilweise aufheben.

Die bei der Ausarbeitung des Schemas geltenden Bestimmungen sind auch bei seiner Aufhebung anwendbar.

Ein Schema kann jedoch bei der Annahme oder Revision eines anderen Schemas oder des Sektorenplans nach Artikel D.II.7, D.II.12, D.II.50, D.II.51 und D.II.52 aufgehoben werden.

§ 4 - Im Falle einer Aufhebung bleiben die Zweckbestimmungen eines lokalen Orientierungsschemas zur Bestimmung eines Freizeitgebiets, zur Einrichtung eines Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung mit gewerblichem Charakter, zur Bestimmung eines Parkgebiets oder zur Einrichtung eines Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung weiterhin anwendbar und bleibt die Umsetzung dieser Gebiete weiterhin gültig im Sinne der Artikel D.II.27, D.II.32 § 1 Absatz 2 und § 2, D.II.40 und D.II.42 § 2.

§ 5. Nach achtzehn Jahren ab der Veröffentlichung durch Vermerk im *Belgischen Staatsblatt* des Erlasses der Regierung zur Billigung des Schemas oder der Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* der Bekanntmachung, dass das Schema als gebilligt gilt, gelten die Ziele nach den Paragraphen 1 bis 3 als überholt.

KAPITEL VI — Rechtsfolgen und Hierarchie

Abschnitt 1 — Rechtsfolgen

Art. D.II.16 - Alle Schemen gelten als unverbindliche Leitlinien.

Das Raumentwicklungsschema ist auf den Sektorenplan, einschließlich der Flächennutzungskarte, die Schemen und die Leitfäden, sowie in Abweichung von Absatz 6 auf die Standortbestimmung der Projekte im Hinblick auf Artikel D.II.2 § 2 Ziffer 3 anwendbar, dies im Rahmen der Anträge auf entsprechenden Städtebaugenehmigungen und Städtebaubescheinigungen Nr. 2, d.h., diejenigen, die

1° eine gemeinwirtschaftliche oder gemeinschaftliche Konstruktion oder Anlage betreffen, d.h.:

a) eine, die in Artikel D.IV.25 erwähnt ist;

b) eine, die sich auf eine lineare Infrastruktur im Sinne der territorialen Struktur des Raumentwicklungsschemas bezieht;

c) eine, die aufgrund ihrer Ausstrahlung auf Ebene eines Entwicklungsareals im Raumentwicklungsschema angeführt wird;

2° auf die Verstärkung von Grundstücken von mehr als fünfzehn Hektar abzielen und Folgendes betreffen:

a) den Bau von Wohnungen;

b) eine Fläche, die zum Einzelhandel bestimmt ist;

c) den Bau von Bürogebäuden;

d) ein Projekt, das zwei oder drei dieser Zweckbestimmungen kombiniert.

Das plurikommunale Entwicklungsschema ist auf das kommunale Entwicklungsschema, das lokale Orientierungsschema, den kommunalen Leitfaden für den Städtebau, die Städtebaugenehmigung und -bescheinigung Nr. 2 anwendbar.

Das kommunale Entwicklungsschema ist auf das lokale Orientierungsschema, den kommunalen Leitfaden für den Städtebau, und die Städtebaugenehmigung und -bescheinigung Nr. 2 anwendbar.

Das lokale Orientierungsschema ist auf den kommunalen Leitfaden für den Städtebau und auf die Städtebaugenehmigung und -bescheinigung Nr. 2 anwendbar.

Für ein gegebenes Gebiet wird das Schema mit dem kleinsten räumlichen Maßstab angewandt.

Abschnitt 2 — Hierarchie

Art. D.II.17 - § 1 - Bei einem Schema mit einem kleineren räumlichen Maßstab wird das Schema mit dem größeren räumlichen Maßstab eingehalten, insofern Letzteres vorhanden ist.

Das plurikommunale Entwicklungsschema, das kommunale Entwicklungsschema und das lokale Orientierungsschema können jedoch von dem bzw. den Schemen mit einem größeren räumlichen Maßstab abweichen, wenn eine Begründung vorliegt, die beweist, dass das Schema

1° die Ziele der räumlichen Entwicklung oder der Raumordnung, die in dem oder den Schemen mit dem größeren räumlichen Maßstab enthalten sind, nicht beeinträchtigt;

2° zum Schutz, zur Pflege oder zur Gestaltung der bebauten oder nicht bebauten Landschaften beiträgt.

§ 2 - Im Falle der Unvereinbarkeit zwischen einem bereits existierenden Schema mit einem kleineren räumlichen Maßstab und einem später in Kraft tretenden Schema mit einem größeren räumlichen Maßstab wird das Schema mit dem größeren räumlichen Maßstab angewandt.

Wenn ein plurikommunales Entwicklungsschema, das einen Teil eines kommunalen Gebiets betrifft, nach einem kommunalen Entwicklungsschema angenommen wird, tritt das kommunale Entwicklungsschema für diesen Teil des Gebiets unbeschadet der Anwendung von Artikel D.IV.15 Absatz 1 Ziffer 1 außer Wirkung.

TITEL II — Sektorenpläne

KAPITEL I — Allgemeine Bestimmungen

Art. D.II.18 - Der Sektorenplan legt die Gestaltung des von ihm gedeckten Raumes fest.

Die Regierung kann die Aufteilung des Raumes in Sektoren nach den in Kapitel III erwähnten Bestimmungen revidieren.

Art. D.II.19 - Nach eingeholter Stellungnahme des Pools "Raumordnung" bestimmt die Regierung die Raumordnungssektoren, die Gegenstand eines Planes sind, außer was die vom Plan nicht beeinflussten Bereiche der Eisenbahn- und Flughafeninfrastrukturen und der autonomen Häfen betrifft.

KAPITEL II — *Inhalt**Abschnitt 1 — Allgemeines*

Art. D.II.20 - Der Sektorenplan stützt sich auf das Raumentwicklungsschema.

Der Sektorenplan kann von dem Raumentwicklungsschema abweichen, wenn eine Begründung vorliegt, die beweist, dass der Sektorenplan

1° die Ziele der räumlichen Entwicklung oder der Raumordnung, die in dem Raumentwicklungsschema enthalten sind, nicht beeinträchtigt;

2° zum Schutz, zur Pflege oder zur Gestaltung der bebauten oder nicht bebauten Landschaften beiträgt.

Der Sektorenplan, einschließlich der Flächennutzungskarte, ist auf das plurikommunale Entwicklungsschema, das kommunale Entwicklungsschema, das lokale Orientierungsschema, die Leitfäden, die Städtebaugenehmigung und -bescheinigung Nr. 2 anwendbar.

Art. D.II.21 - § 1 - Der Sektorenplan umfasst:

1° die Festlegung der verschiedenen Zweckbestimmungen des Gebiets;

2° die bereits bestehende und geplante Trasse, oder die sie ersetzende Reserveflächen, des Netzes der wichtigsten Verkehrsinfrastrukturen und Infrastrukturen für den Transport von Energie und Fluiden mit Ausnahme des Wassers.

Unter Reserveflächen versteht man den Teil des Gebiets, der die notwendigen Flächen zur Verwirklichung, zum Schutz oder zur Erhaltung von Verkehrsinfrastrukturen oder Infrastrukturen für den Transport von Fluiden und Energie vorbehält. Handlungen und Arbeiten, für welche eine Genehmigung erforderlich ist, können dort entweder verboten oder mit besonderen Bedingungen verbunden werden.

Die Regierung kann das in Absatz 1 Ziffer 2 erwähnte Netz der Verkehrsinfrastrukturen und Infrastrukturen für den Transport von Fluiden und Energie bestimmen.

§ 2 - Als Überdruck zu den vorgenannten Landnutzungen kann der Plan Schutzgebiete umfassen, zum Schutz von Arealen:

1° mit bemerkenswertem Ausblick;

2° mit ökologischen Verbindungen;

3° von landwirtschaftlichem Interesse;

4° von kulturellem, historischem oder ästhetischem Interesse;

5° zur Erweiterung eines Abbaugebiets.

§ 3 - Der Plan kann Zusatzvorschriften umfassen, die Folgendes betreffen:

1° Genauere Bestimmung oder Spezialisierung der Zweckbestimmung der Gebiete;

2° Phasierung von deren Nutzung;

3° Umkehrbarkeit der Zweckbestimmungen;

4° Verpflichtung, vor der Umsetzung der Gebiete ein lokales Orientierungsschema auszuarbeiten.

Die Zusatzvorschriften können von den Bestimmungen der Gebiete nicht abweichen.

§ 4 - Auf der Karte des Sektorenplans befinden sich nur die in den Paragraphen 1 bis 3 angegebenen Elemente.

Die Regierung kann die Ziele und Auswirkungen der Schutzgebiete und die graphische Darstellung des Sektorenplans festlegen.

Abschnitt 2 — Zweckbestimmung der Gebiete und allgemeine Vorschriften

Art. D.II.22 - Anwendungsbereich

Im vorliegenden Abschnitt werden die allgemeinen Bestimmungen bezüglich der Darstellung und Umsetzung der von der Regierung erlassenen Sektorenpläne festgelegt.

Art. D.II.23 - Aufteilung des Sektorenplans in Gebiete

Der Sektorenplan umfasst Gebiete, die zur Verstädterung bestimmt sind, sowie Gebiete, die nicht zur Verstädterung bestimmt sind.

Die folgenden Gebiete sind zur Verstädterung bestimmt:

1° das Wohngebiet;

2° das Wohngebiet mit ländlichem Charakter;

3° das Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen;

4° das Freizeitgebiet;

5° die Gewerbegebiete, nämlich;

a) das gemischte Gewerbegebiet;

b) das industrielle Gewerbegebiet;

c) das spezifische Gewerbegebiet;

d) das Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung mit gewerblichem Charakter;

e) das Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten;

6° das Gebiet von regionaler Bedeutung;

7° das Gebiet von kommunaler Bedeutung.

Die folgenden Gebiete sind nicht zur Verstädterung bestimmt:

1° das Agrargebiet;

2° das Forstgebiet;

3° das Grüngelände;

4° das Naturgebiet;

5° das Parkgebiet;

6° das Abbaugelände.

Das Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung ist für jegliche in den Absätzen 2 und 3 erwähnte Nutzung bestimmt.

Unbeschadet von Artikel D.II.21 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 sind die Netze der Infrastrukturen für den Straßen-, Eisenbahn- und Flussverkehr und die Netze der Infrastrukturen für den Transport von Fluiden oder Energie, einschließlich der privaten Anschlüsse und Zubehörelemente, mit den in den Absätzen 2 bis 4 genannten Zweckbestimmungen des Sektorenplans vereinbar.

Art. D.II.24 - Wohngebiet.

Das Wohngebiet ist hauptsächlich zu Wohnzwecken bestimmt.

Dort können auch handwerkliche Betriebe, Dienstleistungen, Vertriebsunternehmen, Forschungstätigkeiten oder Kleinindustrie, sozialkulturelle Einrichtungen, Gebäude und Einrichtungen für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Ausrüstungen, landwirtschaftliche Betriebe und touristische Anlagen oder Freizeitausrüstungen zugelassen werden, insofern diese die Hauptbestimmung des Gebietes nicht in Gefahr bringen und mit der Nachbarschaft vereinbar sind.

Dieses Gebiet muss ebenfalls öffentliche Grünanlagen enthalten.

Art. D.II.25 - Wohngebiet mit ländlichem Charakter.

Das Wohngebiet mit ländlichem Charakter dient hauptsächlich zu Wohnzwecken und für landwirtschaftliche Betriebe sowie für Tätigkeiten zu deren Diversifizierung, so wie von der Regierung in Anwendung von Artikel D.II.36 § 3 bestimmt.

Dort können auch handwerkliche Betriebe, Dienstleistungen, Vertriebsunternehmen, Forschungstätigkeiten oder Kleinindustrie, sozialkulturelle Einrichtungen, Gebäude und Einrichtungen für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen, sowie touristische Anlagen oder Freizeitausrüstungen zugelassen werden, insofern diese die Hauptbestimmung des Gebietes nicht in Gefahr bringen und mit der Nachbarschaft vereinbar sind.

Dieses Gebiet muss ebenfalls öffentliche Grünanlagen enthalten.

Art. D.II.26 - Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen.

§ 1 - Das Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen ist für Tätigkeiten zum Nutzen der Allgemeinheit oder für Aktivitäten öffentlichen Interesses bestimmt.

In einem solchen Gebiet dürfen nur Gebäude oder Einrichtungen vorhanden sein, die zur Erfüllung eines sozialen Bedürfnisses bestimmt sind, das von einer öffentlich-rechtlichen Person oder von einer Privatperson, die durch die öffentlichen Behörden mit der Durchführung eines Projekts beauftragt worden ist, gewährleistet wird. Dort können auch Gebäude und Einrichtungen mit gemeinnützigem Charakter vorzufinden sein.

§ 2 - Das mit dem Überdruck "C.E.T." versehene Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen ist hauptsächlich für die Ansiedlung und die Bewirtschaftung eines technischen Vergrabungszentrums im Sinne der Gesetzgebung über die Abfälle sowie für Anlagen zur Zusammenstellung von Abfällen vor diesem Betrieb bestimmt. Es kann außerdem für andere Abfallbewirtschaftungsaktivitäten bestimmt sein, sofern diese Aktivitäten mit der Bewirtschaftung des zugelassenen technischen Vergrabungszentrums verbunden sind oder dessen Bewirtschaftung nicht beeinträchtigen. Am Ende der Bewirtschaftung des technischen Vergrabungszentrums wird das von diesem gedeckte Gebiet zum Grüngelände und seine Sanierung wird in der Betriebsgenehmigung der betroffenen Anlage ganz oder teilweise festgelegt.

In den noch nicht bewirtschafteten, mit dem Überdruck "C.E.T." versehenen Gebieten und Teilgebieten können andere Handlungen und Arbeiten für einen begrenzten Zeitraum erlaubt werden, sofern sie ihrer Art wegen die zukünftige Bewirtschaftung des technischen Vergrabungszentrums nicht beeinträchtigen.

Das mit dem Überdruck "C.E.T.D." versehene Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen dient ausschließlich zur Erhaltung eines stillgelegten technischen Vergrabungszentrums im Sinne der Gesetzgebung über die Abfälle; in diesem Gebiet können Tätigkeits- und Arbeitsbeschränkungen auferlegt werden, mit dem Ziel, die Erhaltung und die Überwachung der Bauwerke und der Arbeiten, die im Rahmen der Wiederinstandsetzung der verseuchten Standorte ausgeführt werden, zu gewährleisten.

Die Büro- und Überwachungsgebäude, die für die Bewirtschaftung und die Erhaltung der im vorliegenden Paragraphen erwähnten Gebiete notwendig sind, können zugelassen werden.

Die im vorliegenden Paragraphen erwähnten Gebiete umfassen einen Abschirmstreifen oder eine Abtrennvorrichtung.

Art. D.II.27 - Freizeitgebiet.

Das Freizeitgebiet ist für Ausrüstungen für Freizeit und Touristik, einschließlich der Freizeitbeherbergung, vorgesehen.

Die Wohnung des Betriebsleiters kann in diesem Gebiet gestattet werden, insofern dies für einen reibungslosen Betrieb der Ausrüstung erforderlich ist. Sie gehört vollständig zum Betrieb.

Sofern es an ein Wohngebiet, ein Wohngebiet mit ländlichem Charakter oder ein Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung, das erschlossen und ganz oder teilweise zu Wohnzwecken bestimmt ist, angrenzt, kann das Freizeitgebiet Wohnbereiche sowie Handwerks- und Dienstleistungstätigkeiten, sozialkulturelle Einrichtungen, Einrichtungen für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen enthalten, vorausgesetzt, dass gleichzeitig:

1° dieser Wohnbereich und diese Aktivitäten im Verhältnis zur in Absatz 1 erwähnten Hauptzweckbestimmung des Gebiets einen ergänzenden und nebensächlichen Charakter haben;

2° das Freizeitgebiet in dem von einem lokalen Orientierungsschema, das vorher von der Regierung gebilligt wurde, betroffenen Areal gelegen ist.

Art. D.II.28 - Gewerbegebiete.

Die Gewerbegebiete umfassen das gemischte Gewerbegebiet, das industrielle Gewerbegebiet, das spezifische Gewerbegebiet, das Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung mit gewerblichem Charakter und das Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten.

Jede Aktivität, die zur Förderung der Kreislaufwirtschaft innerhalb des Gebiets beiträgt, wird dort genehmigt. Ein Gewerbegebiet kann ebenfalls eine oder mehrere Windkraftanlagen umfassen, insofern sie die Entwicklung des bestehenden Gebiets nicht beeinträchtigen.

Diese Gebiete umfassen einen Abschirmstreifen oder sind mit einer Abtrennvorrichtung ausgestattet, außer:

1° für den Teil des Gebiets, der entlang einer für seine wirtschaftliche Entwicklung nützlichen Verkehrsinfrastruktur gelegen ist, oder wenn eine natürliche oder künstliche Vorrichtung, die in den Bereich des öffentlichen Eigentums fällt, selbst einen ausreichenden Abschirmstreifen oder eine ausreichende Abtrennvorrichtung bildet;

2° zwischen einem Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten und einem Abbaugebiet.

Die Wohnung des Betriebsleiters oder des Überwachungspersonals kann gestattet werden, insofern dies für einen guten Betriebsablauf oder aus Sicherheitsgründen erforderlich ist. Sie gehört vollständig zum Betrieb.

Art. D.II.29 - Das gemischte Gewerbegebiet

Das gemischte Gewerbegebiet ist für handwerkliche Betriebe, Dienstleistungen, Vertriebsunternehmen, Forschungstätigkeiten oder Kleinindustrie bestimmt. Dort werden Lagerhallen und -anlagen zugelassen.

Art. D.II.30 - Das industrielle Gewerbegebiet

Das industrielle Gewerbegebiet ist für Tätigkeiten mit industriellem Charakter bestimmt, die mit einem Industrieprozess in Bezug auf die Verarbeitung von Roh- oder halbfertigen Stoffen, auf die Verpackung, die Lagerung, Logistik oder den Vertrieb verbunden sind. Sie können an mehreren Aktivitätsstandorten ausgeübt werden.

Zugelassen werden die zugehörigen Dienstleistungsunternehmen sowie die wirtschaftlichen Tätigkeiten ohne industriellen Charakter, die aus Gründen der städtebaulichen Integration, der Mobilität, der Sicherheit oder des Umweltschutzes abzusondern sind. Der Einzelhandel wird ausgeschlossen, außer wenn er eine Nebentätigkeit zu einer in den Absätzen 1 und 2 erwähnten wirtschaftlichen Tätigkeit bildet.

Können für einen begrenzten Zeitraum erlaubt werden:

1° in den industriellen Gewerbegebieten: die Lagerung von inerten Abfällen;

2° in den entlang den schiffbaren Wasserstraßen gelegenen industriellen Gewerbegebieten: die Lagerung von Baggerschläm.

Art. D.II.31 - Das spezifische Gewerbegebiet.

§ 1. Das Gebiet, das mit dem Überdruck "A.E." gekennzeichnet wird, dient ausschließlich zu agrar-wirtschaftlichen Zwecken, sowie zu den holzverarbeitenden Unternehmen.

Das mit dem Überdruck "G.D." versehene Gebiet ist ausschließlich für Großvertriebsaktivitäten bestimmt.

Zugehörige Dienstleistungsunternehmen und kleine Geschäfte werden dort als ergänzende Tätigkeit zugelassen.

§ 2. Das mit dem Überdruck "R.M." versehene Gebiet ist ausschließlich für Industrien bestimmt, die mit schweren Unfallrisiken für Personen, Güter oder Umwelt verbunden sind.

Unbeschadet der Verpflichtung, gemäß Artikel D.II.28 Absatz 3 einen Abschirmstreifen oder eine Abtrennvorrichtung anzulegen, darf dieses Gebiet nicht an ein in Anwendung des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur vorgeschlagenes oder erlassenes Natura 2000-Gebiet, oder an ein zur Verstädterung bestimmtes Gebiet mit Ausnahme eines industriellen Gewerbegebiets oder eines mit dem Überdruck "A.E." versehenen Gebiets angrenzen.

Art. D.II.32 - Das Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung mit gewerblichem Charakter.

§ 1 - Das Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung mit gewerblichem Charakter ist für die Aufnahme der in den Artikeln D.II.29, D.II.30 und D.II.31 genannten Tätigkeiten bestimmt, mit Ausnahme der Industrien, die mit schweren Unfallrisiken für Personen, Güter oder Umwelt verbunden sind, und der kleinen Geschäfte. Seine Zweckbestimmung wird unter Berücksichtigung des Standorts des Gebiets, dessen Nachbarschaft, der Kosten und Bedürfnisse für die betroffene Gegend, der bestehenden Verkehrsinfrastrukturen bestimmt, wobei für die Entwicklung der Potentialitäten in Bezug auf die Multimodalität sowie von Synergien mit den angrenzenden Gebieten gesorgt wird.

Die Umsetzung eines Gebiets oder eines Teils eines Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung mit gewerblichem Charakter unterliegt der Annahme durch den Gemeinderat, entweder aus eigener Initiative oder innerhalb der ihm auferlegten Frist, eines von der Regierung gebilligten lokalen Orientierungsschemas.

§ 2 - Wenn die Gemeindebehörden die Verpflichtung nach Paragraph 1 Absatz 2 nicht fristgerecht eingegangen sind, sowie im Falle einer Verweigerung des der Billigung der Regierung unterliegenden lokalen Orientierungsschemas kann die Regierung an ihre Stelle treten, um das lokale Orientierungsschema anzunehmen oder zu revidieren.

§ 3 - Die in Artikel D.IV.6 bis D.IV.13 genannten Ausnahmen finden Anwendung auf jegliches Gebiet oder jeglichen Teil eines Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung mit gewerblichem Charakter, egal ob es bereits umgesetzt ist oder nicht.

Art. D.II.33 - Das Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten

Das Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten ist für die Bewirtschaftung von Steinbrüchen und deren Anbauten sowie für die Lagerung der Abbaurückstände bestimmt, unter Einhaltung der Schutzbestimmungen und einer rationellen Boden- und Untergrundbenutzung.

Die Zusammenstellung von inerten Abfällen für einen begrenzten Zeitraum oder die Verwertung von Erde und Steinen kann dort erlaubt werden, unter der Voraussetzung, dass die von der Regierung bestimmten Bedingungen und Verfahren eingehalten werden.

In den noch nicht bewirtschafteten Gebieten bzw. -teilgebieten für Nebenanlagen von Abbaustätten können andere Handlungen und Arbeiten für einen begrenzten Zeitraum erlaubt werden, sofern sie ihrer Art wegen die zukünftige Bewirtschaftung des Vorkommens nicht beeinträchtigen.

Art. D.II.34 - Das Gebiet von regionaler Bedeutung.

Das Gebiet von regionaler Bedeutung ist dazu bestimmt, undifferenziert wirtschaftliche Aktivitäten, Gebäude und Einrichtungen für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen sowie touristische Anlagen oder Freizeitausrüstungen aufzunehmen.

Ein Wohnbereich ist dort als ergänzende Zweckbestimmung möglich, wenn es sich um die Verstädterung nicht bebauter oder neu zu gestaltender Grundstücke, oder neu zu strukturierender Gebäudegruppen handelt.

Bereits bestehende, in den Absätzen 1 und 2 nicht genannte Aktivitäten, können dort weiter bestehen und sich weiter entwickeln.

Art. D.II.35 - Das Gebiet von kommunaler Bedeutung.

Das Gebiet von kommunaler Bedeutung ist dazu bestimmt, undifferenziert Wohnbereiche, handwerkliche Betriebe, Dienstleistungen, Vertriebsunternehmen, Forschungstätigkeiten oder Kleinindustrie, soziokulturelle Einrichtungen, Gebäude und Einrichtungen für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen sowie touristische Anlagen oder Freizeitausrüstungen aufzunehmen.

Dieses Gebiet muss ebenfalls öffentliche Grünanlagen und ein Netz für die sanfte Mobilität enthalten.

Bereits bestehende, in Absatz 1 nicht genannte Aktivitäten, können dort weiter bestehen und sich weiter entwickeln.

Art. D.II.36 - Das Agrargebiet.

§ 1 - Das Agrargebiet ist zur Aufnahme von landwirtschaftlichen Aktivitäten bestimmt, d.h. Aktivitäten der Produktion, der Zucht oder des Anbaus von landwirtschaftlichen und gartenbaulichen Erzeugnissen, einschließlich der Haltung von Tieren zu landwirtschaftlichen Zwecken oder der Erhaltung einer Agrarfläche in einem Zustand, der sie für das Weiden oder die Kultur geeignet macht, ohne das vorbereitende Aktionen, die über die übliche landwirtschaftliche Praxis und den Einsatz von gewöhnlichen Landwirtschaftsmaschinen hinausgehen, notwendig sind. Es trägt zur Erhaltung oder zur Gestaltung der Landschaft sowie zur Wahrung des ökologischen Gleichgewichts bei.

In einem solchen Gebiet sind nur die für den Landwirtschaftsbetrieb unerlässlichen Bauten und Einrichtungen und die Wohnungen der Bewirtschafter, deren Beruf die Landwirtschaft ist, zulässig.

Dort können auch Nebentätigkeiten zur Diversifizierung der landwirtschaftlichen Aktivität der Landwirte zugelassen werden.

§ 2 - Die Module zur Erzeugung von Strom oder Hitze, die einen Bau, eine Anlage oder ein Gebäude, die sich auf demselben Immobiliengut befinden, direkt versorgen, werden in dem Agrargebiet zugelassen, insofern sie der eigentlichen Zweckbestimmung des Gebiets nicht auf unumkehrbare Weise schaden.

In einem Agrargebiet dürfen sich zudem eine oder mehrere Windkraftanlagen befinden, unter der Voraussetzung, dass

1° sie sich in der Nähe der wichtigsten Verkehrsinfrastrukturen oder eines Gewerbegebiets, unter Einhaltung der von der Regierung festgelegten Bedingungen, befinden;

2° sie die Zweckbestimmung des Gebiets nicht auf unumkehrbare Weise beeinträchtigen.

Das Agrargebiet kann in Ausnahmefällen für Freizeitaktivitäten im Freien genutzt werden, insofern diese der eigentlichen Zweckbestimmung des Gebietes nicht auf unumkehrbare Weise schaden. Für diese Freizeitaktivitäten können Handlungen und Arbeiten nur für einen begrenzten Zeitraum erlaubt werden, außer wenn es sich um den Umbau, die Vergrößerung und den Wiederaufbau eines bereits bestehenden Gebäudes handelt.

Angler- oder Jägerunterkünfte und Tierhütten sind zugelassen, insofern diese nicht umgebaut werden können, um – sei es auch nur zeitweise – als Wohnsitz oder zur Ausübung des Handels zu dienen. Dort können ebenfalls bewaldete Flächen sowie der intensive Anbau von Holzarten, Teiche und die Fischzucht zugelassen werden.

§ 3 - Die Regierung bestimmt die Nebentätigkeiten zur Diversifizierung nach Paragraph 1 Absatz 3.

Die Regierung entscheidet über die Gewährungsbedingungen in einem solchen Gebiet der Genehmigungen für die Aufforstung, den intensiven Anbau von Holzarten, Teiche, die Fischzucht, Angler- oder Jägerunterkünfte, Tierhütten, Freizeitaktivitäten im Freien, Module zur Erzeugung von Strom oder Hitze und Biogasgewinnungsanlagen, sowie für alle damit im Zusammenhang stehenden Handlungen und Arbeiten.

Art. D.II.37 - Das Forstgebiet.

§ 1 - Das Forstgebiet ist für die Forstwirtschaft und für die Erhaltung des ökologischen Gleichgewichts bestimmt. Es trägt zur Erhaltung oder zur Gestaltung der Landschaft bei.

Der Anbau von Weihnachtsbäumen wird dort unter den von der Regierung festgelegten Bedingungen zugelassen.

In einem solchen Gebiet sind nur die für die Forstbewirtschaftung, die erste Holzverarbeitung und die Überwachung der Wälder unerlässlichen Bauten zulässig.

Die Erzeugung und Verwertung von Strom oder Hitze ab der Biomasse, die hauptsächlich aus Rückständen eines Forstbetriebs und der ersten Holzverarbeitung erzeugt wird, werden als Nebentätigkeit der Forstätigkeit zugelassen.

In einem Forstgebiet dürfen sich zudem eine oder mehrere Windkraftanlagen befinden, unter der Voraussetzung, dass:

1° sie sich in der Nähe der wichtigsten Verkehrsinfrastrukturen unter Einhaltung der von der Regierung festgelegten Bedingungen befinden;

2° sie die Zweckbestimmung des Gebiets nicht auf unumkehrbare Weise beeinträchtigen.

§ 2 - Angler- und Jägerunterkünfte sind gestattet, insofern diese nicht umgebaut werden können, um – sei es auch nur zeitweise – als Wohnsitz oder zur Ausübung des Handels zu dienen.

Die Fischzucht kann ebenfalls erlaubt werden.

§ 3 - Die Regierung entscheidet über die Gewährungsbedingungen in dem Forstgebiet der Genehmigung bezüglich der erforderlichen Bauten für die Überwachung der Wälder, die Forstbewirtschaftung und die erste Verarbeitung des Holzes, für die Energieverwertungseinheiten der Biomasse, die Fischzucht und die Angler- und Jägerunterkünfte.

§ 4 - Das Forstgebiet kann ausnahmsweise am Rande der Baumbestände Tätigkeiten zur didaktischen Betreuung der Öffentlichkeit im Rahmen der Entdeckung und Beobachtung des Waldlebens, zu Freizeit- oder touristischen Zwecken, mit Ausnahme der Beherbergung, umfassen, soweit das aufgehende Bauwerk der Ausrüstungen und Bauten hauptsächlich aus Holz besteht. Die Freizeitbeherbergung, die Gegenstand einer Liste ist, die von der Regierung festgehalten wird, kann für einen begrenzten Zeitraum erlaubt werden, unter der Voraussetzung, dass sie die Zweckbestimmung des Gebiets nicht auf unumkehrbare Weise beeinträchtigt, und dass sich das Projekt in den Rahmen des von der Wallonischen Region geförderten regionalen Projekts zur touristischen Aufwertung der Waldgebiete oder eines von der Deutschsprachigen Gemeinschaft geförderten Projekts zur touristischen Aufwertung der Wälder einfügt.

§ 5 - Das Forstgebiet kann ausnahmsweise Tätigkeiten als zoologischer Tierpark umfassen, soweit das aufgehende Bauwerk der Bauten, insbesondere derjenigen für den Empfang der Öffentlichkeit, und der Tierhütten hauptsächlich aus Holz besteht.

§ 6 - Die Abholzung zu landwirtschaftlichen Zwecken kann ausnahmsweise in einem Forstgebiet zugelassen werden, unter der Bedingung, dass der abgeholzte Bereich an ein Agrargebiet angrenzt. Diese Abholzung darf nicht zur Abschaffung von einzelnen Wäldern und Wäldchen in einer landwirtschaftlich genutzten Ebene führen.

§ 7 - Die in den Paragraphen 4 und 5 erwähnten Tätigkeiten sind zulässig, soweit sie sich in der Nähe einer öffentlichen Straße mit einer ausreichenden Ausstattung in Sachen Wasser, Strom und Kanalisationen befinden, die einen festen Belag hat und eine ausreichende Breite unter Berücksichtigung der örtlichen Gegebenheiten aufweist, sowie ein oder mehrere Parkplätze für Fahrzeuge vorhanden sind, die mit der Aufnahmekapazität dieser Tätigkeiten im Verhältnis stehen.

Die Regierung bestimmt die Gewährungsbedingungen der Genehmigung für die Bauten, Ausrüstungen, Straßen, Umgebungen und Parkflächen sowie für die Abholzung zu landwirtschaftlichen Zwecken, nach den Paragraphen 4 bis 7.

Art. D.II.38 - Das Grüngelände.

Das Grüngelände ist für die Erhaltung, den Schutz und die Regeneration des natürlichen Milieus bestimmt.

Es trägt zur Landschaftsgestaltung bei oder stellt eine geeignete pflanzliche Übergangszone dar zwischen Gebieten, deren Zweckbestimmung unvereinbar ist.

Art. D.II.39 - Das Naturgebiet.

Das Naturgebiet ist für die Erhaltung, den Schutz und die Regeneration von natürlichen Lebensräumen mit großem biologischem Wert bestimmt oder von Lebensräumen, die Arten enthalten, deren Erhaltung unbedingt erforderlich ist, ob es sich dabei um auf der Erde oder im Wasser lebende Arten handelt.

In diesem Gebiet sind nur die Handlungen und Arbeiten gestattet, die zum aktiven oder passiven Schutz dieser Lebensräume bzw. Arten dienen.

Art. D.II.40 - Das Parkgebiet.

Das Parkgebiet ist für die Schaffung von Grünflächen im Sinne eines ästhetischen Landschaftsgefüges bestimmt.

Dort sind nur die Handlungen und Arbeiten gestattet, die für dessen Schaffung, Unterhalt oder Verschönerung erforderlich sind, sowie die ergänzenden Handlungen und Arbeiten, die von der Regierung bestimmt sind.

Die Umsetzung eines Parkgebiets, dessen Fläche fünf Hektar überschreitet, kann ebenfalls andere Handlungen und Arbeiten hervorrufen, insofern sie die Hauptbestimmung des Gebiets nicht gefährden, und ein lokales Orientierungsschema, das das ganze Gebiet deckt, in Kraft getreten ist.

Die Regierung kann den Prozentsatz der Fläche des Gebiets bestimmen, der durch die Handlungen und Arbeiten nach Absatz 2 und 3 betroffen werden kann.

Art. D.II.41 - Das Abbaugelände.

§ 1. Das Abbaugelände ist für die Bewirtschaftung von Steinbrüchen sowie für die Lagerung der Abbaurückstände bestimmt. Es darf, für eine begrenzte Dauer, für den Abbau unerlässliche Anbauten enthalten.

Es enthält einen Abschirmstreifen oder eine Abtrennvorrichtung gemäß Artikel D.II.28 Absatz 3.

Am Ende der Betriebstätigkeit wird aus dem Gebiet ein anderes Gebiet, das nicht zur Verstärkung bestimmt ist, mit Ausnahme des Parkgebiets, und seine genaue Zweckbestimmung wird durch den Erlass zur Revision des Sektorenplans festgelegt. Seine ganze oder teilweise Neugestaltung wird in der Genehmigung, durch welche die Gewinnung erlaubt wird, festgelegt.

Wenn die Bewirtschaftung in Phasen stattfindet, wird in der Genehmigung jede der Phasen und die Neugestaltung nach jeder der Phasen zu Zwecken der Landwirtschaft, der forstwirtschaftlichen Bewirtschaftung oder der Naturerhaltung festgelegt.

Die zur Ausstellung der Genehmigung zuständige Behörde stellt das Ende der Betriebstätigkeit, gegebenenfalls einer jeden Phase, in einem Protokoll fest, das sie per Einsendung an den Genehmigungsinhaber richtet. Eine Kopie der Einsendung wird an das Gemeindegremium gerichtet, wenn Letzteres nicht die zuständige Behörde ist.

Die in dem vorliegenden Artikel erwähnte Bewirtschaftung wird unter Einhaltung des Schutzes und der rationellen Bewirtschaftung des Bodens und Untergrunds durchgeführt.

§ 2. In den noch nicht bewirtschafteten Abbaugeländen bzw. -teilgebieten können andere Handlungen und Arbeiten zeitweise erlaubt werden, sofern sie ihrer Art wegen die zukünftige Bewirtschaftung des Vorkommens nicht beeinträchtigen.

Art. D.II.42 - Das Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung.

§ 1 - Das Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung dient für jegliche wie folgt bestimmte Zweckverwendung:

1° entweder unter Berücksichtigung des Standorts, der Nachbarschaft, der Nähe zu in Artikel D.V.14 erwähnten bevorzugten Initiativgebieten, der Nähe zu städtischen und ländlichen Polen, der Leistungsfähigkeit der Verkehrs- und Verteilungsnetze, der durch die kurz-, mittel- und langfristigen Verstärkung verursachten Kosten sowie der Bedürfnisse der Gemeinde und der Zweckbestimmung, die jeglichem auf dem betreffenden Gemeindegebiet und auf den angrenzenden Gemeindegebieten gelegenen Gebiet für konzertierte Raumplanung oder jeglichem Teil eines solchen Gebiets gegeben wird, wenn ein solches Gebiet vorhanden ist;

2° oder unter Berücksichtigung des plurikommunalen oder kommunalen Entwicklungsschemas.

§ 2 - Die Umsetzung des Gebiets oder eines Teils davon unterliegt der Annahme durch den Gemeinderat, entweder aus eigener Initiative oder innerhalb der von der Regierung auferlegten Frist, des lokalen Orientierungsschemas, der Artikel D.II.11 genügt, und dessen Billigung durch die Regierung. Wenn die Umsetzung des gesamten oder eines Teils des Gebiets ausschließlich eine oder mehrere Zweckbestimmungen betrifft, die keine Verstärkung voraussetzen, kann für das Schema ein vereinfachter Inhalt benutzt werden, der von der Regierung bestimmt wird.

Wenn die Gemeindebehörden der Verpflichtung nach Absatz 1 nicht fristgerecht nachgekommen sind, sowie im Falle einer Verweigerung des der Regierung zur Billigung unterbreiteten lokalen Orientierungsschemas, kann die Regierung an ihre Stelle treten, um das lokale Orientierungsschema anzunehmen oder zu revidieren.

§ 3 - Die in Artikel D.IV.6 bis D.IV.13 genannten Ausnahmen finden auf alle Gebiete oder Teile eines Gebiets Anwendung, egal ob sie bereits umgesetzt sind oder nicht.

Abschnitt 3 — Trasse der Hauptinfrastrukturen

Art. D.II.43 - Am Abschluss der Errichtung der Infrastruktur für den Verkehr oder für den Transport von Energie und Fluiden oder wenn darauf verzichtet wird, diese Infrastruktur zu errichten, kann die Regierung die betroffene Trasse oder die betroffenen Reserveflächen aufheben, unter der Bedingung, dass die Auswirkungen einer Streichung der Trasse oder der Reserveflächen entweder unabhängig oder bei der Eintragung bewertet worden sind, und dass sich die Umweltlage inzwischen nicht erheblich geändert hat.

*KAPITEL III — Verfahren**Abschnitt 1 — Inhalt der Grundakte*

Art. D.II.44 - Die Revision des Sektorenplans stützt sich auf eine Grundakte, die folgende Angaben enthält:

- 1° die Rechtfertigung der geplanten Revision des Sektorenplans unter Berücksichtigung von Artikel D.I.1;
- 2° das betroffene Areal;
- 3° die bestehende Sach- und Rechtslage;
- 4° einen Rechenschaftsbericht über die überprüften und nicht festgehaltenen Alternativen, insbesondere unter Berücksichtigung der Bedürfnisse, denen die geplante Revision nachkommen muss, der in verstädterbaren Gebieten verfügbaren Grundstücke und deren Erreichbarkeit;
- 5° einen oder mehrere Vorschläge eines Vorentwurfs im Maßstab 1/10 000;
- 6° gegebenenfalls die in Artikel D.II.45 § 3 erwähnten Ausgleichsvorschläge;
- 7° die eventuellen Zusatzvorschriften;
- 8° gegebenenfalls den Enteignungsplan oder den Entwurf des Enteignungsplans;
- 9° wenn die Revision die Eintragung eines Gebiets von regionaler Bedeutung bezweckt, die Begründung der Übereinstimmung des ausgewählten Areals mit Artikel D.II.45 § 4;
- 10° wenn die Revision die Eintragung eines Gebiets von kommunaler Bedeutung bezweckt, die Begründung der Übereinstimmung des ausgewählten Areals mit Artikel D.II.45 § 5;
- 11° gegebenenfalls die Liste der insgesamt oder teilweise auszuarbeitenden, zu revidierenden oder aufzuhebenden plurikommunalen oder kommunalen Entwicklungsschemen und kommunalen Leitfäden.

In den in Absatz 1 Ziffer 9 und 10 genannten Fällen enthält die Grundakte eine Flächennutzungskarte, die folgende Angaben aufweist:

- a) das Verkehrsnetz;
- b) die technischen Infrastrukturen und Netze, einschließlich derjenigen in Bezug auf Abwasser und Abflusswasser;
- c) die öffentlichen Räume und Grünflächen;
- d) die Zweckbestimmungen je Gebiet und für die Bestimmungen als Wohngebiet, die empfohlene Wohndichte für die nicht bebauten oder neu zu gestaltenden Grundstücke, oder für die neu zu strukturierenden Gebäudegruppen, deren Fläche mehr als zwei Hektar beträgt;
- e) die ökologische Struktur;
- f) ggf. die Kraftlinien der Landschaft;
- g) wenn die Anwendung von Artikel D.IV.3 Absatz 1 Ziffer 6 erwogen wird, die Grenzen der zu schaffenden Lose;
- h) ggf. die Phasierung der Umsetzung der Flächennutzungskarte.

Wenn die Revision des Sektorenplans ausschließlich die Flächennutzungskarte oder einen Teil davon betrifft, umfasst die Grundakte die geplante Revision der Karte und ihre Begründung unter Berücksichtigung von Artikel D.I.1.

Abschnitt 2 — Auf die Revision anwendbare Grundsätze

Art. D.II.45 - § 1 - Die Eintragung eines neuen zur Verstädterung bestimmten Gebiets anstelle eines nicht zur Verstädterung bestimmten Gebiets hat an ein schon bestehendes, zur Verstädterung bestimmtes Gebiet anzugrenzen; von diesem Grundsatz abweichen darf nur die Eintragung eines Gebiets für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen, eines für Freizeitaktivitäten mit gefährlichem, gesundheitsgefährdendem oder lästigem Charakter bestimmten Gebiets, eines industriellen Gewerbegebiets, eines mit dem Überdruck "A.E." oder "R.M." versehenen spezifischen Gewerbegebiets, eines Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten oder eines Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung mit gewerblichem Charakter.

§ 2 - Die Eintragung eines neuen zur Verstädterung bestimmten Gebiets anstelle eines nicht zur Verstädterung bestimmten Gebiets darf nicht in der Form einer bandartigen Verstädterung entlang der Straße(n) erfolgen.

Unter bandartiger Verstädterung versteht man die Eintragung eines Gebiets, dessen Gestalt, aufgrund der Tiefe, der Länge und des Verhältnisses zwischen diesen beiden Elementen keine andere Entwicklung als eine einzige Bebauungsfront erlaubt, und eine städtebauliche Anordnung, die sich um ein neues Verkehrsnetz gliedert, ausschließt.

§ 3 - Die Eintragung jedes neuen zur Verstädterung bestimmten Gebiets mit voraussichtlich erheblichen Auswirkungen auf die Umwelt, anstelle eines nicht zur Verstädterung bestimmten Gebiets, wird unter Einhaltung des Grundsatzes der Verhältnismäßigkeit ausgeglichen, und zwar dadurch, dass ein bereits bestehendes, zur Verstädterung bestimmtes Gebiet oder ein Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung in gleichem Maße in ein nicht zur Verstädterung bestimmtes Gebiet umgewidmet wird, oder durch die Umsetzung jeglicher von der Regierung bestimmten alternativen Ausgleichsmaßnahme, sowohl in operativer, umweltbezogener oder energetischer Hinsicht als auch was die Mobilität betrifft, insbesondere unter Berücksichtigung der Auswirkungen des zur Verstädterung bestimmten Gebiets auf die Umgebung.

Die alternative Ausgleichsmaßnahme zielt darauf ab, die Restauswirkungen, die sich aus der Eintragung eines zur Verstädterung bestimmten Gebiets anstelle eines nicht zur Verstädterung bestimmten Gebiets ergeben, auszugleichen, nach Berücksichtigung der Vorbeugungs- und Raumordnungsmaßnahmen, die dazu bestimmt sind, die erheblichen Auswirkungen, die in dem im Laufe des Verfahrens erstellten Umweltverträglichkeitsbericht identifiziert wurden, zu verringern oder zu vermeiden.

Die Regierung entscheidet sich für raumplanerische oder alternative Ausgleichsmaßnahmen, oder aber für eine Kombination aus beiden in einem von ihr bestimmten Verhältnis, ohne dass die einen den Vorrang über die anderen gewinnen.

Die raumplanerische oder alternative Ausgleichung kann phasenweise erfolgen.

Was die alternativen Ausgleichsmaßnahmen betrifft, bestimmt die Regierung ihre Art, die Modalitäten ihrer Umsetzung und den Grundsatz der Verhältnismäßigkeit.

§ 4 - Die Eintragung eines Gebiets von regionaler Bedeutung betrifft ein Gebiet aus einem Stück, das der Regierung ermöglicht, eine oder mehrere vorrangige Maßnahmen, aus öffentlicher oder privater Initiative, zu ergreifen, die sich auf die soziale, wirtschaftliche, ökologische, kulturelle, sportliche, rekreative und touristische Entwicklung der Region sowie auf die Infrastrukturen dieses Gebiets beziehen.

In Abweichung von Paragraph 3 wird für bis fünfzehn Prozent der Fläche des bestehenden Gewerbegebiets, und ggf. für die für den geplanten Abschirmstreifen nach Artikel D.II.28 Absatz 3 notwendige Fläche keine Ausgleichsmaßnahme verlangt, wenn:

1° die Revision des Sektorenplans die Eintragung eines Gebiets von regionaler Bedeutung anstelle eines bzw. mehrerer nicht zur Verstärkung bestimmter Gebiete nach Artikel D.II.23 Absatz 3 betrifft;

2° das bzw. die nicht zur Verstärkung bestimmten Gebiete an das bestehende Gewerbegebiet angrenzen, das ausreichend ausgerüstet und zugänglich ist, und das nachweislich nicht mehr über genug Raum für eine vorrangige Maßnahme verfügt.

§ 5 - Die Eintragung eines Gebiets von kommunaler Bedeutung betrifft einen Teil des Gebiets, der zur Dynamisierung der städtischen und ländlichen Pole beiträgt, und dessen durch die Konzentration an Wohnungen und den einfachen Zugang zu Dienstleistungen und Ausrüstungen gekennzeichnetes Zentralitätspotenzial durch eine angepasste städtebauliche Verdichtung, sowie durch Erneuerungsmaßnahmen, durch die funktionale und soziale Mischung und durch die Verbesserung des Lebensumfelds zu stärken ist.

In Abweichung von Paragraph 3 wird für bis zehn Prozent der Gesamtfläche der zur Verstärkung bestimmten Gebiete nach Artikel D.II.23 Absatz 2, die sich im durch die Revision des Sektorenplans, der die Eintragung eines Gebiets von kommunaler Bedeutung betrifft, betroffenen Areal befinden, keine Ausgleichsmaßnahme verlangt, wenn:

1° die Revision des Sektorenplans die Eintragung eines Gebiets von kommunaler Bedeutung anstelle eines oder mehrerer nicht zur Verstärkung bestimmter Gebiete nach Artikel D.II.23 Absatz 3 betrifft;

2° die Einfügung des oder der nicht zur Verstärkung bestimmten Gebiete angesichts der Ziele in Bezug auf die Stärkung des Zentralitätspotenzials gerechtfertigt ist;

3° das oder die nicht zur Verstärkung bestimmten Gebiete entweder eingeschlossen sind, oder Randgebiete sind, die an ein oder mehrere zur Verstärkung bestimmte Gebiete angrenzen, die sich im durch die Revision des Sektorenplans betroffenen Areal befinden.

Abschnitt 3 — Gewöhnliche Revisionen

Unterabschnitt 1 — Revision auf Initiative der Regierung

Art. D.II.46 - Die Regierung beschließt die Revision des Sektorenplans und nimmt den entsprechenden Entwurf auf der Grundlage einer Grundakte an.

Außer im Falle einer Freistellung wird ein Umweltverträglichkeitsbericht über den Entwurf erstellt.

Unterabschnitt 2 — Revision auf Initiative der Gemeinde

Art. D.II.47 - § 1 - Wenn der Antrag auf Revision des Sektorenplans eine neue Einteilung der Gebiete bezweckt, die den Bedürfnissen nachkommt, die durch eine örtliche Raumplanung erfüllt werden können, kann die Revision des Sektorenplans auf per Einsendung gerichteten Antrag des Gemeinderats von der Regierung beschlossen werden.

Der Gemeinderat beschließt, eine Revision des Sektorenplans zu beantragen, welche auf der Grundakte nach Artikel D.II.44 Absatz 1 Ziffer 1 bis 8, 10 und 11, und Absatz 2 beruht, und unterwirft den Beschluss sowie die Grundakte einer vorherigen Informationsversammlung.

Der Gemeinderat richtet seinen Antrag an die Regierung. Der Antrag umfasst

1° die Grundakte nach Artikel D.II.44 Absatz 1 Ziffer 1 bis 8, 10 und 11, und Absatz 2;

2° die Dokumente nach Artikel D.VIII.5 § 6;

3° die Stellungnahme des Kommunalausschusses, wenn es diesen gibt;

4° ggf. einen Antrag auf Freistellung von der Prüfung der Umweltverträglichkeit, und seine Begründung;

5° den Beschluss nach Absatz 2.

§ 2 - Die Regierung legt die vollständige Akte dem beauftragten Beamten, dem Pool "Raumordnung", dem Pool "Umwelt", und den Personen oder Instanzen, deren Stellungnahme sie für nützlich hält, zur Stellungnahme vor.

Die Stellungnahmen werden innerhalb von sechzig Tagen nach der Einsendung der Anfrage der Regierung übermittelt. Nicht übermittelte Stellungnahmen werden als günstig gewertet.

§ 3 - Binnen neunzig Tagen nach dem Eingang des Antrags beschließt die Regierung die Revision des Sektorenplans, nimmt den entsprechenden Entwurf an, trifft vorläufige Entscheidungen über die Ausgleichsmaßnahmen nach Artikel D.II.45 § 3 und beschließt, den Entwurf einer Prüfung der Umweltverträglichkeit zu unterwerfen, oder dass er davon freigestellt wird.

Wird dem Gemeindegremium kein Erlass der Regierung übermittelt, kann es per Einsendung ein Erinnerungsschreiben an die Regierung richten. Wenn die Regierung nach Ablauf einer neuen Frist von sechzig Tagen, die am Tag des Empfangs des Erinnerungsschreibens beginnt, ihren Beschluss noch immer nicht übermittelt hat, gilt der Antrag als abgelehnt.

Unterabschnitt 3 — Revision auf Initiative einer natürlichen oder juristischen, privaten oder öffentlich-rechtlichen Person

Art. D.II.48 - § 1 - Wenn der Antrag auf Revision des Sektorenplans die Eintragung eines Gewerbegebiets nach Artikel D.II.28 Absatz 1 oder eines Abbaugebiets betrifft, oder wenn er die Eintragung der Trasse einer Hauptinfrastruktur für den Transport von Fluiden oder Energie oder der sie ersetzenden Reservflächen betrifft, kann die Revision des Sektorenplans anschließend an einen durch eine natürliche oder juristische, private oder öffentlich-rechtliche Person per Einsendung gerichteten Antrag von der Regierung beschlossen werden.

Der Antrag beruht auf der Grundakte nach Artikel D.II.44 Absatz 1 Ziffer 1 bis 8 und 11.

§ 2 - Der Antrag samt Grundakte wird mindestens fünfzehn Tage vor der vorherigen Informationsversammlung dem Gemeinderat und dem Kommunalausschuss, wenn es diesen gibt, zugeschickt. Diese übermitteln der in Paragraph 1 genannten Person ihre Stellungnahme binnen sechzig Tagen nach der Einsendung des Antrags. Eine fehlende Stellungnahme gilt als günstige Stellungnahme.

- § 3 - Die in Paragraph 1 genannte Person richtet ihren Antrag samt Akte an die Regierung. Der Antrag umfasst
- 1° die Grundakte nach Artikel D.II.44 Absatz 1 Ziffer 1 bis 8, 10 und 11;
 - 2° die Dokumente nach Artikel D.VIII.5 § 6;
 - 3° die Stellungnahme des Kommunalausschusses, wenn es diesen gibt;
 - 4° den Beschluss des Gemeinderates;
 - 5° ggf. einen Antrag auf Freistellung von der Prüfung der Umweltverträglichkeit, und seine Begründung.

§ 4 - Die Regierung legt die vollständige Akte dem beauftragten Beamten, dem Pool "Raumordnung", dem Pool "Umwelt", und den Personen oder Instanzen, deren Stellungnahme sie für nützlich hält, zur Stellungnahme vor.

Die Stellungnahmen werden innerhalb von sechzig Tagen nach der Einsendung der Anfrage der Regierung übermittelt. Nicht übermittelte Stellungnahmen werden als günstig gewertet.

§ 5 - Binnen neunzig Tagen nach dem Eingang des Antrags beschließt die Regierung die Revision des Sektorenplans, nimmt den entsprechenden Entwurf an, trifft vorläufige Entscheidungen über die Ausgleichsmaßnahmen nach Artikel D.II.45 § 3 und beschließt, den Entwurf einer Prüfung der Umweltverträglichkeit zu unterwerfen, oder dass er davon freigestellt wird.

Wird der in Paragraph 1 genannten Person kein Erlass der Regierung übermittelt, so kann sie per Einsendung ein Erinnerungsschreiben an die Regierung richten. Wenn die Regierung nach Ablauf einer neuen Frist von sechzig Tagen, die am Tag des Empfangs des Erinnerungsschreibens beginnt, ihren Beschluss noch immer nicht übermittelt hat, gilt der Antrag als abgelehnt.

Unterabschnitt 4 — Gemeinrechtliches Verfahren

Art. D.II.49 - § 1 - Der Pool "Raumordnung" kann während der Durchführung der Prüfung der Umweltverträglichkeit oder zu jedem Zeitpunkt Bemerkungen äußern oder Vorschläge machen.

Wenn ein Umweltverträglichkeitsbericht Pflicht ist, wird er der Regierung übermittelt.

§ 2 - Am Abschluss der Prüfung der Umweltverträglichkeit oder nach dem Beschluss zur Freistellung von dieser Prüfung legt die Regierung oder die von ihr zu diesem Zweck bevollmächtigte Person den Planentwurf, dem ggf. der Umweltverträglichkeitsbericht beigefügt wird, den Personen und Instanzen, deren Stellungnahme sie für notwendig hält, sowie der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt, nachstehend DGO3 genannt, wenn diese zu Rate gezogen worden ist, zur Stellungnahme vor.

Die Stellungnahmen werden innerhalb von sechzig Tagen nach der Einsendung der Anfrage der Regierung übermittelt. Nicht übermittelte Stellungnahmen werden als günstig gewertet.

§ 3 - Wenn die Regierung auf der Grundlage des Umweltverträglichkeitsberichts und der Stellungnahmen der Ansicht ist, dass eine andere, vernünftige, in Betracht gezogene Lösung, besser als der Planentwurf den verfolgten Zielen Rechnung trägt, wird diese Lösung als Planentwurf gebilligt. Die Regierung, oder die von ihr zu diesem Zweck bevollmächtigte Person teilt dies dem Gemeinderat, wenn der Antrag auf Revision des Sektorenplans eine kommunale Initiative ist, oder der natürlichen oder juristischen, privaten oder öffentlich-rechtlichen Person nach Artikel D.II.48 mit, und das Verfahren wird in Übereinstimmung mit Paragraph 4 bis 8 und Artikel D.II.50 weitergeführt.

§ 4 - Der Planentwurf, dem der Umweltverträglichkeitsbericht beigefügt wird, wird den Gemeindegremien der Gemeinden übermittelt, auf deren Gebiet sich die Revision erstreckt oder die in Anwendung von Artikel D.VIII.4 bestimmt wurden, um einer öffentlichen Untersuchung unterzogen zu werden.

Wenn im Rahmen des Verfahrens zur Revision des Sektorenplans erwogen wird, ein Anerkennungsgebiet einzurichten, werden die Auskünfte im Sinne des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten dem Planentwurf beigefügt. Die Grenzen des Anerkennungsgebiets können sich von den Grenzen des Areals, das Gegenstand der Revision des Sektorenplans ist, unterscheiden.

§ 5 - Innerhalb von fünfundvierzig Tagen nach Abschluss der öffentlichen Untersuchung richtet das Gemeindegremium einer jeden der Gemeinden, auf deren Gebiet eine öffentliche Untersuchung durchgeführt worden ist, die Beanstandungen, Bemerkungen und Protokolle an die Regierung. Außer im Falle, wo die Revision eine kommunale Initiative ist, übermittelt der Gemeinderat einer jeden der Gemeinden, auf deren Gebiet sich der Planentwurf erstreckt, ebenfalls seine Stellungnahme. Eine fehlende Stellungnahme gilt als günstige Stellungnahme.

§ 6 - Wenn die Revision des Sektorenplans eine kommunale Initiative ist, beantragt der Gemeinderat die Stellungnahme des Pools "Raumordnung", des Pools "Umwelt" und des beauftragten Beamten. Die Stellungnahmen werden innerhalb von sechzig Tagen nach der Einsendung der Anfrage des Gemeinderats übermittelt. Nicht übermittelte Stellungnahmen werden als günstig gewertet. Der Gemeinderat gibt seine Stellungnahme über den Entwurf ab, und übermittelt sie der Regierung. Wenn diese Stellungnahme ungünstig ist, wird der Entwurf endgültig abgelehnt und wird das Verfahren eingestellt.

§ 7 - Wenn die Revision des Sektorenplans keine kommunale Initiative ist, beantragt die Regierung oder die Person, die sie zu diesem Zweck bevollmächtigt, die Stellungnahme des Pools "Raumordnung" und des Pools "Umwelt". Die Stellungnahmen werden innerhalb von sechzig Tagen nach der Einsendung der Anfrage der Regierung übermittelt. Nicht übermittelte Stellungnahmen werden als günstig gewertet.

§ 8 - Auf Antrag des Pools "Raumordnung" oder des Pools "Umwelt" kann die Regierung die in den Paragraphen 6 und 7 genannte Frist um höchstens sechzig Tage verlängern. Die Regierung schickt ihren ordnungsgemäß begründeten Beschluss zur Verlängerung der Frist derjenigen Stelle zu, die die Verlängerung beantragt hat. Wenn die Revision keine Initiative der Regierung ist, schickt sie eine Kopie des Beschlusses zur Verlängerung an das Gemeindegremium oder an die in Artikel D.II.48 genannte natürliche oder juristische, private oder öffentlich-rechtliche Person.

Art. D.II.50 - § 1 - Innerhalb von vierundzwanzig Monaten nach der Annahme des Entwurfs des Sektorenplans nach Artikel D.II.46, D.II.47 § 3 und D.II.48 § 5 nimmt die Regierung den Sektorenplan endgültig an oder lehnt dessen Annahme ab. Wenn der Planentwurf die Liste nach Artikel D.II.44 Absatz 1 Ziffer 11 identifiziert, und unter der Bedingung, dass der bzw. die Gemeinderäte die in der Liste identifizierten Schemen und Leitfäden aufgehoben hat bzw. haben, billigt die Regierung gleichzeitig die Aufhebung der betreffenden Schemen und Leitfäden.

Die Regierung kann die Annahme des Sektorenplans von der Vorlage eines Enteignungsplans abhängig machen.

Wenn der Beschluss nicht innerhalb der in Absatz 1 genannten Frist zugeschickt wird, kann das Gemeindegremium, wenn der Antrag auf Revision des Sektorenplans eine kommunale Initiative ist, oder die in Artikel D.II.48 genannte natürliche oder juristische, private oder öffentlich-rechtliche Person ein Erinnerungsschreiben an die Regierung schicken. Wenn innerhalb einer Frist von sechzig Tagen ab dem Eingang des Erinnerungsschreibens bei der Regierung kein Beschluss übermittelt wurde, gilt der Plan als abgelehnt.

Wenn der Erlass der Regierung zur Annahme der Revision Elemente bezüglich des Anerkennungsgebietes enthält, gilt er als Anerkennungsgebiet im Sinne des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten. In diesem Fall wird der Plan bezüglich der Anerkennung des Gebiets dem leitenden Beamten und dem Träger im Sinne des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten zugestellt.

Die Frist von vierundzwanzig Monaten wird vom Datum der Einsendung zur Mitteilung der Bestellung des Autors des Umweltverträglichkeitsberichts nach Artikel D.VIII. Ziffer 34 bis zum Datum der Einsendung des Berichts an die Regierung ausgesetzt. Wird um eine Ergänzung zum Umweltverträglichkeitsbericht ersucht, wird die Frist vom Datum der Einsendung des Antrags auf diese Ergänzung bis zum Datum der Einsendung der Ergänzung an die Regierung ausgesetzt.

§ 2 - Innerhalb von zehn Tagen nach der Veröffentlichung ihres Beschlusses schickt die Regierung oder die Person, die sie zu diesem Zweck bevollmächtigt, jeder der Gemeinden, auf welche sich die Revision des Sektorenplans erstreckt, eine Kopie des Beschlusses zu. Die Gemeinden informieren die Öffentlichkeit.

Abschnitt 4 — Beschleunigte Revisionen

Unterabschnitt 1 — Verfahren zur Revision eines Sektorenplans zwecks der Eintragung eines Gebiets von regionaler Bedeutung ohne Ausgleichsmaßnahme

Art. D.II.51 - § 1 - Die Regierung wendet das beschleunigte Verfahren an:

1° wenn die Revision des Sektorenplans ausschließlich die Eintragung eines Gebiets von regionaler Bedeutung betrifft und keine Ausgleichsmaßnahme gemäß Artikel D.II.45 § 4 verlangt wird;

2° wenn die Revision des Sektorenplans ausschließlich die Revision der Gesamtheit oder eines Teils der mit einem Gebiet von regionaler Bedeutung verbundenen Flächennutzungskarte betrifft.

Die Regierung beschließt die Revision des Sektorenplans und nimmt den entsprechenden Entwurf auf der Grundlage einer Akte an, die Folgendes umfasst:

1° die Grundakte nach Artikel D.II.44 Absatz 1 Ziffer 1 bis 9 und 11 und Absatz 2 oder nach Artikel D.II.44 Absatz 3;

2° gegebenenfalls den Umweltverträglichkeitsbericht;

3° wenn erwogen wird, ein Areal für einen neu zu gestaltenden Standort in Anwendung von Artikel D.V.2 § 8 einzurichten, die in Artikel D.V.2 § 2 erwähnte Akte; diese wird von der in Artikel D.V.2 § 1 genannten Person erstellt und die Stellungnahmen nach Artikel D.V.2 § 3 Ziffer 1 und 3 werden der Akte beigefügt.

Die Grenzen des Areals für den neu zu gestaltenden Standort können sich von den Grenzen des Areals, das Gegenstand der Revision des Sektorenplans ist, unterscheiden.

In dem in Absatz 2 Ziffer 3 erwähnten Fall gilt der in Absatz 2 erwähnte Erlass der Regierung als Erlass zur Festlegung des Areals für einen zu gestaltenden Standort im Sinne von Artikel D.V.2 § 2. Die Regierung schickt den Eigentümern der betroffenen Immobiliengüter eine Kopie des Erlasses zwecks Stellungnahme zu, wobei auf die Verpflichtung nach Artikel D.V.2 § 4 hingewiesen wird. Die Eigentümer richten ihre schriftliche Stellungnahme an die Regierung innerhalb von dreißig Tagen nach der Einsendung. Eine fehlende Stellungnahme gilt als günstige Stellungnahme.

§ 2 - Der Planentwurf, dem ggf. der Umweltverträglichkeitsbericht beigefügt ist, wird den Gemeindegremien der Gemeinden übermittelt, auf deren Gebiet sich die Revision erstreckt oder die in Anwendung von Artikel D.VIII.4 bestimmt wurden, um einer öffentlichen Untersuchung unterzogen zu werden. Die Regierung oder die Person, die sie zu diesem Zweck bestellt, holt gleichzeitig die Stellungnahme des Pools "Raumordnung", des Pools "Umwelt" und der Personen oder Instanzen, deren Konsultation die Regierung für zweckmäßig erachtet, ein. Die Stellungnahmen werden innerhalb von fünfundvierzig Tagen nach dem Versand des Antrags der Regierung übermittelt. Eine fehlende Stellungnahme gilt als günstige Stellungnahme.

Wenn im Rahmen des Verfahrens zur Revision des Sektorenplans erwogen wird, ein Anerkennungsgebiet einzurichten, werden die Auskünfte im Sinne des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten dem Planentwurf beigefügt. Die Grenzen des Anerkennungsgebietes können sich von den Grenzen des Areals, das Gegenstand der Revision des Sektorenplans ist, unterscheiden.

§ 3 - Innerhalb von fünfundvierzig Tagen nach dem Abschluss der öffentlichen Untersuchung richtet das Gemeindegremium einer jeden der Gemeinden, in denen eine öffentliche Untersuchung durchgeführt wurde, die Beanstandungen, Bemerkungen und Protokolle an die Regierung und übermittelt der Gemeinderat einer jeden der Gemeinden, auf welche sich der Planentwurf erstreckt, seine Stellungnahme. Eine fehlende Stellungnahme gilt als günstige Stellungnahme.

§ 4 - Innerhalb von zwölf Monaten nach der Annahme des Entwurfs nimmt die Regierung den Plan endgültig an oder lehnt dessen Annahme ab. Wenn der Planentwurf die Liste nach Artikel D.II.44 Absatz 1 Ziffer 11 identifiziert, und unter der Bedingung, dass der bzw. die Gemeinderäte die in der Liste identifizierten Schemen und Leitfäden aufgehoben hat bzw. haben, billigt die Regierung gleichzeitig die Aufhebung der betreffenden Schemen und Leitfäden.

Wenn die Revision ausschließlich die Revision der Gesamtheit oder eines Teils der mit einem Gebiet von regionaler Bedeutung verbundenen Flächennutzungskarte betrifft, so beträgt die in Absatz 1 erwähnte Frist sechs Monate.

Wenn Artikel D.V.2 § 8 angewandt wird, gilt der Erlass der Regierung zur Annahme der Revision als Erlass zur endgültigen Festlegung des Areals für einen neu zu gestaltenden Standort im Sinne von Artikel D.V.2 § 7.

Wenn der Erlass der Regierung zur Annahme der Revision Elemente bezüglich des Anerkennungsgebietes enthält, gilt er als Anerkennungsgebiet im Sinne des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten.

Die Regierung kann die Annahme des Planentwurfs von der Vorlage eines Enteignungsplans abhängig machen.

§ 5 - Innerhalb von zehn Tagen nach der Veröffentlichung ihres Beschlusses schickt die Regierung oder die Person, die sie zu diesem Zweck bevollmächtigt, jeder der Gemeinden, auf welche sich die Revision des Sektorenplans erstreckt, eine Kopie des Beschlusses zu. Die Gemeinden informieren die Öffentlichkeit.

Wenn der Erlass der Regierung als Erlass zur endgültigen Festlegung des Areals für einen neu zu gestaltenden Standort im Sinne von Artikel D.V.2 § 4 gilt, schickt die Regierung oder die Person, die sie zu diesem Zweck bevollmächtigt, den Eigentümern der Immobiliengüter eine Kopie des Erlasses zu; die Eigentümer setzen die in Artikel D.V.2 § 4 erwähnten Personen innerhalb von fünfzehn Tagen nach Empfang der Kopie des Erlasses davon in Kenntnis.

Wenn der Erlass der Regierung als Anerkennungsgebiet im Sinne des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten gilt, wird der Plan bezüglich der Anerkennung des Gebiets dem leitenden Beamten und dem Träger im Sinne desselben Dekrets zugestellt.

Unterabschnitt 2 — Revision eines Sektorenplans zwecks der Eintragung eines Gebiets von kommunaler Bedeutung ohne Ausgleichsmaßnahme oder Revision eines Sektorenplans, die keine Ausgleichsmaßnahme erfordert

Art. D.II.52 - § 1 - Auf per Einsendung gerichteten Antrag des Gemeinderats wendet die Regierung das beschleunigte Verfahren an:

1° wenn die Revision des Sektorenplans ausschließlich die Eintragung eines Gebiets von kommunaler Bedeutung betrifft und keine Ausgleichsmaßnahme gemäß Artikel D.II.45 § 5 verlangt wird;

2° wenn die Revision des Sektorenplans ausschließlich die Eintragung eines oder mehrerer zur Verstädterung bestimmter Gebiete im Sinne von Artikel D.II.23 Absatz 2 anstelle eines oder mehrerer anderer zur Verstädterung bestimmter Gebiete betrifft, wenn keine Ausgleichsmaßnahme gemäß Artikel D.II.23 § 2 verlangt wird und sofern die neue Einteilung der Gebiete Bedürfnissen nachkommt, die durch eine örtliche Raumplanung erfüllt werden können;

3° wenn die Revision des Sektorenplans ausschließlich die Revision der Gesamtheit oder eines Teils der mit einem Gebiet von kommunaler Bedeutung verbundenen Flächennutzungskarte betrifft.

Wenn es sich um die Neugestaltung eines Standorts im Sinne von Artikel D.V.1 Ziffer 1 handelt, kann jedoch die Initiative des Antrags auf Revision des Sektorenplans von der in Artikel D.V.2 § 1 Ziffer 2 genannten Person stammen.

Der Gemeinderat oder die in Artikel D.V.2 § 1 Ziffer 2 erwähnte Person richtet seinen bzw. ihren Antrag an die Regierung.

Die Regierung beschließt die Revision des Sektorenplans und nimmt den entsprechenden Entwurf auf der Grundlage einer Akte an, die Folgendes umfasst:

1° die Grundakte nach Artikel D.II.44 Absatz 1 Ziffern 1 bis 8, 10 und 11 und Absatz 2 oder nach Artikel D.II.44 Absatz 3;

2° die Stellungnahme des Kommunalausschusses, wenn es diesen gibt;

3° den Beschluss des Gemeinderates;

4° die Dokumente nach Artikel D.VIII.5 § 6;

5° gegebenenfalls den Umweltverträglichkeitsbericht;

6° wenn erwogen wird, ein Areal für einen neu zu gestaltenden Standort in Anwendung von Artikel D.V.2 § 8 einzurichten, die in Artikel D.V.2 § 2 erwähnte Akte; diese wird von der in Artikel D.V.2 § 1 Ziffer 2 genannten Person erstellt und die Stellungnahmen nach Artikel D.V.2 § 3 Ziffern 1 und 3 werden der Akte beigelegt.

Die Grenzen des Areals für den neu zu gestaltenden Standort können sich von den Grenzen des Areals, das Gegenstand der Revision des Sektorenplans ist, unterscheiden.

In dem in Absatz 4 Ziffer 6 erwähnten Fall gilt der in Absatz 4 erwähnte Erlass der Regierung als Erlass zur Festlegung des Areals für einen neu zu gestaltenden Standort im Sinne von Artikel D.V.2 § 2. Die Regierung schickt den Eigentümern der Immobiliengüter eine Kopie des Erlasses zwecks Stellungnahme zu, wobei auf die in Artikel D.V.2 § 4 erwähnte Verpflichtung hingewiesen wird. Die Eigentümer richten ihre schriftliche Stellungnahme an die Regierung innerhalb von dreißig Tagen nach der Einsendung. Eine fehlende Stellungnahme gilt als günstige Stellungnahme.

§ 2 - Der Planentwurf, dem ggf. der Umweltverträglichkeitsbericht beigelegt ist, wird den Gemeindegremien der Gemeinden übermittelt, auf deren Gebiet sich die Revision erstreckt oder die in Anwendung von Artikel D.VIII.4 bestimmt wurden, um einer öffentlichen Untersuchung unterzogen zu werden. Wenn im Rahmen des Verfahrens zur Revision des Sektorenplans erwogen wird, eine Anerkennungsgebiet einzurichten, werden die Auskünfte im Sinne des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten dem Planentwurf beigelegt. Die Grenzen des Anerkennungsgebietes können sich von den Grenzen des Areals, das Gegenstand der Revision des Sektorenplans ist, unterscheiden.

Innerhalb von fünfundvierzig Tagen nach dem Abschluss der öffentlichen Untersuchung richtet das Gemeindegremium einer jeden der Gemeinden, in denen eine öffentliche Untersuchung durchgeführt wurde, die Beanstandungen, Bemerkungen und Protokolle an die Regierung.

§ 3 - Außer im Falle, wo die Revision eine kommunale Initiative ist, holt die Regierung oder die Person, die sie zu diesem Zweck bestellt, gleichzeitig mit der in § 2 erwähnten Einsendung die Stellungnahme des Pools "Raumordnung", des Pools "Umwelt" und der Personen oder Instanzen, deren Konsultation die Regierung für zweckmäßig erachtet, ein. Die Stellungnahmen werden innerhalb von fünfundvierzig Tagen nach dem Versand des Antrags der Regierung übermittelt. Eine fehlende Stellungnahme gilt als günstige Stellungnahme.

Der Gemeinderat jeder der durch den Planentwurf betroffenen Gemeinden übermittelt seine Stellungnahme innerhalb von fünfundvierzig Tagen nach Abschluss der öffentlichen Untersuchung. Eine fehlende Stellungnahme gilt als günstige Stellungnahme.

§ 4 - Wenn die Revision des Sektorenplans eine kommunale Initiative ist, holt der Gemeinderat, sobald er den Planentwurf erhalten hat, die Stellungnahme des Pools "Raumordnung", des Pools "Umwelt" und der Personen, deren Beratung er für zweckmäßig erachtet, ein. Die Stellungnahmen werden innerhalb von fünfundvierzig Tagen nach dem Versand des Antrags des Gemeinderats übermittelt. Eine fehlende Stellungnahme gilt als günstige Stellungnahme.

Der Gemeinderat gibt seine Stellungnahme über den Entwurf ab, und übermittelt sie der Regierung. Wenn diese Stellungnahme ungünstig ist, gilt der Entwurf als endgültig abgelehnt und wird das Verfahren eingestellt.

§ 5 - Innerhalb von zwölf Monaten nach der Annahme des Entwurfs nimmt die Regierung den Plan endgültig an oder lehnt dessen Annahme ab. Wenn der Planentwurf die Liste nach Artikel D.II.44 Absatz 1 Ziffer 11 identifiziert, und unter der Bedingung, dass der Gemeinderat die in der Liste identifizierten Schemen und Leitfäden aufgehoben hat, billigt die Regierung gleichzeitig die Aufhebung der betreffenden Schemen und Leitfäden.

Wenn die Revision ausschließlich die Revision der Gesamtheit oder eines Teils der mit einem Gebiet von kommunaler Bedeutung verbundenen Flächennutzungskarte betrifft, so beträgt die in Absatz 1 erwähnte Frist sechs Monate.

Wenn Artikel D.V.2 § 8 angewandt wird, gilt der Erlass der Regierung zur Annahme der Revision des Sektorenplans als Erlass zur endgültigen Festlegung des Areals für einen neu zu gestaltenden Standort im Sinne von Artikel D.V.2 § 7.

Wenn der Erlass der Regierung zur Annahme der Revision Elemente bezüglich des Anerkennungsgebietes enthält, gilt er als Anerkennungsgebiet im Sinne des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten.

Die Regierung kann die Annahme des Planentwurfs von der Vorlage eines Enteignungsplans abhängig machen.

§ 6 - Wenn der Erlass der Regierung nicht innerhalb der (je nach Fall) in § 5 Absatz 1 bzw. Absatz 2 erwähnten Frist dem Gemeindegremium oder der in Artikel D.V.2 § 1 Ziffer 2 genannten Person zugeschickt wird, kann das Gemeindegremium oder die in Artikel D.V.2 § 1 Ziffer 2 genannte Person per Einsendung ein Erinnerungsschreiben an die Regierung richten. Wenn die Regierung nach Ablauf einer neuen Frist von sechzig Tagen, die am Tag des Empfangs des Erinnerungsschreibens beginnt, ihren Beschluss noch immer nicht übermittelt hat, gilt der Antrag als abgelehnt.

§ 7 - Innerhalb von zehn Tagen nach der Veröffentlichung ihres Beschlusses schickt die Regierung oder die Person, die sie zu diesem Zweck bevollmächtigt, jeder der Gemeinden, auf welche sich die Revision des Sektorenplans erstreckt, eine Kopie des Beschlusses zu. Die Gemeinden informieren die Öffentlichkeit.

Wenn der Erlass der Regierung als Erlass zur endgültigen Festlegung des Areals für einen neu zu gestaltenden Standort im Sinne von Artikel D.V.2 § 4 gilt, schickt die Regierung oder die Person, die sie zu diesem Zweck bevollmächtigt, den Eigentümern der Immobiliengüter eine Kopie des Erlasses zu; die Eigentümer setzen die in Artikel D.V.2 § 4 erwähnten Personen innerhalb von fünfzehn Tagen nach Empfang der Kopie des Erlasses davon in Kenntnis.

Wenn der Erlass der Regierung als Anerkennungsgebiet im Sinne des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten gilt, wird der Plan bezüglich der Anerkennung des Gebiets dem leitenden Beamten und dem Träger im Sinne desselben Dekrets zugestellt.

Abschnitt 5 — Ausarbeitungsverfahren

Art. D.II.53 - Die Bestimmungen zur Regelung der Revision des Sektorenplans finden bei dessen Ausarbeitung Anwendung.

KAPITEL IV — Kombiniertes Verfahren Plan-Genehmigung

Art. D.II.54 - § 1 - Das Verfahren zur Beantragung der Städtebaugenehmigung, der Umweltgenehmigung oder der Globalgenehmigung im Sinne des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung kann zusammen mit einem Verfahren zur Revision des Sektorenplans durchgeführt werden, wenn diese Revision zur Erteilung der betreffenden Genehmigung erforderlich ist:

1° für eine Hauptinfrastruktur im Sinne des Artikels D.II.21 § 1;

2° für ein Steinbruchprojekt in Verbindung mit der Umsetzung eines Abbaugebiets oder eines Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten;

3° für jedes Projekt, dessen Ausmaß und sozialwirtschaftliche Auswirkungen von Bedeutung sind und von der Regierung in der Empfangsbestätigung des Antrags anerkannt werden;

4° für jedes Projekt zur Erweiterung einer wirtschaftlichen Tätigkeit im Handwerk, Dienstleistungsbereich, Vertrieb, in der Forschung, in der Kleinindustrie oder im Tourismus, die vor dem Inkrafttreten des Sektorenplans am Standort vorhanden war und deren Grundfläche zwei Hektar nicht überschreitet.

§ 2 - Der Antrag auf Revision des Plans nach Artikel D.II.47 § 1 und D.II.48 § 3 wird an die Regierung gerichtet, welche dessen Empfang bestätigt.

Der Genehmigungsantrag wird innerhalb einer Frist vorgelegt, die eine einzige öffentliche Untersuchung gemäß Absatz 4 ermöglicht.

In diesem Fall enthält die Prüfung der Umweltverträglichkeit die Elemente, die für die Revision des Sektorenplans und diejenigen, die für den Genehmigungsantrag erforderlich sind.

Der Entwurf zur Revision des Sektorenplans und der Genehmigungsantrag werden ein und derselben öffentlichen Untersuchung unterworfen, und zwar gemäß den jeweils auf die Revision des Sektorenplans und den Genehmigungsantrag anwendbaren Modalitäten. Die Dauer der Untersuchung ist diejenige, die auf die Revision des Sektorenplans anwendbar ist.

Es werden die in den Artikeln D.II.49 bzw. D.IV.35 erwähnten Stellungnahmen verlangt.

Es kann weder von den Regeln bezüglich der Revision des Sektorenplans, noch von denjenigen bezüglich des Genehmigungsantrags abgewichen werden. Folgende Sonderbestimmungen sind jedoch anwendbar:

1° die Genehmigung wird von der Regierung ausgestellt;

2° die Fristen für die Untersuchung des Genehmigungsantrags werden um die Frist verlängert, die benutzt wird, um über den Antrag auf eine Revision des Sektorenplans zu entscheiden;

3° die Fristen für die Untersuchung des Antrags auf eine Revision des Sektorenplans werden um die Fristen verlängert, die benutzt werden, um die Akte für den Genehmigungsantrag zu vervollständigen, wenn sie als unvollständig erklärt wird, oder um die Formalitäten infolge einer Änderung des Genehmigungsantrags zu erfüllen;

4° der Antrag auf eine Umweltgenehmigung oder auf eine Globalgenehmigung wird gemäß dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung bis zum Versand des zusammenfassenden Berichts an die Regierung untersucht; wenn das Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung den technischen Beamten und gegebenenfalls den beauftragten Beamten als zuständige Behörde bezeichnet, richtet dieser bzw. richten diese innerhalb derselben Fristen, wie derjenigen, die ihnen auferlegt werden, wenn die zuständige Behörde das Gemeindegremium ist, einen zusammenfassenden Bericht an die Regierung;

5° für den Antrag auf eine Revision des Sektorenplans und den Entwurf wird vorher eine gemeinsame Informationsversammlung abgehalten.

Die Regierung fasst gleichzeitig über die Revision des Sektorenplans und den Genehmigungsantrag einen Beschluss. Im Falle einer Gewährung der Genehmigung läuft diese erst ab dem Tag nach dem Inkrafttreten des revidierten Plans.

KAPITEL V — *Rechtsfolgen**Abschnitt 1 — Allgemeines*

Art. D.II.55 - Die Regierung verleiht dem Sektorenplan Verbindlichkeit, mit Ausnahme der in Artikel D.II.44 Absatz 2 erwähnten Flächennutzungskarte, die als unverbindliche Leitlinie gilt.

Die graphischen und buchstäblichen Vorschriften der Pläne haben verbindende Kraft.

Wenn die graphischen und buchstäblichen Vorschriften in Widerspruch stehen, sind die graphischen Vorschriften ausschlaggebend.

Art. D.II.56 - Der Sektorenplan bleibt in Kraft bis zum Zeitpunkt, an dem ein Sektorenplan ihn nach einer Revision völlig oder teilweise ersetzt.

Art. D.II.57 - Die Vorschriften der Pläne können bestimmte Einschränkungen hinsichtlich des Eigentumsrechts zur Folge haben, einschließlich des Verbots der Verstärkung im Sinne des Artikels D.IV.2 oder des Verbots von in Artikel D.IV.4 erwähnten Handlungen und Arbeiten.

TITEL III — *Übergangsregelung*KAPITEL I — *Entwicklungsschema des regionalen Raums*

Art. D.II.58 - Das vor dem Datum des Inkrafttretens des Gesetzbuches geltende Entwicklungsschema des regionalen Raums wird zum Raumentwicklungsschema und unterliegt den damit verbundenen Bestimmungen.

KAPITEL II — *Kommunale Schemen**Abschnitt 1 — Kommunales Strukturschema*

Art. D.II.59 - § 1 - Das am Datum des Inkrafttretens des Gesetzbuches geltende kommunale Strukturschema wird zu einem kommunalen Entwicklungsschema und unterliegt den damit verbundenen Bestimmungen.

§ 2 - Die Untersuchung des vom Gemeinderat vor dem Datum des Inkrafttretens des Gesetzbuches vorläufig angenommenen Entwurfs des kommunalen Strukturschemas oder Entwurfs zur Revision des kommunalen Strukturschemas wird gemäß den vor diesem Datum geltenden Bestimmungen weitergeführt.

Falls die Regierung es billigt, wird das kommunale Strukturschema ein kommunales Entwicklungsschema und unterliegt den damit verbundenen Bestimmungen.

Die vor dem Datum des Inkrafttretens des Gesetzbuches vom Gemeinderat beschlossene Aufhebung führt das vor diesem Datum geltende Verfahren weiter.

Abschnitt 2 — Städtebau- und Umweltbericht

Art. D.II.60 - Der am Datum des Inkrafttretens des Gesetzbuches geltende Städtebau- und Umweltbericht wird zu einem lokalen Orientierungsschema und unterliegt den damit verbundenen Bestimmungen.

Art. D.II.61 - Die Untersuchung des vom Gemeindegremium vor dem Datum des Inkrafttretens des Gesetzbuches einer öffentlichen Untersuchung unterworfenen Entwurfs eines Städtebau- und Umweltberichts oder Entwurfs zur Revision des Städtebau- und Umweltberichts wird gemäß den vor diesem Datum geltenden Bestimmungen weitergeführt.

Dies gilt ebenfalls für den Städtebaubericht, der sich vor dem Datum des Inkrafttretens des Gesetzbuches in Bearbeitung oder in Revision befindet, wenn:

1° entweder das Kollegium in Anwendung des Artikels 33 § 2 Absatz 1 des CWATUP den Umfang und den Informationsgrad, die er enthält, festgelegt hat;

2° oder der Gemeinderat den Bericht in Anwendung des Artikels 18ter § 2 Absatz 2 des CWATUP von der in Anwendung des Artikels 33 § 2 Ziffer 2 des CWATUP erforderlichen Umweltbewertung befreit hat.

Falls die Regierung ihn billigt, wird er zu einem lokalen Orientierungsschema und unterliegt den damit verbundenen Bestimmungen.

Die vor dem Datum des Inkrafttretens des Gesetzbuches beschlossene Aufhebung führt das vor diesem Datum geltende Verfahren weiter.

KAPITEL III — *Raumordnungspläne**Abschnitt 1 — Sektorenplan*

Unterabschnitt 1 — Zweckbestimmung der Gebiete und allgemeine Vorschriften

Art. D.II.62 - Die folgenden in den Sektorenplänen eingetragenen Gebiete werden am Tag des Inkrafttretens ihrer Eintragung in die besagten Pläne validiert:

1° die Wohnenerweiterungsgebiete mit ländlichem Charakter;

2° die Erweiterungsgebiete für gemeinschaftliche Anlagen und öffentliche Dienststellen;

3° die Freizeiterweiterungsgebiete, die die Freizeiterweiterungsgebiete, die Freizeiterweiterungsgebiete mit Aufenthaltseinrichtungen, die Erweiterungsgebiete für Freizeitgebiete mit Aufenthaltseinrichtungen, die Erweiterungsgebiete für Erholungs- und Aufenthaltsgebiete und die Erweiterungsgebiete für Erholungsgebiete umfassen;

4° die Erweiterungsgebiete für handwerkliche Betriebe oder für mittlere und kleine Betriebe;

5° die Forschungsindustriegerbiete, die die Forschungsindustriegerbiete und das industrielle Forschungsgebiet des "Sart-Tilman" umfassen;

6° die Dienstleistungserweiterungsgebiete;

7° die Industrierweiterungsgebiete, die die Industrierweiterungsgebiete, das Industrierweiterungsgebiet "BD", das thermale Industrierweiterungsgebiet, das Erweiterungsgebiet des Forschungsindustriegerbiets des "Sart-Tilman", das Industrierweiterungsgebiet "GE" umfassen;

8° die Wohnparkerweiterungsgebiete.

Art. D.II.63 - In den am Datum des Inkrafttretens des Gesetzbuches geltenden Sektorenplänen finden folgende Maßnahmen Anwendung:

- 1° auf das Wohngebiet, die in Artikel D.II.24 erwähnte Vorschrift;
- 2° auf das Wohngebiet mit ländlichem Charakter, die in Artikel D.II.25 erwähnte Vorschrift;
- 3° auf das Wohnerverweiterungsgebiet, das Wohnerverweiterungsgebiet mit ländlichem Charakter und das Wohnparkerweiterungsgebiet, die in Artikel D.II.42 erwähnte Vorschrift;
- 4° auf das Gebiet für gemeinschaftliche und gemeinnützige Ausrüstungen, die Militärdomänen, sowie die anderen Gebiete für die Ausrüstung öffentlicher Dienststellen und Infrastrukturen, die in Artikel D.II.26 § 1 erwähnte Vorschrift;
- 5° auf die Gebiete für technische Vergrabungszentren und die Gebiete für stillgelegte technische Vergrabungszentren, die in Artikel 63 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle erwähnt sind und die von der Regierung nach Abschluss des vor dem 1. März 1998 eingeleiteten Verfahrens zur Erstellung des Plans der technischen Vergrabungszentren endgültig verabschiedet werden, die in Artikel D.II.26 § 2 erwähnte Vorschrift;
- 6° auf das Freizeitgebiet und das Freizeiterweiterungsgebiet, die in Artikel D.II.27 erwähnte Vorschrift;
- 7° auf das Gebiet für handwerkliche oder kleine und mittlere Betriebe, das Erweiterungsgebiet für handwerkliche oder kleine und mittlere Betriebe, das Forschungsindustriegerbiet, das Dienstleistungsgebiet und das Dienstleistungserweiterungsgebiet, die in den Artikeln D.II.28 und D.II.29 erwähnten Vorschriften;
- 8° auf das Industriegebiet, die in den Artikeln D.II.28 und D.II.30 erwähnten Vorschriften;
- 9° auf das mit dem Überdruck "AE" versehene spezifische Gewerbegebiet, die in den Artikeln D.II.28 und D.II.31 § 1 Absätze 1 und 3 erwähnten Vorschriften;
- 10° auf das mit dem Überdruck "GD" versehene spezifische Gewerbegebiet, die in den Artikeln D.II.28 und D.II.31 § 1 Absätze 2 und 3 erwähnten Vorschriften;
- 11° auf das mit dem Überdruck "RM" versehene spezifische Gewerbegebiet, die in den Artikeln D.II.28 und D.II.31 § 2 erwähnten Vorschriften;
- 12° auf das Industrierweiterungsgebiet und das Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung mit industriellem Charakter, die in den Artikeln D.II.28 und D.II.32;
- 13° auf das Abbaugesbiet, die in den Artikeln D.II.28 und D.II.33 erwähnten Vorschriften;
- 14° auf das Abbauerweiterungsgebiet, die in den Artikeln D.II.28 und D.II.33 erwähnten Vorschriften;
- 15° auf das ländliche Gebiet und das Agrargebiet, die in Artikel D.II.36 erwähnte Vorschrift;
- 16° auf das Forstgebiet, die in Artikel D.II.37 erwähnte Vorschrift;
- 17° auf das Grüngelände und die Pufferzone, die in Artikel D.II.38 erwähnte Vorschrift;
- 18° auf das Naturgebiet und das Naturgebiet wissenschaftlichen Interesses, die in Artikel D.II.39 erwähnte Vorschrift;
- 19° auf das Parkgebiet, die in Artikel D.II.40 erwähnte Vorschrift;
- 20° auf die Gebiete und Standorte von kulturellem, historischem oder ästhetischem Interesse, das in Artikel D.II.21 § 2 Ziffer 4 erwähnte Areal von kulturellem, historischem oder ästhetischem Interesse;
- 21° auf das Gebiet von landschaftlichem Interesse, das in Artikel D.II.21 § 2 Ziffer 3 erwähnte Areal von landschaftlichem Interesse;
- 22° auf die Reserve- und Dienstbarkeitsgebiete, die in Artikel D.II.21 § 1 Absatz 2 erwähnten Reserveflächen;
- 23° auf das Areal mit bemerkenswertem Ausblick, die in Artikel D.II.21 § 2 Ziffer 1 erwähnte Vorschrift;
- 24° auf das Areal mit ökologischen Verbindungen, die in Artikel D.II.21 § 2 Ziffer 2 erwähnte Vorschrift;
- 25° auf das Areal von landschaftlichem Interesse, die in Artikel D.II.21 § 2 Ziffer 3 erwähnte Vorschrift;
- 26° auf das Areal von kulturellem, historischem oder ästhetischem Interesse, die in Artikel D.II.21 § 2 Ziffer 4 erwähnte Vorschrift;
- 27° auf das Areal zur Erweiterung eines Abbaugesbiets, die in Artikel D.II.21 § 2 Ziffer 5 erwähnte Vorschrift;
- 28° auf die Reserveflächen, die in Artikel D.II.21 § 1 Absatz 2 erwähnte Vorschrift.

Auf die anderen Gebiete, zusätzlichen Angaben oder Überdrucke, die in den geltenden Sektorenplänen stehen, werden die Vorschriften angewandt, die sich auf die Zweckbestimmung beziehen, die der im Plan gedruckten Grundfarbe entspricht.

Art. D.II.64 - Dauerwohnen in Freizeitgebieten.

Das in Artikel D.II.27 erwähnte Freizeitgebiet, ob es an ein Wohngebiet, ein Wohngebiet mit ländlichem Charakter oder ein Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung, das ganz oder teilweise eingerichtet und zu Wohnzwecken bestimmt ist, angrenzt oder nicht, kann Wohnbereiche sowie Handwerks- und Dienstleistungstätigkeiten, sozial-kulturelle Ausrüstungen, Einrichtungen für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen enthalten, sofern folgende Bedingungen gleichzeitig erfüllt sind:

- 1° das Gebiet wird im Plan "dauerhaftes Wohnen" aufgenommen;
- 2° es steht auf der von der Regierung verabschiedeten Liste der Freizeitgebiete;
- 3° es ist durch eine Städtebaugenehmigung für gruppierte Bauten oder eine Verstädterungsgenehmigung, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Gesetzbuches ausgestellt wurde, gedeckt;
- 4° die Verkehrswege und die öffentlichen oder gemeinschaftlichen Räume des Gebiets fallen in den Bereich des öffentlichen Eigentums;
- 5° die Handwerks- und Dienstleistungstätigkeiten, soziokulturellen Ausrüstungen, Einrichtungen für öffentlichen Dienststellen und gemeinschaftlichen Anlagen haben im Verhältnis zu dem Freizeit- oder Wohnzweck einen ergänzenden und nebensächlichen Charakter.

Auf Antrag des Gemeinderats kann die Regierung die unter Ziffer 3 erwähnte Verstädterungsgenehmigung aufheben, wenn dies für die Durchführung des Plans "dauerhaftes Wohnen" erforderlich ist.

Unterabschnitt 2 — Verfahren

Art. D.II.65 - § 1 - Die Untersuchung der Revision eines Sektorenplans, dessen Entwurf von der Regierung vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Gesetzbuches angenommen worden ist, wird gemäß dem vor diesem Datum geltenden Verfahren weitergeführt.

Wenn die Revision des Sektorenplans sich auf die Eintragung eines in Artikel 32 des CWATUP erwähnten Abbaugebiets bezieht, kann die Regierung die Revision endgültig annehmen, indem sie ein Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten nach Artikel D.II.33 im gesamten abgeänderten Areal oder in einem Teil davon einträgt, vorausgesetzt, dass:

- 1° die der öffentlichen Untersuchung unterzogene Akte sich auf die Eintragung eines Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten bezog;
- 2° ein Nachtrag zum Umweltverträglichkeitsbericht erstellt wurde;
- 3° die Regierung die Ausgleichsmaßnahmen nach Artikel D.II.45 § 3 festlegt.

Mangels dessen ist das im Sektorenplan eingetragene Gebiet das in Artikel D.II.41 erwähnte Abbaugebiet.

§ 2 - Was die sonstigen, am Datum des Inkrafttretens des Gesetzbuches laufenden Verfahren betrifft, wird das im Gesetzbuch vorgeschriebene Verfahren angewandt, wobei:

1° die Einsendung des in Artikel 42bis des CWATUP erwähnten Antrags, dem die Grundakte, die Elemente bezüglich des Ablaufs des Verfahrens zur Information der Öffentlichkeit und die Stellungnahme des bzw. der Gemeinderäte beigefügt werden, als Einsendung des Antrags nach Artikel D.II.48 § 3 gilt;

2° der Erlass der Regierung zur Annahme des Vorentwurfs zum Plan als Beschluss zur Revision, als vorläufige Annahme des Sektorenplans, als vorläufige Annahme der Ausgleichsmaßnahmen und als Grundakte im Sinne der Artikel D.II.44 und D.II.48 § 5 gilt;

3° die am Datum des Inkrafttretens des Gesetzbuches beendete Umweltverträglichkeitsstudie als Umweltverträglichkeitsbericht gilt;

4° die am Datum des Inkrafttretens des Gesetzbuches laufende Umweltverträglichkeitsstudie weitergeführt wird und nach ihrem Abschluss den Umweltverträglichkeitsbericht bildet.

Abschnitt 2 — Kommunalen Raumordnungsplan

Unterabschnitt 1 — Juristische Tragweite

Art. D.II.66 - § 1 - Der kommunale Raumordnungsplan, der abweichende kommunale Raumordnungsplan und der kommunale Raumordnungsplan, der den am Datum des Inkrafttretens des Gesetzbuches gültigen Sektorenplan revidiert, werden zu einem lokalen Orientierungsschema und unterliegen den damit verbundenen Bestimmungen.

§ 2 - Außer wenn er ausdrücklich aufgehoben wird, ist der in § 1 erwähnte und von der Regierung vor dem Inkrafttreten des Sektorenplans gebilligte Plan, der ganz oder teilweise nach dem Inkrafttreten des Sektorenplans nicht revidiert worden ist, für einen Zeitraum von achtzehn Jahren ab dem Inkrafttreten des Gesetzbuches anwendbar.

Außer wenn er ausdrücklich aufgehoben wird, ist der Teil des in § 1 erwähnten und von der Regierung vor dem Inkrafttreten des Sektorenplans gebilligten Plans für einen Zeitraum von achtzehn Jahren ab dem Inkrafttreten des Gesetzbuches anwendbar, unter der Bedingung, dass er nach dem Inkrafttreten des Sektorenplans nicht revidiert worden ist.

Der Gemeinderat kann jedoch die Gültigkeit des Plans, der zum lokalen Orientierungsschema geworden ist, um einen Zeitraum von sechs Jahren verlängern. Der Beschluss zur Verlängerung erfolgt mindestens zwei Monate vor dem Ablauf der in Absatz 1 oder Absatz 2 erwähnten Frist.

Die Aufhebung erfolgt von Rechts wegen.

Innerhalb von drei Monaten nach der Einsetzung der Gemeinderäte infolge der Wahlen richtet die OGD4 an jeden betroffenen Gemeinderat die Liste der lokalen Orientierungsschemen, für die der Zeitraum von achtzehn Jahren oder vierundzwanzig Jahren in den sechs Jahren nach der Einsetzung des Gemeinderats abläuft.

§ 3 - Die Bestimmungen der abweichenden kommunalen Raumordnungspläne bezüglich der Zweckbestimmungen, die vom Sektorenplan abweichen, wirken als Revision des Sektorenplans im Sinne des Artikels D.II.56. Die Regierung kann die Modalitäten für die Umwandlung der Zweckbestimmungen der abweichenden kommunalen Pläne in Zweckbestimmungen des Sektorenplans bestimmen.

Was die revidierenden kommunalen Raumordnungspläne betrifft, wirkt die in Artikel 49 Ziffer 2 des CWATUP erwähnte Karte der Zweckbestimmungen des Gebiets als Revision des Sektorenplans im Sinne des Artikels D.II.56.

Das lokale Orientierungsschema bezüglich der früheren abweichenden oder revidierenden kommunalen Raumordnungspläne kann nicht aufgehoben werden, was die Zweckbestimmungen betrifft, die als Revision des Sektorenplans gewirkt haben.

§ 4 - Der Gemeinderat beschließt über die Beibehaltung der vor dem 22. April 1962 gebilligten kommunalen Raumordnungspläne, die ganz oder teilweise nach dem 22. April 1962 nicht revidiert worden sind. Der Gemeinderat fasst seinen Beschluss innerhalb einer Frist von zwölf Monaten ab dem Inkrafttreten des Gesetzbuches. Mangels dessen werden sie von Rechts wegen aufgehoben. Innerhalb von drei Monaten nach dem Inkrafttreten des Gesetzbuches richtet die OGD4 die Liste dieser Schemen an jeden betroffenen Gemeinderat.

Unterabschnitt 2 — Verfahren

Art. D.II.67 - Die Erstellung oder Revision eines kommunalen Raumordnungsplans, dessen Vorentwurf vor dem Inkrafttreten des Gesetzbuches durch den Gemeinderat angenommen oder dessen Entwurf vor dem Inkrafttreten des Gesetzbuches durch den Gemeinderat vorläufig angenommen worden ist, wird gemäß den vor diesem Datum geltenden Bestimmungen weitergeführt.

Falls die Regierung ihn billigt, wird er zu einem lokalen Orientierungsschema und unterliegt den damit verbundenen Bestimmungen.

Was die revidierenden kommunalen Raumordnungspläne betrifft, wirkt die in Artikel 49 Ziffer 2 des CWATUP erwähnte Karte der Zweckbestimmungen des Gebiets als Revision des Sektorenplans im Sinne des Artikels D.II.56.

Die vor dem Datum des Inkrafttretens des Gesetzbuches beschlossene Aufhebung führt das vor diesem Datum geltende Verfahren weiter.

KAPITEL IV — *Sonstige Pläne und Schemen*

Art. D.II.68 - § 1 - Sofern die Billigung durch die Regierung oder die Gemeinde vor dem 1. März 1998 erfolgte, wird der von der Regierung gebilligte Leitplan oder das vom Gemeinderat angenommene Leitschema zu einem lokalen Orientierungsschema und unterliegt den damit verbundenen Bestimmungen.

§ 2 - Außer wenn er bzw. es ausdrücklich aufgehoben wird, ist der bzw. das von der Regierung vor dem Inkrafttreten des Sektorenplans gebilligte Plan bzw. Schema nach § 1 für einen Zeitraum von achtzehn Jahren ab dem Inkrafttreten des Gesetzbuches anwendbar, unter der Bedingung, dass er bzw. es nach dem Inkrafttreten des Sektorenplans nicht ganz oder teilweise revidiert worden ist.

Außer wenn er ausdrücklich aufgehoben wird, ist der Teil des in § 1 erwähnten und von der Regierung vor dem Inkrafttreten des Sektorenplans gebilligten Plans bzw. Schemas für einen Zeitraum von achtzehn Jahren ab dem Inkrafttreten des Gesetzbuches anwendbar, unter der Bedingung, dass der Teil nach dem Inkrafttreten des Sektorenplans nicht revidiert worden ist.

Der Gemeinderat kann die Gültigkeit des Plans oder des Schemas jedoch um einen Zeitraum von sechs Jahren verlängern. Der Beschluss zur Verlängerung erfolgt mindestens zwei Monate vor dem Ablauf der in Absatz 1 oder Absatz 2 erwähnten Frist.

Die Aufhebung erfolgt von Rechts wegen.

Innerhalb von drei Monaten nach der Einsetzung der Gemeinderäte infolge der Wahlen richtet die OGD4 an jeden betroffenen Gemeinderat die Liste der lokalen Orientierungsschemen, für die der Zeitraum von achtzehn Jahren oder vierundzwanzig Jahren in den sechs Jahren nach der Einsetzung des Gemeinderats abläuft.

BUCH III — Leitfäden für den Städtebau

TITEL I — *Regionaler Leitfaden für den Städtebau*KAPITEL I — *Allgemeines*

Art. D.III.1 - Die Regierung kann einen regionalen Leitfaden für den Städtebau verabschieden.

Der regionale Leitfaden für den Städtebau setzt, für die Wallonie oder für einen Teil ihres Gebiets, dessen Grenzen er festlegt, die Raumentwicklungsziele des Raumentwicklungsschemas in städtebauliche Zielsetzungen um; dies erfolgt mittels Leitlinien und Normen, wobei ggf. die Spezifitäten des oder der betroffenen Gebiete berücksichtigt werden.

Der regionale Leitfaden kann mehrere Teile umfassen, deren Gegenstände unterschiedlich sind und die ggf. zu verschiedenen Zeitpunkten verabschiedet werden.

KAPITEL II — *Inhalt*

Art. D.III.2 - § 1 - Der regionale Leitfaden für den Städtebau kann Leitlinien über Folgendes enthalten:

- 1° die Erhaltung, die Baumasse und die Farben, die allgemeinen Standortprinzipien der Bauten und Anlagen über und unter dem Boden;
- 2° die Erhaltung, die Größe und das Aussehen der öffentlichen Straßen und Räume;
- 3° die Anpflanzungen;
- 4° die Änderungen des Bodenreliefs;
- 5° die Gestaltung der Umgebung der Bauten;
- 6° die Umzäunungen;
- 7° die Lagerflächen;
- 8° die Einrichtung von Räumlichkeiten und Flächen für das Parken von Fahrzeugen;
- 9° die oberirdischen Leitungen, Kabel und Kanalisationen;
- 10° das Straßenmobiliar;
- 11° die Werbeschilder, die Reklame- und Anzeigevorrichtungen;
- 12° die Antennen;
- 13° die Maßnahmen zur Bekämpfung der Bodenversiegelung.

§ 2 - Der regionale Leitfaden für den Städtebau kann Normen betreffend Folgendes enthalten:

- 1° die Bedingungen, um Bauten und Anlagen in Zonen zu gestatten, die dem Risiko eines schweren, natürlichen Unfalls oder einer größeren geotechnischen Belastung im Sinne von Artikel D.IV.57 ausgesetzt sind;
- 2° die Zugänglichkeit für Personen mit beschränkter Beweglichkeit zu öffentlichen oder zur kollektiven Benutzung bestimmten Flächen, Gebäuden und Gebäudeteilen, und deren Benutzung durch diese Personen;
- 3° die akustische Qualität der Bauten, einschließlich derer in den Zonen B, C und D der langfristigen Entwicklungspläne der regionalen Flughäfen;
- 4° die städtebaulichen Schutzgebiete gewisser Gemeinden, deren Grenzen die Regierung festlegt.

Die unter Ziffer 4 erwähnten Normen beziehen sich auf die Ziffern 1, 2, 4, 8 und 11 von Paragraph 1.

KAPITEL III — *Verfahren*

Art. D.III.3 - § 1 - Der regionale Leitfaden für den Städtebau wird auf Initiative der Regierung erstellt.

§ 2 - Der Leitfadentwurf wird von der Regierung angenommen.

§ 3 - Die Regierung unterbreitet den Leitfadentwurf dem Pool "Raumordnung" und den Personen und Instanzen, deren Beratung sie als notwendig erachtet, zur Stellungnahme.

Wenn der Leitfadentwurf einen Teil des regionalen Gebiets betrifft, dessen Grenzen er festlegt, unterbreitet die Regierung ihn den Gemeinderäten und den Kommunalausschüssen der Gemeinden, deren Gebiet betroffen ist.

§ 4 - Die Gemeinderäte, der Pool "Raumordnung" sowie die in § 3 erwähnten Personen und Instanzen übermitteln der Regierung ihre Stellungnahme innerhalb von fünfundvierzig Tagen nach der Einsendung des Antrags auf Stellungnahme. Eine fehlende Stellungnahme gilt als günstige Stellungnahme.

§ 5 - Der Leitfaden wird von der Regierung endgültig verabschiedet, im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht und auf der Webseite der Abteilung Raumordnung und Städtebau der OGD4 zur Verfügung gestellt.

TITEL II — *Kommunaler Leitfaden für den Städtebau*KAPITEL I — *Allgemeines*

Art. D.III.4 - Der Gemeinderat kann einen kommunalen Leitfaden für den Städtebau verabschieden.

Der kommunale Leitfaden setzt, für das ganze oder einen Teil des kommunalen Gebiets, die Raumentwicklungsziele des Raumentwicklungsschemas, des plurikommunalen Entwicklungsschemas und der kommunalen Schemen in städtebauliche Zielsetzungen um; dies erfolgt mittels Leitlinien, wobei die Spezifitäten des oder der betroffenen Gebiete berücksichtigt werden.

Der kommunale Leitfaden kann mehrere unterschiedliche Teile umfassen, deren Gegenstände unterschiedlich sind und die ggf. zu verschiedenen Zeitpunkten verabschiedet werden.

KAPITEL II — *Inhalt*

Art. D.III.5 - Der kommunale Leitfaden kann alle in Artikel D.III.2 § 1 erwähnten Leitlinien oder einen Teil davon umfassen.

KAPITEL III — *Verfahren*

Art. D.III.6 - § 1 - Der kommunale Leitfaden für den Städtebau wird auf Initiative des Gemeinderates erstellt.

Der Gemeinderat und der Kommunalausschuss werden über die Vorstudien informiert und können die Vorschläge formulieren, die sie für nützlich halten.

§ 2 - Der Leitfadenentwurf wird von dem Gemeinderat verabschiedet.

Der Leitfadenentwurf wird vom Gemeindegremium dem Kommunalausschuss oder, falls es keinen gibt, dem Pool "Raumordnung", dem beauftragten Beamten sowie den Personen und Instanzen, deren Beratung es für notwendig erachtet, zur Stellungnahme vorgelegt.

Die Stellungnahme wird innerhalb von fünfzig Tagen nach dem Versand des Antrags des Gemeindegremiums übermittelt. Eine fehlende Stellungnahme gilt als günstige Stellungnahme.

§ 3 - Der Leitfadenentwurf wird einer öffentlichen Untersuchung unterworfen.

§ 4 - Der Leitfaden wird vom Gemeinderat endgültig verabschiedet.

§ 5 - Innerhalb von acht Tagen nach der endgültigen Verabschiedung werden der Leitfaden und der Beschluss des Gemeinderates zusammen mit den Verfahrensunterlagen dem beauftragten Beamten und der Abteilung Raumordnung und Städtebau der OGD4 übermittelt.

Innerhalb von dreißig Tagen nach der Einsendung der in Absatz 1 genannten Akte übermittelt der beauftragte Beamte sie zusammen mit seiner Stellungnahme der Regierung. Eine fehlende Stellungnahme des beauftragten Beamten gilt als günstige Stellungnahme.

§ 6 - Die Regierung billigt den Beschluss des Gemeinderates oder verweigert ihre Billigung durch einen begründeten Erlass, der innerhalb von neunzig Tagen ab dem Eingang der vollständigen Akte bei der Abteilung Raumordnung und Städtebau der OGD4 versendet wird. Die Verweigerung der Billigung wird nur wegen eines Verstoßes gegen das Gesetzbuch oder wegen eines offensichtlichen Beurteilungsfehlers verkündet.

Nach Ablauf der Frist nach Absatz 1 gilt der kommunale Leitfaden für den Städtebau als gebilligt.

Durch begründeten Erlass darf diese Frist ein einziges Mal um dreißig Tage verlängert werden.

Wenn die Regierung feststellt, dass der Leitfaden in Anwendung von Absatz 1 nicht gebilligt werden kann, kann sie vor ihrer Beschlussfassung das Gemeindegremium um die Vorlage von Dokumenten zur Abänderung des Leitfadens ersuchen. Das Verfahren zur Verabschiedung des Leitfadens wird in demjenigen Verfahrensschritt wieder aufgenommen, der wegen den von der Regierung hervorgehobenen Verfehlungen erforderlich ist.

Das Verfahren nach Absatz 4 darf nur einmal angewandt werden.

Die Beschlüsse der Regierung und des Gemeinderates werden veröffentlicht.

TITEL III — *Gemeinsame Bestimmungen*KAPITEL I — *Revision und Aufhebung*

Art. D.III.7 - § 1 - Die Bestimmungen zur Regelung der Ausarbeitung des regionalen oder kommunalen Leitfadens für den Städtebau finden auch auf seine Revision Anwendung.

Die Revisionsunterlagen umfassen jedoch nur Elemente im Zusammenhang mit der geplanten Revision.

§ 2 - Die Regierung kann den gesamten regionalen Leitfaden für den Städtebau oder einen Teil davon aufheben. Der Gemeinderat kann den gesamten kommunalen Leitfaden für den Städtebau oder einen Teil davon aufheben.

Die Bestimmungen zur Regelung der Ausarbeitung des regionalen oder kommunalen Leitfadens für den Städtebau finden auch auf dessen Aufhebung Anwendung.

Ein kommunaler Leitfaden kann jedoch bei der Annahme oder Revision eines Schemas oder des Sektorenplans gemäß den Artikeln D.II.7, D.II.12, D.II.50, D.II.51 und D.II.52 ganz oder teilweise aufgehoben werden.

§ 3 - Außer wenn er ausdrücklich aufgehoben wird, gilt der kommunale Leitfaden oder der Teil des kommunalen Leitfadens, der nicht revidiert wurde oder teilweise revidiert wurde, achtzehn Jahre ab der Veröffentlichung durch Vermerk im *Belgischen Staatsblatt* des Erlasses der Regierung zu dessen Billigung oder ab der Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* der Bekanntmachung, dass der Leitfaden oder der Teil des Leitfadens als gebilligt gilt. Diese Aufhebung erfolgt getrennt für jeden einzelnen Teil des Leitfadens, der separat ausgearbeitet wurde.

Außer wenn er ausdrücklich aufgehoben wird, gilt der kommunale Leitfaden oder der Teil des kommunalen Leitfadens, der ganz revidiert wurde, achtzehn Jahre ab der Veröffentlichung durch Vermerk im *Belgischen Staatsblatt* des Erlasses der Regierung zur Billigung der Revision oder ab der Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* der Bekanntmachung, dass der revidierte Leitfaden oder der revidierte Teil des Leitfadens als gebilligt gilt. Diese Aufhebung erfolgt getrennt für jeden einzelnen Teil des Leitfadens, der Gegenstand einer ganzen, separaten Revision gewesen ist.

Der Gemeinderat kann jedoch die Gültigkeit des Leitfadens oder eines Teils des Leitfadens um einen Zeitraum von sechs Jahren verlängern. Der Beschluss zur Verlängerung wird mindestens zwei Monate vor dem Ablauf der in Absatz 1 oder Absatz 2 erwähnten Frist gefasst.

Die Aufhebung erfolgt von Rechts wegen.

KAPITEL II — *Rechtsfolgen*

Art. D.III.8 - Alle Leitfäden für den Städtebau dienen als unverbindliche Leitlinien, mit Ausnahme der Normen des regionalen Leitfadens, welche verbindlich sind.

Der regionale Leitfaden für den Städtebau ist auf das plurikommunale Entwicklungsschema, das kommunale Entwicklungsschema, das lokale Orientierungsschema, den kommunalen Leitfaden für den Städtebau, die Städtebaugenehmigung und -bescheinigung Nr. 2 anwendbar.

Der kommunale Leitfaden für den Städtebau ist auf die Städtebaugenehmigung und -bescheinigung Nr. 2 anwendbar.

KAPITEL III — *Hierarchie**Abschnitt 1* — Verhältnis zwischen dem regionalen und dem kommunalen Leitfaden für den Städtebau

Art. D.III.9 - § 1 - Ein kommunaler Leitfaden für den Städtebau kann von dem als unverbindliche Leitlinie geltenden Inhalt des regionalen Leitfadens für den Städtebau abweichen unter Vorbehalt einer Begründung zum Beweis dessen, dass die Abweichungen:

1° angesichts der Besonderheiten des betreffenden Gebiets gerechtfertigt sind;

2° zum Schutz, zur Pflege oder zur Gestaltung der bebauten oder nicht bebauten Landschaften beitragen.

Wenn auf einem bestimmten Gebiet sowohl ein regionaler Leitfaden als auch ein kommunaler Leitfaden Leitlinien zu einer gleichen Thematik geben, werden die Leitlinien des kommunalen Leitfadens angewendet.

§ 2 - Im Falle eines Widerspruchs zwischen einer Leitlinie eines bereits bestehenden kommunalen Leitfadens für den Städtebau und einer Leitlinie bzw. Norm eines regionalen Leitfadens für den Städtebau, der zu einem späteren Zeitpunkt in Kraft tritt, wird die Leitlinie oder die Norm des regionalen Leitfadens für den Städtebau angewendet.

Im Falle eines Widerspruchs zwischen Leitlinien eines kommunalen Leitfadens werden die zuletzt beschlossenen Leitlinien angewendet.

Abschnitt 2 — Verhältnis zwischen den Schemen und den Leitfäden

Art. D.III.10 - Im Falle eines Widerspruchs zwischen dem Raumentwicklungsschema, einem plurikommunalen Entwicklungsschema, einem kommunalen Entwicklungsschema oder einem lokalen Orientierungsschema und den Leitlinien eines kommunalen Leitfadens für den Städtebau wird das Schema angewandt.

Im Falle eines Widerspruchs zwischen einem plurikommunalen Entwicklungsschema, einem kommunalen Entwicklungsschema oder einem lokalen Orientierungsschema und einem regionalen Leitfaden für den Städtebau wird der Leitfaden angewandt.

Ein regionaler Leitfaden für den Städtebau kann von dem Raumentwicklungsschema abweichen, wenn eine Begründung vorliegt, die beweist, dass die Abweichungen:

1° die Ziele der räumlichen Entwicklung oder der Raumordnung, die in dem Raumentwicklungsschema enthalten sind, nicht beeinträchtigen;

2° zum Schutz, zur Pflege oder zur Gestaltung der bebauten oder nicht bebauten Landschaften beitragen.

TITEL IV — *Übergangsregelung*KAPITEL I — *Regionale Städtebauordnungen*

Art. D.III.11 - Die Artikel 395 bis 397, 399, 400 und 402 des CWATUP über die allgemeine Bauordnung für städtebauliche Schutzgebiete in bestimmten Gemeinden sowie die Artikel 419 bis 427 des CWATUP über die allgemeine Bauordnung für ländliche Gegenden und die Artikel 433, 434, 439 und 440 des CWATUP bezüglich der allgemeinen Städtebauordnung über Reklameschilder und Werbevorrichtungen werden zu Leitlinien im Sinne von Artikel D.III.2 § 1 und dienen ab dem Zeitpunkt des Inkrafttretens des Gesetzbuches als unverbindliche Leitlinien. Sie werden in den regionalen Leitfaden für den Städtebau aufgenommen und bleiben bis zum Zeitpunkt seiner Revision in Kraft.

Die Artikel 393, 394, 398, 401 und 403 des CWATUP über die allgemeine Bauordnung für städtebauliche Schutzgebiete in bestimmten Gemeinden sowie die Bestimmungen der allgemeinen Bauordnung bezüglich der Zugänglichkeit für Personen mit eingeschränkter Bewegungsfähigkeit der öffentlichen bzw. zur gemeinschaftlichen Nutzung bestimmten Flächen, Gebäude und Gebäudeteile und bezüglich deren Nutzung durch diese Personen und die Bestimmungen der Städtebauordnung bezüglich der akustischen Qualität der Bauten in den Zonen B, C und D der langfristigen Entwicklungspläne der Flughäfen Lüttich-Bierset und Charleroi-Süd sind Normen im Sinne von Artikel D.III.2 § 2 und haben nach Inkrafttreten des Gesetzbuches weiterhin Verordnungs kraft. Sie werden in den regionalen Leitfaden für den Städtebau aufgenommen und bleiben bis zum Zeitpunkt seiner Revision in Kraft.

KAPITEL II — *Kommunale Städtebauordnungen*

Art. D.III.12 - Die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des Gesetzbuches geltende kommunale Städtebauordnung wird zum kommunalen Leitfaden für den Städtebau und unterliegt den damit verbundenen Bestimmungen. Ihre Bestimmungen werden zu Leitlinien im Sinne von Artikel D.III.5.

Art. D.III.13 - Die Untersuchung des vom Gemeinderat vor dem Datum des Inkrafttretens des Gesetzbuches vorläufig verabschiedeten Entwurfs einer kommunalen Städtebauordnung oder Entwurfs zur Revision der kommunalen Städtebauordnung wird gemäß den vor diesem Datum geltenden Bestimmungen weitergeführt.

Wenn die Regierung sie billigt, wird sie zu einem kommunalen Leitfaden für den Städtebau und unterliegt den damit verbundenen Bestimmungen. Ihre Bestimmungen werden zu Leitlinien im Sinne von Artikel D.III.5.

Bei einer vor dem Datum des Inkrafttretens des Gesetzbuches von dem Gemeinderat beschlossenen Aufhebung wird das vor diesem Datum geltende Verfahren weitergeführt.

Art. D.III.14 - Außer wenn sie ausdrücklich aufgehoben wird (bzw. werden), ist (sind) die am Datum des Inkrafttretens des Gesetzbuches geltende(n) kommunale(n) Städtebauordnung(en), die zu einem kommunalen Leitfaden für den Städtebau bzw. zu kommunalen Leitfäden für den Städtebau geworden ist (sind), sofern sie nicht revidiert worden ist (sind) oder Gegenstand einer von der Regierung nach dem Inkrafttreten des Gesetzbuches gebilligten Teilrevision gewesen ist (sind), für einen Zeitraum von achtzehn Jahren ab dem Inkrafttreten des Gesetzbuches anwendbar.

Außer wenn sie ausdrücklich aufgehoben wird (bzw. werden), ist (sind) die am Datum des Inkrafttretens des Gesetzbuches geltende(n) kommunale(n) Städtebauordnung(en), die zu einem kommunalen Leitfaden für den Städtebau bzw. zu kommunalen Leitfäden für den Städtebau geworden ist (sind) und Gegenstand einer von der Regierung nach dem Inkrafttreten des Gesetzbuches gebilligten Gesamtrevision gewesen ist (sind), für einen Zeitraum von achtzehn Jahren anwendbar, und zwar ab der Veröffentlichung durch Vermerk im *Belgischen Staatsblatt* des Erlasses der Regierung zur Billigung der Revision oder ab der Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* der Bekanntmachung, dass der revidierte Leitfaden oder Teil eines Leitfadens als gebilligt gilt. Diese Aufhebung erfolgt getrennt für jeden einzelnen Teil des Leitfadens, der Gegenstand einer ganzen, separaten Revision ist.

Die Absätze 1 und 2 finden Anwendung auf die kommunalen Städtebauordnungen, die in Anwendung der in der Wallonischen Region anwendbaren Raumordnungs- und Städtebaugesetzgebung erlassen wurden.

Der Gemeinderat kann die Gültigkeit des kommunalen Leitfadens oder des Teils eines kommunalen Leitfadens jedoch um einen Zeitraum von sechs Jahren verlängern. Der Beschluss zur Verlängerung wird mindestens zwei Monate vor dem Ablauf der in Absatz 1 oder Absatz 2 erwähnten Frist gefasst.

Die Aufhebung erfolgt von Rechts wegen.

Innerhalb von drei Monaten nach der Einsetzung der Gemeinderäte infolge von Wahlen richtet die OGD4 an jeden betroffenen Gemeinderat die Liste der Teile des Leitfadens, für die die Laufzeit von achtzehn Jahren oder vierundzwanzig Jahren in den sechs Jahren nach der Einsetzung des Gemeinderats abläuft, oder weist sie darauf hin, dass die Laufzeit des Leitfadens von achtzehn Jahren oder vierundzwanzig Jahren in den sechs Jahren nach der Einsetzung des Gemeinderats abläuft.

Art. D.III.15 - Der Gemeinderat beschließt über die Beibehaltung der vor dem 22. April 1962 gebilligten Bauordnungen - ob diese revidiert sind oder nicht - binnen zwölf Monaten nach dem Inkrafttreten des Gesetzbuches. Mangels dessen werden sie aufgehoben.

Art. D.III.16 - Der Gemeinderat beschließt binnen zwölf Monaten ab dem Inkrafttreten des Gesetzbuches, die Genehmigungspflicht in Anwendung der bestehenden kommunalen Städtebauordnungen für die nicht in Artikel D.IV.4 angeführten Handlungen und Arbeiten zu bestätigen. Mangels dessen wird diese Pflicht aufgehoben.

BUCH IV — Städtebaugenehmigungen und Städtebaubescheinigungen

TITEL I — Allgemeines

KAPITEL I — Grundbegriffe

Art. D.IV.I - § 1 - Die Handlungen und Arbeiten:

1° unterliegen einer Verstädterungsgenehmigung,

2° oder unterliegen einer Städtebaugenehmigung,

3° oder unterliegen einer Denkmalbescheinigung, die vor der Genehmigung ausgestellt wird, was das französische Sprachgebiet betrifft,

4° oder sind von der Pflicht der Städtebaugenehmigung befreit und unterliegen der in Artikel 216/1 § 2 des Wallonischen Gesetzbuches über das Erbe erwähnten Erklärung, was das französische Sprachgebiet betrifft,

5° oder sind von der Pflicht der Städtebaugenehmigung befreit und unterliegen dem in Artikel 216/1 § 3 des Wallonischen Gesetzbuches über das Erbe erwähnten vereinfachten Verfahren, was das französische Sprachgebiet betrifft.

Die Städtebaugenehmigung für gruppierte Bauten ist eine Städtebaugenehmigung, die mehrere Bauten zum Gegenstand hat, die aneinander angrenzen oder nicht, aber jedenfalls ein Ganzes ausmachen, die völlig oder teilweise zu Wohnzwecken oder zu einer nebensächlichen Wohnungsfunktion bestimmt sind, und die Gegenstand eines einzigen Antrags sein können.

§ 2 - Die Regierung legt in der Form einer Nomenklatur die Liste der Handlungen und Arbeiten fest, die aufgrund ihrer Art oder ihrer Auswirkungen auf die Umgebung oder die Umwelt:

1° der aufgrund des Artikels D.IV.4 erforderlichen Städtebaugenehmigung nicht bedürfen,

2° als Handlungen und Arbeiten mit begrenzten Auswirkungen betrachtet werden, im Sinne der Artikel D.IV.15 Absatz 2 Ziffer 2 und D.IV.48 Absatz 1 Ziffer 1,

3° die Hinzuziehung eines Architekten nicht unbedingt erfordern.

Diese Liste ist jedoch nicht anwendbar auf die Handlungen und Arbeiten bezüglich der Immobiliengüter, die in der Schutzliste eingetragen sind, unter Denkmalschutz stehen oder den Wirkungen der Unterschutzstellung vorläufig unterliegen, außer wenn diese Immobiliengüter zu dem kleinen Volkserbgut im Sinne von Artikel 187 Ziffer 13 des Wallonischen Gesetzbuches über das Erbe gehören.

§ 3 - Jeder, der sie beantragt, erhält:

1° eine Städtebaubescheinigung Nr. 1, die Informationen in Bezug auf die städtebauliche Situation eines unbeweglichen Gutes enthält.

2° eine Städtebaubescheinigung Nr. 2, die neben den Informationen der Bescheinigung Nr. 1 eine Beurteilung durch den Gemeinderat oder den beauftragten Beamten der vom Antragsteller geplanten Handlungen und Arbeiten umfasst.

KAPITEL II — Handlungen, die einer Verstädterungsgenehmigung unterliegen

Art. D.IV.2 - § 1 - Einer vorherigen schriftlichen, ausdrücklichen Verstädterungsgenehmigung der zuständigen Behörde bedarf die Verstädterung eines Gutes einschließlich der diesbezüglichen Werbung oder Bekanntmachung.

Die Verstädterung eines Gutes besteht darin, eine stadtplanerische Gestaltung durchzuführen, die sich auf ein Gesamtprojekt betreffend ein Gut bezieht, das in wenigstens drei unbebaute, zu Wohnzwecken bestimmte Lose aufzuteilen ist. Das Gesamtprojekt betrifft hauptsächlich den Bau von Gebäuden, die völlig oder teilweise zu Wohnzwecken bestimmt sind, oder die Aufstellung einer ortsfesten oder mobilen Einrichtung, die völlig oder teilweise zu Wohnzwecken benutzt werden kann, sowie gegebenenfalls den Bau oder die Einrichtung von öffentlichen oder kollektiven Bereichen, von technischen Infrastrukturen oder von Gebäuden mit Zusatzfunktionen zur Bewohnung.

Die vorgenannte Aufteilung ist diejenige, die aufgrund jeder Urkunde zur Bestimmung, Übertragung oder Bestellung eines dinglichen Rechts mit Ausnahme der Hypothek und der Pfandnutzung erfolgt.

Das Gesamtprojekt entspricht der in Absatz 2 erwähnten Zweckbestimmung, wenn mehr als die Hälfte der errichteten Gebäude völlig oder teilweise zu Wohnzwecken bestimmt sind.

§ 2 - Auf Vorschlag des Antragstellers oder von Amts wegen kann die Behörde, die die Verstärterungsgenehmigung ausstellt, von dem von der Genehmigung gedeckten Areal alle oder einige Lose ausschließen, die völlig oder teilweise nicht zum Bau einer Wohnung oder zur Aufstellung einer ortsfesten oder mobilen, völlig oder teilweise zur Bewohnung geeigneten Einrichtung bestimmt sind, oder die aus technischen oder juristischen Gründen dazu nicht geeignet sind, oder für die Lose, die schon bebaut sind oder für die Aufstellung einer ortsfesten oder mobilen Einrichtung im Sinne von Artikel D.IV.4 Absatz 1 Ziffer 1 schon benutzt werden, wenn ihrer Ansicht nach die Auferlegung von Vorschriften bezüglich dieser Lose nicht relevant ist.

Art. D.IV.3 - Neben den Handlungen, die wegen des Durchführungsorts oder des Flächenbedarfs des Projekts in der von der Regierung festgelegten Liste aufgeführt sind, unterliegen folgende Handlungen keiner Verstärterungsgenehmigung:

1° die Schenkungen;

2° die unfreiwilligen Handlungen;

3° die Teilungen zur Auflösung einer ungeteilten Erbgemeinschaft einschließlich nach Umwandlung des Nießbrauchs des hinterbliebenen Ehepartners, vorausgesetzt, dass es nicht mehr Lose als Mitteilende gibt;

4° die Teilung eines Gutes, das unmittelbar an einem öffentlichen Verkehrsweg liegt, der ausreichend mit Strom und Wasser versorgt ist, einen festen Belag hat und eine genügende Breite aufweist, soweit die Ortsgegebenheiten berücksichtigt werden und das betroffene Gut den Auflagen des Wassergesetzbuches in Sachen Abwasserklärung genügt, wenn das Gut zwischen zwei seit mindestens fünf Jahren bestehenden Gebäuden liegt, die unmittelbar an einem Verkehrsweg und auf derselben Seite eines öffentlichen Verkehrswegs liegen und die höchstens hundert Meter voneinander entfernt sind; ein auf dem zu verstärkenden Gut gelegenes Gebäude kann bei der Berechnung der hundert Meter berücksichtigt werden;

5° im Rahmen einer Städtebaugenehmigung für gruppierte Bauten:

a) die Abtretung eines oder mehrerer bebauten oder nicht bebauten Lose, die völlig oder teilweise zu Wohnzwecken oder zu einer nebensächlichen Wohnfunktion bestimmt sind, gemäß den in der Städtebaugenehmigung festgelegten Grenzen, unter der Voraussetzung, dass die in Artikel D.IV.74 erwähnte Bescheinigung vorher ausgestellt wurde; wenn das Los nicht bebaut ist, muss sich die Abtretung entweder aus dem Verkauf nach Plan eines Gutes ergeben, das künftig fertiggestellt wird oder dessen Rohbau fertiggestellt und nicht geschlossen ist, oder mit einer ausdrücklichen Verpflichtung des Übernehmers einhergehen, die Städtebaugenehmigung für gruppierte Bauten auf dem betroffenen Los umzusetzen;

b) die Schaffung eines oder mehrerer Lose, die den in der Genehmigung festgelegten Grenzen entsprechen und völlig oder teilweise zu Wohnzwecken bestimmt sind, wenn mindestens zwei Drittel der Bauten Gegenstand der Bescheinigung nach Artikel D.IV.73 gewesen sind, zur Bestätigung dass die Arbeiten ausgeführt worden sind und den Vorschriften der ausgestellten Genehmigung entsprechen, oder wenn mindestens zwei Drittel der Bauten nach Plan verkauft werden;

6° die Teilung eines Gutes, das sich innerhalb des Areals eines lokalen Orientierungsschemas oder der Flächennutzungskarte mit Angabe der Grenzen für die zu schaffenden Lose mit Wohnzweckbestimmung befindet, sofern jedes sich aus der Teilung ergebende Los unmittelbar an einem öffentlichen Verkehrsweg liegt, der ausreichend mit Strom und Wasser versorgt ist, einen festen Belag hat und eine genügende Breite aufweist, und sofern die Ortsgegebenheiten berücksichtigt werden und den Auflagen des Wassergesetzbuches in Sachen Abwasserklärung vom betroffenen Gut genügt wird; für die Schaffung eines oder mehrerer zusätzlichen Lose oder die Abschaffung eines oder mehrerer Lose, die die in Artikel D.II.11 § 2 Ziffer 1 erwähnten Ziele erfüllen, sowie für die Schaffung eines oder mehrerer Lose, um dort eine Infrastruktur oder eine verbundene technische Ausrüstung anzusiedeln, ist die vorherige Erteilung einer Verstärterungsgenehmigung nicht erforderlich;

7° die Teilung eines Gutes, das sich innerhalb des Areals eines in Artikel D.V.1 erwähnten neu zu gestaltenden Standorts oder eines in Artikel D.V.7 erwähnten Landschafts- und Umweltsanierungsstandorts befindet;

8° die Teilung eines Gutes, das sich innerhalb des in Artikel D.V.9 erwähnten Areals für eine städtische Flurbereinigung befindet;

9° die Teilung eines Gutes, das sich innerhalb des in Artikel D.V.13 erwähnten Areals für eine städtische Neubelebung befindet.

KAPITEL III — Handlungen und Arbeiten, die einer Städtebaugenehmigung bedürfen

Art. D.IV.4 - Einer vorherigen schriftlichen, ausdrücklichen Städtebaugenehmigung der zuständigen Behörde bedürfen die nachstehend aufgeführten Handlungen und Arbeiten:

1° bauen oder ein Grundstück zum Aufstellen einer oder mehrerer ortsfester Einrichtungen benutzen; unter "Bauen oder Aufstellen von ortsfesten Einrichtungen" versteht man die Errichtung eines Gebäudes oder Bauwerks oder das Aufstellen einer Einrichtung (selbst aus nicht langlebigen Baustoffen), das bzw. die in den Boden eingelassen wird, im Boden verankert ist oder dessen bzw. deren Bodenabstützung die Stabilität versichert, und das bzw. die zur Ortsgebundenheit bestimmt ist, obschon es/sie abgebaut oder versetzt werden kann;

2° ein oder mehrere Werbeschilder oder Reklamevorrichtungen anbringen;

3° einen Bau abreißen;

4° wiederaufbauen;

5° ein bestehendes Gebäude umgestalten; unter "Umgestaltung" versteht man die Arbeiten zur Innen- oder Außeneinrichtung eines Gebäudes bzw. Bauwerks einschließlich der Erhaltungs- und Unterhaltsarbeiten, die bis in sein Tragwerk reichen oder eine Änderung seines Bauvolumens oder seines architektonischen Aussehens nach sich ziehen;

6° eine neue Wohnung in einem bestehenden Gebäude schaffen;

7° die Zweckbestimmung eines Gutes insgesamt oder eines Teils davon ändern, einschließlich durch die Schaffung einer touristischen Beherbergungsstätte oder eines Studentenzimmers innerhalb eines bestehenden Gebäudes, insofern diese Änderung auf einer Liste steht, die von der Regierung unter Berücksichtigung folgender Kriterien festgelegt worden ist:

a) die Auswirkung auf die Umgebung;

b) die Hauptfunktion des Gebäudes;

8° in einem Gebäude, dessen durch Städtebaugenehmigung zugelassene Zweckbestimmung kommerziell ist, die Aufteilung der Verkaufsflächen und der erlaubten Geschäftstätigkeiten ändern; die Regierung kann die Liste dieser Abänderungen festlegen;

9° das Bodenrelief erheblich verändern; die Regierung kann den Begriff der erheblichen Veränderung des Bodenreliefs definieren;

10° be- oder abholzen; jedoch ist die Forstwirtschaft in einem Forstgebiet nicht genehmigungspflichtig;

11° Folgendes fällen:

a) hochstämmige Einzelbäume, die in einem durch den geltenden Sektorenplan bzw. durch ein geltendes lokales Orientierungsschema vorgesehenen Grüngelände gepflanzt sind;

b) Hecken oder Alleen, deren Merkmale von der Regierung aufgrund ihrer Länge, ihrer Sichtbarkeit ab dem öffentlichen Raum oder der dort vorhandenen Arten festgelegt werden;

12° einen bemerkenswerten Baum bzw. Strauch oder eine bemerkenswerte Hecke abholzen, dessen/deren Wurzelwerk schaden oder dessen/deren Aussehen ändern, wenn diese in einer von der Regierung verabschiedeten Liste aufgenommen sind; die Regierung kann eine Liste der Arbeiten erstellen, die dem Wurzelwerk von bemerkenswerten Bäumen, Sträuchern und Hecken abträglich sind oder deren Aussehen ändern;

13° die Vegetation jeglichen Gebiets roden oder verändern, dessen Schutz die Regierung für notwendig erachtet, außer im Rahmen der Umsetzung des in Artikel 14 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur genannten besonderen Verwaltungsplans eines domanialen Naturschutzgebiets, des in Artikel 19 desselben Gesetzes genannten Verwaltungsplans eines anerkannten Naturschutzgebiets oder des in Artikel 27 desselben Gesetzes genannten Vertrags zur aktiven Verwaltung eines Natura 2000-Gebiets;

14° Weihnachtsbäume in bestimmten Gebieten und gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten anbauen;

15° gewohnheitsmäßig ein Grundstück benutzen,

a) um dort ein oder mehrere Gebrauchtfahrzeuge, sowie Alteisen, Materialien oder Abfall abzulagern;

b) um dort eine oder mehrere mobile Anlagen wie Wohnwagen, Campingwagen, Altfahrzeuge oder Zelte auf- bzw. abzustellen, mit Ausnahme der durch eine Genehmigung gemäß dem wallonischen Tourismusgesetzbuch, dem Dekret vom 4. März 1991 über die Betriebsbedingungen für Caravaningplätze oder dem Dekret der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 9. Mai 1994 zugelassenen mobilen Anlagen;

16° was das französische Sprachgebiet betrifft, Restaurierungsarbeiten im Sinne von Artikel 187 Ziffer 11 des wallonischen Gesetzbuches über das Erbe ausführen bzw. ausführen lassen bezüglich eines in die Schutzliste eingetragenen, unter Denkmalschutz gestellten oder vorläufig den Auswirkungen der Unterschutzstellung in Anwendung der Bestimmungen desselben Gesetzbuches unterliegenden unbeweglichen Gutes.

Unter "eine neue Wohnung in einem bestehenden Gebäude schaffen" im Sinne von Ziffer 6 versteht man, einen neuen Komplex mit oder ohne Handlungen und Arbeiten schaffen, der aus einem oder mehreren Zimmern besteht, die mindestens die Grundfunktionen des Wohnens – d.h. Küche, Badezimmer oder Duschaum, WC, Zimmer – gewährleisten, der als gewöhnlicher Wohnort oder als Studentenzimmer verwendet wird und der dem ausschließlichen Privatgebrauch einer Person oder mehrerer verwandten oder nicht verwandten Personen, die gemeinsam leben, vorbehalten ist.

Die Schaffung bei dem Bewohner eines einzigen als Studentenzimmer im Sinne von Ziffer 7 benutzten Zimmers bedarf keiner Genehmigung.

Soweit sie nicht von der Genehmigungspflicht überhaupt befreit sind, können die nicht in Absatz 1 angeführten Handlungen und Arbeiten aufgrund einer Beschlussfassung des Gemeinderats genehmigungspflichtig werden, vorbehaltlich einer Begründung mit Hinweis auf den Inhalt seines kommunalen Leitfadens für den Städtebau.

KAPITEL IV — *Ausnahmen und Abweichungen*

Abschnitt 1 — Abweichungen

Art. D.IV.5 - Eine Städtebaugenehmigung oder -bescheinigung Nr. 2 kann vom Raumentwicklungsschema, falls dieses Anwendung findet, von einem plurikommunalen Entwicklungsschema, einem kommunalen Entwicklungsschema, einem lokalen Orientierungsschema, einer Flächennutzungskarte, von dem als unverbindliche Leitlinie geltenden Inhalt eines Leitfadens oder von einer Verstärkungsgenehmigung abweichen, vorbehaltlich einer Begründung zum Beweis dessen, dass das Projekt:

1° die Ziele der räumlichen Entwicklung, der Raumordnung oder des Städtebaus, die in dem Schema, in der Flächennutzungskarte, in dem Leitfaden oder in der Verstärkungsgenehmigung enthalten sind, nicht beeinträchtigt;

2° zum Schutz, zur Pflege oder zur Gestaltung der bebauten oder nicht bebauten Landschaften beiträgt.

Abschnitt 2 — Ausnahmen

Art. D.IV.6 - Eine Städtebaugenehmigung oder eine Städtebaubescheinigung Nr. 2 kann als Ausnahme zum Sektorenplan für die vor dem Inkrafttreten des Sektorenplans bestehenden oder genehmigten Bauten, Einrichtungen oder Gebäude erteilt werden, deren aktuelle oder zukünftige Zweckbestimmung den Vorschriften des Sektorenplans nicht entspricht, wenn es sich um Umbau-, Vergrößerungs- oder Wiederaufbauhandlungen und -arbeiten sowie um eine Abänderung der Zweckbestimmung und die Schaffung von Wohnungen handelt, so wie in Artikel D.IV.4 Absatz 1 Ziffern 6 und 7 erwähnt.

Die Nebeneinrichtungen und zusätzlichen Einrichtungen zu den vorerwähnten Bauten, Anlagen und Gebäuden, die von diesen getrennt sind, können ebenfalls zugelassen werden.

Zwecks der Erzeugung von Strom oder Hitze kann eine Städtebaugenehmigung oder eine Städtebaubescheinigung Nr. 2 bezüglich der Erzeugung von Energie, die teilweise für die Gemeinschaft bestimmt ist, d.h. Energie, die teilweise ins Strom- oder Erdgasnetz zurückgespeist wird oder die ein Fernwärmenetz versorgt, als Ausnahme zum Sektorenplan gewährt werden.

Art. D.IV.7 - Zu wirtschaftlichen oder touristischen Zwecken kann eine Städtebaugenehmigung oder eine Städtebaubescheinigung Nr. 2 als Ausnahme zum Sektorenplan für die Gebäude, Anlagen oder Gruppen von Gebäuden und Anlagen, die eine funktionelle Einheit bilden, erteilt werden, wenn es sich um Umbau- oder Vergrößerungshandlungen und -arbeiten handelt, für welche eine Ausnahme zur Zweckbestimmung eines angrenzenden Gebiets erforderlich ist, unter Ausschluss der Naturgebiete, der Parkgebiete und der Areale mit bemerkenswertem Ausblick.

In diesem Rahmen können die Nebeneinrichtungen und zusätzlichen Einrichtungen zu den vorerwähnten Bauten, Anlagen und Gebäuden, die von diesen getrennt sind, ebenfalls zugelassen werden.

Art. D.IV.8 - Zwecks der Erzeugung von Strom oder Hitze kann eine Städtebaugenehmigung oder eine damit verbundene Städtebaubescheinigung Nr. 2 in einem angrenzenden Gebiet und als Ausnahme zum Sektorenplan für die Module erteilt werden, die einen Bau, eine Anlage oder ein Gebäude, das sich auf demselben unbeweglichen Gut befindet und mit dem Sektorenplan im Einklang steht, direkt versorgen.

Zwecks der Abwasserreinigung kann eine Städtebaugenehmigung oder eine damit verbundene Städtebaubescheinigung Nr. 2 in einem angrenzenden Gebiet und als Ausnahme zum Sektorenplan für die individuellen Klärsysteme im Sinne des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erteilt werden, die mit einem Bau, einer Anlage oder einem Gebäude, das mit dem Sektorenplan im Einklang steht, verbunden sind.

Eine Verstärterungsgenehmigung oder eine damit verbundene Städtebaubescheinigung Nr. 2 kann in einem angrenzenden Gebiet und als Ausnahme zum Sektorenplan für die individuellen Klärsysteme im Sinne des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erteilt werden, die mit einem Bau, einer Anlage oder einem Gebäude, das mit dem Sektorenplan im Einklang steht und sich im durch die Genehmigung gedeckten Areal befindet, verbunden sind.

Art. D.IV.9 - Mit Ausnahme der Natur-, Parkgebiete und der Areale mit bemerkenswertem Ausblick kann eine Städtebaugenehmigung oder eine damit verbundene Städtebaubescheinigung Nr. 2 in einem Gebiet des Sektorenplans, das mit dem Gegenstand des Antrags nicht vereinbar ist, erteilt werden, wenn die folgenden Bedingungen erfüllt sind:

1° das Gelände liegt zwischen zwei vor dem Inkrafttreten des Sektorenplans gebauten Wohnhäusern oder zwischen einem vor dem Inkrafttreten des Sektorenplans gebauten Wohnhaus und einem in einem Wohngebiet oder Wohngebiet mit ländlichem Charakter gebauten Wohnhaus, die höchstens 100 Meter voneinander entfernt sind;

2° dieses Gelände und diese Wohnhäuser befinden sich direkt am Wegenetz und auf derselben Seite eines öffentlichen Verkehrswegs, der unter Berücksichtigung der Ortslage eine ausreichende Wasser-, Stromversorgung und Entwässerungsausrüstung, einen festen Belag hat und eine ausreichende Breite aufweist;

3° die Bauten, Umbauten, Erweiterungen oder Wiederaufbauten beeinträchtigen nicht die Einrichtung des Gebiets.

Der in Absatz 1 Ziffer 1 erwähnte Abstand von 100 Metern wird unabhängig von dem Vorhandensein auf dem betroffenen Gelände eines natürlichen oder künstlichen Elements, wie beispielsweise ein Wasserlauf oder ein Verkehrsweg, berechnet.

Es darf jedoch keine Städtebaugenehmigung bzw. -bescheinigung Nr. 2 erteilt werden, wenn sich die Gelände direkt an öffentlichen Verkehrswegen befinden, die aus mindestens vier Fahrspuren bestehen.

Art. D.IV.10 - Außerhalb der Abbaugebiete und der Gebiete für Nebenanlagen von Abbaustätten kann eine Städtebaugenehmigung oder eine Städtebaubescheinigung Nr. 2 für eine Anlage, die zur Gewinnung oder zur Erschließung von Ziergestein aus einem früher bewirtschafteten Steinbruch bestimmt ist, und die für eine Baustelle für Renovierungs-, Umbau-, Vergrößerungs- oder Wiederaufbauarbeiten an einem Gebäude mit Rücksicht auf den bebauten Standort notwendig ist, auf die abgegebene Stellungnahme des Pools "Raumordnung" für einen begrenzten Zeitraum erteilt werden.

Art. D.IV.11 - Zusätzlich zu den in den Artikeln D.IV.6 bis D.IV.10 vorgesehenen Ausnahmen können die in Artikel D.IV.22 Absatz 1 Ziffern 1, 2, 4, 5, 7, 10 und 11 genannte Genehmigungen und die Genehmigung bezüglich Bauten und Ausrüstungen für Tätigkeiten mit gemeinnütziger Zweckbestimmung oder die Städtebaubescheinigung Nr. 2 in Abweichung vom Sektorenplan erteilt werden.

Art. D.IV.12 - Eine Städtebaugenehmigung oder -bescheinigung Nr. 2 kann als Ausnahme zu den Normen eines regionalen Leitfadens für den Städtebau erteilt werden.

Art. D.IV.13 - Eine Städtebaugenehmigung oder -bescheinigung Nr. 2 kann als Ausnahme zum Sektorenplan oder zu den Normen des regionalen Leitfadens für den Städtebau erteilt werden, wenn die Ausnahmen:

1° angesichts der Besonderheiten des Projekts im Zusammenhang mit dem genauen Ort, an dem es geplant ist, gerechtfertigt sind;

2° die kohärente Umsetzung des Sektorenplans oder der Normen des regionalen Leitfadens für den Städtebau in dessen übrigen Anwendungsbereich nicht beeinträchtigen;

3° sich auf ein Projekt beziehen, das zum Schutz, zur Pflege oder zur Gestaltung der bebauten oder nicht bebauten Landschaften beiträgt.

TITEL II — Verfahren

KAPITEL I — Zuständige Behörden

Abschnitt 1 — Gemeindegremium

Unterabschnitt 1 — Allgemeines

Art. D.IV.14 - Das Gemeindegremium der Gemeinde, auf deren Gebiet die Handlungen und Arbeiten geplant sind, befindet über die Genehmigungsanträge und erteilt die Städtebaubescheinigungen Nr. 2:

1° entweder ohne vorherige Stellungnahme des beauftragten Beamten;

2° oder nach vorheriger Stellungnahme des beauftragten Beamten;

3° oder nach gleich lautender Stellungnahme des beauftragten Beamten.

Die Stellungnahme des beauftragten Beamten ist in dem in Artikel D.IV.15 Absatz 3 erwähnten Fall fakultativ. In den in den Artikeln D.IV.16 und D.IV.17 erwähnten Fällen ist diese Stellungnahme Pflicht.

Unterabschnitt 2 — Genehmigungen

Art. D.IV.15 - Das Gemeindegremium entscheidet ohne vorherige Stellungnahme des beauftragten Beamten, wenn für das Gebiet, wo die gesamten Handlungen und Arbeiten geplant sind, Folgendes vorliegt bzw. vorhanden ist:

1° entweder: ein Kommunalausschuss und entweder ein plurikommunales Entwicklungsschema oder ein kommunales Entwicklungsschema, oder ein plurikommunales Entwicklungsschema und ein kommunales Entwicklungsschema, das gemäß Artikel D.II.17 § 2 Absatz 2 teilweise außer Kraft getreten ist, sofern dieses Schema bzw. diese Schemen das gesamte Gemeindegebiet abdeckt bzw. abdecken; nach Ablauf einer Frist von vier Jahren ab dem Zeitpunkt des Inkrafttretens des Gesetzbuches trifft das Kollegium gemäß Artikel D.IV.16 eine Entscheidung, wenn ein kommunaler Leitfaden für den Städtebau, der wenigstens die in Artikel D.III.2 § 1 Ziffern 1 und 2 angeführten Anweisungen enthält, nicht gebilligt wurde oder als gebilligt gilt;

2° oder: ein lokales Orientierungsschema;

3° oder: eine nicht verfallene Verstärterungsgenehmigung.

Das Gemeindekollegium entscheidet ebenfalls ohne vorherige Stellungnahme des beauftragten Beamten, wenn der Genehmigungsantrag sich auf Handlungen und Arbeiten bezieht, die:

- 1° entweder ganz innerhalb eines Gebiets von kommunaler Bedeutung vorgenommen werden;
- 2° oder in Artikel D.IV.4 Absatz 1 Ziffern 2, 6 und 11 bis 15 erwähnt sind, oder von der Regierung als Handlungen und Arbeiten mit begrenzten Auswirkungen bestimmt wurden;

Allerdings kann in den in Absatz 1 und 2 genannten Fällen das Gemeindekollegium den beauftragten Beamten um eine fakultative Stellungnahme ersuchen.

Art. D.IV.16 - Das Gemeindekollegium trifft Entscheidungen nach vorheriger Stellungnahme des beauftragten Beamten:

- 1° in den nicht in Artikel D.IV.15 genannten Fällen;
- 2° in den in Artikel D.IV.15 Absatz 1 und Absatz 2 Ziffer 1 genannten Fällen, wenn der Antrag eine oder mehrere Abweichung(en) von den Schemen, der Flächennutzungskarte, den Leitfäden für den Städtebau oder der Verstärkungsgenehmigung voraussetzt;

- 2° in den in Artikel D.IV.15 Absatz 2 Ziffer 2 genannten Fällen, wenn der Antrag eine oder mehrere Abweichung(en) von der Flächennutzungskarte oder dem regionalen Leitfaden für den Städtebau voraussetzt.

Jedoch kann das Gemeindekollegium die Genehmigung ablehnen, ohne den beauftragten Beamten um eine Stellungnahme zu ersuchen.

Art. D.IV.17 - Das Gemeindekollegium darf die Genehmigung nur nach gleich lautender Stellungnahme des beauftragten Beamten ausstellen,

- 1° wenn der Antrag eine Ausnahme zum Sektorenplan oder zu den Normen des regionalen Leitfadens für den Städtebau voraussetzt;

- 2° wenn sich der Antrag auf Güter bezieht, die in einem in Anwendung des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur vorgeschlagenen oder bezeichneten Natura-2000-Gebiet ausgewiesen sind;

- 3° was das französische Sprachgebiet betrifft, wenn sich der Antrag auf Güter bezieht, die in der Schutzliste eingetragen sind, unter Denkmalschutz stehen oder vorläufig den Auswirkungen der Unterschutzstellung unterliegen, oder die in einem Schutzgebiet gemäß Artikel 209 des wallonischen Gesetzbuches über das Erbe bzw. an einem Ort liegen, die in dem Verzeichnis des archäologischen Erbes im Sinne von Artikel 233 desselben Gesetzbuches aufgeführt ist;

- 4° wenn sich der Antrag auf ein Gut bezieht, das in den Plan "dauerhaftes Wohnen" aufgenommen worden ist.

Jedoch kann das Gemeindekollegium die Genehmigung ablehnen, ohne den beauftragten Beamten um eine Stellungnahme zu ersuchen.

Unterabschnitt 3 — Städtebaubescheinigungen

Art. D.IV.18 - Das Gemeindekollegium erteilt ohne Stellungnahme des beauftragten Beamten:

- 1° die Städtebaubescheinigungen Nr. 1;
- 2° die Städtebaubescheinigungen Nr. 2 in Bezug auf Projekte, die in den Anwendungsbereich von Artikel D.IV.15 fallen.

Art. D.IV.19 - Das Gemeindekollegium erteilt nach vorheriger Stellungnahme des beauftragten Beamten die Städtebaubescheinigungen Nr. 2 in Bezug auf Projekte, die in den Anwendungsbereich von Artikel D.IV.16 fallen.

Allerdings kann das Gemeindekollegium die Städtebaubescheinigung Nr. 2 mit einer ungünstigen Stellungnahme ausstellen, ohne dabei die Stellungnahme des beauftragten Beamten einzuholen.

Art. D.IV.20 - Das Gemeindekollegium erteilt nach gleich lautender Stellungnahme des beauftragten Beamten die Städtebaubescheinigungen Nr. 2 aus in Bezug auf Projekte, die in den Anwendungsbereich von Artikel D.IV.17 fallen.

Allerdings kann das Gemeindekollegium die Städtebaubescheinigung Nr. 2 mit einer ungünstigen Stellungnahme ausstellen, ohne dabei die Stellungnahme des beauftragten Beamten einzuholen.

Art. D.IV.21 - Das Gemeindekollegium ist dafür zuständig, Städtebaubescheinigungen Nr. 2 bezüglich in Artikel D.IV.22 Absatz 3 erwähnter Handlungen und Arbeiten auszustellen.

Abschnitt 2 — Beauftragter Beamte

Unterabschnitt 1 — Genehmigung

Art. D.IV.22 - Die Genehmigung wird von dem beauftragten Beamten ausgestellt, wenn sie sich völlig oder teilweise auf Handlungen und Arbeiten bezieht, die:

- 1° von einer öffentlich-rechtlichen Person geplant sind, die in der von der Regierung festgelegten Liste eingetragen ist;

- 2° gemeinnützig sind und auf der von der Regierung festgelegten Liste stehen;

- 3° sich über mehrere Gemeinden erstrecken;

- 4° in einem Gebiet für öffentliche Dienststellen oder gemeinschaftliche Anlagen laut Sektorenplan oder in den Bereichen der Eisenbahn- und Flughafeninfrastrukturen und der autonomen Häfen nach Artikel D.II.19 vorgenommen werden;

- 5° in Arealen für neu zu gestaltende Standorte oder für Landschafts- und Umweltsanierungsstandorte vorgenommen werden;

- 6° in dem Gebiet nach Artikel 1 Ziffer 5 des Dekrets über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten vorgenommen werden;

- 7° Bauten oder Ausrüstungen betreffen, die für die folgenden Tätigkeiten mit gemeinnütziger Zweckbestimmung bestimmt sind:

- a) Krankenhäuser einschließlich Kliniken;
- b) Zentren zur Aufnahme, Rehabilitation oder Unterbringung der Personen mit Behinderungen;
- c) Gelände für Landfahrer;
- d) Schulen;
- e) Berufsbildungszentren;
- f) Internate und Studentenwohnheime, die einer Schule angegliedert sind;
- g) Kinderheime;

- h) Museen, Theater und Kulturzentren;
- i) anerkannte Kulte oder nichtkonfessionelle Sittenlehre;
- j) Jugendbewegungen;
- k) Tätigkeiten, die aufgrund ihrer gemeinnütziger Zweckbestimmung mit der erneuerbaren Energie verbunden sind;
- 8° in einem Gebiet von regionaler Bedeutung vorgenommen werden;
- 9° in einem Abbaugebiet bzw. in einem Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten laut Sektorenplan vorgesehen oder mit einer Anlage zur Gewinnung und Aufwertung von Naturwerksteinen im Sinne von Artikel D.IV.10 verbunden sind;
- 10° innerhalb des Areals für eine städtische Flurbereinigung vorgenommen werden;
- 11° mit einem außergewöhnlichen Denkmalgut im Sinne von Artikel 187 Ziffer 12 des wallonischen Gesetzbuches über das Erbe verbunden sind.

Die in Absatz 1 Ziffer 7 Buchstabe k) erwähnten Handlungen und Arbeiten sind diejenigen, die mit der Erzeugung von Energie verbunden sind, die ausschließlich für die Gemeinschaft bestimmt ist, d.h. Energie, die ins Strom- oder Erdgasnetz ohne Privatverbrauch zurückgespeist wird oder die ein Fernwärmenetz versorgt, und die die Installation, den Anschluss, die Änderung, den Bau oder die Vergrößerung von Folgendem betreffen:

- 1° einer Photovoltaik-Freiflächenanlage;
- 2° einer Windkraftanlage oder einem Windpark;
- 3° einem Wasserkraftwerk;
- 4° einer Einheit zur energetischen Verwertung der Biomasse;
- 5° einer Einheit zur energetischen Verwertung der Erdwärme.

In Abweichung von Absatz 1 werden die Genehmigungen, die sich teilweise auf in Absatz 1 Ziffer 2 oder 7 erwähnte Handlungen und Arbeiten mit Ausnahme der mit der erneuerbaren Energie verbundenen Handlungen und Arbeiten beziehen, vom Gemeindegremium ausgestellt, vorausgesetzt dass sie nicht in Absatz 1 Ziffern 1, 3 bis 6 und 8 bis 11 angeführt sind. Die Regierung kann die Liste dieser Handlungen und Arbeiten festlegen.

Der beauftragte Beamte ist dafür zuständig, über die in Artikel D.IV.106 erwähnten Genehmigungsanträge sowie über die geringfügigen Änderungen der von der Regierung aufgrund von Artikel D.IV.25 ausgestellten Genehmigungen zu befinden.

Wenn die geplanten Handlungen und Arbeiten in den Zuständigkeitsbereich von mehreren beauftragten Beamten fallen, wird der Genehmigungs- oder Bescheinigungsantrag dem beauftragten Beamten zugeschickt, der vom Antragsteller ausgewählt wird, um den Antrag zu untersuchen oder um über Letzteren zu befinden.

Der beauftragte Beamte untersucht die in den Artikeln D.II.54, D.IV.25 und D.V.16 erwähnten Genehmigungsanträge.

Andere für Tätigkeiten mit gemeinnütziger Zweckbestimmung bestimmte Bauten oder Ausrüstungen, als diejenigen, die in Absatz 1 Ziffer 7 erwähnt sind, können in den Anwendungsbereich der Punkte 1 bis 6 und 8 bis 11 von Absatz 1 oder in einen anderen Zuständigkeitsbereich als den des beauftragten Beamten fallen.

Unterabschnitt 2 — Städtebaubescheinigung

Art. D.IV.23 - Der beauftragte Beamte stellt die Städtebaubescheinigung Nr. 2 aus, die sich auf Projekte, die in den Anwendungsbereich von Artikel D.IV.22 Absatz 1 fallen, sowie auf die geringfügigen Änderungen der von der Regierung aufgrund von Artikel D.IV.25 ausgestellten Genehmigungen bezieht.

Abschnitt 3 — Regierung

Art. D.IV.24 - Die Regierung ist dafür zuständig, über die Beschwerden gegen die Beschlüsse des Gemeindegremiums oder des beauftragten Beamten zu den Anträgen auf eine Städtebaugenehmigung und -bescheinigung Nr. 2 zu befinden. Außerdem befindet sie über den Aussetzungsbeschluss, den der beauftragte Beamte in Anwendung von Artikel D.IV.62 gefasst hat.

Art. D.IV.25 - Die Genehmigung wird von der Regierung ausgestellt, wenn sie Anträge auf Genehmigungen für Handlungen und Arbeiten betrifft, für die zwingende Gründe des Allgemeininteresses vorliegen, nämlich:

1° die nachfolgend aufgeführten Handlungen und Arbeiten zur Einrichtung der Infrastrukturen und Empfangsgebäude der regionalen Flughäfen Lüttich-Bierset und Charleroi-Brüssel Süd:

- a) für den Flughafen Lüttich-Bierset:
 - Erweiterung der Frachtzone Nord für die Flugzeugabstellplätze;
 - TGV-Bahnhof für Frachtverkehr;
- b) für den Flughafen Charleroi-Brüssel Süd:
 - Verlängerung der Piste einschließlich des Baus von Zubringern;
 - Kontrollturm;
 - Erweiterung des Flughafengebäudes;
 - Bahnhof und Eisenbahninfrastrukturen;

2° in Ausführung des Zusammenarbeitsabkommens vom 11. Oktober 2001 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über den mehrjährigen Investitionsplan 2001-2012 der Nationalgesellschaft der belgischen Eisenbahnen (NGBE), die Handlungen und Arbeiten auf dem Gebiet der Wallonischen Region, die sich auf das RER-Netz beziehen;

3° die Handlungen und Arbeiten im Zusammenhang mit dem mehrjährigen Investitionsplan der NGBE;

4° im Rahmen der Umsetzung des am 27. Mai 1999 von der Wallonischen Regierung angenommenen Entwicklungsschemas des regionalen Raums (3. Teil, Punkt 1.4.), die Handlungen und Arbeiten, die sich auf die strukturierenden öffentlichen Verkehrsmittel für Charleroi, Lüttich, Namur und Mons beziehen;

5° die in der Wallonischen Region fehlenden Abschnitte des Straßen- und Wasserstraßennetzes innerhalb des transeuropäischen Verkehrsnetzes im Sinne der Entscheidung Nr. 884/2004/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 29. April 2004 zur Änderung der Entscheidung Nr. 1692/96/EG über gemeinschaftliche Leitlinien für den Aufbau eines transeuropäischen Verkehrsnetzes.

KAPITEL II — *Antragsakten**Abschnitt 1 — Antragsakte für eine Genehmigung*

Art. D.IV.26 - § 1 - Jedem Genehmigungsantrag wird die entsprechende Akte beigefügt.

Die Regierung legt die Form und den Inhalt des Genehmigungsantrags fest. Sie bestimmt die Anzahl der Exemplare, die der Antrag enthält, sowie den Maßstab und den Inhalt der verschiedenen beigefügten Pläne.

Die Regierung legt die Form der Beschlüsse zur Erteilung und Ablehnung der Genehmigungen fest.

§ 2 - Im Genehmigungsantrag wird nachgewiesen, dass der Antragsteller Inhaber eines dinglichen Rechts an dem Gut ist, das Gegenstand des Genehmigungsantrags ist. Der Antrag auf Städtebaugenehmigung kann die Möglichkeit für den Antragsteller, die Genehmigung umzusetzen, nicht rechtfertigen.

Das Bestehen von durch menschliches Eingreifen entstandenen Grunddienstbarkeiten oder von vertraglichen Verpflichtungen bezüglich der Benutzung des Bodens, die im Gegensatz zum Inhalt des Verstädterungsgenehmigungsantrags stehen, werden in diesem Antrag angeführt. In diesem Fall wird der Antrag einer öffentlichen Untersuchung unterzogen, deren Kosten zu Lasten des Antragstellers gehen. Die Genehmigung bewirkt das Erlöschen der besagten Grunddienstbarkeiten und Verpflichtungen, unbeschadet der Entschädigung der Inhaber dieser Rechte – zu Lasten des Antragstellers.

Art. D.IV.27 - Wenn sich der Antrag auf Handlungen und Arbeiten bezieht, die einer Ausnahme zu dem Sektorenplan oder zu den Normen des regionalen Leitfadens für den Städtebau oder einer Abweichung von einem Schema, einer Flächennutzungskarte, einem Leitfaden für den Städtebau oder von der Verstädterungsgenehmigung bedürfen, umfasst er einen Beleg der Einhaltung der durch die Artikel D.IV.5 bis D.IV.13 festgelegten Bedingungen.

Art. D.IV.28 - Der Antrag auf Städtebaugenehmigung enthält:

1° die Ziele der Raumordnung und des Städtebaus für den betroffenen Teil des Gebiets, einschließlich deren graphischen Ausdrucks;

2° die Maßnahmen zur Umsetzung dieser Ziele in Form von Leitlinien bezüglich:

a) des Verkehrsnetzes;

b) der technischen Infrastrukturen und Netze sowie der Abwasser- und Oberflächenwasserbewirtschaftung;

c) der öffentlichen Räume und Grünflächen;

d) der Parzellenaufteilung und der Zweckbestimmungen;

e) des Standorts und der Höhe der Bauten und Bauwerke, der Verkehrswege und öffentlichen Räume sowie des Einbaus der technischen Vorrichtungen;

f) der ökologischen Struktur;

3° die technische Akte bezüglich des kommunalen Straßen- und Wegenetzes;

4° ggf. die Phaseneinteilung bei der Umsetzung des in Artikel D.IV.2 erwähnten Gesamtprojekts.

Wenn der Antrag auf Verstädterungsgenehmigung die Schaffung eines Gemeindegeweges nicht voraussetzt oder wenn der Standort und die Fläche es rechtfertigen, hat der Antrag auf Verstädterungsgenehmigung einen vereinfachten Inhalt.

Die Regierung legt die Bedingungen für den Standort und die Fläche, die den vereinfachten Inhalt rechtfertigen, fest.

Art. D.IV.29 - Wenn der Antrag auf Städtebaugenehmigung für den Bau von nachträglich in Lose aufzuteilenden Gruppenwohnungen gestellt wird, ohne dass eine vorherige Verstädterungsgenehmigung dafür erfordert wird, werden im Antrag die Grenzen der Lose angegeben.

Abschnitt 2 — Antragsakte für eine Städtebaubescheinigung

Art. D.IV.30 - § 1 - Im Antrag auf eine Städtebaubescheinigung Nr. 1 ist die katastermäßige Identifizierung des Guts, zu dem die Informationen eingeholt werden, anzugeben.

§ 2 - Neben der katastermäßigen Identifizierung des Guts, zu dem die Informationen eingeholt werden, umfasst der Antrag auf eine Städtebaubescheinigung Nr. 2 eine Darstellung des Projekts in graphischer oder schriftlicher Form.

Wenn sich der Antrag auf Handlungen und Arbeiten bezieht, die einer Ausnahme zu dem Sektorenplan oder zu den Normen des regionalen Leitfadens für den Städtebau oder einer Abweichung von einem Schema, einer Flächennutzungskarte, einem Leitfaden für den Städtebau oder von der Verstädterungsgenehmigung bedürfen, umfasst er einen Beleg der Einhaltung der durch die Artikel D.IV.5 bis D.IV.13 festgelegten Bedingungen.

Jeder Antrag auf eine Städtebaubescheinigung Nr. 2 setzt einen Antrag auf eine Städtebaubescheinigung Nr. 1 voraus.

§ 3 - Die Regierung bestimmt die Form und den Inhalt der Anträge auf Städtebaubescheinigung. Sie legt die Form der Beschlüsse zur Erteilung und Ablehnung der Städtebaubescheinigungen fest.

KAPITEL III — *Projekttreffen*

Art. D.IV.31 - § 1 - Vor der Einreichung des Bescheinigungs- bzw. Genehmigungsantrags kann der Projektträger die Verabredung eines Projekttreffens mit dem Kollegium, dem beauftragten Beamten, oder dem beauftragten Beamten und dem technischen Beamten im Sinne des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung oder dem beauftragten Beamten und dem Beamten für Handelsniederlassungen im Sinne des Dekrets vom 5. Februar 2015 über Handelsniederlassungen oder dem beauftragten Beamten, dem technischen Beamten und dem Beamten für Handelsniederlassungen fordern, wenn diese die zuständige Behörde sind, um über seinen Antrag zu entscheiden. In diesem Fall erhält der Betroffene innerhalb von fünfzehn Tagen nach Antragstellung eine Einladung zu einem Treffen. Die Initiative eines Projekttreffens kann von der zuständigen Behörde ausgehen.

§ 2 - Bei diesem Treffen kommt der Projektträger mit dem bzw. den Vertreter(n) der zuständigen Behörde zusammen, um über seinen Antrag zu entscheiden.

Wenn die zuständige Behörde das Kollegium ist und der beauftragte Beamte, der technische Beamte oder der Beamte für Handelsniederlassungen um die Abgabe seiner Stellungnahme ersucht wird, wird er ebenfalls zum Treffen eingeladen. Dabei kann er sich vertreten lassen.

Wenn die zuständige Behörde nicht das Gemeindegremium ist, wird sein bzw. werden seine Vertreter zum Treffen eingeladen.

§ 3 - Die zuständige Behörde kann auch jede in Artikel D.IV.35 genannte Instanz zum Treffen einladen. Sie fordert den Kommunalausschuss (wenn es diesen gibt) auf, dort einen Vertreter zu entsenden.

Für das französische Sprachgebiet lädt sie die Abteilung Erbe der OGD4 zum Projekttreffen bezüglich eines unbeweglichen Gutes, das in der Schutzliste eingetragen ist, unter Denkmalschutz steht oder vorläufig den Auswirkungen der Unterschutzstellung unterliegt, oder das in einem Schutzgebiet gemäß Artikel 209 des wallonischen Gesetzbuches über das Erbe liegt.

§ 4 - Der Projektträger kann mit ihnen über sein Projekt diskutieren und es ggf. vor der Fertigstellung seines Antrags anpassen. Der Projektträger oder dessen Vertreter fertigt ein Protokoll des Treffens ohne Entscheidungsgewalt an. Das Protokoll wird auf elektronischem Wege den anwesenden Parteien unterbreitet, welche dann über eine Frist von dreißig Tagen verfügen, um dem Projektträger ihre Anmerkungen zukommen zu lassen. Andernfalls ist davon auszugehen, dass dem Protokoll zugestimmt worden ist.

§ 5 - Dieses Treffen in Anwesenheit des beauftragten Beamten ist verbindlich, wenn sich der Antrag auf:

1° eine Fläche, die für den Einzelhandel von Gütern bestimmt ist, und eine Nettofläche von mindestens 2 500 m² aufweist;

2° eine über 15 000 m² große Bürofläche;

3° mehr als 150 Wohnungen bezieht.

Die Akte enthält einen Lageplan und die zahlen- und flächenmäßige Verteilung der Geschäfte, Büros und Wohnungen.

§ 6. Das Treffen findet binnen zwanzig Tagen nach Einreichung des in § 1 erwähnten Antrags statt.

KAPITEL IV — *Einreichung des Antrags*

Abschnitt 1 — Allgemeines

Art. D.IV.32 - Die Genehmigungsanträge und die Anträge auf eine Städtebaubescheinigung, die in den Zuständigkeitsbereich des Gemeindegremiums fallen, sowie die angeforderten fehlenden Unterlagen, falls der Antrag unvollständig ist, sind an das Gemeindegremium per Einsendung zu richten oder im Gemeindehaus gegen Empfangsschein auszuhändigen.

Die Genehmigungsanträge und Anträge auf eine Städtebaubescheinigung, die in den Zuständigkeitsbereich des beauftragten Beamten fallen oder vom beauftragten Beamten untersucht werden, sowie die angeforderten fehlenden Unterlagen, falls der Antrag unvollständig ist, sind an den beauftragten Beamten per Einsendung zu richten oder gegen Empfangsschein auszuhändigen.

Unbeschadet der Möglichkeit einer Einreichung des Antrags mittels eines Papierformulars kann die Regierung die Einzelheiten und Bedingungen zu dessen Einreichung auf elektronischem Wege festlegen.

Art. D.IV.33 - Binnen zwanzig Tagen nach Eingang des eingesandten Antrags auf Genehmigung bzw. auf Städtebaubescheinigung Nr. 2 oder seines Empfangsscheins:

1° schickt das Gemeindegremium oder die Person, die es zu diesem Zweck bevollmächtigt, oder der beauftragte Beamte, dem Antragsteller eine Empfangsbestätigung im Falle eines vollständigen Antrags. Das Kollegium übermittelt dem Projektautor eine Abschrift davon;

2° richtet das Gemeindegremium bzw. die Person, die es zu diesem Zweck bevollmächtigt, oder der beauftragte Beamte, im Falle eines unvollständigen Antrags ein Verzeichnis der fehlenden Unterlagen an den Antragsteller per Einsendung, und deutet darauf hin, dass das Verfahren erst ab deren Empfang fortgesetzt wird. Das Kollegium übermittelt dem Projektautor eine Abschrift davon. Der Antragsteller verfügt über eine Frist von 180 Tagen, um den Antrag zu vervollständigen; andernfalls wird der Antrag für unzulässig erklärt. Jeder Antrag, der zweimal als unvollständig betrachtet worden ist, wird für unzulässig erklärt.

Wenn das Gemeindegremium oder die Person, die es zu diesem Zweck bevollmächtigt, dem Antragsteller die in Absatz 1 Ziffer 1 genannte Empfangsbestätigung oder das in Absatz 1 Ziffer 2 genannte Verzeichnis der fehlenden Unterlagen innerhalb der Frist von zwanzig Tagen nicht zugeschickt hat, wird der Antrag als zulässig betrachtet und wird das Verfahren fortgesetzt, wenn der Antragsteller dem beauftragten Beamten eine Kopie der Akte, die ursprünglich an das Gemeindegremium gerichtet hat, sowie den Beleg der Einsendung oder des Empfangsscheins, die in Artikel D.IV.32 erwähnt sind, übermittelt. Der Antragsteller setzt gleichzeitig das Gemeindegremium davon in Kenntnis. Falls er dem beauftragten Beamten seine Akte binnen dreißig Tagen ab Eingang des eingesandten Antrags auf Genehmigung bzw. auf Städtebaubescheinigung Nr. 2 oder seines Empfangsscheins, so wie in Artikel D.IV.32 erwähnt, nicht übermittelt, ist der Antrag unzulässig. Wenn das Gemeindegremium innerhalb derselben Frist von dreißig Tagen den beauftragten Beamten über die Frist, innerhalb deren der Beschluss des Gemeindegremiums gesendet wird, nicht per Einsendung informiert hat, legt der beauftragte Beamte selbst diese Frist auf der Grundlage der Akte und der obligatorischen Stellungnahmen fest. Für das Gemeindegremium, das davon durch Einsendung in Kenntnis gesetzt wird, ist diese Frist verbindlich.

Wenn der beauftragte Beamte dem Antragsteller die in Absatz 1 Ziffer 1 genannte Empfangsbestätigung oder das in Absatz 1 Ziffer 2 erwähnte Verzeichnis der fehlenden Unterlagen innerhalb der Frist von zwanzig Tagen nicht zugesandt hat, wird der Antrag als zulässig betrachtet und das Verfahren fortgesetzt.

Art. D.IV.34 - Unbeschadet der in Artikel D.68 des Umweltgesetzbuches erwähnten Bestimmungen, wird in der Empfangsbestätigung des vollständigen Antrags auf Genehmigung bzw. Städtebaubescheinigung Nr. 2 angegeben, ob Folgendes benötigt wird oder nicht:

1° Stellungnahme des beauftragten Beamten;

2° Stellungnahme des Gemeindegremiums;

3° besondere Bekanntmachungsmaßnahmen;

4° Stellungnahme der zur Beratung herangezogenen Dienststellen oder Kommissionen bzw. Ausschüsse sowie die diesbezüglichen Fristen;

5° die Frist, innerhalb deren der Beschluss des Gemeindegremiums oder des beauftragten Beamten übermittelt wird.

In der Empfangsbestätigung wird ebenfalls erwähnt, dass die unter Ziffer 5 erwähnte Frist um die Frist verlängert wird, die für den Erhalt der endgültigen Zustimmung bezüglich des kommunalen Verkehrsweges und ggf. für die Verabschiedung des Erlasses bezüglich des Fluchtlinienplans gebraucht wird, oder im Falle von besonderen Bekanntmachungsmaßnahmen vom 16. Juli bis zum 15. August oder vom 24. Dezember bis zum 1. Januar ausgesetzt wird, oder bis zum ersten darauf folgenden Werktag verlängert wird, wenn der letzte Tag der Untersuchung oder der Befragungsperiode ein Samstag, ein Sonntag oder ein Feiertag ist.

In der Empfangsbestätigung wird ebenfalls erwähnt, dass die unter Ziffer 5 erwähnte Frist von dem Gemeindegremium oder dem beauftragten Beamten um 30 Tage verlängert werden kann.

In der von dem Gemeindegremium ausgestellten Empfangsbestätigung wird der Artikel D.IV.47 wiedergegeben. Die Regierung kann die Form und den Inhalt der Empfangsbestätigung festlegen.

KAPITEL V — *Stellungnahmen*

Art. D.IV.35 - Der Genehmigungsantrag oder der Antrag auf eine Städtebaubescheinigung Nr. 2 erfordert für das französische Sprachgebiet die Stellungnahme der in Artikel 187 Absatz 1 Ziffer 3 des Wallonischen Gesetzbuches über das Erbe erwähnten Königlichen Kommission für Denkmäler, Landschaften und Ausgrabungen, wenn der Antrag Handlungen und Arbeiten in Bezug auf ein Immobiliengut betrifft, das in der Schutzliste eingetragen ist, unter Denkmalschutz gestellt ist oder vorläufig den Auswirkungen der Unterschutzstellung unterliegt, das in einem Schutzgebiet liegt oder sich in einer Stätte befindet, die aufgrund desselben Gesetzbuches in dem Verzeichnis der archäologischen Stätten aufgeführt ist, außer wenn diese Stellungnahme in demselben Antrag im Rahmen einer vorherigen Denkmalbescheinigung ersucht wurde.

Die Regierung bestimmt die Fälle, in denen das Einholen der Stellungnahme einer Dienststelle oder eines Ausschusses bzw. einer Kommission unter Berücksichtigung der Situation des Projekts und seiner Besonderheiten vorgeschrieben ist.

Außer den vorgeschriebenen Stellungnahmen können das Gemeindegremium, der beauftragte Beamte und die Regierung die Stellungnahme der Dienststellen oder Ausschüsse bzw. Kommissionen ersuchen, deren Konsultation sie als zweckmäßig erachten.

Art. D.IV.36 - Gleichzeitig mit der Empfangsbestätigung des vollständigen Antrags übermittelt das Gemeindegremium oder der beauftragte Beamte je nach Fall den in Artikel D.IV.35 erwähnten Dienststellen und Ausschüssen bzw. Kommissionen einen Antrag auf Stellungnahme unter Beifügung eines Exemplars des Genehmigungsantrags oder des Antrags auf Städtebaubescheinigung Nr. 2.

Wenn das Gemeindegremium die zuständige Behörde ist, übermittelt es dem beauftragten Beamten innerhalb derselben Frist ein Exemplar des Genehmigungsantrags oder des Antrags auf eine Städtebaubescheinigung Nr. 2 unter Beifügung einer Abschrift der Empfangsbescheinigung und gegebenenfalls der in Artikel D.IV.35 erwähnten Anträge auf Stellungnahme.

Wenn der beauftragte Beamte die zuständige Behörde oder die mit der Untersuchung der Akte beauftragte Behörde ist, übermittelt er dem Gemeindegremium innerhalb derselben Frist ein Exemplar des Genehmigungsantrags oder des Antrags auf eine Städtebaubescheinigung Nr. 2 unter Beifügung einer Abschrift der Empfangsbescheinigung und ersucht die Stellungnahme des Gemeindegremiums.

Art. D.IV.37 - Die in Artikel D.IV.35 erwähnten Dienststellen und Ausschüsse bzw. Kommissionen übermitteln ihre Stellungnahme innerhalb von dreißig Tagen nach dem Versand des Antrags durch die zuständige Behörde. Nach Ablauf dieser Frist gilt die Stellungnahme als günstig.

Das Gutachten des Feuerwehrdienstes wird innerhalb von fünfundvierzig Tagen nach dem Versand des Antrags durch die zuständige Behörde übermittelt. Nach Ablauf dieser Frist gilt das Gutachten als günstig.

Art. D.IV.38 - Wenn das Gemeindegremium die zuständige Behörde ist und wenn es entweder über die fakultative Stellungnahme des beauftragten Beamten verfügen möchte oder über die vorgeschriebene Stellungnahme des beauftragten Beamten verfügen muss, verfasst das Gemeindegremium einen Bericht über das Projekt. Es ersucht die Stellungnahme des beauftragten Beamten und fügt dem Antrag auf Stellungnahme seinen Bericht und gegebenenfalls die Dokumente bei, die sich aus den besonderen Bekanntmachungsmaßnahmen ergeben, sowie die Stellungnahmen der in Artikel D.IV.35 erwähnten Dienststellen oder Ausschüsse bzw. Kommissionen. An dem Tag, an dem das Gemeindegremium die Stellungnahme des beauftragten Beamten ersucht, setzt es den Antragsteller und seinen Projektautor davon in Kenntnis.

Wenn der beauftragte Beamte die zuständige Behörde oder die mit der Untersuchung der Akte beauftragte Behörde ist, sendet das Gemeindegremium seine Stellungnahme innerhalb von dreißig Tagen nach dem Versand des in Artikel D.IV.36 Absatz 3 erwähnten Antrags auf Stellungnahme an den beauftragten Beamten. Nach Ablauf dieser Frist gilt die Stellungnahme als gültig. Die Frist beläuft sich auf sechzig Tage nach dem Versand, wenn besondere Bekanntmachungsmaßnahmen organisiert sind oder wenn die Stellungnahme des Kommunalausschusses ersucht wird.

Art. D.IV.39 - § 1 - Der beauftragte Beamte sendet seine Stellungnahme innerhalb von fünfunddreißig Tagen nach dem Versand des Antrags des Gemeindegremiums. Nach Ablauf dieser Frist gilt die Stellungnahme als gültig. Die Stellungnahme des beauftragten Beamten enthält einen begründeten Entscheidungsvorschlag.

An dem Tag, an dem der beauftragte Beamte seine Stellungnahme an das Gemeindegremium sendet, setzt er den Antragsteller und seinen Projektautor davon in Kenntnis.

§ 2 - Nach der Untersuchung der Akte über die Handlungen und Arbeiten, für die zwingende Gründe des Allgemeininteresses vorliegen, sendet der beauftragte Beamte der Regierung die Akte zu und setzt gleichzeitig den Antragsteller, seinen Projektautor und das Gemeindegremium davon in Kenntnis.

KAPITEL VI — *Zusätzliche Formalitäten*

Abschnitt 1 — Besondere Bekanntmachungsmaßnahmen

Art. D.IV.40 - Die Regierung verabschiedet die Liste der Genehmigungsanträge und Anträge auf eine Städtebaubescheinigung Nr. 2, die aus Gründen der Auswirkungen der betreffenden Projekte Folgendem unterliegen:

- 1° entweder einer in den Artikeln D.VIII.7 ff. erwähnten öffentlichen Untersuchung;
- 2° oder der in Artikel D.VIII.6 erwähnten Projektankündigung.

Anträge, die eine oder mehrere Ausnahmen zum Sektorenplan oder zu den Normen des regionalen Leitfadens voraussetzen, unterliegen einer öffentlichen Untersuchung.

Anträge, die eine oder mehrere Abweichungen von den vor dem Inkrafttreten des Gesetzbuches angenommenen und lokale Orientierungsschemen gewordenen kommunalen Raumordnungsplänen, von den vor dem Inkrafttreten des Gesetzbuches verabschiedeten und Leitfäden gewordenen Ordnungen und von den Verstärkungsgenehmigungen voraussetzen, unterliegen einer Projektankündigung, und zwar bis zur Revision oder Aufhebung des Schemas oder Leitfadens.

Abschnitt 2 — Eröffnung und Änderung eines Gemeindewegs

Art. D.IV.41 - Wenn der Genehmigungsantrag oder der Antrag auf eine Städtebaubescheinigung Nr. 2 einen Antrag auf die Schaffung, die Änderung oder die Abschaffung eines Gemeindewegs enthält, unterzieht die mit der Untersuchung des Antrags beauftragte Behörde bei Vollständigkeit des Antrags auf eine Genehmigung oder auf eine Städtebaubescheinigung Nr. 2 oder zu jedem von ihr als nützlich betrachteten Zeitpunkt den Antrag auf Schaffung, Änderung oder Abschaffung eines Gemeindewegs dem in den Artikeln 7 ff. des Dekrets vom 6. Februar 2014 über das kommunale Verkehrswegegesetz vorgesehenen Verfahren.

Wenn der Genehmigungsantrag oder der Antrag auf eine Städtebaubescheinigung Nr. 2 einen Antrag auf die Schaffung, die Änderung oder die Abschaffung eines Gemeindewegs enthält, der eine Änderung des Fluchtlinienplans erfordert, sendet die mit der Untersuchung des Antrags beauftragte Behörde bei Vollständigkeit des Antrags auf eine Genehmigung oder auf eine Städtebaubescheinigung Nr. 2 oder zu jedem von ihr als nützlich betrachteten Zeitpunkt den Antrag auf Schaffung, Änderung oder Abschaffung des Gemeindewegs und das vom Antragsteller erarbeitete Projekt eines Fluchtlinienplans gemäß den Artikeln 21 ff. des Dekrets vom 6. Februar 2014 über das kommunale Verkehrswegegesetz dem Gemeindegremium.

In diesen Fällen werden die Fristen für die Untersuchung des Genehmigungsantrags oder Antrags auf eine Städtebaubescheinigung Nr. 2 um die Frist verlängert, die für den Erhalt der endgültigen Entscheidung bezüglich des Gemeindewegs und ggf. des Erlasses bezüglich des Fluchtlinienplans gebraucht wird. Die Beschlussfassung zur Gewährung oder zur Verweigerung der Genehmigung oder der Städtebaubescheinigung Nr. 2 erfolgt nach der endgültigen Entscheidung bezüglich des Gemeindewegs und gegebenenfalls des Erlasses bezüglich des Fluchtlinienplans.

Wenn der Genehmigungsantrag oder Antrag auf eine Städtebaubescheinigung Nr. 2 einer öffentlichen Untersuchung oder Projektankündigung unterliegt, organisiert das Gemeindegremium eine einzige öffentliche Untersuchung gemäß den Artikeln D.VIII.7 ff. für den Antrag auf eine Genehmigung oder auf eine Städtebaubescheinigung Nr. 2, für den Antrag bezüglich des Gemeindewegs sowie gegebenenfalls für das Projekt eines Fluchtlinienplans. Die Dauer der einzigen öffentlichen Untersuchung entspricht der für die verschiedenen betroffenen Verfahren erforderlichen maximalen Dauer.

Abschnitt 3 — Änderung des Genehmigungsantrags während des Verfahrens

Art. D.IV.42 - § 1 - Vor dem Beschluss kann der Antragsteller Änderungspläne und einen entsprechenden Nachtrag zur vorherigen Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit bzw. zur Umweltverträglichkeitsstudie vorlegen, und zwar unter Vorbehalt des Einverständnisses:

1° des Gemeindegremiums, falls es die zuständige Behörde ist;

2° des beauftragten Beamten, falls er die zuständige Behörde aufgrund des Artikels D.IV.22 Absatz 1 ist, sowie für die geringfügigen Änderungen der von der Regierung aufgrund des Artikels D.IV.25 ausgestellten Genehmigungen;

3° des beauftragten Beamten, falls er die mit der Untersuchung der in den Artikeln D.II.54, D.IV.25 und D.V.16 erwähnten Genehmigungsanträge beauftragte Behörde ist;

4° der Regierung während des Beschwerdeverfahrens, wenn dieses einen aufgrund des Artikels D.IV.22 Absatz 1 gefassten Beschluss des beauftragten Beamten zum Gegenstand hat, sowie für die geringfügigen Änderungen der von der Regierung aufgrund des Artikels D.IV.25 ausgestellten Genehmigungen, oder bei Ausbleiben eines diesbezüglichen Beschlusses.

In allen anderen Fällen werden die Änderungspläne nicht angenommen, außer auf Antrag der Regierung, wie in Artikel D.IV.51 erwähnt.

In den unter Ziffer 2 bis 4 erwähnten Fällen wird die Stellungnahme des Gemeindegremiums ersucht. Wenn das Gemeindegremium die zuständige Behörde ist, wird die Stellungnahme des beauftragten Beamten ersucht, wenn Letzteres vorgeschrieben ist.

§ 2. Die Änderungspläne und der Nachtrag zur vorherigen Bewertungsnotiz können neuen Bekanntmachungsmaßnahmen durch Vermittlung der Gemeinde, und der Stellungnahme der vorher im Laufe des Verfahrens zu Rate gezogenen Dienststellen und Ausschüsse bzw. Kommissionen unterzogen werden. In diesem Fall wird der Antragsteller davon in Kenntnis gesetzt.

Wenn den Änderungsplänen ein Nachtrag zur Umweltverträglichkeitsstudie beiliegt, werden sie neuen Bekanntmachungsmaßnahmen durch Vermittlung der Gemeinde, und der Stellungnahme der vorher im Laufe des Verfahrens zu Rate gezogenen Dienststellen oder Ausschüssen bzw. Kommissionen unterzogen. Der Antragsteller wird davon in Kenntnis gesetzt.

§ 3. Die besonderen Bekanntmachungsmaßnahmen und die Konsultation der vorerwähnten Dienststellen und Ausschüsse bzw. Kommissionen sind nicht erforderlich:

1° wenn sich die geplante Änderung aus einem Vorschlag ergibt, der in den Bemerkungen oder Beanstandungen im Rahmen der öffentlichen Untersuchung oder während des Zeitraums der Ankündigung des Projekts enthalten ist oder der unmittelbar damit verbunden ist;

2° wenn die geplante Änderung nur begrenzt ist und den Zweck, den allgemeinen Aufbau und die wesentlichen Merkmale des Projekts nicht beeinträchtigt.

Art. D.IV.43 - In den in Artikel D.IV.42 § 1 Absatz 1 Ziffern 1, 2 und 3 erwähnten Fällen ist die Aushändigung gegen Abnahmebescheinigung oder die Einsendung der Änderungspläne und des Nachtrags zur vorherigen Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit bzw. zur Umweltverträglichkeitsstudie vor Ablauf der Entscheidungsfrist Gegenstand der Einsendung einer Empfangsbestätigung, die die in Artikel D.IV.33 erwähnte Empfangsbescheinigung ersetzt. Mangels dessen sind die Änderungspläne und der Nachtrag zur vorherigen Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit bzw. zur Umweltverträglichkeitsstudie unzulässig.

In den in Artikel D.IV.42 § 1 Absatz 1 Ziffern 1 und 2 erwähnten Fällen werden die neuen Entscheidungsfristen auf der Grundlage der Änderungspläne und des Nachtrags zur vorherigen Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit bzw. zur Umweltverträglichkeitsstudie gemäß Artikel D.IV.46 Absatz 1 oder Artikel D.IV.48 Absatz 1 festgelegt.

In den in Artikel D.IV.42 § 1 Absatz 1 Ziffer 4 erwähnten Fällen werden die neuen Fristen gemäß Artikel D.IV.69 berechnet.

Abschnitt 4 — Vorherige Erlangung einer Denkmalbescheinigung

Art. D.IV.44 - Im französischen Sprachgebiet ist jedem Genehmigungsantrag oder Antrag auf eine Städtebaubescheinigung Nr. 2 bezüglich entweder eines in der Schutzliste eingetragenen, unter Denkmalschutz gestellten oder vorläufig den Wirkungen der Unterschutzstellung kraft Artikel 208 des Wallonischen Gesetzbuches über das Erbe unterliegenden Denkmals, oder eines in der in Artikel 187 Ziffer 12 desselben Gesetzbuches erwähnten Liste der außergewöhnlichen Erbgüter eingetragenen Gutes die Denkmalbescheinigung gemäß den im Wallonischen Gesetzbuch über das Erbe festgelegten Modalitäten beizufügen.

Abschnitt 5 — Freizeitbeherbergung

Art. D.IV.45 - Unter Feriendorf ist ein gruppiertes Gefüge von mindestens fünfzehn ortsfesten Wohnungen zu verstehen, das durch eine einzige natürliche oder juristische, privat- oder öffentlich-rechtliche Person erbaut wird und der Förderung des Erholungsurlaubs dienen soll.

Unter Wochenendwohnpark ist eine Gruppe von Parzellen im Rahmen einer Verstädterungsgenehmigung zu verstehen, die für die Aufnahme von Wochenendhäusern bestimmt ist. Unter Wochenendhaus ist ein Bau mit einer Bruttogeschossfläche von weniger als sechzig m² zu verstehen.

Für die Projekte, deren gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten berechnete Fläche mehr als 5 ha beträgt und die in einem Wohngebiet oder in einem Wohngebiet mit ländlichem Charakter liegen, hängt die Gewährung der Genehmigung von der Billigung durch die Regierung eines lokalen Orientierungsschemas ab, das die Gesamtheit oder einen Teil des betroffenen Gebiets abdeckt, wenn das Projekt Folgendes betrifft:

- 1° ein Feriendorf;
- 2° einen Wochenendwohnpark;
- 3° einen touristischen Campingplatz im Sinne des Wallonischen Gesetzbuches über den Tourismus;
- 4° einen Wohnmobilstellplatz im Sinne des Dekrets vom 4. März 1991 über die Betriebsbedingungen für Caravaningplätze;
- 5° einen Campingplatz im Sinne des Artikels 1 des Dekrets des Rates der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 9. Mai 1994 über Camping und Campingplätze.

Die Regierung kann die Bedingungen für die Ausstellung der Genehmigungen bezüglich der Freizeitbeherbergungen bestimmen und eine Liste der von der in Absatz 3 vorgesehenen Verpflichtung befreiten Handlungen und Arbeiten aufstellen.

*KAPITEL VII — Beschluss über die Anträge auf eine Städtebaugenehmigung
und auf eine Städtebaubescheinigung*

*Abschnitt 1 — Frist**Unterabschnitt 1 — Beschluss des Gemeindegremiums*

Art. D.IV.46 - Der Beschluss des Gemeindegremiums zur Gewährung oder Verweigerung der Genehmigung oder zur Ausstellung der Städtebaubescheinigung Nr. 2 wird dem Antragsteller innerhalb der nachstehenden Fristen ab dem Tag, an dem das Gemeindegremium die in Artikel D.IV.33 erwähnte Empfangsbescheinigung eingesandt hat, oder mangels dessen, ab dem Tag nach Ablauf der ihm für den Versand der Empfangsbescheinigung eingeräumten Frist zugestellt:

1° dreißig Tage, wenn der Antrag keine besonderen Bekanntmachungsmaßnahmen erfordert, wenn keine Stellungnahme der in Artikel D.IV.35 erwähnten Dienststellen oder Ausschüsse bzw. Kommissionen ersucht wird und wenn die fakultative Stellungnahme des beauftragten Beamten nicht ersucht wird oder die Stellungnahme des beauftragten Beamten nicht vorgeschrieben ist;

2° fünfundsiebzig Tage, wenn:

- a) entweder der Antrag besondere Bekanntmachungsmaßnahmen erfordert;
- b) oder die Stellungnahme der in Artikel D.IV.35 erwähnten Dienststellen oder Ausschüsse bzw. Kommissionen ersucht wird;

c) oder wenn die fakultative Stellungnahme des beauftragten Beamten ersucht wird oder die Stellungnahme des beauftragten Beamten vorgeschrieben ist;

3° hundertfünfzehn Tage, wenn die fakultative Stellungnahme des beauftragten Beamten ersucht wird oder die Stellungnahme des beauftragten Beamten vorgeschrieben ist, und wenn:

- a) entweder der Antrag besondere Bekanntmachungsmaßnahmen erfordert;
- b) oder die Stellungnahme der Dienststellen oder Ausschüsse bzw. Kommissionen ersucht wird.

An dem Tag, an dem das Gemeindegremium seinen Beschluss an Antragsteller richtet, übermittelt es ihn ebenfalls dem beauftragten Beamten. Das Gemeindegremium sendet eine Abschrift des Beschlusses an den Projektautor.

Die in Absatz 1 erwähnten Fristen können vom Gemeindegremium um dreißig Tage verlängert werden.

Der Beschluss zur Verlängerung wird je nach Fall innerhalb von dreißig, fünfundsiebzig oder hundertfünfzehn Tagen dem Antragsteller, seinem Projektautor und dem beauftragten Beamten übermittelt.

In dem Schreiben werden die Personen angegeben, denen der Beschluss zugestellt wird.

Art. D.IV.47 - § 1 - Wenn das Gemeindegremium dem Antragsteller seinen Beschluss nicht innerhalb der in den Artikeln D.IV.46, D.IV.62 § 3 Absatz 2 und § Absatz 4 erwähnten Fristen übermittelt hat, und wenn es nicht die vorgeschriebene oder fakultative Stellungnahme des beauftragten Beamten ersucht hat, wird der beauftragte Beamte mit dem Antrag befasst.

Innerhalb von vierzig Tagen ab dem Tag nach Ablauf der dem Gemeindegremium zur Einsendung seines Beschlusses eingeräumten Frist übermittelt der beauftragte Beamte seinen Beschluss gleichzeitig dem Antragsteller und dem Gemeindegremium. Er sendet eine Abschrift des Beschlusses an den Projektautor. Diese Frist wird um vierzig Tage verlängert, wenn besondere Bekanntmachungsmaßnahmen durchzuführen sind oder wenn Stellungnahmen ersucht werden müssen. Innerhalb der Frist von vierzig Tagen übermittelt der beauftragte Beamte den Beschluss zur Verlängerung gleichzeitig dem Antragsteller und dem Gemeindegremium. Er sendet eine Abschrift des Beschlusses zur Verlängerung an den Projektautor.

Wenn der Beschluss des beauftragten Beamten dem Antragsteller nicht innerhalb der eingeräumten Frist übermittelt wird, gilt die Genehmigung als verweigert oder gilt die Städtebaubescheinigung Nr. 2 als ungünstig, und die Regierung wird mit dem Antrag befasst.

§ 2 - Wenn das Gemeindegremium dem Antragsteller seinen Beschluss nicht innerhalb der in den Artikeln D.IV.46, D.IV.62 § 3, Absatz 2, und § 4 Absatz 4 erwähnten Fristen übermittelt hat, gilt der in der ausdrücklichen Stellungnahme des beauftragten Beamten enthaltene Beschlussvorschlag als Beschluss. Diesen übermittelt der beauftragte Beamte innerhalb von dreißig Tagen ab dem Tag nach Ablauf der dem Gemeindegremium zur Einsendung seines Beschlusses eingeräumten Frist gleichzeitig dem Antragsteller und dem Gemeindegremium. Der beauftragte Beamte sendet eine Abschrift des Beschlusses an den Projektautor.

Wird der Beschluss des beauftragten Beamten dem Antragsteller nicht innerhalb der eingeräumten Frist übermittelt, wird die Regierung mit dem Antrag befasst.

§ 3 - Wenn das Gemeindegremium seinen Beschluss nicht innerhalb der in den Artikeln D.IV.46, D.IV.62 § 3 Absatz 2, et § 4 Absatz 4 erwähnten Fristen übermittelt hat, und wenn der beauftragte Beamte seine vorgeschriebene oder fakultative Stellungnahme nicht innerhalb der in Artikel D.IV.39 § 1 erwähnten Frist übermittelt hat, gilt die Genehmigung als verweigert oder gilt die Städtebaubescheinigung Nr. 2 als ungünstig, und die Regierung wird mit dem Antrag befasst.

§ 4 - Wenn das Gemeindegremium seinen Beschluss nicht innerhalb der eingeräumten Frist dem Antragsteller übermittelt hat, erstattet es ihm den als Bearbeitungsgebühren erhaltenen Betrag zurück.

Unterabschnitt 2 — Beschluss des beauftragten Beamten oder der Regierung

Art. D.IV.48 - Der Beschluss des beauftragten Beamten zur Gewährung oder Verweigerung der Städtebaugenehmigung oder der Städtebaubescheinigung Nr. 2 wird gleichzeitig dem Gemeindegremium und dem Antragsteller innerhalb der nachstehenden Fristen ab dem Tag, an dem der beauftragte Beamte die in Artikel D.IV.33 erwähnte Empfangsbescheinigung eingesandt hat, oder mangels dessen, ab dem Tag nach Ablauf der ihm für den Versand der Empfangsbescheinigung eingeräumten Frist zugestellt:

1° sechzig Tage, wenn die Handlungen und Arbeiten begrenzte Auswirkungen haben und wenn der Antrag keine besonderen Bekanntmachungsmaßnahmen erfordert und die Stellungnahme der in Artikel D.IV.35 angeführten Dienststellen und Ausschüsse bzw. Kommissionen nicht ersucht wird;

2° neunzig Tage, wenn der Antrag keine besonderen Bekanntmachungsmaßnahmen erfordert und die Stellungnahme der in Artikel D.IV.35 angeführten Dienststellen und Ausschüsse bzw. Kommissionen nicht ersucht wird;

3° hundertdreißig Tage, wenn der Antrag besondere Bekanntmachungsmaßnahmen erfordert oder wenn die Stellungnahme der in Artikel D.IV.35 angeführten Dienststellen und Ausschüsse bzw. Kommissionen ersucht wird.

Der beauftragte Beamte sendet eine Abschrift des Beschlusses an den Projektautor.

Die in Absatz 1 erwähnten Fristen können vom beauftragten Beamten um dreißig Tage verlängert werden.

Innerhalb der Frist von je nach Fall sechzig, neunzig bzw. hundertdreißig Tagen übermittelt der beauftragte Beamte dem Antragsteller und dem Gemeindegremium seinen Beschluss zur Verlängerung. Der beauftragte Beamte sendet eine Abschrift des Beschlusses zur Verlängerung an den Projektautor.

Art. D.IV.49 - Wenn der Beschluss des beauftragten Beamten dem Antragsteller nicht innerhalb der in Artikel D.IV.48 erwähnten Frist übermittelt wird, gilt die Genehmigung als verweigert oder gilt die Städtebaubescheinigung Nr. 2 als ungünstig.

In diesem Fall erstattet die Behörde dem Antragsteller den als Bearbeitungsgebühren erhaltenen Betrag zurück.

Art. D.IV.50 - Für die in Artikel D.IV.25 erwähnten Genehmigungsanträge gewährt oder verweigert die Regierung die Genehmigung innerhalb von sechzig Tagen ab dem Erhalt der vom beauftragten Beamten untersuchten Akte. Ist dies nicht der Fall, gilt der Antrag als verweigert. Die Regierung übermittelt dem Antragsteller, dem Gemeindegremium und dem beauftragten Beamten die in Artikel D.IV.25 erwähnte Genehmigung oder setzt sie davon in Kenntnis, dass die Genehmigung in Ermangelung eines Beschlusses als verweigert gilt.

Art. D.IV.51 - Wenn die Regierung die Stellungnahme des Pool "Raumordnung" oder der Dienststellen oder Ausschüsse bzw. Kommissionen ersucht, deren Konsultation sie als zweckmäßig erachtet, wird die in Artikel D.IV.50 erwähnte Frist um dreißig Tage verlängert.

Vor der Beschlussfassung kann die Regierung den Antragsteller auffordern, Änderungspläne und einen entsprechenden Nachtrag zur Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit oder zur Umweltverträglichkeitsstudie vorzulegen. In diesem Fall wird Artikel D.IV.42 § 2 angewandt, und der beauftragte Beamte untersucht die neue Akte. Die Stellungnahme des Gemeindegremiums über die Änderungspläne und den Nachtrag zur vorherigen Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit bzw. zur Umweltverträglichkeitsstudie wird ersucht.

Unterabschnitt 3 — Ausstellung der Städtebaubescheinigung Nr. 1

Art. D.IV.52 - Die Städtebaubescheinigung Nr. 1 wird innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang des Antrags ausgestellt.

Abschnitt 2 — Inhalt des Beschlusses

Unterabschnitt 1 — Allgemeines

Art. D.IV.53 - Unter Zugrundelegung einer angemessenen Begründung kann die Genehmigung verweigert werden, mit oder ohne Bedingungen, mit oder ohne städtebaulichen Auflagen ausgestellt werden, oder in dem vorliegenden Gesetzbuch vorgesehene Ausnahmen oder Abweichungen zulassen.

Die Bedingungen sind entweder für die Eingliederung des Projekts in die bebaute und unbebaute Umgebung, oder für die Durchführbarkeit des Projekts, das heißt seine Umsetzung und seinen Betrieb, erforderlich.

Neben der inhaltlichen Vereinbarkeit mit dem Sektorenplan, einschließlich der Flächennutzungskarte, Schemen, Verstärkungsgenehmigungen und Leitfäden, beruht die Genehmigung oder die Verweigerung der Genehmigung auf den lokalen städtebaulichen Umständen, und kann insbesondere auf den im vorliegenden Abschnitt angeführten Gründen und Bedingungen beruhen.

Unterabschnitt 2 — Städtebauliche Auflagen

Art. D.IV.54 - Neben den für die Durchführbarkeit oder die Eingliederung des Projekts erforderlichen Bedingungen kann die zuständige Behörde die Erteilung der Genehmigung von Auflagen abhängig machen, die sie dem Antragsteller aufzuerlegen als erforderlich erachtet, und zwar unter Beachtung des Grundsatzes der Verhältnismäßigkeit.

Die städtebaulichen Auflagen bestehen in Handlungen und Arbeiten, die dem Antragsteller auferlegt werden, mit Ausnahme jeglichen Beitrags in bar, um die Auswirkungen des Projekts auszugleichen, durch die die Allgemeinheit auf kommunaler Ebene belastet ist. Die positiven Auswirkungen des Projekts auf die Allgemeinheit, das heißt sein Beitrag zur Erfüllung eines Allgemeininteresses, werden berücksichtigt, um gegebenenfalls negative Auswirkungen aufzuwiegen.

Die Auflagen gehen zu Lasten des Antragstellers und decken die Einrichtung oder Renovierung von Wegen und öffentlichen Grünanlagen, die Ausführung oder Renovierung öffentlicher oder gemeinschaftlicher Bauten oder Anlagen, einschließlich der Rohrleitungs- und Kanalsysteme und sonstiger unterirdisch verlegter Kabel, sowie jede umweltfreundliche Maßnahme.

Außerdem kann die zuständige Behörde unter Beachtung des Grundsatzes der Verhältnismäßigkeit die Erteilung der Genehmigung von einer Erklärung des Antragstellers abhängig machen, mit welcher dieser sich verpflichtet, ab der Aufnahme der Arbeiten den Besitz von Wegen, öffentlichen Räumen, öffentlichen bzw. gemeinschaftlichen Bauten oder Einrichtungen, oder von Gütern, die derartige Bauten oder Ausrüstungen aufnehmen können, an die Gemeinde oder die Region kostenlos und frei von jeglichen Verpflichtungen und Lasten für Letztere abzutreten.

Die Regierung kann die Art der städtebaulichen Auflagen und die Modalitäten für die Anwendung dieser Auflagen festlegen und den Grundsatz der Verhältnismäßigkeit bestimmen.

Unterabschnitt 3 — Gründe im Zusammenhang mit der Erschließung des Grundstücks

Art. D.IV.55 - Die Genehmigung wird in den folgenden Fällen verweigert oder mit Bedingungen versehen, wenn es darum geht, Handlungen und Arbeiten auf einem Grundstück durchzuführen oder dieses zu verstädern:

1° wenn das Grundstück keinen Zugang hat zu einem Weg mit ausreichender Strom- und Wasserversorgung, der in Anbetracht der Ortslage einen festen Belag hat und eine ausreichende Breite aufweist;

2° wenn das Grundstück die Bedingungen in Sachen Abwasserklärung des Wassergesetzbuches nicht erfüllt;

3° wenn es darum geht, Bau- oder Wiederaufbauarbeiten auf dem durch eine Baulinie angeschnittenen Grundstück zu unternehmen, oder Arbeiten an einem auf einer Baulinie stehenden Gebäude vorzunehmen, die keine Erhaltungs- oder Unterhaltsarbeiten sind; die Genehmigung kann jedoch erteilt werden:

a) wenn aus den Stellungnahmen der zuständigen Behörden hervorgeht, dass die Baufluchtlinie an dem betreffenden Gebäude erst nach mindestens fünf Jahren ab Erteilung der Genehmigung durchgeführt werden kann; bei Enteignung nach dem Verstreichen dieser Frist wird der eventuelle Mehrwert, der aus den zugelassenen Arbeiten hervorgehen kann, nicht für die Berechnung der Entschädigung berücksichtigt;

b) wenn die Arbeiten die Außendämmung eines Gebäudes betreffen;

4° wenn seine Verstädterung den Zugang zu dem Innenteil einer Insel, deren Verstädterung in Betracht gezogen werden könnte, gefährden würde.

Art. D.IV.56 - Unbeschadet der Anwendung des Dekrets vom 6. Februar 2014 über das kommunale Verkehrswegenetz kann die zuständige Behörde auf Initiative des Antragstellers oder von Amts wegen und wenn die Einrichtungsarbeiten bezüglich der Verkehrswege unerlässlich sind, die Umsetzung der Genehmigungen von der Gewährung einer Genehmigung bezüglich der Eröffnung, der Abschaffung oder der Änderung von kommunalen oder regionalen Wegen abhängig machen.

Unterabschnitt 4 — Gründe im Zusammenhang mit dem Schutz der Personen, der Güter oder der Umwelt

Art. D.IV.57 - Die Genehmigung kann entweder verweigert oder an Sonderbedingungen zum Schutz von Personen, Gütern oder der Umwelt gebunden werden, falls die Handlungen oder Arbeiten sich auf Folgendes beziehen:

1° einen neuen Betrieb oder die Änderung eines bereits bestehenden Betriebs, der mit einem Risiko eines schweren Unfalls im Sinne des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung verbunden ist, unter Berücksichtigung der Notwendigkeit, eine angemessene Entfernung insbesondere von den zur Verstädterung bestimmten Gebieten im Sektorenplan, den Örtlichkeiten mit Publikumsverkehr oder von einem domanialen Naturschutzgebiet, einem zugelassenen Naturschutzgebiet, einem unterirdischen Hohlraum von wissenschaftlichem Interesse, einem biologisch wertvollen Feuchtgebiet oder einem Schutzgebiet oder einem Natura 2000-Gebiet im Sinne des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur zu erhalten;

2° unter Berücksichtigung der Notwendigkeit, eine angemessene Entfernung von einem bereits bestehenden Betrieb, der mit dem Risiko eines schweren Unfalls im Sinne des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung verbunden ist, zu erhalten, jedes Projekt, dessen Lage das Risiko eines schweren Unfalls vergrößern oder die Folgen eines solchen Unfalls verschlimmern könnte;

3° Immobiliengüter, die einem natürlichen Risiko oder einer größeren geotechnischen Belastung wie Hochwasser in den Gebieten mit Überschwemmungsgefahr im Sinne von Artikel D.53 des Wassergesetzbuches, Absturz einer Felswand, Erdbeben, Karsterscheinung, Bodensenkung, auf Bergwerksarbeiten oder -bauwerke, Eisenerzbergbau oder unterirdische Hohlräume zurückzuführende Bodensenkungen oder seismische Gefahr ausgesetzt sind;

4° Immobiliengüter, die in einem der folgenden Gebiete gelegen sind:

a) in oder in der Nähe eines domanialen Naturschutzgebiets oder eines zugelassenen Naturschutzgebiets, eines unterirdischen Hohlraums von wissenschaftlichem Interesse, eines Feuchtgebiets von biologischem Interesse oder eines Forstschutzgebiets im Sinne des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur;

b) innerhalb oder in der Nähe eines in Anwendung des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur vorgeschlagenen bzw. festgelegten Natura-2000-Gebiets;

5° eine Wohnung, die die in Artikel 3 Ziffer 5 des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse erwähnten Kriterien der gesundheitlichen Zuträglichkeit nicht einhält, und zwar unbeschadet des Artikels 4 Absatz 2 desselben Gesetzbuches oder anderer auf der Bewohnbarkeit beruhender Bewertungselemente.

Unterabschnitt 5 — Gründe im Zusammenhang mit dem planerischen Vorstadium

Art. D.IV.58 - Eine Verweigerung der Genehmigung kann auf der laufenden Revision des Sektorenplans, einschließlich der Flächennutzungskarte, oder auf der Erstellung oder Revision eines plurikommunalen Entwicklungsschemas oder eines kommunalen Schemas beruhen.

Die Verweigerung der Genehmigung, die auf diesem Grund beruht, wird hinfällig, wenn der neue Plan oder das Schema innerhalb von drei Jahren nach dem Beschluss zur Erstellung oder Revision des Plans noch nicht in Kraft getreten ist.

Der ursprüngliche Antrag bildet, auf Anfrage des Antragstellers, den Gegenstand eines neuen Beschlusses, der bei Verweigerung nicht mehr auf dem besagten Grund beruhen darf.

Abschnitt 3 — Verschiedene Bestimmungen

Unterabschnitt 1 — Reihenfolge der Arbeiten

Art. D.IV.59 - In der Genehmigung können die Reihenfolge der auszuführenden Arbeiten, sowie die Frist, innerhalb welcher die der Genehmigung zugefügten Bedingungen und Auflagen zu erfüllen sind, bestimmt werden.

Unterabschnitt 2 — Finanzielle Garantien

Art. D.IV.60 - Die zuständige Behörde kann die Erteilung der Genehmigung von der Hinterlegung der zur Erfüllung der Bedingungen oder der städtebaulichen Auflagen erforderlichen finanziellen Garantien abhängig machen.

Die zuständige Behörde kann für die Handlungen und Arbeiten, die für die Eröffnung, Änderung oder Abschaffung eines Gemeindeweges erforderlich sind, der fester Bestandteil des Genehmigungsantrags ist und der nicht als solcher als Bedingung oder Auflage aufgeführt wird, finanzielle Garantien verlangen.

Gegebenenfalls wird in der Genehmigung festgelegt, welche Lose abgetreten werden dürfen, ohne dass der Inhaber die auferlegten Handlungen, Arbeiten und Auflagen ausgeführt hat oder die zu ihrer Durchführung notwendigen finanziellen Garantien aufgebracht hat.

Abschnitt 4 — Beschluss über die Städtebaubescheinigung Nr. 2

Art. D.IV.61 - Die Städtebaubescheinigung Nr. 2 kann auf den in Abschnitt 2 angeführten Gründen beruhen.

In dieser Bescheinigung kann zudem zu den in Abschnitt 3 angeführten Angaben Stellung bezogen werden.

KAPITEL VIII — Aufsicht des beauftragten Beamten über die Genehmigungen und Bescheinigungen

Art. D.IV.62 - § 1 - Was die vom Gemeindegremium ausgestellten Genehmigungen und Städtebaubescheinigungen Nr. 2 betrifft, überprüft der beauftragte Beamte:

1° dass das Verfahren zur Ausstellung der Genehmigungen oder Städtebaugenehmigungen Nr. 2 ordnungsgemäß verlaufen ist;

2° dass die Genehmigung oder Städtebaubescheinigung Nr. 2 begründet ist;

3° dass die Genehmigung oder die Städtebaubescheinigung Nr. 2 mit den aufgrund des Gesetzbuches getroffenen verbindlichen Bestimmungen übereinstimmt, oder in Ermangelung dessen, dass sie auf einer Ausnahme gemäß den Artikeln D.IV.6 bis D.IV.13 beruht;

4° dass die Genehmigung oder die Städtebaubescheinigung Nr. 2 den als unverbindliche Leitlinie dienenden Bestimmungen des Entwicklungsschemas des Gebiets, wenn es angewandt wird, des plurikommunalen Entwicklungsschemas, des kommunalen Entwicklungsschemas, des lokalen Orientierungsschemas, der Flächennutzungskarte, des Leitfadens oder der Leitfäden für den Städtebau oder der Verstärkungsgenehmigung genügt, oder dass sie in Ermangelung dessen auf einer Abweichung gemäß Artikel D.IV.5 beruht;

5° dass die Genehmigung oder die Städtebaubescheinigung Nr. 2 mit dem Gesetz vom 12. Juli 1956 zur Festlegung des Statuts der Autobahnen, und den Parzellierungsplänen, die in Anwendung von Artikel 6 dieses Gesetzes von der Regierung gebilligt worden sind, übereinstimmt.

Wenn die Genehmigung oder die Städtebaubescheinigung Nr. 2 den Punkten 1 bis 5 des vorhergehenden Absatzes nicht genügt, setzt der beauftragte Beamte den Beschluss des Gemeindegremiums aus.

§ 2 - Innerhalb von dreißig Tagen nach dem Empfang des Beschlusses des Gemeindegremiums stellt der Beamte die Aussetzung dem Antragsteller, dem Gemeindegremium und der Regierung zu. Der beauftragte Beamte erklärt die Art der Regelwidrigkeit in dem Verfahren, den Mangel in der Begründung oder die Bestimmung, der die Genehmigung oder die Städtebaubescheinigung Nr. 2 nicht genügt.

In der Sendung an das Gemeindegremium ersucht der beauftragte Beamte das Gemeindegremium, seinen Beschluss zurückzuziehen.

§ 3 - Wenn das Gemeindegremium die Genehmigung oder die Städtebaubescheinigung Nr. 2 entzieht, so stellt es dem Antragsteller, dem beauftragten Beamten und der Regierung seinen Beschluss innerhalb von zwanzig Tagen nach Empfang der Aussetzung zu.

In diesem Fall beschließt das Gemeindegremium innerhalb von vierzig Tagen nach der Einsendung des Beschlusses zum Entzug erneut über den Genehmigungsantrag oder Antrag auf eine Städtebaubescheinigung Nr. 2 unter Berücksichtigung der Gründe für die Aussetzung und den Entzug und übermittelt seinen Beschluss.

§ 4 - Wenn der Entzug nicht innerhalb der in Paragraph 3 erwähnten Frist eingesandt wird, kann die Regierung die Aussetzung aufheben oder die Genehmigung oder Städtebaubescheinigung Nr. 2 für nichtig erklären.

Innerhalb von vierzig Tagen nach Empfang der Aussetzung stellt die Regierung dem Antragsteller, dem Gemeindegremium und dem beauftragten Beamten die Aufhebung der Aussetzung oder die Nichtigkeitserklärung der Genehmigung oder der Städtebaubescheinigung Nr. 2 per Einsendung zu.

Erfolgt keine Zustellung innerhalb der Frist, wird die Genehmigung oder die Städtebaubescheinigung Nr. 2 für nichtig erklärt.

Im Falle einer Nichtigkeitserklärung beschließt das Gemeindegremium erneut über den Genehmigungsantrag oder Antrag auf eine Städtebaubescheinigung Nr. 2 und übermittelt seinen Beschluss innerhalb von vierzig Tagen nach Empfang des Beschlusses zur Nichtigkeitserklärung der Genehmigung oder der Städtebaubescheinigung Nr. 2, oder mangels dessen ab dem Tag nach Ablauf der der Regierung zur Einsendung ihres Beschlusses eingeräumten Frist.

§ 5. Wenn das Gemeindegremium keinen neuen Beschluss gefasst hat und seinen Beschluss über den Genehmigungsantrag oder Antrag auf eine Städtebaubescheinigung Nr. 2 nicht innerhalb der eingeräumten Frist eingesandt hat, wird Artikel D.IV.47 angewandt.

KAPITEL IX — *Beschwerden**Abschnitt 1 — Inhaber des Beschwerderechts*

Art. D.IV.63 - § 1 - Der Antragsteller kann bei der Regierung per Einsendung an den Generaldirektor der OGD4 eine begründete Beschwerde einreichen, und zwar innerhalb von dreißig Tagen:

1° entweder nach Empfang des in den Artikeln D.IV.46 und D.IV.62 angeführten Beschlusses des Gemeindegremiums;

2° oder nach Empfang des in Artikel D.IV.47 § 1 oder § 2 angeführten Beschlusses des beauftragten Beamten;

3° oder nach Empfang des in Artikel D.IV.48 angeführten Beschlusses des beauftragten Beamten;

4° oder, wenn der Beschluss des beauftragten Beamten nicht innerhalb der jeweils in den Artikeln D.IV.48 oder D.IV.91 erwähnten Fristen eingesandt wurde, in Anwendung des Artikels D.IV.48 ab dem Tag nach Ablauf der Frist, die ihm für die Einsendung des Beschlusses eingeräumt wurde.

Die Beschwerde enthält ein Formular, dessen Muster von der Regierung festgelegt wird, eine Abschrift der Pläne des Antrags auf die Genehmigung oder auf die Städtebaubescheinigung Nr. 2 oder eine Abschrift des Antrags auf die Städtebaubescheinigung Nr. 2, wenn diese keinen Plan enthält, und eine Abschrift des Beschlusses, gegen den Beschwerde erhoben wird, wenn dieser vorliegt.

§ 2 - Wenn, in den in Artikel D.IV.47 § 1 und § 3 erwähnten Fällen, die Genehmigung als verweigert gilt oder die Städtebaubescheinigung Nr. 2 als ungünstig gilt, fordert die Regierung den Antragsteller auf, ihr zu bestätigen, dass er die Untersuchung seines Antrags erwünscht. Die Aufforderung der Regierung wird innerhalb von fünfzehn Tagen nach Ablauf der in Artikel D.IV.47 § 1 oder § 3 erwähnten Frist eingesandt.

Der Antragsteller versendet seine Bestätigung, sowie vier Abschriften der Pläne des Genehmigungsantrags oder Antrags auf eine Städtebaubescheinigung Nr. 2, oder vier Abschriften des Antrags auf eine Städtebaubescheinigung Nr. 2, wenn diese keinen Plan enthält, innerhalb von dreißig Tagen nach der Einsendung der Aufforderung der Regierung.

Wenn der Antragsteller die Bestätigung innerhalb der eingeräumten Frist versendet, laufen die Fristen für die Untersuchung und den Beschluss ab ihrem Empfang. Wenn die Bestätigung nicht innerhalb der eingeräumten Frist zugestellt wurde oder wenn der Antragsteller nicht wünscht, dass sein Antrag untersucht wird, wird die Akte geschlossen.

Wenn die Aufforderung der Regierung nicht innerhalb der in Absatz 1 erwähnten Frist zugestellt wurde, kann der Antragsteller aus eigener Initiative die Regierung auffordern, seine Beschwerde zu untersuchen. Wenn der Antragsteller die Regierung auffordert, seine Beschwerde zu untersuchen, laufen die Fristen für die Untersuchung und den Beschluss ab dem Empfang dieses Antrags.

§ 3. Wenn der beauftragte Beamte, in dem in Artikel D.IV.47 § 2 erwähnten Fall, den Beschluss nicht eingesandt hat, stellt die Regierung dem Antragsteller innerhalb von zwanzig Tagen nach Ablauf der in Artikel D.IV.47 § 2 erwähnten Frist eine Abschrift des Beschlusses zu. Wenn die Genehmigung oder die Städtebaubescheinigung Nr. 2 verweigert wird oder ungünstig ist, oder wenn sie unter Zufügung einer Auflage oder Bedingung gewährt wird, oder wenn die in Artikel D.IV.60 Absatz 2 erwähnten finanziellen Garantien verlangt werden, fordert die Regierung den Antragsteller gleichzeitig auf, ihr zu bestätigen, dass er die Untersuchung seines Antrags wünscht. Wenn die Genehmigung ohne Auflage oder Bedingung gewährt wird, wird die Akte geschlossen.

Der Antragsteller versendet seine Bestätigung, sowie vier Abschriften der Pläne des Genehmigungsantrags oder Antrags auf eine Städtebaubescheinigung Nr. 2, oder vier Abschriften des Antrags auf eine Städtebaubescheinigung Nr. 2, wenn diese keinen Plan enthält, innerhalb von dreißig Tagen nach der Einsendung der Aufforderung der Regierung.

Wenn der Antragsteller die Bestätigung innerhalb der eingeräumten Frist versendet, laufen die Fristen für die Untersuchung und den Beschluss ab ihrem Empfang. Wenn die Bestätigung nicht innerhalb der eingeräumten Frist zugestellt wurde oder wenn der Antragsteller nicht wünscht, dass sein Antrag untersucht wird, wird die Akte geschlossen.

Wenn die Aufforderung der Regierung nicht innerhalb der in Absatz 1 erwähnten Frist zugestellt wurde, kann der Antragsteller aus eigener Initiative die Regierung auffordern, seine Beschwerde zu untersuchen. Wenn der Antragsteller die Regierung auffordert, seine Beschwerde zu untersuchen, laufen die Fristen für die Untersuchung und den Beschluss ab dem Empfang dieses Antrags.

Art. D.IV.64 - Wenn der Antragsteller nicht das Gemeindegremium ist, kann Letzteres innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang des in den Artikeln D.IV.48 oder D.IV.91 erwähnten, in Anwendung des Artikels D.IV.48 zur Gewährung einer Genehmigung oder Städtebaubescheinigung Nr. 2 gefassten Beschlusses des beauftragten Beamten eine begründete Beschwerde bei der Regierung einreichen. Die Beschwerde wird gleichzeitig dem Antragsteller und dem beauftragten Beamten zugestellt.

Art. D.IV.65 - Der beauftragte Beamte kann bei der Regierung eine begründete Beschwerde gegen die Genehmigung oder die Städtebaubescheinigung Nr. 2 innerhalb von dreißig Tagen nach deren Eingang einreichen:

1° wenn der Beschluss des Gemeindegremiums von der durch den Kommunalausschuss im Rahmen einer vorgeschriebenen Konsultation dieses Ausschusses abgegebenen Stellungnahme abweicht;

2° falls kein Kommunalausschuss besteht, wenn bei einer in Anwendung des vorliegenden Gesetzbuches durchgeführten öffentlichen Untersuchung persönliche und begründete Bemerkungen über das Projekt geäußert wurden - und wenn diese Bemerkungen im Beschluss des Kollegiums nicht berücksichtigt wurden - durch:

a) fünfundsiebzig Personen, die in dem Bevölkerungsregister der Gemeinde, in der das Projekt gelegen ist, eingetragen sind, für eine Gemeinde von weniger als zehntausend Einwohnern;

b) fünfzig Personen, die in dem Bevölkerungsregister der Gemeinde, in der das Projekt gelegen ist, eingetragen sind, für eine Gemeinde von zehntausend bis fünfundsiebzigtausend Einwohnern;

c) hundert Personen, die in dem Bevölkerungsregister der Gemeinde, in der das Projekt gelegen ist, eingetragen sind, für eine Gemeinde von fünfundsiebzigtausend bis fünfzigtausend Einwohnern;

d) zweihundert Personen, die in dem Bevölkerungsregister der Gemeinde, in der das Projekt gelegen ist, eingetragen sind, für eine Gemeinde von fünfzigtausend bis hunderttausend Einwohnern;

e) dreihundert Personen, die in dem Bevölkerungsregister der Gemeinde, in der das Projekt gelegen ist, eingetragen sind, für eine Gemeinde mit mehr als hunderttausend Einwohnern.

In der Genehmigung oder Städtebaubescheinigung Nr. 2 wird der vorliegende Artikel wiedergegeben.

Die Beschwerde wird gleichzeitig dem Gemeindegremium und dem Antragsteller zugestellt. Eine Abschrift der Beschwerde wird dem Projektautor übermittelt.

Abschnitt 2 — Verfahren

Art. D.IV.66 - Innerhalb von zehn Tagen nach Eingang der Beschwerde übermittelt die Regierung oder die von ihr zu diesem Zweck beauftragte Person:

1° der Person, die die Beschwerde eingereicht hat, oder dem Antragsteller, der die Untersuchung seines Antrags wünscht, eine Empfangsbescheinigung mit der Angabe des Datums, an dem die Anhörung durch die beratende Kommission für Beschwerden stattfindet;

2° den übrigen Parteien eine Abschrift der Beschwerdeakte und die Vorladung zur vorerwähnten Anhörung.

Die Regierung ersucht die Stellungnahme der Kommission und innerhalb von fünfundvierzig Tagen nach Empfang der Beschwerde fordert sie den Antragsteller, das Gemeindegremium, den beauftragten Beamten oder deren Vertreter, die Verwaltung sowie die beratende Kommission auf, zur Anhörung zu erscheinen.

Spätestens zehn Tage bevor die Anhörung stattfindet, übermittelt die Verwaltung den vorgeladenen Personen oder Instanzen eine erste Analyse der Beschwerde auf der Grundlage der Akte in diesem Verfahrensstadium beigefügten Elemente, sowie den Rahmen, in den das Projekt sich einfügt, das heißt:

1° die Situation und gegebenenfalls die Ausnahmen oder Abweichungen vom Sektorenplan, von den Schemen, von der Flächennutzungskarte, von den Leitfäden für den Städtebau oder von einer Verstärkungsgenehmigung;

2° die Eintragung des Immobiliengutes in der Schutzliste, wenn es unter Denkmalschutz steht oder aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über das Erbe oder aufgrund der im deutschen Sprachgebiet anwendbaren Gesetzgebung vorläufig den Wirkungen der Unterschutzstellung unterliegt, seine Lage in einem in Artikel 209 desselben Gesetzbuches erwähnten Schutzgebiet, seine Lokalisierung in einem in den Artikeln D.V.I, D.V.7 oder D.V.9 erwähnten Areal, in einem Enteignungsplan oder wenn das Gut in Artikel D.IV.57 genannt wird.

Im Laufe der Anhörung können die vorgeladenen Personen oder Instanzen in der Akte eine Begründungsnotiz oder jedes zusätzliche, von ihnen als zweckmäßig erachtetes Schriftstück hinterlegen, nachdem sie diese bzw. dieses dargelegt haben.

Innerhalb von acht Tagen ab der Anhörung übermittelt die beratende Kommission gleichzeitig ihre Stellungnahme der Verwaltung und der Regierung. Eine fehlende Stellungnahme gilt als für den Beschwerdeführer günstige Stellungnahme.

Die Regierung kann die Modalitäten für die Untersuchung der Beschwerde bestimmen.

Abschnitt 3 — Beschluss

Art. D.IV.67 - Innerhalb von fünfundsechzig Tagen nach Eingang der Beschwerde sendet die Verwaltung einen begründeten Beschlussvorschlag an die Regierung und setzt den Antragsteller davon in Kenntnis.

Innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang des Beschlussvorschlags oder in Ermangelung dessen innerhalb von fünfundneunzig Tagen nach Eingang der Beschwerde stellt die Regierung dem Antragsteller, dem Gemeindegremium, sowie dem beauftragten Beamten ihren Beschluss zu.

Wird der Beschluss der Regierung dem Antragsteller nicht innerhalb der eingeräumten Frist übermittelt, gilt der Beschluss, gegen den Beschwerde erhoben wurde, als bestätigt.

Art. D.IV.68 - Gegebenenfalls vollzieht die Regierung die besonderen Bekanntmachungsmaßnahmen durch Vermittlung der Gemeinde oder ersucht die Stellungnahme der Dienststellen oder Ausschüsse bzw. Kommissionen, deren Konsultation sie als zweckmäßig erachtet oder deren vorgeschriebene Konsultation nicht stattgefunden hat. In diesem Fall werden die Fristen für den Beschluss um vierzig Tage verlängert. Die Regierung setzt den Antragsteller davon in Kenntnis.

Art. D.IV.69 - Änderungspläne, denen ein Nachtrag zur vorherigen Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit bzw. zur Umweltverträglichkeitsstudie beigefügt wird, können gemäß Artikel D.IV.42 eingereicht werden, wenn die Beschwerde einen aufgrund des Artikels D.IV.22 gefassten Beschluss des beauftragten Beamten zum Gegenstand hat oder wenn dieser nicht vorliegt. In diesem Fall laufen die Fristen für die Untersuchung und den Beschluss ab dem Eingang der Änderungspläne.

KAPITEL X — Formalitäten nach der Beschlussfassung

Abschnitt 1 — Bekanntmachung der Genehmigung

Art. D.IV.70 - Eine Bekanntmachung, dass die Genehmigung erteilt worden ist oder dass die Handlungen und Arbeiten Gegenstand des Wortlauts des in Artikel D.VII.15 erwähnten Urteils oder von in Artikel D.VII.21 erwähnten Wiederherstellungsmaßnahmen sind, wird von dem Antragsteller auf dem Grundstück entlang der Straße aufgestellt und muss von dort aus lesbar sein. Wenn es sich um auszuführende Arbeiten handelt, muss diese Bekanntmachung vor Beginn der Arbeiten und während ihrer gesamten Dauer auf der Baustelle angeschlagen sein. In den anderen Fällen muss die Bekanntmachung bereits bei den Vorbereitungen angebracht werden, ehe die Handlung(en) ausgeführt wird (werden) und während der gesamten Dauer ihrer Ausführung. Innerhalb dieses Zeitraums müssen die Genehmigung und die anhängende Akte oder eine durch die Gemeinde oder den beauftragten Beamten für gleich lautend bescheinigte Abschrift dieser Dokumente, das in Artikel D.VII.15 erwähnte Urteil oder die Akte betreffend die in Artikel D.VII.21 erwähnten Wiederherstellungsmaßnahmen den laut Artikel D.VII.3 bestimmten Bediensteten am Ort der Ausführung der Arbeiten bzw. Handlungen ständig zur Verfügung stehen.

Abschnitt 2 — Notifizierung des Beginns der Arbeiten

Art. D.IV.71 - Der Genehmigungsinhaber benachrichtigt das Gemeindegremium und den beauftragten Beamten per Einsendung fünfzehn Tage im Voraus über den Beginn der Handlungen und Arbeiten.

Abschnitt 3 — Kennzeichnung des Standorts der Neubauten

Art. D.IV.72 - Vor Beginn der Arbeiten für Neubauten, einschließlich der Vergrößerung der Grundfläche von bestehenden Bauten, muss der Standort vom Gemeindegremium an Ort und Stelle gekennzeichnet werden. Vor dem Tag, der für den Beginn der Handlungen und Arbeiten vorgesehen ist, kennzeichnet das Gemeindegremium vor Ort die Stelle.

Diese Kennzeichnung wird zu Protokoll genommen.

Abschnitt 4 — Erklärung über die Fertigstellung der Arbeiten

Art. D.IV.73 - Gemäß den Bestimmungen, die von der Regierung erlassen werden können, wird innerhalb einer Frist von sechzig Tagen ab der Anfrage, die von dem Genehmigungsinhaber oder dem Eigentümer des Gutes an das Gemeindegremium gerichtet wird, falls der Antrag in erster Instanz vom Gemeindegremium abhing, oder an den beauftragten Beamten gerichtet wird, falls der Antrag von dem beauftragten Beamten oder von der Regierung abhing, eine Erklärung aufgenommen zur Bescheinigung, dass:

- 1° die Arbeiten nach Ablauf der Frist, innerhalb welcher sie beendet sein sollten, beendet oder nicht beendet sind;
- 2° die Arbeiten gemäß oder nicht gemäß den Vorschriften der erteilten Genehmigung ausgeführt worden sind.

Wenn die Arbeiten nach Ablauf der Frist noch nicht beendet sind oder den Vorschriften der erteilten Genehmigung nicht entsprechen, so muss die Erklärung je nach Fall die Liste der Arbeiten, die noch nicht ausgeführt worden sind, enthalten bzw. andeuten, in welchen Punkten die Vorschriften nicht eingehalten worden sind.

Abschnitt 5 — Feststellung der Erfüllung der Bedingungen oder der städtebaulichen Auflagen und zehnjährige Haftung

Art. D.IV.74 - Niemand darf die Aufteilung, je nach Fall, einer Verstärkungsgenehmigung oder einer Städtebaugenehmigung für gruppierte Bauten, die die Durchführung einer oder mehrerer Bedingungen oder städtebaulicher Auflagen oder die Eröffnung, Änderung oder Abschaffung eines Gemeindegeweges voraussetzt, vornehmen, bevor der Genehmigungsinhaber entweder die auferlegten Handlungen, Arbeiten und Auflagen durchgeführt, oder die zu ihrer Durchführung erforderlichen finanziellen Garantien aufgebracht hat.

Die Erfüllung dieser Formalität wird in einer durch das Gemeindegremium ausgestellten Bescheinigung beurkundet und per Einsendung an den Genehmigungsinhaber gerichtet. Eine Abschrift der Einsendung wird an den beauftragten Beamten gerichtet.

Art. D.IV.75 - Außer wenn die Ausrüstung durch die öffentlichen Behörden ausgeführt worden ist, bleibt der Inhaber der Genehmigung mit dem Unternehmer und dem Projektautor zehn Jahre lang für die Ausrüstung gesamtschuldnerisch haftbar gegenüber der Region, der Gemeinde und den Käufern der Lose, und zwar innerhalb der in den Artikeln 1792 und 2270 des Zivilgesetzbuches bestimmten Grenzen.

Abschnitt 6 — Werbung

Art. D.IV.76 - Es darf keinerlei Werbung bezüglich einer Verstärkungsgenehmigung oder einer Städtebaugenehmigung für gruppierte Bauten gemacht werden ohne Vermerk der Gemeinde, wo das betreffende Gut liegt, des Datums und der Nummer der Genehmigung.

TITEL III — Rechtsfolgen der Genehmigung*KAPITEL I — Allgemeines*

Art. D.IV.77 - Die Städtebaugenehmigung und die Verstärkungsgenehmigung in ihrer endgültigen Fassung verleihen ihrem Inhaber im Rahmen der Anwendung des Gesetzbuches erworbene Rechte vorbehaltlich der Bestimmungen des vorliegenden Titels und unbeschadet der Zivilrechte von Drittpersonen.

Art. D.IV.78 - Unbeschadet der aus den Artikeln D.IV.53 bis D.IV.60 abzuleitenden Verpflichtungen gilt die Verstärkungsgenehmigung als unverbindliche Leitlinie. Sie ist auf die damit verbundene Städtebaugenehmigung und auf die Städtebaubescheinigung Nr. 2 anwendbar.

Art. D.IV.79 - Insofern die Verstärkungsgenehmigung, die die Eröffnung, Änderung oder Abschaffung eines Gemeindegeweges voraussetzt, die in Artikel D.IV.28 Absatz 1 Ziffer 3 erwähnte technische Akte enthält, gilt sie für die Durchführung der Handlungen und Arbeiten bezüglich dieses Weges als Städtebaugenehmigung.

KAPITEL II — Zeitlich begrenzte Genehmigungen

Art. D.IV.80 - § 1 - Die Dauer der Städtebaugenehmigung ist begrenzt:

- 1° für Handlungen und Arbeiten, die in Erwartung der Bewirtschaftung eines technischen Vergrabungszentrums genehmigt werden;
- 2° für Handlungen und Arbeiten, die in Erwartung des Abbaus in einem Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten oder in einem Abbauggebiet oder für Nebenanlagen, die für den Abbau in einem Abbauggebiet unerlässlich sind;
- 3° für die Lagerung von in Artikel D.II.30 vorgesehenen inerten Abfällen und Baggerschlämmen und für die Zusammenstellung von in Artikel D.II.33 vorgesehenen inerten Abfällen;
- 4° für die Handlungen und Arbeiten in Verbindung mit in Artikel D.II.36 § 2 Absätze 1 und 3 erwähnten nicht-landwirtschaftlichen Tätigkeiten in einem Agrargebiet mit Ausnahme der Freizeitaktivitäten, wenn die Handlungen und Arbeiten in dem Umbau, der Vergrößerung oder dem Wiederaufbau eines bereits vorhandenen Gebäudes bestehen;
- 5° für die Aufforstung, die aus einem intensiven Anbau von Holzarten besteht;
- 6° für die in Anwendung des Artikels D.II.37 § 4 zugelassenen Handlungen und Arbeiten in Verbindung mit der Freizeitbeherbergung in einem Forstgebiet;
- 7° für das Anbringen eines oder mehrerer Aushängeschilder oder Reklamevorrichtungen;
- 8° für die Einrichtung eines Lagers für ausgediente Fahrzeuge, Schrott, Materialien oder Abfälle, mit Ausnahme der Containerparks;

9° für die übliche Benutzung eines Grundstücks für das Aufstellen einer oder mehrerer mobiler, zu Wohnzwecken geeigneter Einrichtungen, wie Wohnwagen, Campingwagen, Altfahrzeuge oder Zelte, mit Ausnahme der durch das Wallonische Gesetzbuch über den Tourismus, das Dekret vom 4. März 1991 über die Betriebsbedingungen für Caravaningplätze oder das Dekret der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 9. Mai 1994 zugelassenen mobilen Anlagen;

10° für die Steinbrüche, in denen Ziersteine abgebaut werden, in Anwendung von Artikel D.IV.10;

11° für provisorische Infrastrukturen bezüglich gemeinschaftlicher oder gemeinwirtschaftlicher Einrichtungen;

12° für Projekte bezüglich zeitweiliger und versuchsweise eingerichteter Betriebe im Sinne des Dekrets über die Umweltgenehmigung.

Die Dauer der Genehmigung kann begrenzt werden, wenn sie Handlungen und Arbeiten in einem Gebiet betrifft, das nicht zur Verstärkerung bestimmt ist.

§ 2 - Nach Ablauf der zugestanden Frist ist der Inhaber der Genehmigung dazu verpflichtet, den Ort wieder in seinen ursprünglichen Zustand zurückzusetzen, wie vor der Umsetzung der Genehmigung. Die zuständige Behörde kann verlangen, dass die notwendigen Garantien zur Erfüllung der Verpflichtungen bezüglich der Wiederinstandsetzung der Örtlichkeiten aufgebracht werden.

KAPITEL III — Verfall der Genehmigungen

Abschnitt 1 — Verfall der Verstärkerungsgenehmigung

Art. D.IV.81 - Die Verstärkerungsgenehmigung, in der dem Inhaber Handlungen, Arbeiten oder Auflagen auferlegt werden, verfällt fünf Jahre nach ihrer Einsendung, wenn der Inhaber die vorgeschriebenen Handlungen, Arbeiten oder Auflagen nicht ausgeführt oder die geforderten finanziellen Garantien nicht aufgebracht hat.

Die Verstärkerungsgenehmigung, in der Handlungen, Arbeiten oder Auflagen zugelassen werden, die für die Eröffnung, Änderung oder Abschaffung eines Gemeindeganges erforderlich sind, und nicht als Bedingung oder Auflage aufgeführt werden, verfällt fünf Jahre nach ihrer Einsendung, wenn der Inhaber die vorgeschriebenen Handlungen, Arbeiten oder Auflagen, die für die Eröffnung, Änderung oder Abschaffung eines Gemeindeganges erforderlich sind, nicht ausgeführt oder die geforderten finanziellen Garantien nicht aufgebracht hat.

Wenn in der Genehmigung aufgrund des Artikels D.IV.60 Absatz 3 angegeben wird, dass manche Lose abgetreten werden dürfen, ohne dass der Inhaber die vorgeschriebenen Handlungen, Arbeiten und Auflagen ausgeführt oder die zu ihrer Ausführung notwendigen finanziellen Garantien aufgebracht hat, verfällt die Genehmigung in Abweichung von den Absätzen 1 und 2 nicht für diejenigen Lose, die Gegenstand der Eintragung einer der in Artikel D.IV.2 § 1 Absatz 3 erwähnten Urkunden waren.

Die Verstärkerungsgenehmigung, in der dem Inhaber keine Handlungen, Arbeiten oder Auflagen auferlegt werden, verfällt fünf Jahre nach ihrer Einsendung für den Teil des Gutes, der nicht Gegenstand der Eintragung einer der in Artikel D.IV.2 § 1 Absatz 3 erwähnten Urkunden war.

Art. D.IV.82 - Ist die Ausführung der Verstärkerungsgenehmigung in Phasen erlaubt, so wird in der Genehmigung der Zeitpunkt bestimmt, an dem die fünfjährige Verfallsfrist für jede andere Phase als die erste anläuft.

Art. D.IV.83 - Wenn die Verstärkerungsgenehmigung in Anwendung von Artikel D.IV.79 als Städtebaugenehmigung für die Ausführung der Handlungen und Arbeiten bezüglich des Weges gilt, so verfällt Letztere gleichzeitig mit der Verstärkerungsgenehmigung.

Abschnitt 2 — Verfall der Städtebaugenehmigung

Art. D.IV.84 - § 1 - Die Städtebaugenehmigung verfällt für den restlichen Teil der Arbeiten, wenn diese innerhalb von fünf Jahren nach der Zustellung der Genehmigung noch nicht vollständig durchgeführt worden sind.

§ 2 - Die Städtebaugenehmigung kann jedoch auf Antrag ihres Inhabers um zwei Jahre verlängert werden. Dieser Antrag wird fünfundvierzig Tage vor Ablauf der in Paragraph 1 genannten Frist eingereicht.

Die Verlängerung wird vom Gemeindegremium gewährt. Wenn die Genehmigung jedoch in Anwendung des Artikels D.IV.22 von dem beauftragten Beamten ausgestellt wurde, wird die Verlängerung vom beauftragten Beamten gewährt.

§ 3 - Ist die Ausführung der Arbeiten in Phasen erlaubt, wird in der Städtebaugenehmigung für jede Phase mit Ausnahme der ersten der Zeitpunkt bestimmt, ab dem die in Paragraph 1 erwähnte Frist läuft. Für diese anderen Phasen kann die in Paragraph 2 erwähnte Verlängerung gewährt werden.

§ 4 - Auf begründeten Antrag des Antragstellers der Genehmigung kann die zuständige Behörde im Rahmen des Entscheidungsverfahrens über den Genehmigungsantrag die in Paragraph 1 erwähnte Frist anpassen, ohne dass diese jedoch sieben Jahre übersteigen darf.

§ 5 - In Abweichung von den Paragraphen 1 bis 4 verfällt die von der Regierung aufgrund des Artikels D.IV.25 ausgestellte Genehmigung, wenn die Arbeiten innerhalb von sieben Jahren ab dem Tag, an dem die Genehmigung gemäß Artikel D.IV.50 eingesandt wurde, nicht eindeutig begonnen haben. Die Regierung kann jedoch auf speziell begründeten Antrag eine neue Frist gewähren, ohne dass diese fünf Jahre überschreiten darf.

Abschnitt 3 — Gemeinsame Bestimmungen

Art. D.IV.85 - Der Verfall der Genehmigungen erfolgt von Rechts wegen.

Das Gemeindegremium kann den Verfall in einem Protokoll feststellen, das es per Einsendung an den Genehmigungsinhaber richtet. Eine Abschrift der Einsendung wird an den beauftragten Beamten gerichtet.

Art. D.IV.86 - Wird die Genehmigung in Anwendung der Artikel D.IV.89 und D.IV.90 ausgesetzt, so wird die Frist für den Verfall der Genehmigung gleichzeitig ausgesetzt.

Art. D.IV.87 - Die Verfallsfrist wird von Rechts wegen während der gesamten Dauer des Verfahrens ausgesetzt, d.h. ab dem Einreichen des Antrags bis zur Notifizierung des endgültigen Beschlusses, falls gegen die Genehmigung eine Nichtigkeitsklage vor dem Staatsrat eingereicht worden ist, oder falls ein Antrag auf Unterbrechung der im Rahmen der Genehmigung erlaubten Arbeiten vor einer Gerichtsbarkeit des gerichtlichen Stands anhängig ist. Besitzt der Empfänger der angefochtenen Genehmigung nicht die erforderliche Eigenschaft, um beim Verfahren als Partei aufzutreten, notifiziert die Behörde, die die Genehmigung erteilt hat, oder die OGD4 für die von der Regierung ausgestellten Genehmigungen dem Empfänger den Beginn und das Ende der Aussetzung der Verfallsfrist.

KAPITEL IV — *Aussetzung der Genehmigung*

Art. D.IV.88 - Wenn ein Projekt für seine Durchführung eine oder mehrere weitere in Artikel D.IV.56 oder in einer anderen verwaltungspolizeilichen Gesetzgebung angeführte Erlaubnisse erfordert, dürfen die Handlungen und Arbeiten, die laut der Genehmigung erlaubt sind, nicht ausgeführt werden, solange deren Inhaber nicht über die genannten Erlaubnisse verfügt.

Die in Artikel D.IV.81 ff. erwähnte Verfallsfrist wird bis zum Absenden des Beschlusses bezüglich der besagten Erlaubnis ausgesetzt. Wenn die Erlaubnis verweigert wird, so verliert die Genehmigung von Rechts wegen am Tage der letztinstanzlichen Verweigerung ihre Wirkung.

Art. D.IV.89 - Eine Genehmigung kann in folgenden Fällen ausgesetzt werden:

1° durch den beauftragten Beamten in Anwendung von Artikel D.IV.62;

2° bei einem unvorhergesehenen Fund von archäologischen Gütern anlässlich der Umsetzung der Genehmigung unter den in Artikel 245 des Wallonischen Gesetzbuches über das Erbe genannten Bedingungen;

3° wenn eine Orientierungsstudie, eine Charakterisierungsstudie, eine kombinierte Studie, ein Sanierungsprojekt oder Handlungen und Arbeiten zur Sanierung kraft des Dekrets vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung erforderlich sind.

Art. D.IV.90 - Die von dem Gemeindegremium ausgestellte Genehmigung wird ausgesetzt, solange der Antragsteller nicht von deren Notifizierung an den beauftragten Beamten in Kenntnis gesetzt worden ist, und während der Frist von dreißig Tagen, die dem beauftragten Beamten für eine eventuelle Aussetzung in Anwendung von Artikel D.IV.62 gewährt wird.

Die in den Artikeln D.IV.64 und D.IV.65 erwähnten Beschwerden, sowie die Fristen, in denen Beschwerde erhoben werden muss, haben eine aufschiebende Wirkung.

KAPITEL V — *Entzug der Genehmigung*

Art. D.IV.91 - Unbeschadet der auf den Entzug von Verwaltungsakten anwendbaren allgemeinen Bestimmungen kann eine Genehmigung nur in den folgenden Fällen entzogen werden:

1° im Anschluss an die Aussetzung der Genehmigung durch den beauftragten Beamten in Anwendung von Artikel D.IV.62;

2° bei einem unvorhergesehenen Fund von archäologischen Gütern anlässlich der Umsetzung der Genehmigung unter den in Artikel 245 des Wallonischen Gesetzbuches über das Erbe genannten Bedingungen.

3° bei Nichtbeachtung der Regeln über den Sprachgebrauch.

Bei Nichtbeachtung der Regeln über den Sprachgebrauch wird der Entzug binnen sechzig Tagen ab dem Tag, an dem der Beschluss gefasst worden ist, oder, wenn eine Nichtigkeitsklage eingereicht worden ist, bis zum Abschluss der Debatten zugestellt. Ab der Einsendung des Beschlusses zum Entzug der Genehmigung verfügt die zuständige Behörde über eine neue vollständige Frist, die der ursprünglichen Frist entspricht, um ihren Beschluss zu fassen und zuzustellen.

Wenn das Gemeindegremium, der beauftragte Beamte oder die Regierung in Anwendung der allgemeinen Bestimmungen über den Entzug von Verwaltungsakten die Genehmigung oder die Städtebaubescheinigung Nr. 2 entzieht, übermittelt diese Behörde den neuen Beschluss innerhalb von einer Frist von vierzig Tagen ab der Einsendung des Beschlusses über den Entzug.

KAPITEL VI — *Abtretung der Genehmigung*

Art. D.IV.92 - § 1 - Bei Abtretung einer Genehmigung, für welche die Auflagen, die Bedingungen oder die Handlungen und Arbeiten, die zur Eröffnung, Änderung oder Abschaffung eines Gemeindegewegs nötig sind, noch nicht ganz ausgeführt sind, nehmen der Abtretende und der Übernehmer eine gemeinsame Notifizierung an die in erster Instanz für die Ausstellung der Genehmigung zuständige Behörde vor. Wenn finanzielle Garantien vor der Abtretung bereitgestellt, jedoch nicht benutzt worden sind, werden diese entweder aufrechterhalten oder durch gleichwertige finanzielle Garantien ersetzt.

In der Notifizierung wird mitgeteilt, was mit den vor der Abtretung bereitgestellten finanziellen Garantien geschieht; sie enthält die schriftliche Bestätigung des Übernehmers, dass er die Genehmigung, die eventuellen damit verbundenen, von der zuständigen Behörde vorgeschriebenen Bedingungen und Auflagen oder die durchzuführenden Handlungen und Arbeiten, die zur Eröffnung, Änderung oder Abschaffung eines Gemeindegewegs nötig sind, und die als solche nicht als Bedingung oder Auflage angegeben sind, den Artikel D.IV.75, und den Tatbestand, dass er zum Inhaber der Genehmigung wird, zur Kenntnis genommen hat.

Die zuständige Behörde bestätigt den Empfang dieser Notifizierung und informiert, je nach Fall, das Gemeindegremium oder den zuständigen Beamten.

§ 2 - In Ermangelung dessen bleiben der Abtretende oder seine Anspruchsberechtigten gemeinsam mit dem Übernehmer solidarisch verantwortlich gegenüber den vorgeschriebenen Auflagen und Bedingungen oder gegenüber den Handlungen und Arbeiten, die zur Eröffnung, Änderung oder Abschaffung eines Gemeindegewegs nötig sind, und die als solche nicht als Bedingung oder Auflage angegeben sind.

KAPITEL VII — *Verzicht auf die Genehmigung*

Art. D.IV.93 § 1 - Der Inhaber einer Genehmigung, die nicht umgesetzt wurde, kann darauf verzichten.

Der Verzicht erfolgt ausdrücklich und er greift nicht der Möglichkeit vor, dass zu einem späteren Zeitpunkt ein anderer Genehmigungsantrag eingereicht wird.

§ 2 - Betrifft die Genehmigung ein Gut, das einem oder mehreren Eigentümern gehört oder das Gegenstand dinglicher Rechte ist, so darf der Verzicht nur erfolgen, insofern alle Inhaber eines dinglichen Rechts ihr Einverständnis geben.

§ 3 - Der Inhaber der Genehmigung teilt seinen Verzicht dem Gemeindegremium oder dem beauftragten Beamten schriftlich mit.

KAPITEL VIII — *Abänderung der Verstärterungsgenehmigung*

Art. D.IV.94 - § 1 - Entweder auf Initiative des Gemeindegremiums oder auf Antrag des Eigentümers oder bloßen Eigentümers eines Loses, das Gegenstand einer Verstärterungsgenehmigung ist, oder des Inhabers eines Nießbrauchsrechts, eines Nutzungsrechts, eines Wohnrechts, eines Erbbaurechts oder eines Erbpachtrechts betreffend ein Los, das Gegenstand einer Verstärterungsgenehmigung ist, kann eine Abänderung dieser Genehmigung erlaubt werden, insofern diese nicht die Rechte, die aus den zwischen den Parteien ausdrücklich getroffenen Vereinbarungen hervorgehen, beeinträchtigt.

Die alleinige Überschrift der gesamten oder eines Teils der in der Verstärterungsgenehmigung enthaltenen Dokumente in einer authentischen Urkunde oder in einem privatschriftlichen Übereinkommen kann nicht als Vereinbarung im Sinne von Absatz 1 angesehen werden.

§ 2 - Eine Abänderung der Verstärterungsgenehmigung ist für Folgendes nötig:

1° die Handlungen und Arbeiten sowie die Schaffung von einem oder mehreren zusätzlichen Losen oder die Abschaffung von einem oder mehreren Losen, die den Zielsetzungen nach Artikel D.IV.28 Absatz 1 Ziffer 1 nicht genügen;

2° die Änderung der Außengrenzen.

Die Schaffung von einem oder mehreren Losen zur Niederlassung einer Infrastruktur oder einer technischen Ausrüstung, die zur Umsetzung der Verstärterungsgenehmigung nötig ist, erfordert keine Abänderung der Genehmigung.

Art. D.IV.95 - § 1 - Die Vorschriften bezüglich der Verstärterungsgenehmigung sind auf ihre Abänderung anwendbar. Die in Artikel D.IV.28 angeführte Antragsakte umfasst jedoch nur Elemente im Zusammenhang mit der geplanten Abänderung.

§ 2 - Das Gemeindegremium richtet eine gleichlautende Abschrift seines Antrags per Einsendung an alle Eigentümer eines Loses. Der Beleg der Einsendungen wird dem Antrag beigelegt. Eventuelle Beanstandungen werden innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang der gleich lautenden Abschrift des Antrags per Einsendung an den beauftragten Beamten gerichtet.

§ 3 - Im Falle eines Antrags seitens des Eigentümers, bloßen Eigentümers oder des Inhabers eines Nießbrauchsrechts, eines Nutzungsrechts, eines Wohnrechts, eines Erbbaurechts oder eines Erbpachtrechts und bevor dieser den Antrag einreicht, richtet er eine gleichlautende Abschrift per Einsendung an alle Eigentümer eines Loses, die den Antrag nicht gegengezeichnet haben. Der Beleg der Einsendungen wird dem Antrag beigelegt.

Eventuelle Beanstandungen werden innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang der gleich lautenden Abschrift des Antrags per Einsendung an das Gemeindegremium gerichtet.

Art. D.IV.96 - Die Abänderung der Verstärterungsgenehmigung hat keinerlei Einfluss auf die Verfallsfrist der Verstärterungsgenehmigung, deren Abänderung beantragt worden ist.

TITEL IV — *Rechtsfolgen der Städtebaubescheinigung*

Art. D.IV.97 - Die Städtebaubescheinigung Nr. 1 vermittelt und bescheinigt die folgenden Informationen bezüglich der im Antrag bezeichneten Katasterparzellen oder Teile von Parzellen:

1° die Bestimmungen des Sektorenplans, einschließlich des Gebiets, der Flächennutzungskarte, der Trassen, der Areale, der Raumordnungsmaßnahmen und der anwendbaren Zusatzvorschriften;

2° ob das Immobiliengut wegen seines Standorts ganz oder teilweise der Anwendung eines regionalen Leitfadens für den Städtebau unterliegt;

3° den Zustand hinsichtlich des Entwurfs des Sektorenplans;

4° den Zustand hinsichtlich eines plurikommunalen Schemas, eines kommunalen Schemas oder des Entwurfs eines plurikommunalen oder kommunalen Schemas, hinsichtlich eines kommunalen Leitfadens für den Städtebau oder des Entwurfs eines kommunalen Leitfadens für den Städtebau oder hinsichtlich einer Verstärterungsgenehmigung;

5° ob das Gut dem Vorkaufsrecht unterworfen ist oder in einem Enteignungsplan enthalten ist und je nach Fall, die Bezeichnung der Vorkaufsberechtigten und der Enteignungsbehörde sowie das Datum des entsprechenden Erlasses der Regierung;

6° ob das Gut:

a) in einem Areal für einen neu zu gestaltenden Standort, für eine Landschafts- und Umweltsanierung, für eine städtische Flurbereinigung, für eine städtische Neubelebung oder Erneuerung gelegen ist, jeweils im Sinne der Artikel D.V.1, D.V.7, D.V.9, D.V.12 oder D.V.13;

b) in der in Artikel 193 des Wallonischen Gesetzbuches über das Erbe erwähnten Schutzliste eingetragen ist;

c) laut Artikel 196 desselben Gesetzbuches unter Schutz gestellt ist;

d) in einem in Artikel 209 desselben Gesetzbuches erwähnten Schutzgebiet gelegen ist;

e) sich in einem Gebiet befindet, das auf der Karte der archäologischen Zoneneinteilung steht, oder an einem Standort, der in dem in Artikel 233 desselben Gesetzbuches erwähnten Verzeichnis der archäologischen Stätten aufgeführt ist;

f) sich im deutschsprachigen Gebiet befindet, und Gegenstand einer Schutzmaßnahme kraft der Denkmalschutzgesetzgebung ist;

7° ob das Gut über eine Abwasserkläranlage und über einen Zugang zu einer Straße verfügt, die unter Berücksichtigung der Ortslage über Wasser- und Stromversorgung verfügt, mit einer soliden Fahrbahndecke versehen ist und eine ausreichende Gesamtbreite hat;

8° die Daten bezüglich des Gutes, die in der Datenbank über den Bodenzustand im Sinne von Artikel 10 des Dekrets vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung aufgenommen sind;

9° ob das Gut einem schweren Unfallrisiko, einem erhöhten natürlichen Risiko oder einer erhöhten geotechnischen Belastung ausgesetzt ist, oder sich in einem domanialen oder zugelassenen Naturschutzgebiet, einem Waldreservat, oder einem Natura 2000-Gebiet befindet, ob es einen unterirdischen Hohlraum von wissenschaftlichem Interesse oder ein Feuchtgebiet von biologischem Interesse enthält, in Übereinstimmung mit Artikel D.IV.57 Ziffer 2 bis 4;

10° ob das Gut in den Plan "dauerhaftes Wohnen" aufgenommen worden ist.

Die Gemeinde und die Regierung können die Liste der in der Bescheinigung enthaltenen Informationen ergänzen.

Die Regierung stellt den Gemeinden die oben erwähnten Informationen zur Verfügung, soweit sie über diese Informationen verfügt.

Art. D.IV.98 - Die Bewertung des Gemeindegremiums oder des beauftragten Beamten über den Grundsatz und die Bedingungen für die Erteilung einer Genehmigung, die zur Durchführung eines derartigen Projekts beantragt würde, gilt zwei Jahre lang ab der Ausstellung der Städtebaubescheinigung Nr. 2 für die Elemente des Genehmigungsantrags, die Gegenstand der Städtebaubescheinigung Nr. 2 gewesen sind, vorbehaltlich der Bewertung der Umweltverträglichkeit des Projekts, der Ergebnisse der Untersuchungen, Projektbekanntmachungen und sonstiger Befragungen und der Beibehaltung der am Tag der Bescheinigung geltenden Normen.

Die Regierung ist in ihrer Beschlussfassung über Beschwerden jedoch nicht an die in der nicht von ihr verfassten Städtebaubescheinigung Nr. 2 enthaltene Bewertung gebunden.

TITEL V — Informationspflichten bezüglich des Verwaltungsstatuts der Güter

KAPITEL I — Vermerke in den Abtretungsurkunden

Art. D.IV.99 - § 1 - In jeder privatschriftlichen oder authentischen Urkunde unter Lebenden zur Abtretung eines dinglichen oder persönlichen Nutznießungsrechts während mehr als neun Jahren bezüglich eines bebauten oder nicht bebauten Immobiliengutes, ob es sich um eine Bestimmungs-, Bestellungs- oder Übertragungsurkunde handelt, einschließlich der Urkunden zur Bestellung einer Hypothek oder bezüglich eines Nutzungspfandrechts, mit Ausnahme jedoch der Abtretungen infolge eines Ehevertrags oder einer Abänderung des ehelichen Güterstands und der Abtretungen infolge einer Vereinbarung über das gesetzliche Zusammenwohnen oder einer Abänderung einer solchen Vereinbarung, wird das Folgende angegeben:

1° die in Artikel D.IV.97 erwähnten Informationen;

2° das Vorhandensein, der Gegenstand und das Datum der Parzellierungs-, Verstärkerungs-, Bau- und Städtebaugenehmigungen und Städtebaugenehmigungen für gruppierte Bauten, die nach dem 1. Januar 1977 erteilt wurden, sowie der Städtebaubescheinigungen, die vor weniger als zwei Jahren ausgestellt wurden und, für das französische Sprachgebiet, der gültigen Denkmalbescheinigungen;

3° die Bemerkungen des Gemeindegremiums oder des beauftragten Beamten gemäß Artikel D.IV.102;

4° die Tatsache, dass der bzw. die Abtretenden keine Handlungen oder Arbeiten durchgeführt hat bzw. haben, die kraft Artikel D.VII.1 § 1 Ziffer 1, 2 oder 7 einen Verstoß darstellen, und dass ggf. ein Protokoll erstellt worden ist.

Jede dieser Urkunden enthält außerdem die folgenden Informationen:

1° ohne Städtebaugenehmigung gibt es keine Möglichkeit, auf dem Gut Handlungen und Arbeiten im Sinne von Artikel D.IV.4 durchzuführen;

2° es gibt Regeln bezüglich des Verfalls der Genehmigungen;

3° das Vorhandensein einer Städtebaubescheinigung befreit nicht davon, die verlangte Genehmigung beantragen und erhalten zu müssen.

§ 2 - Die Regierung stellt den Notaren die Angaben nach Artikel D.IV.97 zur Verfügung, mit Ausnahme der unter Ziffer 7 stehenden Angaben.

Die Regierung bestimmt die Bedingungen und die Modalitäten für den Zugang zu den in Artikel D.IV.97 erwähnten Informationen.

Art. D.IV.100 - Die Vermerkspflicht obliegt dem Inhaber des abgetretenen Rechts, seinem Mandatsträger oder dem beurkundenden Beamten. Wenn die zu vermerkenden Informationen von diesen Personen nicht erteilt werden können, so werden die betreffenden Verwaltungsbehörden gemäß den in Anwendung von Artikel D.IV.105 festgelegten Regeln befragt. Mangels einer Antwort der betreffenden Behörde innerhalb der vorgesehenen Frist vermerkt der Inhaber des abgetretenen Rechts, sein Mandatsträger oder der beurkundende Beamte in der Urkunde das Datum der Einsendung mit der Anfrage oder das Datum der Abnahmebescheinigung der Anfrage, und gibt an, dass die Auskünfte nicht gegeben wurden und dass das Rechtsgeschäft trotz der mangelnden Antwort der Behörde getätigt wurde.

KAPITEL II — Vor jeder Aufteilung zu erstellende Urkunde

Abschnitt 1 — Aufteilung nach der Erteilung einer Genehmigung

Art. D.IV.101 - Vor jeder Urkunde zur Bestimmung, Übertragung oder Bestellung eines dinglichen Rechts, das sich auf ein von einer Verstärkerungsgenehmigung oder Städtebaugenehmigung für gruppierte Bauten betroffenes Los bezieht, wird vor einem Notar eine Urkunde über die Aufteilung aufgestellt, die sich auf die Lose bezieht und in der die Genehmigung sowie gegebenenfalls die Modalitäten für die Verwaltung der mit der Gesamtheit oder einem Teil der Lose gemeinsamen Teile angegeben werden.

Die Urkunde wird auf Veranlassung des Notars, der die Urkunde ausgefertigt hat, innerhalb von zwei Monaten nach der Beurkundung auf dem Hypothekenamt des Bezirks, in dem sich das Gut befindet, überschrieben.

Abschnitt 2 — Aufteilung eines Gutes, das keiner Genehmigung unterliegt

Art. D.IV.102 - § 1 - Im Falle der Aufteilung eines Gutes, das nicht Gegenstand eines Antrags auf eine Verstärkerungsgenehmigung ist und dessen zu bildenden Lose insgesamt oder zum Teil völlig oder teilweise zu Wohnzwecken bestimmt sind, übermittelt der Notar mindestens dreißig Tage vor dem für den öffentlichen Verkauf oder die Unterzeichnung der Urkunde festgelegten Termin dem Gemeindegremium und dem beauftragten Beamten den Aufteilungsplan, sowie eine Bescheinigung, in der die Art des Rechtsgeschäfts und die in der Urkunde enthaltene Bestimmung der Lose näher beschrieben werden.

Das Gemeindegremium oder der beauftragte Beamte teilen gegebenenfalls ihre Anmerkungen zur Kenntnisnahme mit. Diese werden in der Urkunde angeführt, ebenso wie die in Artikel D.IV.99 § 1 vorgesehenen Vermerke.

Wenn nötig werden diese Informationen bei den betreffenden Verwaltungsbehörden auf die in Artikel D.IV.105 vorgesehene Weise eingeholt. Mangels einer fristgerechten Antwort kann das Rechtsgeschäft getätigt werden.

Privatschriftliche oder authentische Urkunden, welche diese Geschäfte beurkunden, haben die gleiche Erklärung und die gleichen Vermerke zu enthalten.

§ 2 - Der vorliegende Artikel gilt für jede Urkunde zur Bestimmung, Übertragung oder Bestellung eines dinglichen Rechts an einem unbebauten Teil eines Immobiliengutes.

KAPITEL III — Nach der Abänderung der Verstärkungsgenehmigung erstellte Urkunde

Art. D.IV.103 - Hat der Antragsteller eine Abänderung der Verstärkungsgenehmigung erreicht, ist vor der Erstellung jeglicher Bestimmungs-, Übertragungs- oder Bestellungsurkunde betreffend ein dingliches Recht vor einem Notar eine Urkunde mit den an der Verstärkungsgenehmigung vorgenommenen Abänderungen aufzustellen.

Die sich auf das Los beziehende Urkunde wird auf Veranlassung des Notars, der die Urkunde ausgefertigt hat, innerhalb von zwei Monaten nach der Beurkundung auf dem Hypothekenamt des Bezirks, in dem sich das Gut befindet, überschrieben.

KAPITEL IV — Informationen über die Abtretung der Genehmigungen

Art. D.IV.104 - Bei der Erstellung jeglicher Übertragungs-, Bestellungs-, oder Bestimmungsurkunde betreffend ein dingliches Recht an Immobilien nach Artikel 1 des Hypothekengesetzes vom 16. Dezember 1851, das die Abtretung einer Genehmigung im Sinne von Artikel D.IV.92 mit sich bringt, verliert der Notar den anwesenden Parteien den Wortlaut von Artikel D.IV.92 und vermerkt diese Formalität in der Urkunde.

TITEL VI — Zu übermittelnde Informationen

Art. D.IV.105 - Die Regierung bestimmt die Bedingungen, unter denen die Personen, die die in Artikel D.IV.97 vorgesehenen Auskünfte erteilen, diese bei den betroffenen Verwaltungsbehörden erhalten können.

TITEL VII — Genehmigungen im Zusammenhang mit sonstigen verwaltungspolizeilichen Bestimmungen

Art. D.IV.106 - Die Städtebaugenehmigung wird durch den beauftragten Beamten ausgestellt, wenn sie vom Inhaber einer Genehmigung zum Aufsuchen von Lagerstätten oder vom Grubenkonzessionsinhaber beantragt wird.

Der beauftragte Beamte kann eine Genehmigung erteilen, die hinsichtlich des Sektorenplans oder der Normen des regionalen Leitfadens Ausnahmen aufweist, oder von den Leitfäden und Schemen abweicht.

Art. D.IV.107 - Im Falle eines gemischten Projekts im Sinne des Artikels 1 Ziffer 11 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung wird in Abweichung von den Artikeln D.IV.14, D.IV.22 und D.IV.25 eine mit der Städtebaugenehmigung im Sinne des vorliegenden Gesetzbuches gleichwertige Globalgenehmigung gemäß den in dem Kapitel XI des oben genannten Dekrets erwähnten Bestimmungen erteilt. Die Ausnahmen und Abweichungen im Sinne der Artikel D.IV.5 bis D.IV.13 werden gewährt:

1° durch das Gemeindegremium, wenn dieses die zuständige Behörde ist; die Stellungnahme des beauftragten Beamten, die im zusammenfassenden Bericht enthalten ist, ist jedoch eine gleich lautende Stellungnahme, wenn der Antrag eine Ausnahme zum Sektorenplan oder zu den Normen des regionalen Leitfadens für den Städtebau mit sich bringt;

2° durch den beauftragten Beamten, wenn dieser zusammen mit dem technischen Beamten die zuständige Behörde ist;

3° durch die Regierung im Rahmen einer Beschwerde;

4° durch die Regierung für die Genehmigungsanträge in Bezug auf die Handlungen und Arbeiten, für die es zwingende Gründe des Allgemeininteresses gibt, die unter ihren Zuständigkeitsbereich fallen.

In Abweichung von den Artikeln D.IV.14 und D.IV.22 wird im Falle eines integrierten Projekts im Sinne von Artikel 1 Ziffer 5 des Dekrets über Handelsniederlassungen gemäß den Bestimmungen von Titel II des vorerwähnten Dekrets eine integrierte Genehmigung ausgestellt, die die Städtebaugenehmigung im Sinne des vorliegenden Gesetzbuches ersetzt. Die Ausnahmen und Abweichungen im Sinne der Artikel D.IV.5 bis D.IV.13 werden gewährt:

1° durch das Gemeindegremium, wenn dieses die zuständige Behörde ist; die Stellungnahme des beauftragten Beamten, die im zusammenfassenden Bericht enthalten ist, ist jedoch eine gleich lautende Stellungnahme, wenn der Antrag eine Ausnahme zum Sektorenplan oder zu den Normen des regionalen Leitfadens für den Städtebau mit sich bringt;

2° durch den beauftragten Beamten, wenn dieser zusammen mit dem Beamten für Handelsniederlassungen und ggf. mit dem technischen Beamten die zuständige Behörde ist;

3° durch die Kommission für Beschwerden im Rahmen einer Beschwerde.

Art. D.IV.108 - Die Weiterführung der Aktivitäten, die aufgrund einer vor dem Inkrafttreten des Sektorenplanes erteilten Genehmigung erlaubt sind, mit den Bestimmungen dieses Planes jedoch nicht übereinstimmen, wird bis zum Ende der Gültigkeitsdauer der Genehmigung zugelassen. Unbeschadet von Artikel D.IV.109 kann die Erneuerung dieser Erlaubnis von der zuständigen Behörde bewilligt werden, soweit dies mit der allgemeinen Zweckbestimmung des betroffenen Gebiets vereinbar ist.

Art. D.IV.109 - Die in Anwendung des vorliegenden Buches bewilligten Ausnahmen und Abweichungen finden Anwendung auf die Handlungen bezüglich desselben Projekts, die anderen gesetzlichen Vorschriften unterliegen.

TITEL VIII — Übergangsregelung**KAPITEL I — Verfahren**

Art. D.IV.110 - Die Anträge auf eine Baugenehmigung, eine Städtebaugenehmigung, eine Parzellierungsgenehmigung oder eine Verstärkungsgenehmigung, einschließlich der Anträge, die unter eine der Kategorien nach Artikel D.IV.25 fallen, deren Hinterlegung, die durch einen Empfangsschein bescheinigt wird oder deren Sendungsempfang, der durch eine Post- oder sonstige Empfangsbestätigung bescheinigt wird, vor einer der Abänderungen der auf dem Gebiet der wallonischen Region anwendbaren Gesetzgebung für Raumordnung und Städtebau erfolgte, werden auf der Grundlage der am Datum des Empfangsscheins oder der Empfangsbestätigung anwendbaren Bestimmungen weiter geprüft.

In dem in Artikel D.IV.15 Absatz 1 Ziffer 1 erwähnten Fall und wenn die Gemeinde sich nicht mit dem erforderlichen kommunalen Leitfaden für den Städtebau ausgestattet hat, beschließt das Gemeindegremium ohne die verbindliche vorherige Stellungnahme des beauftragten Beamten für die Anträge auf eine Genehmigung oder eine Städtebaubescheinigung Nr. 2, deren Datum des Empfangsscheins oder der Einsendung nach Artikel D.IV.32 vor dem Tag nach demjenigen liegt, an dem die Frist von vier Jahren abläuft.

Wenn die Städtebaubescheinigung Nr. 2 nicht vor dem Datum des Inkrafttretens des Gesetzbuches ausgestellt worden ist, wird der Antrag so schnell wie möglich an den Antragsteller zurückgeschickt, wobei angegeben wird, dass er nach dem neuen Verfahren bei der zuständigen Behörde hinterlegt werden kann, wobei diese Behörde deutlich identifiziert wird.

Art. D.IV.111 - Nach fünf Jahren ab dem Eingang der Beschwerde bei der Regierung und in Ermangelung eines Erinnerungsschreibens, fragt die Regierung oder die zu diesem Zweck von ihr beauftragte Person den Antragsteller per Einsendung, ob er das laufende Verfahren weiterführen möchte. Wenn innerhalb einer Frist von neunzig Tagen ab der Einsendung keine Antwort vorliegt, gilt, dass der Antragsteller auf die Beschwerde nach Artikel 119 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe verzichtet. Die Regierung stellt den ausdrücklichen oder stillschweigenden Verzicht fest, und informiert gleichzeitig den Antragsteller der Genehmigung, das Gemeindekollegium und den beauftragten Beamten darüber.

Art. D.IV.112 - Die vor dem Datum des Inkrafttretens des Gesetzbuches geltenden Bestimmungen betreffend die vor dem Inkrafttreten des Gesetzbuches versandten oder hinterlegten vorherigen städtebaulichen Erklärungen sind weiterhin auf sie anwendbar.

Art. D.IV.113 - Die Anträge auf Eröffnung, Änderung oder Abschaffung eines Gemeindewegs, deren öffentliche Untersuchung am Datum des Inkrafttretens des Gesetzbuches noch im Gange oder abgeschlossen ist, werden auf der Grundlage der am Datum der Empfangsbestätigung des Antrags anwendbaren Bestimmungen weiter geprüft.

KAPITEL II — Rechtsfolgen

Abschnitt 1 — Verstädterungsgenehmigung

Unterabschnitt 1 — Juristischer Wert

Art. D.IV.114 - Die Parzellierungsgenehmigungen, die am Datum des Inkrafttretens des Gesetzbuches in Kraft sind, werden in Verstädterungsgenehmigungen umgewandelt und gelten als unverbindliche Leitlinien.

Die Verstädterungsgenehmigungen, die am Datum des Inkrafttretens des Gesetzbuches in Kraft sind, einschließlich jener Genehmigungen, die den Wert eines Städtebau- und Umweltberichts erlangt haben, gelten als unverbindliche Leitlinien.

Unterabschnitt 2 — Verfall

Art. D.IV.115 - Die Parzellierungsgenehmigungen und die Verstädterungsgenehmigungen, die am Datum des Inkrafttretens des Gesetzbuches in Kraft sind, verfallen nach den Bestimmungen der Artikel D.IV.81 bis D.IV.83 und D.IV.85 bis D.IV.87.

Art. D.IV.116 - § 1 - Die am 22. April 1962 in der Ausführung befindlichen Parzellierungen können ohne Genehmigung weitergeführt werden, falls die Parzellierer dies mit einer vorherigen Erlaubnis der Städtebauverwaltung belegen.

Außer bei höherer Gewalt verfällt die Erlaubnis jedoch, wenn am 1. Oktober 1970 keine der Arbeiten in Angriff genommen wurden, die in besagter Erlaubnis hinsichtlich der geplanten und in der Erlaubnis genehmigten Eröffnung von neuen Verkehrswegen, Abänderung oder Abschaffung von vorhandenen Verkehrswegen vorgesehen wurden.

Wurden Arbeiten unternommen, so verfällt die Genehmigung, falls sie nicht vor dem 31. Dezember 1972 fertiggestellt wurden.

Sollten Parzellierungen entlang eines vorhandenen, ausreichend ausgerüsteten Verkehrsweges unternommen werden, so verfällt die Erlaubnis, wenn der Verkauf von mindestens einem Drittel der Parzellen nicht vor dem 1. Oktober 1970 registriert wurde.

§ 2 - Es verfallen, außer bei höherer Gewalt:

1° die vor dem 1. Januar 1965 erteilten Parzellierungsgenehmigungen, welche die Eröffnung von neuen Verkehrswegen oder die Abänderung oder Abschaffung von vorhandenen Verkehrswegen vorsehen, falls am 1. Oktober 1970 keine der in der Genehmigung vorgeschriebenen Wegeausbauarbeiten in Angriff genommen wurden;

2° die ab dem 1. Januar 1965 erteilten Genehmigungen, deren vorgeschriebene Ausbauarbeiten nicht innerhalb einer dreijährigen Frist ab dem 1. Oktober 1970, oder im Falle einer Verlängerung, bis zum fünften Jahrestag nach der Genehmigungserteilung fertiggestellt wurden.

§ 3 - Es verfallen ebenfalls:

1° die vor dem 1. Januar 1966 erteilten Parzellierungsgenehmigungen, die sich auf entlang einer vorhandenen, ausreichend ausgerüsteten Straße gelegene Parzellierungen beziehen, falls der Verkauf von wenigstens einer der Parzellen nicht vor dem 1. Oktober 1970 einer Registrierungsformalität unterworfen wurde;

2° die vor dem 1. Januar 1966 erteilten Parzellierungsgenehmigungen, die sich auf entlang einer vorhandenen, ausreichend ausgerüsteten Straße gelegene Parzellierungen beziehen, falls der Verkauf oder die Vermietung für über neun Jahre von mindestens einem Drittel der Parzellen nicht innerhalb einer Frist von fünf Jahren ab dem Genehmigungsdatum einer Registrierungsformalität unterworfen wurde.

Unterabschnitt 3 — Änderung

Art. D.IV.117 - Die in Verstädterungsgenehmigungen umgewandelten Parzellierungsgenehmigungen und die Verstädterungsgenehmigungen werden nach den in den Artikel D.IV.94 bis D.IV.96 angeführten Modalitäten geändert.

Abschnitt 2 — Städtebaugenehmigung - Verfall

Art. D.IV.118 - Die am Datum des Inkrafttretens des Gesetzbuches nicht verfallenen Städtebaugenehmigungen verfallen nach den Bestimmungen der Artikel D.IV.84 bis D.IV.87. Die am Datum des Inkrafttretens des Gesetzbuches nicht verfallenen Städtebaugenehmigungen, die unter eine der Kategorien nach Artikel D.IV.25 des Gesetzbuches fallen, verfallen in Übereinstimmung mit Artikel D.IV.84 § 5.

BUCH V — Operative Raumordnung und operativer Städtebau

TITEL I — *Neu zu gestaltende Standorte*KAPITEL I — *Allgemeines*

Art. D.V.1 - Für die Anwendung des vorliegenden Kapitels gelten folgende Definitionen:

1° "Standort": ein Immobiliengut bzw. eine Gruppe von Immobiliengütern, das bzw. die nicht zu Wohnzwecken, sondern zur Niederlassung einer anderen Tätigkeit bestimmt wurde oder war, und dessen bzw. deren Aufrechterhaltung in dem gegenwärtigen Zustand den Grundsätzen einer zweckmäßigen Raumordnung zuwiderläuft oder eine Destrukturierung des verstärkten Gefüges verursacht; die Tätigkeit jeder natürlichen oder juristischen Person, die den Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen bezüglich ihrer Tätigkeit nicht nachgekommen ist, gilt nicht als ausgeübte Tätigkeit; der Standort befindet sich innerhalb der Grenzen des Areals, das die Gruppe der obenerwähnten Immobiliengüter umfasst; das Areal kann ebenfalls das Folgende umfassen:

a) ein oder mehrere Immobiliengüter oder Teile von Immobiliengütern, die noch für eine Tätigkeit benutzt werden, insofern die Neugestaltung des Standorts die Fortsetzung dieser Tätigkeit erlaubt;

b) ein oder mehrere Immobiliengüter oder Teile von Immobiliengütern, die der Sitz einer Tätigkeit sind, jedoch prekär benutzt werden;

c) ein oder mehrere Immobiliengüter oder Teile von Immobiliengütern, die zu Wohnzwecken dienen oder bestimmt sind;

2° "einen Standort neu gestalten": an diesem Standort Handlungen und Arbeiten zur Sanierung, Renovierung und Grundstücksanierung im Sinne von Artikel 2 Ziffer 10 des Dekrets vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung, sowie Bau- oder Wiederaufbauhandlungen und -arbeiten, einschließlich der damit verbundenen Studien, unternehmen; die Regierung kann die Liste der Handlungen und Arbeiten festlegen.

Die neu zu gestaltenden Standorte werden aus operativen Gründen bestimmt, unabhängig von den Sektorenplänen, Schemen und Leitfäden.

KAPITEL II — *Verfahren zur Festlegung des Areals*

Art. D.V.2 - § 1 - Die Regierung kann erlassen, dass ein Standort, dessen Grenzen sie genau festlegt, neu zu gestalten ist:

1° entweder aus eigener Initiative;

2° oder auf Vorschlag einer Gemeinde, einer Interkommunalen, zu deren Gesellschaftszweck die Raumordnung oder das Wohnungswesen gehört, einer Gemeindevereinigung, eines öffentlichen Sozialhilfezentrums, einer Gemeindeföderation, der Gesellschaft zur Erneuerung und Sanierung der Industriestandorte ("Société de rénovation et d'assainissement des sites industriels" (SORASI)), der Gesellschaft zur Sanierung und Erneuerung der Industriestandorte in Wallonisch-Brabant ("Société d'assainissement et de rénovation des sites industriels du Brabant wallon" (SARSI SA)), der Wallonischen Wohnungsbaugesellschaft ("Société wallonne du Logement") und der von ihr zugelassenen Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes, der in Artikel 39 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle erwähnten öffentlichen Gesellschaft für die Förderung der Umweltqualität ("Société publique d'aide à la qualité de l'environnement");

3° oder auf Vorschlag eines oder mehrerer Eigentümer oder Inhaber eines dinglichen Rechts.

Gegebenenfalls begründet die Regierung unter Berücksichtigung von Artikel D.68 des Buches I des Umweltgesetzbuches ihren Beschluss, die zwecks der Sanierung und Renovierung des Standorts geplanten Handlungen und Arbeiten einer oder keiner Umweltverträglichkeitsstudie zu unterziehen.

Der Erlass wird in Übereinstimmung mit Artikel D.VIII.22 ff. veröffentlicht.

§ 2 - Der Erlass der Regierung beruht auf einer Akte, die Folgendes enthält: eine Rechtfertigung der Grenzen des Areals unter Berücksichtigung der Kriterien von Artikel D.V.1, eine Karte zur Darstellung des Areals nach dem von der Regierung festgelegten Muster, und ggf. die Angabe der Handlungen und Arbeiten, die zwecks der Sanierung und Renovierung des Standorts im Sinne von Artikel D.V.1 Ziffer 2 geplant werden, sowie die damit verbundene, in Anwendung von Artikel 65 des Buches I des Umweltgesetzbuches erforderliche Umweltverträglichkeitsprüfung.

§ 3 - Die Regierung übermittelt den in Paragraph 1 genannten Erlass folgenden Instanzen, die sie um Stellungnahme ersucht:

1° dem Gemeindegremium der Gemeinde(n), in der bzw. denen das Immobiliengut gelegen ist;

2° den Eigentümern der betroffenen Immobiliengüter, nach den Katasterangaben;

3° dem Kommunalausschuss, oder, wenn es diesen nicht gibt, dem Pool "Raumordnung";

4° jeder Person, Instanz oder Dienststelle, deren Beratung sie als nützlich erachtet.

Die Stellungnahmen werden der Regierung innerhalb von sechzig Tagen nach dem Empfang des Erlasses übermittelt. Nicht übermittelte Stellungnahmen werden als günstig gewertet.

§ 4 - Der bzw. die Eigentümer sind verpflichtet, jeden Inhaber eines dinglichen Rechts, jeden Mieter bzw. jeden Benutzer des betreffenden Immobiliengutes sowie jede Person, die sie damit beauftragt oder der sie erlaubt haben könnten, Arbeiten an dem betreffenden Gut auszuführen, innerhalb fünfzehn Tagen nach dem Empfang des Erlasses der Regierung darüber zu informieren. In der Sendung an die Eigentümer wird diese Pflicht vermerkt.

§ 5 - Innerhalb von fünfzehn Tagen nach dem Empfang des Erlasses der Regierung wird dieser vom Gemeindegremium einer öffentlichen Untersuchung unterbreitet.

§ 6 - Gegebenenfalls wird die Akte auf der Grundlage der in Paragraph 3 erwähnten Stellungnahmen und der Ergebnisse der öffentlichen Untersuchung geändert oder ergänzt.

§ 7 - Das Areal für den neu zu gestaltenden Standort wird von der Regierung endgültig festgelegt. Gegebenenfalls, wenn eine Begründung in Bezug auf Artikel D.64 und D.68 des Buches I des Umweltgesetzbuches vorliegt, genehmigt sie unter Bedingungen die zwecks der Sanierung und der Renovierung des Standorts geplanten Handlungen und Arbeiten.

Der Erlass nach Absatz 1 gilt als Städtebaugenehmigung für die Durchführung der Handlungen und Arbeiten zur Sanierung und Renovierung des Standorts.

Der Erlass der Regierung wird in Übereinstimmung mit Artikel D.VIII.22 ff. veröffentlicht.

Die Regierung schickt den in Paragraph 3 genannten Empfängern eine Kopie des Erlasses zu.

Innerhalb von fünfzehn Tagen nach dem Empfang der Kopie des Erlasses informieren der bzw. die Eigentümer die in Paragraph 4 genannten Personen darüber. In der Sendung an die Eigentümer wird diese Pflicht vermerkt.

§ 8 - Das Areal für den neu zu gestaltenden Standort kann von der Regierung gleichzeitig mit der Eintragung eines Gebiets von regionaler Bedeutung, eines Gebiets von kommunaler Bedeutung oder eines zur Verstädterung bestimmten Gebiets, das gemäß Artikel D.II.51 und D.II.52 keine Ausgleichsmaßnahme erfordert, festgelegt werden.

§ 9 - Die Regierung kann die Grenzen des Areals nach Paragraph 7 abändern. Die Bestimmungen zur Festlegung des Areals finden auf dessen Revision Anwendung.

§ 10 - Am Abschluss der Neugestaltung des Standorts oder wenn die Gründe, die zu seiner Anerkennung als neu zu gestaltender Standort geführt haben, überholt sind, kann die Regierung das in Paragraph 7 genannte Areal teilweise oder ganz abschaffen.

Der Erlass wird in Übereinstimmung mit Artikel D.VIII.22 ff. veröffentlicht.

Die Regierung schickt den in Paragraph 3 genannten Empfängern eine Kopie des Erlasses zu.

§ 11 - Die Regierung kann Ausführungsbestimmungen zu vorliegendem Artikel erlassen.

KAPITEL III — Ermittlungen

Art. D.V.3 - Die Regierung kann Verfahrensvorschriften für die Ermittlungen bestimmen, die hinsichtlich der Sammlung von Auskünften, die der Anwendung des vorliegenden Titels und seiner Durchführungserlasse dienen, erforderlich sind. Sie bestimmt die Bediensteten, die für die Durchführung dieser Ermittlungen befugt sind.

Die mit den Ermittlungen und Kontrollen beauftragten Bediensteten dürfen u.a.:

1° sich auf erste Anforderung alle zur Durchführung ihres Auftrags erforderlichen Dokumente, Unterlagen oder Bücher vorlegen lassen oder sie ausfindig machen;

2° Photokopien von Dokumenten, die unter ihre Kontrolle fallen, anfertigen oder anfertigen lassen und mit Hilfe von Photographien Feststellungen machen;

3° mit Zustimmung des Polizeirichters zwischen 8: 00 und 18: 00 Uhr die auf dem neu zu gestaltenden Standort liegenden Immobilien betreten;

4° den Standort betreten mit der Absicht, Bodenentnahmen oder -analysen zur Bestimmung oder Messung der eventuellen Bodenverseuchung vorzunehmen oder vornehmen zu lassen.

Die in vorliegendem Artikel erwähnten Bediensteten können Vertreter der Staatsgewalt anfordern, die sie bei der Ausübung ihres Auftrages unterstützen müssen.

KAPITEL IV — Veräußerung

Art. D.V.4 - § 1 - Ab dem Datum des Empfangs des in Artikel D.V.2 § 1 genannten Erlasses bis zum Empfang des in Artikel D.V.2 § 10 genannten Erlasses dürfen die Eigentümer ohne vorherige Genehmigung der Regierung oder der von ihr zu diesem Zweck bestellten Person die an dem neu zu gestaltenden Standort befindlichen Güter weder veräußern noch mit dinglichen Rechten belasten.

Die Regierung oder die von ihr zu diesem Zweck bestellte Person übermittelt ihre Entscheidung innerhalb von zwei Monaten nach dem Empfang des ihr gestellten Antrags. Ist dies nicht der Fall, gilt die Entscheidung als günstig.

Wenn die Regierung oder die von ihr zu diesem Zweck bestellte Person die Veräußerung oder die Bildung eines dinglichen Rechts genehmigt hat oder ihre Entscheidung als günstig gilt, hat der neue Inhaber des dinglichen Rechts die gleichen Verpflichtungen wie der vorherige Inhaber.

§ 2 - Bei Nichtbeachtung der aus Paragraph 1 hervorgehenden Verpflichtungen kann jede Abtretung oder Bildung eines dinglichen Rechts auf Anfrage der Region für nichtig erklärt werden.

§ 3 - Der öffentliche Amtsträger, der ohne die vorherige, in § 1 erwähnte Erlaubnis eine Urkunde zur Abtretung oder Bildung eines dinglichen Rechts erstellt, kann mit einer Strafe von 12,5 bis 125 Euro belegt werden, ohne Berücksichtigung des Schadenersatzes.

KAPITEL V — Erhaltung der Schönheit der Landschaften

Art. D.V.5 - § 1 - Jeder Eigentümer oder Inhaber eines dinglichen Immobilienrechts mit Bezug auf Güter, die sich innerhalb des Areals für einen neu zu gestaltenden Standort befinden, kann auf Antrag der Region oder der in Artikel D.V.2 § 1 Ziffer 2 genannten Personen verpflichtet werden, die Studien und Arbeiten durchzuführen, die sowohl auf Landschafts- als auch auf Umweltebene eine Wiederherstellung der Ortsansicht bewirken.

Bei Nichtbeachtung der in Absatz 1 genannten Bestimmungen kann der Eigentümer oder Inhaber eines dinglichen Rechts durch das zuständige Gericht dazu verpflichtet werden.

Bei Nichtausführung der in Absatz 1 genannten Arbeiten innerhalb der durch das Gericht vorgeschriebenen Frist werden diese auf Veranlassung der Region oder der in Artikel D.V.2 § 1 Ziffer 2 genannten Person zu Lasten des Eigentümers oder Inhabers eines dinglichen Immobilienrechts ausgeführt.

Im Falle der Nichtrückerstattung der Kosten bei erstem Andringen kann die Region für Rechnung der in Artikel D.V.2 § 1 Ziffer 2 genannten Person die Enteignung der Güter gemäß Artikel D.VI.1 ff. vornehmen oder vornehmen lassen; in diesem Fall wird der durch die bereits ausgeführten Arbeiten entstandene Mehrwert nicht berücksichtigt.

§ 2 - Die in Anwendung von Paragraph 1 durch Richterspruch befohlenen Sanierungs- und Renovierungsarbeiten werden ausgeführt, ohne dass eine Genehmigung erforderlich ist.

KAPITEL VI — Übergangsregelung

Art. D.V.6 - Jedes vor dem 1. Januar 2006 endgültig anerkannte stillgelegte Gewerbebetriebsgelände gilt als von der Regierung in Anwendung von Artikel D.V.2 § 4 bestimmter neu zu gestaltender Standort.

Jeder am Datum des Inkrafttretens des Gesetzbuches endgültig anerkannte neu zu gestaltende Standort gilt als von der Regierung in Anwendung von Artikel D.V.2 § 7 bestimmter neu zu gestaltender Standort.

Die neu zu gestaltenden Standorte, die am Tag des Inkrafttretens des Gesetzbuches Gegenstand einer Untersuchung sind, werden nach dem Verfahren, das vor dem Inkrafttreten des Gesetzbuches auf sie anwendbar war, weiter untersucht. Bei ihrer endgültigen Festlegung gelten sie als neu zu gestaltende Standorte im Sinne von Artikel D.V.2 § 7.

Wenn die am neu zu gestaltenden Standort befindlichen Güter durch eine vor dem Inkrafttreten des Gesetzbuches erteilte Verstädterungsgenehmigung gedeckt sind, betrifft die Genehmigung nach Artikel D.V.4 § 1 ebenfalls den späteren Verkauf seiner Lose.

TITEL II — *Landschafts- und Umweltsanierungsstandorte*

KAPITEL I — *Landschafts- und Umweltsanierungsstandorte*

Art. D.V.7 - § 1 - Die Regierung verabschiedet die Liste der neu zu gestaltenden Standorte im Sinne von Artikel D.V.1, deren Sanierung in Sachen Landschaft und Umwelt von regionalem Interesse ist.

Jeder der Standorte dieser Liste wird vorläufig identifiziert, unter Bezugnahme auf die Katasterangaben der Immobiliengüter, die ihn zusammensetzen.

Diese Standorte werden aus operativen Gründen festgelegt, unabhängig von den Sektorenplänen, Schemen und Leitfäden.

§ 2 - Die Regierung legt die genauen Grenzen des Areals für jeden dieser Standorte fest und genehmigt, ggf. unter Bedingungen, die zur Sanierung und Renovierung des Standorts geplanten Handlungen und Arbeiten nach den Modalitäten gemäß Artikel D.V.2.

§ 3 - Die Regierung nimmt ggf. den Erwerb des Standorts sowie die Gesamtheit oder einen Teil der in Artikel D.V.1 Ziffer 2 erwähnten Studien und Arbeiten zu ihren Lasten vor.

KAPITEL II — *Übergangsregelung*

Art. D.V.8 - Jeder vor dem 1. Januar 2005 endgültig anerkannte Standort von regionalem Interesse hat die Eigenschaft als Landschafts- und Umweltsanierungsstandort im Sinne von Artikel D.V.7 § 2.

Jeder am Datum des Inkrafttretens des Gesetzbuches endgültig anerkannte Landschafts- und Umweltsanierungsstandort hat die Eigenschaft als Landschafts- und Umweltsanierungsstandort in Anwendung von Artikel D.V.7 § 2.

Die Landschafts- und Umweltsanierungsstandorte, die am Tag des Inkrafttretens des Gesetzbuches Gegenstand einer Untersuchung sind, werden nach dem Verfahren, das vor dem Inkrafttreten des Gesetzbuches auf sie anwendbar war, weiter untersucht. Bei ihrer endgültigen Verabschiedung gelten sie als Landschafts- und Umweltsanierungsstandorte im Sinne von Artikel D.V.7 § 2.

Wenn die am neu zu gestaltenden Standort befindlichen Güter durch eine vor dem Inkrafttreten des Gesetzbuches erteilte Verstärkungsgenehmigung gedeckt sind, betrifft die Genehmigung nach Artikel D.V.4 § 1 ebenfalls den späteren Verkauf seiner Lose.

TITEL III — *Areale für eine städtische Flurbereinigung*

KAPITEL I — *Allgemeines*

Art. D.V.9 - Das Areal für eine städtische Flurbereinigung betrifft jedes städtebauliche Projekt zur Wiederaufwertung und Entwicklung städtischer Funktionen, das die Schaffung, die Änderung, die Erweiterung, die Abschaffung oder die Überdeckung von Straßen und öffentlichen Räumen mit sich bringt.

Die Areale für eine städtische Flurbereinigung werden aus operativen Gründen festgelegt, unabhängig von den Sektorenplänen, Schemen und Leitfäden.

KAPITEL II — *Verfahren zur Festlegung des Areals*

Art. D.V.10 - Das Areal wird von der Regierung vorläufig festgelegt, aus eigener Initiative oder auf Vorschlag des Gemeinderats oder des beauftragten Beamten.

Außer wenn er das Areal selber vorschlägt, übermittelt der Gemeinderat seine Stellungnahme innerhalb einer Frist von fünfundsiebenzig Tagen ab der Einsendung des Antrags des beauftragten Beamten. Eine fehlende Stellungnahme gilt als günstige Stellungnahme. Ist die Stellungnahme ungünstig, so wird das Verfahren nicht weitergeführt.

Der Erlass der Regierung beruht auf einer Akte, die die genauen Grenzen des Areals angibt, und eine Begründung unter Berücksichtigung der Kriterien nach Artikel D.V.9 sowie eine Darstellung des städtebaulichen Projekts umfasst. Letztere enthält folgende Angaben:

a) einen Bericht mit der Darstellung der geplanten Handlungen und Arbeiten, ihrer Zweckbestimmung, den raumordnerischen Optionen und der Architektur des Projekts; dieser Bericht wird auf der Grundlage folgender Elemente erstellt:

i. ein Lageplan, der die Lokalisierung des durch das Projekt betroffenen Guts im Verhältnis zum Kern der Ortschaft und die wichtigsten Zufahrtstraßen darstellt, mit Angabe ihrer Rechtsstellung und ihrer Bezeichnung;

ii. die Rechtslage mit folgenden Angaben:

- die Zweckbestimmung des durch das Projekt betroffenen Gutes nach dem Sektorenplan;

- gegebenenfalls seine Lage im plurikommunalen Entwicklungsschema und in den kommunalen Schemen, hinsichtlich der Verstärkungsgenehmigung, ob das Gut dem regionalen Leitfaden und/oder dem kommunalen Leitfaden für den Städtebau unterliegt;

iii. der raumplanerische und landschaftliche Kontext, mit Angabe folgender Elemente:

- die Orientierung;

- die Zufahrtsstraßen, einschließlich ihrer Einrichtungen und Ausstattungen sowie ggf. der geplanten Änderungen;

- gegebenenfalls die Abschaffung einer bestehenden Straße oder die Schaffung von neuen Straßen und öffentlichen Räumen;

- die Lage, die Abmessungen, die Art oder Zweckbestimmung der bestehenden Bauten auf dem durch das Projekt betroffenen Gut und in einem Umkreis von 50 Metern;

- gegebenenfalls eine Begründung der beantragten Abweichungen und Ausnahmen angesichts der Artikel D.IV.5 und D.IV.13;

iv. ein Fotobericht, durch den der städtebauliche und landschaftliche Kontext, in den sich das Projekt einfügt, berücksichtigt werden kann, und der die nummerierte Angabe der Aufnahmen des Fotoberichts auf einem Plan enthält;

b) einen Nutzungsplan des Areals, mit folgenden Angaben:

i. Standort und Baumasse der bestehenden und geplanten Bauten für das gesamte Areal;

ii. die aufrechterhaltene oder geplante Einrichtung der noch nicht errichteten Bauwerke im betroffenen Areal, einschließlich der Straßen und öffentlichen Räume, der Parkplätze, der bestehenden und geplanten Vegetation;

c) eine 3D-Visualisierung des städtebaulichen Projekts.

Art. D.V.11 - § 1 - Der beauftragte Beamte unterbreitet den Entwurf des Areal, einschließlich der in Artikel D.V.10 Absatz 3 genannten Akte, dem Kommunalausschuss zur Stellungnahme. Die Stellungnahme wird innerhalb von dreißig Tagen ab der Einsendung des Antrags des beauftragten Beamten übermittelt. Eine fehlende Stellungnahme gilt als günstige Stellungnahme.

Auf Antrag des beauftragten Beamten organisiert das Gemeindegremium eine öffentliche Untersuchung.

Das Gemeindegremium übermittelt seine Stellungnahme, der die Beanstandungen beigefügt werden, dem beauftragten Beamten.

Der beauftragte Beamte übermittelt seine Stellungnahme und die Akte der Regierung.

§ 2 - Das Areal für die städtische Flurbereinigung wird von der Regierung endgültig festgelegt.

Der Erlass der Regierung wird in Übereinstimmung mit Artikel D.VIII.22 ff. veröffentlicht.

§ 3 - Jeder Genehmigungsantrag innerhalb des Areal für die städtische Flurbereinigung, der nach der Festlegung des Areal gestellt wird, wird nach den Bestimmungen von Buch IV untersucht.

§ 4 - Am Ende der Durchführung des Projektes oder auf Vorschlag des Gemeinderates oder des beauftragten Beamten kann die Regierung das Areal aufheben oder abändern. Die Bestimmungen zur Festlegung des Areal finden auf dessen Revision Anwendung.

Der Erlass zur Festlegung, Änderung oder Abschaffung des Areal wird in Übereinstimmung mit Artikel D.VIII.22 ff. veröffentlicht.

KAPITEL III — *Übergangsregelung*

Art. D.V.12 - Das vor dem Datum des Inkrafttretens des Gesetzbuches endgültig anerkannte Areal für eine städtische Flurbereinigung gilt als Areal für eine städtische Flurbereinigung im Sinne von Artikel D.V.11 § 2 und unterliegt den entsprechenden Bestimmungen.

Die am Datum des Inkrafttretens des Gesetzbuches laufende Untersuchung bezüglich eines Areal für eine städtische Flurbereinigung wird nach dem vor dem Inkrafttreten des Gesetzbuches anwendbaren Verfahren weitergeführt. Bei seiner endgültigen Festlegung gilt das Areal für eine städtische Flurbereinigung als Areal für eine städtische Flurbereinigung im Sinne von Artikel D.V.11 § 2 und unterliegt den entsprechenden Bestimmungen.

TITEL IV — *Städtische Neubelebung*

Art. D.V.13 - § 1 - Unter städtischer Neubelebung versteht man eine Aktion, die innerhalb eines bestimmten Areal auf die Verbesserung und integrierte Entwicklung der Wohnverhältnisse hinzielt, einschließlich der Handels- und Dienstleistungsfunktionen, durch die Durchführung von Abkommen, in denen die Gemeinde und der Privatsektor mit einbezogen sind.

§ 2 - Bei der Ausarbeitung eines Abkommens über eine städtische Neubelebensmaßnahme durch eine Gemeinde und eine oder mehrere natürliche oder juristische Privatpersonen kann die Region unter Einhaltung der von der Regierung erlassenen Bestimmungen der Gemeinde eine Subvention zusagen, die bis zu 100 % der Kosten deckt:

1° für die Einrichtungen, die den öffentlichen Bereich betreffen, und zwar:

a) die Ausstattung oder Gestaltung des Wegenetzes, der Abwasserkanäle, der öffentlichen Beleuchtung, der Versorgungsnetze und der Umgebung;

b) die Einrichtung von Grünanlagen;

c) die städtischen Anlagen zur gemeinschaftlichen Benutzung, wie von der Regierung bestimmt;

2° für das Honorar des Projektors bezüglich der Einrichtungen, die den öffentlichen Bereich betreffen, nach von der Regierung festgelegten Bestimmungen.

§ 3 - Die in § 1 genannten Einrichtungen und Immobiliengüter befinden sich im Areal für eine städtische Neubelebung, das auf Vorschlag des Gemeinderates von der Regierung mittels Erlass festgelegt wird.

Die Areale für eine städtische Neubelebung werden aus operativen Gründen festgelegt, unabhängig von den Sektorenplänen, Schemen und Leitfäden.

§ 4 - Das in § 2 genannte Abkommen berücksichtigt den Grundsatz, nach dem für jeden von der Region übernommenen Euro die in Paragraph 2 genannten natürlichen oder juristischen Personen des privaten Rechts mindestens zwei Euro investieren und davon mindestens einen in eine oder mehrere der nachstehenden Aktionen:

1° in den Umbau und die Verbesserung von verbesserungsfähigen gesundheitsschädlichen Wohnungen;

2° in den Abbruch von gesundheitsschädlichen Wohnungen und in die Neuerrichtung von Wohnungen an derselben Stelle;

3° in den Umbau von Immobilien mit der Absicht, dort Wohnungen zu errichten;

4° in den Bau von Wohnungen.

§ 5 - Damit die Gemeinde die in § 2 genannte Subvention erhält, nimmt der Gemeinderat eine Akte zur städtischen Neubelebung an und reicht sie bei der Regierung ein.

Die Regierung beschließt die Zusammenstellung und das Verfahren zur Billigung der Akten zur städtischen Neubelebung, sowie die Gewährungs- oder Rückzahlungsmodalitäten der Subvention.

TITEL V — *Städtische Erneuerung*

Art. D.V.14 - § 1 - Unter städtischer Erneuerung versteht man ein globales und konzertiertes Raumordnungsvorhaben aus kommunaler Initiative zur Restrukturierung, Sanierung oder Rehabilitierung eines Stadtgebiets, um dort den Verbleib oder die Entwicklung der örtlichen Bevölkerung zu begünstigen, und um dessen soziale, wirtschaftliche und kulturelle Funktion zu fördern unter Einhaltung seiner eigenen kulturellen und architektonischen Eigenschaften.

Die städtische Erneuerung dient zur Erhaltung und zur Verbesserung der Wohnverhältnisse durch eine der nachstehenden Aktionen:

1° die Sanierung oder den Bau von Wohnungen;

2° die Schaffung oder Verbesserung von durch die Regierung bestimmten gemeinschaftlichen Einrichtungen;

3° die Schaffung oder Verbesserung von Grünanlagen;

4° die Schaffung oder Verbesserung von Handels- oder Dienstleistungsgebäuden.

§ 2 - Wenn eine Gemeinde eine Maßnahme zur städtischen Erneuerung unternimmt, kann sie von der Regierung bezuschusst werden.

Die Regierung bestimmt die Zusammenstellung und das Verfahren zur Billigung der Stadterneuerungsakte, sowie die Gewährungs- oder Rückzahlungsmodalitäten der Subvention.

Der Gemeinderat erarbeitet die Akte zur städtischer Erneuerung gemeinsam mit dem Kommunalausschuss oder – falls es keinen solchen gibt – mit dem örtlichen Ausschuss für Stadterneuerung und mit Vertretern der Einwohner des Stadtteils, in dem sich das Areal für die Stadterneuerung befindet.

Die Areale für eine städtische Erneuerung werden aus operativen Gründen festgelegt, unabhängig von den Sektorenplänen, Schemen und Leitfäden.

TITEL VI — *Bevorzugte Initiativgebiete*

Art. D.V.15 - § 1 - Gemäß den von der Regierung erlassenen Bestimmungen werden bevorzugte Initiativgebiete geschaffen mit dem Ziel, spezifische Beihilfen sowie die Anpassung von bestehenden Beihilfen in bestimmten geographischen Gebieten zu ermöglichen.

Die bevorzugten Initiativgebiete werden aus operativen Gründen festgelegt, unabhängig von den Sektorenplänen, Schemen und Leitfäden.

§ 2 - Die Regierung bestimmt die bevorzugten Initiativgebiete, u.a.:

1° Gebiete mit starkem Baudruck mit Fokus auf die Gemeinden, wo der Kaufpreis eines Baugrundstücks höher liegt als der regionale Durchschnitt;

2° Gebiete zur Aufwertung der Wohnkerne, die Stadtteile betreffen, deren allmählicher Verfall ein Abwandern der Bevölkerung zur Folge hat;

3° Gebiete für eine globale Stadtteilentwicklung, in denen integrierte Maßnahmen zur Neubelebung durchgeführt werden, die Stadtteile betreffen, wo die Zusammenstellung der Bevölkerung kombiniert mit schlechten Wohnverhältnissen zu sozialen Problemen führt;

4° Sozialwohnungsgebiete mit Aufwertungsbedarf, mit einer ähnlichen Bevölkerung wie unter Ziffer 3.

§ 3 - Die Regierung bestimmt nach den von ihr festgelegten Modalitäten die Maßnahmen, die sie in den bevorzugten Initiativgebieten für notwendig hält.

TITEL VII — *Kombiniertes Verfahren Areal - Genehmigung*

Art. D.V.16 - § 1 - Die endgültige Festlegung eines Areals für einen neu zu gestaltenden Standort oder eines Areals für eine städtische Flurbereinigung kann als Städtebaugenehmigung, Verstädterungsgenehmigung, Umweltgenehmigung oder Globalgenehmigung gelten, für:

1° Handlungen und Arbeiten zum Bau oder zum Wiederaufbau im Sinne von Artikel D.V.1 Ziffer 2, die sich auf das Areal für einen neu zu gestaltenden Standort beziehen;

2° Handlungen und Arbeiten zur Aufwertung und Entwicklung der städtischen Funktionen im Sinne von Artikel D.V.9, die sich auf das Areal für die städtische Flurbereinigung beziehen.

§ 2 - Die Akte zur Festlegung des Areals muss je nach Fall entweder die Elemente nach Artikel D.V.2 § 2 für das Areal für einen neu zu gestaltenden Standort, oder das Areal für eine städtische Flurbereinigung und dessen Begründung unter Berücksichtigung der Kriterien nach Artikel D.V.9 umfassen, sowie

- die erforderlichen Angaben für den Antrag auf eine Städtebaugenehmigung in Bezug auf das städtebauliche Projekt in Ausführung von Buch IV, einschließlich der damit verbundenen, in Anwendung von Artikel 65 des Buches I des Umweltgesetzbuches erforderlichen Bewertung der Umweltverträglichkeit;

- die erforderlichen Angaben für den Antrag auf eine Umwelt- oder Globalgenehmigung im Sinne des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, einschließlich der damit verbundenen, in Anwendung von Artikel 65 des Buches I des Umweltgesetzbuches erforderlichen Bewertung der Umweltverträglichkeit;

- die erforderlichen Angaben für die technische Akte nach Artikel 11 oder den Entwurf des Fluchtlinienplans gemäß Artikel 21 des Dekrets vom 6. Februar 2014 über das kommunale Verkehrswegenetz.

Der Genehmigungsantrag kann sich auf einen Teil des Areals beziehen. In diesem Fall enthält die in Absatz 1 genannte Akte ebenfalls die Angaben nach Artikel D.V.10 Absatz 3 Buchstabe *b*) für den übrigen Teil des Areals, der nicht durch den Genehmigungsantrag gedeckt wird, und nach Artikel D.V.10 Absatz 3 Buchstabe *c*) für das gesamte Areal.

§ 3 - Von den Regeln zur Festlegung des Areals sowie denjenigen betreffend den Genehmigungsantrag wird nicht abgewichen. Das Untersuchungsverfahren richtet sich, je nach Fall, nach dem Verfahren zur Festlegung des neu zu gestaltenden Standorts nach Artikel D.V.2 oder nach dem Verfahren zur Festlegung des Areals für eine städtische Flurbereinigung nach den Artikeln D.V.10 ff.

Folgende Sonderbestimmungen sind jedoch anwendbar:

1° die Genehmigung wird von der Regierung ausgestellt;

2° die Fristen für die Untersuchung des Genehmigungsantrags werden um den Zeitraum verlängert, der genutzt wird, um über den Antrag zur Ausarbeitung des Areals zu entscheiden;

3° die Fristen für die Untersuchung des Antrags auf Festlegung des Areals werden um die Zeiträume verlängert, die genutzt werden, um die Akte zur Beantragung der Genehmigung zu vervollständigen, wenn sie als unvollständig erklärt wird, oder um die Formalitäten zu erfüllen, die sich aus einer Änderung des Genehmigungsantrags ergeben;

4° der Antrag auf eine Umweltgenehmigung oder auf eine Globalgenehmigung wird gemäß dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung bis zum Versand des zusammenfassenden Berichts an die Regierung untersucht; wenn das Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung den technischen Beamten und gegebenenfalls den beauftragten Beamten als zuständige Behörde benennt, richtet dieser bzw. richten diese innerhalb derselben Fristen, wie derjenigen, die ihnen auferlegt werden, wenn die zuständige Behörde das Gemeindegremium ist, einen zusammenfassenden Bericht an die Regierung.

Das Gemeindegremium organisiert eine einzige öffentliche Untersuchung, die den Artikeln D.VIII.7 ff. genügt, für den Entwurf des Areals, für den Genehmigungsantrag, sowie ggf. für den Antrag bezüglich des kommunalen Straßen- und Wegenetzes und für den Entwurf des Fluchtlinienplans. Die Dauer der einzigen öffentlichen Untersuchung ist dreißig Tage.

§ 4 - Die Regierung legt das Areal endgültig fest und genehmigt die Handlungen und Arbeiten nach Paragraph 1, ggf. unter Bedingungen und mit Auflagen, vorbehaltlich einer Begründung unter Berücksichtigung der Artikel D.64 und D.68 des Buches I des Umweltgesetzbuches.

Der Erlass im Sinne von Absatz 1 gilt als Städtebaugenehmigung, Verstärkungsgenehmigung, Umweltgenehmigung oder Globalgenehmigung für die Handlungen und Arbeiten im Sinne von Paragraph 1, einschließlich für die Ausführung von Handlungen und Arbeiten bezüglich des kommunalen Straßen- und Wegenetzes. Wird die Genehmigung gewährt, so gilt diese erst ab dem Tag nach demjenigen, an dem das Areal in Kraft tritt.

TITEL VIII — Fonds für die operative Raumordnung und Fonds für die Sanierung der neu zu gestaltenden Standorte und der Landschafts- und Umweltsanierungsstandorte

Art. D.V.17 - Es wird innerhalb des Haushalts der Region ein "Fonds für die operative Raumordnung" geschaffen.

Die Einnahmen des Fonds setzen sich wie folgt zusammen:

1° die im allgemeinen Einnahmenhaushaltsplan ausgewiesenen Einnahmen, die zweckgebunden für die sich aus der Anwendung des vorliegenden Buches ergebenden Ausgaben zu verwenden sind;

2° der Ertrag aus den Verkäufen, Einkünften, Forderungen, Rückzahlungen, die von der Regierung in Anwendung des vorliegenden Buches vorgenommen und eingetrieben werden;

3° die Erträge aus Anleihen, die eigens zur Förderung der in vorliegendem Buch erwähnten Anschaffungs- oder Renovierungsmaßnahmen begeben wurden;

4° jede zu den in vorliegendem Buch erwähnten Anschaffungen oder Renovierungen nützliche Einnahmequelle, die gemäß den gesetzlichen und vereinbarten Bestimmungen zugewiesen wird.

Die Ausgaben des Fonds sind diejenigen, die sich aus der Anwendung des vorliegenden Buches ergeben.

Die Ausgabenverpflichtungen und -anweisungen zu Lasten des Fonds werden von der Regierung getätigt.

Art. D.V.18 - § 1 - Es wird ein Haushaltsfonds für die Sanierung der neu zu gestaltenden Standorte und der Landschafts- und Umweltsanierungsstandorte geschaffen, der einen Haushaltsfonds im Sinne von Artikel 4 Absatz 2 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans und der Buchführung der Dienststellen der Wallonischen Regierung darstellt.

Dem in Absatz 1 genannten Fonds werden folgende Einnahmen zugewiesen:

1° die Einnahmen aus den Steuern, die in Ausführung des Dekrets vom 27. Mai 2004 zur Einführung einer Steuer auf stillgelegte Gewerbebetriebsgelände erhoben werden;

2° die in Anwendung von Artikel D.VI.48 eingenommenen Beträge;

3° die Einnahmen aus der Aufwertung der neu zu gestaltenden Standorte und der Landschafts- und Umweltsanierungsstandorte, die der Wallonischen Region gehören.

§ 2 - Auf die dem in § 1 erwähnten Fonds zugehörigen Haushaltsmittel dürfen nur folgende Ausgaben angerechnet werden:

1° Ausgaben im Zusammenhang mit der in Artikel D.VI.38 erwähnten Entschädigung;

2° Ausgaben im Zusammenhang mit dem Erwerb eines dinglichen Rechts an jeglichem in Artikel D.V.7 erwähnten Landschafts- und Umweltsanierungsstandort;

3° Ausgaben im Zusammenhang mit Handlungen und Arbeiten zum Bau, Wiederaufbau, zur Renovierung, Sanierung von Gebäuden, zur Einrichtung von Infrastrukturen und Ausrüstungen, im Hinblick auf die Umsetzung neuer Verstärkungsprojekte an den Landschafts- und Umweltsanierungsstandorten, einschließlich der damit verbundenen Studien.

TITEL IX — Finanzielle Bestimmungen

KAPITEL I — Grundsatz

Art. D.V.19 - Nach den von der Regierung festgelegten Modalitäten kann die Region eine Subvention gewähren:

1° für den Erwerb durch eine öffentlich-rechtliche juristische Person eines dinglichen Rechts an Immobilien oder Teilen von Immobilien, die sich in einem der in Artikel D.VI.17 genannten Areale befinden;

2° an jede natürliche Person, jede juristische Person des öffentlichen Rechts oder öffentlichen Interesses, oder jede juristische Person des Privatrechts, für Vorstudien oder Handlungen und Arbeiten, die sich auf die Neugestaltung von Standorten im Sinne von Artikel D.V.1 und D.V.7 oder auf die Verschönerung der Außenbereiche, vor allem im Hinblick auf die Bewohnung, beziehen;

3° von einem Euro an eine oder mehrere natürliche oder juristische Personen des Privatrechts, die sich darüber einigen, und die in Handlungen und Arbeiten bezüglich einer oder mehrerer Immobilie(n), die sich innerhalb des Areals für in Artikel D.V.1 und D.V.7 erwähnte Standorte befinden, drei Euro investieren, von denen mindestens zwei Euro der Einrichtung oder Schaffung von Wohnungen gewidmet werden, einschließlich der Handlungen und Arbeiten zur Neugestaltung dieser Immobilie(n).

KAPITEL II — Übergangsregelung

Art. D.V.20 - Die vor dem Inkrafttreten vorliegenden Gesetzbuches aufgrund der geltenden Gesetzgebung gewährten und sich in Bearbeitung befindlichen Subventionen unterliegen weiterhin den Bestimmungen, die zum Zeitpunkt ihrer Gewährung galten.

BUCH VI — Bodenpolitik

TITEL I — *Enteignungen und Entschädigungen*KAPITEL I — *Güter, die enteignet werden können*

Art. D.VI.1 - Alle zur Durchführung oder Umsetzung der nachstehenden Raumplanungsmaßnahmen erforderlichen Immobilienerwerbe können mittels Enteignung zum Nutzen der Allgemeinheit getätigt werden:

1° Sektorenpläne, einschließlich der Gebiete für konzertierte kommunale Raumplanung mit gewerblichem oder nicht gewerblichem Charakter, der Gebiete von regionaler Bedeutung und der Gebiete von kommunaler Bedeutung;

2° plurikommunale und kommunale Entwicklungsschemen;

3° lokale Orientierungsschemen;

4° Areale für neu zu gestaltende Standorte und Landschafts- und Umweltsanierungsstandorte;

5° Areale für eine städtische Neubelebung;

6° Areale für eine städtische Erneuerung;

7° Areale für eine städtische Flurbereinigung;

8° Maßnahmen zum Schutz von Immobilien in der Umgebung von Betrieben, von denen die Gefahr eines schweren Unfalls im Sinne des Dekrets vom 11. März 1999 ausgeht, oder von Gebieten, die ausschließlich für Industrien mit bedeutenden Risiken für Personen, Güter oder Umwelt bestimmt werden;

9° Maßnahmen im Sinne von Artikel D.V.15 in den bevorzugten Initiativgebieten;

10° Areal für eine spezifische Städtebaumaßnahme im Zusammenhang mit der Umsetzung des Plans "dauerhaftes Wohnen".

KAPITEL II — *Enteignungsbehörden*

Art. D.VI.2 - Als Enteignungsbehörde gelten die Region, die Provinzen, die Gemeinden, die autonomen Gemeinderegionen, die Interkommunalen, zu deren Gesellschaftszweck die Raumordnung oder das Wohnungswesen oder die wirtschaftliche Entwicklung gehört, und die öffentlichen Einrichtungen und Instanzen, die durch Gesetz oder Dekret zu Enteignungen zum Nutzen der Allgemeinheit ermächtigt sind.

KAPITEL III — *Verwaltungsverfahren*

Art. D.VI.3 - § 1 - Zur Tätigkeit der in Artikel D.VI.1 genannten Enteignungen muss die Enteignungsbehörde im Besitz eines durch die Regierung gebilligten Enteignungsplanes sein, welcher auf das gesamte oder einen Teil des betroffenen Gebietes Anwendung findet.

§ 2 - Im Enteignungsplan wird das Areal der getrennt angeführten oder in Zonen gruppierten zu enteignenden Immobilien angegeben, mit Verweis auf die Katasterdaten von Flur, Nummern, Fläche und Art der Parzellen, sowie auf den Namen der Eigentümer.

Der Enteignungsplan nennt ebenfalls die Enteignungsbehörde(n).

Bezüglich der auszuführenden Arbeiten und zu tätigen Immobiliengeschäfte kann der Enteignungsplan sich auf die Übernahme der Vorschriften des Plans, des Schemas oder des Areals im Sinne von Artikel D.VI.1 beschränken.

Art. D.VI.4 - Wird der Enteignungsplan zur gleichen Zeit wie der Plan, das Schema oder das Areal im Sinne von Artikel D.VI.1 aufgestellt, so werden sie gemeinsam den für die Annahme oder Billigung des betreffenden Plans, Schemas oder Areals vorgesehenen Formalitäten unterzogen.

Außerdem wird jeder Eigentümer, dessen Güter sich im Areal der zu enteignenden Immobilien befinden, schriftlich und an seinem Wohnsitz von der Hinterlegung des Entwurfs im Gemeindehaus in Kenntnis gesetzt.

Wird die Enteignung durch eine andere Behörde, öffentliche Einrichtung oder Instanz beschlossen als die Gemeinde, in der sich die Güter befinden, so gehen die Kosten der durch die Gemeinde durchgeführten öffentlichen Untersuchung zu Lasten der Enteignungsbehörde.

Art. D.VI.5 - § 1 - Wird der Enteignungsplan später als der Plan, das Schema oder das Areal im Sinne von Artikel D.VI.1 aufgestellt, dann unterzieht die Gemeinde den Enteignungsplan einer öffentlichen Untersuchung binnen fünfzehn Tagen nach Aufforderung der Regierung.

Jeder Eigentümer, dessen Güter sich im Areal der zu enteignenden Immobilien befinden, wird per Einsendung an seinen Wohnsitz über den Entwurf in Kenntnis gesetzt. Er übermittelt der Enteignungsbehörde seine Bemerkungen binnen fünfundvierzig Tagen nach Eingang der vorgenannten Mitteilung. Besteht jedoch die Notwendigkeit, eine Immobilie oder eine Gruppe von Immobilien unmittelbar in Besitz zu nehmen, und stellt die Regierung diesen Umstand in dem Erlass fest, der dem Enteignungsplan Verbindlichkeit verleiht, unterliegt der Entwurf eines Enteignungsplans nicht den besonderen Bekanntmachungsmaßnahmen.

Wird der Enteignungsplan von einer anderen Enteignungsbehörde aufgestellt als die Gemeinde, so gibt der Gemeinderat binnen fünfundvierzig Tagen ab dem Tag, an dem ihm die Regierung eine diesbezügliche Aufforderung zuschickt, eine Stellungnahme ab. Andernfalls wird von einer günstigen Stellungnahme ausgegangen.

§ 2 - Die Regierung billigt den Enteignungsplan innerhalb von sechzig Tagen nach Eingang der vollständigen Akte. Diese Frist kann mittels eines begründeten Erlasses um dreißig Tage verlängert werden.

Wird der Regierungserlass nicht innerhalb dieser Fristen zugestellt, so darf die Enteignungsbehörde der Regierung ein Erinnerungsschreiben zuschicken. Hat die Enteignungsbehörde nach Ablauf einer neuen Frist von sechzig Tagen ab dem Tag, an dem das Erinnerungsschreiben zugeschickt wurde, den Regierungsbeschluss nicht erhalten, so gilt der Enteignungsplan als abgelehnt.

Der Erlass zur Billigung der Enteignung wird gemäß Artikel D.VIII.22 ff. veröffentlicht.

Darüber hinaus schickt die Enteignungsbehörde den Eigentümern, deren Güter sich im Areal der zu enteignenden Immobilien befinden, eine Mitteilung über die Billigung des Enteignungsplans zu.

§ 3 - Verfügt die Enteignungsbehörde über einen von der Regierung in Ausführung des vorliegenden Buches gebilligten Enteignungsplan, so ist sie von der Erfüllung der verwaltungstechnischen Formalitäten, die durch jede andere gesetzliche Bestimmung in Sachen Enteignung zum Nutzen der Allgemeinheit vorgeschrieben sind, freigestellt.

KAPITEL IV — *Gerichtsverfahren*

Art. D.VI.6 - Die Enteignung wird gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 26. Juli 1962 über das Dringlichkeitsverfahren in Sachen Enteignung zum Nutzen der Allgemeinheit durchgeführt, auch wenn die äußerste Dringlichkeit nicht erwiesen ist.

KAPITEL V — *Berechnung der Entschädigungen*

Art. D.VI.7 - Bei der Ermittlung des Wertes der enteigneten Immobilie wird der Mehr- bzw. Minderwert, der sich aus den Vorschriften des Plans, Schemas oder Areals im Sinne von Artikel D.VI.1 ergibt, nicht berücksichtigt.

Art. D.VI.8 - Nacheinander verfügte Enteignungen im Hinblick auf die Umsetzung des – selbst revidierten – Plans, Schemas oder Areals im Sinne von Artikel D.VI.1 gelten für die Schätzung des Werts der zu enteignenden Güter ab dem Datum des ersten Enteignungserlasses als ein Ganzes.

Art. D.VI.9 - Der für die in Artikel D.VI.1 Ziffer 4 genannten Erwerbe in Betracht gezogene Wert wird geschätzt unter Berücksichtigung der Kosten für die in Artikel D.V.1 Ziffer 2 genannten Studien und Arbeiten und für diejenigen, die noch auszuführen sind.

Art. D.VI.10 - Bei der Ermittlung des Wertes der enteigneten Immobilie wird die Wertsteigerung dieser Immobilie infolge von Arbeiten oder Veränderungen, die nach Abschluss der eventuellen öffentlichen Untersuchung über einen der in Artikel D.VI.1 erwähnten Beschlüsse ausgeführt worden wären, nicht berücksichtigt.

KAPITEL VI — *Enteignung auf Antrag einer Drittperson*

Art. D.VI.11 - § 1 - Auf Antrag des bzw. der Eigentümer, der bzw. die flächenmäßig mehr als die Hälfte der in der Insel enthaltenen Grundstücke besitzt(t)(en), kann die Enteignungsbehörde die anderen Immobilien enteignen, die zur Durchführung oder Umsetzung der in Artikel D.VI.1 genannten Vorschriften notwendig sind, falls sich ihr Erwerb auf gütlichem Wege als unmöglich erwiesen hat. Eine Ermächtigung dazu erhält die Enteignungsbehörde von der Regierung.

Der Antrag wird an die Enteignungsbehörde per Einsendung gerichtet. Er umfasst folgende Angaben und Dokumente:

- 1° den Namen und Vornamen, die Eigenschaft und den Wohnsitz des Antragstellers, oder den Firmennamen und den Sitz, wenn es sich um eine juristische Person handelt;
- 2° einen Schriftsatz zur Rechtfertigung des Antrags;
- 3° einen Lageplan zur Darstellung der Grenzen der Parzellen, die dem Antragsteller gehören, und derjenigen Parzellen, deren Enteignung beantragt wird;
- 4° eine Bescheinigung des Hypothekenbewahrs betreffend die Parzellen, deren Enteignung beantragt wird;
- 5° die Rechtfertigung der zur Durchführung der betreffenden Raumplanungsmaßnahme benötigten Ressourcen.

§ 2 - Der/die in Absatz 1 erwähnten Eigentümer kann/können einen Antrag stellen, um mit der Ausführung der Arbeiten im Zusammenhang mit der Raumplanungsmaßnahme beauftragt zu werden.

Art. D.VI.12 - § 1 - Die in Anwendung von Artikel D.VI.11 erworbenen Grundstücke werden den Antragstellern durch Verkauf, Erbpacht oder Erbbaurecht zur Verfügung gestellt.

Die Zurverfügungstellungsurkunde enthält eine Klausel, in der die auf dem enteigneten Gut geplanten Handlungen und Arbeiten, nebst den weiteren Nutzungsmodalitäten, und insbesondere das Datum, an dem die Handlungen, Arbeiten und Aktivitäten beginnen sollten, präzisiert werden.

§ 2 - Im Falle eines Verkaufs enthält die Urkunde eine Klausel, nach der die Enteignungsbehörde die Möglichkeit hat, das Gut zurückzukaufen, wenn der Nutzer die angegebene Aktivität einstellt, oder die Nutzungsmodalitäten nicht beachtet. Ist dies der Fall, und sofern sich die Parteien nicht einigen können, wird der Rückkaufpreis der Grundstücke durch die Immobilienerwerbskomitees bestimmt, wobei diese im Rahmen des Verfahrens in Sachen Enteignungen handeln, ohne Berücksichtigung des Mehrwerts, der unter Verletzung der ursprünglichen Abkommen zwischen den Parteien erzielt worden wäre.

Andererseits, und sofern sich die Parteien nicht einigen können, werden das Material und die Gerätschaften, die errichteten Gebäude und die eingerichtete Infrastruktur, die seit der Abtretung des Gutes durch die Enteignungsbehörde vorhanden sind, beim Rückkauf des Grundstück zum Verkaufswert bezahlt. Dieser Wert wird durch die in Absatz 1 genannten Immobilienerwerbskomitees bestimmt.

Im Falle eines Verkaufs darf der Nutzer das Gut nur dann weiterverkaufen, wenn sich die Region oder die als Verkäuferin handelnde öffentlich-rechtliche Person damit als einverstanden erklärt hat, wobei die in Absatz 1 und 2 erwähnten Klauseln in der Weiterverkaufsurkunde stehen müssen.

KAPITEL VII — *Immobilienerwerbskomitee*

Art. D.VI.13 - Auf Antrag der Enteignungsbehörde werden die Immobilienerwerbskomitees mit allen Anschaffungen und Enteignungen von Immobiliengütern beauftragt, die zur Durchführung der Pläne, Schemen und Areale im Sinne von Artikel D.VI.1 nötig sind. Ungeachtet der Enteignungsbehörde sind die besagten Komitees befugt, ohne besondere Formalitäten den öffentlichen oder freihändigen Verkauf der kraft des vorliegenden Titels erworbenen oder enteigneten Immobilien vorzunehmen. Es können von den in diesem Absatz erwähnten Urkunden Ausfertigungen ausgestellt werden.

Die Vorsitzenden der Erwerbskomitees sind dazu befugt, die Enteignungsbehörde vor Gericht zu vertreten.

Art. D.VI.14 - Ungeachtet der betroffenen öffentlich-rechtlichen Person sind die Immobilienerwerbskomitees befugt, ohne besondere Formalitäten und nach den in Artikel D.VI.12 vorgesehenen Modalitäten die kraft des vorliegenden Gesetzbuches erworbenen oder enteigneten Immobilien oder die Domänialgebäude, denen die Regierung eine im Gesetzbuch vorgesehene Zweckbestimmung zu geben beschließen würde, zu verkaufen oder im Rahmen eines Erbpacht- oder Erbbaurechts abzutreten. Es können von den in diesem Absatz erwähnten Urkunden Ausfertigungen ausgestellt werden.

Die betroffenen öffentlich-rechtlichen Personen können die Immobiliengüter, die sie kraft des Gesetzbuches erworben oder enteignet haben, selbst abtreten. Wenn die öffentlich-rechtliche Person das Komitee nicht in Anspruch nimmt, dann legt sie einem von diesen den Entwurf des Kauf- oder Mietvertrags zur Beglaubigung vor. Das Komitee notifiziert seine Beglaubigung oder seine Ablehnung einer Beglaubigung binnen eines Monats ab Eingang der Akte. Falls nötig kann diese Frist auf Antrag des Komitees hin um einen Monat verlängert werden.

Bei Ablehnung der Beglaubigung bestimmt das Komitee die von ihm verlangten Bedingungen zur Erteilung der Beglaubigung und gibt die Gründe dafür an. Die Beglaubigung gilt als erteilt, wenn das Komitee die im vorigen Absatz bestimmte Frist verstreichen lässt.

KAPITEL VIII — *Verzicht auf die Enteignung*

Art. D.VI.15 - Wenn in einem Zeitraum von zehn Jahren ab der Billigung des Enteignungsplans die Immobilienerwerbe nach Artikel D.VI.1 noch nicht stattgefunden haben oder das Enteignungsverfahren noch nicht eingeleitet worden ist, kann der Eigentümer per Einsendung die befugte Behörde auffordern, von der Enteignung seines Eigentums abzusehen.

Ist diese Behörde nicht die Region, so wird diese Aufforderung per Einsendung der Regierung oder dem beauftragten Beamten zur Kenntnis gebracht.

Wenn vor dem Inkrafttreten eines Sektorenplans oder eines Schemas die Städtebau- oder Verstädterungsgenehmigung in Anwendung von Artikel D.IV.58 verweigert wird, um die zukünftige Raumordnungsplanung nicht zu gefährden, dann läuft die zehnjährige Frist ab der Einsendung der Genehmigungsverweigerung.

Wenn sich die befugte Behörde binnen eines Jahres nach Einsendung der Aufforderung nicht ausgesprochen hat, dann kann der Eigentümer vorbehaltlich der in Artikel D.VI.38 ff. vorgesehenen Einschränkungen eine Entschädigung erhalten.

KAPITEL IX — *Übergangsregelung*

Art. D.VI.16 - Die am Datum des Inkrafttretens des Gesetzbuches geltenden Enteignungserlasse finden weiterhin Anwendung.

Die am Datum des Inkrafttretens des Gesetzbuches noch laufenden Verfahren zur Billigung der Enteignungserlasse werden nach den Bestimmungen dieses Gesetzbuches weitergeführt.

TITEL II — *Vorkaufsrecht*KAPITEL I — *Anwendungsbereich**Abschnitt 1 — Gebiete mit Vorkaufsrecht*

Art. D.VI.17 - § 1 - Dem Vorkaufsrecht unterliegen kann jede in den folgenden Gebieten bzw. Arealen gelegene Immobilie:

1° Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung;

2° Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen;

3° Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung mit gewerblichem Charakter;

4° Gebiet von regionaler Bedeutung;

5° Gebiet von kommunaler Bedeutung;

6° in Artikel D.II.19 erwähnten Gebiete der Eisenbahn- und Flughafeninfrastrukturen und der autonomen Häfen;

7° Areal für einen neu zu gestaltenden Standort oder einen Landschafts- und Umweltsanierungsstandort;

8° Areal für eine städtische Neubelebung;

9° Areal für eine städtische Erneuerung;

10° Areal für eine Revision des Sektorenplanes im Zusammenhang mit der Eintragung eines neuen zur Verstädterung bestimmten Gebietes;

11° Areal für eine spezifische Städtebaumaßnahme im Zusammenhang mit:

a) entweder der Umsetzung des Plans "dauerhaftes Wohnen";

b) oder der Ansiedlung oder Verbesserung einer Kommunikationsinfrastruktur;

c) oder einem lokalen Orientierungsschema, einem Areal für städtische Flurbereinigungsmaßnahmen oder einem bevorzugten Initiativgebiet, die bereits angenommen worden sind.

Die Regierung führt nach den von ihr festgelegten Modalitäten das Verzeichnis der Gebiete und Areale, die dem Vorkaufsrecht unterliegen.

§ 2 - Das Vorkaufsrecht gilt nicht für Güter, die Gegenstand eines Erlasses über deren Enteignung zum Nutzen der Allgemeinheit sind.

Abschnitt 2 — Gegenstand des Vorkaufsrechts

Art. D.VI.18 - In dem Regierungserlass zur Festlegung des Geltungsgebiets des Vorkaufsrechts wird der Gegenstand angegeben, für den das Recht geltend gemacht werden kann, der mit den Zielen der Gebietseinteilung oder des Areals, die/das dem Geltungsgebiet des Vorkaufsrechts zugrundeliegt, in Zusammenhang steht.

Abschnitt 3 — Vorkaufsberechtigte Behörden

Art. D.VI.19 - Vorkaufsberechtigt sind die folgenden Behörden:

1° die Region;

2° die Gemeinden, die autonomen Gemeinde- und Provinzialregionen und die öffentlichen Sozialhilfezentren;

3° die Regionale Wohnungsbaugesellschaft der Wallonie ("Société régionale wallonne du Logement") und die von ihr anerkannten Wohnungsbaugesellschaften des öffentlichen Dienstes;

4° die Interkommunalen, die als Gesellschaftszweck die Raumordnung oder das Wohnungswesen oder die wirtschaftliche Entwicklung haben.

Der Regierungserlass zur Festlegung des Gebiets mit Vorkaufsrecht nennt die Vorkaufsberechtigten und ihren jeweiligen Platz in der Rangfolge.

Abschnitt 4 — Rechtsgeschäfte, die Anlass zu einem Vorkaufsverfahren geben

Art. D.VI.20 - Das Vorkaufsrecht findet Anwendung auf jede entgeltliche Veräußerung von bebauten oder unbebauten Grundstücken und von Erbbaubau- oder Erbpachtrechten, die sich auf Immobilien beziehen.

Ausgenommen von dem Vorkaufsrecht sind jedoch:

- 1° Veräußerungen zwischen Eheleuten, zwischen Verwandten oder Verschwägerten in gerader Linie, sowie zwischen Verwandten oder Verschwägerten bis zum zweiten Grad einschließlich;
- 2° Verkäufe von zu bauenden oder im Bau befindlichen Wohnungen, die dem Gesetz vom 9. Juli 1971 zur Regelung des Wohnungsbaus und des Verkaufs von zu bauenden oder im Bau befindlichen Wohnungen unterliegen;
- 3° Einbringungen in eine Gesellschaft und Abtretungen infolge von Fusionen, Spaltungen oder Übernahmen von Handelsgesellschaften;
- 4° Austauschgeschäfte mit oder ohne Ausgleichszahlung im Rahmen einer Flurbereinigung oder Umlegung im Sinne von Artikel D.VI.34 bis D.VI.37;
- 5° Abtretungen von Immobilien in Ausführung einer in einen Mietfinanzierungsvertrag aufgenommenen Verkaufszusage.

Abschnitt 5 — Dauer

Art. D.VI.21 - Der Regierungserlass zur Festlegung des Geltungsgebiets des Vorkaufsrechts bestimmt die Dauer des Vorkaufsrechts, welche fünfzehn Jahre nicht überschreiten darf; sie kann für Zeiträume von jeweils höchstens fünf Jahren erneuert werden.

KAPITEL II — Verfahren zur Festlegung der Gebiete mit Vorkaufsrecht

Art. D.VI.22 - Jedes Gebiet mit Vorkaufsrecht wird von der Regierung aus eigener Initiative oder auf Antrag eines der in Artikel D.VI.19 aufgeführten Vorkaufsberechtigten festgelegt oder gebilligt.

Art. D.VI.23 - Wird das Gebiet mit Vorkaufsrecht zur gleichen Zeit wie der Plan, das Schema oder das Areal im Sinne von Artikel D.VI.17 aufgestellt, so unterliegen sie gemeinsam den für die Annahme oder Genehmigung des betreffenden Plans, Schemas oder Areals vorgesehenen Formalitäten.

Art. D.VI.24 - § 1 - Wird das Gebiet mit Vorkaufsrecht später als der Plan, das Schema oder das Areal im Sinne von Artikel D.VI.17 aufgestellt, so unterzieht die Gemeinde den Entwurf zum Gebiet mit Vorkaufsrecht binnen fünfzehn Tagen nach Aufforderung der Regierung einer öffentlichen Untersuchung.

Die Regierung billigt das Gebiet mit Vorkaufsrecht binnen sechzig Tagen ab Eingang des Antrags des Vorkaufsberechtigten. Diese Frist kann mittels eines begründeten Erlasses um dreißig Tage verlängert werden.

§ 2 - Wird der Regierungserlass nicht innerhalb dieser Fristen angenommen, so kann der Vorkaufsberechtigte im Sinne von Artikel D.VI.22 per Einsendung ein Erinnerungsschreiben an die Regierung richten. Wenn nach Ablauf einer neuen Frist von sechzig Tagen ab Einsendung des Erinnerungsschreibens der Vorkaufsberechtigte im Sinne von Artikel D.VI.22 den Regierungsbeschluss nicht erhalten hat, dann gilt das Gebiet mit Vorkaufsrecht als abgelehnt.

§ 3 - Der Regierungserlass wird gemäß Artikel D.VIII.22 ff. veröffentlicht.

Darüber hinaus wird der Erlass innerhalb von zehn Tagen ab dessen Billigung durch die Regierung den Eigentümern und Inhabern eines dinglichen Rechts an den im Geltungsgebiet des Vorkaufsrechts gelegenen Immobilien sowie der Gemeinde per Einsendung notifiziert.

*KAPITEL III — Vorkaufsverfahren**Abschnitt 1 — Erklärung der Veräußerungsabsicht*

Art. D.VI.25 - § 1 - Jede Veräußerung eines dinglichen Rechts an einer Immobilie, die dem Vorkaufsrecht unterliegt, erfolgt unter Vorbehalt einer vorherigen Absichtserklärung seines Inhabers, die per Einsendung zugleich an die Regierung und an die Gemeinde gerichtet wird.

Die Erklärung der Veräußerungsabsicht, deren Muster von der Regierung festgelegt wird, muss folgende Angaben enthalten:

- 1° Identität und Wohnsitz des Inhabers eines dinglichen Rechts an der Immobilie;
- 2° Adresse der Immobilie, deren Veräußerung geplant wird;
- 3° Beschreibung der Immobilie und insbesondere ihre katastrale Bezeichnung, die Fläche der Parzelle, die Grundfläche des Gebäudes, die Geschossfläche und die Anzahl Geschosse;
- 4° die sonstigen dinglichen Rechte und die persönlichen Rechte, die damit verbunden sind;
- 5° die detaillierte Auflistung der Bau-, Städtebau-, Parzellierungs- oder Verstädterungsgenehmigungen, der städtebaulichen Bescheinigungen, die sich auf die Immobilie beziehen, sowie die letzte und genaueste stadtplanerische Zweckbestimmung unter Angabe der im Sektorenplan oder in den plurikommunalen bzw. kommunalen Schemen vorgesehenen Bezeichnung;
- 6° Preis und Bedingungen der geplanten Veräußerung oder, im Falle einer öffentlichen Versteigerung, den eventuellen Startpreis;
- 7° bei fehlender Preisangabe, den vereinbarten Wert der Gegenleistung, der vereinbarungsgemäß zu Lasten des Käufers des dinglichen Rechts an der Immobilie geht;
- 8° die Angabe, dass die Inhaber des Vorkaufsrechts das Recht haben, die Immobilie zu besichtigen.

§ 2 - Im Falle einer Versteigerung wird die in § 1 genannte Erklärung mindestens sechzig Tage vor der ersten Sitzung vom Notar erstellt, der mit der Versteigerung beauftragt ist. Bei Wiederverkauf infolge der Ausübung des Rechts zur Abgabe eines Übergebots wird die Erklärung vom Notar unverzüglich nach Erhalt der Übergebote erstellt. Sie enthält außerdem das Datum und die Modalitäten der Versteigerung.

Abschnitt 2 — Übermittlung der Erklärung der Veräußerungsabsicht

Art. D.VI.26 - Die Regierung oder die von ihr zu diesem Zweck beauftragte Person, die eine Erklärung der Veräußerungsabsicht entgegennimmt, bestätigt ihren Empfang per Einsendung innerhalb von zwanzig Tagen und übermittelt den Inhabern des Vorkaufsrechts an den im Gebiet mit Vorkaufsrecht gelegenen Immobilien sofort eine Abschrift davon unter Angabe des in Artikel D.VI.19 genannten Platzes in der Rangfolge.

Die Regierung oder die von ihr zu diesem Zweck beauftragte Person übermittelt ebenfalls unverzüglich entweder dem Einnahmer des Registrierungsamtes, oder dem Erwerbskomitee eine Abschrift der Erklärung, mit der Bitte um Stellungnahme innerhalb von dreißig Tagen. Gleich nach Eingang der Stellungnahme übermittelt sie den Vorkaufsberechtigten eine Abschrift davon. Wird keine Stellungnahme innerhalb der genannten Frist abgegeben, so wird das Verfahren fortgesetzt.

Abschnitt 3 — Entscheidung der Vorkaufsberechtigten

Art. D.VI.27 - Jeder der Vorkaufsberechtigten richtet spätestens fünfzig Tage nach Eingang der Erklärung der Veräußerungsabsicht ein Dokument an die Regierung, in dem er seine Kaufentscheidung zu dem vorgeschlagenen Preis und den vorgeschlagenen Bedingungen kundtut.

Die Regierung oder die von ihr zu diesem Zweck beauftragte Person stellt dem Inhaber spätestens innerhalb von zwanzig Tagen nach Ablauf der in Absatz 1 festgelegten Frist die Entscheidung oder das Ausbleiben einer Entscheidung der Vorkaufsberechtigten zu.

Andernfalls wird davon ausgegangen, dass der Vorkaufsberechtigte auf die Ausübung des Vorkaufsrechts verzichtet.

Art. D.VI.28 - Bei einer öffentlichen Versteigerung fragt der amtierende Notar am Ende der Gebote und vor Erteilung des Zuschlags in der Öffentlichkeit, ob einer der Vorkaufsberechtigten sein Recht zum Preis des letzten Angebots geltend machen will.

Dieser tritt an die Stelle des Letztbietenden.

Bei einem Wiederverkauf infolge der Ausübung des Rechts zur Abgabe eines Übergebots wird die gleiche Frage bei der Sitzung zur Abgabe der Übergebote öffentlich gestellt.

Unbeschadet von Artikel 1592 des Gerichtsgesetzbuches verfügt der Vorkaufsberechtigte oder sein Vertreter, insofern er sein Vorkaufsrecht nicht sofort geltend macht, über eine Frist von dreißig Tagen ab der Versteigerung, um den amtierenden Notar über seine Entscheidung, an die Stelle des Letztbietenden zu treten, zu informieren.

Eine Abschrift der Entscheidung wird der Zuschlagsurkunde beigelegt.

Abschnitt 4 — Verzicht auf die Ausübung des Vorkaufsrechts

Art. D.VI.29 - Wenn der Vorkaufsberechtigte auf die Ausübung seines Rechts verzichtet hat, kann der Inhaber eines dinglichen Rechts an einer Immobilie dasselbe Immobiliengut veräußern, ohne die in Artikel D.VI.25 genannten Bestimmungen erfüllen zu müssen, vorausgesetzt, dass:

- 1° die authentische Urkunde zur Feststellung der Veräußerung binnen drei Jahren ab dem Verzicht erfolgt;
- 2° der Veräußerungspreis nicht unter dem Preis liegt, der in der in Anwendung von Artikel D.VI.25 eingereichten Erklärung steht.

Der beurkundende Beamte informiert die Regierung über die Einhaltung der in Absatz 1 genannten Bedingungen.

Abschnitt 5 — Vorkaufsrecht und Zahlung des Preises

Art. D.VI.30 - Im Falle eines Erwerbs zahlt der Vorkaufsberechtigte den Kaufpreis binnen vier Monaten nach der Kaufentscheidung, oder nach der rechtskräftigen Gerichtsentscheidung, oder nach dem Datum der Zuschlagsurkunde und spätestens am Tag der Beurkundung.

Der Vorkaufsberechtigte richtet eine Kopie der Erwerbsurkunde an die Regierung und an die Gemeinde.

KAPITEL IV — Sonstige Bestimmungen

Art. D.VI.31 - Wenn das dingliche Recht an einer Immobilie unter Verstoß gegen die Vorschriften des vorliegenden Titels veräußert worden ist, kann der Vorkaufsberechtigte vor Gericht ziehen, um die Urkunde für nichtig und den Vorkaufsberechtigten als Erwerber anstelle der Drittperson erklären zu lassen, und zwar zu dem Preis und unter den Bedingungen, die in der Urkunde festgehalten sind.

Die Geltendmachung der Nichtigkeit verjährt jeweils nach fünf Jahren.

Art. D.VI.32 - § 1 - Es darf keine Veräußerung einer Immobilie, die dem Vorkaufsrecht unterliegt, zugunsten einer anderen Person als der Vorkaufsberechtigte beurkundet werden, ohne dass die Einhaltung der Vorschriften des vorliegenden Titels festgestellt worden ist.

Zu diesem Zweck stellt die Regierung oder die von ihr zu diesem Zweck beauftragte Person jedem Notar oder öffentlichen Amtsträger, der dies beantragt, innerhalb von 30 Tagen nach dieser Beantragung eine Bescheinigung aus, die nach dem von ihr festgelegten Muster erstellt wird und geeignet ist, die Existenz jeglicher Verkaufsabsichtserklärung und deren Weiterbehandlung nachzuweisen.

Nach Ablauf dieser Frist kann die Urkunde selbst ohne Bescheinigung aufgenommen werden.

§ 2 - Jede privatschriftliche Vereinbarung oder Urkunde in Bezug auf die Veräußerung einer Immobilie unter Vorkaufsrecht zugunsten einer anderen Person als ein Vorkaufsberechtigter gilt unwiderlegbar als unter der aufschiebenden Bedingung einer Nichtausübung des Vorkaufsrechts abgeschlossen.

KAPITEL V — Übergangsregelung

Art. D.VI.33 - Die am Datum des Inkrafttretens des Gesetzbuches geltenden Vorkaufserlasse bleiben anwendbar. Die Dauer des Vorkaufsrechts wird jedoch auf fünfzehn Jahre ab ihrer Verabschiedung gebracht.

TITEL III — Flurbereinigung und Umlegung

Art. D.VI.34 - Bei Flurbereinigung oder Umlegung tritt die flurbereinigte Immobilie oder das neue Los dinglich an die Stelle der ehemaligen Immobilie. Unter der Bedingung, dass die nachstehend vorgeschriebenen Bekanntmachungsfomalitäten erfüllt werden und vorbehaltlich der aus besonderen Vereinbarungen hervorgehenden Abänderungen:

1° werden die das ehemalige Gut belastenden Vorrechte und Hypotheken und alle dinglichen Rechte mit Ausnahme der Grunddienstbarkeiten, die Aufhebungs-, Widerrufungs- oder Auflösungsgründe der Eigentumsurkunde des besagten Gutes sowie jegliche Rechtsforderungen betreffend das Gut, von Rechts wegen auf das gesamte neue Immobiliengut einschließlich der darin einbezogenen neuen Teile, oder auf das an die Stelle der ehemaligen Immobilie tretende neue Los sowie gegebenenfalls auf den Preis, die Ausgleichsumme, oder den Saldo der Ausgleichsbeträge übertragen, die dem Eigentümer der ehemaligen Immobilie infolge der Flurbereinigung oder der Umlegung als Ganzes zustehen können;

2° wird die Immobilie bzw. werden die Immobilienteile, die aufgrund der Flurbereinigung oder der Umlegung in das Vermögen eines oder mehrerer anderer Eigentümer übergehen, frei von allen hier oben erwähnten Rechten, Aufhebungs-, Widerrufungs- oder Auflösungsgründen und Rechtsforderungen in dieses Vermögen aufgenommen.

Der Schuldner entledigt sich rechtsgültig seiner Schuld durch die Zahlung des Preises oder des Ausgleichsbetrages an die Hinterlegungs- und Konsignationszentrale.

Art. D.VI.35 - Im Falle von Aufhebung, Widerrufung oder Auflösung erfolgt die Übertragung von Amts wegen, unbeschadet der Entschädigungsregelung, die zwischen den Parteien jedes Mal stattzufinden hat, wenn das neue Immobiliengut oder das neue Los einen höheren Wert als die ehemalige Immobilie hat.

Art. D.VI.36 - Die Rechtsfolgen der Flurbereinigung, so wie diese in Artikel D.VI.34 vorgesehen sind, sind gegenüber Dritten erst dann wirksam, nachdem die Urkunde zur Feststellung der Flurbereinigung oder der Umlegung beim zuständigen Hypothekenamt niedergelegt wurde, und darüber hinaus - was die Übertragung oder das Erlöschen der Vorrechte und der Hypotheken betrifft - ab dem Tag, an dem am Rande des Eintrags bezüglich dieser Rechte, ein Vermerk steht.

Dieser Randvermerk wird auf Ansuchen des Erwerbskomitees oder der Enteignungsbehörde auf Vorlage der Flurbereinigungs- oder Umlegungsurkunde und eines Formblattes in doppelter Ausfertigung vorgenommen, welches außer der Angabe der im Rand einzutragenden Vermerke, noch Folgendes anführt:

1° Namen, Vornamen, Beruf und Wohnsitz der Parteien sowie des Gläubigers;

2° die Urkunden, aufgrund derer der Übertrag der Vorrechte oder der Hypotheken erfolgt ist;

3° neue Beschreibung der Immobilie nach der Flurbereinigung und Umlegung;

4° die durch Artikel 12 des Gesetzes vom 10. Oktober 1913 vorgeschriebenen Angaben;

Der Hypothekenbewahrer übergibt dem Antragsteller die Urkunde und eines der Formblätter, an dessen Fuß er bescheinigt, den Vermerk vorgenommen zu haben. Nimmt die Region die Immobiliengeschäfte auf ihre Rechnung, so trägt sie die Kosten der Hypothekenformalitäten für die Rechte, welche die Immobilien nach der Flurbereinigung oder Umlegung belasten.

Art. D.VI.37 - Das Pachtrecht bezüglich flurbereinigter oder umgelegter Immobilien, mit Ausnahme der Landpacht, welche weiterhin unter die Bestimmungen des Gesetzes vom 4. November 1969 über die Landpacht, sowie des Dekrets vom 27. März 2014 zur Festlegung des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft fällt, wird auf das dem Verpächter zugeteilte neue Los übertragen, außer bei Verringerung oder Erhöhung des Pachtpreises und insofern der Pächter sich nicht für die Kündigung entscheidet.

TITEL IV — Wertminderungen und Gewinne**KAPITEL I — Entschädigung der Wertminderungen***Abschnitt 1 — Grundsatz*

Art. D.VI.38 - Es besteht Anlass zur Entschädigung zu Lasten der Region, wenn das Bauverbot oder das Verbot der Nutzung eines Grundstücks für das Einrichten einer oder mehrerer ortsfester Anlagen im Sinne von Artikel D.IV.4 Absatz 1 Ziffer 1, oder das Verstädterungsverbot im Sinne von Artikel D.IV.2, das sich aus der Revision oder der Ausarbeitung eines verbindlichen Sektorenplans ergibt, der dem Gut im geltenden Plan gegebenen Zweckbestimmung am Tage vor dem Inkrafttreten dieses Plans ein Ende setzt, vorausgesetzt, dass das Gut an diesem Tag zur Bebauung geeignet ist und neben einem Verkehrsweg mit ausreichender Ausstattung unter Berücksichtigung der Ortslage liegt.

Die Wertminderung wird bis zur Höhe von zwanzig Prozent des gemäß Artikel D.VI.42 aktualisierten und erhöhten Kaufwertes des Gutes ohne Entschädigung getragen.

Abschnitt 2 — Ausbleiben der Entschädigung

Art. D.VI.39 - In folgenden Fällen ist keine Entschädigung fällig:

1° bei einem Bauverbot, oder einem Verbot, ein Grundstück für das Aufstellen einer oder mehrerer ortsfester Einrichtungen zu benutzen, oder bei einem Verstädterungsverbot, das aus der voraussichtlichen Enteignung des Gutes hervorgeht, und dies unter Vorbehalt der Anwendung von Artikel D.VI.15;

2° bei einem Verbot, eine größere Fläche einer Parzelle zu bebauen, als es der Plan zulässt, oder bei dem Verbot, die in dem Plan festgelegte Bebauungsdichte zu überschreiten;

3° bei einem Verbot, die Bewirtschaftung von Betrieben, die einer Umweltgenehmigung oder Erklärung in Anwendung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung unterliegen, über den Zeitraum hinaus weiterzuführen, für den diese Bewirtschaftung genehmigt wurde;

4° bei einem Verbot, ein Grundstück zu bebauen, das die durch den Plan festgelegten Mindestmaße nicht aufweist;

5° bei einem Verbot, ein Grundstück zu bebauen oder zu verstädtern, welches in Anbetracht der Ortslage keinen Zugang zu einem ausreichend ausgerüsteten Weg hat;

6° bei einem Bau- oder Verstädterungsverbot außerhalb der Ortschaften, aufgrund von verkehrssicherheitsbedingten, zwingenden Erfordernissen;

7° bei einem Verbot, ein Grundstück zu bebauen oder zu verstädtern, für welches am Tage des Inkrafttretens des Planes, der dieses Verbot nach sich zieht, eine vorher erteilte Städtebau-, Parzellierungs-, oder Verstädterungsgenehmigung abgelaufen war;

8° im Falle von durch eine Naturkatastrophe zerstörten Gebäuden bzw. ortsfesten Anlagen, wenn ihr Wiederaufbauverbot aufgrund des Königlichen Erlasses in Ausführung von Artikel 12 § 3 Absatz 1 des Gesetzes vom 12. Juli 1976 über die Wiedergutmachung bestimmter durch Naturkatastrophen an Privatgütern verursachter Schäden entstanden ist;

9° bei einem Verbot, ein Grundstück zu bebauen oder zu verstädern, das einem Risiko oder einer Belastung im Sinne von Artikel D.IV.57 ausgesetzt ist.

Abschnitt 3 — Herabsetzung oder Ablehnung der Entschädigung

Art. D.VI.40 - Die Entschädigung wird herabgesetzt oder abgelehnt, falls und insofern der Antragsteller am Tag vor dem Inkrafttreten des Planes, durch den der ursprünglichen Zweckbestimmung des Gutes ein Ende gesetzt wird, Eigentümer eines oder mehrerer Immobiliengüter in der Wallonischen Region ist oder Anteile in einer Gesellschaft hält, deren Hauptgesellschaftszweck die Immobilienverwaltung ist, und die eine oder mehrere in der Wallonischen Region gelegene Immobilie(n) verwaltet, und wenn diese Immobilien einen Vorteil aus dem Inkrafttreten eines Planes oder aus zu Lasten von öffentlichen Behörden ausgeführten Arbeiten ziehen.

Abschnitt 4 — Entstehung des Rechts auf Entschädigung

Art. D.VI.41 - Das Recht auf Entschädigung entsteht entweder bei dem Verkauf des Gutes oder bei der Verweigerung einer Städtebau- oder Verstärkungsgenehmigung oder auch bei der Ausstellung einer diesbezüglichen negativen Städtebaubescheinigung.

Abschnitt 5 — Berechnung der Entschädigung

Art. D.VI.42 - Zur Bestimmung der für eine Entschädigung in Betracht zu ziehenden Wertminderung gilt die Differenz zwischen, einerseits, dem Wert des Gutes zum Zeitpunkt des Erwerbs und, andererseits, dem Wert des Gutes zum Zeitpunkt der Entstehung des Rechts auf die Entschädigung nach Inkrafttreten des Planes. Nur die sich aus dem Plan ergebende Wertminderung darf für die Entschädigung in Betracht gezogen werden.

Als Wert des Gutes zum Zeitpunkt des Erwerbs gilt der Betrag, der als Grundlage zur Erhebung der Registrierungsgebühr, Erbschaftssteuer oder Übertragungssteuer im Todesfall auf das Volleigentum des Gutes diente oder, in Ermangelung solcher Erhebung, der Verkaufswert des Gutes im Volleigentum am Tage des Erwerbs.

Als Wert des Gutes zum Zeitpunkt der Entstehung des Rechtes auf Entschädigung gilt:

1° im Falle des Verkaufs des Gutes, der Betrag, der als Grundlage zur Erhebung der Registrierungsgebühr auf das Volleigentum des Gutes diente oder, in Ermangelung solcher Erhebung, der Verkaufswert des Gutes im Volleigentum am Tage des Verkaufs mit als Mindestwert dem abgemachten Wert;

2° im Falle der Verweigerung einer Städtebau- oder Verstärkungsgenehmigung oder im Falle der Ausstellung einer negativen Städtebaubescheinigung, der Verkaufswert zu diesem Zeitpunkt.

Der Wert des Gutes zum Zeitpunkt des Erwerbs wird aktualisiert, indem er mit dem Gesundheitsindex des Kalendermonats vor demjenigen der Festlegung der Entschädigung multipliziert wird und indem die somit erzielte Zahl durch den Gesundheitsindex des Jahres geteilt wird, in welchem der Entschädigungsberechtigte das Gut erwarb, wobei dieser Index gegebenenfalls auf der gleichen Grundlage wie der erstgenannte Index umgerechnet wird. Der so ermittelte Wert wird um die Erwerbskosten und die Ausgaben erhöht, die der Entschädigungsberechtigte bis zum Tage vor dem Inkrafttreten des Planes, durch den der ursprünglichen Zweckbestimmung des Gutes ein Ende gesetzt wird, zu tragen hatte, um die Zweckbestimmung des Gutes zu verwirklichen.

Abschnitt 6 — Verfahren

Art. D.VI.43 - Gerichtsstand für die Anträge auf Entschädigung sind, unabhängig vom Betrag, die Gerichte erster Instanz. Gegen all diese Urteile kann Berufung eingelegt werden.

Die Forderungen verjähren ein Jahr nach dem Tag, an dem gemäß Artikel D.VI.41 das Recht auf Entschädigung entsteht, und zehn Jahre ab dem Datum des Inkrafttretens des Sektorenplans. Diese letztere Frist wird für die in Artikel D.VI.15 Absatz 4 vorgesehene Schadenersatzforderung auf fünfzehn Jahre verlängert.

Art. D.VI.44 - Zur Vermeidung einer endgültigen Aberkennung seines Rechts auf Entschädigung hinterlegt der Antragsteller per Einsendung innerhalb von sechs Monaten nach dem Einreichen des Antrags und spätestens vor dem Abschluss der Debatten bei der Kanzlei des zuständigen Gerichts ein Dokument, in dem gemeldet wird, ob er am Tag vor dem Inkrafttreten des in Artikel D.VI.38 erwähnten Planes Eigentümer einer oder mehrerer bebaute(n)(r) oder nicht bebaute(n)(r) Immobilie(n) in der Wallonischen Region war oder Anteile in einer Gesellschaft hielt, deren Hauptgesellschaftszweck die Immobilienverwaltung war. In einem solchen Fall muss er ebenfalls die genauen Katasterangaben dieser Grundstücke und die Anzahl seiner Anteile mitteilen. Zeitgleich mit der Hinterlegung dieses Dokuments bei der Kanzlei übermittelt der Antragsteller der Verwaltung oder ihrem Rat dieses Dokument nach denselben Modalitäten.

Abschnitt 7 — Erfüllung der Verpflichtung zur Entschädigung

Art. D.VI.45 - Es kann der Verpflichtung zur Entschädigung, auch bei Übertragung des Eigentums des Gutes, durch das Revidieren des Sektorenplans nachgekommen werden mit dem Ziel, dem Gut die Zweckbestimmung zurückzugeben, die es am Tage vor dem Inkrafttreten des Planes hatte. In diesem Fall beschließt oder erlaubt die Regierung durch einen begründeten Erlass, diesen Sektorenplan einer Revision zu unterziehen, und findet das Verfahren zur Revision der Pläne Anwendung. Erweist sich nach Abschluss des Verfahrens, dass es nicht möglich ist, dem Gut die frühere Zweckbestimmung zurückzugeben, so ist die Entschädigung fällig.

Art. D.VI.46 - Wenn aufgrund eines verbindlichen Planes ein Bauverbot verhängt werden kann gegen denjenigen, der eine Parzelle innerhalb des Geltungsgebiets einer Verstärkungsgenehmigung erworben hat, so kann sich die Region von der Verpflichtung zur Entschädigung befreien, indem sie diese Parzelle von dem Betreffenden durch Rückzahlung des bezahlten Preises, zuzüglich Lasten und Kosten, zurückkauft.

Ist der Betreffende nur Eigentümer der obenerwähnten Parzelle, so kann er deren Rückerwerb durch die Region fordern, indem er seine Forderung per Einsendung innerhalb von zwölf Monaten ab der Veröffentlichung des obengenannten Planes mitteilt. In diesem Fall muss ihm die Parzelle innerhalb von zwölf Monaten nach der Mitteilung abgekauft und bezahlt werden. Die Regierung legt die Durchführungsmodalitäten dieser Bestimmung fest.

Abschnitt 8 — Übergangsregelung

Art. D.VI.47 - Wer vor dem 15. Februar 1971 ein Grundstück erwarb, um darauf eine eigene Wohnung zu bauen, und dem eine Städtebaugenehmigung verweigert wird, der kann die Region ersuchen, dieses Grundstück abzukaufen, wenn das Verbot von den Bestimmungen eines verbindlich gewordenen Sektorenplans herrührt. Die interkommunale Vereinigung oder die Gemeinde können mit der Zustimmung der Regierung oder ihres Beauftragten an die Stelle der Wallonischen Region treten.

Die vorliegende Bestimmung findet nur auf Personen Anwendung, die Eigentümer dieses einzigen Grundstückes sind und unter der Bedingung, dass sie mit gutem Recht damit rechnen konnten, darauf eine eigene Wohnung erbauen zu können.

Der Rückerwerb erfolgt gegen Rückzahlung des durch den Begünstigten gezahlten Kaufpreises, zuzüglich Lasten und Kosten.

*KAPITEL II — Regelung über die Planungsgewinne**Abschnitt 1 — Regionalabgabe**Unterabschnitt 1 — Grundlage, Freistellungen und Aussetzungen*

Art. D.VI.48 - Es wird eine Abgabe auf die Gewinne geschaffen, die sich aus der Planung ergeben. Geschuldet wird die Abgabe, wenn die beiden folgenden Bedingungen nacheinander erfüllt werden:

1° Einer Parzelle, oder einem Teil davon, komm(t)(en) eine oder mehrere Umwidmung(en) infolge der Aufstellung oder Revision des Sektorenplans, oder eines Teils davon, zugute;

2° Einer der folgenden Vorgänge findet statt:

- Der Abgabepflichtige überträgt per authentische Urkunde und gegen Entgelt ein dingliches Recht an dieser Parzelle, oder einem Teil davon;

- Diese Parzelle oder dieser Teil einer Parzelle ist Gegenstand in letzter verwaltungsrechtlicher Instanz einer Städtebau- bzw. Verstädterungsgenehmigung oder Global- bzw. integrierter Genehmigung im Sinne von Artikel D.IV.107, die vor der Aufstellung oder Revision des Sektorenplans nicht zu erhalten gewesen wäre.

Art. D.VI.49 - Der Abgabe unterliegen die Gewinne aus den folgenden Umwidmungen:

1° Umwidmung eines Agrargebiets in ein Wohngebiet, ein Wohngebiet mit ländlichem Charakter, ein Gebiet von kommunaler Bedeutung oder ein Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung;

2° Umwidmung eines Forstgebiets in ein Wohngebiet, ein Wohngebiet mit ländlichem Charakter, ein Gebiet von kommunaler Bedeutung oder ein Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung;

3° Umwidmung eines Grün-, Natur-, Park- oder Abbaugebiets in ein Wohngebiet, ein Wohngebiet mit ländlichem Charakter, ein Gebiet von kommunaler Bedeutung oder ein Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung;

4° Umwidmung eines Gebiets für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen oder eines Gebiets der Eisenbahn- und Flughafeninfrastrukturen oder der autonomen Häfen in ein Wohngebiet, ein Wohngebiet mit ländlichem Charakter, ein Gebiet von kommunaler Bedeutung oder ein Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung;

5° Umwidmung eines Freizeitgebiets in ein Wohngebiet, ein Wohngebiet mit ländlichem Charakter, ein Gebiet von kommunaler Bedeutung oder ein Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung;

6° Umwidmung eines gemischten, industriellen, spezifischen Gewerbegebiets, eines Gebiets von regionaler Bedeutung oder eines Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung mit gewerblichem Charakter in ein Wohngebiet, ein Wohngebiet mit ländlichem Charakter, ein Gebiet von kommunaler Bedeutung oder ein Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung;

7° Umwidmung eines Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten in ein Wohngebiet, ein Wohngebiet mit ländlichem Charakter, ein Gebiet von kommunaler Bedeutung oder ein Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung;

8° Umwidmung eines Freizeitgebiets in ein Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen oder in ein Gebiet der Eisenbahn- und Flughafeninfrastrukturen oder der autonomen Häfen;

9° Umwidmung eines Agrargebiets in ein Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen oder in ein Gebiet der Eisenbahn- und Flughafeninfrastrukturen oder der autonomen Häfen;

10° Umwidmung eines Forstgebiets in ein Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen oder in ein Gebiet der Eisenbahn- und Flughafeninfrastrukturen oder der autonomen Häfen;

11° Umwidmung eines Grün-, Natur-, Park- oder Abbaugebiets in ein Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen oder in ein Gebiet der Eisenbahn- und Flughafeninfrastrukturen oder der autonomen Häfen;

12° Umwidmung eines Agrargebiets in ein gemischtes, industrielles, spezifisches Gewerbegebiet, ein Gebiet von regionaler Bedeutung oder ein Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung mit gewerblichem Charakter;

13° Umwidmung eines Forstgebiets in ein gemischtes, industrielles, spezifisches Gewerbegebiet, ein Gebiet von regionaler Bedeutung oder ein Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung mit gewerblichem Charakter;

14° Umwidmung eines Grün-, Natur-, Park- oder Abbaugebiets in ein gemischtes, industrielles, spezifisches Gewerbegebiet, ein Gebiet von regionaler Bedeutung oder ein Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung mit gewerblichem Charakter;

15° Umwidmung eines Gebiets für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen oder eines Gebiets der Eisenbahn- und Flughafeninfrastrukturen oder der autonomen Häfen in ein gemischtes, industrielles, spezifisches Gewerbegebiet, ein Gebiet von regionaler Bedeutung oder ein Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung mit gewerblichem Charakter;

16° Umwidmung eines Freizeitgebiets in ein gemischtes, industrielles, spezifisches Gewerbegebiet, ein Gebiet von regionaler Bedeutung oder ein Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung mit gewerblichem Charakter;

17° Umwidmung eines Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten in ein gemischtes, industrielles, spezifisches Gewerbegebiet, ein Gebiet von regionaler Bedeutung oder ein Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung mit gewerblichem Charakter;

18° Umwidmung eines Agrargebiets in ein Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten;

19° Umwidmung eines Forstgebiets in ein Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten;

20° Umwidmung eines Grün-, Natur-, Park- oder Abbaugebiets in ein Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten;

21° Umwidmung eines Agrargebiets in ein Freizeitgebiet;

22° Umwidmung eines Forstgebiets in ein Freizeitgebiet;

23° Umwidmung eines Grün-, Natur-, Park- oder Abbaugebiets in ein Freizeitgebiet;

24° Umwidmung eines Forstgebiets in ein Agrargebiet;

25° Umwidmung eines Grün-, Natur-, Park- oder Abbaugebiets in ein Agrargebiet.

Art. D.VI.50 - § 1 - In folgenden Fällen ist keine Abgabe zu zahlen:

1° wenn der Gewinn Güter betrifft, die Eigentum der Region, der Provinzen, der Gemeinden, der autonomen Gemeinderegionen, der Interkommunalen und der öffentlichen Einrichtungen und Instanzen sind, die durch Gesetz oder Dekret zu Enteignungen zum Nutzen der Allgemeinheit befugt sind;

2° wenn die Umwidmung eine Parzelle oder einen Teil einer Parzelle betrifft, die/der weniger als 200 m² groß ist;

3° wenn eine Revision des Sektorenplans verabschiedet wird, um der in Artikel D.VI.45 erwähnten Verpflichtung zur Entschädigung nachzukommen;

4° wenn eine in Artikel D.II.51 oder D.II.52 erwähnte Revision des Sektorenplans insbesondere im Hinblick auf die Eintragung eines Areals im Sinne von Artikel D.V.2 oder D.V.7 verabschiedet wird und die Parzelle innerhalb dieses Areals liegt;

5° wenn die Parzelle, auf der sich am Tag vor dem Inkrafttreten des Sektorenplans eine widmungswidrige Wohnung befindet, deren Existenz legal ist und die noch bewohnt wird, infolge des Plans für Wohnzwecke bestimmt wird;

6° wenn eine Parzelle, die unter eine nicht abgelaufene Verstärkungsgenehmigung fällt, infolge des Plans für Wohnzwecke bestimmt wird;

7° unbeschadet von Ziffer 5 und 6, wenn ein oder mehrere Gebäude vorhanden sind, deren Existenz legal ist und die nach dem abgeänderten Plan widmungskonform sind.

§ 2 - Die Parzellen, die zum Nutzen der Allgemeinheit enteignet oder auf gutlichem Wege abgetreten werden, sind von der Abgabe auf die Gewinne, die sich aus der Planung ergeben, freigestellt, sofern in Übereinstimmung mit Artikel D.VI.7 bei der Ermittlung des Wertes der zum Nutzen der Allgemeinheit enteigneten oder auf gutlichem Wege abgetretenen Immobilie der aus den Bestimmungen des Plans resultierende Mehrwert nicht berücksichtigt wird.

Erfolgt die Enteignung oder gutliche Abtretung zum Nutzen der Allgemeinheit erst dann, wenn die Abgabe auf die Gewinne, die sich aus der Raumplanung ergeben, schon ganz oder teilweise entrichtet worden ist, so werden die gezahlten Summen zurückerstattet, und zwar ohne Verzugszinsen.

Art. D.VI.51 - In den folgenden Fällen wird die Abgabe auf die Planungsgewinne ausgesetzt:

1° während des Zeitraums, in dem der Sektorenplan vom Staatsrat ausgesetzt ist;

2° während des Zeitraums, in dem die in Artikel D.VI.48 Ziffer 2 erwähnte Genehmigung vor dem Staatsrat angefochten wird;

3° ab der Einsendung an den von der Regierung benannten Beamten der Absichtserklärung zur Enteignung oder zum Erwerb auf gutlichem Wege und zum Nutzen der Allgemeinheit durch eine der Personen, Behörden oder Einrichtungen, deren Güter in Anwendung von Artikel D.VI.50 § 1 Ziffer 1 von der Abgabe freigestellt sind, und dies bis zum Datum des Widerrufs dieser Absicht;

4° während des Zeitraums, in dem die Parzelle aufgrund einer gemeinnützigen Dienstbarkeit nicht bebaut werden darf.

Die Regierung bestimmt die Modalitäten, nach denen die Absicht zur Enteignung oder zum Erwerb auf gutlichem Wege und zum Nutzen der Allgemeinheit bzw. deren Widerruf, oder das Vorliegen einer gemeinnützigen Dienstbarkeit dem Beamten, den sie benennt, mitgeteilt wird, sowie das Verfahren zur Berechnung des in Absatz 1 genannten Aussetzungszeitraums.

Unterabschnitt 2 — Abgabepflichtiger

Art. D.VI.52 - Der Abgabepflichtige ist die Person, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des Sektorenplans Eigentümer oder bloßer Eigentümer des Gutes ist.

Sind mehrere Personen abgabepflichtig, so haben sie die Abgabe auf die Planungsgewinne gesamtschuldnerisch zu entrichten.

Die Beitragspflicht wird der natürlichen oder juristischen Person übertragen, der das Eigentums- oder bloße Eigentumsrecht unentgeltlich oder durch Erbschaft bzw. Schenkung übertragen wird.

Unterabschnitt 3 — Berechnung der Abgabe

Art. D.VI.53 - § 1 - Die Abgabe auf die Planungsgewinne wird anhand des mutmaßlichen pauschalen Planungsgewinns der Parzelle infolge einer oder mehrerer Umwidmungen im Sinne von Artikel D.VI.49 auf der Grundlage der Fläche der betroffenen Parzelle bzw. des betroffenen Parzellenteils berechnet.

Die Parzellenfläche ist diejenige, die im Kataster angemeldet und eingetragen ist.

§ 2 - Der besteuerte Anteil des mutmaßlichen pauschalen Planungsgewinns einer Parzelle oder eines Teils einer Parzelle entspricht fünfzig Prozent des in der nachstehenden Tabelle aufgeführten Pauschalbetrags:

Art der Umwidmung	Mutmaßlicher pauschaler Planungs gewinn/m ²	Besteuerter Anteil/m ²
Umwidmung nach Artikel D.VI.49 Ziffer 1	47,53 Euro	23,77 Euro
Umwidmung nach Artikel D.VI.49 Ziffer 2	49,63 Euro	24,82 Euro
Umwidmung nach Artikel D.VI.49 Ziffer 3	49,20 Euro	24,60 Euro
Umwidmung nach Artikel D.VI.49 Ziffer 4	24,90 Euro	12,45 Euro
Umwidmung nach Artikel D.VI.49 Ziffer 5	45,50 Euro	22,75 Euro
Umwidmung nach Artikel D.VI.49 Ziffer 6	20,35 Euro	10,18 Euro
Umwidmung nach Artikel D.VI.49 Ziffer 7	43,90 Euro	21,95 Euro
Umwidmung nach Artikel D.VI.49 Ziffer 8	20,60 Euro	10,30 Euro
Umwidmung nach Artikel D.VI.49 Ziffer 9	22,63 Euro	11,32 Euro
Umwidmung nach Artikel D.VI.49 Ziffer 10	24,73 Euro	12,37 Euro
Umwidmung nach Artikel D.VI.49 Ziffer 11	24,30 Euro	12,15 Euro
Umwidmung nach Artikel D.VI.49 Ziffer 12	27,18 Euro	13,59 Euro
Umwidmung nach Artikel D.VI.49 Ziffer 13	29,28 Euro	14,64 Euro
Umwidmung nach Artikel D.VI.49 Ziffer 14	28,85 Euro	14,43 Euro
Umwidmung nach Artikel D.VI.49 Ziffer 15	4,55 Euro	2,28 Euro
Umwidmung nach Artikel D.VI.49 Ziffer 16	25,15 Euro	12,58 Euro
Umwidmung nach Artikel D.VI.49 Ziffer 17	23,55 Euro	11,78 Euro
Umwidmung nach Artikel D.VI.49 Ziffer 18	3,63 Euro	1,82 Euro
Umwidmung nach Artikel D.VI.49 Ziffer 19	5,73 Euro	2,87 Euro
Umwidmung nach Artikel D.VI.49 Ziffer 20	5,30 Euro	2,65 Euro
Umwidmung nach Artikel D.VI.49 Ziffer 21	2,03 Euro	1,02 Euro
Umwidmung nach Artikel D.VI.49 Ziffer 22	4,13 Euro	2,07 Euro
Umwidmung nach Artikel D.VI.49 Ziffer 23	3,70 Euro	1,85 Euro
Umwidmung nach Artikel D.VI.49 Ziffer 24	2,10 Euro	1,05 Euro
Umwidmung nach Artikel D.VI.49 Ziffer 25	1,68 Euro	0,84 Euro

§ 3 - Wird eine Parzelle oder ein Teil davon mehreren gleichzeitigen Umwidmungen unterzogen, so entspricht der besteuerte Anteil der Summe der Ergebnisse aus der Multiplikation einer jeden umgewidmeten Fläche mit fünfzig Prozent des Pauschalbetrags/m², der in der Tabelle unter § 2 aufgeführt ist.

§ 4 - Wenn der Sektorenplan mehreren aufeinanderfolgenden Abänderungen unterliegt und die Abgabe nicht entrichtet worden ist, wird für die Anwendung von Artikel D.VI.49 bei der Berechnung des mutmaßlichen pauschalen Planungsgewinns einer Parzelle oder eines Teils einer Parzelle der Unterschied zwischen der jüngst geplanten Zweckbestimmung nach der Abänderung und der ältesten Zweckbestimmung vor der Abänderung des Plans berücksichtigt.

Die Regierung bestimmt die Modalitäten für die Übermittlung dieser Angaben an den in Artikel D.VI.57 Absatz 1 genannten Beamten.

Art. D.VI.54 - § 1 - Der in Artikel D.VI.53 § 2 genannte besteuerte Anteil wird in verschiedene Stufen unterteilt, die je einem spezifischen Steuersatz unterliegen, und die Abgabe wird unter Zugrundelegung der folgenden Tabelle berechnet:

Stufe aus dem besteuerten Anteil	Auf die betroffene Stufe anzuwendender Steuersatz	Höchstbetrag der Abgabe für die vorige Stufe
von 0,01 bis 12.500 Euro	1%	0 Euro
von 12.500 bis 25.000 Euro	2%	125 Euro
von 25.000 bis 50.000 Euro	3%	375 Euro
von 50.000 bis 100.000 Euro	5%	1.125 Euro
von 100.000 bis 150.000 Euro	8%	3.625 Euro
von 150.000 bis 200.000 Euro	14%	7.625 Euro
von 200.000 bis 250.000 Euro	18%	14.625 Euro
von 250.000 bis 500.000 Euro	24%	23.625 Euro
über 500.000 Euro	30%	83.625 Euro

§ 2 - Weist der geschuldete Abgabebetrag eine Fraktion Euro von mehr als zwei Dezimalstellen auf, so muss diese Fraktion auf den oberen bzw. auf den unteren Cent gerundet werden, je nachdem, ob die dritte Dezimalstelle 5 erreicht oder nicht.

Art. D.VI.55 - Der in Artikel D.VI.53 § 2 erwähnte Pauschalbetrag/m² wird alle fünf Jahre ab dem Inkrafttreten des Gesetzbuches aktualisiert.

Zu diesem Zweck legt die Regierung dem Parlament alle fünf Jahre einen Aktualisierungsvorschlag auf der Grundlage des in Artikel D.VI.61 erwähnten Berichts vor.

Wenn die Aktualisierung am 31. Dezember des letzten Jahres des in Absatz 1 erwähnten Fünf-Jahres-Zyklus nicht durchgeführt worden ist, dann wird der nach Artikel D.VI.48 bis D.IV.54 ermittelte Abgabebetrag ab dem 1. Januar des darauffolgenden Jahres aktualisiert. Zu diesem Zweck wird der Abgabebetrag mit dem Gesundheitsindex des Monats nach dem Monat multipliziert, in dem der in Artikel D.VI.48 Absatz 1 Ziffer 2 genannte Vorgang stattfand, und durch den Gesundheitsindex des Monats nach dem Monat geteilt, in dem der anzuwendende Betrag des mutmaßlichen pauschalen Planungsgewinns/m² zum letzten Mal festgesetzt oder angepasst wurde.

Unterabschnitt 4 — Register der Grundstückgewinne

Art. D.VI.56 - Binnen dreißig Tagen ab dem Inkrafttreten des Plans erstellt die Regierung oder die Person, die sie bei der OGD4 zu diesem Zweck bevollmächtigt, das Register der Grundstückgewinne, in dem die Parzellen aufgelistet werden, deren Zweckbestimmung durch die Aufstellung oder die Revision des Sektorenplans geändert wird.

Für jede Parzelle oder jeden Parzellenteil innerhalb des Areals des aufgestellten oder revidierten Plans enthält das Register mindestens folgende Elemente:

1° die Registerangaben, bestehend aus:

- a) der Katastrnummer der Parzelle unter Angabe der betroffenen Gemeinde, deren Katastergemarkung und -Flur;
- b) der Fläche der/des betroffenen Parzelle/Parzellenteils, ausgedrückt in Hektar (ha) und Ar (a);

2° deren/dessen im Sektorenplan vorgesehene Zweckbestimmung(en) vor der Umwidmung, die Anlass zu der Abgabe gegeben hat;

3° deren/dessen im Sektorenplan vorgesehene Zweckbestimmung(en) nach der Umwidmung, die Anlass zu der Abgabe gegeben hat;

4° den/die anzuwendenden Punkt(e) aus Artikel D.VI.49 im Zusammenhang mit den betroffenen Quadratmetern;

5° die Fälle, in denen Artikel D.VI.50 Absatz 1 Ziffer 2, 3, 4 oder 6 Anwendung findet.

Die Regierung oder die Person, die sie zu diesem Zweck bevollmächtigt, schickt dem in Artikel D.VI.57 Absatz 1 genannten Beamten die Angaben zu.

Die Regierung bestimmt die Form und den Inhalt des Registers und kann seine Veröffentlichungsmodalitäten festlegen.

Unterabschnitt 5 — Festsetzung, Erhebung, Einziehung, Zahlungsfristen und Beschwerden

Art. D.VI.57 - Die Abgabe wird durch den von der Regierung benannten Beamten unter Zuhilfenahme von für vollstreckbar erklärten Heberollen festgesetzt, in Übereinstimmung mit Artikel 17bis § 1 Buchstabe a des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben und mit den in diesem Dekret für sie geltenden Bestimmungen.

Für die Anwendung dieses Dekrets entsprechen der Besteuerungszeitraum und das Steuerjahr dem Kalenderjahr, in dem einer der in Artikel D.VI.48 Ziffer 2 genannten Vorgänge stattfindet.

Der Notar, der mit der in Artikel D.VI.48 Ziffer 2 genannten authentischen Urkunde befasst wurde, setzt den in Absatz 1 genannten Beamten binnen fünf Tagen ab Beurkundung davon in Kenntnis.

Das Gemeindekollegium, der beauftragte Beamte oder die Regierung, die als einzeln oder gemeinsam zuständige Behörde die in Artikel D.VI.48 Absatz 1 Ziffer 2 erwähnte Genehmigung gewährt hat, setzt den in Absatz 1 genannten Beamten davon in Kenntnis, sobald die Genehmigung hinsichtlich der administrativen Beschwerden endgültig ist.

Die Heberolle wird auf der Grundlage des in Artikel D.VI.56 erwähnten Registers und dieser Informationen erstellt.

Die Regierung bestimmt die Modalitäten für die Übermittlung der zur Erstellung der Heberollen notwendigen Elemente an den mit der Festsetzung der Abgabe beauftragten Beamten und benennt die Beamten, die damit betraut sind, die Abgabe zu erheben und einzuziehen und die Erfüllung der Verpflichtungen im Zusammenhang mit der Abgabe zu kontrollieren.

Art. D.VI.58 - Die Abgabe auf die Gewinne aus der Planung ist innerhalb der in Artikel 23 § 1 des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben vorgesehenen Frist zu entrichten.

Wird die Städtebau-, Verstärkerungs-, Global- oder integrierte Genehmigung in verschiedenen Phasen gewährt, so wird die zu entrichtende Abgabe für jede einzelne Phase im Verhältnis der betroffenen Fläche festgesetzt; für die Berechnung der Zahlungsfrist gilt als Fristbeginn für jede Phase außer der ersten der in der Genehmigung festgelegte Tag, an dem die Verfallfrist zu laufen beginnt.

Art. D.VI.59 - Bei den dem Abgabepflichtigen zur Verfügung stehenden administrativen und gerichtlichen Rechtsmitteln handelt es sich um diejenigen, die in Artikel 25 bis 28 des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben vorgesehen sind.

Die Regierung legt das Verfahren zur Einholung und Übermittlung der zur Behandlung der Beschwerden notwendigen Informationen fest.

Art. D.VI.60 - Unbeschadet der Bestimmungen des vorliegenden Kapitels sind die Bestimmungen des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben, insbesondere Artikel 20 bis 24bis über die Veranlagungs- und Fälligkeitsfristen der Abgaben, Artikel 29 ff. über die Verzugszinsen, Artikel 35 ff. über die Verfolgungen, Artikel 53 ff. über die Wirkung der Beschwerden auf die Beitreibungen, Artikel 56 ff. über die Verjährung, Artikel 57bis ff. über die Uneintreibbarkeit bestimmter Schuldforderungen, Artikel 58 ff. über das Recht und Vorrecht des Schatzamtes in Sachen Beitreibung, Artikel 63 ff. über die verwaltungsrechtlichen Strafen auf die Abgabe auf die Gewinne aus der Planung anzuwenden.

Unterabschnitt 6 — Bewertung

Art. D.VI.61 - Die Regierung erstellt alle fünf Jahre einen Bewertungsbericht, um die Überwachung und die Effizienz der Regelung über die Planungsgewinne gewährleisten zu können.

Unterabschnitt 7 — Übergangsregelung

Art. D.VI.62 - Die regionale Abgabe auf die Planungsgewinne gilt für die Aufstellungen und Revisionen von Sektorenplänen, deren Entwurf von der Regierung nach dem Inkrafttreten des Gesetzbuches verabschiedet wurde.

Abschnitt 2 — Gemeindeabgaben

Art. D.VI.63 - Die Gemeinden führen Inventar über alle auf ihrem Gebiet gelegenen Grundstücksparzellen, für die eine gültige Parzellierungs- oder Verstädterungsgenehmigung besteht und die noch nicht bebaut wurden, sowie über alle unbebauten Grundstücksparzellen, die innerhalb eines Wohngebiets, eines Wohngebiets mit ländlichem Charakter, eines im Sinne von Artikel D.II.42 umgesetzten und für Siedlung zweckbestimmten Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung, eines Gebiets von kommunaler Bedeutung, eines für Wohnzwecke bestimmten Gebiets von regionaler Bedeutung mit Ausnahme eines im Sektorenplan vorgesehenen Gewerbegebiets liegen. Jede Person, die es beantragt, kann an Ort und Stelle in dieses Inventar Einsicht nehmen.

Art. D.VI.64 - § 1 - Die Gemeinden können neben den Zuschlaghundertssteln zum Immobilienvorabzug eine jährliche Abgabe auf unbebaute Parzellen in den folgenden Gebieten festsetzen:

- 1° im noch geltenden zur Verstädterung bestimmten Areal innerhalb eines Gebiets von kommunaler Bedeutung;
- 2° in einem Gebiet von kommunaler Bedeutung und am Rand einer öffentlichen Straße mit ausreichender Strom- und Wasserversorgung, festem Belag und einer ausreichenden Breite angesichts der Ortslage;
- 3° im Gebiet einer noch gültigen Verstädterungsgenehmigung außerhalb eines Gebiets von kommunaler Bedeutung;
- 4° am Rand einer öffentlichen Straße mit ausreichender Strom- und Wasserversorgung, festem Belag und einer ausreichenden Breite angesichts der Ortslage und:

a) entweder in einem im Sektorenplan eingetragenen Wohngebiet oder Wohngebiet mit ländlichem Charakter oder im Planungsgebiet der in Artikel D.II.66 § 3 Absatz 1 und 2 erwähnten Pläne, wobei sie für die Bewohnung oder die Bewohnung mit ländlichem Charakter zweckbestimmt werden;

b) oder in einem im Sinne von Artikel D.II.42 umgesetzten und für die Bewohnung oder die Bewohnung mit ländlichem Charakter zweckbestimmten Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung.

Der Betrag der jährlichen Abgabe nach Absatz 1 Ziffer 3 darf die Hälfte desjenigen, der in Anwendung von Ziffer 1 festgesetzt wurde, nicht überschreiten.

Der Betrag der jährlichen Abgabe nach Absatz 1 Ziffer 4 darf die Hälfte desjenigen, der in Anwendung von Ziffer 2 festgesetzt wurde, nicht überschreiten.

§ 2 - Sind freigestellt:

- 1° von der Abgabe nach § 1 Ziffer 1 und 3: die Eigentümer einer einzigen unbebauten Parzelle unter Ausschluss jeglicher anderen Immobilie;
- 2° von der Abgabe nach § 1 Ziffer 2 und 4: die Eigentümer eines einzigen unbebauten Grundstücks unter Ausschluss jeglicher anderen Immobilie;
- 3° von beiden Abgaben: die Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes.

Die unter Ziffer 1 und 2 vorgesehene Freistellung gilt nur für die fünf Steuerjahre nach dem Erwerb des Gutes. Sie gilt während der fünf Steuerjahre nach dem Inkrafttreten der Steuerverordnung, falls das Gut zu diesem Zeitpunkt bereits erworben ist. Diese Fristen werden während der gesamten Dauer des Verfahrens ausgesetzt, falls gegen eine Genehmigung in Bezug auf die besagte Immobilie eine Nichtigkeitsklage vor dem Staatsrat eingereicht worden ist oder falls ein Antrag auf Unterbrechung der im Rahmen der Genehmigung erlaubten Arbeiten vor einer Gerichtsbarkeit des gerichtlichen Stands anhängig ist.

§ 3 - Die Abgabe nach § 1 Ziffer 1 und 3 gilt nicht für die Parzellen, die aufgrund der Bestimmungen des Gesetzes über den Pachtvertrag derzeit nicht zur Bebauung bestimmt werden können.

Die Abgabe nach § 1 Ziffer 2 und 4 gilt nicht für die Grundstücke, die aufgrund eines Behördenbeschlusses nicht bebaut werden dürfen, oder wenn ein Bebauen nicht möglich ist, oder wenn die Grundstücke tatsächlich beruflich zu Landbau- oder Gartenbauzwecken benutzt werden.

BUCH VII — Verstöße und Strafmaßnahmen

KAPITEL I — Regelwidrige Handlungen

Art. D.VII.1 - § 1 - Folgende Tatbestände bilden einen Verstoß:

1° die Ausführung der in Artikel D.IV.4 erwähnten Handlungen oder Arbeiten oder die Verstädterung eines Gutes im Sinne von Artikel D.IV.2 ohne vorherige Genehmigung, nach Verfall dieser Genehmigung oder nach dem Akt oder Beschluss zur Aussetzung der Genehmigung oder aber unter Nichteinhaltung der Genehmigung, mit Ausnahme der Handlungen, die in Missachtung der Parzellenaufteilung laut der Verstädterungsgenehmigung getätigt wurden, wenn sie keine Änderung der Verstädterungsgenehmigung nach Artikel D.IV.94 § 2 erfordern;

2° die Weiterführung der in Artikel D.IV.4 erwähnten Handlungen und Arbeiten oder der Verstädterung eines Gutes im Sinne von Artikel D.IV.2 ohne vorherige Genehmigung, nach Verfall dieser Genehmigung oder nach dem Akt oder Beschluss zur Aussetzung der Genehmigung;

3° die Aufrechterhaltung der nach dem 21. April 1962 ohne die erforderliche Genehmigung oder in deren Missachtung ausgeführten Arbeiten;

4° mit Ausnahme der Handlungen und Arbeiten, die abweichend genehmigt oder von der Genehmigung freigestellt wurden, die Nichtbeachtung der Vorschriften des Sektorenplans und der Normen des regionalen Leitfadens für den Städtebau;

5° die Nichtbeachtung der Regeln zur Plakatierung der Genehmigung nach Artikel D.IV.70 oder zur Bekanntmachung nach Artikel D.IV.76 und Buch VIII;

6° das Fehlen der in Artikel D.IV.71 erwähnten Mitteilung des Beginns der Arbeiten;

7° die Nichtbeachtung der Bestimmungen des Wallonischen Gesetzbuches über das Erbe.

§ 2 - Die Aufrechterhaltung der Handlungen und Arbeiten ohne die erforderliche Genehmigung oder unter Missachtung dieser Genehmigung bildet keinen Verstoß nach Ablauf einer zehnjährigen Frist nach der Fertigstellung der Handlungen und Arbeiten, sofern alle folgenden Bedingungen kumulativ erfüllt sind:

1° begangen wurde der Verstoß:

- a) entweder in einem im Sektorenplan zur Verstärkung bestimmten Gebiet im Sinne von Artikel D.II.23 Absatz 2;
- b) oder in einem Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung, das umgesetzt und zu einem oder mehreren Verstärkungszwecken im Sinne von Artikel D.II.23 Absatz 2 bestimmt wird;
- c) oder an Bauwerken, Anlagen oder Gebäuden, oder an deren zusätzlichen bzw. ergänzenden Einrichtungen, die vor Inkrafttreten des Sektorenplans vorhanden waren und deren Verwendungszweck widmungskonform ist oder abweichend vom Sektorenplan erlaubt wurde;

2° die regelwidrigen Handlungen und Arbeiten entsprechen den Normen des regionalen Leitfadens;

3° auf die regelwidrigen Handlungen und Arbeiten trifft einer der folgenden Fälle zu:

a) bei Nichtbeachtung der ausgestellten Städtebau- bzw. Verstärkungsgenehmigung entsprechen die Abweichungen weniger als zwanzig Prozent:

- i) der zulässigen Grundfläche;
- ii) der zulässigen Trauf- und Firsthöhe;
- iii) der zulässigen Tiefe;
- iv) der zulässigen Baumasse;
- v) der zulässigen Geschossfläche;
- vi) der Grundrissmaße der Bauwerke;
- vii) der minimalen oder maximalen Fläche der Parzelle;

b) bei Einrichtung eines Vordachs als Erweiterung eines zulässigen landwirtschaftlichen Schuppens, vorausgesetzt:

- i) die Firsthöhe des Vordachs liegt unter der Traufhöhe des Schuppens;
- ii) der Schuppen weist ein solches Vordach an nur einem seiner Außenwände auf;
- iii) das Vordach hat eine Höchsttiefe von sieben Metern, vermessen ab dem Außenwand des Schuppens;

c) bei Nichtbeachtung der zulässigen Öffnungen;

d) bei Nichtbeachtung der durch die Städtebaugenehmigung zugelassenen Farbtöne.

§ 3 - Die Bestimmungen von Buch I des Strafgesetzbuches, darunter auch Kapitel VII und Artikel 85, gelten für die besagten Verstöße sowie auch für diejenigen, die in den Artikeln D.VII.7 und D.VII.11 vorgesehen sind.

KAPITEL II — *Zuwiderhandelnde*

Art. D.VII.2 - Unbeschadet der Bestimmungen des Strafgesetzbuches können die begangenen Verstöße den folgenden Personen zugeschrieben werden:

1° dem Bauherrn;

2° dem Eigentümer des Gutes, einschließlich wenn er sie in Kauf genommen oder die Einrichtung von ortsfesten oder beweglichen Anlagen geduldet hat;

3° den Personen, die aufgrund Ihres Berufs oder ihrer Tätigkeit Immobilien kaufen, zum Kauf oder zur Miete anbieten, verkaufen, vermieten, oder deren Verstärkung vornehmen, ortsfeste oder bewegliche Anlagen bauen oder einrichten, oder an diesen Tätigkeiten beteiligt sind.

KAPITEL III — *Feststellung der Verstöße*

Abschnitt 1 — Feststellende Bedienstete

Art. D.VII.3 - Außer den Gerichtspolizeioffizieren sind die folgenden Beamten als feststellende Bedienstete befugt, die in Artikel D.VII.1, D.VII.7 Absatz 3 und D.VII.11 Absatz 2 bestimmten Verstöße zu ermitteln und festzustellen, gegebenenfalls mittels eines Protokolls:

1° die mit der Verwaltung und Polizeiordnung der Straßen und Wege beauftragten Beamten und Bediensteten;

2° die vom Gemeinderat benannten Beamten und technischen Bediensteten der Gemeinden;

3° die in der von der Regierung festgelegten Liste aufgeführten Beamten und Bediensteten der Region.

Die Regierung händigt den regionalen Bediensteten ein Dokument zur Bescheinigung der Eigenschaft als feststellender Bediensteter aus.

Abschnitt 2 — Vorherige Mahnung und Anpassung an die Vorschriften

Art. D.VII.4 - Im Falle eines Verstoßes, der nicht in Artikel D.VII.1 § 2 aufgeführt wird, richten die feststellenden Bediensteten eine vorherige Mahnung an den mutmaßlichen Urheber des Verstoßes oder an den Eigentümer des Gutes, wo der Verstoß begangen wurde, und setzen eine Frist von mindestens drei Monaten und höchstens zwei Jahren für die Anpassung an die geltenden Vorschriften fest.

Wenn die Mahnung mündlich mitgeteilt wird, wird sie, je nach Fall, vom beauftragten Beamten oder vom Bürgermeister binnen fünfzehn Tagen per Einsendung bestätigt.

Nach Ablauf der in Absatz 1 genannten Frist und in Ermangelung einer Anpassung an die Vorschriften wird ein Feststellungsprotokoll nach Artikel D.VII.5 erstellt und dem Prokurator des Königs übermittelt.

Abschnitt 3 — Protokoll

Art. D.VII.5 - In dem Protokoll wird (werden) die festgestellte(n) regelwidrige(n) Handlung(en) und Arbeit(en) und die nicht eingehaltene(n) Bestimmung(en) des Gesetzbuches beschrieben.

Die Regierung kann die Form und den Inhalt des Protokolls festlegen.

Abschnitt 4 — Einsendung des Feststellungsprotokolls

Art. D.VII.6 - Außer den Gerichtspolizeioffizieren schickt jeder feststellende Bedienstete das Protokoll spätestens zehn Tage nach Feststellung des in Artikel D.VII.1 genannten Verstoßes den Zuwiderhandelnden, jedem Inhaber eines dinglichen Rechts an dem Immobiliengut ausschließlich der Hypothek oder des Nutzungspfandrechts, jeder Person, die das Immobiliengut benutzt, dem Gemeindegremium, dem beauftragten Beamten und dem Prokurator des Königs zu.

Unverzüglich nach Empfang eines von einem Gerichtspolizeioffizier oder einem feststellenden Bediensteten erstellten Protokolls informiert der beauftragte Beamte das Gemeindegremium darüber, sowie ebenfalls die Regierung, wenn eine Beschwerde über einen Antrag auf Regularisierungsgenehmigung in Bezug auf die vom Protokoll betroffenen Handlungen und Arbeiten oder Verstädterung bei Letzterer eingereicht wird oder werden könnte.

Abschnitt 5 — Zugang

Art. D.VII.7 - Die in Artikel D.VII.3 erwähnten feststellenden Bediensteten haben Zugang zur Baustelle sowie zu den Bauwerken und Anlagen, um jegliche notwendigen Ermittlungen und Feststellungen vorzunehmen. Sie dürfen alle – selbst abgeschlossenen und abgedeckten – Örtlichkeiten besichtigen, wo Bohrungen und Ausgrabungen stattfinden, und sich alle Auskünfte mitteilen lassen, die sie als nützlich betrachten.

Nehmen diese Vorgänge den Charakter einer Haussuchung an, so dürfen die feststellenden Bediensteten sie nur dann vornehmen, wenn Anzeichen von Übertretungen bestehen und unter der Bedingung, dass sie durch das Polizeigericht dazu befugt wurden.

Unbeschadet der Anwendung von strengeren, in Artikel 269 und 275 des Strafgesetzbuches bestimmten Strafen wird jeder, der die Ausübung des oben vorgesehenen Haussuchungsrechts verhindert, mit einer Geldbuße von 50 bis 300 Euro und einer Gefängnisstrafe von acht bis fünfzehn Tagen oder mit nur einer dieser Strafen belegt.

*KAPITEL IV — Befehl zur Unterbrechung der Arbeiten**Abschnitt 1 — Mündlicher Unterbrechungsbefehl*

Art. D.VII.8 - Die in Artikel D.VII.3 erwähnten feststellenden Bediensteten können die Unterbrechung der Arbeiten, die Einstellung der Benutzung des Gebäudes oder die Ausführung von Handlungen mündlich an Ort und Stelle befehlen, falls sie feststellen, dass diese gegen die Vorschriften verstoßen oder einen rechtskräftigen Gerichtsbeschluss missachten.

Sobald der Befehl gegeben ist, wird ein Protokoll zur Feststellung des Verstoßes gemäß Artikel D.VII.5 erstellt.

Abschnitt 2 — Schriftliche Bestätigung

Art. D.VII.9 - Der Befehl wird unter Androhung des Fristverfalls innerhalb von fünf Tagen vom Bürgermeister oder vom beauftragten Beamten bestätigt.

Das Feststellungsprotokoll und der Bestätigungsbeschluss werden an den Bauherrn, an die Person oder den Unternehmer, die/der die Arbeiten ausführt, an den Projektautor, falls er die Aufsicht über die Ausführung der Arbeiten hat, an jeden Inhaber eines dinglichen Rechts an der Immobilie mit Ausnahme der Hypothek oder des Nutzungspfandrechts, oder an die Person, die das Gebäude benutzt, eingesendet. Eine Abschrift dieser Dokumente wird zugleich an das Kollegium, an den beauftragten Beamten und an den Prokurator des Königs gerichtet.

Die Regierung kann die Form und den Inhalt des Bestätigungsbeschlusses bestimmen.

Abschnitt 3 — Antrag auf Aufhebung des Befehls

Art. D.VII.10 - Der Betreffende kann über den Weg der einstweiligen Verfügung die Aufhebung der Maßnahme durch die Region oder die Gemeinde beantragen, je nachdem, ob der Bestätigungsbeschluss von dem beauftragten Beamten oder von dem Bürgermeister notifiziert wurde. Dieser Antrag wird vor den Präsidenten des erstinstanzlichen Gerichts gebracht, in dessen Amtsbereich die Arbeiten und Handlungen ausgeführt wurden. Die Artikel 1035 bis 1041 des Gerichtsgesetzbuches finden auf die Einreichung und die Bearbeitung des Antrags Anwendung.

Abschnitt 4 — Ergänzende Maßnahmen

Art. D.VII.11 - Die oben erwähnten feststellenden Bediensteten sind befugt, jegliche Maßnahme zu treffen, die Versiegelung einbegriffen, um die unmittelbare Anwendung des Unterbrechungsbefehls, des Bestätigungsbeschlusses oder gegebenenfalls der Verfügung des Präsidenten zu gewährleisten.

Jeder, der die Arbeiten oder Handlungen bei Nichtbeachtung des Unterbrechungsbefehls, des Bestätigungsbeschlusses oder der Verfügung des Präsidenten fortsetzt, wird ungeachtet der in Artikel D.VII.1 für Übertretungen vorgesehenen Strafen mit einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis zu einem Monat belegt.

KAPITEL V — Verfolgung vor dem Korrekionalgericht

Art. D.VII.12 - Wenn der Prokurator des Königs den Zuwiderhandelnden vor dem Korrekionalgericht verfolgt, werden die Verstöße im Falle des Auftretens als Zivilpartei vor dem Untersuchungsrichter oder einer direkten Ladung mit einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis drei Monaten und einer Geldbuße von 100 bis 50.000 Euro oder mit einer einzigen dieser Strafen geahndet.

Jedoch werden Gefängnisstrafen von fünfzehn Tagen bis zu sechs Monaten und Geldbußen von 2.000 bis 100.000 Euro oder eine einzige dieser beiden Strafen verhängt, wenn die Täter Personen sind, die aufgrund Ihres Berufs oder ihrer Tätigkeit Immobilien kaufen, zum Kauf oder zur Miete anbieten, verkaufen oder vermieten, deren Verstädterung vornehmen, ortsfeste oder bewegliche Anlagen bauen oder einrichten. Das Gleiche gilt für diejenigen, die an diesen Tätigkeiten beteiligt sind.

Art. D.VII.13 - Außer der Strafe befiehlt das Gericht auf begründeten Antrag des beauftragten Beamten oder des Gemeindegremiums:

1° entweder die Wiederinstandsetzung der Örtlichkeiten bzw. die Einstellung der missbräuchlichen Benutzung;

2° oder die Ausführung von Bau- oder Anpassungsarbeiten, vorausgesetzt, dass die aufrechtzuerhaltende(n) Handlungen und Arbeiten bzw. Verstädterung und die auszuführenden Bau- oder Anpassungsarbeiten den Sektorenplan und die Normen des regionalen Leitfadens für den Städtebau beachten oder die Bedingungen für eine Abweichung vom Sektorenplan oder von den Normen des regionalen Leitfadens für den Städtebau erfüllen;

3° oder die Zahlung einer Geldsumme, die repräsentativ ist für den durch den Verstoß erzielten Mehrwert des Gutes, vorausgesetzt, dass dieses Gut weder auf der Schutzliste noch aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über das Erbe unter Denkmalschutz steht, und dass die regelwidrig ausgeführte(n) Handlungen und Arbeiten bzw. Verstädterung den Sektorenplan und die Normen des regionalen Leitfadens für den Städtebau beachten oder die Bedingungen für eine Abweichung vom Sektorenplan oder von den Normen des regionalen Leitfadens für den Städtebau erfüllen.

Die Begründung durch den beauftragten Beamten oder das Gemeindegremium bezieht sich insbesondere auf die Auswirkungen der ausgewählten Art der Wiederinstandsetzung auf die Umwelt unter Berücksichtigung von Artikel D.66 des Buches I des Umweltgesetzbuches und auf die Erfüllung der in Absatz 1 Ziffer 2 oder 3 angeführten Bedingungen.

Das Gericht setzt zu diesem Zweck eine Frist fest, die in den unter Ziffer 1 und 2 erwähnten Fällen ein Jahr nicht überschreiten darf. Lautet das Urteil auf Zahlung einer Geldsumme, so setzt das Gericht diese Summe auf den ganzen durch das Gut erzielten Mehrwert, oder einen Teil davon, fest und ordnet an, dass der Verurteilte der Aufforderung rechtsgültig nachkommen kann, indem er die Örtlichkeiten innerhalb eines Jahres in ihren ursprünglichen Zustand wiederversetzt. Die Zahlung der Geldsumme erfolgt auf ein Spezialkonto des Haushalts der Region.

Art. D.VII.14 - Unbeschadet der Anwendung von Kapitel XXIII des Buches IV des vierten Teils des Gerichtsgesetzbuches wird im Rahmen des Urteils angeordnet, dass - falls die Örtlichkeiten nicht in ihren ursprünglichen Zustand wiederversetzt werden oder die Bau- und Anpassungsarbeiten nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist ausgeführt werden - der beauftragte Beamte, das Gemeindegremium und ggf. die Zivilpartei von Amts wegen die Vollstreckung des Urteils vornehmen können.

Die Verwaltung oder die Zivilpartei, die das Urteil vollstreckt, hat das Recht, die Materialien und die Gegenstände, die aus der Wiederinstandsetzung der Örtlichkeiten entstehen, zu verkaufen, zu transportieren, einzulagern und an einem frei gewählten Ort zu vernichten.

Der Verurteilte ist verpflichtet, die gesamten Ausführungskosten nach Abzug des Verkaufspreises der Materialien und Gegenstände auf Vorlage einer taxierten und vom Pfändungsrichter für vollstreckbar erklärten Abrechnung zu erstatten.

Art. D.VII.15 - Wenn auf Anfrage des beauftragten Beamten oder des Gemeindegremiums nach Artikel D.VII.13 im Rahmen des Urteils entweder die Wiederinstandsetzung der Örtlichkeiten oder die Ausführung von Bau- und Anpassungsarbeiten angeordnet wird, dann gilt das Urteil als Genehmigung und wird/werden die Wiederinstandsetzung der Örtlichkeiten bzw. die Bau- und Anpassungsarbeiten vom Verurteilten ausgeführt, ohne dass er dazu die in Artikel D.IV.4 genannte Genehmigung erhalten muss.

Der Verurteilte benachrichtigt jedoch das Gemeindegremium acht Tage vor dem Beginn der Arbeiten; das Kollegium kann bestimmte Ausführungsbedingungen auferlegen, insbesondere hinsichtlich der öffentlichen Sicherheit und Gesundheit.

Wird im Rahmen des Urteils die Zahlung einer Geldsumme angeordnet, die repräsentativ ist für den durch den Verstoß erzielten Mehrwert des Gutes, so gilt dieses Urteil ab dem Datum der Zahlung als Genehmigung.

KAPITEL VI — Vergleich und Wiederherstellungsmaßnahmen

Abschnitt 1 — Ausbleiben der Verfolgung

Art. D.VII.16 - Hat der Prokurator des Königs binnen neunzig Tagen nach Empfang des Feststellungsprotokolls seine Absicht nicht bekundet, den Zuwiderhandelnden zu verfolgen, so wird davon ausgegangen, dass er die Verfolgung einstellt.

Abschnitt 2 — Konzertierung

Art. D.VII.17 - Wenn der Prokurator des Königs binnen neunzig Tagen nach Empfang des Feststellungsprotokolls seine Absicht, die Sache zu verfolgen, nicht bekundet hat, kann der Zuwiderhandelnde von dem Gemeindegremium oder dem beauftragten Beamten binnen drei Monaten zu einer Konzertierungsversammlung vorgeladen werden, an der auch der beauftragte Beamte und das Gemeindegremium oder ihre Vertreter teilnehmen.

Im Anschluss an die Konzertierungsversammlung wird Folgendes schriftlich festgehalten:

1° entweder die Vereinbarung zwischen dem Zuwiderhandelnden, dem beauftragten Beamten und dem Gemeindegremium über die Verpflichtung des Zuwiderhandelnden, einen Antrag auf Regularisierungsgenehmigung einzureichen;

2° oder das Fehlen einer Einigung.

Die Behörde, die die Versammlung einberufen hat, sendet die Niederschrift der in Absatz 2 genannten Einigung an den Zuwiderhandelnden, das Gemeindegremium oder den beauftragten Beamten ein. Im Falle einer Einigung reicht der Zuwiderhandelnde den Antrag auf Regularisierungsgenehmigung innerhalb von sechs Monaten ab der Einsendung der Niederschrift ein. Andernfalls fällt die Einigung aus.

Liegt keine Einigung vor oder wurde die Einigung hinfällig, so wird das Verfahren nach Artikel D.VII.12 oder D.VII.22 fortgesetzt.

Abschnitt 3 — Vergleich und Regularisierung

Unterabschnitt 1 — Vergleich

Art. D.VII.18 - Wenn die regelwidrig ausgeführten oder aufrechterhaltenen Handlungen und Arbeiten die erforderliche Städtebau- oder Verstädterungsgenehmigung erhalten könnten, einerseits aufgrund entweder der bei der Ausführung der Handlungen und Arbeiten geltenden Regelung oder der bei der Einreichung des Antrags geltenden Regelung, ggf. in Anwendung von Artikel D.IV.5 bis D.IV.13, und andererseits angesichts der Eigenart des Projekts und der Hauptzüge des bebauten und unbebauten Landschaftsbildes zum Zeitpunkt der Einreichung des Antrags, dann schlägt der beauftragte Beamte in Absprache mit dem Gemeindegremium dem Zuwiderhandelnden einen Vergleich vor.

Der Beschluss des Gemeindegremiums über den Vergleich wird innerhalb von sechzig Tagen nach der Einsendung durch den beauftragten Beamten übermittelt. Andernfalls wird von einem positiven Beschluss ausgegangen.

Bei Uneinigkeit zwischen dem Gemeindegremium und dem beauftragten Beamten über den Vergleichsbetrag hat der Vorschlag der Behörde, die den Verstoß festgestellt hat, Vorrang.

Im Rahmen des in Artikel D.IV.63 ff. genannten Beschwerdeverfahrens kann die Regierung, in Ermangelung eines von beauftragten Beamten vorgeschlagenen Vergleichs, im Einvernehmen mit dem Gemeindegremium dem Zuwiderhandelnden einen Vergleich vorschlagen. Der Beschluss des Gemeindegremiums über den Vergleich wird binnen sechzig Tagen nach der Einsendung durch die Regierung übermittelt. Andernfalls wird von einem positiven Beschluss ausgegangen.

Art. D.VII.19 - Der Vergleich erfolgt durch Zahlung einer Geldsumme, deren Höhe nach den von der Regierung erlassenen Regeln bestimmt wird; dieser Betrag darf nicht unter zweihundertfünfzig Euro oder über fünfundzwanzigtausend Euro liegen.

Die Zahlung des Vergleichsbetrags erfolgt:

1° entweder an den Finanzdirektor der Gemeinde, wenn der Verstoß durch die in Artikel D.VII.3 Ziffer 1 und 2 genannten Gerichtspolizeioffiziere und feststellenden Bediensteten festgestellt wurde;

2° oder an den Einnahmer des Einregistrierungsamtes auf ein Spezialkonto des Haushalts der Region in den sonstigen Fällen.

Durch die Zahlung des Vergleichsbetrags erlöscht die Strafverfolgung und das Recht der Behörden, jede weitere Wiedergutmachung zu fordern.

In Ermangelung einer Zahlung des Vergleichsbetrags binnen drei Monaten nach Anforderung der Behörde an den Zuwiderhandelnden wird das Verfahren gemäß Artikel D.VII.12 oder D.VII.22 fortgesetzt. Diese Dauer kann auf maximal achtzehn Monate verlängert werden, wobei auf Anfrage des Zuwiderhandelnden in Raten bezahlt wird.

Unterabschnitt 2 — Regularisierungsgenehmigung infolge eines Feststellungsprotokolls

Art. D.VII.20 - § 1 - Es darf keine Regularisierungsgenehmigung bezüglich der Handlungen und Arbeiten bzw. der Verstärkung, die Gegenstand eines ordnungsgemäß notifizierten Feststellungsprotokolls nach Artikel D.VII.6 sind, von der zuständigen Behörde, die das Protokoll erhielt oder davon unterrichtet wurde, gewährt und eingesendet werden, solange der gesamte Vergleichsbetrag nicht abbezahlt worden ist. Wenn der gesamte Vergleichsbetrag bezahlt worden ist, darf die Genehmigung nicht verweigert werden.

§ 2 - Der Antrag auf Regularisierungsgenehmigung kann gemäß Artikel D.IV.32 hinterlegt oder eingesendet und vor bzw. nach Erstellung des Feststellungsprotokolls untersucht werden.

§ 3 - Erhält der beauftragte Beamte das Feststellungsprotokoll gemäß Artikel D.VII.6 vor Beginn der Frist, die der zuständigen Behörde eingeräumt wurde, um ihren Beschluss zu fassen, so werden die Fristen für die Einsendung des Beschlusses ab dem ersten Tag der der zuständigen Behörde eingeräumten Beschlussfassungsfrist unterbrochen, und dies:

1° entweder bis zum Datum der Gesamtzahlung des Vergleichsbetrags;

2° oder bis zum Datum, an dem der beauftragte Beamte nach Artikel D.VII.21 die Durchführung der Wiederherstellungsmaßnahmen protokolliert;

3° oder bis zur Verkündung eines rechtskräftigen Urteils.

Erhält der beauftragte Beamte das Feststellungsprotokoll gemäß Artikel D.VII.6 während der Laufzeit der Frist, die der zuständigen Behörde eingeräumt wurde, um ihren Beschluss zu fassen, so werden die Fristen für die Einsendung des Beschlusses ab dem Datum, an dem nach Artikel D.VII.6 der beauftragte Beamte das Feststellungsprotokoll erhalten hat, unterbrochen, und dies:

1° entweder bis zum Datum der Gesamtzahlung des Vergleichsbetrags;

2° oder bis zum Datum, an dem der beauftragte Beamte nach Artikel D.VII.21 die Durchführung der Wiederherstellungsmaßnahmen protokolliert;

3° oder bis zur Verkündung eines rechtskräftigen Urteils.

Erhält der beauftragte Beamte das Feststellungsprotokoll gemäß Artikel D.VII.6 während des Zeitraums, in dem eine Beschwerde eingereicht werden kann oder während des Zeitraums, in dem die Aufforderung zur Einleitung des Beschwerdeverfahrens zugestellt werden kann, und hat die zuständige Behörde über die Beschwerde zu befinden, so werden die Fristen für die Einsendung des Beschlusses ab dem ersten Tag der der zuständigen Behörde eingeräumten Beschlussfassungsfrist unterbrochen, und dies:

1° entweder bis zum Datum der Gesamtzahlung des Vergleichsbetrags;

2° oder bis zum Datum, an dem der beauftragte Beamte die Durchführung der Wiederherstellungsmaßnahmen protokolliert;

3° oder bis zur Verkündung eines rechtskräftigen Urteils.

§ 4 - Am Datum, an dem der beauftragte Beamte die Durchführung der Wiederherstellungsmaßnahmen protokolliert oder an dem ein rechtskräftiges Urteil vorliegt, gilt die Genehmigung als verweigert und es wird, wenn es sich bei der zuständigen Behörde um eine erstinstanzliche Behörde handelt, kein Beschwerdeverfahren bei der Beschwerdebehörde eingeleitet.

§ 5 - Ein Antrag auf Genehmigung und ein Antrag auf Regularisierungsgenehmigung können unabhängig voneinander eingereicht werden, wenn die von den beiden Anträgen betroffenen Handlungen und Arbeiten physisch und funktional vollständig unabhängig sind.

Abschnitt 4 — Wiederherstellungsmaßnahmen

Art. D.VII.21 - Wenn weder die Regularisierung noch die Rückführung in den ursprünglichen Zustand möglich sind, jedoch Wiederherstellungsmaßnahmen, die keiner Städtebaugenehmigung bedürfen, wie etwa die Anpflanzung von Bäumen oder Hecken, die unwesentliche Änderung des Bodenreliefs oder der Abriss strittiger Bauwerke, die Einhaltung einer guten Raumordnung gewährleisten können, dann schreibt der beauftragte Beamte im Einvernehmen mit dem Gemeindegremium dem Zuwiderhandelnden diese Maßnahmen und die Frist für deren Durchführung vor.

Nach Abschluss der festgelegten Frist protokolliert der beauftragte Beamte die Durchführung der seiner Entscheidung entsprechenden Wiederherstellungsmaßnahmen. Durch die Durchführung der Wiederherstellungsmaßnahmen erlöscht die Strafverfolgung und das Recht der Behörden, jede weitere Wiedergutmachung zu fordern.

In Ermangelung einer fristgerechten und dem Beschluss entsprechenden Durchführung der auferlegten Wiederherstellungsmaßnahmen wird das Verfahren nach Artikel D.VII.12 oder D.VII.22 fortgesetzt.

KAPITEL VII — *Verfolgung vor dem Zivilgericht*

Art. D.VII.22 - In Ermangelung einer Strafverfolgung, wenn weder der Vergleich noch die Auferlegung von Wiederherstellungsmaßnahmen möglich ist, fordert der beauftragte Beamte oder das Gemeindegremium vor dem Zivilgericht:

- 1° entweder die Wiederinstandsetzung der Örtlichkeiten bzw. die Einstellung der missbräuchlichen Benutzung;
- 2° oder die Ausführung von Bau- und Anpassungsarbeiten;
- 3° oder die Zahlung einer Geldsumme, die dem gesamten oder einem Teil des infolge des Verstoßes erzielten Mehrwert(s) des Gutes entspricht.

Die Bestimmungen von Artikel D.VII.13 bis D.VII.15 sind auch anwendbar im Falle einer vor dem Zivilgericht erhobenen Klage.

KAPITEL VIII — *Recht von Dritten und sonstige Bestimmungen*

Art. D.VII.23 - Die Rechte des entweder zusammen mit den öffentlichen Behörden oder getrennt handelnden Drittgeschädigten sind im Falle der unmittelbaren Wiederherstellung auf die von der zuständigen Behörde gewählte Wiederherstellung beschränkt, unbeschadet des Rechts auf Schadenersatz zu Lasten des Verurteilten.

Art. D.VII.24 - Auf Antrag der Erwerber oder der Mieter kann das Gericht deren Erwerbs- oder Vermietungsbescheinigung für nichtig erklären, unbeschadet des Rechts auf Schadenersatz zu Lasten des Schuldigen.

Art. D.VII.25 - Die Vorladung vor das Korrekionalgericht kraft Artikel D.VII.12 oder die in Artikel D.VII.22 vorgesehene verfahrenseinleitende Gerichtsvollzieherurkunde wird beim Hypothekenamt des Gebiets, wo die Güter liegen, auf Veranlassung des Gerichtsvollziehers, der die Urkunde ausgestellt hat, niedergelegt.

Die Vorladung oder die Gerichtsvollzieherurkunde enthält die Katasterbezeichnung der Immobilie, die Gegenstand des Verstoßes ist, und identifiziert deren Eigentümer in der Form und zur Vermeidung der Sanktion, die in Artikel 12 des Gesetzes vom 10. Oktober 1913 vorgesehen werden.

Jegliche in dieser Sache gefällte Entscheidung wird gemäß dem in Artikel 84 des Gesetzes vom 16. Dezember 1851 über die Revision der Hypothekenordnung vorgesehenen Verfahren am Rande des Eintrags der Vorladung oder der Gerichtsvollzieherurkunde vermerkt.

Das gleiche gilt für die Bescheinigung des beauftragten Beamten, in der festgestellt wird, dass das Urteil vollstreckt wurde, dass ein Vergleich zustande kam, oder dass der Betreffende die vorgeschriebene Genehmigung endgültig erhalten und die Arbeiten gemäß den verordnungsrechtlichen Bestimmungen und der Genehmigung ausgeführt hat oder dass Wiederherstellungsarbeiten ausgeführt worden sind.

Müssen die Behörden oder die Dritten infolge der Untätigkeit des Verurteilten die Vollstreckung des Urteils vornehmen, so wird die aus diesem Grund zu ihren Gunsten entstandene Forderung durch eine gesetzliche Hypothek garantiert, deren Eintragung, Erneuerung, Reduzierung und gesamte oder teilweise Streichung gemäß den Bestimmungen von Kapitel IV und V des Gesetzes vom 16. Dezember 1851 über die Revision der Hypothekenordnung vorgenommen werden.

Diese Garantie deckt auch die Schulforderung aufgrund der Kosten der hypothekarischen Formalitäten, die durch sie vorgestreckt wurden und die zu Lasten des Verurteilten fallen.

KAPITEL IX — *Übergangsregelung*

Art. D.VII.26 - Artikel D.VII.17 bis D.VII.22 gelten für die Verstöße, die durch ein Protokoll festgestellt wurden, das dem Prokurator des Königs nach dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Gesetzbuches notifiziert wurde.

Die regionalen Bediensteten, die vor Inkrafttreten des Gesetzbuches mit der Ermittlung und Feststellung von Verstößen beauftragt waren, sind weiterhin befugt, die Verstöße zu ermitteln und festzustellen, bis sie die in Artikel D.VII.3 erwähnte Bescheinigung erhalten.

BUCH VIII — *Beteiligung der Öffentlichkeit und Bewertung der Umweltverträglichkeit der Pläne und Programme*TITEL I — *Beteiligung der Öffentlichkeit*KAPITEL I — *Allgemeine Bestimmungen*Abschnitt 1 — *Klassifizierung der Pläne, Areale, Schemen, Leitfäden, Städtebaugenehmigungen und - bescheinigungen Nr. 2*

Art. D.VIII.1 - Unbeschadet der Artikel D.II.66 § 2 und § 4, D.II.68 § 2, D.III.7 § 3, D.III.14 und D.V.2 § 10 und D.V.11 § 4 sind die Pläne, Areale, Schemen, Leitfäden, Städtebaugenehmigungen und - bescheinigungen Nr. 2, deren Annahme, Billigung oder Genehmigung, Revision oder Aufhebung eine Phase der Beteiligung der Öffentlichkeit umfasst:

- 1° das Raumentwicklungsschema;
- 2° der Sektorenplan;
- 3° die folgenden Pläne, Areale, Schemen und Leitfäden:
 - a) das plurikommunale Entwicklungsschema;
 - b) das kommunale Entwicklungsschema;
 - c) das lokale Orientierungsschema;
 - d) der kommunale Leitfaden für den Städtebau;
 - e) das Areal für einen neu zu gestaltenden Standort;
 - f) das Areal für eine Landschafts- und Umweltsanierung;
 - g) das Areal für eine städtische Flurbereinigung;
 - h) der in Artikel D.VI.3 gemeinte Enteignungsplan, wenn er später als ein Plan, Areal oder Schema im Sinne des vorliegenden Kapitels erstellt wird, oder wenn er von einem Plan, Areal oder Schema im Sinne des vorliegenden Kapitels unabhängig ist;
 - i) das Gebiet mit Vorkaufsrecht nach Artikel D.VI.18 wenn es später als ein Plan, Areal oder Schema im Sinne des vorliegenden Kapitels erstellt wird, oder wenn es von einem Plan, Areal oder Schema im Sinne des vorliegenden Kapitels unabhängig ist;

4° die folgenden Projekte, insofern sie nicht einer Prüfung der Umweltverträglichkeit gemäß den Artikeln D.66 § 2 und D.68 § 2 und § 3 von Buch I des Umweltgesetzbuches unterliegen, und wenn sie einer öffentlichen Untersuchung oder einer Projektankündigung in Anwendung von Artikel D.IV.40 unterliegen:

- a) die Städtebaugenehmigungen;
- b) die Verstärkungsgenehmigungen;
- c) die Städtebaubescheinigungen Nr. 2.

Abschnitt 2 — Allgemeine Grundsätze der Öffentlichkeitsbeteiligung

Art. D.VIII.2 - § 1 - Die Beteiligung der Öffentlichkeit an der Erstellung von Plänen, Arealen, Schemen, Leitfäden und an dem Entscheidungsverfahren für Städtebaugenehmigungen und -bescheinigungen Nr. 2 wird gemäß Titel 1 unbeschadet der Anwendung der Bestimmungen über den Zugang zur Information in Sachen Umwelt gewährleistet.

Die Ergebnisse des Beteiligungsverfahrens werden ordnungsgemäß berücksichtigt.

§ 2 - Wenn aufgrund von verschiedenen Rechtsvorschriften ein und dasselbe Projekt einer öffentlichen Untersuchung unterworfen werden muss, kann nur eine einzige öffentliche Untersuchung und ggf. eine einzige Informations- oder Konzertierungsversammlung veranstaltet werden, um den Anforderungen dieser Rechtsvorschriften Rechnung zu tragen.

Zu diesem Zweck umfasst die einer öffentlichen Untersuchung unterliegende Akte, zusätzlich zu den aufgrund von anderen Rechtsvorschriften erforderlichen Unterlagen, die aufgrund von Artikel D.VIII.15 erforderlichen Unterlagen. Die Modalitäten für die Beteiligung der Öffentlichkeit entsprechen den Bestimmungen, die eine maximale Beteiligung garantieren.

Art. D.VIII.3 - Wenn die Städtebaugenehmigung oder -bescheinigung Nr. 2 eine Projektankündigung und eine öffentliche Untersuchung erfordert, so wird die Akte einer öffentlichen Untersuchung unterworfen.

Art. D.VIII.4 - Für die Sektorenpläne bestimmt die Regierung oder die Person, die sie zu diesem besonderen Zweck bestellt, aufgrund des Planentwurfs und des Umweltverträglichkeitsberichts, welche Gemeinden, einschließlich der Gemeinde(n), auf welche sich die Revision erstreckt, von der Revision betroffen werden könnten, und auf deren Gebiet eine öffentliche Untersuchung stattfindet.

KAPITEL II — Vorherige Informationsveranstaltung

Art. D.VIII.5 - § 1 - Für die Sektorenpläne, deren Revision in Anwendung der Artikel D.II.47, D.II.48 und D.II.52 aus kommunaler Initiative oder aus Initiative einer natürlichen oder juristischen Person privaten oder öffentlichen Rechts erfolgt, wird eine vorherige Informationsveranstaltung vor dem Versand des Antrags an die Regierung organisiert.

Die Informationsveranstaltung hat zum Gegenstand:

- 1° dem Antragsteller zu erlauben, die Grundakte im Sinne von Artikel D.II.44 vorzustellen;
- 2° der Öffentlichkeit zu erlauben, sich zu informieren und ihre Bemerkungen über das Projekt zur Revision des Sektorenplanes zu äußern;
- 3° ggf. die besonderen Punkte hervorzuheben, die in dem Umweltverträglichkeitsbericht angeschnitten werden könnten;
- 4° Alternativen zu unterbreiten, die berechtigterweise für den Antragsteller in Aussicht genommen werden können, damit diese im Umweltverträglichkeitsbericht berücksichtigt werden.

§ 2 - Die Person oder die Behörde, die die Initiative der Revision genommen hat, bestimmt das Datum, die Uhrzeit und den Ort der Informationsversammlung und die Personen, einschl. Adresse, bei denen Informationen erhalten werden können.

Die Informationsversammlung findet in der Gemeinde statt, auf deren Gebiet die beabsichtigte Revision des Sektorenplans die größte Fläche hat oder auf deren Gebiet die einzutragende Trasse am längsten ist.

Die Person oder die Behörde, die die Initiative der Revision genommen hat, übermittelt die in Absatz 1 erwähnten Informationen dem Gemeindegremium jeder Gemeinde, auf deren Gebiet die Revision des Sektorenplans geplant ist, und der OGD4 zur Information.

§ 3 - Jedes Gemeindegremium hängt mindestens fünfzehn Tage vor der Informationsversammlung und bis zum Tag nach dieser Versammlung eine Bekanntmachung an den üblichen Anschlagstellen aus. Es hängt die Bekanntmachung an vier Stellen in der Nähe des betroffenen Areals, entlang einer öffentlichen befahrbaren Straße oder Durchfahrtsstraße aus. Die Bekanntmachung kann auf der Webseite der betroffenen Gemeinde veröffentlicht werden.

Die Bekanntmachung erwähnt mindestens die Person oder die Behörde, die die Initiative der Revision genommen hat, die Natur des Projekts und seinen Standort, den Gegenstand der Versammlung, das Datum, die Zeit und den Ort der Informationsversammlung, und die Personen, mit ihrer Adresse, bei denen die Informationen erhalten werden können.

Die Person oder die Behörde, aus deren Initiative die Revision stattfindet, veröffentlicht die Bekanntmachung in zwei regionalen Zeitungen und einer Reklamezeitung, die die Gemeinde, auf deren Gebiet die Revision des Sektorenplanes geplant ist, deckt.

Zu der Versammlung lädt die Person, oder die Behörde, aus deren Initiative die Revision stattfindet:

- 1° die Regierung oder ihren Vertreter;
- 2° einen Vertreter der OGD4 und den beauftragten Beamten;
- 3° einen Vertreter der OGD3;
- 4° den Pool "Umwelt";
- 5° den Kommunalausschuss der Gemeinde, auf deren Gebiet die Revision des Sektorenplanes geplant ist;
- 6° den Pool "Raumordnung";
- 7° die Vertreter der Gemeinde, auf deren Gebiet die Revision des Sektorenplanes geplant ist.

§ 4 - Ein Vertreter des Gemeindegremiums der Gemeinde, in welcher die Informationsveranstaltung stattfindet, führt den Vorsitz der Versammlung. Der Raumordnungsberater oder der Umweltberater oder ein Vertreter des Gemeindegremiums übernimmt die Schriftführung der Versammlung, führt eine Anwesenheitsliste und nimmt das Protokoll auf.

§ 5 - Die Person oder die Behörde, aus deren Initiative die Revision stattfindet, stellt das Projekt der Revision des Sektorenplanes vor.

§ 6 - Jede Person kann dem Gemeindegremium jeder Gemeinde innerhalb von fünfzehn Tagen der Versammlung ihre Bemerkungen und Anregungen über das Projekt zur Revision des Sektorenplanes schriftlich mitteilen. Sie kann ebenfalls die besonderen Punkte hervorheben und Alternativen unterbreiten, die berechtigterweise von der Person oder der Behörde, aus deren Initiative die Revision stattfindet, in Aussicht genommen werden können, damit diese in der Erstellung des Umweltverträglichkeitsberichts berücksichtigt werden.

Jedes Gemeindegremium richtet an die Person oder die Behörde, aus deren Initiative die Revision stattfindet, die Kopie der eventuellen Bemerkungen, Anregungen und Vorschläge innerhalb von dreißig Tagen nach der Informationsversammlung. Das Gemeindegremium der Gemeinde, in der die Informationsversammlung abgehalten wird, nimmt das Protokoll der Informationsversammlung auf, sendet es innerhalb derselben Frist der Person oder der Behörde, aus deren Initiative die Revision stattfindet, und hält es zur Verfügung der Öffentlichkeit.

KAPITEL III — Projektankündigung

Art. D.VIII.6 - Die Ankündigung des Projekts erfolgt durch das Anschlagen einer Bekanntmachung, dass ein Antrag auf eine Städtebaugenehmigung oder -bescheinigung Nr. 2 eingereicht wurde. Die Bekanntmachung wird vom Antragsteller am Tag nach dem Empfang der in Artikel D.IV.33 erwähnten Empfangsbescheinigung für eine Dauer von drei Wochen auf dem Grundstück entlang der Straße angeschlagen und muss von dort aus lesbar sein. Innerhalb derselben Frist und für dieselbe Dauer hängt die Gemeindeverwaltung die Bekanntmachung an den üblichen Anschlagstellen aus. Sie kann sie auf ihrer Webseite veröffentlichen.

Der Antragsteller ist verantwortlich für das Anschlagen der Bekanntmachung auf seinem Grundstück und für seine Erhaltung in gutem Zustand während des Zeitraums von drei Wochen.

Wenn die zuständige Behörde der beauftragte Beamte oder die Regierung ist, oder wenn in Ermangelung der Sendung innerhalb der Frist von zwanzig Tagen an den Antragsteller der Empfangsbescheinigung oder der Auflistung der fehlenden Stücke im Sinne von Artikel D.IV.33 der Antrag als zulässig betrachtet wird, legt die Gemeindeverwaltung das Datum des ersten Tag des Anschlags fest.

Die Bekanntmachung umfasst mindestens eine Beschreibung der Hauptmerkmale des Projekts, die Tatsache, dass das Projekt von einem kommunalen Raumordnungsplan, der vor dem Inkrafttreten des Gesetzbuches angenommen wurde und zum lokalen Orientierungsschema geworden ist, von einer Ordnung, die vor dem Inkrafttreten des Gesetzbuches angenommen wurde und zum Leitfaden geworden ist, oder von einer Verstärkungsgenehmigung abweicht, den Zeitraum, während dessen die Beanstandungen und Bemerkungen dem Gemeindegremium zugeschickt werden können, sowie die Tage, Zeiten und Orte, an denen jede Person Einsicht in die Akte nehmen kann.

Die Akte, für die eine Projektankündigung erforderlich ist, kann bei der Gemeindeverwaltung während der Öffnungszeiten der Büros und unter den in den Artikeln D.VIII.15 und D.VIII.16 genannten Bedingungen unentgeltlich eingesehen werden. Jede Person kann Erläuterungen über das Projekt bei der zu diesem Zweck bestellten Person erhalten.

Die Beanstandungen und Bemerkungen sind während des Zeitraums von fünfzehn Tagen, der in der Bekanntmachung bestimmt ist, an das Gemeindegremium zu richten. Das Anschlagen erfolgt spätestens fünf Tage vor der Periode, in der die Beanstandungen und Bemerkungen dem Gemeindegremium geschickt werden können.

Die Artikel D.VIII.13 und D.VIII.21 finden auf die Ankündigung des Projekts Anwendung.

Die Regierung erlässt das Muster der Bekanntmachung zur Ankündigung des Projekts. Sie kann den Inhalt bestimmen und die Modalitäten für die Bescheinigung der Projektankündigung festlegen.

KAPITEL IV — Öffentliche Untersuchung

Abschnitt 1 — Maßnahmen zur allgemeinen Ankündigung der öffentlichen Untersuchung

Art. D.VIII.7 - § 1 - Die Gemeindegremien der Gemeinden, auf deren Gebiet sich der Plan, das Areal, das Schema, der Leitfaden, die Städtebaugenehmigung und -bescheinigung Nr. 2 erstreckt, oder die in Anwendung von Artikel D.VIII.4 bestimmt wurden, hängen an den üblichen Anschlagstellen eine Bekanntmachung über die öffentliche Untersuchung aus. Die Bekanntmachung kann auf der Webseite der betroffenen Gemeinde veröffentlicht werden.

Für die Pläne, Areale, lokalen Orientierungsschemen, Städtebaugenehmigungen und -bescheinigungen Nr. 2, die eine Fläche von weniger als fünf Hektar decken, hängen sie außerdem in dem betroffenen Gebiet eine Bekanntmachung über die öffentliche Untersuchung aus, die aus dem öffentlichem Eigentum sichtbar ist, und zwar eine Bekanntmachung je fünfzig Meter Grundstück, das entlang einer befahrbaren öffentlichen Straße oder Durchfahrt gelegen ist, mit höchstens vier Bekanntmachungen.

§ 2 - Die Bekanntmachung über die öffentliche Untersuchung wird spätestens fünf Tage vor dem Anfang der öffentlichen Untersuchung und während deren ganzen Dauer ausgehängt.

Sie enthält mindestens folgende Angaben:

1° Identifizierung des Planes, Areals, Schemas, Leitfadens, Städtebaugenehmigung und -bescheinigung Nr. 2, aufgrund dessen bzw. deren der Antrag einer öffentlichen Untersuchung unterworfen ist;

2° Identifizierung der Person oder der Behörde, aus deren Initiative der Plan, das Areal, das Schema, der Leitfaden erstellt wird, oder des Antragstellers;

3° das Datum des Anfangs und Endes der öffentlichen Untersuchung;

4° die Tage, Uhrzeiten und den Ort, an dem ein jeder die Akte einsehen kann;

5° den Namen und die Personalien der Person, die verantwortlich für die Organisation der in Artikel D.VIII.17 Absatz 3 genannten Termine ist, oder, im Falle des Raumentwicklungsschemas, die Anschrift und Öffnungszeiten der Dienststellen sowie die Personalien der zu diesem Zweck von der Regierung bestellten Person, bei denen jede Person Erläuterungen über das Schema erhalten kann;

6° den Empfänger und die Anschrift, an die die Beanstandungen und Bemerkungen gesandt werden können, und den äußersten Termin für die Einsendung;

7° das Datum, die Uhrzeit und den Ort der Abschlusssitzung der öffentlichen Untersuchung;

8° die Art des zu treffenden Beschlusses und die Bezeichnung der zuständigen Behörde;

9° gegebenenfalls das Vorhandensein eines Umweltverträglichkeitsberichts;

10° ggf. die Tatsache, dass der Plan oder das Schema Gegenstand eines Verfahrens zur Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in einem grenzüberschreitenden Kontext ist;

11° ggf. den Namen und die Personalien des Raumordnungs- und Städtebauberaters oder des Umweltberaters der Gemeinde, auf deren Gebiet eine öffentliche Untersuchung organisiert wird.

§ 3 - Die Regierung legt das Muster der Bekanntmachung über die öffentliche Untersuchung fest und kann deren Inhalt bestimmen.

Art. D.VIII.8 - § 1 - Zusätzlich zu den in Artikel D.VIII.7 vorgesehenen Modalitäten wird die öffentliche Untersuchung für das Raumentwicklungsschema aus Initiative der Regierung oder der von ihr zu diesem Zweck bestellten Person wie folgt angekündigt:

1° durch eine Bekanntmachung im *Belgischem Staatsblatt*;

2° durch eine Bekanntmachung auf der Internetseite der Abteilung Raumordnung und Städtebau der OGD4;

3° durch eine Bekanntmachung in mindestens drei auf dem gesamten Gebiet der Wallonischen Region verbreiteten Tageszeitungen, wovon eine in deutscher Sprache;

4° durch eine Mitteilung, die mindestens dreimal von dem Hörfunk und Fernsehen der französischen Gemeinschaft Belgiens und dem Belgischen Rundfunk- und Fernsehzentrum der Deutschsprachigen Gemeinschaft gesendet wird.

§ 2 - Zusätzlich zu den in Artikel D.VIII.7 vorgesehenen Modalitäten wird die öffentliche Untersuchung für den Sektorenplan ebenfalls aus Initiative der Regierung oder der von ihr zu diesem Zweck bestellten Person wie folgt angekündigt:

1° durch eine Bekanntmachung in den lokalen Seiten zweier in der Wallonischen Region weit verbreiteter Tageszeitungen, von denen mindestens eine auf dem Gebiet jeder der Gemeinden verbreitet wird, in denen die öffentliche Untersuchung organisiert wird;

2° durch eine Bekanntmachung in einem Gemeinde-Informationsblatt oder einer Reklamezeitung, die kostenlos per Wurfsendung an die Bevölkerung der Gemeinden, auf die sich die Revision des Sektorenplanes erstreckt, ausgeteilt wird, wenn ein solches Informationsblatt oder eine solche Reklamezeitung besteht.

Wenn eine der in Absatz 1 genannten Gemeinden deutscher Sprache ist, muss mindestens eine der beiden Tageszeitungen deutscher Sprache sein;

§ 3 - Die Bekanntmachung enthält mindestens die in Artikel D.VIII.7 § 2 genannten Angaben.

§ 4 - Der Entwurf des Sektorenplanes oder der Entwurf des Raumentwicklungsschemas wird in die Internetseite der Abteilung Raumordnung und Städtebau der OGD4 eingefügt.

Art. D.VIII.9 - Die Bekanntmachungen oder Mitteilungen werden innerhalb von acht Tagen vor dem Anfang der öffentlichen Untersuchung veröffentlicht oder ausgestrahlt.

Abschnitt 2 — Präsentation des Raumentwicklungsschemas

Art. D.VI-I/10 - Ab dem Zeitpunkt der Ankündigung der öffentlichen Untersuchung organisiert die Regierung eine Präsentation des Entwurfs des Raumentwicklungsschemas im Hauptort eines jeden Verwaltungsbezirks, sowie am Sitz der deutschsprachigen Gemeinschaft.

Abschnitt 3 — Maßnahmen zur individuellen Ankündigung der öffentlichen Untersuchung

Art. D.VIII.11 - Für die Städtebaugenehmigungen und -bescheinigungen Nr. 2 sendet die Gemeindeverwaltung innerhalb von acht Tagen nach der Sendung der Empfangsbestätigung des vollständigen Antrags oder des Antrags der zuständigen Behörde oder der Behörde, die die Akte untersucht, den Bewohnern der Gebäude, die in einem Umkreis von fünfzig Metern ab den Grenzen der von dem Projekt betroffenen Katasterparzelle(n) gelegen sind, individuell eine Bekanntmachung über die Einreichung des Genehmigungsantrags und die Abhaltung der öffentlichen Untersuchung.

Falls die Bewohner der betroffenen Gebäude der Gemeindeverwaltung eine E-Mail-Adresse für Meldezwecke mitgeteilt haben, kann die in Absatz 1 vorgesehene Sendung an diese Adresse vorgenommen werden.

Art. D.VIII.12 - Wenn ein Plan oder Schema einem Umweltverträglichkeitsbericht unterworfen ist, und wenn die zur Verabschiedung des Planes oder Schemas zuständige Behörde feststellt, dass er bzw. es bedeutsame Auswirkungen auf die Umwelt einer anderen Region, eines anderen Mitgliedstaats der Europäischen Union oder eines dem Übereinkommen von Espoo vom 25. Februar 1991 über die Umweltverträglichkeitsprüfung im grenzüberschreitenden Rahmen angehörenden Staats haben könnte, oder wenn eine andere Region, ein anderer Mitgliedstaat der Europäischen Union oder ein anderer dem vorerwähnten Übereinkommen angehörender Staat es beantragt, wird der Vorentwurf oder Entwurf des Planes bzw. Schemas mit dem Umweltverträglichkeitsbericht und den eventuellen Informationen über die grenzüberschreitenden Auswirkungen der Akte den zuständigen Behörden dieser anderen Region oder dieses anderen Mitgliedstaats der Europäischen Union bzw. dem Übereinkommen von Espoo angehörenden Staats übermittelt.

Zusätzlich zu den in Absatz 1 vorgesehenen Dokumenten werden den anderen Regionen, Mitgliedstaaten der Europäischen Union oder dem Übereinkommen von Espoo angehörenden Staaten die folgenden Informationen übermittelt:

1° die Anschrift der Behörden, die für die Beschlussfassung zuständig sind, der Behörden, bei denen relevante Auskünfte erhalten werden können, der Behörden, an welche Bemerkungen oder Fragen gesendet werden können sowie nähere Angaben über die Fristen für die Übermittlung der Bemerkungen oder Fragen;

2° die Art der möglichen Beschlüsse, oder wenn er besteht, der Beschlussentwurf;

3° die Angabe des Datums und des Orts, an dem relevante Auskünfte zur Verfügung der Öffentlichkeit gehalten werden, und durch welche Mittel sie verfügbar sind;

4° die genauen Modalitäten für die Beteiligung und die Befragung der Öffentlichkeit;

5° die hauptsächlichen Berichte und Stellungnahmen an die zuständige(n) Behörde(n) zum Zeitpunkt der Information der Öffentlichkeit.

Die Regierung kann Folgendes festlegen:

1° welche Instanzen damit beauftragt sind, den in Absatz 1 genannten Behörden den Vorentwurf oder Entwurf des Planes oder Schemas zu übermitteln;

2° nach welchen Modalitäten die zuständigen Behörden der Region oder des Staats, die bzw. der betroffen werden könnte, an dem Verfahren zur Prüfung der Umweltverträglichkeit teilnehmen können;

3° nach welchen Modalitäten die in Artikel D.VIII.27 erwähnten Informationen den in Absatz 1 genannten Behörden übermittelt werden.

Abschnitt 4 — Zusätzliche Bekanntmachung

Art. D.VIII.13 -Die zur Verabschiedung des Planes, Areal, Schemas oder Leitfadens und zur Erteilung der Städtebaugenehmigungen und -bescheinigungen Nr. 2 zuständige Behörde sowie die Gemeindegremien der Gemeinden, die die Projektankündigung oder die öffentliche Untersuchung organisieren, können jede zusätzliche Form der Bekanntmachung oder Information unter Beachtung der der zuständigen Behörde für die Beschlussfassung eingeräumten Fristen vornehmen.

Abschnitt 5 — Dauer der öffentlichen Untersuchung

Art. D.VIII.14 Die Dauer der öffentlichen Untersuchung beträgt:

- 1° fünfundvierzig Tage für das Raumentwicklungsschema und den Sektorenplan;
- 2° dreißig Tage für die in Artikel D.VIII.1 Absatz 1 Ziffer 3 genannten Pläne, Areale, Schemen oder Leitfäden;
- 3° fünfzehn Tage für die Städtebaugenehmigungen und -bescheinigungen Nr. 2.

Abschnitt 6 — Modalitäten für den Zugang zur Information im Rahmen der öffentlichen Untersuchung

Art. D.VIII.15 - § 1 - Unbeschadet des Artikels D.VIII.16 umfasst die der öffentlichen Untersuchung unterworfenen Akte den Entwurf des Planes, Areal, Schemas oder Leitfadens oder den Antrag auf eine Städtebaugenehmigung und -bescheinigung Nr. 2.

Die Akte enthält ggf.:

- 1° die Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit;
- 2° den Umweltverträglichkeitsbericht;
- 3° den Nachtrag zur Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit;
- 4° die Kopie der Bemerkungen und Anregungen, die im Rahmen der Informationsversammlung geäußert wurden, sowie das in Artikel D.VIII.5 erwähnte Protokoll;
- 5° die Kopie der Stellungnahmen, Bemerkungen, Anregungen und Beschlüsse, die im Rahmen der anwendbaren Regelung geäußert wurden. Diese Stellungnahmen, Bemerkungen, Anregungen und Beschlüsse werden von der zuständigen Behörde, sobald sie sie empfängt, in die einer öffentlichen Untersuchung unterworfenen Akte eingefügt oder der bzw. den Gemeinde(n), auf deren Gebiet die öffentliche Untersuchung organisiert wird, übermittelt, um in die der öffentlichen Untersuchung unterworfenen Akte eingefügt zu werden.

§ 2 - Die Regierung kann bestimmen, aus welchen Dokumenten, zusätzlich zu denjenigen, die in § 1 genannt werden, sich die der öffentlichen Untersuchung unterworfenen Akte zusammensetzen.

Art. D.VIII.16 - Wenn ein Antrag auf eine Städtebaugenehmigung und -bescheinigung Nr. 2 eingereicht wird, beschließt die mit der Beurteilung der Vollständigkeit dieses Antrags beauftragte Instanz, ob Anlass besteht, bestimmte Angaben angesichts der Gründe und Kriterien für die Beschränkung des Zugangs zu Informationen des Artikels D.19 des Umweltgesetzbuches und der Artikel 6 und 9 des Dekrets vom 30. März 1995 über die Öffentlichkeit der Verwaltung der öffentlichen Untersuchung zu entziehen.

In der Akte des der öffentlichen Untersuchung unterworfenen Antrags wird angegeben, ob die mit der Beurteilung der Vollständigkeit dieses Antrags beauftragte Instanz beschlossen hat, bestimmte Angaben der Untersuchung zu entziehen.

Art. D.VIII.17 - Ab der Ankündigung der öffentlichen Untersuchung und bis zum Tag ihres Abschlusses kann die der öffentlichen Untersuchung unterworfenen Akte kostenlos bei der Gemeindeverwaltung der Gemeinde, auf deren Gebiet die öffentliche Untersuchung organisiert wird, eingesehen werden.

Die in Absatz 1 erwähnte Akte kann während den Öffnungszeiten der Büros, sowie einmal in der Woche bis um zwanzig Uhr oder am Samstagmorgen eingesehen werden.

Wenn die Einsichtnahme an einem Werktag nach sechzehn Uhr oder samstags morgens stattfindet, muss die Person, die die Akte einzusehen wünscht, sich spätestens vierundzwanzig Stunden im Voraus bei dem Raumordnungs- und Städtebauberater oder dem Umweltberater oder bei dem Gemeindegremium oder dem zu diesem Zweck beauftragten Gemeindebediensteten anmelden. Falls sich niemand angemeldet hat, kann der Bereitschaftsdienst ausfallen.

Art. D.VIII.18 - Jeder kann Erklärungen bei dem Raumordnungs- und Städtebauberater oder bei dem Umweltberater, oder bei dem Gemeindegremium bzw. bei dem zu diesem Zweck bestimmten Gemeindebediensteten erhalten. Wenn es sich um das Raumentwicklungsschema handelt, kann jede Person Erläuterungen bei den Dienststellen oder bei der von der Regierung zu diesem Zweck bestimmten Person erhalten.

Art. D.VIII.19 - Die Beanstandungen und Bemerkungen werden vor Abschluss der Untersuchung oder am Tag der Abschlusssitzung per Fernkopierer, per E-Mail, falls die Gemeinde zu diesem Zweck eine Adresse bestimmt hat, per gewöhnliche Post übermittelt oder dem Raumordnungs- und Städtebauberater, dem Umweltberater, dem Gemeindegremium oder dem zu diesem Zweck beauftragten Gemeindebediensteten ausgehändigt.

Unter Gefahr der Nichtigkeit werden die Postsendungen oder Fernkopien datiert und unterzeichnet; E-Mails enthalten deutlich die Identität des Einsenders und werden mit dem Datum versehen.

Die mündlichen Beanstandungen und Bemerkungen werden ebenfalls auf Anmeldung vom Raumordnungs- und Städtebauberater oder vom Umweltberater oder von dem zu diesem Zweck beauftragten Gemeindebediensteten entgegengenommen und von diesem schriftlich niedergelegt und vor Abschluss der Untersuchung dem Gemeindegremium übermittelt.

Art. D.VIII.20 - Am letzten Tag der öffentlichen Untersuchung organisiert ein Mitglied des Gemeindegremiums oder ein zu diesem Zweck beauftragter Gemeindebediensteter eine Abschlusssitzung, im Laufe derer alle angehört werden, die es wünschen. Der Raumordnungs- und Städtebauberater oder, mangels dessen, der Umweltberater, oder, mangels dessen, der zu diesem Zweck beauftragte Gemeindebedienstete führt den Vorsitz der Sitzung. Innerhalb von fünf Tagen nach Abschluss der öffentlichen Untersuchung nimmt dieser das Abschlussprotokoll auf, in dem er die unterbreiteten Beobachtungen und Bemerkungen schriftlich niederlegt, und unterzeichnet es.

Abschnitt 7 — Ersetzungsbefugnis

Art. D.VIII.21 - Falls die Gemeinde bei der Organisation der öffentlichen Untersuchung oder der Projektankündigung ihren Verpflichtungen nicht nachkommt, kann die Regierung oder die von ihr zu diesem Zweck bestimmte Person dem Gemeindegremium der betroffenen Gemeinde einen begründeten Verweis zusenden, in dem sie ihm die Maßnahmen angibt, die es noch zu treffen hat und eine Frist gewährt, innerhalb deren es diese Maßnahmen zu treffen und seine Haltung zu begründen hat.

Falls nicht auf diesen Verweis eingegangen wird, kann die Regierung oder der beauftragte Beamte oder die zu diesem Zweck beauftragte Person für den Anschlag der Bekanntmachung der öffentlichen Untersuchung oder der Projektankündigung einen Gerichtsvollzieher ihrer bzw. seiner Wahl heranziehen.

Die mit der Erfüllung der Formalitäten der öffentlichen Untersuchung oder der Ankündigung des Projekts verbundenen Kosten gehen zu Lasten des säumigen Gemeindegremiums.

KAPITEL V — Bekanntmachung bezüglich des Beschlusses

Art. D.VIII.22 - Der Erlass der Wallonischen Regierung zur Freistellung vom Umweltverträglichkeitsbericht, der Erlass der Wallonischen Regierung zur Verabschiedung des Entwurfs oder zur endgültigen Verabschiedung des Raumentwicklungsschemas, des Sektorenplans sowie ggf. der Enteignungspläne und der damit verbundenen Gebiete mit Vorkaufsrecht, der für die weitere Bearbeitung betroffenen Maßnahmen, der Umwelterklärung und der Stellungnahme des Pools "Raumordnung" werden im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Der Erlass der Wallonischen Regierung zur vorläufigen oder endgültigen Verabschiedung oder zur Aufhebung des Areals für einen neu zu gestaltenden Standort, des Areals für eine Landschafts- und Umweltsanierung oder des Areals für eine städtische Flurbereinigung sowie ggf. die Enteignungspläne und die damit verbundenen Gebiete mit Vorkaufsrecht gilt, werden durch Vermerk im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Der Erlass der Wallonischen Regierung zur Verabschiedung oder Genehmigung des Enteignungsplans oder zur Aufhebung bzw. Genehmigung der Aufhebung des in Artikel D.VI.3 erwähnten Enteignungsplans oder das in Artikel D.VI.18 genannte Gebiet mit Vorkaufsrecht wenn er später als ein Plan, Areal oder Schema im Sinne von Artikel D.VI.1 erstellt wird, oder wenn er von einem Plan, Areal oder Schema im Sinne von Artikel D.VI.1 unabhängig ist, wird durch Vermerk im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Die Erlasse der Regierung zur Genehmigung der Verabschiedung, Revision oder Aufhebung eines kommunalen oder plurikommunalen Entwicklungsschemas, eines lokalen Orientierungsschemas oder eines kommunalen Leitfadens sowie die Enteignungspläne und die damit verbundenen Gebiete mit Vorkaufsrecht werden durch Vermerk im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Der Gemeinderatsbeschluss zur Freistellung von dem Umweltverträglichkeitsbericht, der Gemeinderatsbeschluss zur Verabschiedung, Revision oder Aufhebung eines plurikommunalen oder kommunalen Entwicklungsschemas, eines lokalen Orientierungsschemas oder eines kommunalen Leitfadens, sowie ggf. die Enteignungspläne und die damit verbundenen Gebiete mit Vorkaufsrecht, die für die weitere Bearbeitung betroffenen Maßnahmen und die Umwelterklärung werden gemäß Kapitel III von Titel III des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung veröffentlicht.

Art. D.VIII.23 - In den in den Artikeln D.II.49 § 6 und D.II.52 § 4 genannten Fällen, oder in Ermangelung eines fristgerechten Beschlusses der Regierung veröffentlicht die Regierung im *Belgischen Staatsblatt* die Bekanntmachung, durch welche die zuständige Behörde feststellt, dass der Plan, das Areal, das Schema oder der Leitfaden als genehmigt oder abgelehnt gilt.

Art. D.VIII.24 - Der Plan, das Areal, das Schema oder der Leitfaden, sowie ggf. der Enteignungsplan und das damit verbundene Gebiet mit Vorkaufsrecht sind über die Internetseite der Abteilung Raumordnung und Städtebau der OGD4 abrufbar. Ihre Aufhebung oder ihr Erlöschen wird ebenfalls angegeben.

Art. D.VIII.25 - Der Erlass der Wallonischen Regierung zur vorläufigen oder endgültigen Verabschiedung oder zur Aufhebung eines Areals für einen neu zu gestaltenden Standort oder für Landschafts- und Umweltsanierungsmaßnahmen und der Erlass der Wallonischen Regierung zur Verabschiedung oder zur vorläufigen oder endgültigen Genehmigung eines Gebiets mit Vorkaufsrecht werden in das Hypothekenregister eingetragen.

Der neue Erlass ersetzt den vorigen Erlass.

Art. D.VIII.26 - Der Beschluss zur Verabschiedung oder Genehmigung eines Planes, Areals, Schemas oder Leitfadens im Sinne von Artikel D.VIII.1 Absatz 1 Ziffer 3 ist Gegenstand einer Bekanntmachung, die zwanzig Tage lang an den üblichen Anschlagstellen in der Gemeinde, auf deren Gebiet die öffentliche Untersuchung organisiert wurde, ausgehängt wird. Der Beschluss kann auf der Internetseite der Gemeinde veröffentlicht werden.

Für die in Artikel D.VIII.1 Absatz 1 Ziffer 4 genannten Projekte findet Artikel D.IV.70 Anwendung.

Art. D.VIII.27 - Während der ganzen Bekanntmachungsperiode sind der Beschluss oder die gleichwertige Unterlage, und ggf. der Enteignungsplan und das damit verbundene Gebiet mit Vorkaufsrecht, die für die weitere Bearbeitung getroffenen Maßnahmen und die Umwelterklärung gemäß den in Artikel D.VIII.17 festgelegten Modalitäten zugänglich.

Nach Ablauf der Bekanntmachungsfrist erstellt der Bürgermeister eine Bescheinigung, die diese Bekanntmachung bestätigt.

TITEL II — Bewertung der Umweltverträglichkeit der Pläne und Schemen

KAPITEL I — Ziele

Art. D.VIII.28 - Die Durchführung der in Titel II vorgesehenen Verfahren hat hauptsächlich zum Ziel:

1° die Qualität der Lebensverhältnisse und -bedingungen der Bevölkerung zu schützen und zu verbessern, um ihr eine gesunde, sichere und angenehme Umwelt zu gewährleisten;

2° den Lebensraum und die Naturschätze derart zu bewirtschaften, dass deren Qualität aufrechterhalten bleibt und deren Möglichkeiten rationell und sinnvoll genutzt werden;

3° zwischen den menschlichen Bedürfnissen und der Umwelt ein Gleichgewicht zu schaffen, das der gesamten Bevölkerung ermöglicht, dauerhaft angemessene Lebensverhältnisse und -bedingungen zu genießen;

4° im Hinblick auf die Förderung einer nachhaltigen Entwicklung ein hohes Umweltschutzniveau sicherzustellen und dazu beizutragen, dass Umwelterwägungen bei der Ausarbeitung und Annahme von Plänen und Schemen, die bedeutsame Auswirkungen auf die Umwelt haben könnten, einbezogen werden, um eine nachhaltige Entwicklung zu fördern.

KAPITEL II — *System zur Bewertung der Umweltverträglichkeit der Pläne und Schemen*

Art. D.VIII.29 - Die Umweltverträglichkeitsprüfung der Pläne oder Schemen erfolgt während der Erstellung des Planes bzw. des Schemas oder vor seiner Verabschiedung.

Art. D.VIII.30 - Der Pool "Umwelt" oder die von ihm zu diesem Zweck beauftragte Person, der Pool "Raumordnung" und, außer für das Raumentwicklungsschema, der Kommunalausschuss, werden regelmäßig über die Entwicklung der vorherigen Analysen und der Abfassung des Umweltverträglichkeitsberichts informiert und erhalten bei den betroffenen öffentlichen Behörden, dem Antragsteller oder der Person, die die Umweltverträglichkeitsprüfung durchführt, jede Information, die sie beantragen, über den Verlauf der Umweltverträglichkeitsprüfung. Sie können jederzeit Bemerkungen äußern oder Vorschläge machen.

Art. D.VIII.31 - § 1 - Unbeschadet der Artikel D.II.66 § 2 und § 4 und D.II.68 § 2 wird eine Umweltverträglichkeitsprüfung für die folgenden Pläne und Schemen durchgeführt:

- 1° das Raumentwicklungsschema;
- 2° den Sektorenplan;
- 3° das plurikommunale Entwicklungsschema
- 4° das kommunale Entwicklungsschema;
- 5° das lokale Orientierungsschema.

Wenn ein Plan oder ein Schema die Nutzung kleiner Gebiete auf lokaler Ebene festlegt, geringfügige Änderungen der in Absatz 1 erwähnten Pläne oder Schemen vornimmt oder den Rahmen für die künftige Genehmigung der Umsetzung der in der aufgrund des Artikels 66 § 2 von Buch I des Umweltgesetzbuches aufgestellten Liste aufgeführten Projekte nicht festsetzt, und wenn die Person oder Behörde, aus deren Initiative der Antrag auf Ausarbeitung, Revision oder Aufhebung des Planes oder Schemas eingereicht wurde, der Ansicht ist, dass dieser Plan oder dieses Schema keine erheblichen Auswirkungen auf die Umwelt haben könnte, kann sie bei der für die Annahme des Planes zuständigen Behörde beantragen, dass dieser Plan oder dieses Schema von der Umweltverträglichkeitsprüfung befreit wird. Die Person oder Behörde, aus deren Initiative der Antrag auf Ausarbeitung, Revision oder Aufhebung des Planes oder Schemas eingereicht wurde, begründet ihren Antrag im Verhältnis zu den in Artikel D.VIII.32 erwähnten Kriterien, durch die das voraussichtliche Ausmaß der Umweltauswirkungen bestimmt werden kann.

§ 3 - Es wird davon ausgegangen, dass ein geplanter Sektorenplan bedeutsame Auswirkungen auf die Umwelt haben könnte, wenn er ein gemäß der Richtlinie 2009/147/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 30. November 2009 über die Erhaltung der wildlebenden Vogelarten, nachstehend "Richtlinie 2009/147/EG", und der Richtlinie 92/43/EWG des Rates vom 21. Mai 1992 zur Erhaltung der natürlichen Lebensräume sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen, nachstehend "Richtlinie 92/43/EWG", bestimmtes Gebiet umfasst, oder wenn er dazu bestimmt ist, die Verwirklichung eines einer Umweltverträglichkeitsstudie unterworfenen Projekts zu erlauben, oder wenn er Gebiete betrifft, in denen sich Betriebe niederlassen könnten, die mit bedeutenden Risiken für Personen, Güter oder Umwelt im Sinne von der Richtlinie 96/82/EG des Rates vom 9. Dezember 1996 zur Beherrschung der Gefahren bei schweren Unfällen mit gefährlichen Stoffen, nachstehend "Richtlinie 96/82/EG", verbunden sind, oder wenn er die Eintragung von zu Wohnzwecken bestimmten Gebieten sowie von öffentlich genutzten Gebieten oder Infrastrukturen in der Nähe solcher Betriebe vorsieht.

Es wird davon ausgegangen, dass ein geplanter Sektorenplan geringfügige Auswirkungen auf die Umwelt haben könnte, wenn er die Eintragung eines Teils oder der Gesamtheit eines gemäß den Richtlinien 2009/147/EG und 92/43/EWG bestimmten Gebiets als Forst-, Grün- oder Naturgebiet vorsieht.

Es wird davon ausgegangen, dass ein zur Umsetzung eines Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung geplantes lokales Orientierungsschema geringfügige Auswirkungen auf die Umwelt haben könnte, wenn es nach Artikel D.II.23 Absatz 3 Ziffer 1 bis 5 lediglich eine oder mehrere Zweckbestimmungen betrifft, die keine Verstädterung voraussetzen.

§ 4 - Die zur Verabschiedung des Planes oder Schemas zuständige Behörde holt die Stellungnahme des Pools "Umwelt", des Pools "Raumordnung" und jeder Person oder Instanz ein, deren Konsultation sie für notwendig hält. Wenn keine andere Frist in dem Verfahren zur Verabschiedung, Revision oder Aufhebung des Planes oder des Schemas vorgesehen ist, werden die Stellungnahmen innerhalb von dreißig Tagen nach dem Versand des Antrags übermittelt. Nach Ablauf dieser Frist gelten die Stellungnahmen als günstig.

Die zur Verabschiedung des Planes oder des Schemas zuständige Behörde befreit ihn bzw. es von der Umweltverträglichkeitsprüfung oder verweigert dessen Freistellung innerhalb von dreißig Tagen nach Abschluss der Konsultationen, wenn keine andere Frist in dem Verfahren zur Verabschiedung, Revision oder Aufhebung des Planes oder Schemas vorgesehen ist.

Art. D.VIII.32 - Um festzustellen, ob die Pläne oder Schemen erhebliche Auswirkungen auf die Umwelt haben könnten, werden die nachstehenden Kriterien berücksichtigt, durch die die voraussichtliche Erheblichkeit der Umweltauswirkungen bestimmt werden kann:

- 1° die Merkmale der Pläne und Schemen, insbesondere in Bezug auf:
 - a) das Ausmaß, in dem der Plan oder das Schema für andere Projekte und Tätigkeiten in Bezug auf Standort, Art, Größe und Betriebsbedingungen oder durch die Inanspruchnahme von Ressourcen einen Rahmen setzt;
 - b) das Ausmaß, in dem der Plan oder das Schema andere Pläne und Programme - einschließlich solcher in einer Planungs- oder Programmhierarchie - beeinflusst;
 - c) die Übereinstimmung des Plans oder Schemas mit der Einbeziehung der Umwelterwägungen, insbesondere im Hinblick auf die Förderung der nachhaltigen Entwicklung;
 - d) die für den Plan oder das Schema relevanten Umweltprobleme;
 - e) die Übereinstimmung des Plans oder Schemas mit der Anwendung der Umweltgesetzgebung;

- 2° die Merkmale der Auswirkungen und der voraussichtlich betroffenen Gebiete, insbesondere in Bezug auf:
- a) die Wahrscheinlichkeit, Dauer, Häufigkeit und Umkehrbarkeit der Auswirkungen;
 - b) den kumulativen Charakter der Auswirkungen;
 - c) den grenzüberschreitenden Charakter der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt;
 - d) die Risiken für die menschliche Gesundheit oder die Umwelt;
 - e) den Umfang und die räumliche Ausdehnung der Auswirkungen (geographisches Gebiet und Anzahl der voraussichtlich betroffenen Personen)
 - f) die Bedeutung und die Sensibilität des voraussichtlich betroffenen Gebiets aufgrund folgender Faktoren:
 - i. besondere natürliche Merkmale oder kulturelles Erbe;
 - ii. Überschreitung der Umweltqualitätsnormen oder der Grenzwerte;
 - iii. intensive Bodennutzung;
 - g) die Auswirkungen auf Gebiete oder Landschaften, deren Status als national, europäisch oder international geschützt anerkannt ist.

Art. D.VIII.33 - § 1 - Ist eine Umweltverträglichkeitsprüfung eines Planes oder Schemas durchzuführen, wird ein Umweltverträglichkeitsbericht erstellt, in dem die voraussichtlichen erheblichen Auswirkungen, die die Durchführung des Plans oder Schemas auf die Umwelt hat, sowie vernünftige Alternativen, die die Ziele und den geographischen Anwendungsbereich des Plans oder Schemas berücksichtigen, ermittelt, beschrieben und bewertet werden.

§ 2 - Die zur Verabschiedung des Planes oder des Schemas zuständige Behörde oder die von ihr zu diesem Zweck beauftragte Person bestimmt, welche Informationen der Umweltverträglichkeitsbericht enthält, wobei zu diesem Zweck der gegenwärtige Wissensstand und aktuelle Bewertungsmethoden, der Inhalt und der Detaillierungsgrad des Plans oder Schemas, dessen erreichtes Stadium im Entscheidungsprozess, sowie die Tatsache, dass die Bewertung bestimmter Aspekte im Laufe anderer Stadien dieses Prozesses zwecks der Vermeidung einer Wiederholung der Bewertung vorzuziehen ist, berücksichtigt werden.

§ 3 - Die gemäß § 2 zu liefernden Informationen enthalten mindestens folgende Elemente:

1° eine Kurzdarstellung des Inhalts und eine Beschreibung der wichtigsten Ziele des Plans oder Schemas sowie der Beziehung zu anderen relevanten Plänen und Schemas, insbesondere mit dem Artikel D.I.1.;

2° die relevanten Aspekte der derzeitigen sozialwirtschaftlichen Lage und der Umweltlage und deren voraussichtliche Entwicklung bei Nichtdurchführung des Plans oder Schemas;

3° die Umweltmerkmale der Gebiete, die voraussichtlich erheblich beeinflusst werden;

4° im Falle der Verabschiedung, Revision eines Sektorenplans, eines plurikommunalen oder kommunalen Entwicklungsschemas, eines lokalen Orientierungsschemas, die voraussichtlichen spezifischen erheblichen Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt, wenn die Eintragung eines Gebiets vorgesehen ist, in dem sich Betriebe niederlassen könnten, die mit bedeutenden Risiken für Personen, Güter oder Umwelt im Sinne von der Richtlinie 96/82/EG verbunden sind, oder wenn die Eintragung von zu Wohnzwecken bestimmten Gebieten sowie von öffentlich genutzten Gebieten oder Infrastrukturen in der Nähe solcher Betriebe vorgesehen sind;

5° die relevanten Ziele in Sachen Umweltschutz und die Art und Weise, wie diese Ziele und die Umwelterwägungen während der Ausarbeitung des Plans oder des Schemas in Betracht gezogen wurden;

6° die mit dem Plan oder Schema verbundenen Umweltprobleme, einschließlich der voraussichtlichen, erheblichen Ein- und Auswirkungen, nämlich die sekundären, kumulativen, synergetischen, kurz-, mittel- und langfristigen, ständigen und vorübergehenden, sowohl positiven als auch negativen Auswirkungen auf die Umwelt, einschließlich solcher Themengebiete wie die biologische Vielfalt, die Bevölkerung, die menschliche Gesundheit, die Fauna, die Flora, der Boden, das Wasser, die Luft, das Klima, die materiellen Güter, das Kulturerbe einschließlich des architektonischen und archäologischen Erbguts, die Landschaft und die Wechselwirkung zwischen den genannten Faktoren;

7° im Falle der Verabschiedung oder der Revision eines Raumentwicklungsschemas oder eines Sektorenplans, die Auswirkungen auf die Agrar- und Forstaktivität;

8° die in Betracht gezogenen Maßnahmen, um jegliche erhebliche negative Auswirkung der Durchführung des Plans oder des Schemas auf die Umwelt zu vermeiden und zu verringern und soweit irgend möglich auszugleichen;

9° im Falle der Verabschiedung oder der Revision eines Sektorenplans, die von der Regierung in Anwendung von Artikel D.II.45, § 3 vorgeschlagenen Ausgleichsmaßnahmen;

10° die Darstellung von möglichen Alternativen und deren Rechtfertigung, was die Bestimmungen der Punkte 1 bis 9 betrifft;

11° eine Beschreibung der gewählten Bewertungsmethode und der aufgetauchten Schwierigkeiten;

12° die gemäß Artikel D.VIII.35 in Betracht gezogenen Begleitungsmaßnahmen;

13° eine nichttechnische Zusammenfassung der oben beschriebenen Informationen.

Zur Gewinnung der in Absatz 1 genannten Informationen können alle verfügbaren relevanten Informationen über die Umweltauswirkungen der Pläne und Programme herangezogen werden, die auf anderen Ebenen des Entscheidungsprozesses oder aufgrund anderer Rechtsvorschriften gesammelt wurden.

§ 4 - Die zur Verabschiedung des Vorentwurfs oder des Planes oder Schemas zuständige Behörde oder die von ihr zu diesem Zweck beauftragte Person unterbreitet den Inhaltsentwurf des Umweltverträglichkeitsberichts sowie des Vorentwurfs oder des Entwurfs zum Plan oder Schema dem Pool "Umwelt", dem Kommunalausschuss oder mangels dessen, dem Pool "Raumordnung" und den Personen und Instanzen, deren Konsultation sie als nützlich erachtet, zur Stellungnahme.

Die Kommunalausschüsse werden nicht zu Rate gezogen, wenn es sich um das Raumentwicklungsschema oder einen Sektorenplan handelt.

Der Inhaltsentwurf des Umweltverträglichkeitsberichts sowie der Vorentwurf bzw. der Entwurf zum Plan, plurikommunalen oder kommunalen Entwicklungsschema bzw. lokalen Orientierungsschema werden der OGD3 zur Stellungnahme unterbreitet, entweder wenn der Vorentwurf oder Entwurf zum Plan oder Schema ein Gebiet umfasst oder betrifft, das in Artikel D.II.31 § 2 erwähnt ist oder in dem ein Betrieb mit bedeutenden Risiken für Personen, Güter oder Umwelt im Sinne von der Richtlinie 96/82/EG niedergelassen ist, oder wenn die Eintragung von zu Wohnzwecken bestimmten Gebieten sowie von öffentlich genutzten Gebieten oder Infrastrukturen in der Nähe eines solchen Gebiets oder eines Betriebs, der mit bedeutenden Risiken für Personen, Güter oder Umwelt im Sinne von der Richtlinie 96/82/EG verbunden ist, vorgesehen ist, sofern diese Eintragung die Folgen eines schweren Unfalls erhöhen könnte.

Wenn die zur Verabschiedung des Planes oder Schemas zuständige Behörde oder die von ihr zu diesem Zweck beauftragte Person feststellt, dass er bzw. es bedeutsame Auswirkungen auf die Umwelt einer anderen Region, eines Mitgliedstaats der Europäischen Union oder eines anderen dem Übereinkommen von Espoo vom 25. Februar 1991 über die Umweltverträglichkeitsprüfung im grenzüberschreitenden Rahmen angehörenden Staats haben könnte, wird der Inhaltentwurf des Umweltverträglichkeitsberichts sowie der Vorentwurf oder Entwurf zum Plan oder Schema den zuständigen Behörden der Region, des Mitgliedstaats der Europäischen Union bzw. des dem Übereinkommen von Espoo angehörenden Staats zur Stellungnahme übermittelt.

Die Stellungnahmen beziehen sich auf den Umfang und die Genauigkeit der Auskünfte, die im Umweltverträglichkeitsbericht angegeben werden.

Die Stellungnahmen werden der zur Verabschiedung des Planes oder des Schemas zuständigen Behörde oder der von ihr zu diesem Zweck beauftragten Person innerhalb von dreißig Tagen nach dem Antrag übermittelt.

Art. D.VIII.34 - Im Falle der Erstellung oder der Revision eines Sektorenplans aus Initiative der Regierung bestimmt die Regierung oder die von ihr zu diesem Zweck beauftragte Person unter den aufgrund von Artikel D.I.11 zugelassenen Personen die natürliche oder juristische, privat- oder öffentlich-rechtliche Person, die sie mit der Erstellung des Umweltverträglichkeitsberichts beauftragt.

Im Falle der Erstellung oder der Revision eines Sektorenplans aus gemeindlicher Initiative oder aus Initiative einer natürlichen oder juristischen, privat- oder öffentlich-rechtlichen Person bestimmt der Gemeinderat oder die natürliche oder juristische, privat- oder öffentlich-rechtliche Person unter den aufgrund von Artikel D.I.11 zugelassenen Personen die natürliche oder juristische, privat- oder öffentlich-rechtliche Person, die sie mit der Erstellung des Umweltverträglichkeitsberichts beauftragt, und teilt den Namen der Person sofort der OGD4 mit. Die Regierung oder die von ihr zu diesem Zweck beauftragte Person verfügt über eine Frist von fünfzehn Tagen ab dem Empfang der Sendung, um die gewählte Person abzulehnen.

Art. D.VIII.35 - Die zur Verabschiedung des Planes oder des Schemas zuständige Behörde berücksichtigt während der Ausarbeitung des Planes bzw. des Schemas und vor dessen Verabschiedung den Umweltverträglichkeitsbericht, die Ergebnisse der öffentlichen Untersuchung, die geäußerten Stellungnahmen, sowie die aufgrund des Artikels D.VIII.12 geführten grenzüberschreitenden Konsultationen.

Sie bestimmt ebenfalls die hauptsächlichen Maßnahmen zur Überwachung der erheblichen Auswirkungen der Durchführung des Plans oder Schemas auf die Umwelt, um unter anderem frühzeitig unvorhergesehene negative Auswirkungen zu ermitteln und um in der Lage zu sein, geeignete Abhilfemaßnahmen zu ergreifen.

Auf der Grundlage dieser Elemente wird der Plan oder das Schema zur Genehmigung vorgelegt.

Art. D.VIII.36 - Dem Beschluss zur Annahme des Plans oder Schemas wird eine zusammenfassende Erklärung beigefügt, wie Umwelterwägungen in den Plan oder das Schema einbezogen wurden, wie der Umweltverträglichkeitsbericht und die abgegebenen Stellungnahmen, Beanstandungen und Bemerkungen berücksichtigt wurden und aus welchen Gründen der angenommene Plan oder das angenommene Schema, nach Abwägung mit den geprüften vernünftigen Alternativen, gewählt wurde.

Art. D.VIII.37 - Die Projekte, die durch einen Plan oder durch ein Schema vorgesehen sind, dessen Umweltauswirkungen bereits geprüft wurden, und die dem in Kapitel III von Teil V von Buch I des Umweltgesetzbuches erwähnten System zur Prüfung der Umweltverträglichkeit von Projekten unterliegen, werden nicht von der Prüfung dispensiert.

Gehören die Pläne und Schemen zu einer Plan- oder Schemahierarchie, kann die Umweltverträglichkeitsprüfung im Hinblick auf die Vermeidung der Wiederholung dieser Prüfung insbesondere auf nützlichen Auskünften beruhen, die bei der vorher anlässlich der Annahme eines anderen Plans oder Schemas derselben Hierarchie durchgeführten Prüfung erhalten wurden.

Schlussbestimmungen

Art. 2 - Das Dekret vom 24. April 2014 zur Aufhebung der Artikel 1 bis 128 und 129^{quater} bis 184 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie und zur Bildung des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung wird aufgehoben.

Die Artikel 1 bis 128, 129^{quater} bis 184, 254, 255, 263 § 2, 312 und 428 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe sind aufgehoben.

Die Artikel 185 bis 252, 236 und 237, 477 bis 529 bilden das wallonische Gesetzbuch über das Erbe

Die Artikel 393 bis 403, 414 bis 415/16, 417 bis 427, 429 bis 442, 442/1 bis 442/3 des CWATUP werden in den regionalen Leitfadern für den Städtebau eingefügt.

In dem vorerwähnten Artikel 393 werden die folgenden Wörter: "Bei Fehlen eines kommunalen Raumordnungsplanes" durch die Wörter "Bei Fehlen eines lokalen Orientierungsschemas" ersetzt.

In dem vorerwähnten Artikel 394 werden die Wörter "kommunalen Raumordnungsplanes" durch die durch die Wörter "lokalen Orientierungsschemas" ersetzt.

In dem vorerwähnten Artikel 417:

1° die Wörter "Fehlt ein kommunaler Raumordnungsplan, ein Fluchtlinienplan oder eine gebührend bewilligte und nicht abgelaufene Parzellierungsgenehmigung" werden durch die Wörter "Fehlt ein lokales Orientierungsschema, ein Fluchtlinienplan oder eine gebührend bewilligte und nicht abgelaufene Verstädterungsgenehmigung" ersetzt.

2° die Wörter "Artikel 41" werden durch die Wörter "Artikel D.IV.4" ersetzt.

Aufgehoben werden die Anweisungen oder die Normen eines regionalen oder kommunalen Leitfadens für den Städtebau, eines plurikommunalen oder kommunalen Schemas oder die Bestimmungen des Planes und die Vorschriften einer Verstädterungsgenehmigung, die eine Ausnahme oder eine Abweichung voraussetzen, oder die das Anlegen auf Gebäuden oder in den Höfen und Gärten, von Modulen zur Erzeugung von Strom oder Hitze, deren ausschließliche Energiequelle die Sonne ist, verbieten. Diese Bestimmung ist jedoch nicht anwendbar auf die Gebäude, die im Verzeichnis der wallonischen Erbgüter nach Artikel 192 des Wallonischen Gesetzbuches über das Erbe angeführt sind, sowie auf die in Artikel 185, Absatz 2, a. und b. erwähnten Gebäude, die aufgrund desselben Gesetzbuches unter Denkmalschutz gestellt oder in der Schutzliste eingetragen sind.

Folgende Bestimmungen werden aufgehoben:

- Artikel 6 § 1 und § 2, Artikel 8 Absatz 1 und Artikel 12 des Dekrets vom 27. November 1997 zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, abgeändert durch das Dekret vom 23. Juli 1998 zur Abänderung des Dekrets vom 27. November 1997 zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe (CWATUP) und durch das Dekret vom 30. April 2009 zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten;

- Artikel 76 des Dekrets vom 18. Juli 2002 zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe;

- die Artikel 100, 102 Absatz 2, und 103 des Programmdekrets vom 3. Februar 2005 zur Ankurbelung der Wirtschaft und zur administrativen Vereinfachung;

- Artikel 56 des Programmdekrets vom 23. Februar 2006 über die vorrangigen Maßnahmen für die Wallonische Zukunft;

- Artikel 14 und 15 des Rahmendekrets vom 19. April 2007 zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe zur Förderung der Energieeffizienz von Gebäuden;

- Artikel 19 des Dekrets vom 20. September 2007 zur Abänderung der Artikel 1, 4, 25, 33, 34, 42, 43, 44, 46, 49, 51, 52, 58, 61, 62, 127, 175 und 181 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, und zur Einfügung in dieses Dekret von Artikel 42bis, und zur Abänderung der Artikel 1, 4 und 10 des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten und zur Einfügung in dieses Dekret der Artikel 1bis, 1ter, 2bis und 9bis;

- Artikel 3 des Dekrets vom 22. Mai 2008 zur Abänderung der Artikel 35 und 111 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie (CWATUPE);

- Artikel 103, die ersten zwei Sätze von Artikel 109 Absatz 1, und Artikel 109/1 des Dekrets vom 30. April 2009 zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten, abgeändert durch das Programmdekret vom 22. Juli zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen verantwortungsvolle Staatsführung, administrative Vereinfachung, Energie, Wohnungswesen, Steuerwesen, Beschäftigung, Flughafenpolitik, Wirtschaft, Umwelt, Raumordnung, lokale Behörden, Landwirtschaft und öffentliche Arbeiten und durch das Dekret vom 19. Mai 2011 zur Einfügung eines Artikels 109/1 in das Dekret vom 30. April 2009 zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten;

- Artikel 67 des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden.

Art. 3 - Das vorliegende Dekret setzt die Richtlinie 2001/42/EG vom 27. Juni 2001 über die Prüfung der Umweltauswirkungen bestimmter Pläne und Programme teilweise um.

Art. 4 - Für die Anwendung des Gesetzbuches versteht man unter Pool "Umwelt" den Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung ("Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable").

Bestimmungen in Bezug auf das Umweltgesetzbuch

Art. 5 - In Artikel D.6 des Buches I des Umweltgesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- der Artikel wird um eine Ziffer 2°bis mit folgendem Wortlaut ergänzt: "2°bis KBRM: der in dem GRE erwähnte kommunale Beratungsausschuss für Raumordnung und Mobilität";

- der Artikel wird um eine Ziffer 2°ter mit folgendem Wortlaut ergänzt: "2°ter Pool "Raumordnung": der in dem GRE erwähnte Pool "Raumordnung";

- Ziffer 3 wird durch Folgendes ersetzt: "3°GRE: das Gesetzbuch über die räumliche Entwicklung;

- In Ziffer 13° wird das Akronym "CWATUP" durch die Abkürzung "GRE" ersetzt.

Art. 6 - In Artikel D.19 § 2 des Buches I desselben Gesetzbuches wird Absatz 2 Ziffer 1 durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«1° sich auf eine gemäß den Artikeln D.29.14 und D.29.15 einer öffentlichen Untersuchung unterworfenen Akte oder auf eine gemäß den Artikeln D.VIII.15, D.VIII.16 und D.VIII.6 Absatz 5 des GRE einer öffentlichen Untersuchung bzw. Projektankündigung unterworfenen Akte bezieht;»

Art. 7 - In Artikel D.29-3 des Buches I desselben Gesetzbuches werden die Wörter "wird nur eine einzige öffentliche Untersuchung, und gegebenenfalls eine einzige Informations- oder Konzertierungsversammlung organisiert," durch die Wörter "ist es möglich, nur eine einzige öffentliche Untersuchung, und gegebenenfalls eine einzige Informations- oder Konzertierungsversammlung zu organisieren" ersetzt.

Art. 8 - In Artikel D.48 von Buch I desselben Gesetzbuches werden die Wörter "Struktursschema der Gemeinde genehmigen. In diesem Fall gilt als einziges Genehmigungsverfahren jenes, das in Artikel 17 des CWATUP vorgesehen ist" durch die Wörter "kommunalen Entwicklungsschema genehmigen. In diesem Fall gilt als einziges Annahmeverfahren jenes, das in Artikel D.II.12 des GRE vorgesehen ist" ersetzt.

Art. 9 - In Artikel D.49 von Buch I desselben Gesetzbuches wird Buchstabe b. durch das Folgende ersetzt:

«b. die aufgrund des GRE gewährten Städtebaugenehmigungen und-bescheinigungen Nr. 2;»

Art. 10 - In Artikel D.66 von Buch I desselben Gesetzbuches werden die Wörter "Unbeschadet der Artikel 42 und 50 des CWATUP identifiziert, beschreibt und beurteilt die Bewertung über die Umweltverträglichkeit, ob es sich nun um die Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit oder um die Umweltverträglichkeitsprüfung handelt," durch die Wörter "Die Umweltverträglichkeitsprüfung, ob es sich nun um die Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit oder um die Umweltverträglichkeitsstudie handelt, identifiziert, beschreibt und beurteilt" ersetzt.

Art. 11 - In Artikel 70, Absatz 1 von Buch I desselben Gesetzbuches wird der folgende Satz aufgehoben:

«Der CWEDD, wie auch der Regionalausschuss für Raumordnung im Falle einer Umweltverträglichkeitsprüfung bezüglich eines in Artikel 1 des CWATUP erwähnten Raumordnungsplans, müssen vor jedem Entzug einer Zulassung zu Rate gezogen werden, wenn sich die offensichtlich mangelhafte Qualität der Umweltverträglichkeitsprüfung auf einen Raumordnungsplan oder auf ein Raumordnungs-, Städtebau- oder Infrastrukturprojekt bezieht.»

Art. 12 - Artikel D.72 desselben Gesetzbuches wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Der CWEDD oder dessen Vertreter, wie auch der kommunale Beratungsausschuss für Raumordnung im Falle einer Umweltverträglichkeitsstudie bezüglich eines in Artikel 1 des CWATUP erwähnten Raumordnungs-, Städtebau- oder Infrastrukturprojektes und der Pool "Raumordnung" in dem in Artikel D.I.5 § 1 Absatz 1 Ziffer 5 genannten Fall haben das Recht, jegliche von ihnen erforderte Information über den Genehmigungsantrag und den Ablauf der Umweltverträglichkeitsstudie bei den betreffenden öffentlichen Behörden, dem Antragsteller und der Person, welche die Umweltverträglichkeitsstudie durchführt, zu erhalten.»

Art. 13 - Die in demselben Gesetzbuch geschriebenen Akronyme "CWATUP" oder "CWATUPE" werden durch "GRE" ersetzt.

Art. 14 - In Artikel D.26 § 4 von Buch II des Umweltgesetzbuches werden die Wörter «, die "Commission régionale wallonne de l'aménagement du territoire" (Wallonischer Regionalausschuss für Raumordnung)» aufgehoben.

Art. 15 - In Artikel D.27 § 4 von Buch II des Umweltgesetzbuches werden die Wörter «, die "Commission régionale wallonne de l'aménagement du territoire" (Wallonischer Regionalausschuss für Raumordnung)» aufgehoben.

Art. 16 - In Artikel D.28 § 4 von Buch II des Umweltgesetzbuches werden die Wörter «, die "Commission régionale wallonne de l'aménagement du territoire" (Wallonischer Regionalausschuss für Raumordnung)» aufgehoben.

Art. 17 - In Artikel D.129 von Buch II des Umweltgesetzbuches werden die Wörter "ein Siedlungsgebiet im Sinne des Artikels 89 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe" durch die Wörter "eine Verstädterungsgenehmigung im Sinne von Artikel D.IV.2 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung" ersetzt.

Bestimmungen in Bezug auf das Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung

Art. 18 - Artikel 1 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung wird wie folgt abgeändert:

1° in Punkt 12° wird der Wortlaut "der Artikel 84 und 127 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe" durch den Wortlaut "des Artikels D.IV.4 des GRE" ersetzt.

2° der Punkt 17° wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt: "GRE": Das Gesetzbuch über die räumliche Entwicklung (Code du développement territorial);

3° in Punkt 18° wird das Akronym "CWATUP" durch die Abkürzung "GRE" ersetzt.

Art. 19 - In Art. 4, Abs. 3, Ziffer 7° desselben Dekrets wird die folgende Abänderung vorgenommen: das Akronym "CWATUP" wird durch die Abkürzung "GRE" ersetzt.

Art. 20 - In Artikel 13 desselben Dekrets:

1° Absatz 2 wird mit dem folgenden Wortlaut ergänzt: "und für die Anträge auf eine Umweltgenehmigung über geringe Abänderungen der in Absatz 4 erwähnten, von der Regierung erteilten Genehmigungen";

2° es wird ein Absatz 4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Die Anträge auf eine Umweltgenehmigung in Bezug auf die Handlungen und Arbeiten, für die es zwingende Gründe des Allgemeininteresses im Sinne von Artikel D.IV.25 des GRE gibt, fallen unter den Zuständigkeitsbereich der Regierung.»

Art. 21 - Artikel 13*bis* desselben Dekrets wird durch den folgenden Text ersetzt:

«Art. 13*bis* - § 1 - Unter der Bedingung, dass die Einführung der Umweltgenehmigung betreffend den geplanten Betrieb nicht die vorherige Ausstellung einer städtebaulichen Ausnahmegenehmigung oder einer von dem Sektorenplan, einschließlich der Flächennutzungskarte, von einem Schema, einem Leitfaden für den Städtebau oder einer Verstädterungsgenehmigung abweichenden Städtebaugenehmigung voraussetzt, kann eine Umweltgenehmigung als Ausnahme von den Bestimmungen von einem Sektorenplan, einem Schema, einer Flächennutzungskarte, einem Leitfaden für den Städtebau oder einer Verstädterungsgenehmigung unter den in den Artikeln D.IV.5 oder D.IV.13 des GRE genannten Bedingungen ausgestellt werden oder davon abweichen.

§ 2 - Die Ausnahmen und Abweichungen werden gewährt:

1° durch das Gemeindekollegium, wenn dieses die zuständige Behörde ist; die Stellungnahme des beauftragten Beamten ist jedoch eine gleich lautende Stellungnahme, wenn der Antrag eine Ausnahme zum Sektorenplan oder zu den Normen des regionalen Leitfadens für den Städtebau mit sich bringt;

2° durch den technischen Beamten, wenn dieser die zuständige Behörde ist; die Stellungnahme des beauftragten Beamten ist jedoch eine gleich lautende Stellungnahme, wenn der Antrag eine Ausnahme oder eine Abweichung mit sich bringt;

3° durch die Regierung im Rahmen einer Beschwerde;

4° durch die Regierung für die Genehmigungsanträge in Bezug auf die Handlungen und Arbeiten, für die es zwingende Gründe des Allgemeininteresses gibt, die unter ihren Zuständigkeitsbereich fallen.»

Art. 22 - In Artikel 32 desselben Dekrets wird ein Paragraph 4 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«§ 4 - Wenn der Antrag Handlungen und Arbeiten betrifft, für die es zwingende Gründe des Allgemeininteresses im Sinne von Artikel D.IV.25 des GRE gibt, die unter den Zuständigkeitsbereich der Regierung fallen, werden der zusammenfassende Bericht und der vollständige Antrag der Regierung innerhalb der in den § 1 und § 2 Absatz 1 erwähnten Fristen zugesandt. Das Verfahren wird gemäß Artikel D.IV.50 des GRE geführt; die Notifizierungen werden nicht dem beauftragten Beamten sondern dem technischen Beamten zugestellt. Artikel 34 ist nicht anwendbar.»

Art. 23 - In Artikel 53 desselben Dekrets wird Absatz 1 von Paragraph 1 durch den folgenden Wortlaut ergänzt:

«Die Regierung, die eine Umweltgenehmigung aufgrund von Artikel 13 Absatz 4 erteilt, legt die Frist fest, innerhalb deren die Umweltgenehmigung umgesetzt werden muss. Diese Frist darf sieben Jahre nicht überschreiten. Jedoch kann die Regierung auf einen besonders begründeten Antrag eine neue Frist gewähren, ohne dass diese fünf Jahre überschreiten kann.»

Art. 24 - Artikel 81 desselben Dekrets wird wie folgt abgeändert:

1° in § 1 Absatz 1 wird der Wortlaut "Artikel 109 des CWATUP" durch den Wortlaut "Artikel D.IV.17 Absatz 1 Ziffer 3 des GRE" ersetzt;

2° in § 2 Absatz 3 werden die Wörter "Artikel 127, § 1, Absatz 1 des CWATUP erwähnten Handlungen und Arbeiten," durch die Wörter "Artikel D.IV.22 Absatz 1 des GRE erwähnten Handlungen und Arbeiten, sowie über die Anträge auf Globalgenehmigungen über geringe Abänderungen der in Absatz 6 erwähnten, von der Regierung erteilten Genehmigungen" ersetzt;

3° in § 2 wird ein Absatz 6 eingefügt:

«Die Anträge auf eine Genehmigung in Bezug auf die Handlungen und Arbeiten, für die es zwingende Gründe des Allgemeininteresses im Sinne von Artikel 25 des GRE gibt, fallen unter den Zuständigkeitsbereich der Regierung.»

Art. 25 - In Artikel 83, Absatz 2 desselben Dekrets wird der Wortlaut "dem Artikel 115, Absatz 2 des CWATUP" durch den Wortlaut "den Artikeln D.IV.26 ff. des GRE" ersetzt.

Art. 26 - In Artikel 87 Absatz 1 wird Punkt 1° desselben Dekrets durch das Folgende ersetzt:

«1° die Notwendigkeit von Ausnahmen oder Abweichungen im Sinne von den Artikeln D.IV.5 bis D.IV.13 des GRE».

Art. 27 - Artikel 92 desselben Dekrets wird wie folgt abgeändert:

In Artikel 92, § 1 desselben Dekrets wird der Wortlaut "den Beschluss der Regierung oder des beauftragten Beamten zur Gewährung oder Ablehnung der in Artikel 114 des CWATUP erwähnten Abweichung" durch den Wortlaut "die in Anwendung der Artikel D.IV.6 bis D.IV.13 des GRE eingeholte gleich lautende Stellungnahme des beauftragten Beamten über die Ausnahmen zum Sektorenplan oder zu den Normen des regionalen Leitfadens für den Städtebau" ersetzt. Ist die zuständige Behörde die Regierung aufgrund von Artikel 81 § 2 Absatz 6, so ist diese Stellungnahme keine gleich lautende Stellungnahme.;"

2° es wird ein Paragraph 8 hinzugefügt:

«§ 8 - Wenn der Antrag Handlungen und Arbeiten betrifft, für die es zwingende Gründe des Allgemeininteresses im Sinne von Artikel D.IV.25 des GRE gibt, die unter den Zuständigkeitsbereich der Regierung fallen, werden der zusammenfassende Bericht und der vollständige Antrag der Regierung innerhalb derselben Fristen zugeschickt. Das Verfahren wird gemäß Artikel D.IV.50 des GRE geführt; die Notifizierungen werden ebenfalls dem technischen Beamten zugestellt.

Wenn die Regierung jedoch vor ihrer Beschlussfassung den Antragsteller ersucht, Änderungspläne und einen entsprechenden Nachtrag zur Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit bzw. zur Umweltverträglichkeitsstudie abzugeben, werden die Änderungspläne und der entsprechende Nachtrag zur Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit bzw. zur Umweltverträglichkeitsstudie dem technischen Beamten in so vielen Exemplaren übermittelt, wie im ursprünglichen Antrag enthalten, und der technische Beamte übermittelt der Gemeinde und dem beauftragten Beamten eine Kopie; das Verfahren wird dann nach den in Artikel 86 § 3 Absatz 1 vorgesehenen Modalitäten ab dem Eingang bei dem technischen Beamten der Änderungspläne und des entsprechenden Nachtrags zur Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit bzw. zur Umweltverträglichkeitsstudie bis zur Sendung an die Regierung wieder aufgenommen. In dem Beschluss, den sie in Anwendung von Artikel 87 fassen, geben der technische Beamte und der beauftragte Beamte an, dass der Antrag Gegenstand von Änderungsplänen ist. Dies gilt ebenfalls bei der Anrufung der in Artikel 91 erwähnten Instanzen. Die gemäß Artikel 90 vorgenommene öffentliche Untersuchung bezieht sich auf die Akte des ursprünglichen Genehmigungsantrags, gegebenenfalls auf deren ergänzenden Unterlagen, sowie auf die Änderungspläne und den entsprechenden Nachtrag zur Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit oder zur Umweltverträglichkeitsstudie.

Wenn der Antrag Handlungen und Arbeiten betrifft, für die es zwingende Gründe des Allgemeininteresses im Sinne von Artikel D.IV.25 des GRE gibt, die unter den Zuständigkeitsbereich der Regierung fallen, kann der Antragsteller vor dem Ablauf der Frist für die Sendung des zusammenfassenden Berichts und mit der Zustimmung des technischen Beamten und des beauftragten Beamten Änderungspläne und einen entsprechenden Nachtrag zur Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit oder zur Umweltverträglichkeitsstudie beibringen. Es werden so viele Ausfertigungen dieser Unterlagen zugeschickt wie die des ursprünglichen Antrags. Die Änderungspläne und der entsprechende Nachtrag zur Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit oder zur Umweltverträglichkeitsstudie werden dem technischen Beamten zugeschickt, der der Gemeinde und dem beauftragten Beamten eine Kopie übermittelt, und das Verfahren wird dann nach den in Artikel 86 § 3 Absatz 1 vorgesehenen Modalitäten ab dem Eingang bei dem technischen Beamten der Änderungspläne und des entsprechenden Nachtrags zur Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit bzw. zur Umweltverträglichkeitsstudie bis zur Sendung an die Regierung wieder aufgenommen. In dem Beschluss, den sie in Anwendung von Artikel 87 fassen, geben der technische Beamte und der beauftragte Beamte an, dass der Antrag Gegenstand von Änderungsplänen ist. Dies gilt ebenfalls bei der Anrufung der in Artikel 91 erwähnten Instanzen. Die gemäß Artikel 90 vorgenommene öffentliche Untersuchung bezieht sich auf die Akte des ursprünglichen Genehmigungsantrags, gegebenenfalls auf deren ergänzenden Unterlagen, sowie auf die Änderungspläne und den entsprechenden Nachtrag zur Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit oder zur Umweltverträglichkeitsstudie.»

Art. 28 - Artikel 93, § 1 desselben Dekrets wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 3 wird der zweite Satz durch folgenden Satz ersetzt:

«Der Beschluss des beauftragten Beamten über die Ausnahmen und Abweichungen in Anwendung der Artikel D.IV.5 bis D.IV.13 des GRE ist fester Bestandteil des in Absatz 1 des vorliegenden Paragraphen erwähnten Beschlusses.»

2° in Absatz 4 wird der Wortlaut "oder Abweichungen versehen werden, die in Titel V des Buches I des CWATUP vorgesehen sind" durch den Wortlaut "oder Abweichungen bzw. Ausnahmen, die in dem Buch IV des GRE vorgesehen sind" ersetzt.

Art. 29 - In Artikel 95 § 3 Absatz 5 desselben Dekrets wird der Wortlaut "oder Abweichungen versehen werden, die in Titel V des Buches I des CWATUP vorgesehen sind" durch den Wortlaut "oder Abweichungen bzw. Ausnahmen, die in dem Buch IV des GRE vorgesehen sind" ersetzt.

Art. 30 - In Artikel 97 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Die Absätze 3 und 4 werden durch die folgenden Absätze ersetzt:

«Die folgenden Bestimmungen des GRE sind auf die Globalgenehmigung anwendbar:

1° Bücher I, II und III;

2° folgende Artikel des Buches IV: D.IV.4 bis D.IV.13, D.IV.31, D.IV.35, Absatz 3, D.IV.45, D.IV.53 bis D.IV.60, D.IV.70 bis D.IV.77, D.IV.80, D.IV.87, D.IV.91, Absatz 1 Ziffer 3 und Absatz 2, D.IV.99, D.IV.100 und D.IV.106 bis D.IV.109;

3° Bücher V, VI und VII.

Buch VII findet keine Anwendung auf die Globalgenehmigung, insofern diese als Umweltgenehmigung gilt.»;

2° Absatz 5 wird der folgende Satz angefügt:

«Die von der Regierung aufgrund von Artikel 81 § 2 Absatz 6 erteilte Genehmigung verfällt, wenn die Arbeiten innerhalb von sieben Jahren ab dem Tag, an dem die Genehmigung gemäß Artikel 46 rechtskräftig wird, nicht eindeutig in Angriff genommen worden sind. Jedoch kann die Regierung auf einen besonders begründeten Antrag eine neue Frist einräumen, ohne dass diese fünf Jahre überschreiten kann.»;

3° in Absatz 7 wird das Wort "zwei" durch das Wort "drei" ersetzt.

Art. 31 - In Artikel 108 des Dekrets vom 23. Juni 2016 zur Abänderung des Umweltgesetzbuches, des Wassergesetzbuches und verschiedener Dekrete in Sachen Abfälle und Umweltgenehmigung wird Absatz 2 durch das Folgende ersetzt:

«Die Regierung legt das Verfahren fest, das auf den Antrag auf eine Verlängerung der in Absatz 1 erwähnten Genehmigung anwendbar ist.»

Art. 32 - Es wird ein Artikel 183ter mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«Art. 183ter - Die Anträge auf Umweltgenehmigungen oder auf Globalgenehmigungen, einschließlich derjenigen, die in eine der in Artikel D.IV.25 des GRE genannten Kategorien fallen, die vor dem Inkrafttreten des GRE eingereicht wurden, sowie die diesbetreffenden Verwaltungsbeschwerden werden gemäß den Regeln, die am Tag der Einreichung des Antrags galten, bearbeitet.

Die am Tag des Inkrafttretens des GRE verlängerten und nicht verfallenen Genehmigungen werden um ein weiteres Jahr verlängert.»

Bestimmungen über das Dekret vom 5. Februar 2015 über die Handelsniederlassungen

Art. 33 - Artikel 1 des Dekrets über die Handelsniederlassungen wird wie folgt abgeändert:

1° in Punkt 5° Buchstabe c) wird der Wortlaut "der Artikel 84 und 127 des CWATUPE" durch den Wortlaut "des Artikels D.IV.4 des GRE" ersetzt.

2° in Punkt 6° Buchstabe c) wird der Wortlaut "der Artikel 84 und 127 des CWATUPE" durch den Wortlaut "des Artikels D.IV.4 des GRE" ersetzt.

3° in Punkt 14° wird der Wortlaut "'CWATUPE": Wallonisches Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie" durch den Wortlaut "'GRE": Gesetzbuch über die räumliche Entwicklung" ersetzt.

4° in Punkt 15° wird das Akronym "CWATUP" durch die Abkürzung "GRE" ersetzt.

Art. 34 - In Artikel 13 § 3 des Dekrets vom 5. Februar 2015 über die Handelsniederlassungen werden die Wörter "den Regionalausschuss für Raumordnung" durch die Wörter "den Pool "Raumordnung"" ersetzt.

Art. 35 - In Artikel 73, Absatz 1 wird der Wortlaut "Artikel 84 des CWATUPE" durch den Wortlaut "Artikel D.IV.4 des GRE" ersetzt.

Art. 36 - In Absatz 1 von § 1 von Artikel 83 desselben Dekrets wird der Wortlaut "die mit Immobiliengütern nach Artikel 109 des CWATUPE in Zusammenhang stehen" durch den Wortlaut ", der in Artikel D.IV.25 des GRE erwähnten Projekte, deren Städtebaugenehmigung von der Regierung erteilt wird, und der Projekte, die mit Immobiliengütern nach Artikel D.IV.17 Absatz 1 Ziffer 3 des GRE in Zusammenhang stehen" ersetzt..

Art. 37 - Artikel 84 desselben Dekrets wird wie folgt abgeändert:

1° In § 2 Absatz 2 wird der Wortlaut "Artikel 115, Absatz 2 des CWATUPE" durch den Wortlaut "Artikel D.IV.26 ff. des GRE" ersetzt.

Art. 38 - In Artikel 87 § 2 Absatz 2 Ziffer 5 desselben Dekrets wird der Wortlaut "einer Beteiligung der Gemeinde, der Regierung oder des beauftragten Beamten über den Antrag auf Abweichung im Sinne der Artikel 114 und 127 § 3 des CWATUPE" durch den Wortlaut "von Ausnahmen oder Abweichungen im Sinne der Artikel D.IV.5 bis D.IV.13 des GRE" ersetzt.

Art. 39 - In Artikel 95, § 1 desselben Dekrets wird der Wortlaut "der in Artikel 44 genannten Kriterien und ggf. des Beschlusses der Regierung oder des beauftragten Beamten zur Erteilung oder Ablehnung der in Artikel 114 und 127, § 3 des CWATUPE erwähnten Abweichung begründet wird" durch den Wortlaut "der in Artikel 44 genannten Kriterien begründet wird, und ggf. die in Anwendung der Artikel D.IV.6 bis D.IV.13 des GRE eingeholte gleich lautende Stellungnahme des beauftragten Beamten über die Ausnahmen zum Sektorenplan oder zu den Normen des regionalen Leitfadens für den Städtebau" ersetzt.

Art. 40 - Artikel 96 desselben Dekrets wird wie folgt abgeändert:

1° in § 1 Absatz 3 wird der Satz "Der Beschluss des beauftragten Beamten oder der Regierung zur Gewährung oder Ablehnung der in Artikel 114 des CWATUPE genannten Abweichung oder der in Anwendung von Artikel 127 § 3 des CWATUPE gefasste Beschluss sind ein fester Bestandteil des in Absatz 1 des vorliegenden Paragraphen genannten Beschlusses" durch den Satz "Der in Anwendung der Artikel D.IV.5 bis D.IV.13 des GRE gefasste Beschluss des beauftragten Beamten über die Ausnahmen und Abweichungen ist ein fester Bestandteil des in Absatz 1 des vorliegenden Paragraphen genannten Beschlusses" ersetzt.

2° In § 1 Absatz 4 wird der Wortlaut "mit Abweichungen belegt werden, die in Titel V von Buch I des CWATUPE" durch den Wortlaut "mit Ausnahmen und Abweichungen belegt werden, die in Titel IV des GRE" ersetzt.

Art. 41 - In Artikel 101 § 5 Absatz 3 des Dekrets wird das Akronym "CWATUPE" durch die Abkürzung "GRE" ersetzt.

Art. 42 - In Artikel 104 desselben Dekrets werden die Paragraphen 3 und 4 durch folgende Paragraphen ersetzt:

«§ 3 - Die nachstehend angeführten Bestimmungen des GRE sind anwendbar auf die integrierte Genehmigung:
1° Bücher I, II und III;

2° folgende Artikel des Buches IV: D.IV.4 bis D.IV.13, D.IV.31, D.IV.35, Absatz 3, D.IV.45, D.IV.53 bis D.IV.60, D.IV.70 bis D.IV.77, D.IV.80, D.IV.87, D.IV.99, D.IV.100 und D.IV.106 bis D.IV.109;

3° Bücher V, VI und VII.

§ 4 - Buch VII findet keine Anwendung auf die integrierte Genehmigung, insofern sie als Genehmigung der Handelsniederlassung und als Umweltgenehmigung gilt.»

Bestimmungen bezüglich des Buches III des wallonischen Gesetzbuches über das Erbe

Art. 43 - In Artikel 187 von Buch III des wallonischen Gesetzbuches über das Erbe :

1° wird Punkt 16° durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«16° Denkmalbescheinigung: Vor jeglichem Antrag auf eine Städtebaugenehmigung, Verstärkungsgenehmigung oder Städtebaubescheinigung Nr. 2 erstellte Bescheinigung bezüglich entweder eines in der Schutzliste eingetragenen, unter Denkmalschutz gestellten oder vorläufig den Auswirkungen der Unterschutzstellung unterliegenden Gutes, oder eines Gutes, das in der Liste des außergewöhnlichen Immobilienvermögens eingetragen ist, die die Grenzen und Möglichkeiten eines Eingriffs auf das Denkmal oder das Gut festlegt.»;

2 es wird ein Ziffer 17° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«17° GRE: das Gesetzbuch über die räumliche Entwicklung».

Art. 44 - Artikel 206 desselben Buches wird wie folgt abgeändert:

1° In § 1, Absatz 1 wird der Wortlaut "Artikel 84 ff. des Gesetzbuches" durch den Wortlaut "Artikel D.IV.4 ff. des GRE" ersetzt;

2° in § 1 wird Absatz 2 gestrichen;

3° In § 6 wird der Wortlaut "Artikel 150, 5°" durch den Wortlaut "Artikel D.IV.1 § 3 des GRE" ersetzt.

Art. 45 - In Artikel 211, Absatz 3 desselben Buches wird der Wortlaut "Artikel 154" durch den Wortlaut "des Artikels D.VII.1 des GRE" ersetzt.

Art. 46 - In Artikel 212, § 2, Absatz 1 wird der Wortlaut "Artikel 154" durch den Wortlaut "Artikel D.VII.1 des GRE" ersetzt.

Art. 47 - In Artikel 214 § 1 Absatz 2 desselben Buches werden die Wörter "der Verwaltung der Raumordnung, des Städtebaus und des Erbes und der in Artikel 3 erwähnte beauftragte Beamte" durch die Wörter "der Operativen Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie des Öffentlichen Dienstes der Wallonie und der in Artikel D.I.3 des GRE erwähnte beauftragte Beamte."

Art. 48 - Artikel 216/1, § 1 desselben Buches wird wie folgt abgeändert:

1° Absatz 1 wird aufgehoben;

2° Absatz 2 wird durch folgende Absätze ersetzt:

«Jeglichem Antrag auf eine Städtebaugenehmigung, Verstärkungsgenehmigung oder Städtebaubescheinigung Nr. 2 bezüglich entweder eines in der Schutzliste eingetragenen, unter Denkmalschutz gestellten oder vorläufig den Auswirkungen der Unterschutzstellung unterliegenden Gutes, oder eines Gutes, das in der Liste des außergewöhnlichen Immobilienvermögens eingetragen ist, wird eine Denkmalbescheinigung beigelegt.

Die Denkmalbescheinigung wird von dem Generaldirektor oder dem Generalinspektor der Abteilung Erbe der operativen Generaldirektion "Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie" des öffentlichen Dienstes der Wallonie nach Stellungnahme eines Begleitausschusses, der für jeden Antrag gebildet wird und diesen Antrag untersucht, und nach Stellungnahme der Kommission erteilt. Sie ist zwei Jahre gültig und kann um ein Jahr verlängert werden.

Die Regierung bestimmt die Modalitäten für die Erteilung der Denkmalbescheinigung.»

Art. 49 - In Artikel 216/1 § 3 desselben Buches werden die Wörter "In Abweichung von Artikel 84 § 1 Ziffer 14" durch die Wörter "Gemäß Artikel D.IV.1 § 1 Absatz 1 Ziffer 5 des GRE" ersetzt.

Art. 50 - In Artikel 221, 1° desselben Buches wird der Wortlaut "Artikel 176, § 1 und § 2 und 177 bis 180" durch den Wortlaut "Artikel D.VI.17 ff. des GRE" ersetzt.

Art. 51 - Artikel 230 desselben Buches wird wie folgt abgeändert:

1° In § 1 wird der Wortlaut "Erschließungsverbot" durch den Wortlaut "Verstärkungsverbot" ersetzt;

2° In § 2 Absatz 1 wird der Wortlaut "Erschließungsgenehmigung, einschließlich der in Artikel 130 erwähnten Genehmigung" durch den Wortlaut "Verstärkungsgenehmigung, einschließlich der in Artikel D.IV.106 des GRE erwähnten Genehmigung" ersetzt.

Art. 52 - Artikel 234 desselben Buches wird wie folgt abgeändert:

1° Der Wortlaut "Artikel 116 und folgenden" wird durch den Wortlaut "Artikeln D.IV.47 ff. des GRE" ersetzt;

2° Der Wortlaut "Artikel 107, 108, 109, 127 und 130" wird durch den Wortlaut "Artikeln D.IV.2, D.IV.4 und D.IV.106 des GRE" ersetzt.

Art. 53 - In Artikel 235 desselben Buches wird der Wortlaut "Erschließungsgenehmigung" durch den Wortlaut "Verstädterungsgenehmigung" ersetzt

Art. 54 - In Artikel 245 desselben Buches:

1° In Absatz 1, Satz 1 wird der Wortlaut "Erschließungsgenehmigung" durch den Wortlaut "Verstädterungsgenehmigung" ersetzt;

2° In Absatz 1 Ziffer 1 und 2 wird der Wortlaut "Erschließungsgenehmigung, einschließlich der in Artikel 130 erwähnten Genehmigung" durch den Wortlaut "Verstädterungsgenehmigung, einschließlich der in Artikel D.IV.106 des GRE erwähnten Genehmigung" ersetzt.

Bestimmungen bezüglich des Dekrets vom 6. Februar 2014 über das kommunale Verkehrswegenetz

Art. 55 - In Artikel 1 des Dekrets vom 6. Februar 2014 über das kommunale Verkehrswegenetz wird der Wortlaut "Wallonische Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie" durch den Wortlaut "Gesetzbuch über die räumliche Entwicklung, nachstehend GRE" ersetzt.

Art. 56 - In Artikel 8 desselben Dekrets werden die Wörter "Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe" durch die Abkürzung "GRE" ersetzt.

Art. 57 - In Artikel 45 desselben Dekrets werden die Wörter "im Rahmen der in Artikel 70 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie vorgesehenen Grenzen" durch die Wörter "im Rahmen der in den Artikeln D.VI.38 ff. des GRE vorgesehenen Grenzen" ersetzt.

Bestimmungen bezüglich des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden

Art. 58 - In Artikel 2 Absatz 1 Ziffer 16 des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden wird der Wortlaut "gemäß Artikel 84 § 1 und 127 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie" durch den Wortlaut "gemäß Artikel D.IV.4 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung, nachstehend GRE," ersetzt.

Art. 59 - In Artikel 10 Absatz 1 Ziffer 2 Buchstabe a) desselben Dekrets wird der Wortlaut "Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie" durch den Wortlaut "Wallonisches Gesetzbuches über das Erbe" ersetzt.

Art. 60 - In Artikel 61 desselben Dekrets werden die Wörter "Die beauftragten Beamten im Sinne von Artikel 389 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie" durch die Wörter "Die Beamten und Bediensteten der Region im Sinne von Artikel D.VII.3, Absatz 1 Ziffer 3 des GRE" ersetzt.

Art. 61 - In Artikel 62 desselben Dekrets werden die Wörter "beauftragten Beamten im Sinne von Artikel 389 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie" jedes Mal durch die Wörter "Beamten und Bediensteten der Region im Sinne von Artikel D.VII.3 Absatz 1 Ziffer 3 des GRE" ersetzt.

Art. 62 - In Artikel 63 desselben Dekrets:

1° werden in Absatz 1 die Wörter "Die beauftragten Beamten im Sinne von Artikel 389 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie" durch die Wörter "Die Beamten und Bediensteten der Region im Sinne von Artikel D.VII.3 Absatz 1 Ziffer 3 des GRE" ersetzt.

1° werden in Absatz 6 die Wörter "des beauftragten Beamten im Sinne von Artikel 389 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie" durch die Wörter "des Beamten oder Bediensteten der Region im Sinne von Artikel D.VII.3 Absatz 1 Ziffer 3 des GRE" ersetzt.

Sonstige Änderungen

Art. 63 - Artikel 1*bis* des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur wird wie folgt abgeändert:

1° Unter Ziffer 27 werden Punkte a. und b. durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«a) die Sektorenpläne und die Normen der Leitfäden für den Städtebau, die aufgrund des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung erstellt sind;»;

2° Unter Ziffer 28° wird Punkt j. durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«j) die Städtebaugenehmigungen und die Verstädterungsgenehmigungen, die aufgrund des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung gewährt werden;».

Art. 64 - In Artikel 4 § 3 des Dekrets vom 16. Juli 1985 über die Naturparks werden die Wörter "dem Regionalausschuss für Raumordnung" durch den Wortlaut "dem Pool "Raumordnung"" ersetzt.

Art. 65 - Artikel 14 des Dekrets vom 16. Juli 1985 über die Naturparks wird aufgehoben.

Art. 66 - In Artikel 15 des Dekrets vom 16. Juli 1985 über die Naturparks wird Punkt 3° durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«3° parallel zu der öffentlichen Untersuchung, die im Rahmen des Verfahrens zur Erstellung oder zur Revision der Sektorenpläne, der plurikommunalen Entwicklungsschemen, der kommunalen Entwicklungsschemen, der lokalen Orientierungsschemen und der kommunalen Leitfäden für den Städtebau im Sinne des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung durchgeführt wird;».

Art. 67 - Artikel 16 des Dekrets vom 16. Juli 1985 über die Naturparks wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 werden die Wörter "in Artikeln 14 und 15" durch die Wörter "in Artikel 15" ersetzt.

2° in Absatz 2 werden die Wörter "in Artikeln 14 und 15" durch die Wörter "in Artikel 15" ersetzt.

3° in Absatz 3 werden die Wörter "in Artikeln 14 und 15" durch die Wörter "in Artikel 15" ersetzt.

Art. 68 - In Artikel 39, § 4 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle wird der Wortlaut "167 des "CWATUPE" durch den Wortlaut "D.V.1 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung" ersetzt.

Art. 69 - In Artikel 43 § 4 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle wird der Wortlaut "84, § 1 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe" durch den Wortlaut "D.IV.4 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung" ersetzt.

Art. 70 - In Artikel 2 Ziffer 25° des Dekrets vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung, wird der Wortlaut "CWATUPE": Wallonisches Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie" durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«25 ° GRE: Gesetzbuch über die räumliche Entwicklung».

Art. 71 - In Artikel 22 § 2 des Dekrets vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung wird der Wortlaut "167, 2 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie" durch den Wortlaut "D.V.1 Ziffer 2 des GRE" ersetzt.

Art. 72 - In Artikel 53 Absatz 3 Ziffer 2 desselben Dekrets wird der Wortlaut «des Artikels 115, Absatz 2 des "CWATUPE" durch den Wortlaut "des Artikels D.IV.26 § 1 Absatz 2 des GRE"» ersetzt.

Art. 73 - In Artikel 74, § 4, Absatz 2 desselben Dekrets wird der Wortlaut "133 des CWATUPE" durch den Wortlaut "D.IV.26 § 1 Absatz 3 des GRE" ersetzt.

Art. 74 - In Artikel 63 Absatz 1 desselben Dekrets werden die Wörter "vorherige städtebauliche Erklärung" gestrichen.

Art. 75 - In Artikel 63 Absatz 2 desselben Dekrets wird der Wortlaut "87 des CWATUPE" durch den Wortlaut "D.IV.84 des GRE" ersetzt.

Art. 76 - In Artikel 64 Absatz 4 desselben Dekrets wird der Wortlaut "87 des CWATUPE" durch den Wortlaut "D.IV.84 des GRE" ersetzt.

Art. 77 - In Artikel 74 § 4 Absatz 1 desselben Dekrets werden die Wörter ", Erklärung im Sinne des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und vorherige städtebauliche Erklärung" durch die Wörter "und Erklärung im Sinne des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung" ersetzt.

Art. 78 - In Artikel 74 § 4 Absatz 2 desselben Dekrets wird der Wortlaut "87 des CWATUPE" durch den Wortlaut "D.IV.84 des GRE" ersetzt.

Art. 79 - In Artikel 3 Absatz 1 Ziffer 3 des Dekrets vom 27. Mai 2004 zur Einführung einer Steuer auf stillgelegte Gewerbebetriebsgelände wird der Wortlaut "stillgelegte Gewerbebetriebsgelände" durch den Wortlaut "neu zu gestaltende Standorte" ersetzt.

Art. 80 - Artikel 9 desselben Dekrets wird wie folgt abgeändert:

1° in § 1 wird das Wort "Gelände" durch "Standort" und werden die Wörter "169 § 1 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie" durch die Wörter "D.V.2 § 1 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung" ersetzt;

2° in Paragraph 3 Absatz 4 wird das Wort "Geländes" durch "Standorts" und werden die Wörter "169 § 7" durch die Wörter "D.V.2 § 10" ersetzt;

3° in § 4 werden die Wörter "das Gelände" durch die Wörter "der Standort" und werden die Wörter "181 oder 182 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe" durch die Wörter "D.VI.1 ff. des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung" ersetzt.

Art. 81 - In Artikel 1 Ziffer 16bis des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse wird der Wortlaut "Wallonischen Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie" durch den Wortlaut "Gesetzbuch über die räumliche Entwicklung" ersetzt.

Art. 82 - In Artikel 79 Ziffer 2 desselben Gesetzbuches werden die Wörter "in den regionalen Leitfaden für den Städtebau eingefügt" zwischen die Wörter "geltenden" und "allgemeinen Bauordnung" eingefügt.

Art. 83 - In Artikel 1 Ziffer 3 des Dekrets vom 9. Mai 1985 über die Erschließung von Halden wird der Wortlaut "Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe" durch den Wortlaut "Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung" ersetzt.

Art. 84 - In Artikel 2 Absatz 1 desselben Dekrets wird der Wortlaut "des Artikels 84 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe" durch den Wortlaut "des Artikels D.IV.4 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung" ersetzt.

Art. 85 - In Artikel 1bis § 3 Absatz 1 des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten wird der Wortlaut "Artikel 3 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe" durch den Wortlaut "Artikel D.I.3 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung" ersetzt.

Art. 86 - Artikel 1ter desselben Dekrets wird wie folgt ersetzt:

«Artikel 1ter - Wenn das angenommene oder revidierte Anerkennungsgebiet in einem Sektorenplan oder einem lokalen Orientierungsschema enthalten ist, der gerade aufgestellt oder revidiert wird, finden die im Gesetzbuch über die räumliche Entwicklung erwähnten Bestimmungen für die Aufstellung und die Revision Anwendung.»

Art. 87 - In Artikel 4 Absatz 4 desselben Dekrets wird der Wortlaut "Artikel 3 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe" durch den Wortlaut "Artikel D.I.3 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung" ersetzt.

Art. 88 - Artikel 9bis desselben Dekrets wird aufgehoben.

Art. 89 - In Artikel 15 Ziffer 4 desselben Dekrets wird der Satz "4° oder die Vorschriften der Raumordnungspläne und -schemen, deren Anpassung oder Revision in Anwendung des Wallonischen Gesetzbuchs über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe notwendig waren, um die Einrichtung von durch Enteignung betroffenen Gebieten zu ermöglichen, die dazu bestimmt sind, wirtschaftliche Aktivitäten zu beherbergen, ihre Ansiedlung zu fördern oder den Ausbau der bestehenden Aktivitäten zu ermöglichen oder in Übertretung der Vorschriften dieser Pläne oder Schemen getätigte Handlungen oder Arbeiten, wenn diese Handlungen und Arbeiten nach dem Abschluss der der Verabschiedung vorangehenden öffentlichen Untersuchung durchgeführt wurden" durch folgenden Satz ersetzt:

«4° oder die Vorschriften oder Anweisungen der Pläne, Schemen und Flächennutzungskarten, deren Annahme oder Revision in Anwendung des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung notwendig waren, um die Einrichtung von durch Enteignung betroffenen Gebieten zu ermöglichen, die dazu bestimmt sind, wirtschaftliche Aktivitäten zu beherbergen, ihre Ansiedlung zu fördern oder den Ausbau der bestehenden Aktivitäten zu ermöglichen oder in Übertretung der Vorschriften dieser Pläne, Schemen oder Karten getätigte Handlungen oder Arbeiten, wenn diese Handlungen und Arbeiten nach dem Abschluss der der Verabschiedung vorangehenden öffentlichen Untersuchung durchgeführt wurden.»

Art. 90 - In Artikel 8 Absatz 2 des Dekrets vom 29. April 2004 über die subventionierten Arbeiten wird der Wortlaut "eine Städtebaugenehmigung im Sinne des Wallonischen Gesetzbuchs über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe" durch den Wortlaut "eine Städtebaugenehmigung im Sinne des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung" ersetzt.

Art. 91 - In Artikel 2 des Dekrets vom 1. April 2004 über die lokale Mobilität und die lokale Zugänglichkeit werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Punkt 2 werden die Wörter "Regionalausschuss: der Regionalausschuss für Raumordnung so wie in den Artikeln 5 und 6 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe definiert" durch die Wörter «Pool "Raumordnung": der Pool "Raumordnung", so wie in den Artikeln D.I.4 und D.I.5 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung definiert» ersetzt;

2° in Punkt 3 werden die Wörter "Beratungsausschuss: der kommunale Beratungsausschuss für Raumordnung so wie in Artikel 7 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe definiert" durch den Wortlaut "Beratungsausschuss: der kommunale Beratungsausschuss für Raumordnung und Mobilität so wie in Artikel D.I.7 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung definiert" ersetzt.

Art. 92 - In Artikel 4 § 2 des Dekrets vom 1. April 2004 über die lokale Mobilität und die lokale Zugänglichkeit wird der Wortlaut "Der Regionalausschuss wird regelmäßig über den Fortschritt der Arbeiten informiert und kann zu jeder Zeit die Vorschläge, die er als angebracht betrachtet, anbringen" durch den Wortlaut «Der Pool "Raumordnung" wird regelmäßig über den Fortschritt der Arbeiten informiert und kann zu jeder Zeit die Vorschläge, die es als angebracht betrachtet, anbringen» ersetzt.

Art. 93 - In Artikel 6 § 2 Absatz 1 des Dekrets vom 1. April 2004 über die lokale Mobilität und die lokale Zugänglichkeit werden die Wörter "der Stellungnahme des Regionalausschusses" durch die Wörter «"der Stellungnahme des Pools "Raumordnung"» ersetzt.

In Absatz 2 desselben Artikels werden die Wörter "der Regionalausschuss und" durch die Wörter "der Pool "Raumordnung" und" ersetzt.

Art. 94 - In Artikel 7 Absatz 1 des Dekrets vom 1. April 2004 über die lokale Mobilität und die lokale Zugänglichkeit werden die Wörter "dem Gutachten des Regionalausschusses" durch die Wörter «"der Stellungnahme des Pools "Raumordnung"» ersetzt.

Art. 95 - In Artikel 11 § 1 Absatz 2 des Dekrets vom 1. April 2004 über die lokale Mobilität und die lokale Zugänglichkeit werden die Wörter "und des Regionalausschusses" durch die Wörter «und des Pools "Raumordnung"» und die Wörter "und der Regionalausschuss" durch die Wörter «und der Pool "Raumordnung"» ersetzt.

Art. 96 - In Artikel 21 § 1 des Dekrets vom 1. April 2004 über die lokale Mobilität und die lokale Zugänglichkeit werden die Wörter "dem Regionalausschuss" durch die Wörter «"dem Pool "Raumordnung"» ersetzt.

Art. 97 - In Artikel 28 Absatz 1 des Dekrets vom 1. April 2004 über die lokale Mobilität und die lokale Zugänglichkeit werden die Wörter "des Regionalausschusses" durch die Wörter «des Pools "Raumordnung"» ersetzt.

Art. 98 - In Artikel 29 Absatz 2 des Dekrets vom 1. April 2004 über die lokale Mobilität und die lokale Zugänglichkeit werden die Wörter "dem Regionalausschuss" durch die Wörter «dem Pool "Raumordnung"» ersetzt.

Art. 99 - In Artikel 1 Ziffer 4 des Dekrets vom 11. April 2014 über die ländliche Entwicklung werden die Wörter "Regionalausschuss: Organ der Wallonischen Region, das damit beauftragt ist, der Regierung ein Gutachten über die Entwürfe der kommunalen Programme für ländliche Entwicklung abzugeben" durch die Wörter «Pool "Raumordnung": der Pool "Raumordnung", so wie in den Artikeln D.I.4 und D.I.5 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung definiert» ersetzt.

Art. 100 - In Artikel 7 des Dekrets vom 11. April 2014 über die ländliche Entwicklung werden die Wörter "einen in Anwendung von Artikel 150 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie eingesetzten kommunalen Beratungsausschuss" durch die Wörter "einen in Anwendung von Artikel D.I.7 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung eingesetzten kommunalen Beratungsausschuss für Raumordnung und Mobilität" ersetzt.

Art. 101 - In Artikel 13 § 2 Absatz 2 des Dekrets vom 11. April 2014 über die ländliche Entwicklung werden die Wörter "an den Regionalausschuss" durch die Wörter «an den Pool "Raumordnung"» ersetzt.

In Absatz 3 desselben Paragraphen werden die Wörter "Der Regionalausschuss" durch die Wörter «Der Pool "Raumordnung"» ersetzt.

In § 3 Absatz 1 desselben Artikels werden die Wörter "des Regionalausschusses" durch die Wörter «des Pools "Raumordnung"» ersetzt.

Art. 102 - In Artikel 14 § 1 des Dekrets vom 11. April 2014 über die ländliche Entwicklung werden die Wörter "des Regionalausschusses" durch die Wörter «des Pools "Raumordnung"» ersetzt.

In § 3 Absatz 1 desselben Artikels werden die Wörter "des Regionalausschusses" durch die Wörter «des Pools "Raumordnung"» ersetzt.

In § 3 Absatz 2 desselben Artikels werden die Wörter "des Regionalausschusses" durch die Wörter «des Pools "Raumordnung"» ersetzt.

Art. 103 - In Artikel 24 Absatz 3 des Dekrets vom 11. April 2014 über die ländliche Entwicklung werden die Wörter "den Regionalausschuss" durch die Wörter «den Pool "Raumordnung"» ersetzt.

Art. 104 - In Artikel 36, § 1, Absatz 1 und § 2, Absatz 1 des Dekrets vom 7. Juli 1988 über die Gruben wird der Wortlaut "wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches" durch den Wortlaut "Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung" ersetzt.

Art. 105 - In Artikel 178, j) des Wallonischen Gesetzbuches über den Tourismus wird der Wortlaut "mit den Artikeln 414 und 415 des CWATUP" durch den Wortlaut "mit dem regionalen Leitfaden für den Städtebau des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung" ersetzt.

Art. 106 - In Artikel 1 Absatz 1 Ziffer 1 des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion werden die Wörter «"Commission consultative régionale wallonne de l'Aménagement du Territoire" (beratender Wallonischer Regionalausschuss für Raumordnung)» durch die Wörter «Pool "Raumordnung"» ersetzt.

Art. 107 - In Artikel 2 § 1 Ziffer 1 desselben Dekrets wird der Satz "In Abweichung von dieser Regel werden für jedes ordentliche Mitglied der beratenden Kommission für Beschwerden zwei stellvertretende Mitglieder bezeichnet" nach dem ersten Satz hinzugefügt.

Art. 108 - In Artikel 2 § 1 Ziffer 10° desselben Dekrets wird der Wortlaut «auf die "Commission consultative régionale de l'Aménagement du Territoire", die durch das Wallonische Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe eingerichtet worden ist,» durch den Wortlaut «auf den Pool "Raumordnung" und auf die beratende Kommission für Beschwerden, die durch das Gesetzbuch über die räumliche Entwicklung eingerichtet worden sind,» ersetzt.

Art. 109 - In Artikel 35, § 1, Absatz 2, Ziffer 7° des Steuerdekrets vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben wird der Wortlaut "des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe" durch den Wortlaut "des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung" ersetzt.

Art. 110 - In Artikel 11 des Dekrets vom 30. April 2009 zur Gründung der Aktiengesellschaft öffentlichen Rechts "Société de Développement de Liège-Guillemins" (Gesellschaft zur Entwicklung von Liège-Guillemins) wird der Wortlaut "von Artikel 173, § 1 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe" durch den Wortlaut "von Artikel D.V.14 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung" und der Wortlaut "in Artikel 173, § 2, 1° erwähnte" durch den Wortlaut "in Artikel D.V.14, § 2 erwähnte" ersetzt;

Art. 111 - In Artikel 3, Absatz 2, 1°, e) des Dekrets vom 7. Juni 1990 über die Errichtung eines "Institut scientifique de Service public" (Wissenschaftliches Institut Öffentlichen Dienstes) in der Wallonischen Region (ISSeP) wird der Wortlaut "bei der Sanierung der stillgelegten Gewerbebetriebsgelände, die in Artikel 167 des Dekrets vom 19. November 1997 zur Abänderung des wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe festgelegt werden" durch den Wortlaut "bei der Sanierung der neu zu gestaltenden Standorte und der Landschafts- und Umweltsanierungsstandorte im Sinne von den Artikeln D.V.1 und D.V.7 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung;" ersetzt.

Art. 112 - Das vorliegende Dekret tritt an dem von der Regierung festgelegten Datum in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 20. Juli 2016

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Kulturerbe

M. PREVOT

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien

J.-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie

P. FURLAN

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz

C. DI ANTONIO

Die Ministerin der Beschäftigung und der Ausbildung

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Haushalt, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung

C. LACROIX

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

—
Fußnote

(1) Sitzung 2015-2016

Dokumente des Wallonischen Parlaments 307 (2015-2016) Nr. 1, 1bis bis 1quater, 2 bis 377

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 8. Juni 2016

Diskussion.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 19. Juli 2016

Mündlicher Bericht.

Diskussion.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 20. Juli 2016

Diskussion.

Abstimmung.